



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



LAW

Internat 8e





NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL

DE

T R A I T É S,
CONVENTIONS ET AUTRES TRANSACTIONS
REMARQUABLES,

SERVANT À LA CONNAISSANCE DES RELATIONS
ÉTRANGÈRES DES PUISSANCES ET ÉTATS
DANS LEURS RAPPORTS MUTUELS.

RÉDIGÉ SUR DES COPIES AUTHENTIQUES

PAR

FRÉDÉRIC MURHARD.

Continuation du grand Recueil de feu

M. DE MARTENS.



T o m e IV.

Supplémens aux Tomes antérieurs.

1817 — 1842.

À GOTTINGUE,
À LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.

1846.

1110

GOTTINGUE,
IMPRIMERIE ACADÉMIQUE DE DIETERICH.

SUPLÉMENS
K TOMES ANTÉRIEURS DE CE
RECUEIL.



1.

Convention entre les royaumes des Pays-Bas et de Hanovre sur l'extradition réciproque des malfaiteurs. 1817

(Gesetz-Sammlung für das Königreich Hannover. Jahrgang 1843. 1e Abtheilung Nr. 13. v. 1ten Mai.)

§. 1. Beiderseitige Regierungen, von Hannover und den Niederlanden, sind übereingekommen, die gegenseitige Auslieferung solcher Personen zu bewilligen, die auf dem Grundgebiete von einem der beiden eben genannten Gouvernements ein Verbrechen begangen haben, und gegen welche desshalb eine richterliche Verfügung eingetreten ist.

In dieser Rücksicht soll von beiden Seiten nach den folgenden Regeln verfahren werden.

§. 2. Ist der Verbrecher, dessen Auslieferung verlangt wird, ein Unterthan der requirirenden Behörde, und auf deren Gebiet das Verbrechen begangen, so soll die Auslieferung in folgenden Fällen zugestanden werden:

1. wenn das Verbrechen von solcher Beschaffenheit ist, dass die Bestrafung des Schuldigen für das Interesse und die Sicherheit der beiderseitigen Unterthanen als wünschenswerth oder nothwendig anzusehen ist.

Als solche Verbrechen kommen besonders in Betrachtung:

Mord, Todtschlag, Brandstiftung, Diebstahl mit Einbruch, Einsteigen oder anderen beschwerenden Umständen, falsches Münzen, betrügliches Bankerottiren und dergleichen Verbrechen, die wegen ihrer Natur oder wegen der besonderen Umstände, unter denen sie begangen sind, von der um die Auslieferung requirirten Regierung dergestalt angesehen werden, dass die Bestrafung des Schuldigen und seine Auslieferung zu dem Ende erfolgen kann oder muss;

4 *Convent. entre le Hanovre et les Pays-Bas*

1817 b. wenn das Verbrechen gegen die hohe Regierung selbst, oder gegen den Staat, oder dessen Oberhaupt im Allgemeinen begangen ist.

Unter Verbrechen dieser Art sollen gerechnet werden: Anschläge auf das Leben des Souverains oder desjenigen, der die oberste Gewalt in Händen hat, Anstiften von Aufruhr oder von innerlichen Unruhen, Verfälschung öffentlicher Schuldbriefe, Staatspapiere oder anderer unter öffentlicher Auctorität ausgefertigten Acten, deren Verfälschung die Verminderung des Credits, oder sonstigen wirklichen Nachtheil für den Staat herbeiführen könnte, der deshalb requiriret; das Unterschlagen oder die Verheimlichung öffentlicher Gelder, solches mag nun durch öffentliche Beamten oder durch Privatpersonen geschehen sein, und überhaupt alle solche Verbrechen und strafbare Handlungen, durch welche für den Staat irgend ein Nachtheil oder Unglück veranlasst oder beabsichtigt ist;

c. wenn der Verbrecher schon in Haft gewesen, aber entwichen, oder auch in contumaciam verurtheilt ist.

§. 3. Wenn der Verbrecher, dessen Auslieferung verlangt wird, ein Unterthan der Macht ist, von welcher verlangt wird, denselben auszuliefern, und das Verbrechen nicht auf deren Grundgebiet begangen ist, so soll die Auslieferung nur allein bei solchen schweren und abscheulichen Verbrechen bewilligt werden, die denjenigen, der sie verübt hat, unwerth machen auf irgend einen Schutz der Regierung zu hoffen; als da sind:

Mörder; solche, die Diebstähle mit Einbruch begangen haben; Räuber, welche die öffentliche Heerstrasse unsicher machen, und andere dergleichen, in Ansehung deren Auslieferung jedoch jeder der hohen Contrahenten sich vorbehält, in jedem besondern Falle nach Massgabe der mehr oder minder beschwerenden Art der Umstände zu beschliessen und zu verfügen.

§. 4. In keinem Falle soll die Auslieferung von Personen verlangt werden können, die gegen die Finanzgesetze, welche in den beiderseitigen Königreichen von Hannover und der Niederlande in Kraft sind, etwas gebrochen haben, es möchte denn sein, dass solche Vergehen unter Umständen geschehen wären, für welche in den §§. 2 und 3 die Bestimmungen getroffen sind.

§. 5. Wenn der Missethäter, dessen Auslieferung

verlangt wird, auf dem Grundgebiete der beiderseitigen 1817 hohen Regierungen Verbrechen begangen und sich in dem Lande der requirirenden Regierung eines der Verbrechen schuldig gemacht hat, welche in den §§. 2 und 3 bereits angegeben sind; ferner, wenn das Verbrechen von einer schwerern oder bedenklichern Art ist, als das, welches auf dem Grundgebiete der requirirten Regierung begangen ist, so wird die verlangte Auslieferung bewilligt, mit derjenigen Ausnahme jedoch, welche der folgende §. 6 besagt.

Wird der ausgelieferte Verbrecher hienächst frei gesprochen, so muss er alsdann derjenigen Regierung wieder angeboten werden, welche ihn ausgeliefert hat.

§. 6. In dem Falle des vorstehenden §. 5 soll gleichwohl die Auslieferung verweigert werden können:

a. wenn die auf dem Gebiete der beiderseitigen Regierungen begangenen Verbrechen von gleicher Bedeutung und Grausamkeit sind;

b. wenn es zum Abschrecken von Verbrechen, welche überhand genommen haben, von Wichtigkeit ist, dass der Verbrecher, anderen zum warnenden Beispiele, auf demjenigen Grundgebiete bestraft werde, wo er sich wirklich befindet;

c. wenn der Verbrecher in gerichtliche Untersuchungen verflochten ist, die gegen mehrere Personen angestellt worden, und der Ausgang dieser Untersuchungen entweder ganz oder zum Theil von der Gegenwart des reclamirten Verbrechers abhängig seyn könnte;

d. wenn die Parteien, denen durch das begangene Verbrechen ein Schaden erwachsen ist, durch die verlangte Auslieferung in ihrem Rechte auf Schadensersatz verkürzt werden würden.

§. 7. Wenn nach der Bestimmung des §. 5 die verlangte Auslieferung bewilligt wird, so sollen auch die Sachen und anderen Gegenstände ausgeliefert werden, welche in Beziehung auf diejenigen Verbrechen oder Vergehen, die in dem Lande begangen sind, dessen Regierung die Auslieferung verlangt, ergangen oder vorgefallen seyn möchten, um auch darauf die nöthige Aufmerksamkeit richten zu können.

Wenn der Verbrecher nach seiner Freisprechung derjenigen Regierung wieder ausgeliefert wird, welche dessen erste Auslieferung bewilligt hat, so sollen eben-

6 *Convent. entre le Hanovre et les Pays-Bas*

1817 falls alle Actenstücke, die über die in beiderseitigen Landen begangenen Verbrechen vorhanden sind, dahin übermacht werden.

§. 8. Wenn in Gemässheit der vorstehenden Bestimmungen Gründe vorhanden sind, um die Auslieferung eines Missethätters zu verlangen, so sollen die Richter und Justizbeamte in beiderseitigen Landen sich wechselseitig requiriren, um den Verbrecher anzuhalten und ihn zu weiterer Verfügung und sicherer Haft zu stellen, mit Uebersendung der richterlichen Verhandlungen, die gegen den Angeklagten Statt gehabt, welche bei der Requisition oder unmittelbar nach seiner Verhaftung angezeigt werden müssen.

Der auf solche Art geschehenen Requisition soll durch die gegenseitigen Richter und Behörden mit möglichster Schnelle genügt, und von der Verhaftung soll den Requiranten sofort Nachricht gegeben werden.

§. 9. Wenn demgemäss die Verhaftung erfolgt ist, so soll die Auslieferung von der einen Regierung bei der andern nachgesucht, und alsdann untersucht werden, ob nach den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages Gründe vorhanden sind, um bei der verlangten Auslieferung Bedenken zu finden.

§. 10. Wird die Auslieferung bewilligt, so wird der Verbrecher an die Grenze des Landes gebracht, dessen Regierung solche verlangt hat, und daselbst der Militair- oder Civilbehörde dieses Landes überliefert, um von solcher an denjenigen Richter gebracht zu werden, dem die weitere Untersuchung gegen denselben obliegen wird.

§. 11. Die beiderseitigen Regierungen verzichten auf allen Ersatz wegen der Kosten des Unterhalts, des Transports oder anderer Ausgaben, welche durch die Auslieferung der Verbrecher veranlasst sein könnten, und versprechen gegenseitig, solche auf eigene Rechnung beschaffen lassen zu wollen.

§. 12. Wenn wegen eines Criminalprocesses in den gegenseitigen Landen der hohen contrahirenden Mächte zwar nicht die Auslieferung eines Verbrechers, wohl aber die Abhörung von Zeugen, oder die Mittheilung von Acten verlangt würde, so sollen die richterlichen Behörden in den beiden Reichen gegenseitig die erforderlichen Requisitionen an einander ergehen lassen, denen alsdann auf das bereitwilligste genügt werden soll.

Wird die persönliche Erscheinung der Zeugen von 1817 dem auswärtigen Richter nöthig befunden, so sollen die richterlichen Behörden der beiderseitigen Lande einander gegenseitig ersuchen, um diese Zeugen zur sofortigen persönlichen Stellung zu überreden und zu bewegen und soll man, einer solchen Requisition zu genügen, von beiden Seiten verbunden seyn.

In diesem Falle soll dem Zeugen eine billige Vergütung für Reise- und Zehrungskosten bewilligt werden, wesshalb man sich die Festsetzung eines Tarifs vorbehält.

§. 13. Nach den Bestimmungen des vorstehenden §. 12 soll auch die Stellung eines oder mehrerer Verbrecher zur Confrontation verlangt werden können, sobald solche nützlich oder nöthig erachtet wird, und soll den dessfallsigen Requisitionen stets mit Bereitwilligkeit genügt werden.

Der Transport der Verbrecher, sowohl zur Confrontation, als zurück, soll nach den Bestimmungen des §. 10 beschafft werden, und soll so wenig desshalb, als wegen der Zeugenverhöre, oder der Mittheilung von Acten, einige Kostenforderung zulässig sein.

Den Justiz- oder Polizeibeamten der beiderseitigen Lande soll verstattet sein, flüchtig gewordene Verbrecher oder verdächtige Personen, wenn sie sich auf das Gebiet der andern Regierung flüchten, über die Grenze zu verfolgen, und, wenn die sofortige Hülfe der Ortsbehörden nicht zu erhalten steht, anzuhalten; sie müssen dieselben jedoch sofort an das nächste Gericht derjenigen Provinz, worin dergleichen Flüchtlinge angetroffen werden, abliefern und wegen der Auslieferung muss dasjenige beobachtet werden, was desshalb in dem §. 9 bestimmt worden ist.

§. 15. Gegenwärtige, auf eine völlige Reciprocität gründende Convention soll in allen Landen, welche den beiderseitigen Regierungen unterworfen sind, bekannt, und auf die daselbst gebräuchliche Weise bekannt gemacht werden.

2.

1819 *Protocoles des conférences, Actes et resolutions du Congrès de Carlsbad.*6—31 *Août* 1819.*Protokoll der ersten Conferenz,*

gehalten Carlsbad den 6. August 1819, in Gegenwart:

des Herrn Fürsten v. Metternich, für Oesterreich.
 „ „ Grafen v. Bernstorff, für Preussen.
 „ „ „ v. Rechberg, für Baiern.
 „ „ Freiherrn v. Plessen, für Mecklenburg.
 „ „ Grafen v. Schulenburg, für d. Königr. Sachsen.
 „ „ „ v. Münster, } f. d. Königr. Hannover.
 „ „ „ v. Hardenberg, }
 „ „ „ v. Wintzingerode, für Württemberg.
 „ „ Freiherrn v. Marschall, für Nassau.
 „ „ „ v. Berstett, für Baden.
 „ „ „ v. Krusemark, für Preussen.
 Und als Protokollführer der k. k. österr. Hr. Hofr. v. Gentz.

Der Herr Fürst v. Metternich eröffnete die Conferenz mit der Erklärung: die hiesige Anwesenheit mehrerer Minister und Gesandten von deutschen Bundesstaaten gebe ihm die gewünschte Veranlassung, sich mit ihnen ungesäumt über die Besorgnisse und Gefahren vertraulich zu berathen, in welche sowohl der ganze Bund, als auch die einzelnen Bundesstaaten durch die revolutionären Umtriebe und demagogischen Verbindungen, welche man in der letzten Zeit entdeckt habe, versetzt würden. Die ihm darüber nach den in verschiedenen Ländern angestellten Untersuchungen zugegangenen Mittheilungen, setzten dieselben nicht nur ausser Zweifel, sondern lieferten auch solche gegründete Anzeigen und Nachweisungen, dass zur Sicherstellung des Gesamtwesens der einzelnen Staaten die ernstesten und dringendsten Maasregeln nöthig würden.

Se. Majestät der Kaiser hielten Sich als Mitglied des Bundes verpflichtet, ihrer Seits die Sache in Anregung zu bringen.

Sie könnten sich aber auch für Ihre eigenen Staaten nicht dabei beruhigen, wenn durch dergleichen Um-

triebe die Grundfeste aller bürgerlichen Ordnung erschüttert werden sollte. Se. kaiserliche Majestät wünschten dieserhalb die Ansichten der übrigen Bundesglieder zu kennen, um über die erforderlichen Maassregeln sich gemeinschaftlich zu verständigen und diessfallsige Anträge an den Bundestag zu bringen. In dieser Hinsicht übergab der Hr. Fürst v. Metternich eine Punctation, worin die allgemeinen Grundsätze, abgeleitet aus der Bundesacte und dem Begriff des deutschen Bundes, so wie eine spezielle Anwendung derselben entwickelt waren, und wodurch die vorzüglichsten Gegenstände einer Uebereinkunft nach den zwei Klassen bezeichnet worden, je nachdem sie entweder durch ihre Dringlichkeit augenblickliche Maassregeln erfordern, oder wegen ihres Zusammenhanges mit den Grundverhältnissen des Bundes ausführlichere Berathschlagungen nothwendig machen.

Die sämmtlichen Minister und Gesandten erkannten sowohl die Richtigkeit der aufgestellten Grundsätze, als auch die Dringlichkeit ernsthafter und gemeinsamer Maassregeln und erklärten sich sehr bereit, auch nach der hier angegebenen Classification sich über die bezeichneten Gegenstände vertraulich zu berathen. Von dem königl. württembergischen Minister ward hierbei nur noch die Frage gestellt, ob nicht der in der zweiten Klasse unter Lit. a. benannte Gegenstand (die Erläuterung des Art. 13. der Bundesacte) auch noch zu der ersten Klasse als dringende Maassregel gezogen werden möchte?

Der Hr. Fürst v. Metternich und einige andere Minister erwiederten hierauf: durch den allgemeinen Grundsatz Nr. II. wäre die bestimmte Andeutung gegeben, um eine nähere Erläuterung des Art. 13. der Bundesacte herbeizuführen, man erwarte nur, was in dieser Hinsicht von den verschiedenen Seiten geäußert werden möchte.

Die gedachte Punctation ward hierauf unter Lit. A. dem Protokolle beigefügt.

Ueber die erten Gegenstände der ersten Klasse machte der Hr. Fürst Metternich nun die näheren Vorschläge, und legte

Ad 1. wegen ungesäumter Abfassung gleichförmiger Verfügungen über die Presse zwei Ausarbeitungen vor, nämlich eine Aufstellung des Standpunktes,

1819 aus welchem eine im deutschen Bunde zu ergreifende Maassregel gegen den Unfug der Presse beurtheilt werden muss, und Grundlinien eines Beschlusses zur Verhütung des Missbrauchs der Presse in den deutschen Bundesstaaten, wodurch insbesondere vorgeschlagen wird, die gehörige landesherrliche Aufsicht über politische Blätter und Zeitschriften durch eine gewisse Censur auszuüben. Beide Aufsätze sind unter Lit. B. und C dem Protokoll beigelegt.

Es ward von Einigen hierüber bemerkt: wie noch jetzt in dem bei weitem grössten Theile von Deutschland eine Censur bestehe und in denjenigen Ländern, welche seither theils verfassungsmässig die Freiheit der Presse eingeführt, theils dieselbe nur geduldet hätten, doch die Missbräuche derselben so einleuchtend gewesen wären, dass in dem gegenwärtigen Momente von gefährlichen Umtrieben dieses so wirksame Vehikel dazu benommen werden müsse; jedoch scheinete es rathsam, dieses nicht mit einemmal und für alle Zeiten auszusprechen, sondern nur auf eine bestimmte Zeit von 3 oder auch von 6 Jahren eine Censur nach übereinstimmenden Normen einzuführen.

Der Königl. württembergische Minister war dagegen der Meinung, wie eine Censur überhaupt nicht der gehegten Absicht entspreche, noch ein ausreichendes Mittel sei; auch werde man schwerlich so viel tüchtige Subjecte zu Censoren finden; er halte vielmehr dafür, dass die neue französische Einrichtung mit dem *Cautionnement* die bessere sei, da es ihm bedenklich scheinen müsse, wenn diejenigen Staaten, in welchen bereits die Censurfreiheit eingeführt sei, dem Volke diese Vergünstigung wieder entziehen wollten. Von mehreren Seiten ward demselben aber entgegnet: Die genannte französische Einrichtung sei ein neuer Versuch, von dem erst noch abzuwarten stünde, in wie weit er überhaupt ausreiche; dann passe er aber in manchem Betracht nicht auf Deutschland, und sei nicht genügend, um dem Uebel und Nachtheil schon vorzubeugen. Man kam dahin überein, nach näherer Kenntnissnehmung von gedachten beiden Ausarbeitungen, die Sache weiter zu besprechen.

ad 2. Ueber die dringendsten Maassregeln in Hinsicht auf die Universitäten, Gymnasien und Schulen behielt der Fürst Metternich sich vor, nächstens

gleichfalls eine Ausarbeitung vorzulegen, und dessfall- 1819
sige Vorschläge zu begründen.

ad 3. Wegen Maassregeln in Ansehung der bereits
entdeckten Umtriebe, vereinbarte man sich über eine
gewisse gemeinsame, vom Bunde ausgehende Central-
Untersuchungs-Commission, und der Herr Mi-
nister Frhr. v. Marschall übernahm es, die dessfall-
sigen Ansichten in einen Entwurf zu bringen, und den-
selben bei nächster Conferenz vorzulegen.

Man verabredete sich zum Schlusse, die Conferen-
zen über die in Berathung zu ziehenden Gegenstände
fortzusetzen.

Protokoll der zweiten Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 7. August 1819.

In Gegenwart aller in der ersten Conferenz Anwesenden.

Zufolge der in der gestrigen Conferenz genommenen
Verabredung legte der Frhr. v. Marschall heute den
gefertigten Entwurf zu einem bei der Bundesversamm-
lung in Antrag zu bringenden Bundesbeschluss vor, um
eine von dem Bunde ausgehende Central-Commis-
sion zu bestellen:

„zur gemeinschaftlichen Untersuchung und factischen
„Eruirung der hochverrätherischen Unternehmungen
„und Handlungen über welche gegen mehrere Indi-
„viduen und Verbindungen zu solchem Zwecke in
„einzelnen Bundesstaten nähere und entferntere An-
„zeigen (Indizien) vorliegen.“

Nachdem gedachter Entwurf nach dem Inhalt seiner
11 Artikel genau discutirt, und die dabei gemach-
ten Bemerkungen und Abänderungen eingetragen wor-
den, so ward derselbe dem Protokoll unter Anlage Lit.
D. angefügt, und man behielt sich die weitere Erörte-
rung und Genehmigung noch so lange vor, bis sämt-
liche Mitglieder der Conferenz durch die zu nehmenden
Abschriften davon zu einer noch näheren Prüfung in
Stand gesetzt sein würden.

Wegen der Form, in welcher die Sache beim Bun-
destage anzubringen und zu behandeln wäre, glaubte
man die passendste Einleitung zu finden, wenn der
kaiserlich österreichische Hof den eigentlichen An-
trag zu der betreffenden Central-Untersuchungs-Com-
mission und die Vorschläge zu deren Einrichtung

1819 mittelst einer Präsidial-Proposition zu Protokoll an den Bundestag bringen, die nähere Ausführung von den Motiven, wie von der Lage der Sache aber noch ausserdem blos in vertraulichen Besprechungen mittheilen, und es alsdann der weiteren Bestimmung des Bundestags überlassen wolle: in wie weit die auf diesem Wege genommene Kenntniss der Sache, für den zu fassenden Beschluss genügen, oder ob der Bundestag noch zuvor durch eine zu bestellende Commission diese Anträge noch mehr erörtern möchte?

Um jedoch aber auch über die Zusammensetzung der genannten Central-Commission einige sichernde Bestimmungen zu treffen, so verabredete man, dass zwar die Wahl derjenigen sieben Bundesstaaten, welche jeglicher ein Mitglied zur Central-Commission zu ernennen hätten, nur von dem Bundestag ausgehen und vorgenommen werden könnte. Jedoch fand man es zweckmässig, wenn dazu einige betheiligte Bundesstaaten, aber wiederum auch andere gewählt würden, bei denen bis jetzt noch keine solche revolutionären Umtriebe entdeckt und zur Untersuchung gebracht worden, und in dieser Hinsicht kam man überein:

dass diejenigen Höfe, deren Minister und Gesandte sich hier anwesend befinden, ihre Bundesgesandtschaften dahin instruiren wollten, damit durch eine gleichmässige Wahl die Höfe von Oesterreich, Preussen, Baiern, Hannover, Baden, Darmstadt und Nassau ernannt würden, um ihrer Seits Mitglieder dieser Central-Untersuchungs-Commission abzuordnen.

Der königl. sächsische Gesandte beschränkte sich jedoch darauf, wie er bei seinen persönlichen Verhältnissen diese Verabredung seinem hohen Hofe nur zur Genehmigung vortragen könne. Schon in der ersten Sitzung habe er bemerkt, dass er und wahrscheinlich alle Anwesende nur *sub spe rati* abschliessen könnten, jedoch nicht begehrt, dass diese Bemerkung ins Protocoll aufgenommen werde, weil sie sich von selbst verstehe.

Schliesslich versprachen sich noch bei dieser Gelegenheit, sämmtliche Mitglieder, die äusserste Geheimhaltung sowohl der Protokolle selbst, als aller Aeusserungen in diesen vertraulichen Berathungen überhaupt.

Protokoll der dritten Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 8. August 1819.

1819

In Gegenwart Aller, in der ersten Sitzung Anwesenden.

Man nahm heute den ersten in der Punktation (Beilage A des I. Protokolls) proponirten Gegenstand, die ungesäumte Abfassung gleichförmiger Verfügungen über die Presse weiter in Berathung und nachdem man diejenigen Ansichten, welche in den beiden gründlichen Ausarbeitungen unter B und C des ersten Protokolls hierüber aufgestellt werden, von allen Seiten näher erwogen hatte, so vereinigte man sich in der Meinung, dass die nöthige landesherrliche Aufsicht unter gegenwärtigen bewegten Zeitumständen nur mittelst einer zweckmässigen Censur-Anstalt, nach bestimmten Normen, gleichmässig für alle Bundesstaaten, und mit gehörigem Ernst in der Ausführung geübt werden könne. Man bemerkte dabei, dass der weit eingerissene Missbrauch der Presse und die durchaus revolutionäre Tendenz fast aller politischen Tagblätter erst wieder in gewisse Schranken der Ordnung gewiesen sein müssen, und dass in dem Bundesverhältniss jeder Staat den andern nothwendig sicher zu stellen habe, dass seine bestehenden Einrichtungen und sein ganzer Rechtszustand nicht durch einseitige Beurtheilungen und umwälzende Theorien öffentlich angegriffen und verunglimpft werden würden, bevor auch nur der Zeitpunkt eintreten könne, in Erwägung zu ziehen, ob die Einführung einer repressiven Gesetzgebung in einzelnen deutschen Staaten mit dem bestehenden Bunde vereinbarlich, und daher eine Ungebundenheit der Presse auch in derselben nicht vorher zuzugestehen sei.

Man verhandelte hierauf die Frage: in wie weit **der** deshalb bei dem Bundestag anzubringende Antrag **auf** den Art 18. der Bundesacte zu begründen? oder **ob** nicht vielmehr die zu bestimmende Censur für **alle** periodischen Blätter als eine **provisorische** Maasregel allgemein, und also auch in denjenigen Bundesstaaten, welchen bisher eine mehr oder **mindere** Freiheit der Presse zugestanden war, einzuführen sein möchte.

Nach längerer Erörterung der verschiedenen **Ansichten** hierüber, entschied man sich für die letztere

1819 Meinung dahin: dass die gedachte Censur nach den abzufassenden gleichförmigen Vorschriften, als provisorische Maassregel bei der gegenwärtigen bewegten Zeit und den revolutionären Umtrieben, vorläufig auf fünf Jahre auch in denjenigen deutschen Bundesstaaten, wo sie noch nicht besteht, eingeführt und vor allem zweckmässig gehandhabt werden sollte, und es wurde der Frhr. v. Plessen ersucht, mittelst Beziehung des k. k. Hofraths von Gentz, nach Anleitung der Grundlinien (Beilage C) den Entwurf der diessfalsigen Proposition an den Bundestag nach den Motiven und daraus abzuleitenden Resultaten zu einem gesetzlichen Bundesbeschluss auszuarbeiten (s. 10. Sitz.) und der Versammlung nächstens vorzulegen.

Ausserdem ward noch erinnert, dass es weiter in der Befugniss des Bundes stehen würde, auch fremde Zeitungen und politische Blätter, welche Grundsätze gegen die Ordnung verbreiteten, die man im deutschen Bunde beobachtet wissen wollte, nöthigenfalls zu untersagen.

Es wurde demnächst bemerkt, wie die verschiedenen, durch die augenblickliche Lage der Dinge veranlassten dringenden Maassregeln, welche jetzt von dem Bundestage ausgehen sollten, auch in der einzelnen Anwendung und Ausführung genugsam gesichert werden müssten, und wie desshalb der Bundesversammlung noch mehr, wie solches bisher der Fall gewesen, die Mittel und Gewalt beizulegen wäre, um sowohl jene provisorischen Anordnungen, als ihre Beschlüsse überhaupt, selbst gegen eintretende Weigerungen zur gehörigen Folgeleistung und Vollziehung zu bringen.

Worauf der Herr Graf von Münster und der Freiherr von Marschall es gefälligst übernahmen, den Entwurf eines Gesetzes zu einer solchen Vollziehungsordnung zu fertigen, und in einer der nächsten Sitzungen vorzulegen *).

Protokoll der vierten Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 9. August 1819.

In Gegenwart Aller, in der ersten Sitzung Anwesenden, und des Herrn Freiherrn von Fritsch (für Sachsen-Weimar-Eisenach).

Der Herr Fürst von Metternich hatte, in Ge-

*) Es geschah in der zehnten Sitzung.

folge gemeinschaftlicher Uebereinkunft, auch den gerade hier anwesenden grossherzoglich Sachsen-Weimariſchen Staatsminister Freiherrn von Fritsch eingeladen, an der heutigen Conferenz Theil zu nehmen, und bei der Berathung über die dringendsten Maasregeln, in Hinsicht auf die Universitäten, Gymnasien und Schulen seine Ansichten nach den bisherigen Erfahrungen mitzuthemen.

Der Frhr. von Fritsch äusserte: wie man sich weimariſcher Seits hauptsächlich nur mit denjenigen Anstalten *) beschäftigt, und dabei freilich schon mit mannigfachen Schwierigkeiten zu kämpfen gehabt habe; gegenwärtig sei man im Begriff, wiederum neue Statuten für die Universität Jena zu machen, und einen im Orte befindlichen Pro-Canzler zu setzen, der als Curator die landesherrliche Aufsicht auch über Professoren gehörig zu führen im Stande wäre.

Bei der Frage, wie mit den Professoren zu verfahren sein dürfe, deren Lehrsätze verdächtig und gegen die bestehende Ordnung gerichtet wären? meinte der Frhr. von Fritsch, es würde eine Abforderung und Nachweisung der Grundsätze und Lehren, wornach sie unterrichten, zu verfügen sein.

Man war dahin einverstanden, dass Professoren, welche wegen ihrer Lehrsätze, oder wegen unerlaubter geheimer Verbindungen von einer Universität entfernt worden, auf keiner andern deutschen Lehranstalt oder hohen Schule wieder angenommen werden sollten.

Da man nun von dem Bundestags-Ausschuss, welcher bereits zur Beförderung einer gleichmässigen Aufsicht und verbesserter Ordnung auf deutschen Universitäten niedergesetzt worden, baldigst dazu die umfassenden gutachtlichen Vorschläge zu erwarten hat, so fand man es nur angemessen, wenn man sich hier dahin vereinbaren würde, die dessfallsigen Grundsätze allgemein annehmen und gemeinschaftlich befolgen zu wollen.

Weil der Frhr. von Fritsch Willens war, morgen von hier nach Weimar zurückzureisen, so machte der Herr Fürst von Metternich denselben mit der Absicht bekannt, die dringendsten Maasregeln zu ergreifen, um mit Ernst und Nachdruck denjenigen gefähr-

*) Hier scheint eine Lücke zu sein.

1819 lichen Umtrieben ein Ziel zu setzen, die auf verschiedene Weise zum Umsturz aller bürgerlichen Ordnung hinstrebten.

Der Frhr. von Fritsch erklärte darauf sehr bestimmt, wie der Grossherzog, sein Herr, gewiss jederzeit thätlich mitzuwirken wünschen, wenn von Erhaltung der öffentlichen Ruhe und Sicherheit die Rede sei, dass er aber auch schon im Voraus hier die Zusicherung ertheilen könne, dass der Grossherzog zu den Maasregeln, welche für diesen Zweck gegenwärtig verabredet würden, wie solche auf dem Bundestage propouirt werden sollten, gern seine Zustimmung würde geben, und darnach seine Bundesgesandtschaft instruiren wollen.

Protokoll der fünften Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 10. August 1819.

In Gegenwart Aller, in der ersten Sitzung Anwesenden.

Der Herr Graf v. Münster und der Freiherr v. Marschall legten heute die übernommene Ausarbeitung vor, zur Sicherstellung der Vollziehung sämtlicher zur Handhabung der Ruhe in den Bundesstaaten, bei den gegenwärtig zu treffenden provisorischen Maasregeln gefassten Bundesbeschlüsse und der desshalb zur Disposition der Bundesversammlung zu stellenden executiven Mittel.

In diesem Betreff ward, nach vorausgeschickter Einleitung, ein Gesetzes-Entwurf in acht Artikeln der Versammlung mitgetheilt, welche denselben für heute nur vorläufig besprechen konnte, und beschloss diesen Aufsatz hier unter der Beilage Lit. E und F dem Protokolle anzufügen, und nachdem alle Mitglieder davon Abschriften genommen, die weitere Berathung darüber nächstens anzustellen.

Protokoll der sechsten Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 11. August 1819.

In Gegenwart Aller, in der ersten Sitzung Anwesenden.

Der zum gestrigen Protokolle gebrachte Gesetzes-Entwurf, um die gehörige Vollziehung der bei den gegenwärtigen zu treffenden provisorischen Maasregeln gefassten Bundesschlüsse zu sichern, ward

in der heutigen Conferenz in Berathung genommen, 1819 und jeder Artikel einzeln verlesen und discutirt.

Wegen des 6. Artikels vereinigte man sich hierbei über eine etwas veränderte Redaction, nämlich, dass in den Worten: „aus diesem Grunde für nothwendig erachtet,“ noch hinzugesetzt würde: „oder die Bundesversammlung dieserhalb einzuschreiten für erforderlich hält,“ und wo es weiter heisst: „so beschliesst auf Vortrag der Commission die Versammlung“ anstatt der Worte: über deren Aufhebung oder Abänderung zu setzen: „über deren Anwendung oder Modification in Beziehung auf den vorliegenden Fall.“

Wornach der 6. Artikel des Entwurfs in seiner veränderten Redaction vollständig so lauten würde:

Art. 6. Sieht sich ein einzelner Bundesstaat zu der Anzeige veranlasst, oder ergibt sich aus Thatverhältnissen, welche zur Kenntniss der Bundesversammlung gelangen, dass die Bundesbeschlüsse darum in einem einzelnen Staat nicht vollzogen werden, weil entweder Einrichtungen, Particular-Landesgesetze oder Verwaltungsordnungen in dem Bundesstaat bestehen, die den Vollzug verhindern und die Staatsverwaltung die Dazwischenkunft der Bundesversammlung aus diesem Grunde für nothwendig erachtet, oder die Bundesversammlung dieserhalb einzuschreiten für erforderlich hält, so beschliesst auf Vortrag der Commission die Versammlung über deren Anwendung oder Modification in Beziehung auf den vorliegenden Fall, und giebt von diesem Beschlusse dem betreffenden Bundestags-Gesandten Nachricht, welcher nach den Art. 4 und 5 enthaltenen Bestimmungen, den Vollzug in dem festzusetzenden Termine der Versammlung anzuzeigen hat.“

Die weitere Discussion des gedachten Gesetzentwurfs bis zu dessen Annahme, ward zur mehrern Prüfung auf eine der nächsten Conferenzen ausgesetzt.

Protokoll der siebenten Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 13. August 1819.

In Gegenwart Aller in der ersten Sitzung Anwesenden.

Die heutige Sitzung wurde durch die Erwägung einiger Ansichten eröffnet über die Fragen:

1) Ist die Interpretation des 13. Artikels der Bundesakte nöthig?

- 1819 2) Zu welchem Zwecke könnte dieselbe stattfinden?
 3) Welches wäre der Augenblick der Ausführung der Beschlossenen?

Und es ward zu dem Ende in einem eigenen Aufsatze *) entwickelt:

- I. der gegenwärtige Thatbestand;
- II. die Rechte des Bundes in directer Beziehung auf die Anwendung des 13. Artikels in den einzelnen deutschen Staaten;
- III. die Anwendung dieser Rechte auf das bereits bestehende, und auf das noch zu geschehende Constitutions-Wesen der einzelnen deutschen Staaten;
- IV. Wahl der Mittel zur Erreichung des gemeinschaftlichen Zweckes.

ad. I. Veranlasste die Redaction des 13. Artikels zu der Betrachtung:

a) die deutschen Fürsten hätten ihren Völkern eine Garantie für die Begründung eines Rechtszustandes in Beziehung auf wesentliche Gegenstände ihres gemeinschaftlichen Interesses geben wollen.

b) Der Wortlaut „landständische“ Verfassungen wäre im Gegensatz von rein repräsentativen Verfassungen **) gewählt; denn es habe in der Absicht

*) Dieser Aufsatz, verfasst von dem Hofrath von Gentz, steht unten in den Beilagen, als Nebenbeilage zu gegenwärtigem siebenten Protokoll. A. d. H.

**) Die Frage: ob und worin landständische Verfassungen sich wesentlich unterscheiden von repräsentativen? wird erörtert in den Protokollen 7—10, 13, 19 und 23, dann in folgenden Beilagen: Die Nebenbeilage zu dem siebenten, die 1, 2, 4, 5 und 6 zu dem achten, und Nebenbeilage 2 zu dem neunten Protokoll. Die in diesen Erörterungen entwickelte Verschiedenheit der Ansichten ist wahrscheinlich die Ursache, dass, gegen die ursprüngliche Absicht des Fürsten von Metternich, obige von demselben für sehr wichtig gehaltene Frage in dem zu Carlsbad verabredeten Präsidial-Vortrage am Bundestag unerwähnt gelassen ward, obgleich in der von dem Grafen Bernstorff entworfenen Skizze dieses Vortrags (Nebenbeilage 2 zu dem achten Protokoll, Num. III.) und auch in dem von dem Grafen Münster projectirten Theil des Präsidial-Vortrags (Nebenbeilage 3 zu dem achten Protokoll), jener Unterschied berührt war. Man sehe das Protokoll der Bundesversammlung vom 20. September 1819 S. 22 Num. I.; in den Protokollen der deutschen Bundesversammlung Bd. VIII. Wohl aber ward in diesem Präsidial-Vortrage an

der deutschen Fürsten gelegen, und hätte in selbiger 1819 liegen müssen, die möglichste Einheit in den wesentlichsten Institutionen der deutschen Staaten zu sichern, eine Einheit, welche nur in dem Begriff von ständischen Verfassungen gefunden werden könne.

Der Begriff von landständischen Verfassungen sei übrigens mit dem Herkommen in Deutschland so innig verwebt, dass derselbe den deutschen Regierungen näher liegen müsse, als die Nachahmung von Institutionen, welche als die Folge von Revolutionen in fremden Reichen eingeführt worden. Ferner habe die Gefahr, welche für die Ruhe der Staaten aus der Einführung einer Volksrepräsentation, selbst unter den möglichsten Beschränkungen in der Form entstehen könne, den Regierungen im Jahr 1815 nicht so deutlich vorgelegen, als sie ihnen heute vorschweben müsse, weil damals die Erfahrung noch nicht gemacht gewesen. Der Satz, dass eine Volksvertretung nur das Ende oder der Anfang einer Revolution sein könne, würde damals von wenigen anerkannt, und von vielen Seiten bestritten worden sein.

c) Aus dem kurz angeführten Stand der Dinge ward gezeigt, wie Deutschland heutigen Tages in die vier Cathogorien zu reihen sei:

- 1) Staaten, welche ihre alten landständischen Verfassungen beibehalten haben;
- 2) Staaten, welche neuere landständische Verfassungen, entweder auf die Basis der ältern, oder nach einem neuen Entwurf gebildet haben;
- 3) Staaten, welche unter der Benennung von Ständen, eine in der Form mehr oder weniger ausgedehnte Volksrepräsentation haben;
- 4) Staaten, welche noch ohne Verfassungen, weder landständische, noch repräsentative, bestehen.

Aus solcher Zusammenstellung ergebe sich:

- a) dass in den meisten deutschen Staaten der 13.

solch einen Unterschied angespielt, in folgender Stelle: „Nie haben sie (die Stifter des Bundes) voraussetzen können, dass man das nicht zweideutige landständische Princip mit rein demokratischen Grundsätzen und Formen verwechseln würde.“ Für den in der Frage genannten Unterschied stritten: Fürst Metternich, Graf Bernstorff und Frhr. v. Marschall. Erinnerungen dagegen machten: Graf Wintzingerode und (in seinem zweiten Aufsatz) Frhr. von Plessen.

1819 Artikel der Bundesakte, von dem allgemeinen Gesichtspunkte des Verfassungswesens aus gesehen, erfüllt sein scheine;

b) dass derselbe jedoch, in seinem reinen Begriffe und Wortlaute, nur in jenen Staaten erfüllt sei, in welchen ständische Verfassungen bestehen.

ad. II. Wenn die deutschen Fürsten, welche den Bund bilden, durch die Bundesakte insbesondere ad. 1. und 2. bestimmte Rechte erlangt hätten, so wäre auf der andern Seite von ihnen wiederum Pflichten zu übernehmen, welche aus diesen Rechten fließen und ohne deren Erfüllung diese letzteren nur illusorisch sein müssten. Diese Pflichten wären:

- 1) die Gewährleistung wechselseitigen Beistandes und Hülfe zu den gemeinsamen Bundeszwecken
- 2) die gehörige Verhütung von Massregeln und Bestimmungen in einzelnen deutschen souveränen Staaten, welche die Existenz der Mitstaaten und nach jene des Bundes gefährden könnten, oder dass unvereinbarlich wären.

Hieraus ward die Schlussfolge gezogen:

dass eine Auslegung des Artikel 13, und dessen Anwendung in einem mit den Bundesbegriffen im Widerspruche stehenden Sinne in einzelnen deutschen Staaten, von dem gesammten Bunde in ihrer Wesenheit angegriffen und nicht geduldet werden könne.

Es ward hiebei zur näheren Einleuchtung das Beispiel angeführt: Wenn ein Fürst seiner Souveränität entsagen, sein Land zur Republik, und sich selbst dem ersten Beamten erklären wollte, der in seiner Wesenheit monarchische, und durch souveräne Fürsten geschlossene Bund in dieser ersten wesentlichsten seiner Grundlagen sich angegriffen und erschüttert finden müsse, und befugt sei, die sich solcher Art irrende deutsche Regierung zur Erfüllung ihrer Societätspflichten aufzurufen, wenn die Prävention von Seiten der Regierten ausgehe, diese zu ihrer Pflicht gegen ihre souveräne Regierung zurückzuführen. Es sei auch noch zu bedenken, wie der deutsche Bund unter der Garantie stand, welche den sämmtlichen Verfügungen der Congresses zu Theil geworden; als europäischer Staat könne sich selbst durch einen gemeinsamen Beschluss nicht

aflösen, ohne den übrigen europäischen Mäch- 1819
ten über einen solchen Schritt Rede zu stehen, und
ihre Intervention zu Gunsten der Erhaltung einer
der wesentlichsten europäischen Institutionen herbei-
zuführen.

ad III. Die Anwendung dieser Rechte auf die ein-
zelnen Constitutionen betreffend, so sei es wohl unver-
kennbar, dass unter mehr oder weniger beschränkten
Formen die Volksvertretung durch Volkswahl
begründende Constitutionen, mit dem Begriffe des Bun-
des, welcher doch eine in Beziehung auf denselben
höchste gesetzgebende Gewalt in der Bundesver-
sammlung erkennen müsse, im offenbarsten Wider-
spruche ständen, und es genüge der Erwägung des
Umstandes :

dass in den deutschen repräsentativ-constitutionellen
Staaten die gesetzgebende Gewalt zwischen dem
Fürsten und dem Volke getheilt sein solle,
um die Unvereinbarkeit dieses Verhältnisses mit dem
Bundesbegriffe zu constatiren, nach welchem die aus
Gesandten der deutschen souveränen Fürsten bestehende
Bundesversammlung die oberste gesetzgebende
Gewalt, demnach die unverbrüchlichste Erfüllung der
Bundespflichten zur Erreichung der Bundeszwecke von
Seiten der den Bund bildenden Fürsten bedinge.

Es fliesse demnach aus dem reinen Begriffe des Bun-
deswesens, dass der Bund das Recht habe, zu fordern,
dass kein ähnliches Verhältniss in deutschen
Staaten bestehe.

ad IV. Bei der Ansicht über die Mittel zur Er-
reichung des gemeinsamen Zwecks, würden die in
Carlsbad eröffneten Besprechungen den Stoff der erfreu-
lichen Ueberzeugung darbieten, dass die deutschen Höfe,
ohne Rücksicht auf irgend ein isolirtes Ver-
hältniss, von der Wahrheit belebt wären, dass ihr
gemeinschaftliches, von jenem ihrer Völker un-
untrennliches, Interesse

ihre engste wechselseitige Anschliessen im
treuen Sinne des Bundes fordere;

dass dieses Ziel in der gegenwärtigen Lage der Dinge
nicht mehr ohne die gehörige Interpretation und
Anwendung der Bundesakte, und insbesondere des
13. Artikels derselben, wie nicht minder ohne Aus-
bildung des Bundeswesens, so wie der gesetzlichen

1819 Kraft und Thätigkeit der Bundesversammlung erreicht werden könne.

Die Untersuchung hierüber würde sich jedoch nur auf die Staaten beziehen können, welche, unter dem Namen von Ständen, Verfassungen einführten, die mit der Benennung von Repräsentativverfassungen hinlänglich bezeichne, und auf jene, welche noch ohne ständische Verfassungen bestehen.

Die wesentliche Verschiedenheit in der Lage derselben erheische allerdings die reifste Würdigung, wenn man auch annehmen dürfe, dass der Wille der Regierung feststehe, in der richtigen Auslegung des 13. Artikels der Bundesakte, Remedur gegen das bereits Geschehene und vollkommen oder theilweis Ausgeführte zu suchen.

Zwei Gelegenheiten böten sich indessen dar, um die jedem ferneren Schritte vorzuziehende Einigung zwischen den deutschen Regierungen, sowohl über der Grundsatz, als über die Art und Mittel zur Anwendung des Grundsatzes, herbeizuführen, die gegenwärtige Zusammenkunft in Carlsbad und eine in Wien* zu veranlassende.

Eine nie ausser Acht zu lassende Regel der gegenwärtigen Verhandlungen müsse sein, dass durch die ergreifenden zeitlichen Maasregeln den Grundsätzen auf welchen der Bund beruhe, und eben so wenig der Möglichkeit, dass diesen Grundsätzen in der nächsten Berathung die angemessenste Folge und Auslegung gegeben werden könne, auf keine Weise vor-gegriffen werde.

In Folge alles dessen wünschte der Herr Fürst v. Metternich nun zu vernehmen und in Berathung zu ziehen: welches die an den Bund, und von demselben noch vor Vertagung der Bundesversammlung zu ergehenden Vor- und Anträge in Beziehung auf den 13. Artikel sein dürften?

Diese wichtige Frage ward hierauf von versch

*) Zu Wien wurden, in Folge der Carlsbader Beschlüsse Ministerial- oder Cabinets-Conferenzen vom 25. Nov. 1819 und 24. Mai 1820 gehalten, aus welchen die Wiener Schlussakte vom 15. Mai 1820 hervorging, für Ausbildung und Befestigung des deutschen Bundes, welche durch einen Beschluss der Bundesversammlung in dem Plenum vom 8. Juni 1820 zu einem Grundvertrag des Bundes erhoben ward.

denen Seiten behandelt, und indem sich mehrere mit 1819 den aufgestellten einleuchtenden Ansichten völlig einverstanden erklärten, so besprach man sich besonders über die desfallsige Proposition an den Bundestag und in wie fern selbige schon sogleich mit einem Grundsatz zu begleiten und zu erläutern wäre, aus dessen Folgerungen sich alsdann die Mittel ergeben dürften, welche zu der erforderlichen Abhülfe durch Modificationen in den gedachten Verfassungen führen würden?

Hierbei ward unter andern auch die Frage aufgeworfen: ob es rathsam sein dürfte, zu verhüten, dass inzwischen für die nächste Zeit von etwa drei bis vier Monaten, keine neue Verfassungen eingeführt würden?

Wiewohl man von mehreren Seiten das Bedenkliche und die Schwierigkeiten nicht verkannte, welche mit der Aufstellung eines allgemeinen Grundsatzes zu einer entscheidenden Ansicht über die bundesgemässe Bedeutung des 13. Artikels verknüpft sind, so kamen doch fast alle Mitglieder der Conferenz in der Meinung überein, dass gewisse und sichere Normen, und wo möglich noch während der hiesigen Conferenzen, wenn auch nur im Allgemeinen, aufgestellt werden möchten, um sowohl das fernere Fortschreiten auf dem Wege repräsentativer Verfassungen aufzuhalten, als auch den ohnedem vielfach divergirenden Instructionen, die auf solchen an Bundestag zur Berathung gestellten Gegenstand ergehen würden, eine mehr gleichmässig entsprechende Richtung zu geben.

Um dieserhalb über den leitenden Grundsatz, womit die nähere Bestimmung und Erläuterung des 13. Artikels der Bundesakte bei der beabsichtigten allgemeinen Präsidial-Proposition am Bundestage sogleich in Berathung gestellt werden möchte, eine bestimmte Resolution zu verabreden, so wurden die Herren Grafen v. Bernstorff, v. Rechberg und v. Münnich und der Freiherr v. Plessen ersucht, eine solche Resolution in Vorschlag zu bringen, und in einer folgenden Sitzungen vorzulegen.

1819

Protokoll der achten Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 15. August 1819.

In Gegenwart Aller in der ersten Sitzung Anwesenden.

Der Herr Graf von Bernstorff zeigte an, nachdem er mit denjenigen Herren Ministern zusammengetreten, denen nach dem letzten Protokoll vom 13. d. M. gemeinschaftlich mit ihm der Auftrag geworden, die leitenden Grundsätze aufzustellen, in deren Gemässheit die beabsichtigte nähere Bestimmung und Erläuterung des 13. Artikels der Bundesakte beim Bundestage in Proposition zu bringen sein würde, so sei von ihm eine Skizze zur Fassung des gesammten Präsidial-Antrages am Bundestage nach den verschiedenen, dort zu proponirenden Gegenständen entworfen, und womit auch die andern Herren Mitglieder im Ausschusse sich völlig einverstanden erklärten.

Es ward hierauf von demselben der gedachte Aufsatz verlesen, worin, nach einer Einleitung über die Veranlassung zur Bestellung einer vom Bunde ausgehenden Central-Untersuchungs-Commission, in vier Hauptpunkten abgehandelt wurden:

- 1) Die Gebrechen des Universitäts- und Schulwesens;
- 2) Der Missbrauch der Presse, und insbesondere der Zeitungs-Unfug;
- 3) Die Ungewissheit in Betreff der Zeit, und ein allgemein verbreiteter Missverstand in Betreff der Art der Vollziehung des 13. Artikels der Bundesakte;
- 4) Unbestimmtheit oder Verkennung der der Bundesversammlung zustehenden Befugnisse.

Und hieraus wurden die besondern zweckmässigen Anträge zu den Beschlüssen am Bundestag, nach den bereits in hiesigen Conferenzen verabredeten Entwürfen entwickelt.

Nächst dem wurden auch von dem Herrn Grafen von Münster Aeusserungen über den projectirten Theil des Präsidial-Vortrags, der sich auf den 13. Artikel der Bundesakte beziehen würde*), vorgetragen.

Es ward darin erörtert, welches im Wiener Congress und nach der derzeitigen Lage der Sache nur die

*) Dieser „Projectirte Theil des Präsidial-Vortrags“ folgt unten, nach seinem ganzen Inhalt. A. d. H.

Absicht, und daher auch die Bedeutung des 13. Artikels bei der Wahl des Ausdrucks „landständische Verfassungen“ sein könne; die den Bundesfürsten zur Pflicht gewordene Erhaltung der unter allgemeiner europäischer Garantie stehenden Bundesverfassung erheische aber, dass der Satz rein ausgesprochen und von dieser Stunde an fest aufrecht erhalten werde, dass die Beschlüsse des Bundes die höchste Autorität in Deutschland wären, dass die Fürsten selber in dieser Rücksicht nicht befugt seien, den gesetzmässigen Standpunkt ihrer Souveränität zu verrücken, und ihren Landständen Rechte einzuräumen, die derselben widerstreben, oder die sogar zu Revolutionen im Innern führen könnten.

Ueber das verschiedentlich in Anregung gekommene Verbot der Oeffentlichkeit der ständischen Berathungen äusserte der Herr Graf, wie unter den von fremden Nationen erborgten Neuerungen bei landständischen Verhandlungen gewiss keine von Demagogen mehr missbraucht worden wäre, als die Eröffnung der Tribünen für Zuhörer — wovon die Nachteile angeführt wurden. Die Beibehaltung der offenen Tribünen in den vielen deutschen Ständeversammlungen würde den Revolutionsfreunden stets neuen Stoff darbieten, um das Volk aufzuregen, und die Vorbereitung ihrer Declamationen durch die Tribünen würde ihnen die Mittel zur Erreichung verwerflicher Zwecke reichlich ersetzen, welche die Beschränkung des Unfugs der Presse ihnen zu nehmen beabsichtige. Dieser Umfang könne in den jetzigen Zeitverhältnissen nicht getadelt werden, und die vor den versammelten Ständen des Landes gepflogenen, und demnächst durch die Protokolle bekannt werdenden Verhandlungen würden zu jedem wünschenswerthen Zwecke für biläglich öffentlich zu halten sein.

Der Freiherr v. Plessen gab weiter noch eine erläuternde Ansicht*) der Art. 1 und 13 der Bun-

*) Diese „erläuternde Ansicht“ des Ehrn. v. Plessen folgt als Nebenbeilage 4 zu gegenwärtigem achten Protokoll. Denselben befindet sich unten, als Nebenbeilage zu diesem achten Protokoll, ein Aufsatz mit der Ueberschrift „Ausgleichungs-Modus,“ welcher für Ausgleichung der verschiedenen Meinungen bestimmt ist. Eine entgegengesetzte Ansicht enthält zwei Aufsätze des Grafen Wintzingerode dar, der eine,

1819 desacte in deren Zusammenstellung, um die beabsichtigte Erläuterung, so weit solche aus der bisherigen Fassung jener Artikel und dem allgemeinen Sinn der Bundesakte abzuleiten steht, und dadurch den Unterschied zu zeigen, wenn die in einem Staate wirklich bestehenden Stände und Classen nach der vorhandenen Gliederung durch ihre theilweise Vertretung das Ganze bilden, oder wenn dagegen unter dem Begriffe der Volks-Souveränität die aus der Masse gewählten Deputirten sich für Vertreter des allgemeinen Volkswillens und der Volksstimme auszugeben trachten.

Nachdem man sich über diese Aufsätze besprochen, ward beschlossen: dieselben im Protokoll anzuführen, und solche, insbesondere den die ganze Redaction umfassenden ersten Aufsatz, als Materialien und Anleitung zur Entwerfung der beabsichtigten Präsidial-Proposition am Bundestage zu gebrauchen, und es ward zu solcher Redaction ein Ausschuss aus der Versammlung, bestehend aus den Herren Grafen v. Bernstorff, v. Rechberg, v. Münster, und Frhrn. v. Plessen ernannt.

Hierbei wurden jedoch weitere Bemerkungen und Anträge, die man inzwischen in den folgenden Sitzungen beibringen möchte, noch vorbehalten.

Unter andern bemerkte der Herr Graf von Rechberg, wie er die in gegenwärtiger, sowie in mehreren früheren Conferenzen ausgesprochene Deutung einer Volksrepräsentation, aus welcher der Begriff einer Volks-Souveränität hergeleitet werden könnte, nicht auf die bayerische Verfassung anwenden könne *). Diese unterscheidet sich wesentlich von allen bisher eingeführten Verfassungen dadurch, dass die frü-

„nähere Entwicklung“ betitelt, als Nebenbeilage 1 zu diesem achten, der andere, unter der Ueberschrift „Bemerkungen,“ als Nebenbeilage 2 zu dem neunten Protokoll. — Von entgegengesetzter Ansicht gehen aus: Fürst Metternich, in dem von Gentz verfassten Aufsatz, welcher unter den Beilagen als Nebenbeilage zu dem siebenten Protokoll sich befindet, und Graf Bernstorff in seiner „Skizze des Präsidial-Vortrags“ Num. III, welcher als Nebenbeilage 2 zu dem achten Protokoll, unter die Beilagen aufgenommen ist. Man vergleiche Note 2 zu dem siebenten Protokoll.

A. d. H.

*) Dasselbe erklärte in Beziehung auf die badische Verfassung, der Frhr. v. Berstett, unten in dem zehnten Protokoll.

A. d. H.

her bestandenen und noch bestehenden Classen theilweise vertreten, dass die legislative Gewalt mit den Ständen vollkommen getheilt, indem diesen, nebst einer sechsjährigen Steuerbewilligung, nur die Zustimmung zu jenen Gesetzen überlassen sei, welche sich auf Freiheit und Eigenthum der Staatsbürger beziehen, und der König alle Rechte der höchsten Staatsgewalt nach der wörtlichen Bestimmung der bairischen Verfassungsurkunde in sich vereinige.

Auf die vorgedachte Anregung, ward von einigen Seiten der Wunsch geäußert, dass die Oeffentlichkeit der Berathungen in Ständeversammlungen nicht weiter zugelassen werden, und diese Massregel an die übrigen hier verabredeten angeknüpft werden möchte. Dabei entstand die Frage: in wie fern solches an die Pressbeschränkungen anzureihen und etwa auch der Druck der Protokolle der ständischen Berathungen zu verbieten oder unter Censur zu setzen sein dürfte?

Die Discussion hierüber ward, bei den verschiedenen Meinungen noch weiter ausgesetzt.

Protokoll der neunten Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 16. August 1819.

In Gegenwart Aller in der ersten Sitzung Anwesenden.

Der Herr Graf von Wintzingerode äusserte, wie er zwar sich überzeugt halte, der König, sein Herr, werde gern allem sich anschliessen, was hier verabredet würde, jedoch sehe er sich veranlasst, in Ansehung der beabsichtigten Erläuterung des 13. Art. der Bundesacte, in einem besondern Aufsatz *) diejenigen Wünsche, welche man dabei von Seiten Württembergs hege, sowie die Bedenklichkeiten auszudrücken, gegen die Ansichten; die der Redactions-Commission zur Grundlage dienen sollen, und auch diesen Aufsatz zur Berücksichtigung an die gedachte Redactions-Commission abzugeben. Es ward demnach dieser Aufsatz der gedachten Commission zugestellt.

Dieser Aufsatz des Grafen v. Wintzingerode folgt unten, Nebenbeilage zu dem neunten Protokoll, unter der Aufschrift: „Bemerkungen über die Tags zuvor verlesenen Aufsätze“
w. Man vergleiche die Note 2 zu dem siebenten, und Note 3 zu dem achten Protokoll.
A. d. H.

1819 Der Herr Graf von Bernstorff erklärte: heute bereits Instruction von seinem Hofe erhalten zu haben, nach welcher derselbe mit den bisherigen Berathungen in hiesigen Conferenzen völlig einverstanden wäre. Desgleichen würde er auch den vorgelegten Entwurf zur Bestellung einer Centraluntersuchungs-Commission in Betreff der revolutionären Umtriebe und demagogischen Verbindungen genehmigen. Man sei aber in Berlin der Meinung, wie man auf einem höhern, unbefangenen und freien Standpunkt stehen, und auch günstiger auf die öffentliche Meinung wirken würde, indem für diesen Gegenstand ein ausserordentliches Bundesgericht bestellt würde, nach derjenigen ausgedehnteren Einrichtung, worüber er gegenwärtig der Versammlung den veränderten Entwurf vorlegen wolle.

Nachdem nun dieser Entwurf, über ein solchergestalt zu Mainz niederzusetzendes ausserordentliches Bundesgericht, in 18 Artikeln verlesen, vorläufig besprochen, und unter Beilage G hier zu Protokoll genommen; so äusserte der Herr Fürst von Metternich, die ganze Versammlung werde gewiss einmüthig dasjenige Gefühl theilen, welches er empfinde in Anerkennung des Werthes dieser vortrefflichen Arbeit, als auch in Hinsicht der Gesinnungen, welche der Königlich preussische Hof hierbei an den Tag lege, und wodurch die Vorschriften des Rechts und die gehörigen Formen mit nothwendigen Massregeln zur Erhaltung der inneren Ruhe und der bürgerlichen Ordnung erwogen worden seien. Jedoch könne er ohne eigene Erhaltung der Befehle Sr. K. K. Maj. nicht über den Antrag abstimmen, und diess um so weniger, als er auf das erste detaillirte Project einer bloss untersuchenden Centralcommission, welches er dem Kaiser vorgelegt habe, erst der Antwort Sr. Maj. entgegensehen müsse, die er jedoch in den nächsten Tagen zu erwarten habe.

Der Herr Graf von Rechberg bemerkte, wie er sich in demselben Fall befinde, indem er bei seinem Hofe nur auf den ersten Entwurf einer Untersuchungs-Commission habe antragen können. Er sei auch nicht ohne eigenes Bedenken, indem der Satz, dass kein Unterthan seinem ordentlichen Richter entzogen werden sollte, in der baierischen Verfassung

ausgesprochen wäre, durch diesen veränderten Entwurf 1819 aber auch der ganze Standpunkt sich verändere.

Von mehreren Seiten sprach man sich indessen in demselben Gefühle, der von dem Herrn Fürsten v. Metternich ausgesprochenen Anerkennung des vollkommensten Dankes für die gemeinnützlichen Gesinnungen, welche der Königliche preussische Hof so kräftig an den Tag lege, für ein ausserordentliches Bundesgericht nach dem veränderten Entwurf aus. Namentlich erklärte der Herr Graf von Münster, Graf von Wintzingerode (Anmerkung: wegen der durch Hr. von Marschall entwickelten Gründe) Freiherr von Marschall und Freiherr von Plessen, ihren vollkommenen Beitritt und die Zweckmässigkeit einer so erschöpfenden Massregel, da der Entwurf mit eben so vieler Umsicht und Bestimmtheit, als unter sorgfältiger Beobachtung der hier anwendbaren rechtlichen Formen abgefasst sei, und man sich wohl versichert halten dürfe, er werde von sämmtlichen Bundesstaaten angenommen werden, in so fern man überhaupt geneigt sei, von Bundeswegen die nöthigen Massregeln zur Erhaltung der inneren Sicherheit in allen Bundesstaaten zu ergreifen, und dem revolutionären Unwesen in allen seinen Verzweigungen ein Ziel zu setzen.

Von dem Freiherrn von Marschall, als Verfasser des ersten Entwurfs, ward hierauf noch weiter bemerkt: eine ausserordentliche Bundesbehörde, welche nicht nur zur Untersuchung, sondern auch zur Aburtheilung der die Sicherheit aller Bundesstaaten in Gefahr setzenden Verbrechen, in dem vorliegenden ausserordentlichen Falle angewendet werde, könne offenbar nur die Wirkung hervorbringen, dass die Aburtheilung nicht mehr von der individuellen Ansicht einzelner Localgerichts-Behörden abhängig erscheine, die öfters, besonders an den Orten, wo der Urtheilspruch von Geschwornen ablänge, nicht immer fähig oder geneigt sein würden, auf den Standpunkt sich zu erheben, auf welchem ein Gericht stehen müsse, dessen Wirksamkeit unter den gegenwärtigen Umständen auf die Aufrechthaltung der bestehenden Staatseinrichtungen in Deutschland um so mehr den wesentlichsten Einfluss äussern werde, als unzeitige Nachsicht der Richterbehörden, nur als die gefährlichste Quelle neuer Verbrechen erscheinen könne.

1819 Hierbei versteht sich von selbst, dass die in einzelnen Bundesstaaten bestehenden Particular-Gesetzgebungen, welche die Avocation der Unterthanen von dem ordentlichen Richter untersagen, nicht auf Fälle ausgedehnt werden könnten, wo ein Bundesgesetz eine Ausnahme begründe, da der Grundsatz feststehe, dass Particular-Landesgesetzgebungen den auf den Artikel 2 der Bundesacte gegründeten Beschlüssen des Bundes untergeordnet bleiben müssen, um so mehr, da der beschlussmässige Richter über einen den Bund betreffenden allgemeinen Gegenstand vielmehr als der ordentliche Richter zu betrachten sei. Der Königlich preussische Entwurf habe, um auch den entferntesten Vorwurf der Erschwerung des Beweises der Unschuld der Angeklagten zu vermeiden, alles erschöpft, was diesen die Vertheidigung erleichtern könne, indem in dem 14. Artikel festgesetzt worden, dass das Erkenntniss auf weitere Vertheidigung, nach erfolgtem ersten Erkenntnisse von andern Richtern gefasst werden solle. Nach der in vielen deutschen Staaten gewöhnlichen Einrichtung, pflege nemlich dasselbe Gericht auch über die den Verurtheilten gestattete weitere Vertheidigung (ulterior defensio) zu erkennen, während es nach dem neuen Entwurf zu Gunsten des Verurtheilten von andern Richtern hier geschehen werde.

Schliesslich zeigte der Freiherr von Berstett zu Protokoll an, dass er einen Aufsatz wegen des freien Verkehrs unter den deutschen Bundesstaaten, zur Mittheilung bei den Mitgliedern der Conferenz in Umlauf setzen wolle. Er wünsche, dass dieser Gegenstand gerade jetzt nicht umgangen, sondern ernsthaft beleuchtet werde, um gründlich und offen darzuthun, in wie weit die Ausführbarkeit im Allgemeinen möglich wäre, oder doch vor der Hand wohlthätige Abänderungen des bisherigen Systems eintreten könnten, und welches die Hindernisse seien, die sich dem einen oder dem andern bestimmt entgegen setzen.

Einige andere Mitglieder der Versammlung und namentlich der Herr Graf von Wintzingerode, unterstützten auch diesen Antrag, um dieserhalb nach hiesigen Verabredungen etwas an den Bundestag zu bringen.

Von andern Seiten ward aber entgegnet, wie die Sache von zu verwickelter Natur sei, um desshalb

hier etwas bestimmen zu können. Die Handelsvereine, 1819 welche sich zu deren Betrieb gebildet und an den Bundestag gewandt hatten, schienen nicht geeignet, eine Handlung zu befördern, die nur in Folge des 19. Art. der Bundesacte am Bundestage vorgenommen werden könnte, und bereits eingeleitet sei, und wobei sich auch die entgegenstehenden Schwierigkeiten noch mehr ergeben würden.

Der Freiherr von Plessen bemerkte noch, es würde practisch sein, hierbei stufenweise zu Werke zu gehen, und zunächst den beim Bundestag genugsam verhandelten freien Verkehr den Bundesstaaten untereinander mit Lebensmitteln, und demnächst immer weiter mit allen weitern Erzeugnissen, so wie auch den ungehinderten oder nicht zu beschränkenden freien Durchgang zu befördern. Es sei dieses jedoch mit dem Zoll- und Mauthsystem, so wie solche gegenwärtig in mehreren, und zwar in den grösseren Bundesstaaten bestehen, schwer zu vereinigen.

Protokoll der zehnten Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 18. August 1819.

In Gegenwart Aller in der ersten Sitzung Anwesenden, mit Ausnahme des Freiherrn von Krusemark.

Von der Redactions-Commission *) ward der im 3. Protokoll ihr aufgetragene, unter Zuziehung des Herrn Hofraths von Gentz gefertigte Entwurf, über die in Ansehung der Presse in allen Bundesstaaten zu treffenden gleichförmigen provisorischen Verfügungen heute vorgelegt, und von dem anwesenden Herrn Hofrath von Gentz verlesen. Der ganze Inhalt ward nach seinen zehn Artikeln besprochen und geprüft, wobei auch einige Bestimmungen nach den noch gemachten Bemerkungen eintreten.

Man fand sowohl die ganze Ausführung, wie die deshalb aufgestellten Gesichtspunkte durchaus zweckmässig und den Absichten entsprechend, so dass der gedachte Entwurf mit allgemeinem Beifall aufgenommen und genehmigt **) ward, um ihn in dieser

*) Bestehend aus dem Frhrn. v. Plessen mit Beiziehung des Hofraths v. Gentz. A. d. H.

**) Dennoch erhielt dieser Entwurf wesentliche Aenderungen und Zusätze, in den Sitzungen 11, 16 u. 20. A. d. H.

1819 Art an den Bundestag zu bringen. Unter Anlage H ist derselbe dem Protokolle beigelegt; doch blieb es vorbehalten, etwaige Bemerkungen, die darüber inzwischen hier noch gemacht werden möchten, weiter zu besprechen *).

In Beziehung auf den im letzten Protokoll königl. preussischer Seits gemachten Vorschlag zu Bestellung eines ausserordentlichen Bundesgerichts in Betreff der revolutionären Umtriebe und demagogischen Verbindungen, trug der Herr Graf von Rechberg noch weiter vor, dass die nach allen Nachrichten sich vermehrende Gährung in den Gemüthern schleunige Massregeln erfordern dürfte. Er müsse demnach anheim geben, ob es nicht zweckmässig wäre, zunächst mit dem ersten Theil der königl. preussischen Proposition den Anfang zu machen, somit in Bezug auf die Umtriebe, die Errichtung einer Central-Untersuchungsbehörde von allem zu beschliessen, und deren Ausbildung in ein Gericht der weiteren Berathung der Bundesversammlung zu überlassen. Ueber erstern Gegenstand sei man einverstanden; die Bildung des vorgeschlagenen Gerichts unterliege aber der Einholung von Instruktionen, die vielleicht verzögernde Discussionen veranlassen könnten.

Der Frhr. v. Berstett erklärte hierauf, wie er sich diesen Aeusserungen vorläufig anschliessen könne, vorbehaltlich weiterer Instruktionen oder nach den sich sonst ergebenden motivirenden Umständen.

Der Graf von Bernstorff erwiderte darauf, wie die Trennung der verschiedenen, unter sich in engem Zusammenhang stehenden, Theile des königl. preussischen Vorschlags, ihm weder natürlich noch zweckmässig scheinen könne. Der Nutzen, den man sich von der Bestellung einer Centralbehörde zu versprechen habe, werde von der Ausdehnung ihrer Attributionen abhängen; eine nicht mit richtlicher Gewalt bekleidete Inquisitions-Commission werde die öffentliche Meinung nicht für sich haben; er hoffe um so mehr, dass man in einer Angelegenheit wo offenbar weit weniger die Ruhe und Sicherheit einzelner Staaten, als die des ganzen Bundes bedroht un-

*) Es geschah in der nächstfolgenden Sitzung, und weiter in den Sitzungen 11, 16 und 20. A. d. H.

gefährdet erscheine, von der Idee eines Bundesgerichts nicht abgehen werde, als dafür überdem auch die Analogie der ehemaligen Reichs-Justiz-Verfassung spräche, nach welcher Landfriedensbruchs-Sachen zur Competenz des Reichsgerichts gehörten.

Demnächst machte der Frhr. von Berstett noch, im Verfolg der zum 8. Protokoll gebrachten Erörterungen über den 13. Artikel der Bundesacte nachstehende Aeusserung: In Beziehung auf die in dem genannten Conferenz-Protokoll von dem Herrn Grafen v. Rechberg gegebene Bemerkung, wie die in derselben, sowie in mehreren früheren Conferenzen ausgesprochene Deutung einer Volks-Repräsentation, aus welcher der Begriff einer mit dem monarchischen Princip des Bundes unverträglichen Volks-Souveränität hergeleitet werden könne, auch auf die badische Constitution nicht passe, indem auch, nach derselben die legislative Gewalt mit den Ständen keineswegs getheilt, sondern ebenfalls wie in der baierischen, auf ihre Zustimmung zu jenen Gesetzen beschränkt sei, welche die Freiheit der Personen oder das Eigenthum der Staatsangehörigen betreffe. Der Grossherzog vereinige alle Rechte der Staatsgewalt in sich, übe solche nach den Bestimmungen der Verfassungsurkunde aus, und erlasse ausser den, aus dem Aufsichts- und Verwaltungsrechte fließenden allgemeinen Verordnungen, auch noch solche, ohne ständische Berathung, die ihrer Natur nach zwar dazu geeignet sind, aber durch das Staatswohl dringend geboten werden, und keine Verzögerung erleiden.

Da übrigens, nach §. 2 der Verfassung, alle organischen Beschlüsse der Bundesversammlung, welche die verfassungsmässigen Verhältnisse Deutschlands oder die Verhältnisse deutscher Staatsbürger im Allgemeinen betreffen, einen Theil des badischen Staatsrechts ausmachen, und für alle Classen von Staatsangehörigen verbindlich werden, so bald sie von dem Staatsoberhaupte verkündigt worden sind; so bedürfe es bloss angelegener und kräftiger Bundesbeschlüsse zur Anwendung dieses Grundsatzes, um jeden Versuch einer demagogischen Auslegung der Verfassung und jeder Deutung, welche mit dem Princip des Bundes im Allgemeinen, und mit irgend einer Bundespflicht insbesondere, im Widerspruch stehen würde, zu vereiteln.

1819 Endlich wurden die Massregeln wegen der Universitäten und Gymnasien von einigen S wieder in Anregung gebracht, um demjenigen Folge zu geben, was darüber in dem 4. Protokolle verhandelt worden.

Hierbei wurden dann besonders die Fragen diskutiert, in wie fern die sofortige Anstellung von Curatoren oder Regierungs-Commissarien an und Stelle zur gehörigen Aufsicht, und ferner die fernung und Entlassung von solchen Professoren nachzuweisen wäre, dass sie verderbte Theorien und dem Staat nachtheilige Grundsätze lehrten, der Jugend beizubringen suchten; nicht als unvermeidlich eintretende provisorische Massregeln mit gesammten Präsidial-Proposition in Verbindung setzen wären?

Es ward dagegen von andern Seiten*) eingewandt, da die strenge Aufsicht über die Universitäten und Gymnasien ein Gegenstand sei, mit dem sich der Bundesstag eine Commission beschafft, welcher auch nächstens ein Gutachten, dessen vorläufiger Mittheilung man hier entgegensehen würde, stattet werde: so scheinete es angemessen, alsdann jenen Punkte, wie die hier benannten, herauszuheben und gleich, ohne vorherige Instructionsholung, durch provisorischen Beschluss dem Bundesstag eintreten zu lassen; da dieser auch bei Schwierigkeit haben könnte, wenn man sich hier Protokoll über jene Punkte vereinbarte, und dar die Bundesgesandten instruiren wolle.

Bei der obwaltenden Verschiedenheit der Meinungen, blieb die Entscheidung über diese Fragen für die Zukunft noch ausgesetzt.

Protokoll der (eiltsten) Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 19. August 1819.

In Gegenwart Aller in der ersten Conferenz Anwesend.
Der Entwurf des Beschlusses über die Preussische ward nochmals durchgegangen, und man beliebte die nachstehende kleine Abänderungen und Zusätze

*) Bloss vom Grafen Bernstorff. Ann. im Originale
**) Noch andere wurden beliebt, in den Sitzungen 16 und 17.
A. d.

ad. 3. Im Anfange, wo es heisst: „da der gegen- 1819
läufige Beschluss durch die unter den obwaltenden
Umständen von den Bundesregierungen einstimmig
erkannte Nothwendigkeit vorbeugender Massre-
geln u. s. w. wäre das Wort: „einstimmig“ weg-
gelassen.

ad 6. In der Mitte, bei der Stelle: „dass die Bun-
des-Versammlung gehalten sei, die vorgebrachte Be-
schwerde commissarisch untersuchen zu lassen“ wäre
anstatt „commissarisch“ zu setzen: „durch eine aus
ihrer Mitte zu bestellende Commission.“

ad 6 in fine, wo gesagt wird: „die Bundes-Ver-
sammlung soll ausserdem befugt sein, die zu ihrer Kennt-
nis gelangenden, unter der Hauptbestimmung direkt be-
rührten Schriften, in welchen deutschen Staaten sie auch
erscheinen mögen, wenn solche nach dem Gutachten
ihrer von ihr ernannten Commission, der Würde des
Bundes, der Sicherheit einzelner Staaten, oder der Er-
haltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland zu-
widerlaufen, ohne vorhergegangene Aufforderung, aus
eigener Auctorität durch einen Auspruch,
an welchem keine Appellation stattfindet
zu unterdrücken, wäre zu setzen: „durch einen
nach Mehrheit der Stimmen zu fassenden Beschluss,
ohne weitem Recurs.“

ad 8 in fine, anstatt: „nahmhafter Geldstrafen“ zu
setzen: „angemessener.“

ad 9, wäre in den beiden Fällen, wo von Aus-
sprüchen der Bundesversammlung die Rede ist, anstatt
„Aussprüche“ „Beschlüsse“ zu setzen.

Bei der Bestellung der Commission aus der Mitte
der Bundes-Versammlung ad 6 wurde weiter
noch die Frage aufgeworfen: in wie fern eine solche
Commission von fünf Mitgliedern nicht etwa als ein
Compromiss eintreten könnte, welches die Sache ent-
scheide, und indem sie davon an die Bundes-Versamm-
lung berichtete, diese alsdann bloss veranlasste, von
ihretwegen durch den betreffenden Gesandten des be-
treffenden Bundesstaates die Erfüllung desselben zu
bewirken?

Von andern Seiten ward jedoch vorgezogen, dass
die gedachte Commission hiebei nicht sowohl einen
Auspruch thue, als nur ein Gutachten abzugeben hätte,
über welches letztere dann die Bundes-Versammlung,

1819 wie über jeden andern commissarischen Vortrag, nach Stimmenmehrheit einen Beschluss fassen möchte, indem sich die Gesandten der beiden theilhaftigen Bundesstaaten der Abstimmung enthalten würden.

Da im Wesentlichen der Zweck auf eine und die andere Art zu erreichen steht, so hat man sich über keine Abänderung vereinbart und es bei der Fassung des Entwurfs im Artikel 6 dieserhalb belassen, welche für die letztere Meinung spricht, und in dem man es der Bundes-Versammlung überlässt, dieses nach ihrem sonstigen Geschäftsgange einzurichten.

In Beziehung auf das Universitätswesen erklärte hierauf der Herr Fürst von Metternich, wie die dringendsten Verfügungen welche von dem Bunde als gerichtliche*) Massregeln bis zum Beschluss über den Bericht der betreffenden Bundestags-Commission ausgesprochen werden sollten, die folgenden sein würden:

1) die Aufstellung ausserordentlicher Regierungs-Commissarien bei den deutschen Universitäten.

Ihr Geschäft wäre die Oberaufsicht über die Lehre, die Lehrer, und die Studirenden.

Das Verhältniss derselben zu den bestehenden ordentlichen Senaten, wäre zu bestimmen.

2) Suspension der bestehenden akademischen Gesetze und Privilegien, in so fern dieselben ein Hinderniss gegen die Dimission notorisch schlechter Professoren und Lehrer, und die Verfolgung der demagogischen Umtriebe ergeben sollten.

3) Wechselseitige Verabredung der Regierungen, keines wegen der Lehre entfernten Professor auf andern Universitäten Anstellung zu verleihen.

4) Allgemeines Gesetz: dass auf keiner deutschen Universität Studirende aus auswärtigen deutschen Staaten, ohne die gehörige Legitimation, dass sie hierzu die landesherrliche Bewilligung erhalten haben, zugelassen werden.

Die weitere Beschliessung über dieses Universitätswesen ward indessen verschoben, bis das vorgedachte Gutachten der Bundestags-Commission hier eingegangen sein wird.

*) Statt „gerichtliche“ wird wahrscheinlich „provisorische“ zu setzen sein.

Protokoll der (zwölften) Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 20. August 1819.

1819

In Gegenwart Aller in der ersten Sitzung Anwesenden.

Der Herr Fürst von Metternich eröffnete die Sitzung mit der Anzeige: dass ein aus Wien eingelangter Courier ihm die Antwort des Kaisers auf die von ihm an Se. Majestät gemachte Anzeige des Vorschlags einer in Mainz zu errichtenden Special-Untersuchungs-Commission, gebracht habe, und dass er sich demnach im Stande finde, der Conferenz die volle Zustimmung Sr. K. K. Majestät zu dieser Massregel anzukündigen. Da Se. Majestät jedoch den diesseitigen Gesetzes-Entwurf (Protokoll 2, Lit. D) dem Antrage des Herrn Fürsten von Metternich gemäss, dem Vice-Präsidenten der kaiserlich-österreichischen obersten Justizstelle, Freiherr von Gärtner, zur Einsicht mitgetheilt, und derselbe Sr. Majestät ein schriftliches Gutachten über diesen so wichtigen Gegenstand unterlegt habe, welches dem Herrn Fürsten von Metternich, seines innern Werths wegen, würdig scheine zur Kenntniss der Conferenz gebracht zu werden; so verlas der Herr Fürst diese Ausarbeitung des Freiherrn v. Gärtner und deponirte sie ad Protocollum, Beilage I.

Der Herr Fürst bemerkte, dass er allerhöchsten Orts beauftragt sei, die Erinnerung des Freiherrn von Gärtner ad art. 2 des Gesetzes-Entwurfs zu unterstützen, zugleich aber zu erklären, dass Se. Majestät keineswegs auf jener ad art. 8 und 9 bestünden, indem Allerhöchst dieselben erachteten, dass die gehörige Beschränkung der vorzunehmenden Arrestationen auf die nothwendige, sowie die Einrichtung des Unterkunftsloca's für die Arrestanten, der gemeinsamen Sorge und Aufsicht der Commission sowohl, als der des Festungscommando's überlassen werden könne, welche demselben übrigens nebstbei noch zur Pflicht gemacht werden dürfte.

Zur Bemerkung des Freiherrn v. Gärtner ad art. 2 des Gesetzes-Entwurfs bemerkte der Herr Fürst von Metternich, wie ihm scheine, dass dieselbe nur bei Berücksichtigung der letzten königl. preussischen Proposition in Ueberlegung gebracht werden könne; auf der Freiherr von Marschall die Motive der beabsichtigten Redaction mittelst der Bemerkung verthei-

1819 digte, dass es durchaus gegründet sei, dass der inquirende Richter oder Commissarius nach den bestehenden Regeln des gewöhnlichen peinlichen Processes nicht darüber zu entscheiden habe: ob nach geschlossenem Informativ-Verfahren oder General-Inquisition, der Inculpirte (Bezüchtigte) in förmlichen peinlichen Anklagestand zu versetzen, oder die Special-Inquisition gegen ihn zu erkennen sei, vielmehr dieses Erkenntniss von dem alsdann eintretenden ordentlichen Richter oder (wenn die königl. preuss. Proposition angenommen, und es nicht ausdrücklich anders festgesetzt werden solle) von dem Spruch-Senate erfolgen müsse.

Etwas dieser Ansicht Entgegenstehendes, sei auch bei der Fassung des 10. Art. des Projects nicht beachtet worden, indem ausdrücklich am Ende dieses Artikels gesagt werde: dass wenn sich aus der Generaluntersuchung ergebe, dass gegen die inculpirten Individuen der peinliche Process erkannt werden könne, sie an die Gerichte der betreffenden Bundesstaaten zur Aburtheilung abzuliefern seien; dabei sei unterstellt worden, dass in diesem Falle nach hergebrachter Processform sowohl über das Versetzen des Inculpaten in förmlichen Anklagestand oder das Stattfinden des peinlichen Processes, sowie über die Bestrafung selbst, von dem einschlagenden Criminalgerichtshof des betreffenden Bundesstaats die Entscheidung zu erfolgen habe.

Zur Vermeidung jedes möglichen Missverständnisses könne dieses noch deutlicher angedeutet werden, wenn man zur endlichen Redaction des Beschlusses in dieser Beziehung schreiten werde.

Zwischen die Worte am Ende des Artikels:

„diesen das weitere gerichtliche Verfahren gegen die selben zu überlassen,“

wären die Worte nach dem Wort: Verfahren einzuschalten, sowohl in Erkennung des peinlichen Verfahrens selbst, als der Freisprechung oder Bestrafung.

Der Herr Fürst von Metternich eröffnete hierauf der Conferenz seine Ansicht über den dermaligen Standpunkt der hiesigen Verhandlungen in den Worten: „diese Verhandlungen seien auf einem Punkt gediehen, in welchem nöthigerweise die Frage in Erwägung gezogen werden müssten:

ob die Conferenz sich über die Aufstellung der

gemeinen, im Grundsatz beliebten Centraluntersuchungs-Commission vereinigen, oder

ob dieselbe die von einigen der Herren Conferenz-Mitglieder erwarteten Befehle der Monarchen in Betreff des Königlich preussischer Seits vorgeschlagenen Gerichtshofs abwarten wolle, bevor sie zu einem Beschlusse in dieser so höchstwichtigen Angelegenheit schreite?

Die Untersuchung dieser Fragen schein auf den doppelten Gesichtspunkt des Rechts und der Klugheit gegründet werden zu müssen. Die Betrachtungen, welche das Königlich preussische Cabinet zur Proposition der augenblicklichen Errichtung eines obersten Gerichts bewogen haben dürften, seien sehr gewichtig. Dasselbe habe seine Ueberzeugung ausgesprochen, dass

in dem Gerichte etwas weit Imponirenderes, als in einer Untersuchungs-Commission liege, und dass die Errichtung des erstern statt der zweiten (oder vielmehr nach der preussischen Proposition, die Unterabtheilung der vorgeschlagenen obersten Gerichtsstelle in drei Senate, deren unterster die Untersuchungs-Commission zu ersetzen hätte), in dieser Beziehung weit kräftiger auf den öffentlichen Geist wirken müsse, als die Errichtung einer blossen Untersuchungs-Commission.

Beinebst sei zu erwägen, dass im preussischen Staate zuvörderst eine leidige Anomalie in den Resultaten der gerichtlichen Urtheile erfolgen könnte, wenn diese letzteren von preussischen Gerichtsstellen zu ergehen hätten.

Diese Ansicht und vielleicht selbst diese Gewissheit gehe aus dem Umstande, dass im Preussischen zwei Gerichtsformen für die Criminalprocesse stattfinden. In den rheinländischen Provinzen bestehe nämlich die Gerichtsform nach altdeutscher Sitte, in den jenseits des Rheins bestehe sie in französisch-englischer Form, vermittelst Jury's. Nun stehe allerdings zu erwarten, dass die einseitigen Richter die Schuldbarkeit des Beinzüchlichen erkennen würden, während die der überrheinischen Jury das Nichtschuldig aussprechen dürften, und demnach die Urtheile über dasselbe Verbrechen,

1819 von den Staatsrichtern hart, und von den Volksrichtern leicht ausfallen könnten.

Welche Rückwirkung ein solcher Misstand heute auf das deutsche Publikum machen dürfte, sei nicht nur klar, sondern auch schwer in seinen Folgen zu berechnen, indem durch ein solches ausgesprochenes Verhältniss die Jurys noch weit mehr, als sie deren bereits geniessen, die öffentliche Stimme für sich gewinnen müssen.

Wenn es nun unläugbar ist, dass die Einführung der Jurys mit der ganzen, auf selbe Bezug habenden Gerichtsform, der Oeffentlichkeit der Gerichtspflege u. s. w., den Umsturz der meisten, heute bestehenden Institutionen unausweichlich bedingt, so sei diese Frage allerdings von der grössten Wichtigkeit.

Dieselben Betrachtungen gelten ebenfalls für die bairischen Staaten, in Beziehung auf die Gerichtsverfassung der dies- und jenseitigen rheinländischen Gebietstheile.

Dass der deutsche Bund, als Staat, das Recht habe, unter den Bedingungen der gesetzlichen und föderativen Formen einen Centralgerichtshof zu bilden, schein dem Herrn Fürsten von Metternich, in Beziehung auf den vorliegenden Fall auf reinen Begriffen des Staatsrechts gegründet.

Dass die Privatrechte der Unterthanen unter der Errichtung eines ähnlichen Gerichtshofs berücksichtigt werden könnten, schein ihm eben so sicher.

Der Königlich preussische Vorschlag liefere übrigens hierzu die Belege. Wenn man auch Bemerkungen über irgend eine einzelne Bedingung dieser preussischen Arbeit machen könnte: so würden dieselben nie ausgiebig genug zu sein vormögen, um den Satz der Möglichkeit, dass die Rechte der Unterthanen gesichert bleiben können, über den Haufen zu stossen.

Wenn der Herr Fürst seiner persönlichen Ueberszeugung gemäss, der einzigen, von welcher derselbe bis zur Einlangung der von ihm bei Sr. K. K. Majestät nachgesuchten Befehle, ohne den letztern auf irgend eine Art vorgreifen zu wollen, ausgehen könne, dennoch die Frage aus dem Gesichtspunkte des Rechts und selbst unter jenem der Erwägung mehrerer Vortheile als entschieden betrachten, so bleibe nicht min-

der die Klugheit in der Ausführung der Sache zu er- 1819
wägen. Von diesem Gesichtspunkte aus gesehen, frage
derselbe

a) ob man bereits sicher sei, eine bedeutende
Zahl zu Capitalstrafen zu verurtheilender Schul-
digen zu finden? Die Umtriebe seien Hochver-
rath.

Wie viele Hochverräther werden sich aber als Re-
sultat der Untersuchungs-Commission ergeben? Der
Herr Fürst erklärte aber in diesem speciellen Falle,
mit dem Begriffe Hochverräther diejenigen Indivi-
duen, auf welche die Gerichte die Strafe des Hochver-
raths, und diese ist unter allen Gesetzgebungen die-
selbe, anwendbar finden dürften.

Wie schwer oft dieses Verhältniss bei politischen
Umtrieben und Verbrechen erwiesen werden könne,
lehre die Erfahrung.

b) Würde eine sehr grosse Anstalt mit einem, in di-
recter Beziehung auf selbe, kleinen Resultate
nicht weit eher compromittiren als heilbringend sein?

Die grösste Anstalt im deutschen Bunde sei aller-
dings die Errichtung eines eigenen ausserordentli-
chen Gerichtshofes, das, was der französische
Ausdruck: haute cour de justice, am besten bezeichne.
Das kleinste Resultat müsse, im Gegensatze, eine
geringe Zahl von diesem ausserordentlichen Bundesge-
richtshofe zu ergehender Capital-Urtheile werden.

Der Herr Fürst bemerkte hier, dass er in dem vor-
liegenden Falle einen wesentlichen Unterschied als Rück-
wirkung auf die öffentliche Meinung zwischen
kleineren und grösseren Strafaussprüchen annehmen
müsse — denn solche Strafen, welche sich auf die
blosse Besserung der Verführten beschränken, und selbst
wenn ihre Verführer nur in eine Lage versetzt würden,
in welcher die Gesellschaft vor ihrem verderblichen
Einflusse auf eine bestimmte Zeit gesichert würde, dürf-
ten von dem grossen Haufen nicht für ein würdiges
Resultat der Errichtung eines deutschen Gerichtshofes
anerkannt werden.

c) Wäre es unter so bewandten Umständen nicht der
Klugheit gemäss, dass man sich (erst dann) zur Er-
richtung des Gerichtshofes entschliesse, wenn man
ein Urtheil über die Resultate der Untersuchungs-
Commission zu fällen vermöchte?

1819 Seiner Meinung gemäss sollte die Proposition zu errichtenden Untersuchungs-Commission der die Errichtung eines obersten Gerichts verdrängen, noch selbige ausschliessen. Dieses Mittel könnte dennoch, den Umständen gemäss vorbehalten sodann ergriffen, oder beseitigt werden, ohne dass freier Wahl des einen oder des andern irgend Präjudiz im Wege stünde.

Die Versammlung fand sowohl in dem Vorhergehenden, wie in dem beigefügten Gutachten des H. Vicepräsidenten von Gärtner, den Gegenstand sorgfältig und erschöpfend beleuchtet, und beschloss nach, denselben weiter zu erwägen und zu handeln, nachdem der Königlich preussische Minister auch hierüber die durch einen abgeschickten Courier erbetenen ferneren Anweisungen und Ansichten seines Hofes erhalten haben würde.

Letzterer bemerkte jedoch vorläufig, wie die Resultate, dass die Resultate der Bestellung eines obersten Gerichts der Wichtigkeit und Ausdehnung dieser Angelegenheit nicht entsprechen möchten, seines Erachtens die Betrachtung gehoben oder aufgewogen werde, es bei dieser Bestellung weniger darauf ankomme, gute Resultate zu liefern, als kräftig und günstig die Meinung zu wirken: dass es an der Zahl der Schuldigen nicht fehlen werde, könne nicht mehr zweifelhaft sein, aber gerade die Frage, ob wirklich Hochverrath vorhanden sei, als eine der zartesten, und schwierigsten angesehen werden müsse, sei es wichtig, die Gerichtsbehörde, welche über solche zu entscheiden habe, mit möglichst hoher Würde, Feierlichkeit und Vertrauen zu betrauen.

Sollte es auch geschehen, dass sämmtliche, des Hochverraths Angeklagte, oder dessen Verdächtige, freigesprochen würden, so würde es auch dann nicht weniger wichtig sein, dass ganz Deutschland die Ueberzeugung gewinne, dass dieser Freisprechung möglichst strenge und unbefangene Prüfung zum Grunde liege. Und hinreichende Gründe zur Anklage vorhanden wären würde sicher auch in diesem Falle aus der Bekanntmachung der Acten zur Genüge hervorgehen.

In Betreff der zu einzelnen Punkten in dem

on d
n w
erkü
könn
a un
ss de
ein
rap
m
k

Gärtnerischen Gutachten gemachten Bemerkungen, 1819

ad man
ad Art. 2. es allerdings wichtig, dass die in rubro
des Entwurfs gebrauchten Worte: „Untersuchung und
richtliche Eruirung der hochverrätherischen ver-
brecherischen Unternehmungen“ schon im Vor-
aus eine gewisse Erkennung des Grades des Schuldig-
seins involviren würden, wesshalb dann statt derselben
zu setzen wäre: „der revolutionären Umtriebe
und demagogischen Verbindungen.“

Bei den Erinnerungen ad 8 und 9 ergab es sich,
dass in dem Entwurfe selbst ad 8 bereits bestimmt
worden, wie die Abführung der Arrestanten zur Un-
tersuchungs-Commission nach Mainz, nur nach aner-
kannter unumgänglicher Nothwendigkeit geschehen
solle, hierdurch also die von Gärtnerische Bemerkung
schon erledigt war.

Die Erinnerung ad 9 wollte man aber in so weit
berücksichtigen, dass darin von keiner Gefangenschaft,
sondern nur von einem angemessenen Verwahrsam der
zur Haft gebrachten Individuen geredet werde.

Die Bemerkung ad 10, in wiefern es klar auszu-
sprechen sei, „dass die Commission, so wie sie über-
haupt keine richterliche Gewalt ausüben werde,
so auch in dieser Hinsicht dem ordentlichen Richter
nicht vorgreifen würde, wollte man nach obigem
Beschluss bis zur weitem Bestimmung noch ausge-
setzt sein lassen,

*Protokoll der (dreizehnten) Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 21. August 1819.*

In Gegenwart Aller in der zehnten Sitzung Anwesenden.

Die Redactions-Commission zeigte an: sie
wäre in diesen letzteren Tagen unter Zuziehung des
Herrn Hofraths von Gentz zusammengetreten, um
nach dem erhaltenen Auftrage sich mit der Abfassung
der allgemeinen Präsidial-Proposition *) zu
beschäftigen, wodurch die hier verabredeten Bestim-
mungen und Massregeln zur Beschlussnahme an den
Bundestag gebracht werden sollten.

*) Sie steht abgedruckt in den Protokollen der deutschen
Bundes-Versammlung, Bd. VIII. S. 220. A. d. H.

1819 Es wären hierbei die verschiedenen Aufsätze benutzt, welche ihr deshalb von den Herren Grafen v. Münster, Grafen v. Wintzingerode, Freiherrn v. Marschall und Freiherrn v. Plessen zugegangen. Hauptsächlich aber hätten die zum siebenten Conferenz-Protokoll ausgesprochenen Grundsätze, so wie die von dem Herrn Grafen v. Bernstorff über die gesammte Redaction entworfenen Grundzüge, wie solche zum 8. Protokoll allgemein angenommen worden, dabei zur Anleitung gedient. Da bei der Redaction die verschiedenen besonderen Theile einzeln bearbeitet werden könnten, so habe man zuvörderst versucht, über die dritte Abtheilung der Präsidial-Proposition

Die Ungewissheit über den Sinn des 13. Artikels der Bundesacte und Missdeutung desselben sich zu verständigen, und die vielseitigen Ansichten und Interessen, die sich dabei gezeigt hätten, möglichst zu verschmelzen. Man verstelle zur Beurtheilung der Versammlung, in wie weit solches hierdurch erreicht werden möchte.

Es ward hierauf von dem hier anwesenden Herrn Hofrath von Gentz der gefertigte Entwurf über den genannten dritten Theil, und demnächst auch von dem zweiten Theil der (Präsidial) Proposition, nämlich über den Missbrauch der Presse verlesen, und nachdem selbige discutirt, auch einige diessfallsige Bemerkungen sogleich eingetragen waren, so bezeugte die Versammlung ihren allgemeinen Beifall und ihr Einverständniß mit diesen beiden Arbeiten, sowohl in Hinsicht der gewählten Darstellungen, Ausdrücke und Wendungen, als der kraftvollen und doch gemessenen Haltung und Würde.

Man kam auch noch überein, dass in der zweiten Abtheilung wegen des Missbrauchs der Presse ebenfalls die sehr grossen Nachtheile mit angeführt würden, die durch die Oeffentlichkeit der Verhandlungen in den ständischen Versammlungen entstanden, und dieselbe neben jenem Missbrauch der Presse als eine der sehr stark einwirkenden Ursachen aufgezählt ward, um die öffentliche Meinung zu missleiten und zu verderben.

Die Versammlung beschloss hierauf, dass die beiden gedachten Entwürfe zur theilweisen Redaction im Allgemeinen angenommen wären, nur mit Vorbehalt von

Bemerkungen und Abänderungen, die etwa noch im 1819 Einzelnen gemacht werden möchten.

Die Redactions-Commission versprach, in den nächsten Tagen auch die andern Theile der Präsidial-Proposition vorzulegen.

Protokoll der (vierzehnten) Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 22. August 1819.

In Gegenwart Aller in der zehnten Sitzung Anwesenden.

Die provisorische Executionsordnung nach dem Entwurfe Beilage E und F zum (fünften) Protokoll, kam heute in weitere Rücksprache, indem der Herr Graf v. Bernstorff erklärte, wie sein Hof, nach den ihm neuerlichst zugegangenen Instructionen, im Allgemeinen völlig damit einverstanden sei; und er sich nur einzelne Bemerkungen, die etwa bei der letzten Redaction noch zu machen wären, vorbehalten wolle.

Da von mehreren Mitgliedern zu öfterem schon die Absicht und der Wunsch ausgesprochen war, dass der gedachte Entwurf nicht sowohl für die einzelnen provisorischen Massregeln allein, die hier vereinbart würden, als vielmehr zu einer provisorischen Executionsordnung überhaupt dienen und aufgestellt werden möchte, so ward von dem Freiherrn von Pleßten zu dem Ende vorgeschlagen: den Art. 1. des Entwurfs nachstehendermassen zu fassen:

§. 1. Bis zur Abfassung einer definitiven, in allen ihren Theilen vollendeten Executionsordnung, soll die Bundesversammlung durch gegenwärtige provisorische Einrichtung befugt und angewiesen sein, allen ihren Beschlüssen, die sie zur Erhaltung der inneren Sicherheit, der öffentlichen Ordnung und zum Schutz des Rechtszustandes (bis zum betretenen rechtlichen und gesetzlichen Wege) zu fassen, sich für hinlänglich verpflichtet und berechtigt hält, die gehörige Folgeleistung und Vollziehung auf nachstehende Weise zu verschaffen,

und den bisherigen Inhalt des Art. 1 und 2 des Entwurfs zu verbinden, doch so, dass die Wahl der Commission jedesmal nur für einen bestimmten Zeitraum geschehe, und der Art. 2 dann so lauten würde:

§. 2. Zu diesem Ende wählt die Bundesversammlung jedesmal für den Zeitraum von 6 Monaten, aus

1819 ihrer Mitte eine Commission von 5 Mitgliedern, we auch während der Ferien in Thätigkeit bleibt.

Der Freiherr von Plessen bemerkte bei di Gelegenheit noch: die Befugniss des Bundest seinen Beschlüssen die gehörige Folge Vollziehung zu verschaffen, sobald solche bestimmte Aufgabe oder Leistung enthalten, liege nedem einleuchtend schon in dem Begriff der S und in der Natur des Bundes — es wäre bisher darauf angekommen, dass die dazu dienlichen M durch eine organische, mithin definitive Einricht auch zur Verfügung und Disposition des Bundes stellet werden, damit eine von ihm ausgehende R sition, theils für rechtmässig erkannt, theils auch lich befolgt werde. Eine solche Executionsord habe sich im Laufe der Verhandlungen am Bunde immer dringender und nöthiger gezeigt; da jedoch genaue Ausarbeitung für alle Fälle und verschied tige Beschlüsse, noch mehrere Zeit erfordern dū so würde die Aufmerksamkeit für jetzt hauptsäc nur auf die Vollziehung derjenigen Beschlüsse ge tet, die zur Aufrechthaltung der innern Sicher und der allgemeinen Ruhe und Ordnung fassen wären.

Indem man gegenwärtig nach dem Project s dem Bundestage hiezu die Wege und Mittel in Hä geben wolle, so würde es nicht nur einen widr Eindruck machen, diese auf einzelne Fälle oder pr sorische Massregeln beschränken zu wollen; gleich als ob die gehörige Sicherheit nur auf einzelnen F pfaden oder Nebenwegen, und nicht auf dem offe geraden Wege gefunden werden könne, sondern sich täglich aufs neue noch andere Fälle darbieten kö ten, so würde auch die Ausführung derselben n vollständig und zweckmässig erreicht werden, w nlich dasjenige Princip, was man hierbei in Gem heit des Art. 2 der Bundes-Acte aufgestellt habe, a nach seinem ganzen Umfange bei der Vollziehung s solcher Beschlüsse, zur Erhaltung der inneren Sid heit und öffentlichen Ruhe und Ordnung im Bau angeordnet werden würde. Den Schutz im Besitzth aber, so lange die festgesetzten Rechtsmittel und richtlichen Wege betreten werden können, wäre Bund so sehr allen Bundesgliedern schuldig, dass

jedem nicht einmal die Existenz oder irgend ein Bestand des Bundes überhaupt zu gedenken sei; denn nur insofern der Bund seine Glieder zu schützen vermöge, also die zu Gebot stehenden Mittel anzuwenden habe, sei die innere Sicherheit aufrecht zu erhalten, und könnten die Einzelnen verhindert werden, sich nicht aus eigenen Mitteln zu befehlen. Dieses würde hielänglich den nur für diese Sicherheitszwecke gemachten Ueberschlag einer provisorischen Executionsordnung rechtfertigen, und für welche sich gewiss eine Stimmenmehrheit ergeben werde.

Die meisten Mitglieder der Conferenz waren mit diesem Vorschlag zur Abänderung des Entwurfs einverstanden, und beschloßen, denselben bei der ferneren Revision des letztern zu berücksichtigen.

Der Graf von Münster zeigte hierauf an: wie er, nach dem ihm geäußerten Wunsch der Versammlung, das von der angeordneten Bundestags-Commission ausgearbeitete, aber zur Zeit noch nicht abgestattete Gutachten über das Universitätswesen durch den Generalen von Martens, dem als Mitglied der Commission die Zusammenstellung der verschiedenen Ansichten aufgetragen sei, sich habe einschicken lassen, solches so eben erhalten habe, welches er hier vorlegen wolle. Nachdem dasselbe nun verlesen worden, und die weitere Berathung genommen werden sollte, so beschloß man vorläufig, eine Commission, bestehend aus den Herren Grafen von Rechberg, von Münster, von Wintzingerode und Freiherrn von Berthold, zu ernennen und zu beauftragen.

Dem gedachten Commissions-Gutachten und beigefügten Entwurf diejenigen Punkte herauszuheben, welche davon unter den dringenden Umständen gegenwärtig sogleich mittelst Disciplinar-Verfügung der einzelnen Bundesstaaten zur eigentlichen Anwendung zu bringen wären? wobei denn auch hietzu von dem Fürsten Metternich zum 11. Protokoll in dem Betreff gemachten Anträge zu erörtern sein würden.

Uebrigens der übrigen Punkte des Entwurfs sich gutachten zu äußern, in wie weit dieselben geeignet sind, dass mittelst einer an den Bundestag zu bringenden Proposition darüber ein gemeinsamer Beschluss, durch denselben die Verfügungen auch auf das

1819 gesammte Schulwesen ausgedehnt werden möchten, anstatt dass die Bundestags-Commission bisher nur eine blosser Vereinbarung derjenigen Bundesstaaten, welche Universitäten haben, und die auf solche abzielenden Massregeln beabsichtigt.

Protokoll der (fünfzehnten) Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 23. August 1819.

In Gegenwart Aller in der zehnten Sitzung Anwesende

Der Herr Fürst von Metternich theilte mit: habe, nach der genommenen Verabredung, das vier Protokoll nach Weimar an den grossherzoglichen Minister Freiherrn von Fritsch zur Mitunterschrift schicken, und solches nun von demselben unterzeichnet zurückerhalten, nebst einem Begleitungsschreiben, w durch der Freiherr von Fritsch die hier gegebene Zusicherung bestätigt, dass der Grossherzog jederzeit thätig mitzuwirken wünsche, wenn von der Erhaltung der Ruhe und öffentlichen Sicherheit die Rede sei, u aus diesem Grunde sich denjenigen allgemeinen Massregeln anschliesse, welche für diesen Zweck gegenwärtig verabredet werden. Es ward dieses Schreiben schriftlich unter Lit. K dem Protokolle beigefügt.

Von dem Herrn Grafen von Schulenburg ward den hierauf zufolge der von seinem Hofe erhaltenen Instruktion nachstehende Bemerkungen über den Entwurf (Lit. F) der provisorischen Executionsordnung zu Protokoll gebracht.

ad Art. 1. Bei dem wichtigen Auftrage dieser Commission, bei der Gleichheit der Interessen aller Bundesstaaten, ohne Unterschied ihres Umfanges, und bei der Nothwendigkeit von dieser Commission oder den Commissarien leitenden Bundesstaaten, jeden Schritt der Anmasslichkeit zu entfernen, möchte die Wahl der Commissarien von Zeit zu Zeit erneuert werden, u es würde vielleicht nützlich sein, die sofort zu erwehlende Commission nur bis zum Wiedereintritt der Commissionen bestehen zu lassen, und sodann zu einer neuen Wahl zu schreiten.

ad Art. 6. Bei dem zufolge des 6. Conferenz-Protokolls verabredeten Zusatz, finden Se. Majestät zu merken, dass das Einschreiten der Bundesversammlung nur dann eintreten dürfe, wenn von dem be-

den Staate dem durch den Bundesgesandten an ihn 1819
hängenden Antrag der Bundesversammlung unstatthafte
Begründungsgründe entgegengestellt worden sind.

ad Art. 7. Die Beurtheilung und Anzeige an den
Staat, in wie fern ein Staat ausser Stand sei, die den
Vollziehungen entgegenstehenden Hindernisse zu heben,
würde zunächst dem Staat selbst vorbehalten sein, und
nur dann, wenn die Bundesversammlung wahrnehme,
dass der Staat die Mittel, die Vollziehung durchzusetzen,
verabsäume, oder sein Unvermögen einzugestehen
aus anderen Rücksichten sich abhalten lässt, würde die
Bundesversammlung Dehortatorien beschliessen und weiter
verfahren können.

ad Art. 8. Wäre dahin zu sehen, dass die Executions-
Kosten nicht die Kräfte des exequirenden Bundes-
gliedes überstiegen.

Nach gehaltener Besprechung ward von der Ver-
sammlung desshalb vereinbart, auf die Bemerkung ad
Art. 1 wären überhaupt nach der eingeführten Geschäfts-
ordnung bei der Bundes-Versammlung keine perma-
nenten Commissionen, und in dem Betracht auch be-
reits in dem gestrigen Protokoll der Vorschlag gemacht
und angenommen, diese Commission alle 6 Monate neu
zu wählen.

ad Art. 6. Es verstehe sich allerdings, dass, wenn
der Bundesgesandte des betreffenden Staates, dem zur
Vollziehung eines Bundesbeschlusses eine Modification
einer Einrichtungen u. s. w. angesonnen worden, statt-
hafte Gründe vorbringen würde, solche von der Bun-
des-Versammlung auch zu beachten wären, doch habe
die Bundesversammlung über deren Statthaftigkeit auch
selbst zu urtheilen.

ad Art. 7. Allerdings würden von dem betreffenden
Staate selbst zuvor die Hindernisse zu heben, oder des-
sen Anzeige, dass dieses nicht geschehen könne, zu
erwarten, oder nach Vorkommenheit vom Bundestage
zu begehren sein, in der Art, wie solches hier be-
stimmt sei.

ad Art. 8. Wäre der Punct der Executionskosten
im Entwurf noch genauer zu fassen: dass nicht die
Regierung, sondern der betreffende Staat solche zu
ragen habe, auch dass die Kosten dabei nicht über
das Bedürfniss des vorliegenden Zweckes ausgedehnt

1819 werden, und nur zur Erstattung der wirklichen Auslagen dienen sollten.

Man beschloss mithin, sowohl hiernach, wie auch in Gemässheit der Vorschläge zum gestrigen Protokoll die Abänderungen und Zusätze bei dem Entwurf der provisorischen Executionsordnung eintreten zu lassen und ersuchte die ersten Verfasser desselben, Herrn Grafen von Münster und Freiherrn von Marschall sich gefälligst bald hiermit beschäftigen zu wollen.

Protokoll der (sechszehnten) Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 24. August 1819.

In Gegenwart Aller in der ersten Sitzung Anwesenden.

Die, nach dem ehegestrigen Protokoll beauftragte Commission wegen des Universitätswesens stattete ihren Vortrag ab, und legte einen Entwurf vor, worin diejenigen Punkte in dem Betreff herausgehoben und zusammengestellt waren, welche als dringend zu einer provisorischen Verfügung gleich zum Voraus, ehe noch die übrigen Punkte des Gutachtens der Bundestags-Commission auf dem gewöhnlichen Wege bei der Bundes-Versammlung verhandelt werden könnten, zu einer unverweilten Ausführung geeignet scheinen.

Bei der Discussion darüber, kam besonders die Frage vor, in wie fern alle im Entwurf bezeichneten Verfügungen von der Art wären, um gegenwärtig gleich als provisorisch gerechtfertigt und in Antritt gebracht zu werden?

Der Herr Fürst von Metternich machte diesehalb in Beziehung auf seine früheren Aeusserungen verschiedene Bemerkungen, nach denen es im Wesentlichen nur erforderlich sein würde: wie die Bundesstaaten sich gegeneinander verbinden, durch ausserordentliche Curatoren oder Regierungs-Commissarien an Ort und Stelle eine genauere, strengere Aufsicht über ihre Universitäten und die auf sie beruhenden Grundsätze zu führen: Die Professoren und Lehrer auf gesammten Unterrichts-Anstalten, welche die Lehrfreiheit missbrauchten, um individuelle Meinungen und Ansichten gegen die bestehende Ordnung, gegen die Einrichtungen und Gesetze des Bundes oder der einzelnen Bundesstaaten, zu ver-

breiten, oder auch die studirende Jugend durch allerlei Schwärmereien und einseitige Vorspiegelungen von ihrer zukünftigen Bestimmung abzuleiten suchten, nach Befinden und Beschaffenheit der jedesmaligen Umstände, entweder bei anzustellender Untersuchung durch Urtheil und Recht, oder sobald nur die Sache gehörig erwiesen, auch durch eintretende nöthige Disciplinar - Verfügung suspendirt und entfernt, die solchergestalt von einer Universität oder Schule entfernten Lehrer aber in keinem andern deutschen Bundesstaate wieder angenommen werden sollten. Auch ein sogenanntes Cartell der Universitäten unter einander, wegen Nichtaufnahme der von einer Universität weggeschickten Studirenden, würde allgemein auf alle Universitäten auszudehnen sein.

Sämmtliche übrige Punkte dürften am füglichsten im Zusammenhange der ordentlichen Berathung des Bundestags anheim gestellt werden, und werde die durchgehende Gleichmässigkeit der Verfügungen am meisten zu verstärkter Wirksamkeit derselben beitragen.

Auf den Vorschlag des Herrn Fürsten von Metternich übernahm es der hier anwesende Herr Hofrath v. Gentz, zum Zweck der Redaction der Präsidial-Proposition, diese Ansichten noch weiter zu bearbeiten und in nächster Conferenz vorzulegen.

In Betreff des Entwurfs zur provisorischen Executions-Ordnung bemerkte der Herr Graf von Rechberg, zum 14. Protokoll: wie er seinem Hofe den früheren Entwurf einer provisorischen, auf die temporären Massregeln berechneten Executions-Ordnung vorgelegt, und nur auf diesen Entwurf Instruction erhalten habe. Er könne daher, ohne eine neue einzuholen, den vorgeschlagenen Abänderungen nicht beitreten.

Ferner ward von dem Herrn Grafen v. Schulenburg zu Protokoll erklärt:

So viel den preussischen Entwurf der Verfassung des ausserordentlichen Bundesgerichts anlangt: so sind Sr. Majestät in der Hauptsache mit diesem Entwurf einverstanden, nur in Ansehung der, Art. 6, 8, 9 und 10 dem Bundesgericht beigelegten Befugnisse, sich mit den in den einzelnen Staaten bestehenden Special-Commissionen und andern Behörden in

1819 unmittelbare Communication zu setzen, und letztere zu verfügen, geht Sr. Majestät Ansicht dahin, dass die Anträge des Bundesgerichts entweder an das Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, oder die von letzterem dem Bundesgericht zu benennenden Central- oder Polizeibehörden gelangen, und zuvörderst entweder durch den Bundesgesandten, oder vom Bundesgericht unmittelbar an das Ministerium, oder an die benannte Justiz- oder Polizei-Centralbehörde. Da werden die vorbereitenden Untersuchungen gewiss zweckmässiger, vollständiger und selbst in kürzerer Zeit durchgeführt werden, als durch das von den mehresten Staaten entfernte, mit den Local- und Personal-Verhältnissen unbekanntes Bundesgericht.

Das unmittelbare Einschreiten des Bundesgerichts würde nur dann, nach dem Dafürhalten Sr. Majestät eintreten können, wenn der requirirte Bundesstaat die Requisitionen keine Folge geleistet, oder die ihm übertragenen Untersuchungen säumig geführt und auf Anzeige des Bundesgerichts die Bundes-Versammlung oder die niedergesetzte Commission die Nothwendigkeit, das Bundesgericht unmittelbar einwirken zu lassen, anerkannt hätte. In Ansehung der Dauer dieses Bundesgerichts, wird es übrigens nicht undienlich sein, auszusprechen, dass solches nach beendigten Untersuchungen und wiederhergestellter Ruhe werde aufgelöst werden.

Was ferner das eingesandte Pressgesetz anlangt, so wünschen Se. Majestät, dass bei dem zu erlassenden Bundesgesetze die Censur nicht auf die im ersten Artikel des fraglichen Entwurfs benannten Schriften eingeschränkt, sondern dass die Censur für alle Schriften, periodischen Blätter und Zeitungen, resp. beibehalten, oder, dafern sie aufgehoben, wieder hergestellt werde.

Sodann finden Se. Majestät bedenklich, dass, nach dem 6. Artikel vorgeschlagen worden, der Bundes-Versammlung die Befugnis zugestanden werden sollte, Schriften, so ihr, oder der von ihr ernannten Commission gefährlich scheinen, aus eigener Autorität in den Bundesstaaten zu unterdrücken. In solchen Fällen würde der betreffende Staat von dem Ermessen und dem Wunsche der Bundes-Versammlung durch den Bundesgesandten jedesmal in Kenntniss zu setzen.

und nur dann zu unmittelbaren Verfügungen der Bundes-Versammlung zu schreiten sein, wenn deren Antrag unberücksichtigt geblieben; oder aus unstatthaften Gründen abgelehnt worden wäre.

Mit den übrigen Artikeln dieses Gesetz-Entwurfs sind Se. Majestät einverstanden.

Die Versammlung beschloss hierauf: in Betreff des ausserordentlichen Bundesgerichts, oder auch der Centralcommission, wurde die Bemerkung um so mehr richtig befunden, als es auch jetzt (jederzeit?) die Absicht gewesen sei, dass die Bundes-Central-Stelle sich mit andern als den Staats- oder doch den obern Landesbehörden in Verbindung oder Communication zu setzen habe. Diese vom königl. sächsischen Hofe ausgestellten näheren Bestimmungen wären jedoch in der Fassung des Entwurfs zu benutzen.

In Ansehung des Pressgesetzes*): so sei nach dem Geist und Sinn desselben jedem einzelnen Bundesstaate vorbehalten, die angemessenen und ausreichenden Massregeln in seiner Verwaltung zu ergreifen, um die im Bunde und zur Sicherstellung seiner Mitstaaten zu übernehmende Verpflichtung einer gehörigen Aufsicht über seine Presse zu erfüllen; weshalb es denn auch jeder Staatsverwaltung nur überlassen bleiben könne, ob und in wie weit sie die Censur einführen und auf welche Schriften sie solche ausdehnen wolle?

Die Fassung des 6. Artikels des Entwurfs aber, nach welcher es der Bundes-Versammlung zustehen solle, die zu ihrer Kenntniss gelangenden unter der Hauptbestimmung des §. 1. begriffenen Schriften, wenn solche nach dem Gutbefinden der von ihr ernannten Commission der Würde des Bundes, der Sicherheit einzelner Bundesstaaten, oder der Erhaltung der Ruhe und des Friedens zuwiderlaufen, auch ohne vorhergegangene Aufforderung, aus eigener Autorität, zu unterdrücken — diese Fassung dürfte um so mehr beizubehalten sein, wenn nicht der eigentliche Zweck, der weitem Verbreitung solcher Schriften noch bei Zeiten entgegen zu treten, verfehlt werden sollte, indem jede Unterhandlung, welche einen solchen Be-

*) Wovon in den Protokollen der Sitzungen 3, 10, 11, 16 und 20. A. d. H.

1819 schluss vorläufig in einen blossen Wunsch und Antrag an den betreffenden Staat verwandeln sollte, die ganze Natur dieser Massregel verändern müsse, ohne dadurch die Verwaltung des einzelnen Staates günstiger zu stellen, indem doch am Ende immer die Beurtheilung der dagegen angeführten Gründe und deren Statthaftigkeit von der Bundes-Versammlung abhängen müsse.

Dennoch war die Versammlung der Meinung, dass es bei gedachter Fassung des 6. Artikels im Entwurfe zu belassen sein möchte, die Bundes-Versammlung jedoch, nach der schon eingeführten Ordnung, dergleichen Beschlüsse nicht anders wie durch den Bundesgesandten, an den betreffenden Staat könnte gelangen lassen.

*Protokoll der (siebzehnten) Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 25. August 1819.*

In Gegenwart Aller in der zehnten Sitzung Anwesenden

Zufolge des im gestrigen Protokoll erhaltenen Auftrags, übergab der Herr Hofrath von Gentz den Entwurf eines provisorischen Beschlusses, über die in Ansehung der Universitäten zu ergreifenden Massregeln, in vier Artikeln.

Bei der dessfallsigen Discussion wurden von verschiedenen Seiten noch Bemerkungen gemacht, die sofort einige Zusätze und Abänderungen veranlassten.

Insbesondere sprach man darüber ad 1, in wie fern die bisherigen Curatoren, welche bei den meisten Universitäten schon gegenwärtig angestellt wären, auch als solche ausserordentlich Bevollmächtigte eintreten könnten, und man fand allerdings hierbei kein Bedenken, wenn selbige nur, wie zu der beabsichtigten näheren Aufsicht unumgänglich erforderlich, an Ort und Stelle anwesend wären, und die Regierung sie für geeignet halten würde. Ferner war die Rede von der Stellung solcher ausserordentlicher Bevollmächtigten zu den Professoren, und wie sie ohne unmittelbare Einmischung in das Materielle der Lehrvorträge der gemachten Aufgabe zu genügen vermöchten? Man hielt für angemessen, statt dessen zu setzen: „ohne Einmischung in das Wissenschaftliche und die Lehrmethode.“

ad §. 2, fand man es zwar in der gehörigen Ordnung, dass eine Massregel dieser Art auf den voll-

vollständig motivirten Antrag, des der Universität vor- 1819
gesetzten Regierungs-Bevollmächtigten gesche-
hen müsse, dass jedoch auch eine Regierung veranlasst
sein könnte, ausserdem noch ihr zugekommene An-
zeigen in Untersuchung zu nehmen, oder ihren Bevoll-
mächtigten zur Wahrnehmung seiner Pflichten aufzu-
fordern, wesshalb noch der Zusatz gemacht ward:
„oder in Folge eines von demselben vorher eingefor-
derten Gutachtens.“

ad §. 3, ward am Ende noch der Zusatz beschlos-
sen: „dass Individuen, die nach Bekanntmachung des
gegenwärtigen Beschlusses erweislich in geheimen
Verbindungen geblieben, oder in solche getreten
sind, in kein öffentliches Amt aufgenommen werden.“

Zu §. 4 wurden keine Erinnerungen gemacht.

Im Allgemeinen war man solchergestalt, nach die-
sen getroffenen Veränderungen, mit dem genannten
Entwurf einverstanden, so wie solcher hier unter Lit.
L dem Protokoll beigefügt worden *); jedoch wurden
sonst, und unter andern von dem Herrn Grafen von
Münster, etwanige einzelne Erinnerungen und Abän-
derungen hierbei vorbehalten.

Demnächst zeigten die Herren Graf v. Münster
und Freiherr von Marschall an: wie sie nach erhalte-
nem Auftrage, in Gemässheit der zu den 14. und 15.
Conferenz-Protokollen angenommenen Vorschlägen und
Bemerkungen, den Entwurf der provisorischen Exe-
cutions-Ordnung in den Art. 1, 2, 6, 7 und 8 ab-
geändert hätten. Es wurden diese Artikel verlesen
und die Abänderungen genehmigt; die solchergestalt
revidirte provisorische Executions-Ordnung aber voll-
ständig in allen 8 Artikeln diesem Protokolle unter Lit.
M. angelegt.

Protokoll der (achtzehnten) Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 26. August 1819.

Gegenwart Aller in der zehnten Sitzung Anwesenden,
und des Freiherrn v. Münchhausen, (kurhessischer Gesandter
am Wiener Hofe).

Der Herr Fürst v. Metternich hatte, nach der
den übrigen Mitgliedern der Conferenz genomme-

*) Lit L. ist dem Präsidialvortrag No. 2 angeschlossen.

1819 nen Rücksprache, den von Wien hierher eingeladenen kurhessischen Gesandten am k. k. Hofe, Freiherrn Münchhausen, in die Versammlung eingeführt, nachdem derselbe aus den ihm mitgetheilten Protollen die bisherigen Verhandlungen ersehen haben würde fernern Berathungen beizuwohnen.

Der Freiherr von Münchhausen äusserte: sehr er das ihm hierdurch bezeugte Vertrauen erke und daher auch mit vollkommener Bereitwilligkeit Verpflichtung übernehme, dem Kurfürsten, seinem He von allem zu referiren, sowohl was bisher vo kommen, als was noch weiter hier berathen we möchte. Bei seiner Theilnahme an den ferneren (ferenzen, werde er freilich immer nur seine p sönlichen Ansichten und Ueberzeugungen zusprechen vermögen, da er mit keiner Instruk mehr darüber versehen werden könne; jedoch d er nicht zweifeln, dass der Kurfürst auch Seiner (gern allen denjenigen Massregeln und Verabredun würde beitreten wollen, welche durch den Dr der Umstände und durch die Zeitverhältni veranlasst und als allgemeine Verfügungen im B für heilsam gefunden würden.

Man beschäftigte sich hierauf mit der weitem rathung über den Entwurf eines provisorischen schlusses über die, in Ansehung der Universitä und öffentlichen Schulen zu ergreifenden Massre; zur Erledigung verschiedener noch vorgebrachten E nerungen, die noch dabei umständlich erörtert, einige Veränderungen veranlassten, die sogleich im wurf nach der Anlage L im gestrigen Protokoll ei tragen wurden; in deren Folge derselbe nun die liche Genehmigung erhielt.

*Protokoll der (neunzehnten) Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 27. August 1819.*

In Gegenwart Aller in der achtzehnten Sitzung Anwesen

Ueber die provisorische Executions - O nung, wurden heute noch von dem Herrn Grafen Münster einige Bedenklichkeiten und der Wu geäußert, solche bis auf die einzelnen provisoris Massregeln, welche wegen der gegenwärtigen Z umstände ergriffen werden, beschränkt zu sehen.

Der Herr Graf von Rechberg und Freiherr von 1819
Stainlein wiederholten bei dieser Gelegenheit dieselben
Ansichten, die sie bairischer Seits schon des-
halb zu erkennen gegeben hatten.

Der Herr Fürst von Metternich, Herr Graf von
Bernstorff, und mehrere andere Mitglieder entwickelten
hierauf vollständig nochmals alle diejenigen Gründe,
warum eine auch nur provisorische Executionsordnung
nicht auf die einzelnen Fälle, worin Sicherheitsmassregeln
für den Augenblick geboten werden, eingeschränkt bleiben
könnte, sondern wenigstens von dem Princip
der innern Sicherheit überhaupt ausgehen müsse,
um allen denjenigen Beschlüssen eine gewisse Vollziehung
zu verschaffen, wodurch die Bundesversammlung
nur die ihr Art. 2 der Bundesacte gewordene Aufgabe
gleichmässig zu erfüllen, in den Stand gesetzt sein
würde.

Alle übrigen Mitglieder waren hiemit vollkommen
einverstanden, um die provisorische Executions-Ord-
nung, in Beziehung auf den 2. Art. der Bundesacte
eintreten zu lassen und so zu bezeichnen; nur der Herr
Graf von Rechberg bezog sich auf seine deshalb
zum 14. Protokoll abgelegte Erklärung und wiederholte
seine Bemerkungen, dass er ausser Stande sei,
der vorliegenden Executionsordnung beizutreten, und
der Freiherr von Münchhausen erklärte, dass er
die Zustimmung seines Hofes zu der entworfenen Bundes-
Executionsordnung in ihrer Anwendung auf andere
Bundesangelegenheiten, als diejenigen sind, welche
die demagogischen Umtriebe und revolutionären Verbindungen
beträfen, ohne vorgängige weitere Berathung
derselben in der Bundesversammlung bezweifeln müsse,
und dass er sich verpflichtet halte, rücksichtlich des
gewünschten allgemeinen Einverständnisses, dieses
Betenken zu erkennen zu geben.

In dem gedachten Entwürfe ward nun noch die
Änderung beliebt, Art. 6, statt der Worte: „weil
entweder Einrichtungen, Particulargesetze oder Ver-
waltungsverordnungen in dem Bundesstaate bestehen“
immer zu setzen: „weil entweder Localverordnungen
L. V.“

Namens der Redactions-Commission ward durch
den Herrn Hofrath von Gentz hierauf von dem Ent-
wurf zum Präsidial-Vortrage die allgemeine Ein-

1819 leitung verlesen, und darin die nähere Ausführung der vier Gegenstände, als so viele Abtheilungen des Vortrags angegeben, nämlich:

- 1) Ungewissheit über den Sinn und die daraus entspringenden Missdeutungen des 13. Artikels der Bundesacte;
- 2) unrichtige Vorstellungen von den der Bundesversammlung zustehenden Befugnissen und Unzulänglichkeit der Mittel, wodurch diese Befugnisse geltend zu machen sind;
- 3) Die Gebrechen des Schul- und Universitätswesens;
- 4) Der Missbrauch der Presse, und insbesondere der mit den Zeitungen, Zeit- und Flugschriften bisher getriebene Unfug.

Hiermit ward die Absicht und der Wunsch des k. k. Hofes verbunden:

dass die Bundesversammlung sich unvorzüglich mit diesen wichtigen Gegenständen beschäftige: die Präsidial-Gesandtschaft daher angewiesen sei die verschiedenen, sowohl auf die aufgeführten vier Punkte, als auf die Ernennung einer Central-Commission, deren Bestimmung und Geschäft sich im Verlaufe dieses Vortrags näher ergeben werden, Bezug habenden Entwürfe und Beschlüsse mitzuthellen

Da die Abtheilungen 1 und 4 über den 13. Artikel der Bundesacte und über die Presse schon früher in dem 13. Protokoll vorgelegt und gebilligt waren so wurde noch die Fassung der 3. Abtheilung heute verlesen, und sowohl diese, wie die Redaction der Einleitung, mit allgemeinem Beifall und Genehmigung aufgenommen; der nun noch rückständige 2. Theil und die Beweggründe über die Central-Untersuchungs-Behörde aber sollten in den beiden nächstfolgenden Sitzungen vorgelegt werden.

*Protokoll der (zwanzigsten) Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 28. August 1819.*

In Gegenwart Aller in der achtzehnten Sitzung Anwesendem

Der Herr Fürst von Metternich gab Mittheilung von der Art und Weise, wie die übrigen deutscher Höfe, deren Minister oder Gesandten bei den hiesiger Conferenzen nicht zugegen gewesen, von den Resultaten derselben mittelst der entworfenen Präsidial-Pro-

position aufs baldigste in Kenntniss zu setzen und zum 1819 Einverständnis, sowie zum Beitritt durch unverweilte Instruktionen-Ertheilung an ihre Bundesgesandtschaften einzuladen wären.

Der Herr Fürst benachrichtigte auch die Versammlung, dass von ihm dazu bei mehreren Höfen die Einleitungen bereits getroffen, und dass solches bei den übrigen noch unverzüglich so geschehen würde, dass hoffentlich bis zur Mitte Septembers aufs Längste alle Instruktionen eingegangen, und der Beschluss auf die Präsidial-Proposition gefasst werden könne.

Aus Veranlassung der durch die niedergesetzte Redaktions-Commission in der gestrigen Sitzung zur nähern Berathung vorgelegten Theile des zu entwerfenden Präsidialantrages, und in Gemässheit so eben erhaltener Instruktion, verlass der königlich württembergische Minister den dem Protokoll sub lit. N angeschlossenen Aufsatz.

Von dem Herrn Fürsten von Metternich wurde vorbehalten in nächster Conferenz im Protokoll zu antworten.

Auf Anregung des Herrn Grafen von Wintzingerode in dem vorgedachten Aufsatz, wurde in dem Entwurf zum Pressgesetze*) im Art. 1 am Ende noch der Zusatz beliebt:

wenn dergleichen Schriften irgend einem Bundesstaate Anlass zur Klage geben, so soll diese Klage im Namen der Regierung, an welche sie gerichtet ist, nach den in den einzelnen Bundesstaaten bestehenden Formen gegen die Verfasser oder Verleger der dadurch betroffenen Schrift erledigt werden.

Bei dieser Gelegenheit schlug auch der Herr Graf von Bernstorff, nach der von seinem Hofe erhaltenen Anweisung, bei dem Pressgesetz folgende kleine Abänderungen vor:

im Art. 1 statt der Worte: „regelmässig wiederkehrende Hefte“ bloss zu setzen: „Heftweise;“ und in demselben Artikel die Bogenzahl der Druckschriften, die nicht ohne Vorwissen und Genehmigung der Landesbehörden zum Drucke befördert werden dürfen, von 15 auf 20 Bogen zu setzen.

*) Worüber die Protokolle der Sitzungen 1, 3, 10, 11 und 16 nachzusehen sind. A. d. H.

1819: Ferner im Artikel 4 bei der Stelle:

„Insofern dadurch die Würde oder Sicherheit anderer Bundesstaaten verletzt, die Verfassung oder Verwaltung derselben feindselig angegriffen wird, das Wort „feindselig“ als die Verfügung beschränken wegzulassen.

Diese Vorschläge wurden angenommen, und die Veränderungen darnach im Entwurfe eingetragen.

Weiter erklärte der Herr Graf von Bernstorff in Folge einer ihm zugegangenen neuen Instruktion, dass die königlich preussische Regierung, welche ihrem Entwurfe eines Bundesbeschlusses in Betreff eines ausserordentlichen Centralgerichts, dem gegen diese Massregeln in mehreren Cabineten erhobene Bedenken bereits auf eine genügende Weise begegnet zu haben glaube, zwar noch die Hoffnung hege, dass man sich schliesslich für ihren Vorschlag vereinigen werde, dass sie sich aber, falls jene Bedenken obsiegt sollten, auch gern gefallen lassen wolle, dass der Bundesbeschluss für jetzt auf die Niedersetzung einer Untersuchungs-Commission beschränke, und sich die Bestimmung einer richterlichen Behörde nur für den Fall vorbehalte, dass sich aus dieser angeordneten Untersuchung ein hinreichender Anlass zu einem politischen Process ergebe.

Der Herr Hofrath von Gentz verlas hierauf, Namens der Redactions-Commission, den zweiten Abschnitt des Präsidial-Vortrages, betreffend unrichtige Vorstellung von den der Bundes-Versammlung zustehenden Befugnissen und Unzulänglichkeit der Mittel, wodurch diese Befugnisse geltend zu machen sind, welcher weiter besprochen und beifällig angenommen wurde.

Protokoll der (einundzwanzigsten) Conferenz,
gehalten Carlsbad, den 29. August 1819.

In Gegenwart Aller in der achtzehnten Sitzung Anwesender

Heute legte der Herr Hofrath von Gentz noch den letzten Abschnitt und Schluss der entworfenen Präsidial-Proposition, betreffend die Motive zu Bestimmung einer Centraluntersuchungs-Behörde, vor, und ward auch diese Redaction vollkommen genehmigt, so dass nunmehr der vollständige Entwurf des gesammten

en Präsidial-Vortrages angenommen ward, und die 1819 Dictatur desselben zu Abschriften für alle Conferenz-Mitglieder beschlossen wurde.

In der Einleitung des Entwurfs traf man nur noch auf Anregung des Freiherrn v. Marschall die kleine Abänderung, dass im 3. §. a. l. statt der Worte: auf welche keine menschliche Macht noch Weisheit unmittelbar und augenblicklich zu wirken vermag, gesetzt werde: „auf welche keine Regierungen — — u. s. w.“

Bei dem Beschlusentwurf selbst, über die zu stellende Central-Commission zur Untersuchung der entdeckten revolutionären Umtriebe und demagogischen Verbindungen, discutirte man genauer noch die Frage: in wie fern damit eine gerichtliche Behörde zu verbinden wäre, durch welche die durch die angestellte Untersuchung auch wirklicher Verbrechen schuldig Befundenen zu bestrafen sein würden, oder ob man das weitere Verfahren hierbei von Seiten des Bundes noch angesetzt sein lassen wollte?

Die Meinungen desshalb waren zwar verschieden; nach der von dem Herrn Fürsten von Metternich gestellten Ansicht, entschied man sich jedoch für die letztere, so dass nach geschlossener einzelner oder der allgemeinen Untersuchung, es zur weitem Beurteilung der Bundes-Versammlung verstellt bleiben sollte, die Einleitung der gehörigen gerichtlichen Wege darnach zu beschliessen.

Es ward nunmehr eine Commission, bestehend aus den Herren Grafen von Bernstorff und von Schulenburg, und aus den Freiherrn von Marschall und von Plessen, beauftragt, den ersten Entwurf einer solchen Commission mit dem folgenden von dem königlich preussischen Herrn Minister übergebenen Plan zu vergleichen, und solche in der Hinsicht nur bloss vorläufigen Untersuchungsbehörde zu stellen, auch die sonst hierbei von einzelnen Conferenzmitgliedern, und unter andern von dem Grafen von Schulenburg, gemachten und aufgenommenen Bemerkungen zu berücksichtigen.

Endlich ward auch noch der Entwurf zur provisorischen Executions-Ordnung wieder verlesen, und stattgefundener Revision, angenommen.

1819 *Protokoll der (zweiundzwanzigsten) Conferenz,*
gehalten Karlsbad, den 30. August 1819;

In Gegenwart Aller in der achtzehnten Sitzung Anwesenden, und des Herrn Grafen von Einsiedel.

Der königlich sächsische Staatsminister Herr Graf von Einsiedel war bereits früher von dem Herrn Fürsten von Metternich zur Theilnahme an den hiesigen Conferenzen eingeladen, bisher aber durch Geschäfte in Dresden zurückgehalten, und erst zu der heutigen Conferenz hier eingetroffen.

Der Herr Fürst von Metternich gab heute zuerst Mittheilung von Antworten, die er von Sr. kaiserlichen Majestät unmittelbar über einige Punkte der hiesigen Verhandlungen erhalten hatte, insbesondere wegen des Pressgesetzes und der Bestellung einer Central-Untersuchungs-Commission. Da wegen der letzteren bereits früher die königlich sächsische und mehrere andere Erklärungen für die Ernennung einer bloss untersuchenden Commission sich ausgesprochen hätten, so zeigten sich auch die Ansichten Sr. k. k. Majestät hierin völlig übereinstimmend.

Demnächst erklärte der Herr Fürst, in Erwiederung auf die von dem Herrn Grafen von Wintzingerode zum vorletzten Protokoll abgegebenen Aeusserungen: der Herr Fürst halte sich verpflichtet, (seiner Meinung) über die in demselben berührten speciellen Anträge zu der Kenntniss und der Beurtheilung der Conferenz zu bringen. Der innigste Wunsch beseele ihn bei diesem Schritte, dass durch die richtige Erwägung wahrer und unlängbarer, sowohl völkerrechtlicher als auch privatrechtlicher Grundsätze, das erste Gut erzeugt werde: — die Beruhigung der Gemüther.

Indem der Fürst von Metternich den Beweggründen Gerechtigkeit widerfahren lässt, welche Seine königliche Majestät von Würtemberg zu dem Ausspruche der Grundsätze bewogen haben, welche in der Eingabe des Herrn Grafen von Wintzingerode die erste Stelle einnehmen, sprach derselbe seine Ueberzeugung aus, dass, so wie die hier gefassten Beschlüsse dem dringend Nöthigen volles Genüge leisten, die nächste Zusammenkunft in Wien die beste Gelegenheit darbieten werde, um jedem ächten Grundsätze die gehörige Anwendung und Ausbildung, im Begriffe der

Befestigung des Föderativbandes zu geben. Se. Majestät der Kaiser hätten übrigens seit dem Entstehen des Bundes den Grundsatz: dass in dem Bunde kein Verhältniss statt finden dürfe, welches dessen Grundbegriff entgegenstehe, sich stets gegenwärtig gehalten, und der Herr Fürst von Metternich erklärte, dass er, um diese Behauptung zu belegen, sich mit voller Beruhigung auf jede Proposition, sowohl welche von kaiserlich österreichischer Seite auf dem Bundestag gemacht worden sei, als auf jede auf selbem abgegebene österreichische Stimme beziehen könne.

Die königlich württembergische Eingabe berühre jedoch einige specielle Punkte, über welche der Herr Fürst von Metternich die folgenden Ansichten und Grundsätze auszusprechen sich verpflichtet halte:

1) Eine, Erleichterung der bestehenden Handelsbeschränkungen bezweckende Interpretation des 19. Artikels.

Der Herr Fürst von Metternich erklärte: dass er, indem er die Wichtigkeit dieser Frage erkenne, sich jedoch die im hohen Masse bestehenden Schwierigkeiten der Aufgabe nicht bergen dürfe.

Deutschland bestehe aus einer Verbrüderung souveräner Staaten, welche in ihrer Gesammtheit in dem europäischen Staatensystem, als eine Macht erscheinen.

Der Handel, seine Ausdehnung, wie seine Beschränkung, gehören zu den ersten Befugnissen der souveränen Gewalt. In Deutschland könne demnach die Handelsfrage nicht allein in Beziehung auf die deutsche Gesammtmacht aufgenommen und erwogen werden — denn der deutsche Handel bilde sich vor allem jenem der deutschen Staaten — diese Frage könne mehr nur in Erwägung gezogen werden, wenn die vorläufige Bedingung, die Handelsverhältnisse, der deutschen Bundesstaaten zu einer gedeihlichen Verständigung gereift sein würde.

Die einseitig, und demnach wie schwer, die Erreichung dieses ersten Zieles sei, liege in der Natur der Dinge.

Hier versammelte Conferenz könne das Geschäft weder beginnen, noch sich demselben selbst nähern, weil sie dasselbe nicht beendigen könne. Sie könne nähere Grundsätze selbst nicht aussprechen, denn die Grundsätze seien hier die Sache selbst.

1819 Der k. k. Hof erachte demnach, dass in Beziehung auf die nähere Ausbildung des 19. Artikels der Bundesacte vor der Hand geschehen sei, was geschehen konnte. Die Bundes-Versammlung hat nämlich am 1. März eine Zeitfrist zur Berichtseinholung über die Anwendung des 19. Artikels der Bundesacte eingeräumt. In die Zwischenzeit wird die Vereinigung in Wien fallen. Dieser Vereinigung könne mit aller Fuge jede nähere vorbereitende Beleuchtung der Frage vorbehalten bleiben.

Se. k. k. Majestät würden nicht nur mit Vergnügen der möglichsten Einigung entgegensehen, sondern es Allerhöchstdenenselben dürfte es wohl nicht liegen, wenn Sie durch die klarste und unbefangenste Aussprechung jedes von Ihnen als wahr erkannten Grundsatzes, unter specieller Berücksichtigung der Souveränitätsrechte der den Bund bildenden Staaten, und deren eigenthümlicher Lage und Verhältnisse, zu einem definitiven Verständnisse beizutragen vermöchten.

2) Eine, die Ausdehnung der von den Mediatisirten und dem Adel zum Theil angesprochenen Befugnisse, zeitgemäss bestimmende Interpretation des 14. Artikels der Bundesacte.

Die Ansichten, welche Se. Majestät der Kaiser über die Verhältnisse der Mediatisirten und des ehemaligen Reichsadels unwandelbar hegen, beschränken sich auf die folgenden einfachen Grundsätze:

Se. Majestät erachten nämlich:

- a) dass die deutsche Bundesacte — dieses Resultat freier Uebereinkunft der deutschen Regierungen — jedes einzelne durch diese Acte gesicherte Recht, wenn auch nur ein Theil des Ganzen, wie das Ganze sichere;
- b) dass keine Garantie der Bundes-Acte durch fremde Willkühr verletzt werden könne, ohne dass alle Garantien, welche die Bundes-Acte darbieten, sogleich gefährdet würden;
- c) können Se. k. k. Majestät in keiner, der Bundes-Acte gemässen Garantie irgend eines Rechtszustandes, ein Privilegium sondern ein ledigliches Recht erkennen;
- d) dass jede zeitgemässe Auslegung eines Rechts

es, nur innerhalb der Grenzen dessel- 1819
gesucht, und gefunden werden könne.

1 diesen Grundsätzen ausgehend, erachten Se.
Majestät als erwiesen: dass die Mediatisirten
der ehemalige Reichsadelsadel, ein gegründetes
auf die Erfüllung der ihnen günstigen Bestim-
der Bundes-Acte haben; — dass es die Pflicht
utschen Regierungen ist, diese Acte zu erfüllen, —
ennach jeder unter dem Vorwande der Zeitbe-
se gegen diese Rechte und gegen diese Pflichten
ete Angriff, von einer ganz falschen Basis aus-
wenn derselbe gegen irrig vermeinte Privilegien
— dass eben aus dem sehr wesentlichen Unter-
zwischen den Begriffen eines politischen Rechts-
des, vermöge welchem und unter dessen Schutze
mediatisirten sowohl, als der ehemalige Reichsadelsadel,
der Beibehaltung mehrerer Befugnisse, Untertha-
n worden sind und bleiben müssen, oder eines
der Willkühr gegebenen unwiderruflichen Privi-
starke Motive für die Regierungen gegen un-
sne Angriffe der untern Volkaklassen ergehen

Herr Fürst von Metternich erklärte in Folge
Sätze sich beinahe enthoben zu glauben, vorerst
ern zu müssen, wie wenig Se. K. K. Majestät
r Eigenschaft als Bundesfürst jemals Präntentionen
ite der Mediatisirten oder des ehemaligen Reichs-
n erkennen oder zu berücksichtigen bereit sein
n, die eine Ausdehnung der Vorrechte, welche
der Artikel 14 der Bundes-Acte einräumt, zum
haben könnten.

Ich nehme derselbe keinen Anstand, den in-
Wunsch Sr. K. K. Majestät auszudrücken, dass,
n der Rechtszustand der Mediatisirten und des
den Reichsadels, selbst unter nicht unwesentli-
ficationen, in den meisten deutschen Bun-
n, auf dem Wege der freiwilligen Ueber-
n, unter der gehörigen beiderseitigen Berück-
n, dieses unbestreitbaren Rechtszustandes, gleich-
ander Local-Verhältnisse, bereits berichtigt
n dieses beruhigendes Resultat ebenfalls in
n, auf diesem einzigen, von Allerhöchst-
n, als gedeihlich anerkannt und durch die Er-
n, besten Wege, baldigst erreicht werden möge.

1819 Sollten übrigens Se. K. Majestät von Würtemberg irgend eine rechtliche oder freundschaftliche Hülfe in der Absicht in Anspruch zu nehmen für nöthig erachten, um Sr. K. K. Majestät unbekannt Prätentionen, welche eine Ausdehnung der Befugnisse des 14. Artikels der deutschen Bundes-Acte beziele zu beschwichtigen, oder um die Befriedigung möglichst auf den württembergischen Staat beziehender Modificationen in der Anwendung einzelner Bestimmungen dieses Artikels auf dem Wege wechselseitiger Verständnisse zu erreichen, so wäre zur Erfüllung des ersten Zwecks, der Bundestag als die competente Behörde zu betrachten, gleichwie die Intervention eines oder mehrerer von Sr. Majestät allein zu bestim menden und in Anspruch zu nehmenden Höfen zur Erreichung des gemeinnützigen zweiten Zwecks vielleicht befördern könnte.

Der Herr Fürst von Metternich schloss mit der Bemerkung: wie sehnlich Se. K. K. Majestät wünscht, dass die deutschen Höfe sich in jeder Angelegenheit zu ihrem eigenen Heile, wie zu jenem der Gesamtheit, nie von dem Gesichtspuncte trennen möchten, und jede wahre Kraft von dem unverbrüchlichsten Festhalten an bestimmte Rechtssätze untrennlich ist, und dass das sicherste, vielleicht das einzige, ausgiebige Mittel, welches den Regierungen insbesondere heute zu Gebot steht, ihre Völker vor dem Umsturz des Bestehenden und den Gräueln einer Revolution zu sichern, in der unverbrüchlichen Anheftung an diesen Grundsatz liege. Dass derselbe auch die Revolutionärs unter jeder Form, oft selbst in der schmeichelndsten, angegriffen oder umgangen werden beweise aber für die Kraft des Grundsatzes.

Der Herr Graf von Wintzingerode drückte sich auf die Besorgnis aus, dass die Fassung seines Trags, die Intention desselben nicht deutlich bezeichnet habe; denn diese sei weder dahin gegangen schon hier in Carlsbad die Feststellung von Grundsätzen über die beiden in Anregung gebrachten Gegenstände noch in besonderer Beziehung auf den 14. Artikel auf Regulirung der württembergischen Mediatisirten beschränkende Auslegung desselben zu veranlassen, viel weniger aber, anerkannten und wohlbegründeten Rechten zu nahe zu treten, obgleich es, wie die

mediatisirung beweise, von deren Anwendung es sich 1819 andle, selbst den gerechtesten Regierungen nicht immer erlaubt sei, den beschränkten Maassstab des Privatrechts an staatsrechtliche, mit dem öffentlichen Rechte und allgemeiner Wohlfahrt in Beziehung stehende Verhältnisse zu legen: Jene Intention sei vielmehr dahin gegangen: Die Möglichkeit bedenklicher Folgen der hier verabredeten Massregeln, und Mittel zu deren Abwendung anzudeuten.

Unter diese Mittel zähle der König, sein gnädigster Herr, auch eine mit der des 13. Artikels zugleich in Antrag zu bringende Interpretation des 14. und zwar eine zeitgemässe.

Dass eine Interpretation auch dieses Artikels nothwendig sei, dass auch über ihn Missverständnisse obwalten, könne wohl nicht bezweifelt werden, da ihm nicht alle Regierungen gleiche Anwendung geben, da er mehrfache Beschwerden beim Bundestage veranlasst habe, und da selbst die Mediatisirten nicht alle gleich ausgedehnte Präntionen aus ihm ableiten.

Wenn aber Se. Majestät auf eine zeitgemässe Interpretation anträgen, so geschehe es allein im wahren und wohlberechneten Interesse der Mediatisirten und des Adels selbst, und in der Absicht, deren staatsrechtliche Verhältnisse dauerhaft und so begründet zu sehen, dass die Throne in ihnen eine zuverlässige Stütze zu finden und zu erhalten vermöchten.

Wie wenig eine nichtzeitgemässe, nur mit den bestehenden Organismen der Staaten, mit der Einheit der Administration, mit billigen Ansprüchen der übrigen Staatsgenossen disharmonirende Interpretation oder Anwendung, sie sei nun allgemein oder partiell, diese Anforderungen erfüllen würde, bedürfe wohl keiner näheren Entwicklung.

Die schwierige Frage: was heute zeitgemäss sei? könne er hier vorgreifend berühren zu wollen, nicht die Absicht haben; ihre Entscheidung stehe nur dem Bunde zu, wesshalb er blos beauftragt worden sei, darauf anzutragen:

dass der Präsidial-Vortrag auch diesen Gegenstand zur Instructions-Einholung vorschlagen möchte.

Nachdem diese Aeusserungen zu verschiedenen Erörterungen auch über den Begriff einer zeitgemässen

1819 Interpretation von unbestimmten Rechten Anlat gegeben hatten, so bemerkte der Herr Fürst von Metternich in Beziehung auf seine vorhergegangene Erklärung, wie nur von der richtigen Auffassung der darin aufgestellten Grundsätze und sich daraus ergebenden Modalitäten, ein gedeihliches Resultat einer so wünschenswerthen Einigung und genügende Berichtigung überhaupt zu erwarten sei.

Der Herr Graf von Bernstorff aber äussert wie er sich im Allgemeinen vollkommen den so eben von dem Herrn Fürsten gemachten Bemerkungen anschliessen könne, und wegen der Mediatisirten insbesondere sich auf die dessfallsigen Preussischen bereits bekannt gemachten Edicte und Erklärungen beziehen wolle.

Die beiden königlich hannöverischen Herrn Minister, und mehrere andere Conferenzzmitglieder äusserten sich gleichfalls im Einverständnisse hiermit.

Der Herr Freiherr von Marschall legte hier den Entwurf zu der Central-Untersuchungs-Commission vor, so wie selbiger von der zu gestrig Protokoll beauftragten Commission weiter bearbeitet worden, und es ward dieser Entwurf nun noch weiter discutirt, und die endliche Revision und Annahme derselben bis zur nächsten Sitzung ausgesetzt.

Folgende kleine Abänderungen wurden noch an dem Beschluss-Entwürfen gemacht:

Wegen des Pressgesetzes Art. 9.

Zie Zahl der Jahre, in welcher der Redactor einer verbotenen Zeitung oder Zeitschrift zu karren, solchen Redaction wieder zugelassen werden solle, von 3 auf 5 Jahre zu setzen.

Wegen der Universitäten zu §. 3 am Ende einen Zusatz zu machen: Bei geheimen Verbindungen, dass es heissen würde: „geheim oder autorisirten Verbindungen.“

Einige sonstige Veränderungen noch in diesen Entwürfen, und auch wegen der provisorischen Examinations-Ordnung, wurden sogleich eingetragen.

Protokoll der (dreiundzwanzigsten) Conferenz, 1819
gehalten Carlsbad, den 31. August 1819.

Gegenwart Aller in der zweiundzwanzigsten Sitzung
Anwesenden.

Der Herr Fürst v. Metternich erklärte: bei Eröffnung der hiesigen Conferenzen habe er in den mitgetheilten Punctionationen zweierlei Gegenstände, die gemeinsame Berathung erforderlich machten, unterschieden; einmal solche, welche durch die Lage und Zeitumstände von so dringender Art wären, unverweilt Massregeln des gesammten Bundes eintreten müssten; über diese habe man sich nun vertraulich berathen und einverstanden, so wie eben in dem Präsidial-Vortrag zusammengeworfen wären, welchen Se. Majestät der Kaiser entsenden wären, zur Fassung der darauf gegründeten Beschlüsse noch vor den nahe bevorstehenden Ferien an den Bundestag zu bringen.

Die zweite Art von Gegenständen wäre ihrer Natur nach zwar nicht so dringend, darum jedoch weniger wichtig, da sie Einrichtungen und Befestaltungen zur nöthigen Ausbildung und Befestigung des Bundes bezwecken. Es wären deren einige in der vorerwähnten Punctionation gedacht. Bei der Abhaltung der gegenwärtigen Conferenzen sei es nur seine Absicht, den anwesenden Herrn Ministern und Gesandten auch diejenigen Punkte näher anzudeuten und zu bezeichnen, welche ihm hauptsächlich erschienen, bei der Wiedervereinigung, die am 1. Hälften Novembers zu Wien statt haben sollte, zu berücksichtigen zu werden; und zwar unter der Bezeichnung des 1. Novembers, als des Tages der Eröffnung der Conferenzen. Die sämmtlichen Mitglieder der hiesigen Conferenz möchten sich für ihre Individuen hienächst an Se. K. K. Majestät zu den Wiener Conferenzen eingeladen sehen; an die übrigen Höfe sollten Befehle ergehen, die Eröffnung desshalb zu erwarten. Der Zweck der Conferenzen könnte nur sein, dass man sich möglichst zu verständigen und einzuverstehen, zur Bewirkung einstimmender Instruktionen und zu treffende Bestimmungen und Einrichtungen im Bunde.

Die Gegenstände, welche demnach in Wien zu

1819 berathen sein würden, wären nun zum Theil den Commissionen am Bundestage vorbereitet, so dass deren Gutachten entweder abgestattet worden, oder bald erfolgen würden, und die Bundes-Versammlung in dem Betreff Beschlüsse zu fassen habe, theils wären solche von der Art, dass sie, nachdem und so weit man sich darüber näher verstanden und rathen haben würde, erst mit einigem Erfolg zur förmlichen Verhandlung des Bundestags gebracht werden möchten, um so mehr, als einige darunter nur die Fortsetzung der hier schon getroffenen Einleitung sein würden.

Der Herr Fürst bezeichnete zu diesem Ende folgenden Gegenstände:

- 1) eine permanente Instanz, um den öffentlichen Rechtszustand im Bunde zu sichern, und die zu gerichtlichen Wege geeigneten Streitigkeiten der Bundesstaaten unter einander zu schneller Entscheidung zu bringen. Hierbei dürfte von dem Gesichtspunkte auszugehen sein, dass alle Streitigkeiten und Beschwerden zuvörderst an die Bundesversammlung gebracht, und zu deren Prüfung und Beurtheilung verstellt werden müssten, in wie weit solche politisch zu behandeln und von selbst schon zu erledigen, oder ob dieselben eine gerichtliche Entscheidung bedürften, und dann der deshalb angeordneten permanenten Instanz jedoch nur von dem Bundestage, zuzuweisen zu werden. Ebenfalls würde der gerichtliche Spruch so wie er von dieser Instanz an die Parteien erlassen worden, wiederum dem Bundestage mitzutheilen sein, als welcher auch nun die etwa nötigen Executionsmittel zu dessen Vollziehung zu verfügen haben würde.
- 2) Die Entscheidung einer definitiven Executionsordnung, mit Bestimmung von ausreichenden kräftigen Mitteln, um sowohl die Beschlüsse des Bundestags, als auch die Erkenntnisse der gerichtlichen Instanz, in ungehinderte Vollziehung zu setzen.
- 3) Feststellung der völkerrechtlichen Verhältnisse des Bundes, in Ansehung von Krieg und Frieden.
- 4) Die Verhandlung über die Bundesfestungen

zur Beschlussnahme auf das betreffende Gutachten 1819 der Militair-Commission.

- 1) Die matricularmässige Contingentstellung, zur weitem Prüfung der wegen angeblich zu grosser Anstrengung im Frieden dagegen erhobenen Beschwerden.
- 2) Die Erleichterung des Handels und Verkehrs zwischen den verschiedenen Bundesstaaten, um den Artikel 19 der Bundes-Acte zur möglichsten Ausführung zu bringen, so viel die Verschiedenartigkeiten der Localitäten, und besonders die Steuer-Systeme der einzelnen Bundesstaaten, solche zulassen können.

Diese sechs Gegenstände möchten, als die gegenwärtig nothwendigsten, in einer eigenen Präsidial-Proposition zusammengestellt, der Bundes-Versammlung als solche empfohlen werden, um während der Ferien sich mit bestimmten Instructionen zu versehen, so dass bei wiedereröffneten Verhandlungen die Berathung darüber zu unausgesetzten Bundesbeschlüssen geführt werden könnte.

Ausser diesen würden bei den Conferenzen in Wien noch, wie in Fortsetzung der hiesigen, einige andere, den Bund betreffende Gegenstände vorläufig zu besprechen, und vertraulich zu berathen sein; wohin zu rechnen wären:

- 7) Aufstellung des Grundsatzes: in wie weit die näher zu bestimmenden organischen Bundeseinrichtungen durch absolute oder relative Stimmenmehrheit in der Bundes-Versammlung entschieden werden können, und welche Verhältnisse dabei zwischen der Majorität und Minorität eintreten.
- 8) Die Anwendung der in dem Präsidial-Vortrage aufgestellten Erläuterungen des Art. 13 der Bundesacte*), mittelst der am Bundestage abzugehenden Erklärung der einzelnen Bundesstaaten.
- 9) Die richtige Anwendung und endlich Erfüllung des 14. Artikels der Bundesacte, allenfalls die Nachweisung der Hindernisse, der bei den Bundesstaaten deshalb noch unerledigt gebliebenen Punkte.
- 10) Die endliche Bestimmung der nach Art. 6 der Bundesacte in Frage gestellten Curialstimmen in Pleno, für die Mediatisirten.

*) Die landständische Verfassung betreffend.

1819 Der Herr Graf von Bernstorff bemerkte bei ser Veranlassung, dass man sich von den bevorstehenden wiener Verhandlungen die gedeihlichsten sultate werde versprechen können, wofern alle d belheiligten Regierungen die Instructionen ihrer Be mächtigten in demselben Geiste abfassen wol welcher die carlsbader Verhandlungen belebt h Es sei daher zu Sicherung des Zwecks dieser sammlung vor allem zu wünschen, dass gedachte gierungen zwar einerseits ihre Ansichten und Wün möglichst scharf und bestimmt aussprechen, andrer aber ihre Abgeordneten ermächtigen wollten, sich allen denjenigen Modificationen und Ausgleichungen verstehen, ohne welche ein allseitig freundliches verständniss und eine unbedingte Einmüthigkeit Beschlüsse nicht würden erzielt werden können. Sän liche Herrn Minister stimmten dieser Bemerkung und versprachen, jeder von seiner Seite, so wie s Stellung es ihm erlaube, zu dem angegebenen Zw mitzuwirken.

Herr Graf von Bernstorff erklärte hierauf, er es sich bei dem Schlusse der hiesigen Verhand gen zur Pflicht machen müsse, das Gefühl der leb testen Dankbarkeit auszusprechen, mit welchem Königl. preussische Hof in der Veranlassung dieser handlungen einen neuen und ausgezeichneten Bei der immer wachen und thätigen Fürsorge Sr. Maj des Kaisers von Oesterreich für das Wohl und die R Deutschlands erkannt haben.

Worauf sämmtliche anwesende Herren nister dem Herrn Fürsten von Metternich zu kennen gaben, dass dieses Gefühl der Dankbarkeit gen des Kaisers Majestät von ihren respectiven Hi in dem vollsten Maasse getheilt werde.

Hierauf erwiederte der Herr von Metternich, er es sich zur Pflicht machen werde, diess Gesinn gen der Conferenz zur Kenntniss des Kaisers zu bring

Er kenne übrigens die Gefühle Sr. Majestät zu um nicht als Bürge dafür einzutreten, wie sehr Al höchst dieselben es Sich zum umwandelbaren Gesch machen würden, stets im treuen Sinns des Bundes, (gemeinsamen Besten mit Rath und That an die H zu gehen. Se. K. K. Majestät hätten, als die e Veranlassung zu der hier so glücklich geendeten

sammentretung, Sich unbedingte Verdienste um die Gesammtheit der deutschen Regierungen erworben, auf welche Allerhöchstdieselben jedoch nie einen andern Werth legen würden, als dem deutschen Vereine die Ueberzeugung gewährt zu haben, dass Allerhöchst Ihnen die Ruhe des gemeinsamen Vaterlandes vor Allem theuer sei, und wie bereit Sie seien und stets sein würden, jedem Uebel mittelst der vereinten Kraft ihrer Bundesgenossen die Spitze zu bieten, jedes Recht zu schützen und jedes Gute zu befördern.

In seinem persönlichen Namen bat der Herr Fürst von Metternich die verehrungswerthen Mitglieder der Conferenz, seinen tiefgefühlten Dank für die vielfachen Beweise von Vertrauen zu empfangen, welche derselbe im Verlauf der Verhandlungen ununterbrochen erprobte. Sein innigster Wunsch sei, dass dieselben sein Gefühl des wahrhaft Guten und Nützlichen, welches von hier aus ergehen müsse, in seiner ganzen Fülle theilen möchten. Hierin werde derselbe den ersten und schönsten Lohn seiner Bemühungen und zugleich die sicherste Bürgschaft finden, dass der gelegte Keim zur gereiften Frucht gedeihen werde. Der Herr Fürst glaube bei dieser feierlichen Gelegenheit seine Ueberzeugung aussprechen zu müssen, dass jeder halb ausgeführte oder rückgängige Schritt in den Grundsätzen, welche der Conferenz vom ersten Augenblicke an während ihrer ganzen Dauer so lebendig vorschwebten, durch den Umsturz alles Rechts gestraft werden würde, so wie jede Gefahr der Zeit durch das engste Festhalten an diese Grundsätze, und durch ihre fernere Ausbildung im Geiste der Wahrheit, welcher stets unzertrennlich von jener wahren Mässigung sei, zum Wohle Deutschlands beseitigt werden könne.

Der Herr Fürst von Metternich dankte hierauf mit lebhafter Zustimmung der ganzen Versammlung, dem Herrn Freiherrn von Plessen für die Bereitwilligkeit und Unverdrossenheit, mit welcher er sich während der jetzt geschlossenen Verhandlungen, der Führung der Protokolle unterzogen habe. Wobei die ausgezeichnete und einsichtsvolle Weise, auf welche diese Aufgabe von ihm erfüllt worden war, von allen Seiten anerkannt wurde.

Schliesslich drückte die Versammlung dem Herrn

1819 Hofrath von Gentz ihre wärmste Erkenntlichkeit für die wichtige Unterstützung aus, so sie in seinen durch das volle Gepräge seines grossen Talents ausgezeichneten Arbeiten gefunden.

B e i l a g e n
zu den Carlsbader Protokollen.

Beilage A.
(zu dem ersten Protokoll.)

Punctuation
für die Hauptgegenstände dieser Verhandlungen.
(Vorgelegt von dem K. K. österreichischen Bevollmächtigten,
Fürsten von Metternich.)

Allgemeine Grundsätze.

I. Der deutsche Bund besteht als ein politischer Körper, dessen wesentliche Bestimmungen in den Art 1 und 2 der Bundesacte rein ausgesprochen sind.

Er besteht als eine für die Erhaltung des Gleichgewichtes und der allgemeinen Ruhe wesentliche und wahrhafte europäische Institution und er geniesst die allgemeine Garantie, welche die Existenz jedes europäischen Staates in Folge der Wiener Congressacte sichert *).

II. Sobald der deutsche Bund besteht, und als eine europäische politische Institution bestehen muss **), dürfen in seinem Innern keine Grundsätze in Anwendung gebracht werden, welche mit seinem Grundbegriff und Existenz unvereinbar wären.

III. Der deutsche Bund wird, nach Art. 4 der Bundesacte, als Gesammtheit durch die Bundesversammlung repräsentirt.

Die Bundesversammlung ist demnach in Beziehung auf den Bund und dessen inneres Wesen und in spezieller Rücksicht auf die Art. 1 und 2 der Bundesacte die oberste politische Behörde in Deutschland. Alle legalen Beschlüsse müssen als Gesetze des Bundes unverbrüchlich ausgeführt und gehandhabt werden.

*) S. d. Note zu Prot. 8 No. II. und die zweite nachfolgende Note.

**) S. die folgende Note.

Specielle Anwendung dieser Grundsätze. 1819

IV. Der Augenblick, in welchem das systematische Treiben einer revolutionären Partei die Fortdauer und Existenz aller Regierungen bedroht, macht es ihnen zur Pflicht, sich aufs engste zu vereinigen.

V. Die Anwesenheit mehrerer Minister von bedeutenden deutschen Höfen in Carlsbad, soll zu der nähern Uebereinkunft benutzt werden. Sollte der Versuch zu glücklichen ersten Resultaten führen, so wäre diese Uebereinkunft durch das Zusammentreten der deutschen Cabinette in der kürzest möglichen Zeit zu vervollständigenden.

VI. Die vorzüglichsten Gegenstände einer solchen Uebereinkunft zerfallen in zwei Classen; je nachdem sie entweder durch ihre Dringlichkeit augenblickliche Massregeln erfordern, oder wegen ihres Zusammenhangs mit den Grundverhältnissen des deutschen Bundes, ausführlichere Berathungen nothwendig machen.

Zu der 1. Classe gehören:

- 1) die ungesäumte Abfassung gleichförmiger Verfügungen über die Presse in Deutschland;
- 2) die dringendsten Massregeln in Hinsicht auf die Universitäten, Gymnasien und Schulen;
- 3) Massregeln in Ansehung der bereits entdeckten Umtriebe der Parteien.

In die zweite Classe möchten zunächst folgende Punkte aufzunehmen sein:

- a) die nähere Bestimmung (oder Berichtigung) und Erläuterung (Interpretation) des Artikels 13 der Bundesacte;
- b) eine permanente Instanz, um den öffentlichen Rechtszustand der Bundesstaaten zu sichern, und ihre zum gerichtlichen Wege geeigneten Streitigkeiten unter einander zur schnellen Entscheidung zu bringen;
- c) die Einführung einer Bundes-Executions-Ordnung, mit Anordnung von ausreichenden kräftigen Mitteln, um sowohl die Beschlüsse des Bundestags, als auch die Erkenntnisse der gerichtlichen Instanz in ungehinderte Vollziehung zu setzen;
- d) die Erleichterung des Handels und Verkehrs zwischen den verschiedenen Bundesstaaten, nach Art. 19. der Bundesacte.

Beilage B.

(Zu dem ersten Protokoll. Vorgelegt von dem Fürsten
v. Metternich.

Aufstellung

des Standpunktes, aus welchem eine im deutschen
Bunde zu ergreifende Massregel gegen den Unfug
der Presse beurtheilt werden muss.

Die deutschen Höfe sind vollkommen befugt, sich
über Maasregeln, die ihnen zur Erhaltung der inneren
Ruhe Deutschlands im reinen Sinn der wechselseitigen
Unterstützung, welche die Grundlage des deutschen
Bundes ist, dienlich scheinen, mit einander zu vereinigen.

Sie gehen hierbei von dem Grundbegriffe des Bun-
desvereins aus, dass nämlich Deutschland aus souve-
rainen Staaten besteht, die sich zu wechselseitigem
Schutz und Hülfe verbündet haben.

Die innere Ruhe des Bundes kann, durch mate-
rielle Eingriffe eines Bundesstaates in die Souve-
rainitätsrechte der andern, gestört werden. Diese Stö-
rung kann aber auch durch moralische Einwir-
kung der Regierungen auf einander, oder durch
Umtriebe einer Partei veranlasst werden. Wird
eine solche Partei in einem oder mehreren Bundesstaa-
ten geduldet, geniesst sie eines wirklichen Schutzes,
wird ihr auch nur die Freiheit gelassen, auf andere
Staaten fortdauernd verderblich zu wirken; so ist die
innere Ruhe des gesammten Bundes bedroht,
und der Fürst, welcher den Unfug in seinem Lande
verstattet, macht sich der Felonie gegen den Bund
schuldig.

Die deutschen Regierungen müssen längst zu der
Ueberzeugung gelangt sein, dass die Presse in Deutsch-
land beinahe ausschliessend einer alle bestehende Ord-
nung und Institute untergrabenden Partei dient, und
dass diese Partei mächtig genug geworden ist, um alle
besser denkenden Schriftsteller durch Kunst oder durch
Widerwillen zum Schweigen zu bringen. Man kann
ohne Uebertreibung behaupten, dass es heute nicht eine
einzige als Privatunternehmung erscheinende Zeit-
schrift in Deutschland gibt, welche die Wohlge-
sinnten als ihr Organ betrachten könnten; ein Fall,
der selbst in dem Zeitpunkte der blutigsten Anarchie
in Frankreich ohne Beispiel ist.

Bei der Gleichheit der Sprache, dem vielfältigen 1819
Verkehr und der engen Verbindung, in welcher die
Bundesstaaten unter einander stehen, ist es ausser
der Gewalt eines einzelnen Staates, seine Gränzen
vor dem Eindringen dieses ansteckenden Ue-
bels aus andern deutschen Staaten zu bewahren; und
wenn ein einziger Bundesstaat sich von der Ergreifung
gemeinsamer Massregeln dagegen lossagen dürfte, so
hinge es von diesem Einzigem — wäre es auch der
Kleinste von Allen — ab, ungestraft den ganzen Bund
zu vergiften.

Der Bund hat aber das Recht, jedes seiner Mit-
glieder zur Erfüllung seiner Bundespflichten
aufzufordern, und im Fall er sich seiner Verpflichtung
entziehen wollte, ihn auf gerathenen Wegen dazu an-
zuhalten.

Die Befugniß des Bundes, zu wirksamen Mass-
regeln gegen den aufs höchste gestiegenen Missbrauch
der Presse zu schreiten, ist folglich über allem Zweifel
erhoben und es fragt sich nur, von welcher Art diese
Massregeln sein müssen.

Europäische geschlossene Monarchien, die gegen kei-
nen andern Staat in dem besondern Verhältniss stehen,
worin sich die deutschen Bundesstaaten einer gegen
den andern befinden, dürfen ihre Pressgesetzgebung in
der Regel nur mit Rücksicht auf ihre eigene Sicherheit
und auf ihre einheimischen Verhältnisse ordnen, und
demnach ist selbst solchen Staaten nicht gestattet, von
den Nachbarstaaten gar keine Notiz zu nehmen. Auch
erlauben sie sich keineswegs, das Völkerrecht auf diese
Weise zu verletzen. Sowohl nach französischen
als nach englischen Gesetzen, sind fremde Staa-
ten berechtigt, über Druckschriften, die in Frankreich
oder England erscheinen, wenn sie entweder grobe
Schmähungen enthalten, oder die bestimmte Absicht,
in einem andern Lande die öffentliche Ruhe zu stören,
ankündigen, förmlich Klage zu führen, und Ge-
nugthuung und Remedur zu verlangen. Und sollte
wider Vermuthen die Regierung des einen oder des an-
dern Staats auf dergleichen Klagen nicht Rücksicht neh-
men wollen, so würde der beleidigte Staat ohne allen
Zweifel berechtigt sein, sich selbst Genugthuung zu
verschaffen und zu bestimmten Repressalien, als: Abber-
ufung der Gesandten, Aufhebung alles Verkehrs, und

1819 sofort, ja, in der letzten Extremität, selbst zur Waffengewalt seine Zuflucht zu nehmen.

Da aber diese im Völkerrecht begründeten Mittel der Selbsthülfe unter unabhängigen Staaten in Deutschland, der bestehenden Souveränität der deutschen Fürsten ungeachtet, theils nicht anwendbar, theils durch die Gesetze des Bundes bestimmt untersagt sind, so kann, was sich zwischen Europäischen Mächten, auf dem Wege diplomatischer Verhandlungen, und, wenn diese nicht zum Ziel führen, repressiver Schritte, verhindern lässt, im deutschen Bunde nur durch gemeinschaftlich beschlossene präventive Massregeln verhindert werden.

Gegen diese Grundsätze und Schlussfolgen kann kein rechtlicher Einwurf aufkommen. Die Feinde der Ordnung und des Friedens können höchstens einen neuen Vorwand daraus hernehmen, über die unglückliche Getrenntheit der deutschen Staaten zu klagen, und einen Zustand herbei zu führen, welcher die Gesammtheit der deutschen Länder in einen ungetheilten Staatskörper verwandelt (!). Da aber nicht zu vermuthen steht, dass die deutschen Fürstenhäuser geneigt sein sollten, sich aus Patriotismus und Deutschheit von Haus und Hof verjagen zu lassen, so möchte der fromme Wunsch jener Vaterlandsfreunde wohl weder in der Gestalt Einer deutschen Monarchie, noch in der Eines deutschen Freistaates so leicht zur Wirklichkeit kommen.

Wir müssen daher den Zustand der Dinge nehmen, wie er ist, und Rettungsmittel gegen eines der furchtbarsten Uebel, von welchen Deutschland jetzt heimgesucht wird, da suchen, wo sie allein zu finden sein können; in den eigenthümlichen Verhältnissen der deutschen Bundesstaaten, und in den Grundbestimmungen ihrer bestehenden Vereinigung. Die bei der Wahl solcher Mittel zunächst zu berücksichtigende Punkte, sind in beiliegendem Aufsatz umständlicher entwickelt.

Anmerkung des Herausgebers zu den hier folgenden Beilagen C bis N.

Die Resultate der Beilagen C bis N, mit den spätern Sitzungen dabei verabredeten Aenderungen und Zusätzen:

1) über Beschränkung der Pressfreiheit (Beil. C 1819 und H);

2) über die Mainzer Central-Untersuchungs-Commission (Beil. D, G, I und N),

3) über eine vorläufige Executions-Ordnung (Beil. E, F und M);

4) über das Universitätswesen;

findet man in den Beschlüssen der deutschen Bundesversammlung vom 20. September 1819, nebst deren Anlagen, welche in Folge der Carlsbader Beschlüsse ergangen, und dem Protokoll der Bundesversammlung von dem genannten Tage einverleibt sind. Abgedruckt sind sie vollständig in den Protokollen der deutschen Bundesversammlung, Bd. VIII., S. 266 ff. u. 287 ff. Auch in Klüber's Quellensammlung zu dem öffentlichen Recht des deutschen Bundes (Erlangen 1830. 8.), S. 280—289, mit Ausnahme der provisorischen Executionsordnung, welche zu Carlsbad entworfen ward. Dieselbe kam ausser Wirksamkeit durch eine definitive, für Vollziehungsgeschäfte der Bundesversammlung, welche in dem Plenum der Bundesversammlung vom 3. August 1820 errichtet ward. Diese steht in der angeführten Quellensammlung, S. 296—303. Man vergleiche unten die Beilage F.

Beilage C.

(Zu dem ersten Protokoll. Vorgelegt von dem Fürsten v. Metternich.

Grundlinien.

eines Beschlusses zu Verhütung des Missbrauchs der Presse in den deutschen Bundesstaaten.

1) Unter gleichförmigen Verfügungen über die Pressfreiheit, wie im Art. 18 der Bundesacte verlangt worden, sind solche zu verstehen, wodurch jedem Bundesstaate möglichst gleicher Schutz gegen die aus dem Missbrauch der Presse in irgend einem andern Bundesstaate ihn bedrohenden Verletzungen seiner Rechte, seiner Würde oder seines inneren Friedens gesichert wird.

Wenn die Disposition des 18. Artikels *) im buchstäblichen Sinne in Erfüllung gehen, und ein durch-

*) Der Bundesacte.

1819 aus gleichförmiges System, in Ansehung der Presse in allen Bundesstaaten vorwalten soll, so muss die vorläufige Censur entweder im ganzen Umfange von Deutschland abgeschafft, oder allenthalben, wo gegenwärtig besteht, aufrecht erhalten, und, wo abgeschafft, wieder eingeführt werden.

Das erste liesse sich ohne einleuchtende Unbilligkeit denjenigen Staaten nicht zumuthen, die von der Ueberzeugung ausgehen, dass Strafgesetze und gerichtliche Procedures nach der That keine hinreichende Sicherheit gegen Missbräuche der Presse gewähren und die daher eine Censur, es sei für alle, es für eine gewisse Klasse von Schriften, beizubehalten entschlossen sind, wie dies bisher in der Mehrzahl und in dem grössten und bedeutendsten Theile der deutschen Bundesstaaten der Fall war; mithin könnte absolute Gleichförmigkeit der Gesetzgebung über diesen Gegenstand nur eintreten, wenn diejenigen Staaten, welche die Censur ganz oder zum Theile aufgehoben erklärten, zu dem System jener, welche sie aufrecht erhielten, unbedingt zurückkehren wollten. Dass ein solcher Entschluss, wegen der Erhaltung des Ganzen es nothwendig machte, allerdings von ihnen gefordert werden könnte, geht aus dem Wesen und den Grundbedingungen des deutschen Bundes unwidersprechlich hervor.

Dass in der Forderung auch nichts Verfassungswidriges liegen würde, ist um so gewisser, als die Bestimmungen, die, während der letztverflossenen Jahre der Pressgesetzgebung in ihrem Gebiet eine neue Gestalt zu geben, für gut hielten, der Vollziehung nach Art. 18 offenbar vorgegriffen haben.

Da jedoch, wie sich weiterhin ergeben wird, unter den gegenwärtigen Umständen rathsam schien, den Wünschen, das Censur-System nicht in seiner Allgemeinheit, sondern nur mit Bezug auf bestimmte Klassen von Druckschriften anzunehmen, mit Bezug auf die übrigen hingegen den einzelnen Bundesstaaten die freie Wahl zwischen dem einen und andern System zu überlassen, so folgt daraus auf eine durchaus und in allen Punkten übereinstimmende Pressgesetzgebung für Deutschland mit andern Worten, auf buchstäbliche Vollziehung

8. Artikels der Bundesacte *) vor der Hand 1819 nicht geleistet werden muss, und dass die aufgestellte Auslegung der Worte: „gleichförmige Verfügungen über die Presse“ die einzig praktikable ist.

Die Rechte der Bundesstaaten können nicht durch feindselige Angriffe gegen die in denselben höchsten Macht, oder den obersten Staatsämtern kleideten Personen, oder durch unmittelbare Verletzung der Unterthanen zu positiven und negativen Verbrechen, sondern auch durch falsche und unrichtige Darstellung ihrer Verfassung oder Verwaltung, oder durch Verbreitung von Lehren, welche die Ordnung der ersten bürgerlichen Ordnung überhaupt, oder die religiösen und sittlichen Grundpfeiler erschüttern und schwächen können.

In persönliche Verunglimpfungen der Regenten oder ihrer Diener, oder offene Provocation zu Unruhen und Aufstand, also von einer Seite an die andere Injurien, und von der andern Seite an die Staatsverbrechen die Sphäre des möglichen Missbrauchs der Presse erschöpfen, so würde überhaupt keiner besondern legislativen Massregeln zur Abwendung dieses Missbrauchs bedürfen, sondern die gewöhnliche Criminal-Gesetzgebung hinreichen. Diesen Satz haben auch wirklich die Verfechter unbedingter Pressfreiheit mit grosser Anhänglichkeit und Beharrlichkeit geltend zu machen gesucht. Theorie und Erfahrung erheben sich aber mit gleicher Macht, um die Unzulässigkeit desselben zu bekräftigen, und kein denkender Staatsmann, kein aufrechter Freund der Ordnung wird heute noch in Zweifel ziehen, dass durch frevelhafte Schriften, auch wenn sie keine ausdrückliche Aufforderung zu irgendwelchen qualificirten Verbrechen und keine Personalien enthalten, der Staat, als solcher, in seinen wesentlichen Verhältnissen, in seinen heiligsten Rechten, in den innersten Elementen seines politischen Lebens verletzt werden kann.

Der Artikel der Bundesacte spricht von „Abfassung gleichförmiger Verfügungen über Pressfreiheit“ nicht über Pressfreiheit. Er setzt die Handhabung der Freiheit als Regel, den Missbrauch über ihren Missbrauch als Ausnahme.

A. d. H.

1819 In den merkwürdigen Verhandlungen über die ersten Pressgesetze in Frankreich, ist diese Freiheit von allen Parteien anerkannt, oder doch wenigstens zugestanden worden, und sie liegt, auch hin und wieder in abweichenden Worten versteckt, doch unverkennbar in dem ganzen Complex jener Gesetze.

In England, wo der Mangel einer gesetzlichen Definition des Libells durch die Praxis der Gerichte und die präsumirte Rechtlichkeit der Geschlossen ergänzt wird, geht man nichts desto weniger ähnlichen Grundsätzen aus.

Schriften, welche unmittelbar gegen die Staatssouveränität oder gegen die öffentliche Ordnung gerichtet sind, werden, nicht weniger als solche, die Injurien gegen die Autorität, gegen auswärtige Höfe oder Privatpersonen enthalten, in die Classe der Libelle eingewiesen.

Ueber die Sache selbst müssen alle civilisirten Nationen mit einander einig sein. Der Unterschied in der Behandlung könnte nur durch die Verschiedenheit der Verhältnisse jedes Landes bestimmt werden. Während man in einem Staat gegen das Uebel der Druckschriften zu besorgende Unheil durch Civilprozesse nach vollbrachter Uebertretung hinreichend gedeckt glaubt, wird in dem andern die Anwendung vorbeugender Massregeln für zweckmäßiger, für sicherer, oder, nach Beschaffenheit der Umstände, für unentbehrlich gehalten.

3) Die eigenthümliche Lage der deutschen Bundesstaaten und ihr eigenthümliches Verhältniss zu einander, macht die Anwendung der Mittel, welche in geschlossenen Monarchien dem Missbrauch der Presse begegnet wird, theils unzureichend, theils unzulänglich.

In England ist durch lange Observanz, in Frankreich durch eine aus vieljährigen Debatten mühsam hervorgegangene Reihe von Gesetzen, die Presse allen der Publication vorausgehenden Controllen unterworfen worden. Ob reine Repräsentativ-Versammlungen in geschlossenen Staaten, mit dem System, welches dergleichen Controllen als nothwendig betrachtet, überhaupt vereinbar sind oder nicht, ist nicht zu der gegenwärtigen Erörterung.

Uns genügt die Ueberzeugung, dass das Beispiel von 1819 England und Frankreich in Deutschland nicht als Regel dienen kann.

In England und Frankreich gibt es nur Eine gesetzgebende Behörde, nur Eine oberste Leitung der Geschäfte, nur Eine Gerichtsverfassung; in Prozesen über Pressvergehen wird sogar nur bei den Tribunalen der beiden Hauptstädte erkannt. In beiden Staaten steht der Umfang der Prärogative und Machtmittel der Regierung mit den Antheilen der Volksrepräsentation an den öffentlichen Angelegenheiten in einem bekannten und geregelten Verhältniss. Der Regent und seine Minister sind der Mittelpunkt der ganzen Staatsmaschine; sie haben die Landespolizei, die Oberaufsicht über die Gerichtshöfe, das Recht, Vergehungen gegen die öffentliche Sicherheit und Ordnung durch ihre Beamten gerichtlich verfolgen zu lassen, in ihrer Hand, sie können die mit der Freiheit der Presse unzertrennlich verknüpften Uebelstände und Gefahren durch ihren immer gegenwärtigen Einfluss mässigen und mildern.

Ueberdies ist der geschlossene Staat für die Folgen der Pressfreiheit nur sich selbst und seinen Bürgern verantwortlich; sollten auswärtige Staaten dadurch verletzt und zu klagen veranlasst werden; so treten diplomatische Verhandlungen ein, die im Verhältniss der Wichtigkeit der Sache zu ernsthaften Streitigkeiten, und nach der Strenge des Völkerrechts selbst bis zum Kriege führen können.

In jeder dieser Beziehungen ist die Lage Deutschlands wesentlich verschieden.

Deutschland, in seiner heutigen Gestalt, ist ein Verein souveräner Staaten, deren jeder seine eigene Verfassung und unabhängige Regierung hat, und die zum wechselseitigen Schutz in Krieg und Frieden verbunden, nur gegen das Ausland einen gemeinschaftlichen Staatskörper bilden.

Dass die Gesamtheit der deutschen Bundesstaaten jetzt oder künftig denselben politischen, legislativen und administrativen Zuschnitt erhalten sollte, ist weder rechtlicher Weise zu fordern, noch vernünftigerweise zu erwarten. Die Erfahrung hat gelehrt, wie wenig bisher der 13. Artikel der Bundesacte auf Gleichförmigkeit der Verfassungen gewirkt, zu wel-

1819 chen von seiner ursprünglichen Bedeutung abspringenden Anwendungen, zu welchen neuen und unerwarteten Combinationen er geführt hat.

Und was auch dessen ferneres Schicksal sein mag es ist mit Gewissheit vor auszusehen, dass die politische Form der einzelnen Bundesstaaten, sowohl in ihrem Ganzen, als in ihren einzelnen Bestandtheilen zu jeder Zeit grosse Ungleichheiten darbieten wird.

Und doch sind alle Staaten durch das Band einer gemeinschaftlichen Abkunft und Sprache, durch mannichfaltiges, gemeinschaftliches Interesse, durch tausendjährige Vereinigung zu einem bald fester, bald loser zusammenhängenden Ganzen in der engsten Berührung mit einander. Was in einem derselben öffentlich abgedruckt wird, kommt unmittelbar in allen übrigen in Umlauf. In Frankreich und England verbreiten sich böartige Schriften gewöhnlich nur vom Mittelpunct aus über die Provinzen, und der Sitz des Unheils, welches der Missbrauch der Presse stiftet, ist fast ausschliessend auf Paris und London beschränkt.

Bei uns kann jeder einzelne Staat von 30 oder 40 Hauptpositionen gleichzeitig bedroht, mit den frechesten Libellen überschwemmt, an seinen empfindlichsten Stellen verwundet, in seiner Grundfeste erschüttert werden. Jede verderbliche Täuschung, jeder ansteckende Wahn, jede halsbrechende Theorie, die Lokalumstände oder Lokalmisgriffe in einzelnen verkehrten Köpfen erzeugen können, ergreift mit furchtbarer Schnelligkeit die entferntesten Punkte von Deutschland, und richtet Verheerungen an in Ländern, welche die Eigenthümlichkeit ihrer Denkart und Sitten, oder der Gang ihrer Regierungen vielleicht auf immer davor bewahrt hätten. Was die nationale Gemeinschaft (des Geistes und der Sprache), neben den mannichfaltigen Vortheilen die sie gewährt, irgend Schädliches und Gefährliches entwickelt, wird sofort allen deutschen Völkerschaften zu Theil; was die politische Einheit vermag, um dem Fortschritt des Bösen Einhalt zu thun, oder es zum Guten zu kehren, ist uns versagt.

Steigt endlich die Verwegenheit der Schriftsteller so hoch, dass dieser oder jener Staat sie nicht mehr ertragen zu können glaubt, wo soll er wirksame Hilfe suchen? Der Weg der diplomatischen Be-

schwerden ist freilich den Regierungen der Bundesstaaten auch gegen ihre Mitstaaten offen; in Deutschland aber müssen solche Beschwerden, zumal wenn sie sich auf Gegenstände beziehen, die in unsern Tagen, auch bei dem besten Willen der Regierungen, nur zu oft allen ihren Vorkehrungen Trotz bieten, nothwendig in eitle Schreiberei und nutzlosen Wortwechsel ausarten. Die Bundes-Verfassung hat, zu unser Aller Heil, dafür gesorgt dass kein Bundesstaat den andern mit Selbsthülfe, Waffengewalt, oder auch nur feindseligen Repressalien bedrohen darf. Wenn also freundschaftliche Vorkehrungen gegen den grössten Missbrauch der Presse nicht zum Ziele führen, so muss der klagende Staat nicht nur das ihm zugefügte Unrecht und die Schmach versagter Genugthuung verschmerzen, sondern auch einer endlosen Reihe ähnlicher Kränkungen, ähnlicher Störungen seiner Sicherheit und Ruhe, mit stummer Ergebenheit entgegensehen.

In der Lage, worin Deutschland sich befindet, ist daher einleuchtend unmöglich, die Massregeln gegen den Unfug der Presse, ohne irgend eine gemeinschaftliche Uebereinkunft der freien Bestimmung, mit andern Worten, der Willkühr jedes einzelnen Bundesstaates unbedingt zu überlassen. Es ist eben so unmöglich, das in England und Frankreich bestehende System, in seinem ganzen Umfange nach Deutschland zu verpflanzen, weil bei der grossen Verschiedenheit der Lokalverfassungen, Lokalgesetzgebungen, gerichtlichen und fiscalischen Formen, unter einem solchen Systeme kein Schatten wechselseitiger Garantie, ohne welche doch die Fortdauer des Bundes schlechterdings nicht denkbar ist, bestehen würde. Hierzu kommt, dass die Freunde dieses Systems sich nicht einmal befriedigt, vielleicht härter als zuvor behandelt glauben würden, wenn mit dem gerichtlichen Verfahren gegen Pressvergehungen, nicht auch gleich das Geschwornengericht in Verbindung gesetzt würde, ein Institut, welches nach der jetzt allgemein herrschenden (an und für sich auch wohl nicht unrichtigen) Ansicht von der Beschränkung der Presse durch Strafgesetze nicht leicht getrennt werden kann, zu dessen Annahme jedoch nur wenige deutsche Regierungen geneigt sein möch-

1819 ten, und in der deutschen Gerichtsverfassung nicht vorbereitet ist.

Wenn aber die unbedingte Aufhebung der vorbeugenden Schranken beim Gebrauch der Presse als allgemeines Gesetz in Deutschland nicht statt finden kann, ohne die höchsten Zwecke des Bundes aufs Spiel zu setzen, so wäre es eben so unpolitisch als ungerecht, sie in einzelnen Bundesstaaten zuzulassen. Was würde die Folge davon sein? In grösseren Staaten, so lange die, welche sie regieren, noch stark genug sind, nach ihrer Ueberzeugung zu handeln, würden sich so leicht nicht erschliessen, die Presse für unabhängig zu erklären oder — was in praktischer Rücksicht eins und das selbe wäre — das Gegengewicht des Misbrauchs derselben in unsichern Strafgesetzen und spätern Criminalgesetzen zu suchen.

Die Regierungen der kleineren Staaten hingegen würden der unbeschränkten Pressfreiheit in jeder Gestalt willig die Hand bieten; für sich selbst haben wenig zu besorgen, und ihre Schriftsteller werden sie gerne bereit finden lassen, die unmittelbare Obrigkeit schonen, da das ganze übrige ihrer Kritik, ihrer Schmähsucht ein so weites und fruchtbares Feld eröffnet.

Mit welchem Recht können aber die kleineren Regierungen verlangen, dass ihrer Convenienz, oder ihrer Popularität (um von andern Motiven zu schweigen) das Wohl der grösseren, das Wohl der Gesamtheit zum Opfer gebracht werde?

Wenn es jetzt noch an der Zeit wäre, diese große Frage in vollkommener Freiheit und Unbefangenh zu verhandeln, so würde wohl kaum ein einsichtsvoller Staatsmann (was auch seine Grundsätze über Pressfreiheit im Allgemeinen sein möchten) darzweifeln, dass in einem Staatensysteme, wie der deutsche Bundesverein, selbst in weniger bewegten und drohenden Zeiten, die Ungebundenheit der Presse nothwendig ein Element von Störung, Verwirrung und Auflösung werden muss, und dass die Worte des 18. Artikels nach allen Regeln einer gesunden und aufgeklärten Politik auf nichts anderes gezogen werden sollten, als auf eine wohlgeordnete liberale, in sämmtlichen Bundesstaaten möglichst gleichförmig verwaltete Censur.

In diesem einfachen Standpuncte sind wir durch 1819

Gewalt der Umstände verdrängt; eine ungedrungene Capitulation mit phantastischen Bestrebungen und ungestümen Forderungen ist Alles, was uns übrig bleibt.

Die grosse Demarcations-Linie muss gezogen werden. Die Censurfreiheit mag in den Ländern, wo sie einmal ganz oder halb den Sieg errungen hat, so viel Spielraum behalten, als ohne unmittelbare und dringende Gefahr erlassen werden darf; sie muss aber (wenn anders nicht die ganze Sache ein für allemal aufgegeben will), für die Categorien von Druckwerken, durch welche sie von einem Tage zum andern, nicht bloss die Sicherheit einzelner Staaten, sondern den Bundesverein selbst aufs Spiel setzen kann, zurückgewiesen werden.

In keinem der Bundesstaaten dürften Schriften von rein wissenschaftlichen und politischen Inhalts, die in der Form von periodischen Blättern oder periodischen Heften erscheinen, oder nicht über ... Druckbogen stark hinausgehen, anders als mit vorgängiger Kenntniss und Genehmigung der obersten Staatsbehörde in Circulation zu drucken befördert werden. Druckschriften, die in den hier aufgeführten Classen gehören, oder den Inhalt der Tagesgeschichte oder Tagespolitik fremden Ländern in den einzelnen Bundesstaaten, wenn die Behörden derselben nicht für gut finden, solche ebenfals der Censur zu unterwerfen, ohne Censur erlauben, jedoch mit Vorbehalt aller bereits bestehenden Gesetze, fernerhin zu publicirenden Strafgesetze gegen den Missbrauch der Presse.

Die Bewegungsgründe eines solchen Beschlusses, sind im vorigen Artikel nachgewiesen worden; das Gleiche bei der vorgeschlagenen Demarcations-Linie wird sich ebenfalls rechtfertigen lassen. Rein wissenschaftliche Werke, von welcher Beschaffenheit auch sein mögen, können die Meinung zwar nicht verletzen, aber die öffentliche Ruhe nicht leicht stören. Werke von grösserem Umfange haben eine langsamere Circulation, und die Zahl der Leser, welche sie lesen, ist, besonders in mittlern und kleinen Ländern, vergleichungsweise gering. Die Censur kann auch durch grössere Werke eine

1819 reiche Saat von Verderben über die bürgerliche Gesellschaft ausgestreut werden. Gegen dieses mag nun jede einzelne Regierung die Vorkehrungen ergreifen, die sie ihrer Selbsterhaltung und der Moralität und Zufriedenheit ihrer Unterthanen schuldig zu sein glaubt. Hingegen ist die periodische und besonders die tägliche Presse ein Werkzeug von solcher Macht und Wirksamkeit geworden, dass kein einzelner Bundesstaat sich mehr anmassen darf, den Schaden zu bestimmen, der durch den Missbrauch dieses Werkzeugs dem Ganzen zugefügt werden kann.

Jeder Tag offenbart, jeder Tag bestätigt von Neuem, dass die von redlichen Männern über die Folgen der Zügellosigkeit der Presse genährten Besorgnisse, so oft sie auch früher veranlasst worden sind, keine leeren Träume waren; nur die geben sie heute dafür aus, die den gewaltsamsten Zerrüttungen in Deutschland mit Gleichgültigkeit oder mit Wohlgefallen entgegensehen.

Präventiv-Anstalten allein, so sehr sich auch die vom Wege der Ordnung schon weit abgeleitete Meinung dagegen empören mag, können den ferneren Fortschritten des Uebels die Spitze bieten, und wenn die Mehrheit, wenn die wichtigsten Mitglieder des Bundes sie jetzt noch für ausführbar halten (ein Punkt, der freilich nicht ernsthaft genug erwogen werden kann), so darf kein einzelner Staat einem Beschlusse, bei welchem nicht bloss Gewinn und Verlust, sondern Leben und Tod auf dem Spiele steht, seine Zustimmung versagen.

Es wäre übrigens ein gewaltiger Irrthum, zu glauben, dass mit der blossen Einführung der Censur durch ein allgemeines Gesetz oder Reglement, dem Zwecke vollständig Genüge geleistet werden könnte. Ohne eine geschickte und geschlossene Vollziehung würde jedes Gesetz dieser Art unnütz, und, wie sich leicht darthun lässt, die Gesetzlosigkeit noch selbst vorzuziehen sein.

5) In Fällen, wo sich die Regierung eines Bundesstaates durch den Inhalt einer in einem andern Bundesstaat censurfrei gedruckten Schrift beleidigt, verletzt oder gefährdet glaubt, und darüber Beschwerde führt, ist die Regierung, in deren Gebiet die

Publication erfolgte, gehalten, dem Verfasser oder 1819 Verleger der gedachten Schrift durch ihre fiscalischen Behörden in ihrem eigenen Namen, vor ihren Gerichten den Process machen zu lassen; dagegen ist in allen Fällen, wo ein Bundesstaat sich über Schriften zu beschweren hat, die in einem andern Bundesstaat mit Censur erschienen sind, die Regierung des letztern der klagenden Regierung unmittelbar verantwortlich.

Diese Unterscheidung ist in der Natur der Sache, und in den vorgeschlagenen allgemeinen Bestimmungen begründet.

Sobald es censurfreie Schriften gibt, können die einem auswärtigen Staate zugefügten Beschränkungen nur durch gerichtliche Proceduren verfolgt werden, so unsicher und zweifelhaft auch der Erfolg, und so demüthigend es oft für den beleidigten Staat sein mag, seine Genugthuung auf diesem Wege zu suchen. Bei den mit Censur gedruckten Schriften hingegen, fällt die unmittelbare und ungetheilte Verantwortlichkeit von Rechtswegen der Regierung anheim.

6) Nach einstimmiger Annahme der, in den vorhergehenden Artikeln aufgestellten Grundsätze, müssen sich die vornehmsten Mitglieder des deutschen Bundes zur Abfassung einer gleichförmigen Instruktion für sämtliche Censurbehörden in Deutschland, wie auch gleichförmiger gesetzlicher Verfügungen gegen den Missbrauch der Presse in censurfreien Schriften beschäftigen. In der Zwischenzeit werden jedoch die im 4. und 5. Art. ausprochenen Grundsätze, sobald sie vom Bunde in gleichförmiger Form angenommen und sanktionirt sind, als für alle deutsche Bundesstaaten unmittelbar in Betracht.

Wenn man sich darüber vereinigt hat, die Zeit- und Druckschriften in sämtlichen Bundesstaaten der Censur unterwerfen, wird eine gleichförmige Instruktion für die Censurbehörden ein wesentliches Bedürfniss. Diese Censur soll nicht auf Geistestyrannie beruhen sein. Sie ist eine erhaltende und schützende Maßregel, die den Charakter der Gerechtigkeit, der Unparteilichkeit, der Mässigung, um so wichtiger bewahren muss, da sie durch im-

1819 merwährende Collisionen mit dem Interesse und der Eigenliebe Einzelner, und heute besonders mit so vielen Verwirrungen und Ausschweifungen des menschlichen Geistes, nothwendig viele Widersacher haben muss.

Wenn durch gemeinschaftliche Berathung eine billige, gründliche, möglichst erschöpfende, und zugleich möglichst liberale Censurvorschrift zu Stande kommen könnte; so wäre sämmtlichen einzelnen Regierungen eine der schärfsten Bedingungen der Ausführung des Censur-Systems in hohem Grade erleichtert.

Ein allgemeines Gesetz gegen den Missbrauch der Presse censurfreier Schriften, würde bei den vielfach von einander abweichenden Formen der Criminal-Justizpflege in den verschiedenen Staaten, vielleicht grössere Schwierigkeiten darbieten, obgleich in gewissen Hauptpunkten eines solchen Gesetzes, namentlich bei Bestimmung und Graduirung der Strafen, die Beobachtung gleichförmiger Grundsätze von höchster Wichtigkeit ist. Wenn indessen die Vollendung dieser Arbeiten sich auch noch eine Zeitlang verzögern sollte, so würde immer durch den Hauptbeschluss das Dringendste gewonnen, und zu weiteren Verhandlungen der Grund gelegt.

7.) Wenn die grösseren Bundesstaaten über die hier aufgestellten Grundsätze einig geworden sind, muss am Bundestage ein allgemeines Gesetz abgefasst werden, dessen ausgesprochener Zweck sein würde, den rechtmässigen Gebrauch der Presse in Deutschland mit der Aufrechthaltung der Bundesverhältnisse in Uebereinstimmung zu bringen. In diesem Gesetze müssen sogleich die äussern Bedingungen der Legalität und Circulationsfähigkeit in Druckschriften (in Rücksicht auf Angabe des Druckorts, des Herausgebers, Verbot der Anonymität u. s. f.), und alle auf die allgemeine Bundespolizei der Presse, mit Vorbehalt der Polizeiverfügungen einzelner Staaten Bezug habenden Vorschriften, verzeichnet werden.

Als Hauptregel bei allen Verhandlungen über diesen Gegenstand, muss angenommen werden, dass man sich nie auf irgend eine Discussion abstracter theoretischer Grundsätze einlas-

sen, sondern den eigenthümlichen Charakter des deutschen Bundes und der wechselseitigen Verhältnisse der Mitglieder desselben, unverrückt zum Augenmerk nehme. Der Zweck soll und kann kein anderer sein, als: wechselseitige Garantie der moralischen und politischen Unverletzlichkeit sämmtlicher Glieder des Bundes, oder, wie es hier ausgedrückt worden, eine mit der Aufrechterhaltung des Bundesvereins selbst vereinbare Pressgesetzgebung in Deutschland, eine durchaus positive und praktische Aufgabe, die mit abstracter Theorie nichts zu schaffen hat.

Auf diesem Terrain allein lässt sich eine Stellung finden, welche die zahllosen Gegner, auf deren Widerstand man vorbereitet sein muss, so leicht nicht überwältigen werden. Verlässt man dieses Terrain, und begibt sich auf das Feld des allgemeinen philosophischen und politischen Reasonnements, so ist, wie die Sachen heute stehen, ein günstiger Ausgang nicht mehr denkbar.

Zu Beilage C.

Separat-Artikel.

Die Beschränkung der Pressfreiheit betreffend.

Als Supplement zu 4 und 5.

Wenn periodische, mithin der Censur unterworfenere Schriften in einem gegen einen fremden Bundesstaat, oder für die Sicherheit und Festigkeit des gesammten Bundes unverkennbar gefährlichen Sinne abgefasst sind, und die Regierungen, unter deren Autorität sie erscheinen, auf wiederholte Vorstellung von Seiten anderer Bundesstaaten, nicht Rücksicht nehmen oder nicht Abhülfe gewähren sollten; so ist der Beleidigte, oder in so fern die Schrift den gesammten Bundesverein gefährdet, jeder Bundesstaat berechtigt, in Gemeinschaft mit zwei andern Bundesstaaten, bei der Bundes-Versammlung Beschwerde zu führen. Die Bundes-Versammlung ist in diesem Fall verpflichtet, die Klage commissarisch untersuchen zu lassen, und über die Statthaftigkeit oder Unstatthaftigkeit derselben den Ausspruch zu thun. Fällt dieser gegen die angeschuldigte Schrift aus, so ist die Regierung,

1819 in deren Gebiet sie erscheint, gehalten, die Fortsetzung derselben sogleich einzustellen, und der Ausspruch der Bundes-Versammlung wird mit sämmtlichen Entscheidungsgründen zur Kenntniss des deutschen Publikums gebracht.

Eine Anordnung dieser oder ähnlicher Art ist in der jetzigen Lage Deutschlands das nothwendige Supplement jeder wirksamen Massregel zur Beschränkung der periodischen Presse. Wenn die Censur den Ausschweifungen dieser Presse nicht steuert, wenn sie aus Ohnmacht oder böser Absicht ihnen selbst Vorschub thut, und den Stempel einer höheren Sanction aufdrückt, so wird kein Verständiger anstehen, ungebundene Pressfreiheit für das kleinere Uebel zu erklären; denn mit dieser gibt es wenigstens in einzelnen schreienden Fällen noch Hoffnung auf endliche Remedur; sinkt aber die Censur zu einem leeren Gaukelspiel, oder gar zum Bundesgenossen der Unordnung und Zügellosigkeit herab, so hat nicht nur alle weitere Hülfe ein Ende, sondern es wird auch die Autorität der Regierenden, und wenn der Bund einmal ins Mittel getreten ist, das Ansehen aller Gesetzgebung in Deutschland aufs äusserste compromittirt. In geschlossenen Monarchien, wo der Missbrauch der Presse mit allen daraus entspringenden Uebeln, in der Regel nur die einheimischen Verhältnisse trifft, und nur in seltenen Fällen zu bestimmten Verletzungen und bestimmten Beschwerden fremder Staaten Anlass gibt, mag die Regierung bei der Oberaufsicht über die Presse auf eigene Gefahr strenger oder gelinder, wachsamer oder sorgloser, je nachdem sie es gerathen findet, zu Werke gehen.

Wo aber, wie im deutschen Bundesverein, die Anordnung einer allgemeinen Censur der periodischen Druckschriften, aus keinem andern Gesichtspuncte betrachtet, und aus keinem andern Grunde beschlossen werden kann, als aus dem der Nothwendigkeit einer wechselseitigen Garantie der moralischen und politischen Unverletzlichkeit sämmtlicher Mitglieder des Bundes: da wäre es eitel Widersinn und Selbsttäuschung, die Wirklichkeit und Kraft dieser Garantie von dem guten oder bösen, starken oder schwachen, freien oder gehemmten Willen der einzelnen Regierungen abhängig zu machen.

Dass in dem jetzigen moralischen Zustande des deutschen Presswesens ein grosser Theil der giftigsten und strafbarsten Tagblätter und Flugschriften in Staaten erscheint, wo das Censursystem entweder für alle oder doch für die periodischen Schriften gesetzlich besteht, ist bekannt.

Wie erklärt sich diese auffallende Thatsache? Dass irgend eine Regierung verblendet oder gewissenlos genug sein sollte, um Grundsätzen und Lehren, die ihr selbst, wie allen übrigen den Untergang bereiten, geflissentlich zu begünstigen, oder die frechtesten Ausfälle gegen benachbarte Staaten, die ihr nichts als Verlegenheiten, Vorwürfe und ungefällige Correspondenzen zu ziehen können, mit Vorbedacht zu dulden, ist eine Voraussetzung, die aller Wahrscheinlichkeit und aller Vernunft widerspricht.

Es bleibt mithin nichts übrig, als anzunehmen, dass die Regierungen sich nicht mehr Kraft genug zutrauen, ihre eigenen Censurbehörden mit gemessenen Instruktionen zu versehen und auf Vollziehung ihrer eigenen Gesetze zu halten. Wenn dies nun, wie sich gar nicht verkennen lässt, der Fall ist, so müsste jeder wohlgesinnten Regierung der hier vorgeschlagene Antrag willkommen sein.

Die Appellation an den Bundestag würde im Grunde nie anders, als mit geheimer oder stillschweigender Zustimmung des Staats, gegen welchen sie gerichtet schiene, statt finden.

Und welcher Regent sollte kurzsichtig genug sein, um da, wo er Bedenken, vielleicht gerechtes Bedenken trägt, den Kampf mit den Feinden der Ordnung auf eigene Gefahr und Verantwortlichkeit durchzusetzen, die Concurrenz seiner Mitstände, den solidarischen Zutritt des gesammten deutschen Bundes zu verschmähen?

In jedem Fall möchte die Idee, sei es nun in dieser, sei es in einer andern, vielleicht noch ausgedehnten und zweckmässigeren Form, dem Bundestage die Funktion einer obersten Censur-Instanz in Deutschland beizulegen, einer näheren Erörterung werth sein.

Beilage D.

(Zum zweiten Protokoll.)

*Entwurf *)*

zu einem bei der Bundesversammlung durch eine Präsidial-Proposition in Antrag zu bringenden Bundesbeschluss betreffend die Anordnung einer von der Gesammtheit des Bundes zu bestellenden Central-Untersuchungs-Commission, bezweckend „gemeinschaftliche Untersuchung und factische Eruirung „der hochverrätherischen Unternehmungen und Handlungen, über welche gegen mehrere Individuen „und Verbindungen zu solchem Zwecke in einzelnen „Bundesstaaten nähere und entferntere Anzeigen (Indicien) vorliegen.“

(Abgefasst von dem herzoglich nassauischen Bevollmächtigten Ehrn. v. Marschall, erörtert und hin und wieder geändert in der zweiten Conferenz.)

Art. 1. Bei der Abfassung des Entwurfs ist vorausgesetzt worden, dass der Beschluss auf den 2. Artikel der Bundesacte zu gründen ist, mithin nach dem Inhalt der Bundesacte, der bestehenden Regel gemäss, durch Stimmenmehrheit der engeren Versammlung gefasst werden kann, und so wie dieselbe vorhanden ist, bundesgesetzliche, d. h. für alle Bundesstaaten gleich verbindliche Kraft nach der Promulgation erhält.

Art. 2. Der Zweck dieser Commission ist gemeinschaftliche, möglichst gründliche und umfassende Untersuchung und Feststellung des Thatbestandes der hochverrätherischen, verbrecherischen Verbindungen gegen den ganzen Bund sowohl, als die Regierungen einzelner Bundesstaaten, von welchen näher und entferntere Indicien bereits vorliegen, gesammelt sind, oder sich in dem Laufe der Untersuchung ergeben werden.

Art. 3. Statt der Worte: „welche die Central-Untersuchungs-Commission“ Central-Untersuchungs-Commissarien.

Art. 4. Mitglieder der Central-Untersuchungs-Com

*) Die Art. 1 und 3 sind in unserer Abschrift dieses Entwurfs nicht wörtlich enthalten. Sie stehen aber wie sie von der Conferenz genehmigt und von der Bundesversammlung angenommen wurden, in den Protokollen der Bundesversammlung von 1819, al Beilage 4 zu §. 220 in dem VIII. Bande der Protokolle der deutschen Bundesversammlung. v. d. H.

ion können nur Rechtsgelehrte sein, welche bereits in 1819 dem Staate, der sie ernennen wird, richterliche Funktionen ausgeübt haben, oder als instruirende Richter bei wichtigen Untersuchungen gebraucht worden sind, auch den Diensteid ihrem Souverain abgelegt haben. Jedem Commissarius wird ein verpflichteter Actuarius oder Sekretär von seiner Regierung beigegeben, welche zusammen das Kanzleipersonale bilden.

Art. 5. Der Geschäftsgang, welchen die Commissarien zu beobachten haben, wird nach den bekannten gewöhnlichen Regeln des Informativ-Verfahrens geleitet. Der Vorsitzende vertheilt die zu erledigenden Geschäftsgegenstände unter die einzelnen Commissarien, welche bei allen wichtigen, im Laufe der Untersuchungen zu fassenden Beschlüsse, Vortrag an die zu collegialischer Berathung zu versammelnden Commissionsmitglieder erstatten, und dadurch gemeinschaftliche Beschlüsse der Central-Untersuchungs-Commission veranlassen.

Art. 6. Sämmtliche Bundesglieder sind verpflichtet, ihre Landesbehörden anzuweisen, an die Central-Commission in möglichst kurzer Zeitfrist diejenigen Untersuchungsacten mit Beilagen, je nachdem es erforderlich wird, und die Umstände, insbesondere der Fortgang der in mehreren Bundesstaaten schon angeordneten oder noch anzuordnenden Special-Untersuchungs-Commissionen es erlauben, im Original oder beglaubigten Abschriften gelangen zu lassen, welche in den Bundesstaaten bereits über hochverrätherische Verbrechen und Unternehmungen der Art. 2 bezeichneten Art, verhandelt und gesammelt sind, oder noch verhandelt oder gesammelt werden.

Art. 7. Ebenso sind sämmtliche Bundesglieder verbunden, die betreffenden obersten Staatsbehörden und die bereits angeordneten Special-Untersuchungs-Commissionen anzuweisen, den, zum Behuf der Untersuchung, Namens der Central-Commission an diese unmittelbar ergehenden Requisitionen, vollständig zu entsprechen, und nicht nur in Gemässheit derselben die erforderlichen Lokal-Untersuchungen vorzunehmen, sondern auch mit Verhaftung inculpirter Individuen, auf Requisition der Commission in der Art vorzuschreiten, wie dieses durch die Requisition jedesmal näher bezeichnet werden wird.

Ueberhaupt wird sich die Central-Commission mit

1819 den zu gleichem Zwecke schon bestehenden Special-Commissionen und andern Behörden in den Bundesstaaten in Communication setzen, da die Central-Commission wie diese Behörden, in Beziehung auf den Art. 2 ausgesprochenen Zweck, einander zu unterstützen und dessen vollständige Erreichung zu befördern bestimmt sind.

Art. 8. Sämmtliche Bundesglieder sind ferner gehalten, auf Requisition der Central-Untersuchungs-Commission, alle diejenigen bereits Verhafteten oder in Verhaft zu bringenden Individuen nach Mainz unter sicherer Bedeckung abführen zu lassen, um deren Abführung dahin, nach erkannter unumgänglicher Nothwendigkeit, die Commission im Weg der Requisition durch Commissionsbeschlüsse anstehen (oder antragen) wird.

Ebenso sind in den einzelnen Bundesstaaten die Landesbehörden anzuweisen, diejenigen Individuen zu sistiren, deren persönliche Gegenwart zum Behuf der Untersuchungen durch Beschluss der Central-Untersuchungs-Commission für nothwendig erachtet werden wird.

Art. 9. Zu sicherer Verhaftung der gefänglich an den Sitz der Commission zu transportirenden Individuen, werden von den betreffenden Staatsbehörden die erforderlichen Befehle an das Festungsgouvernement zu Mainz und die Grossherzoglich Hessische Regierung daselbst erlassen werden. Das erforderliche Lokal auf der Citadelle zu Mainz, wenn dasselbe passend erscheint, ist durch die Militärbehörde in Bereitschaft zu setzen.

Die Kosten der Commission, so wie der Untersuchung selbst, sind nach der Bundesmatrikel von den Bundesstaaten zu tragen.

Art. 10. Die Untersuchung ist, so weit es die Umstände und die Natur des Geschäfts erlauben, zu beschleunigen und über die Resultate von der Central-Commission Bericht an die Bundesversammlung in noch näher zu bestimmenden Fristen zu erstatten, welche sodann die zu beschliessenden weitem Vorkehrungen in Berathung ziehen wird.

Diejenigen zu Mainz, nach Art. 8, verhafteten Individuen, gegen welche sich durch das Informativ-Verfahren der Central-Commission oder in andern Wegen solche Anzeigen ergeben, dass nach den bestehenden Bundesgesetzen gegen sie der peinliche Prozess erkannt

werden kann, oder die in förmliche Anklage versetzt werden müssen, sind an die betreffenden Bundesstaaten, in welchen das Forum desselben nach den hier einschlagenden Rechtsregeln und Gewohnheiten gegründet ist, zur Aburtheilung und Straferkenntniss abzuliefern, und diesen das weitere gerichtliche Verfahren gegen dieselben zu überlassen.

Art. 11. In allen Fällen, wo sich Anstände ergeben oder eine höhere Entscheidung und Instruktion nothwendig wird, hat die ausserordentliche Centraluntersuchungs-Commission an die Bundesversammlung zu berichten, welche zur Einleitung der Beschlussnahme und Vortrag über solche Anfragen eine Commission aus ihrer Mitte von drei Mitgliedern ernennen wird.

Beilage E.

(Zu dem fünften Protokoll.)

Vorschläge,

in Fällen, wo die, in Folge der Carlsbader Verordnungen von der Bundesversammlung zu fassenden Beschlüsse in einzelnen Bundesstaaten nicht vollzogen würden, dieselben durch Einschreitung des Bundes in Vollziehung zu bringen seien.

(Vorgelegt von dem Grafen v. Münster und dem Fhrn. v. Marschall.)

Indem die deutsche Bundesversammlung durch die Beschlüsse, welche sie fassen wird, temporäre Massregeln anordnet, die nicht nur die Aufrechthaltung der öffentlichen Ruhe für jeden einzelnen Bundesstaat dringend bedürftig ist, sondern durch deren Vollstreckung auch die Sicherheit aller Bundesstaaten, also des ganzen Bundes, gesichert, dann als befestigt betrachtet werden kann, wenn die Vollziehung vollständig in jedem einzelnen Bundesstaate dem Bunde als garantirt erscheint, so geht daraus die Nothwendigkeit hervor, dass man sich, während man diese Beschlüsse selbst fasst, auch zugleich über die Art vereinigt, wie sie in den Fällen durch die Einschreitung des Bundes in Vollzug gebracht werden sollen, in welchen ihre Vollziehung in einzelnen Bundesstaaten nicht erfolgen sollte.

Die Ursachen einer solchen Nichtvollziehung in einem Bundesstaate, können ihrer Natur nach sehr verschieden sein, und diese Verschiedenheit der Ursachen

1819 muss bei der Vollziehungsordnung berücksichtigt werden, die festzusetzen ist.

Folgende Hauptursachen der Nichtvollziehung lassen sich voraussetzen:

1) Ein Bundesstaat, welcher einen der in diese Kategorie fallenden Bundesbeschlüsse unvollzogen lässt, oder ihn unvollständig auf eine, die Sicherheit anderer Bundesstaaten und dadurch des Bundes überhaupt compromittirende Art vollzieht, hat die Vollziehung überhaupt oder die vollständige Vollziehung darum nur unterlassen, weil er von bestehenden Thatumständen und Verhältnissen entweder nicht, oder nur unvollständig unterrichtet war.

In diesem Falle wird es hinreichend erscheinen, wenn er von den Thatumständen durch seinen Bundestagsgesandten in Kenntniss gesetzt wird, damit der Bund der Vollziehung versichert sein könne.

2) Der Grund der Nichtvollziehung der Beschlüsse kann darin liegen, dass die Verwaltung eines Bundesstaats die vorliegenden Thatsachen zwar kennt, aber glaubt, dass sie ihrer Natur nach nicht unter die Bundesbeschlüsse zu subsumiren, d. h., dass die Bundesbeschlüsse auf den gegebenen Fall nicht anwendbar seien. Hierdurch wird ein Einschreiten der Bundesversammlung in der Art nothwendig, dass dieselbe, nach vorausgegangener genauer Prüfung, unter specieller Zuziehung des Bundestags-Gesandten des betreffenden Staats, durch eine für alle solche Fälle, also die Vollziehung der Beschlüsse überhaupt, zu ernennende Commission, den gegenwärtigen Fall prüft, und darauf einen Bundesbeschluss gründet, welcher darüber entscheidet: ob auf den gegebenen Fall der Bundesbeschluss anwendbar sei oder nicht.

Dieser Entscheidung gemäss wird der betreffende Bundesstaat zu handeln keinen Anstand nehmen, weil die Nichtvollziehung ihren Grund bloss in der Meinung der Nichtanwendbarkeit der Bundesbeschlüsse auf den gegebenen Fall hatte.

3) Die Nichtvollziehung der Bundesbeschlüsse kann in einem einzelnen Bundesstaate daraus hervorgehen, dass der Staatsverwaltung die Mittel mangeln, um diese Beschlüsse zu vollziehen.

Da, wo dieser Fall eintritt, wird der sich in dieser Lage befindende Bundesstaat selbst die Anzeige davon

durch seinen Bundestags-Gesandten in der Regel dem 1819 Bundestage zu machen sich veranlasst sehen. Thut er nicht, so wird es von andern Seiten geschehen, da sich die Wirkungen ihrer Natur nach auf andere Staaten und den Bund verbreiten werden.

Die Bundesversammlung hat auch in diesem Falle durch ihre Commission, unter Zuziehung des betreffenden Bundestags-Gesandten die Art festzusetzen, wie durch den Bund der Verwaltung eines sich in dieser Lage befindenden Bundesstaats Assistenz geleistet, und die Staatsregierung in den Stand gesetzt werden kann, die die Vollziehung hemmenden Ursachen hinwegzuführen.

Diese Ursachen können sehr verschieden sein. Sie können z. B. aus der Wirkung von Particular-Landesbesetzen und Verwaltungs-Anstalten hervorgehen; sie können — und dieses wäre der schlimmere Fall — in einer strafbaren Renitenz der Staatsangehörigen und Unterthanen gegründet sein.

Im ersteren Falle suspendirt ein Bundesbeschluss die Wirkung der, der Vollziehung entgegenstehenden Gesetze und Verwaltungsordnungen, wenn die betreffende Regierung nur auf diesem Wege glaubt vorschreiten zu können, und ihre eigene Autorität dazu nicht für hinreichend erachtet; — in dem anderen treten Dehortatorien auf welche — bleiben sie unbeachtet — Assistenzleistung durch in das Staatsgebiet einrückende Truppen. Die Truppenzahl, sowie die Bundesstaaten, welche sie zu geben haben, wird die Bundesversammlung bestimmen, und dabei die Wünsche und Ansichten der Regierung des Staats, der sich in diesem unangenehmen befindet, berücksichtigen.

Ueber die zur Parition festzusetzenden Termine, und sich nichts allgemeines für diese Fälle bestimmen, die Natur des gegebenen Falls muss hier Mass und Nutzen.

Die Nichtvollziehung der Beschlüsse kann endlich Grund darin haben, dass die Regierung eines Bundesstaats sich weigert, dieselben anzuerkennen und Vollziehung zu setzen.

In diesem Falle, dessen künftige wirkliche Existenz nicht möglich betrachtet werden muss, hoffentlich in der Wirklichkeit nicht leicht erscheinen wird,

19 sind die Vollziehungsmassregeln gegen die Regierung des Bundesstaats selbst zu richten.

Diese Massregeln selbst sind dieselben, wie in dem unmittelbar zuvor bezeichneten Fall — mit dem Unterschiede, dass die Bundes-Versammlung sie allein ohne Mitwirkung des Gesandten der betreffenden Regierung festzusetzen und anzuordnen hat,

Dehortationen müssen auch hier dem wirklichen militärischen Vollzug vorausgehen. Termine, Truppenzahl, die Staaten, welche Truppen zu stellen haben, bestimmt der Bund. Ebenso erennt für diesen Fall der Bund eine Lokal-Special-Vollziehungs-Commission, indem er die Bundesstaaten designirt, welche die Commission zu bestellen haben.

Nach Beschaffenheit der Umstände kann der Executionsauftrag transcribirt, auch ausgedehnt werden, so wie es die Umstände erfordern. Werden die hier bezeichneten und angedeuteten Vordersätze als richtig erkannt, so ergibt sich hieraus die Redaction des zu entwerfenden Bundesgesetzes von selbst.



Beilage F.)*

(Zu dem fünften Protokoll.)

Entwurf

zu Sicherstellung der Vollziehung sämmtlicher, zu Handhabung der innern Ruhe in den Bundesstaaten, bei den gegenwärtig zu treffenden Massregeln, gefassten Bundesbeschlüsse.

(Abgefasst von dem Grafen von Münster und dem Freiherrn von Marschall, und vorgelegt in der fünften Conferenz. Erörtert und hin und wieder geändert in der sechsten, vierzehnten, fünfzehnten und siebenzehnten Conferenz. Man s. unten, Beilage M).

Art. 1. Zur Sicherstellung der Vollziehung sämmt-

*) Diese Beilage enthält Bemerkungen zu dem, in unserer Abschrift nicht vollständig enthaltenen, Entwurf einer provisorischen Executions-Ordnung (vergl. unten Beilage M) in Bezug auf den 2. Artikel der Bundesacte. Der Entwurf ward nachher als Beschluss aufgenommen in das Protokoll der Bundes-Versammlung vom 20. Sept. 1819, §. 220, Num. 1, abgedruckt in den Protokollen der deutschen Bundes-Versammlung, Bd. VIII., S. 277—279, woraus die Lücken des gegenwärtigen Abdrucks sich ergänzen lassen. Die provisorische Executionsordnung kam bald nachher ausser Wirksamkeit, durch die *definitive vom 3. August 1820.*
A. d. H.

licher zur Handhabung der innern Ruhe in den Bundesstaaten gefassten Beschlüsse, erwählt die Bundesversammlung eine Commission von fünf Mitgliedern.

Art. 2. Diese Commission bleibt auch während der Ferien der Bundes-Versammlung in Thätigkeit etc.

Art. 4. Die Commission theilt nach erstatteten Verträgen in der Versammlung und während der Ferien unmittelbar den betreffenden Bundesstaaten alles dasjenige durch den Bundesgesandten mit, was sich auf den nicht, oder unvollständig erfolgten Vollzug der Bundesbeschlüsse bezieht, und erwartet, wenn aus solchen Anzeigen hervorgeht, dass in einem gegebenen Fall die Beschlüsse nicht, oder unvollständig vollzogen sind, innerhalb eines, nach Beschaffenheit der Umstände anzuberaumenden kurzen Termins die Anzeige von der erfolgten Vollziehung. Ergibt sich aus der Anzeige die vollständig erfolgte Vollziehung, so ist der Gegenstand erledigt zu betrachten, und die Commission erstattet darüber Vortrag in der Bundes-Versammlung.

Art. 5. Zeile 3 statt: „Fall nicht“ „Fall überhaupt nicht.“ Zeile 4 nach Bundesversammlung: „auf diesen Vortrag, welcher zur Vollziehung den Gesandten des betreffenden Bundesstaats mitgetheilt wird; etc.“

Art. 6. Sieht sich ein einzelner Bundesstaat zu der Anzeige veranlasst, oder ergibt sich aus Thatverhältnissen, welche zur Kenntniss der Bundes-Versammlung gelangen, dass die Bundesbeschlüsse darum in einzelnen Staaten nicht vollzogen werden, weil entweder Einrichtungen, Partikular-Landesgesetze, oder Verwaltungsordnungen in den Bundesstaaten bestehen, die den Vollzug verhindern, und die Staatsverwaltung die Dazwischenkunft der Bundes-Versammlung für nothwendig erachtet, so beschliesst auf Vortrag der Commission die Versammlung über deren Aufhebung und Abänderung, und gibt von diesem Beschlusse dem betreffenden Bundestags-Gesandten Nachricht, welcher, nach den in Art. 4 und 5 enthaltenen Bestimmungen, den Vollzug in dem festzusetzenden Termin der Versammlung anzuzeigen hat.

Art. 7, Zeile 4 die Worte: „wenn“ bis „gezeit haben wird“ — fehlen. Zeile 7 fehlen die Worte von: „oder etc.“ — „zureichend sind.“ Statt des zweiten Satzes: „die Bundes-Versammlung etc.“

1819 heisst: Die Zahl der Truppen, so wie diejenigen Staaten, welche die Truppen zu stellen haben, wird nach den besondern Verhältnissen auf Commissionsantrag von der Bundes-Versammlung bestimmt.

Der Rückmarsch etc.

Art. 8. Statt: „die Kosten etc.“ heisst es: die Kosten hat die betreffende Regierung zu tragen; auch ernennt etc.

Nebenbeilage

(zu dem siebenten Protokoll*)).

Ueber den Unterschied zwischen den landständischen und Repräsentativ-Verfassungen.

(Verfasst von dem k. k. Hofrath von Gentz.)

Die richtige Auslegung des Art. 13 der Bundesacte war, ist noch heute, wenn gleich viele davon abhängende Fragen bereits factisch und einseitig entschieden worden sind, ein Gegenstand von erster Wichtigkeit.

Es kömmt darauf an, den Begriff von landständischen Verfassungen und den Unterschied zwischen diesem und dem, was man gegenwärtig unter Repräsentativ-Verfassungen versteht, mit möglichster Präcision zu bestimmen.

Hierzu ist nothwendig, dass von den einen oder andern Verfassungen zuerst eine Definition gegeben, und diese durch nähere Bezeichnung ihres Grundcharakters, ihres Ursprungs, ihres Wirkungskreises, der ihnen allgemein zuerkannten Attribute, endlich ihres Verhältnisses zu der Gesamtverfassung Deutschlands erläutert und ergänzt werde.

1. *Definition.*

Landständische Verfassungen sind die, in welchen Mitglieder oder Abgeordnete durch

*) Dieser, und die sechs nächstfolgenden Aufsätze, wurden dem Protokoll nicht als Hauptbeilagen beigelegt, sondern nur der Redactions-Commission eingehändigt, welche zu Entwerfung der von dem Präsidium der Bundes-Versammlung abzugebenden Haupt-Proposition von der Conferenz niedergesetzt war. Sie werden daher hier als Nebenbeilagen, der erste zu dem siebenten, die sechs andern unter Num. 1 bis 6 zu dem achten Protokoll aufgenommen.

nich selbst bestehender Körperschaften ein Recht 1819 der Theilnahme an der Staatsgesetzgebung überhaupt, oder einzelnen Zweigen derselben, die Mitberathung, Zustimmung, Gegenvorstellung, oder in irgend einer andern verfassungsmässig bestimmten Form ausüben.

Das Wort landständische Verfassung hat, so lange es eine deutsche Sprache und Geschichte gibt, nie eine andere Bedeutung gehabt, und es konnte daher auch im 13. Artikel der Bundes-Acte keine andere gemeint sein.

Repräsentativ-Verfassungen hingegen sind solche, wo die zur unmittelbaren Theilnahme an der Gesetzgebung und zur unmittelbaren Theilnahme an den wichtigsten Geschäften der Staatsverwaltung bestimmten Personen, nicht die Gerechtsame und das Interesse einzelner Stände, oder doch diese nicht ausschliessend zu vertreten, sondern die Gesamtmasse des Volks vorzustellen berufen sind.

In einer landständischen Verfassung gibt es allerdings Repräsentation, und man würde sie eine Repräsentativ-Verfassung nennen können, wenn diesem Worte nicht in der neuesten Zeit eine ganz eigene, auf landständische Verfassungen nicht mehr anwendbare Bedeutung beigelegt worden wäre. Nur in dieser jetzt herrschend gewordenen Bedeutung tritt der Unterschied, der vielleicht der Gegensatz zwischen landständischen und Repräsentativ-Verfassungen ein.

2. Grundcharakter.

Landständische Verfassungen ruhen auf der natürlichen Grundlage einer wohlgeordneten bürgerlichen Gesellschaft, in welcher ständische Verhältnisse und ständische Rechte aus der eigenthümlichen Stellung der Classen und Corporationen, auf denen sie haften, hervorgegangen, und im Laufe der Zeiten gesetzlich modificirt, ohne Verkürzung der wesentlichen landeserrlichen Rechte bestehen.

Repräsentativ-Verfassungen sind stets in letzter Instanz auf dem verkehrten Begriff von einer bersten Souveränität des Volks gegründet, und ihnen auf diesen Begriff, wie sorgfältig er auch verdeckt werden mag, nothwendig zurück.

Daher sind landständische Verfassungen ihrer Natur nach, der Erhaltung aller wahren positiven Rechte

1819 und aller wahren im Staate möglichen Freiheiten günstig.

Repräsentativ-Verfassungen hingegen haben die beständige Tendenz, das Phantom der sogenannten Volkfreiheit (d. h. der allgemeinen Willkühr) an die Stelle der bürgerlichen Ordnung und Subordination, und den Wahn allgemeiner Gleichheit der Rechte, oder, was um nichts besser ist, allgemeine Gleichheit vor dem Rechte, an die Stelle der unverletzlichen, von Gott selbst gestifteten Standes- und Rechtsunterschiede zu setzen.

3. *Ursprung.*

Landständische Verfassungen entspringen aus den für sich bestehenden, nicht von Menschenhänden geschaffenen, Grundelementen des Staates, entwickeln sich mit der Entwicklung derselben, und können und müssen ohne gewaltsame Verletzung vorhandener Rechte, auf demselben Wege, auf welchem sie sich gebildet haben, zur fortschreitenden Vervollkommnung gelangen.

Repräsentativ-Verfassungen sind die Frucht der äusseren Gewalt oder Willkühr; der Gewalt, wenn sie durch vorhergegangene Revolutionen nothwendig gemacht; der Willkühr, wenn sie ohne äussern Zwang aus einem falschen Motiv der Staatsklugheit beschlossen werden.

Auf dem ersten Wege entstanden die Repräsentativ-Verfassungen von England und Frankreich. Der Staat war durch eine lange Reihe bürgerlicher Kriege oder rechtszerstörender Usurpationen vollständig aufgelöst. In einem solchen Augenblicke unheilbarer Zerrüttung bleibt nichts übrig, als dass, wenn die Wuth der losgelassenen Elemente irgendwo zum Stillstand gezwungen wird, die, welche die Macht vor dem Ausbruche der Ungewitter rechtmässig besaßen, oder denen sie im Laufe der Begebenheiten, in einer wenigstens rechtsähnlichen Form, zu Theil ward, eine neue Ordnung der Dinge zu begründen suchen.

Geschieht dieses mit Gerechtigkeit und Weisheit, mit gewissenhafter Schonung der bestehenden Verhältnisse, und besonders nach dem Grundsatz von den alten Ordnungen und Rechten, so viel als im allgemeinen Schiffbruch gerettet werden konnte, aufrecht zu

halten, so kann ein Zustand daraus hervorgehen, der 1819 nicht nur zur Beruhigung des Ganzen, und zur Ver-
wöhnung vieler einzelnen mit einander streitenden An-
sprüche, sondern auch zu grosser gemeinsamer Kraft,
in einem Aufschwung der Gemüther und zu glänzen-
dem Wohlstande führt.

Die Erscheinung ist denen, die sich uns oft in der
physischen Welt nach furchtbaren Verwüstungen dar-
stellen, so ähnlich, dass sie zu keinem, die Gesetzge-
bung der sittlichen Welt störenden Schlusse berechtigt,
und nur Wahnsinn oder Frevel werden Städte und
Dörfer verbrennen wollen, um auf ihre Trümmer einen
sitzlichen Bau zu stellen.

Dabei darf aber nicht verkannt werden, dass solche,
durch gewaltsame Revolutionen herbeigeführte Verfas-
sungen ihren Ursprung nie verläugnen können, und
dass der Kampf mit den feindseligen Gewalten, die sie
besiegt zu haben scheinen, und die unruhige convulsivi-
sche Bewegung, die er veranlasst, selbst in den Zeitpun-
ten ihrer schönsten Blüthe und Fülle nicht aufhört. Daher
können auch nur grosse und sehr mächtige Staa-
ten, wo die Regierung stark genug ist und stark genug
muss, um sich gegen immerwährenden Widerstand
behaupten, und wo sie ausserdem in den höheren,
durch Besitz-Prärogative an das Bestehende gefesselten
Klassen eine immer bereite Stütze findet, mit Verfas-
sungen dieser Art leben.

Kleinere Staaten, denen es an dem einen oder
dem jener nothwendigen Gegengewichte, gewöhnlich
an beiden gebricht, gehen mit dem Repräsentativ-
system unausbleiblich zu Grunde.

Da, wo Repräsentativ-Verfassungen nicht das Werk
historischer Umstände sind, können sie nur aus der
Unzufriedenheit entspringen. Der Regent entschliesst sich,
um augenblicklichen Verlegenheiten zu entgehen,
aus Furcht vor den eigenmächtigen Organen
der wild aufgeschossenen öffentlichen Meinung, sei-
selbst in der übelverstandenen guten Absicht, der
Schlichter seines Landes zu werden, zu dem gewag-
ten Schritt, die vorhandenen von ihm nicht geschaf-
fene Allmacht nicht preisgegebenen, politischen
Theile des Staats, nach einem willkührlichen
Zusammen zu fügen, und so das zu Stande
bringen, was man heutigen Tags eine Constitu-

1819 tion nennt. Er vollzieht diesen Entschluss entweder aus eigener Machtvollkommenheit, oder durch einen mit den Unterthanen abgeschlossenen förmlichen Vertrag. Im letzten Falle, wo der unsinnige Grundsatz der obersten Souveränität des Volks unmittelbar und ausdrücklich anerkannt wird, kommt die Constitution selbst, da mit diesem Grundsatz keine vereinbar ist, schon todtgeboren zu Welt; im ersten Fall kann sie den Schein des Lebens eine Zeit lang behaupten, weil, so lange die alte Herrschaft auch nur dem Stamm nach besteht, das Gedächtniss ihrer ehemaligen Würde und das Schattenbild der alten Ordnung der Dinge, im Fortschreiten der auflösenden Kräfte noch mehr oder minder entgegenwirken.

Hierauf beschränkt sich aber auch der ganze Unterschied zwischen diesen beiden Arten der Constitutionserzeugung. Der wesentliche Flecken der Willkür hängt der einen aus Machtvollkommenheit nicht weniger, als der andern an; und der ursprünglich mangelhafte Rechtstitel des constitutionellen Gesetzgebers kann durch erdichtete Zustimmung des Volks weder versteckt, noch verbessert werden.

Die Folgen, wenn sie sich auch hier langsamer dort schneller entwickeln, sind die selben.

Die von dem Repräsentativ-System unzertrennliche Volkswahl, wie sehr sie auch auf rein willkürliche Bedingungen der Wahlfähigkeit beschränkt werden mag, ist allemal und besonders in kleineren oder zerrissenen Staaten, der nächste Schritt zur Demagogie, um durch diese zu wiederholten Erschütterungen, unter welchen früh oder spät die rechtmässige Macht erliegen muss.

4. *Wirkungskreis.*

Zu landständischen Verfassungen kann der Antheil der Stände an der Gesetzgebung, sowohl in Rücksicht auf die Gegenstände, als auf die Form ihrer Mitwirkung, mehr oder minder ausgedehnt sein. Der Maas desselben wird theils durch früher bestandene rechtliche Verhältnisse, theils durch regelmässige gesetzmässige Anordnungen, theils durch die freie Willkür des Regenten bestimmt. Der Umfang der ständischen Befugnisse kann sich unter veränderten Umständen

ken ändern; selbst der innere Bau einer ständischen 1819
Verfassung kann, insofern es auf rechtlichen Wegen
erschieht, nach dem Wechsel der Zeit und der Be-
dürfnisse, Veränderungen und Reformen erfahren. Nie-
ber kann und darf in dergleichen Verfassungen die
Mitwirkung der Stände so weit gehen, dass der Lan-
desherr aufhörte der oberste Gesetzgeber zu sein, und
vorn mit dem Antheil der Stände an der Gesetzgebung
ein Recht der Aufsicht über diesen oder jenen Zweig
der Staatsverwaltung verbunden wird, so muss die
Ausübung dieses Rechtes auf dem Punkte, wo sie die
Regierung in irgend einer ihrer wesentlichen
Functionen hemmen könnte, jederzeit ihre
Grenzen finden.

In Repräsentativ-Verfassungen erscheint nicht
klein die gesetzgebende Gewalt in verschiedene, ganz
ungleichartige Bestandtheile zerspalten, sondern es wird
noch die Einheit der Staatsverwaltung, theils durch die
den Volkvertretern eingeräumten, jeder willkürlichen
Auslegung fähigen Rechte, theils durch fortschreitende
Anmassungen und Eingriffe dergestalt zerstückelt und
gebrochen, dass es oft schwer hält zu bestimmen, wer
in solchen Verfassungen eigentlich regiert.

In der Theorie des Repräsentativ-Systems steht der
gesetzliche Grundsatz der Theilung der Gewalten
oben an; ein Grundsatz, der, sich selbst überlassen,
immer und überall zur gänzlichen Vernichtung aller
Recht, mithin zur reinen Anarchie führen muss, und
seinen Wirkungen in grossen geschlossenen Monarchien
dadurch allein ausgewichen wird, dass die Besitzer
der Verwalter der sogenannten vollziehenden Macht,
durch künstliche, nicht immer unschuldige, Mittel die
verstreuten Bruchstücke der Herrschaft in ihrer Hand
wieder zusammen zu fügen wissen.

Ob übrigens die Repräsentation eine oder meh-
rere Kammern bilde, ob sie bloss aus gewählten
zum Theil aus erblichen oder ernannten Mitglie-
dern bestehe, ist für den Fundamentalbegriff dieses Sy-
stems gleichgültig; zumal wenn die Theorie dahin er-
reicht wird: „dass jede Kammer und jedes Mit-
glied jeder Kammer, ohne alle Rücksicht
auf besondere Verhältnisse oder Gerech-
tungen, nur als Vertreter der Gesamtheit be-

1819 trachtet werden sollen *).“ In seinen Folgen kann der Unterschied zwischen einer und zwei Kammern nur von Bedeutung sein, wo ein Gegengewicht gegen Volkvertretungen überhaupt noch unter die Möglichkeit gehört. In grossen Monarchien, die mit fortdauernder Anstrengung, Geschicklichkeit und Glück, das Repräsentativsystem ertragen lernen, giebt unstreitig die Existenz von zwei Kammern eine wichtige und wirksame Garantie.

In kleineren Staaten ist sie nichts als ein vorübergehendes Palliativ; die Pairskammer wird nie mächtig genug, um dem Thron zur Stütze zu dienen, um die Uebermacht des volksvertretenden Elements bereitet beiden einen gemeinschaftlichen Ruin.

5. *Attribute.*

Allenthalben, wo das Repräsentativ-System die Oberhand gewann, hat man die doppelte Verantwortlichkeit der Minister, einmal gegen den Landesherren und dann gegen das Volk oder dessen Vertreter, die Oeffentlichkeit der Verhandlungen, die unbeschränkte Pressfreiheit, das unbeschränkte Petitionsrecht u. s. f., als nothwendige Attribute desselben betrachtet, und dass sie mit dem Grundcharakter des Systems (der Suprematie des sogenannten Volkswillens) in genauerem Zusammenhang stehen, lässt sich auch gar nicht in Zweifel ziehen.

Gleichwohl bedarf es keines besondern Scharfsinns um die Unverträglichkeit solcher Anstalten mit den ersten Bedingungen einer monarchischen Regierungsform zu fassen. Einige davon sind in so hohem Grade gefahrvoll, dass sie, selbst in den grössten Monarchien, eine immerwährende Gefahr unterhalten, die der Regierung mehr zu schaffen macht als die schwierigsten ihrer positiven Geschäfte. Wenn sollten die Gewalthaber in schwächeren Staaten die Mittel und Kräfte finden, deren sie bedürften, um eine nie geendigten inneren Kriege, um täglich wiederkehrenden, bald offenen, bald geheimen Feindseligkeiten

*) Dieser Satz, den man selbst in England und in Frankreich noch nicht kannte, ist in der Baden'schen Deputirtenkammer förmlich ausgesprochen worden. Siehe deren Sitzung vom Juni 1819. Anm. in dem Original.

Spitze zu bieten? So ist z. B. die Oeffentlichkeit der Verhandlungen der Volkskammer, wenn sie bis auf den Punct täglicher Bekanntmachung des Gesamtinhaltes der Debatten getrieben wird, ein unmittlbarer Schritt zur Herabwürdigung aller Autorität und zum Untergange aller öffentlichen Ordnung um so gewisser, als, so lange jene Einrichtung besteht, jede anderweitige Beschränkung der Zügellosigkeit der Presse unmöglich oder unnütz werden muss.

Alle diese und ähnliche Accessionen der Repräsentativ-Verfassung, sind landständischen Verfassungen fremd, oder doch nur zufällig und nie ohne milde Modificationen damit verbunden.

6. Verhältniss zu der deutschen Bundes-Einheit.

In der gegenwärtigen Lage Deutschlands können landständische Verfassungen, wie sie immer geordnet sein mögen, nie den Grundverhältnissen und Grundbedingungen des deutschen Bundes widersprechen. In dergleichen Verfassungen hört, wie oben bemerkt worden ist, der Landesherr nicht auf, höchster Gesetzgeber und Haupt der gesammten Staatsverwaltung zu sein. Alles, was die äussere Sicherheit des Staates und die darauf Bezug habenden Verhandlungen mit andern Staaten angeht, bleibt seiner uneingeschränkten Leitung überlassen. Wenn über Gegenstände, welche die innere Gesetzgebung einzelner Bundesstaaten berühren, am Bundestage gemeinschaftlich gehandelt werden soll, so wird den einzelnen Landesfürsten nichts abhalten, seine Stände, in so fern ihre Competenz verfassungsmässig dabei eintreten muss, zu Rathe zu ziehen. Er allein aber ist das anerkannte Organ des Staates im gemeinschaftlichen Rathe der deutschen Bundesfürsten, und wenn er gleich allerdings verpflichtet ist, zu sorgen, dass das, was zum Besten der Gesamtheit im deutschen Bunde vorgeschlagen oder beschlossen wird, das Privat-Interesse seines Landes nicht verletze, und gegen die eigenthümliche Verfassung desselben nicht anstosse, so lässt sich doch kein Bedenken, in welchem ein Landesfürst nicht beizutreten, dem beizutreten, was von ihm selbst seinen Mitständen im Mittelpunct der gemeinschaftlichen Berathschlagungen für nothwendig oder heilsam angesehen wird.

1819 Die von diesem Mittelpuncte aus einmal gefasste Beschlüsse müssen in sämtlichen deutschen Staaten ohne Dazwischenkunft irgend einer andern Autorität als gültig und bindend betrachtet werden; sie haben in Rücksicht auf ihren Ursprung, den Rang über alle Landesgesetze, und jeder Fürst hat die rechtliche Präsumtion für sich, dass er nichts auf dem Bundestage annehmen werde, was sich mit seiner Stellung gegen die Landstände und mit dem Wohl seiner Unterthanen nicht vereinigen liesse.

Auf diese Weise allein ist die Fortdauer eines deutschen Bundesvereins denkbar, und keine wahrhaft landständische Verfassung darf und wird Bestimmungen enthalten, die mit der Existenz jener höchsten Garantie des Friedens und der Selbstständigkeit Deutschlands in wirklichem oder auch nur scheinbarem Widerspruch ständen.

So bald es Repräsentativ-Verfassungen in Deutschland gibt, nimmt Alles eine veränderte Gestalt an. Die Unvereinbarkeit des Repräsentativ-Systems mit einzelnen Bundesstaaten, mit den dem deutschen Bundestage beigelegten Rechten und Pflichten, liegt am Tage.

Die eifrigsten Anhänger der Volksvertretung haben uns selbst mit einer Bestimmtheit und Offenheit, wofür wir ihnen sogar Dank schuldig sind, die stärksten Argumente dafür geliefert *).

Diese Argumente sind vollkommen treffend, consequent, und von ihrer Basis ausgehend, unwiderleglich. Niemand kann in ein Bündniß mit einem andern mehr Recht und mehr Macht mitbringen, als er unabhängig von diesem Bündnisse besitzt. Ein Fürst, der durch die Verfassung seines Landes, oder durch die derselben gegebene ausdrückliche oder faktische Auflegung für einen der Bestandtheile der gesetzgebenden Macht erklärt wird, und volksvertretenden Behörden von jeder seiner Verwaltungsmassregeln Rede und Antwort geben muss, kann allerdings ohne Mitwirkung dieser Behörden, an Beschlüssen eines Fürstenraths nicht Theil nehmen. Was ein

*) Siehe die Verhandlungen der badischen zweiten Kammer; den Commissionsbericht des Deputirten Winter; die Beschlüsse des Dr. Paulus im Rotteckischen Archiv! Dr. Wieland's Erklärung über die Bundesarmee. u. s. f. Anm. in dem Orig.

ander Regent zu Hause nicht vermag, kann auch allen 1819
andern Regenten deutscher Staaten, wenn sie in Per-
son oder durch instruirte Gesandtschaften irgendwo zu-
sammentreten, nicht gestattet sein.

Durch diesen klaren Ausspruch der Orakel der
volksthümlichen Lehren, ist der Bundesversamm-
lung, selbst für den unwahrscheinlichen Fall, dass
alle deutschen Staaten sich zum Repräsentativ-System
bekehrten, der Stab gebrochen. Sie kann aber eben
so wenig bestehen, wenn ein Theil ihrer Mitglieder
mit Landständen, ein anderer mit Volksvertretungen,
ein Theil nach monarchischen, ein Theil nach demo-
kratischen Grundsätzen, ein Theil als verfassungsmässige
Landesherrn, ein anderer als constitutionelle Maschi-
nen regieren.

Im Gefühl der Unmöglichkeit, dieses Ganze, zugleich
aber entschlossen, dem Götzen der Volksvertre-
tung jedes andere Recht, jedes andere Interesse, jeden frü-
heren Vertrag, die Sicherheit Deutschlands und den Frie-
den Europas zum Opfer zu bringen, haben verschiedene
erklärte Freunde des Repräsentativ-Systems den Vor-
schlag gethan, die Bundesversammlung selbst durch eine
Volks-Deputirten-Kammer ergänzen zu lassen.
Solchen Vorschlägen wird freilich Niemand, der eine
allgemeine Revolution nicht entweder wünscht, oder
unabwendbar glaubt, Gehör geben. Allein die Wahr-
heit ist, dass wir auf einem äussersten Punkte
stehen, von dem nur noch ein einziger Pfad Ret-
tung verspricht.

Wenn die deutschen Fürsten sich nicht jetzt noch
über eine gleichförmige mit der Sicherstellung ihrer
Mächte und ihrer Kronen, mit der wahren Wohlfahrt
ihrer Völker und mit der Erhaltung des deutschen Bundes
eine vereinbare Auslegung und Vollziehung des
3. Art. der Bundesacte vereinigen, und wenn denen,
die bei der Bildung ihrer Verfassungen, den einzig wahr-
en, einzig zulässigen Sinn dieses Artikels verfehlten,
nicht zu einer geschickten und anständigen Rück-
kehr die Hand geboten werden kann, als dem Bunde
entsagen. Wenn man dieses Wort ausgesprochen
hat, sind alle weiteren Betrachtungen überflüssig.

1819

Nebenbeilage 1,
(zu dem achten Protokoll.)

Nähere Entwicklung

derin der ersten Sitzung durch den württembergischen Minister in Betreff des 13. Artikels (d. i. der staatsständischen Verfassungen) gestellten vertraulichen Fragen.

(Von dem württembergischen Bevollmächtigten, Grafen v. Witzingerode in der dritten Sitzung vorgelesen, aber nicht im Protokoll genommen.)

Dem Wunsche des Herrn Fürsten v. Metternich Durchlaucht entsprechend, habe ich gleich nach meiner Ankunft hieselbst einen Courier an meinen Hof nach dem Antrag abgefertigt:

wo möglich, keine neuen Verbindlichkeiten gegen die einzuberufende constituirende Ständeversammlung, vor dem Ausgang des hieselbst im Interesse der Regierungen und der öffentlichen Ruhe veranstalteten Zusammentritts einzugehen.

Die Möglichkeit, dass hier Massregeln verabredet werden könnten, welche mit jenen Verbindlichkeiten mehr oder minder im Widerspruch stünden, motivirte diesen Antrag.

Unter solchen Massregeln konnte aber wohl eine Interpretation des 13. Artikels der Bundesacte d. h. die endliche Feststellung eines *minimi* und *maximi* des letztern wenigstens, verstanden sein.

Das besondere Interesse meiner Regierung, wie in innern Verhältnisse es gebieterisch vorschreiben, erheischt möglichste Beschleunigung des Verfassungswerks.

Es bis zum Schlusse des hiesigen Zusammentritts aufzuhalten, wird, wie ich voraussetze, keinen Anstand haben; sehr schwer, und vielleicht unmöglich möchte es aber sein, in Württemberg die Einführung einer Verfassung bis zum Ausgange derjenigen Beratungen verschieben, welche des Herrn Fürsten v. Metternich Durchlaucht später (in Wien) über solche Gegenstände zu veranlassen gedenken, welche wegen des Zusammenhanges mit den Grundverhältnissen des Landes eine ausführlichere Behandlung nothwendig machen.

Doch findet sich die Interpretation des 13. Artikels in der Punctation des Herrn Fürsten unter diejenen

nde verwiesen, welche dieser spätern Berathung 1819 ten werden sollen, während der mir aus- Wunsch Sr. Durchlaucht nur voranzusetzen , sie werde unter die Gegenstände der ersten ocirt worden sein. Ich habe es hiernach dem und dem Geist der hiesigen Versammlung für sen gehalten, derselben, unter zwar unverhohl- och vertraulicher Hinweisung auf Würtembergs rtige Stellung die Frage vorzulegen: icht angemessen und nothwendig sein dürfte, jene Interpretation des 13. Artikels unter die- n Massregeln aufzunehmen, welche bereits hier die entdeckten (?) revolutionären Umtriebe ver- et werden sollen?

hielt mich zu dieser Frage um so mehr für utet, als, meiner Ansicht nach, jene Interpre- uch in allgemeiner Beziehung unbedingt in egorie dieser Massregeln, und zwar der drin- , gehört.

scheint mir um so unbezweifelbar, da unter an- Revolutionärs, gegen welche wir hier wirken es nach Ausweis der Giessener Untersuchungen r Musset'sche Bericht an Herrn v. Mar- u. s. w., datirt den 15. d. J. ad prot. 4.) zu auptpflichten und Mitteln zählen: „mit allen und vorzüglich auf die Volksvertreter einzuwir- nd da die gegen sie, und namentlich gegen die erbreitung der revolutionären Tendenz im All- in Antrag gebrachten Massregeln illusorisch müssen, wenn dieser Tendenz und ihren Apo- s-Organ der Volksvertretungen in irgend einem n Staat so unberegt überlassen bleibt, wie sie r in den Ständeversammlungen von Baiern und benutzt und wie wir es ihnen zu benutzen sollen verwehren können, wenn der Bund es thindert.

nde Befugnisse, in einer gewissen Aus- ng eingeräumt, scheinen unsern Ständever- en vorzugsweise die Eigenschaft eines solchen en, und überdiess einen Widerspruch mit der Punctation aufgestellten, allgemeinen Grund- sstufen, die ursprüngliche Natur des Bun- wendeln, seinen Zweck vereiteln, und endlich in Lösung vorbereiten zu müssen:

1819 1) Volksvertretung (im Gegensatz mit Landsteden genommen).

2) Antheil an der gesetzgebenden Gewalt;

3) Oeffentlichkeit der Verhandlungen;

4) unbeschränkte Steuerbewilligung.

ad 1. Dass jetzt noch dem 13. Artikel eine, (Prinzip der Volksvertretung ganz ausschliessen Interpretation sollte gegeben werden können, wünsche ich zwar, halte ich es aber nicht für möglich

Ich wünsche es, weil, wie sehr ich auch von dem Anspruch jedes deutschen Völkerstammes auf solche Staa einrichtungen durchdrungen bin, welche vor blind Willkühr schützen, wie sehr ich auch von der Wahrheit durchdrungen bin, dass dieser Anspruch nach eb dem Maassstabe wächst, nach welchem der Umfa der Staaten abnimmt, indem die Verheerungen d Hyäne „Tyrannei“ um so furchtbarer sind, je kl ner die Heerde ist, in welche sie sich wirft, ich do eben so überzeugt bin, dass zur Befriedigung die Ansprüche eigentliche Repräsentativ-Verfassungen n unumgänglich nothwendig, sondern andere Einrichtu gen möglich sind, die denselben Zweck erreichen, oh die öffentliche Ruhe den Gefahren auszusetzen, welc bei der revolutionären Richtung der heutigen Epoc immer mit Volksvertretungen verbunden sein werde

Ich halte es aber nicht mehr für möglich, w mehrere von den grösseren deutschen Regierungen d Pflicht, den 13. Artikel durch Einräumung eine Volksvertretung zu erfüllen, feierlich an kannt haben: weil der Mensch, auch wen er wollte, nicht vergessen kann, was er ei mal weiss; weil es mir höchst bedenklich und volutionäre Ausbrüche provocirend erscheinen wür wenn man ein so wichtiges, da, wo es ein gegeben ist, vom Volke sehr richtig gewandtes Recht jetzt anfechten wollte, nachdem es dem Wiener Congress eher anerkannt, als geläug

*) Ein Auskunftsmittel schlägt der Frhr. v. Plessen vor, ten in der Beilage 6 zum achten Protokoll. Entgegenges Ansichten stellten auf, der Hofrath v. Gentz, oben in der Nebenbeilage zu dem siebenten Protokoll und der Frhr. v. schall, unten in der Nebenbeilage 6 zu dem achten Protokoll. Man vergl. oben die Note 2 zu dem siebenten, und die Note 2 zu dem achten Protokoll.

hdem der Augenblick nicht ergriffen worden 1819
die Unverträglichkeit dieses Rechts mit andern
ungen der Bundesacte, mit der Natur, dem
und der Erfahrung des Bundes, hätte ausge-
werden müssen.

er Augenblick war aber wohl kein anderer, als
zuerst eine Bundesregierung*) dieses Recht ein-
und dem Beispiel des Auslandes, dem
der öffentlichen Stimme, selbst dem
össten Mächte — kurz einer Gewalt
nge gehorchend, die sich aus den verschie-
ten Elementen gebildet hatte, den 13. Artikel
lte (s. v. v.), statt ihn bloss nach dem Wort-
erfüllen.

gern werde ich mich überzeugen lassen, dass
sicht unrichtig, meine Besorgnisse übertrieben

Bis dahin aber glaube ich, dass von den heil-
ahren, die mit der Volksvertretung vornehm-
unden sind, nur eine noch umgangen werden

beiden Gefahren sind:

ehr oder minder deutlich ausgesprochene An-
antniss des Principis der Volkssouverä-
durch die Regierungen; hiergegen gibt es,
ich, kein Mittel mehr. Die Partie ist ange-
, die Regierungen haben diesen Point
oben zu können geglaubt; wie sehr sie es
m mögen, die Partie muss ausgespielt werden.
raktische Feld, welches Volksvertretungen
eorien der Demagogen eröffnet.

bei Landständen, die zum Theil auch erwählt
aber nicht durch das Volk, sondern durch
Stände und Corporationen, die Wahlen an
Grundbesitz, an keine Steuer-Quote ge-
bind, so tritt diese Gefahr bei ihnen, wie bei
vertretungen ein, und kann bei beiden we-
sentlich vermindert werden, wenn der Bund
ndersatz ausspricht:

Die erwählten Mitglieder von Ständever-
gen, derjenigen Classe von Staatsbürgern an-
gehörigen, welche an der Erhaltung der Ruhe
Besitzes den grössten Antheil nimmt, näm-
lich:

die Staatsregierung eines Bundesstaats. A. d. H.

1819 lich der Höchstbesteuerten, und dass auch d
active Wahlrecht an einen gewissen Grund
besitz, oder wenigstens an eine gewisse Steue
quote, gebunden sein muss.

Nur der Grundsatz thut noth; die Anwendung
die mehr oder mindere Beschränkung, kann füglich d
Autonomie der einzelnen Staaten überlassen werden:
ad 2) Die bei dem vorigen Punkt herausgehobent
Bedenklichkeiten und Schwierigkeiten, reproduciren: hi
bei diesem und zwar in höherem Grade, weil er si
zu ihm verhält, wie die Anwendung zum Princip. :

Ich wünsche, dass der Antheil der deutsch
Stände an der gesetzgebenden Gewalt, da wo sie
einmal besitzen, oder wo es ihnen bereits wie bei un
versprochen ist, auf ein blosses Votum consultativ
zurückgeführt werden könne; aber ich halte es ni
mehr für möglich, und selbst als temporäre Massreg
im südlichen Deutschland für sehr misslich.

Dagegen halte ich es nicht nur für möglich, sondern
für die dringendste aller Nothwendigkeiten: dass die
Antheil da, wo er schon eingeräumt ist, wenigstens
solche Grenzen zurückgewiesen werde, „welche es m
möglich machen, dass dem 13. Art. eine Auslegung
Anwendung gegeben werde, welche ihn mit and
Bestimmungen der Bundes-Acte in Widerspruch
gen dürfte.“

Vergebens würde man es läugnen wollen, Ver
sungen, wie die baierische und badische,
die, welche wir in unserem Entwurf (der den jetz
Vertragsverhandlungen zur Basis dienen muss) angebr
hätten, räumen dem demokratischen Princip
der revolutionären Tendenz des Augenbl
einen Spielraum ein, der die reinmonarchischen Be
rungen, unter welchen der Bund ursprünglich (mit
nahme der freien Städte) geschlossen ward, wenn
geradezu in demokratische und demagogische, doch
solche verwandelt, deren Gewalt zu sehr beschr
ist, als dass der Bund in jedem Augenblick auf
praktische Erfüllung ihrer, gegen ihn eingegang
Verbindlichkeiten zählen, und dass Europa dem
mit Zuversicht von dem Bunde die Erreichung des
erwarten könnte, der dieser Institution präsidirt
Verfassungen, wie diese, und namentlich ein
eingeschränkter Antheil an der Gesetzgebung,

den 13. Artikel sowohl mit dem 1. und 2., als mit dem 14. Artikel in einen Widerspruch, in welchem dem Wortlaut nach, durchaus nicht steht.

Wird der Antheil an der Gesetzgebung nicht durch die Bundes-Interpretation beschränkt, so müssen wir darauf gefasst sein, dass:

die eines solchen unbeschränkten Antheils genießenden Volksvertretungen sich das schon von mehreren Schriftstellern aufgestellte, und wirklich aus diesem Grund-Antheil fließende Princip zu eigen machen, dass nämlich, die bloss unter der Mitwirkung ihrer Regenten gefassten Bundesbeschlüsse in so fern sie in die innere Landesgesetzgebung eingreifen, für das Volk, das sie repräsentiren, nicht verbindlich sein können, weil der Regent sich der Gesetzgebung ohne Concurrenz der Stände begeben habe, und sie werden hierauf die Präntion bauen, entweder an der Bundesgesetzgebung (mittheilt einer zweiten Kammer) Antheil zu nehmen, oder die Ausführung der Bundesbeschlüsse an ihre nachfolgenden Ratificationen zu binden.

Wir müssen auf die unangenehmsten, in ihren Folgen unabwehrbarsten Discussionen über den 14. Artikel gefasst sein.

Dieser Artikel räumt den Mediatisirten theils auf Kosten der Kraft und Einheit der Regierungen, theils auf Kosten der übrigen Staatsgehörigen Vorrechte ein, die mit den Bedürfnissen der Staaten, wie mit den Forderungen der Zeit, eine unlängbare Dissonanz bilden, und dass die Volksvertretungen nicht begehren, an der möglichen Auflösung dieser Dissonanz die gesetzgeberischen Befugnisse zu üben, und die Trübsal der Regierungen, es geschehen zu lassen, es in der Masse wachsen, wie sich die unbequemen Consequenzen dieses Artikels für sie selbst und für das Volk deutlicher entwickeln.

Diese beiden möglichen und wahrscheinlichen Präntionen gegenwärtiger und künftiger Volksvertretungen, durch eine augenblickliche oder spätere Interpretation ganz abzuweisen, wird unmöglich sein, weil den etwas Wahres zu Grunde liegt, und unser Zweck nur sein kann, die gefährlichsten Auswüchse

1819 zu beschneiden, nicht den gesunden Stamm au zu rotten.

Unter diesem gesunden Stamm verstehe ich die Au rechthaltung des Grundsatzes, dass die Bundesg setzgebung auf keine Weise in die Autou mie der einzelnen Staaten eingreifen dürf so lange diese nicht dem Zwecke des Bundes wid spricht, oder gar seine Existenz bedroht; ich verstel ferner darunter die unbedingte Pflicht der R gierungen, das Interpretationswerk nich bloss in ihrem, sondern auch im Interes der Völker zu übernehmen, und mit der bu desmässigen Auslegung des 13. Artikels eine zeitgemäe Auslegung des 14. zu verbinden, eine solche, weld den Beschwerden, die er veranlasst, in so fern sie g recht oder nur billig sind, abhilft und Vorsehung trif damit dieser Artikel nicht dem Fortschreiten der ei zelnern Verfassungen und Organisationen, so wie ihr eigenthümlichen Kntwicklung ein ewiges Hinderniss den Weg legen, oder gar Aufhebung oder Umschme zung bereits bestehender Staatseinrichtungen nothwe dig machen könne.

Dass diese Postulate die Interpretation des 13. A zu einer sehr schwierigen Aufgabe machen, weld während unseres hiesigen Zusammenseins unmöglü gründlich und umfassend gelöst werden kann, ist wo unlängbar. Ob aber, um zu meinem obigen Gleichai zurückzukehren:

der gesunde Stamm nicht geschont, für den Augu blick aber doch die gefährlichen Auswüchse so h schnitten werden würden, wie es die dringende No gebietet;

wenn aus Veranlassung der revolutionären Umtrieb eine provisorische Interpretation des 13. Artike unter die zu treffenden Massregeln aufgenommen uä in Beziehung auf Volksvertretung und Geset zgebung wenigstens der Grundsatz ausgesprochen würd dass dem 13. Artikel nirgends eine solche Anw endung gegeben werden dürfe, welche ihn in Wid spruch mit anderen Bestimmungen der Bue desacte bringen würde, und dass namentlich d Ständen nirgends ein so ausgedehnter Antheil au Landesgesetzgebung eingeräumt werden dürfe. einen Anspruch auf Antheil an der Bundesgeset

gebung begründen könnte, indem diese der Natur **1819** und der politischen Stellung des Bundes zufolge, ausschliesslich den Souveräns vorbehalten bleiben müsse;

Diess ist wohl eine der bedeutendsten Anwendungen der Frage, welche ich mir die Freiheit genommen habe, Ew. Durchlaucht und Ew. Excellenzen vorzulegen, und ich nehme um so weniger Anstand, mich für die Affirmative zu erklären, da es schon auf der einen Seite den Regierungen eine sehr kräftige Waffe in die Hände geben und auf der andern Seite unseru Demagogen eine ihrer gefährlichsten Waffen aus den Händen winden muss, wenn nur dieser, an sich so einfache und unlängbare Grundsatz endlich einmal wieder deutlich ausgesprochen werden will, nachdem ihn Freund und Feind, in betäubendem Kampfe zwischen der gesunden Vernunft und den halbrechenden Theorien der Zeit, ganz aus den Augen verloren zu haben scheint.

Nicht minder wichtig ist

ad 3, die Oeffentlichkeit der Verhandlungen.

Auf diesen Punct bezieht sich vorzugsweise die Bemerkung im Eingang dieses Vorschlags, dass ohne Interpretation des 13. Artikels alle Massregeln gegen die revolutionären Umtriebe illusorisch bleiben müssen. Als die eingreifendste dieser Massregeln, wird Beschränkung des Press-Unfugs mit Recht betrachtet; was werden aber alle Beschränkungen, selbst die kräftigsten fruchten, wenn die Demagogen in der Oeffentlichkeit der Verhandlungen irgend einer deutschen Ständeversammlung ein Organ und Publicationsmittel ihrer Grundsätze finden? Doppelt wirksam aber wird dieses Organ, sobald den Demagogen selbst der Zutritt zu diesen Versammlungen offen steht, und nicht durch beschränkende Bestimmungen über die Wählbarkeit (conf. den 1. Punkt) möglichst erschwert wird.

Unterlassung der Oeffentlichkeit der Verhandlungen und Unterwerfung der ständischen Publicationen unter dieselben Massregeln, welche gegen den Pressunfug ergriffen werden, scheint daher ein nothwendiger Bestandtheil der in dem angefangenen provisorischen Interpretation des 13. Artikels sein zu müssen.

Den bereits angeführten Motiven können übrigens

1819 noch füglich diejenigen beigelegt werden, die des Prinzen Regenten Königliche Hoheit bewogen haben, die Oeffentlichkeit zu versagen, nicht minder als der historische Missbrauch, den sich die bairische und vorzüglich die badische Ständeversammlung bereits erlaubt haben.

ad 4. Endlich scheint auch der Gebrauch, den eben diese Versammlungen von dem Recht der Steuerbewilligung gemacht haben, den Bund zu beschränken den Bestimmungen im Interesse seiner Erhaltung, so wie das der regierenden Häuser aufzufordern, und zwar ungefähr zu folgendem:

- a) die Civilliste jeder regierenden Familie muss überall in liegenden Gründen dotirt, und von der Bewilligung der Stände, ausserordentliche Ausgabe (Fräuleinsteuer u. s. w.) abgerechnet, ganz unabhängig sein, damit der Bund vor der Gefahr gesichert werde, dass die Stände durch diese Bewilligung die Independenz der Fürsten, in Beziehung auf die Erfüllung ihrer Bundespflichten, beschränken könnten
- b) alle Lasten, die zur Erfüllung von Verbindlichkeiten gegen den Bund nöthig sind, unterliegen keiner Erörterung und bedürfen keiner Bewilligung der Stände;
- c) so wenig der Landesherr da, wo den Ständen das Steuerbewilligungsrecht zusteht, willkürlich Steuern ausschreiben kann, so wenig dürfen die Stände die Deckung nachgewiesener und auf erworbenen Rechten beruhender Bedürfnisse willkürlich verweigern.

Indem ich diese Fragen und Ideen vertrauensvoll dieser erleuchteten Versammlung vorlege, bezweifle ich nicht, dass sie die Hauptfragen bejahend entscheide werde, wenn sie die Ueberzeugung mit mir theilt:

dass unser hiesiger Zusammentritt die Uebel, gegen welche er gerichtet ist, aus der Wurzel heben muss, wenn er sie nicht tausendfach verschlimmern soll; dass gar keine Massregel weit besser wäre als eine halbe; dass aber jede Massregel gegen jedes Uebel eine halbe bleibt, wenn sie nicht durch ein wenigstens provisorische, Interpretation des 1. Artikels zur ganzen ausgerundet wird.

Die definitive Interpretation kann ja immer in spätern Berathung vorbehalten werden.

Nebenbeilage 2,
(zu dem achten Protokoll.)

1819

Skizze

eines Präsidial-Antrags am Bundestage *).

(Von dem Grafen von Bernstorff vorgelegt.)

Der Vorsitzende sei angewiesen worden, die Bundes-Versammlung einzuladen, sich nicht zu vertagen, the sie die beunruhigende Aufregung der Gemüther, welche sich in Deutschland hin und wieder zeige, sich in einzelnen Gewaltthaten offenbart habe, und in mehreren Bundesstaaten durch die Entdeckung ruchloser (?) Verbindungen und revolutionärer Verschwörungen nur zu sehr erwiesen sei, in ernste Berathung gezogen, die wahren Ursachen derselben zu erforschen gesucht, und sich über die Mittel wirksamer Abhülfe berathen habe.

Es komme zuvörderst und insbesondere darauf an, den wirklichen Thatbestand zu vermitteln, um die Bundes-Versammlung und mit ihr ganz Deutschland dagegen zu bewahren, entweder über wahre Gefahr getäuscht und in falsche Sicherheit gewiegt, oder durch grundlose Besorgnisse und durch übertriebene oder unerwiesene Behauptungen gängstigt und irre geführt zu werden.

Dass jene unheildrohende Aufregung der Gemüther wirklich vorhanden sei, darüber würden zwar schon jetzt die sich täglich mehrenden Anzeigen, die öffentlichen Erscheinungen der letzten Zeit, und die grossentheils schon vorliegenden Resultate der darüber gemachten Entdeckungen keines der Bundesglieder mehr in Zweifel lassen; allein über den Ursprung, die Natur und den Umfang des Uebels bleibe viel aufzuklären übrig.

Da diese Aufklärung nur durch eine genaue, strenge und umfassende Prüfung und Zusammenstellung aller bisher gewonnenen und noch zu gewinnenden Data ermöglicht werden könne; so schein es gerathen, eine möglichst erschöpfende Untersuchung zur Aufklärung einer zu dem Ende zu bestellenden Central-

* Der Präsidial-Vortrag, wobei diese Skizze benutzt worden, ist in dem Prot. der Bundesvers. v. 20. Sept. 1819, §. 220; in den Protokollen der Bundesversammlung, Bd. VIII. Dieser und die folgenden Aufsätze werden daher hier als Nebenbeilagen, Nr. 1 bis 7 aufgenommen.

A. d. H.

1819 Commission zu machen, welche ihre Arbeit unter den Augen und der Leitung der Bundes-Versammlung anzufangen und fortzusetzen, und über das Ergebniss derselben an die Versammlung zu berichten habe.

Dem Vorsitzenden sei aufgegeben, auf die Bestellung und Zusammensetzung einer solchen Central-Untersuchungs-Commission in folgender Art anzutragen.

(Hier ist der schon beliebte, oder näher zu modificirende Antrag einzuschalten.)

Wie viel Licht man sich indessen auch von den Bemühungen dieser Commission versprechen dürfe, bevor man darauf Bedacht nehme, dem bereits von allen Seiten erkannten Uebel, wenigstens durch vorläufige Massregeln, nach Möglichkeit Einhalt zu thun.

So weit sich der Gegenstand bis jetzt beurtheilen lasse, müssen als die wesentlichsten Ursachen des Übels anerkannt werden:

- 1) Die Gebrechen des Schul- und Universitätswesens.
- 2) der Missbrauch der Presse, und besonders der Zeitungsunfug;
- 3) die Ungewissheit in Betreff der Zeit, und ein allgemein verbreiteter Missverstand in Betreff der Art der Vollziehung des 13. Art. der Bundesacte;
- 4) Unbestimmtheit oder Verkennung der der Bundesversammlung zustehenden Befugnisse.

Sei die Versammlung, wie man voraussetzen dürfe, darüber einverstanden, die hier vorgezeichneten Mängel, Missbräuche oder Irrthümer, als die Hauptursache der in Rede stehenden Bewegung und Verirrung der Gemüther anzusehen, so müsse sie die Mittel der Abhülfe auch nur da suchen, wo sie die Quellen des Übels zu finden glaube.

Es erheische mithin jeder der angegebenen Punkte eine besondere Untersuchung und Berathung.

I. Die Gebrechen des Schul- und Universitätswesens.

Da die Prüfung dieses Gegenstandes bereits einem Ausschuss der Bundes-Versammlung aufgegeben sei, und die Berathung und der Beschluss der Versammlung darüber mithin hiulänglich vorbereitet worden: so bleibe nur der Wunsch übrig, dass diese Arbeit nach Möglichkeit gefördert werde, und diejenigen Regierungen

deren Gesandte noch nicht mit umfassender Instruktion 1819 darüber versehen sein sollten, sich veranlasst finden mögen, ihnen solche baldthunlichst zugehen zu lassen.

II. Der Missbrauch der Presse.

Ueber diesen Missbrauch und insbesondere über die Verderblichkeit des Geistes und die alle Grenzen billiger Scheu überschreitende — alle Achtung, auch des Heiligsten und Ehrwürdigsten verletzende, die ersten Grundlagen der bürgerlichen Ordnung untergrabende Frechheit zahlloser deutscher Zeitungen könne in der Bundesversammlung kaum mehr eine Verschiedenheit der Ansicht und Meinung vorausgesetzt werden.

Das Bedürfniss schneller Abhülfe, welche nur in gleichförmigen, sämtliche Bundesstaaten umfassenden Verfügungen gefunden werden könne, sei in der That so dringend als unverkennbar. Der Vorsitzende sei daher befehligt worden, der Versammlung einen Gesetzentwurf in Betreff der Presse vorzulegen, den er nicht zu angelegentlich zu ernster Prüfung und schneller Berathung empfehlen könne.

III. Die Ungewissheit in Betreff der Zeit, und ein allgemein verbreiteter Missverstand in Betreff der Art der Vollziehung des 13. Artikels der Bundesacte.

Man könne sich nicht verhehlen, dass diess oft bis zur Ungeduld gesteigerte und daher mit Verkennung der Schwierigkeiten vorbereitender Massregeln verbundene Verlangen nach der Erfüllung jenes Artikels einen entschiedenen Antheil an der sich offenbarenden Bewegung der Gemüther habe. Es sei daher ebenso gewiss, als billig, dass die Bundes-Versammlung noch einmal den Wunsch ausspreche, dass diejenigen Regierungen, welche den gedachten Artikel bisher noch unvollständig gelassen, darauf Bedacht nehmen, solchen in eilichem Vollzug zu bringen, sobald solches ohne nachtheilige Uebereilung geschehen könne.

Andererseits sei es ein schwerer Missverstand, wenn man, wie solches häufig geschehen, auf den 13. Artikel der Bundesacte Hoffnungen gegründet, und Ansprüche stützt habe, welche nicht nur mit dem Sinn und dem

1819 Zweck desselben nicht übereinstimmend seien, sondern vielmehr damit im auffallendsten Widerspruche ste

Als die erlauchten Stifter des Bundes in der Ep der politischen Wiedergeburt Deutschlands, ihren kern in der Erhaltung oder Wiedereinführung deutscher ständischer Verfassungen ein Pfand der I und des Vertrauens zu geben beschlossen, seien sie entfernt gewesen, einer nach neu ersonnenen Thee zu bildenden, mit der Natur und dem Zwecke i Bundes unverträglichen Volksvertretung den Weg nen zu wollen. Sie hätten vielmehr durch die Annas und ausdrückliche Bezeichnung des 'einen System, andere geflissentlich ausgeschlossen. Nichts sei vers dener, als die beiden sich schroff gegenüberstehen Verfassungsprincipien.

Das erste setze der Willkühr Schranken, son und sichere das Interesse und die Rechte jeder K des Volks, ohne die Einheit der Verwaltung zu stü

Das zweite zersplitere und lähme alle Gewalt, währe unfruchtbare, missverstandene und leicht r brauchte Rechte, und vermische alle besondere I essen in unbestimmter — oft verworrener Allgemein

Das ständische Princip lasse wiederbel Verhältnisse aus alter Wurzel sprossen, und verv sie in allen ihren Verzweigungen mit vaterländis Erinnerungen, Gewohnheiten und Gesinnungen. rein repräsentative oder demokratische p frc dagegen auf einen alten Stamm ein fremdes R welches wohl Blätter treibe, aber selten Frucht bri

Das erste sei auf Ruhe, Stetigkeit und den näch klar erkannten Zweck; — das letzte auf Beweg Kampf und eine stets unerreichbare Zukunft geric Ob eine nach den neuen Begriffen geformte reine V repräsentation unter anderen Verhältnissen und Be gungen heilbringend sein könne, sei hier nicht der zu untersuchen, aber es liege am Tage, dass sie dem Wesen und Zwecke des von den souveränen d schen Fürsten für die innere und äussere Sicher des gemeinsamen Vaterlandes geschlossenen Bundes vereinbar sei.

Wenn gleichwohl in einigen Bundeslanden fassungen eingeführt worden, in welchen von

strengen Begriff landständischer Verhältnisse abgewiesen sei, so schein es zu Verhütung weiterer Missverständnisse unerlässlich erforderlich, und der Vorsitzende sei angewiesen, ausdrücklich darauf anzutragen, dass die Bundes-Versammlung sich förmlich und unzweideutig darüber ausspreche, wie der Bund keinem Fürsten die Befugnisse einräumen könne, seine souveräne Gewalt in der Art zu theilen, oder beschränken zu lassen, dass dadurch seinen Verhältnissen und Verpflichtungen gegen den Bund der mindeste Eintrag geschehe, und wie dieser sich in allen Fällen, wo diese Verpflichtungen sollten in Zweifel gezogen, oder in ihrer Erfüllung Hindernissen unterworfen werden, zur Aufrechthaltung seines Ansehens und seiner Gerechsamkeit einzuschreiten, für so befugt als verbunden halten würde.

Dieser Antrag schliesse sich unmittelbar an die Erörterung des letzten, noch zurückstehenden Punctes an, nämlich:

IV. Unbestimmtheit und Verkennung der der Bundes-Versammlung zustehenden Befugnisse.

Dass die Bundes-Versammlung die oberste gesetzliche Behörde in Deutschland sei, für ihre Beschlüsse unweigerliche Folgeleistung zu fordern habe, die Vollziehung derselben durch keine privative Verfügungen oder Verhältnisse einzelner Bundesländer bedingen oder beschränken lassen könne, gehe zwar schon aus der Bundesacte selbst hervor. Da gleichwohl auch darüber von mehr als einer Seite Zweifel und Misdeutungen statt gefunden: so sei der Vorsitzende ermächtigt worden, die Versammlung einzuladen, sich ebenfalls über diese ihr zustehende Competenz bestimmt zu erklären. Eine solche Erklärung würde ihre Wirkung grossentheils verfehlen, wenn diese Versammlung, wie bisher, aller Mittel beraubt bliebe, die Vollziehung ihrer Beschlüsse zu sichern. Die längst gefühlten Mangel könne nur durch eine, auch nur provisorische Executionsordnung abgeholfen werden. Den Entwurf einer solchen sei der Vorsitzende angewiesen, der Versammlung zur Prüfung zur Berathung vorzulegen.

1819

Nebenbeilage 3,
(Zu dem achten Protokolle.)

Projectirter Theil

des Präsidial-Vortrags, der sich auf den 13. Artikel
der Bundes-Acte (die landständische Verfassung
beziehen würde.

(Von dem königlich hannöverischen Bevollmächtigten, Grafen
von Münster.)

Vor allem haben die Staatsumwälzungen der vergangenen Jahre in eben dem Grade, in welchem ein lebhaftes und allgemeines Interesse erregten, die Gedanken des Volks aus dem Kreise seiner näheren Verhältnisse zu Speculationen über Staatsverfassungen hingeleitet. Im irrigen Wahn, dass zugleich mit Deutschlands Befreiung vom fremden Joch, alle Folgen und Rückwirkungen langjähriger Unterdrückung verschwinden sollten, hat die bethörte Menge die Täuschung dieser unerfüllbaren Erwartungen ihren Regierungen zur Last gelegt, und halbgelehrte Theoretiker haben sie zu überführen gesucht, dass ihr Glück nur in der Verwirklichung ihrer Lehrsätze zu finden sei.

Die beim Congress in Wien versammelten Fürsten suchten nach umgestürzter deutscher Reichsverfassung, vor allem eine allgemeine National-Verbindung und Einheit herzustellen, in so fern möglich mit den übrigen politischen Verhältnissen von Europa sich vereinigen liess. An die Stelle der alten Reichsverfassung, trat der deutsche Bund der souveränen Fürsten und freien Städte.

„In allen Bundesstaaten wird eine landständische Verfassung statt finden.“ Die Nichtanwendung ist noch mehr die unrichtige Auslegung dieses Artikels die Bewegungen in Deutschland veranlasst, welchen durch eine authentische Auslegung, und auf selbstbauende, mit Kraft und Gerechtigkeit zu handhabende Ausführung begegnet werden muss. Es wird rasam sein, dass die deutschen Fürsten während der Bundesferien über die ihren Gesandtschaften zu gebenden Instructionen sich vereinigen. Um diese Instructionen aber auf ein festes Ziel leiten zu können, ist es nöthig den Hauptgesichtspunct aufzustellen, auf den sie im Sinne der Bundesacte gemäss gerichtet werden sollten.

Indem deutsche Fürsten den Ausdruck landstän- 1819
dische Verfassungen wählten, deuteten sie aus-
drücklich auf vaterländische Institutionen, auf
Erhaltung bestehender, oder durch blosse Gewalt zer-
störter Rechte, in so fern sie sich den neueren Staats-
verhältnissen anpassen liessen, nicht auf Repräsen-
tativ-Systeme, die das Ausland auf den Umsturz
alles vorher Bestandenen, und auf die Idee einer Thei-
lung der Souveränität des Volks mit seinen Für-
sten, oder auf deren constitutionelle Uebertragung an
denselben hat gründen wollen;

In Deutschland ist die vormal's durch Kaiser und
Reich im Innern beschränkte Souveränität des Landes-
herrn auf die Fürsten übergegangen; die Fürsten haben
aber der Willkühr durch die Bundesacte Schranken zu
setzen für Recht erkannt, und der Bund ist, vermöge
des 2. Artikels verpflichtet, dafür zu sorgen, dass die
innere Ruhe Deutschlands nicht gestört, und dass ein
Recht'szustand erhalten werde.

Eine gleiche Verbindung liegt dem Bunde aber auch
ob, der zu grossen Beschränkung seines mo-
narchischen Princip's entgegenzustreben. Er muss
der Anordnung des 13. Artikels widerstehen, die mit
seinem Wesen nicht zu vereinigen ist. Wir
haben Beispiele vor uns, dass repräsentative Versamm-
lungen nicht nur missbraucht worden, sind, um revolu-
tionäre Grundsätze zu verbreiten, sondern dass Lehren
gestellt sind, die die Gültigkeit der Bundesbeschlüsse
angreifen.

Der neuerdings behauptete Satz, dass die deutschen
Fürsten vereinigt nur dann rechtsbeständige
Erklärungen zu geben befugt wären, wenn
selben bei der Promulgation in den einzelnen
Staten die ständische Sanction erhielten, in-
dem den Fürsten das Recht der Gesetzgebung nur unter
der Limitation zustehe, würde gegründet erscheinen,
wenn man eine wirkliche getheilte gesetzgebende Macht
den Staaten zugestehen würde. Die den Bundes-
staaten zur Pflicht gewordene Erhaltung der unter all-
gemeiner Europäischer Garantie stehenden
Landesverfassung erheischt aber, dass der Satz
ausgesprochen, und von dieser Stunde an fest auf-
recht erhalten werde: dass die Beschlüsse des Bun-
des die höchste Autorität in Deutschland sind;

1819 dass die Fürsten selber in dieser Rücksicht nicht befugt sind, den gesetzmässigen Standpunct ihrer Souveränität zu verrücken, und ihren Landständen Recht einzuräumen, die demselben widerstreben, oder die sogar zu Revolutionen im Innern führen könnten.

Unter den von fremden Nationen erborgten Neuerungen bei landständischen Verhandlungen, ist kein von Demagogen mehr missbraucht worden, als die unsern Vätern fremde Eröffnung der Tribünen für Zuhörer.

Weit entfernt, der ruhigen Ueberlegung des wahren Besten des Landes günstig zu sein, reizt die Gegenwart der Zuhörer die Redner zu oft, mehr nach dem Befall der Menge, als nach der Wahrheit zu streben.

Sie suchen Ruhm im falschen Schimmer des Freisinnes, in einer durch Impurität nur zu sehr anziehenden Schmäbung ihrer Obern, und Bessergesinnung zu schweigen, aus Furcht sich die Nachrede der Servilität zuzuziehen. Die Beibehaltung der offenen Tribüne in den vielen deutschen Ständeversammlungen, würde den Revolutionsfreunden immer neuen Stoff darbieten, um das Volk aufzuregen; und die Verbreitung ihrer Declamationen durch die Tribünen würde ihnen ein Mittel zur Erreichung ihrer verwerflichen Zwecke reichlich ersetzen, welche die Beschränkung des Unfugs der Presse ihnen zu nehmen beabsichtigt.

Jeder Ruhe liebende Deutsche wird erkennen, dass dieser Unfug besonders in den jetzigen Zeitverhältnissen nicht geduldet werden kann, und dass sein wahrer Beste bei jener Beschränkung nicht gefährdet wird, indem die vor den versammelten Ständen ihres Landes gepflogenen und demnächst durch die Protokolle bekannt werdenden Verhandlungen zu jedem wünschenswerthen Zweck für hinlänglich öffentlich gehalten sind.

Nebenbeilage 4,

(Zu dem achten Protokoll).

Erläuternde Ansicht

des Artikel eins und dreizehn der Bundesacte in deren Zusammenhang.

(Von dem grossherzoglich mecklenburgischen Bevollmächtigten Freiherrn von Plessen.)

Wenn als Basis im Art. 1 der Bundesacte angegeben

t, dass die souverainen Fürsten Deutschlands sich 1819
 dem Bunde vereinigen, so ist, mit bestimmter Aus-
 nahme der einzelnen vier freien Städte, die darin auf-
 genommen sind, es gegeben und bestimmt ausgespro-
 chen, dass in den von solchen souveränen Fürsten zu
 regierenden Bundesstaaten das monarchische
 Princip, im Ganzen und in den einzelnen Theilen
 denselben, auch nur herrschend sein und blei-
 ben solle.

Im Zusammenhange hiermit enthält nun weiter die
 einfache Vorschrift des 13. Artikels: „in allen Bundes-
 staaten wird eine landständische Verfassung stattfinden;“
 durch diese gedoppelte Bestimmung, einmal dem We-
 sen nach, dass diese Souveränität im Innern durch
 eine Verfassung geregelt sein muss, deren Elemente
 verschieden nach der Beschaffenheit der einzelnen
 Bundesstaaten, jedoch, um nicht ein blosser Act der
 Willkühr zu sein, nur auf den bisherigen vor-
 handenen Rechtszustand begründet sein kön-
 nen; ferner, der Form nach, dass diese Verfassung
 aus Landständen bestehen soll, also nach dem allei-
 gen Begriffe des Wortes, dass darin die einzelnen
 Stände oder Glieder, wie die eigentlichen Elemente,
 aus der Staat besteht*), also solche repräsentiren
 die Gesamtvertretung bilden sollen. Der-
 gleichen Stände setzen schon einige vorherige Orga-
 nisation nach einzelnen Körperschaften und Klas-
 sen, oder doch eine gewisse Gliederung im Staate
 voraus, und zum wenigsten eine Sonderung der
 Stände, die durch ein grösseres Besitzthum ein vor-
 zügliches Interesse haben, das Bestehende im Staate
 zu halten.

Werdurch wird das bundesverfassungsmässige mo-
 narchische Princip auch in allen seinen Theilen conform
 durchgeführt, und die daraus hervorgehenden Wahlen
 der Stände zu einer solchen Ständeversammlung wer-
 den selbst in diesem Sinne zur Berathschlagung
 der Sache geleitet.

*) also nicht die einzelnen Staatsgenossen, sondern die
 Stände oder Standesklassen, die subjectiven Elemente
 der Verfassung bilden. A. d. H.

1819 Die Mässigung der monarchischen Gewalt durch die Verfassung, wird sich in jedem Lande verschieden gestalten, nach den historisch gebildeten und fortbestandenen Rechten; und wo unter den Ereignissen die Zeit dergleichen weniger vorhanden und übrig geblieben sind, nach dem allgemeinen Begriff landständischer Verfassungen, in Anwendung auf die besonderen Elemente eines jeglichen Staates. Die allgemeine Wohlfahrt und Sicherheit wird auf diese Weise praktisch befördert, indem für alle in sich repräsentirte Theile des Staats und durch das entstehende Gleichgewicht jeder Willkühr die gehörige Gränze gesetzt, und die Rechte eines jeden Theils gesichert und gehandhabt werden.

Von einer Mitregentschaft und Theilnahme von Seiten der Stände kann aber dabei nicht die Rede sein.

Das demokratische Princip verträgt daher nicht einmal eine andere Mischung mit dem monarchischen als in der Anwendung des Grundsatzes, dass alle Stände im Staate als solche vertreten sein müssen.

Wenn man hierbei weiter geht, so werden die Ständeversammlungen demagogischer Natur; sie haben kein eigenes Fundament mehr, und indem sie ihre individuellen Meinungen für den allgemeinen Volkswillen und die Volksstimme auszugeben suchen, werden sie nur in verschiedene Partheien zerfallen, welche durch demagogische Künste und Anreize, auch im Volke sich die meisten Anhänger zu verschaffen bemühen.

Die Volks-Souverainetät, die künstlich fundene Trennung und Spaltung der verschiedenen Gewalten im Staate, und die Volksvertretung durch Wahl aus der Masse, erscheinen wie revolutionäre Ideen, die im deutschen Bunde nicht zulässig; und (mit) demselben (nicht) vereinbar gefunden werden können; sie sind den obigen wesentlichen Bestimmungen seiner Verfassung entgegen.

Nebenbeilage 5,
(zu dem achten Protokoll).

1819

Landständische Verfassungen

im Sinne des 13. Artikels der Bundesacte, können nicht in Gegensatz mit den Repräsentativ-Verfassungen gestellt werden, wie diese in einzelnen deutschen Bundesstaaten schon existiren *).

(Von dem herzoglich Nassauischen Minister von Marschall.)

Landständische Verfassungen, im allgemeinsten Sinne des 13. Artikels, können nichts anderes bezeichnen, als: aus den Regierten hervorgehende, von der Staatsregierung getrennte Körperschaften, dazu bestimmt, durch ihr Einwirken auf die Staatsregierung das Wohl der Regierten zu befördern.

In diesem Sinne, und nach diesem Begriff, kann also deutschen Landständen — alten und neuen — eine Repräsentation oder Vertretung der Regierten nicht abgesprochen werden.

Die Art der Zusammensetzung dieser Corporationen, der Umfang ihrer Befugnisse und ihres Wirkens, wird entweder durch die bereits längst vorhandene, oder neu gegebene, oder zu gebende landständische Verfassung in jedem einzelnen Bundesstaate bestimmt.

Diejenigen Bundesstaaten, die nach ihrem ganzen gegenwärtigen oder überwiegend grössern Umfang schon vor der deutschen Bundesacte landständische Verfassungen hatten, auf deren Natur und Zusammensetzung spätere Begebenheiten nicht wesentlich abändernd einwirkten, fallen in die Kategorie derer, deren landständische Verfassungen historisch gegründet sind.

Diese Verfassungen sind nach dem klaren Sinne des 13. Artikels beizubehalten, und nur in den Fällen, wo diese Verfassungen selbst bezeichneten Wegen den Bedürfnissen und veränderten Verhältnissen modificiren.

Diejenigen Bundesstaaten, in welchen vor der Bundesacte entweder keine landständische Verfassungen bestanden, oder wegen veränderten Verhältnissen

*) Hiermit vergleiche man oben die Note 2 zu dem siebenten und die Note 1 zu dem achten Protokoll. Auch sehe man von demselben Thema die Bernstorff'schen und Plessen'schen Aeußerungen, oben in den Nebenbeilagen 2 (Nr. III.) und 4 zu dem achten Protokoll.
A. d. H.

1819 ohne wesentliche Abänderung eine Ausdehnung der einzelnen Theilen solcher Staaten bestandenen landständischen Verfassungen auf den ganzen neuen Staat nicht möglich war, fallen in die Kategorie der Staaten, welchen eine landständische Verfassung im Sinne des 13. Artikels gegeben werden muss.

Da alle deutsche Bundesstaaten, die sich in die Lage befinden (von den Bundesstädten ist hier nicht die Rede), monarchische Staaten, also Theile des allgemeinen europäischen und besondern deutschen Staatensystems in der Art bilden, wie dasselbe durch die Wiener Congressacte unter Aufrechthaltung des Princip der Legitimität befestigt und bestimmt worden ist, so kann die Existenz dieser Staaten nicht als Produkt des Willens der Masse der Regierten oder des Volks angesehen werden, und es ergibt sich hieraus von selbst, dass in denen Staaten, wo Landstände neu einzurichten seien, die bestehende Staatsregierung die Natur ihrer Zusammensetzung und ihrer Rechte allein, also ohne Mitwirkung der Regierten, zu bestimmen hat.

Die Art dieser Bestimmung der Verfassung hängt demnach zunächst von der bestehenden Staatsregierung ab.

Indem der legitime Regent die Verfassung giebt, hat er zwei Extreme zu vermeiden:

1) Es muss die landständische Verfassung so eingerichtet sein, dass sie ihren Zweck erfüllen kann.

Auf die Staatsregierung Namens der Regierten, zur Beförderung des Wohls dieser, kräftig mitzuwirken und dieses zu verlangen, giebt den Staatsangehörigen und den Unterthanen der Artikel 13 der Bundesacte ein Recht; während auf der andern Seite

2) die landständische Verfassung nicht solche Bestimmungen enthalten darf, durch welche die monarchische Regierung eines Bundesstaats, wie sie die Bundesacte festsetzt und die Congressacte bestimmt, in eine Volksregierung übergeht. Dieses zu verhindern, ist sodann der deutsche Bund und der europäische Staatenverein berechtigt.

Ein solcher Fall tritt überall ein, wo die neu eingeführte oder einzuführende landständische Verfassung direct oder indirect auf das Princip der Volks-Souveränität gegründet — der Satz direct oder indirect

as Leben gerufen werden will: dass alle Gewalt 1819.
om Volke ausgehe, und die Repräsentanten der
legierten, Repräsentanten der Masse des Volks —
Volksrepräsentanten in dem ausgedehntesten Sinn
les Worts seien.

Dieser Begriff widerstreht dem Begriff der
andständischen Verfassung im Sinn des 13. Art., nach
welchem Landstände nur als Organ der Regierten zur
Einwirkung auf die bestehende Regierung, um das Wohl
ener zu befördern, betrachtet werden können, nicht
aber als Theil der Staatsregierung selbst von der
Urquelle aller Regierungsgewalt, dem Volke, ausgehend
im Sinne der Volksthümer.

Der deutsche Bund hat also das Recht zu fordern,
dass Alles, was solche Begriffe und Wirkungen erzeugen
könnte, aus den landständischen Verfassungen der
einzelnen Bundesstaaten um so mehr entfernt werde,
als die Erfahrung uns überall gezeigt hat, dass die un-
gestörte Entwicklung solcher Begriffe, Quelle innerer
Unruhen geworden ist, und auch in Deutschland zu
werden droht.

Es ist aber kaum möglich, der Entwicklung dieser
Begriffe vorzubeugen, wenn die Mehrzahl der Mit-
glieder landständischer oder die Regierten vertretender
Versammlungen aus der ganzen Masse des Volks
hervorgeht; mithin active und passive Wahlfähigkeit
nicht an einen bedeutenden Besitz gebunden ist.

In diesem Fall wird der Gewählte von der Masse
des Volks gewählt, und nicht von denjenigen, die durch
ihren grösseren Grund- oder Gewerbsbesitz,
oder andere Vorzüge, bei der Erhaltung des Staats
und der bestehenden, die erworbenen Rechte der Ein-
zelnen sowohl, als ganzer Corporationen sichernden
Staatseinrichtungen vorzüglich interessirt sind.

In den Köpfen auf solche Art erwählter Volksver-
treter werden, wie die Erfahrung es schon erwiesen
hat, demokratische Ideen erweckt. Auf solche Art ge-
wählte Deputirte sind es, die die an Wahnsinn
grenzende Behauptung häufig aufgestellt haben:
Ihr ausgesprochener eigener Wille sei als Wille der
Tausende zu betrachten, die direct oder indirect zu
ihrer Wahl mitgewirkt haben, und als Wille der
Mehrzahl des Volks zu verehren und zu vollzie-

1819 hen, allein darum, weil das Volk bei ihren Wahlthätig gewesen ist.

Hieraus ergibt sich von selbst, wie nothwendig ist, dass die Bundesversammlung sich über d Grundideen, welche die Formation landständisch Verfassungen leiten müssen, deutlich ausspreche u die Grenzen bestimme, die bei den Wahlgesetze nach welchen landständische Deputirte zu wählen sin und in den ihnen einzuräumenden Rechten nicht üe schritten werden dürfen.

Die Bestimmung dieser Grundideen wird wen schwierig erscheinen, so wie man die Richtigkeit d hier entwickelten Ansichten einräumt.

Auch darf man voraussetzen, dass, wie sie ausgesprochen sind, schon durch das Faktum ihres Anspruch durch die Bundesversammlung, den Regenten ein kräftiges Mittel gegeben wird, demokratischen Umtriebe die von den Ständen ausgehen, Schranken zu setzen.

Nebenbeilage 6.

(zu dem achten Protokoll).

Ausgleichungs-Modus

wegen des 13. Artikels der Bundesacte, die landständischen Verfassungen betreffend.

(Von dem grossherzoglich Mecklenburgischen Bevollmächtigten Freiherrn von Plessen.)

1) Anstatt die repräsentative Verfassung d landständischen entgegen zu stellen*), wäre nur die Volksvertretung und volksvertretend Ständeversammlungen, wobei die Idee der Volk Souveränität mehr oder weniger unterliegt, w unzulässig und unvereinbarlich mit dem Bundeswes souveräner Fürsten auszusprechen.

Hierdurch würde dann keine neu eingeführte Verfassung selbst, weder im Ganzen noch in gewissen Bestimmungen, angegriffen, oder zur Untersuchung gegen, sondern man würde durch Aufhebung einer stehen leitenden Norm dem eingeschlichenen Uebel zu Theil schon indirect abhelfen, indem man den Gef

*) Wie oben in einem Aufsatz des Hofraths von Gentschicht, in der Nebenbeilage zu dem siebenten Protokoll.

und die Tendenz der Ständeversammlungen noch bei 1819 den neu eingeführten Verfassungen schon verbessert hätte; denn die Deputirten könnten dann nur ihre einzelne beratende Stimme oder Meinung abgeben, aber weder eine Volksstimme, noch einen Volkswillen durch ihr einzelnes Organ auszudrücken, in Anspruch nehmen dürfen. Die Anwendung des Principis im Einzelnen, bliebe diesen Bundesstaaten selbst überlassen.

2) Der Artikel 13 verlangt Landstände. Die darüber abzugebende Erläuterung könnte als solche

a) in den Ältern noch bestehenden, oder auf eine solche Grundlage fortgebauten Verfassungen, auch nach dem vorhandenen Rechtszustand, das historische Fundament oder eine Analogie altdeutscher Verfassungen annehmen, um, nach dem Sinn und der bisherigen Bedeutung des Ausdrucks, unter Landständen, einzelne Stände und Körperschaften oder Klassen zu verstehen*), von denen nur die Vertretung fürs Ganze ausgeht; immer ist es aber das Kriterium, dass die Regierung hierbei mit Regierten verhandelt, die nach den verschiedenen im Staate wirklich befindlichen Abtheilungen von ihr einberufen werden.

b) In den neuern Verfassungen, die bereits ertheilt sind, oder noch erlassen werden möchten, und besonders bei Staaten, die seitdem wesentliche Veränderungen erlitten, und aus ganz verschiedenartigen Theilen gebildet sind, fragt es sich vorerst, wie deren Elemente zur Verfassung in diesem Moment beschaffen, und was für Rechte von Körperschaften u. s. w. in Anwendung zu bringen sind, im Zusammenhang mit allen übrigen Theilen, und da dürfte die neue Verfassung doch immer landständischer Art sein müssen, in dem Sinn, dass die Landstände aus bestimmten Klassen von Grundeigenthum und grösserem Besitzthum zu bilden wären, als solche ihre eigene Vertretung haben, und gesellschaftlich die des ganzen Landes.

Es möchte es ein Auskunftsmittel sein, damit diese Fälle alternativ auszusprechen, je nachdem Elemente in diesem oder jenem Staate vorhanden

*) Wie in dem Vaterlande des Verfassers, in den Grossherzogthümern Mecklenburg, wo er selbst Landstand ist. A. d. H.

1819 sind: Körperschaften, oder sonst an deren Stelle die Classen des Eigenthums, die Landstände ausmachen. Es wird dadurch so viel gewonnen, dass die Volksvertretung mit allen ihren Folgerungen zu rückgewiesen ist, wollte man auch dabei die Volks Souveränität nicht namhaft machen.

3) Die höchste Gesetzgebung des Bundes, in Beziehung auf die Gesamtheit würde dabei in der Art bezeichnet, wie in den Grundlinien des Hrn. Grafen v. Bernstorff angegeben, und womit die süddeutschen Höfe auch völlig einverstanden sind.

Carlsbad, den 19. August 1819.

(gez.) PLESSEN.

Beilage G.

(Zu dem neunten Protokoll.)

Entwurf,

wegen eines bei der Bundesversammlung in Antra zu bringenden Bundesbeschlusses über ein zu Mainz niedersetzendes ausserordentliches Bundesgericht betreffend die gemeinschaftliche Untersuchung und Aburtheilung der hochverrätherischen und demagogischen Handlungen, Verbindungen und Umtriebe etc.

(Vorgelegt von dem Grafen von Bernstorff.)

Bei der Abfassung dieses Entwurfs ist vorausgesetzt dass der Beschluss auf den 2. Artikel der Bundesact zu gründen ist, mithin grundsätzlich durch Stimmenmehrheit der engeren Versammlung gefasst werden kann und so, wie er gefasst, bundesgesetzliche, d. h. für alle Bundesstaaten gleich verbindende Kraft erhält.

Art. 1. Die hochverrätherischen und demagogischen Handlungen, Verbindungen und Umtriebe, werden in den einzelnen Bundesstaaten durch die Administration oder unter deren Leitung durch Special-Commissionen so genau als möglich ermittelt und untersucht.

Art. 2. Wenn diese Untersuchung in den einzelnen Bundesstaaten geschlossen ist: so werden die Acten an die zu diesem Ende niedergesetzte Bundes-Centralbehörde, nach Massgabe der einzelnen Fälle, und je nach dem der Fortgang der in den einzelnen Staaten schon angeordneten oder noch anzuordnenden Special-Untersuchungs-Commissionen es erfordert, urschriftlich oder in beglaubter Abschrift eingesandt.

Art. 3. Centralbehörde ist das zur Untersuchung

und Aburtheilung der hochverräterischen und demagogischen Umtriebe niedergesetzte provisorische Bundesgericht zu Mainz. 1819

Dasselbe besteht aus drei Senaten, nämlich:

Einem Instruktions-, einem Spruch- und einem Revisions-Senat, von welchem jeder aus sieben Mitgliedern, mit Einschluss des Vorsitzenden besteht.

Alle diese Mitglieder werden von sieben Bundesgliedern ernannt, welche die Bundesversammlung durch Mehrheit der Stimmen der engern Versammlung erwählt; erstere können jedoch nur aus Staatsdienern genommen werden, welche in dem Staate, dessen Fürst sie ernennt, in richterlichen Verhältnissen stehen oder gestanden, oder wichtige Untersuchungen instruirt haben.

Für jetzt werden jedoch nur die Mitglieder des Instruktions- und des Spruch-Senats, von welchen indessen nur die des erst gedachten sich gleich, die des letztern aber erst dann sich versammeln, wenn einzelne Sachen spruchreif sind.

Art. 4. Die Mitglieder des Instruktions-Senats versammeln sich innerhalb 14 Tagen nach erfolgter Wahl in der Stadt und Bundesfestung Mainz, und erwählen nach ihrer Constituirung aus ihrer Mitte durch Stimmenmehrheit den Vorsitzenden, welcher in diesem Senat das Directorium und gleich den übrigen Mitgliedern eine Stimme hat.

Jedem Mitgliede wird von seiner Regierung ein verachteter Actuar oder Secretär beigegeben, welche zusammen das Canzleipersonale bilden.

Art. 5. Der Geschäftsgang ist der des Informativverfahrens. Der Vorsitzende vertheilt die zu erledigenden Geschäfte unter die einzelnen Mitglieder. Beschlüsse werden auf vorgängigen Vortrag nach Stimmenmehrheit gefasst.

Art. 6. Sämmtliche Bundesglieder sind verpflichtet ihre Behörden anzuweisen, in möglichst kurzer Zeit in Gemässheit des Art. 2 die bei ihnen über hochverräterische oder demagogische Gegenstände geschlossene Akten an das provisorische Bundesgericht einzubringen und dessen Requisitionen vollständigst zu erfüllen und daher insonderheit nicht nur in Gemässheit des Art. 2 die erforderlichen Untersuchungen vorzunehmen sondern auch mit Verhaftungen inculpirter Individuen vorzuschreiten, so wie überhaupt die Central-

1819 Bundesbehörde und die zum gleichen Zweck niedergesetzten oder niederzusetzenden Special-Commissione und andern Behörden in den einzelnen Bundesstaaten in fortgesetzter Communication sein, und sich gegenseitig in Beziehung auf den Art. 2 der Bundesacte unterstützen müssen.

Art. 7. Der Zweck des Instruktions-Senats des provisorischen Bundesgerichts ist die gemeinschaftlich möglichst gründliche und umfassende Untersuchung und Feststellung des Thatbestandes, des Ursprungs und der mannichfaltigen Verzweigungen der hochverrätherischen und demagogischen Unternehmungen, Verbindungen und Umtriebe gegen die bestehende Verfassung und innere Ruhe, sowohl des ganzen Bundes, als der zu demselben gehörigen einzelnen Staaten, und der darüber schon vorhandenen oder noch zu vermittelnden Anzeigen.

Das provisorische Bundesgericht hat in dieser Beziehung sowohl die polizeiliche, als die justizmässige Untersuchung, erstere in dem Art. 1 und 2 gedachte Maasse, letztere aber ausschliesslich.

Art. 8. Der Instruktions-Senat prüft daher nach dem Eingang der Acten aus den einzelnen Bundesstaaten (Art. 2) zuvörderst die bisherige Untersuchung sowohl überhaupt, als in besonderer Beziehung.

1) ob einzelne Punkte noch näher zu ermitteln und zu untersuchen, und

2) ob und wie weit diese Untersuchung mit den Untersuchungen in andern Bundesstaaten zusammenhängen und gegenseitig zu ergänzen sind.

Er bemüht sich, hierdurch eine vollständige und erschöpfende Uebersicht und Darstellung dieser Umtriebe und Verbindungen in ganz Deutschland und ihres Zusammenhanges zu bewirken, und es hängt von seinem Ermessen ab, ob er Ergänzungen der bisherigen polizeilichen Untersuchungen selbst bewirken, oder die respectiven Special-Commissionen auftragen will.

Art. 9. Demnächst entscheidet der Senat, möglichst gleichzeitig mit der im vorigen Artikel gedachten Prüfung, welche in den Acten der Special-Commissionen vorkommende Individuen zur gerichtlichen Untersuchung und Bestrafung zu ziehen sind, und ordnet deshalb die justizmässige Untersuchung an.

Es hängt von seiner Bestimmung ab, ob er die Untersuchung selbst führen, oder einer Justiz-Behörde

des Landes, dem der Angeschuldigte angehörte, über- 1819
tragen will.

Art. 10. Es hängt von der rechtlichen Beurtheilung des Senats ab, welche zur Untersuchung gezogene Individuen er nach Mainz will transportiren lassen; zu deren sicherer Verhaftung werden von den betreffenden Staatsbehörden die erforderlichen Befehle an das Festungs-Gouvernement in Mainz und die grossherzoglich hessische Regierung daselbst erlassen werden, das erforderliche Lokal auf der Citadelle zu Mainz (wenn dasselbe passend erscheint) ist durch die Militärbehörde in Bereitschaft zu setzen.

Art. 11. Die Untersuchung ist, so weit es die Umstände und die Sache erlauben, möglichst zu beschleunigen. Wenn die Untersuchung gegen einen Inculpanten geschlossen ist, und die Aufforderung zur Erreichung der Vertheidigung erfolgt, benachrichtigt der Instruktions-Senat hiervon die Mitglieder des Spruchsenats.

Art. 12. Diese müssen sich binnen vierzehn Tagen nach Mainz begeben, und sich constituiren, auch die Wahl des Vorsitzenden schreiten.

Art. 13. Der Spruch-Senat fasst das erste Erkenntnis ab; es werden dazu Re- und Correferent ernannt, auch die übrigen Mitglieder votiren schriftlich und lassen daher die Acten bei einem jeden circuliren. Die Mehrheit der Stimmen gibt den Ausschlag, und die einzelnen Fälle werden nach den Gesetzen des Orts des Verbrechens oder Vergehens entschieden, jedoch gilt für rechtlichen Conflictfälle das gelindere Gesetz.

Gegen das erste Erkenntnis ist das Rechtsmittel der weiteren Vertheidigung zulässig, und das zweite Erkenntnis wird vom Revisions-Senat abgefasst.

Art. 15 *). Der Spruch-Senat beruft daher, wenn eine weitere Vertheidigung angemeldet ist, die Mitglieder des Revisions-Senats ein.

Ansehung Ihrer Einkunft und Constituirung, so wie von der Wahl des Vorsitzenden, der Stimmenmehrheit, der Entscheidungsquelle und der Art des Verfahrens, treten die Vorschriften des Art. 12 und 13 ein.

mit der Zahl 14 bezeichneter Artikel kommt in unserer Ausgabe nicht vor.

1819 Gegen das Revisions-Erkenntniss findet ein weiteres Rechtsmittel nicht statt.

Art. 16. Die Art der Publication des ersten, w des zweiten Erkenntnisses, hängt vom Ermessen d Senats ab. Die Vollstreckung erfolgt jedoch durch d Behörden des competirenden Bundes-Mitgliedes, w chem daher das Urtheil sowohl desshalb, als zur e wanigen Ausübung des auch hier nicht ausgeschloss landesherrlichen Begnadigungs- oder Milderungs-Rech übersandt wird.

Art. 17. Die Kosten dieses provisorischen Bunde gerichts und der Untersuchung selbst, sind nach d Bundesmatrikel von den Bundesstaaten zu tragen.

Art. 18. Sollte ein Senat in den Fall komme dass er zur Erfüllung der nach vorstehender Besti mung ihm obliegenden Pflichten der Einwirkung d Bundesversammlung noch weiter bedarf; so hat er a die Bundesversammlung zu berichten, welche zur Ei leitung der Beschlussnahme und Vortrag über solc Anfragen eine Commission aus ihrer Mitte von d Mitgliedern ernennen wird.

Der Bundesversammlung werden die gesprochen Urtheile jedesmal abschriftlich mitgetheilt.

Nebenbeilage 1,

(zu dem neunten Protokoll.)

Memoire

die Handelsverhältnisse betreffend.

(Vorgelegt von dem Grossherzogl. Badischen Bevollmächtigten v. Berstett.)

Die beiden Kammern der grossherzoglich badische Ständeversammlung haben die Motion um Freiheit d Handels im Innern der deutschen Bundesstaaten so e hellig und so dringend an die Regierung gebracht, d dieselbe sie um so weniger unberücksichtigt lassen konn als sie die grossen Vortheile einer solchen gemeinsch lichen Anordnung längst erkannt und sich eben so v kommen überzeugt hatte, dass diese Bitte der wa hafte Ausdruck eines bis auf die untersten Volkskl sen sich erstreckenden Wunsches sei.

Die öffentliche Meinung hat sich überhaupt zu schieden dafür, als ein heilbringendes Mittel gegen z zunehmende Verarmung ausgesprochen, als dass es n

zugleich ein Gegenstand der besondern Prüfung aller deutschen Gouvernements und also demnächst eine Veranlassung werden sollte, die Ausführbarkeit dieses Wunsches und demnach den Umfang und die Bestimmung des Art. 19 der Bundesacte einer gründlichen Beleuchtung zu unterziehen. 1819

In einem Augenblicke, wo der erregten Stimmung der Gemüther ein fester Damm gesetzt, und die Mittel und Wege hierzu discutirt werden, muss ein Gegenstand, der so kräftig wie dieser auf die öffentliche Stimmung wirken kann, einen willkommenen Stoff zur Beantwortung bieten.

Manche Uebel der gegenwärtigen gehen aus der Besorgniß wegen der kommenden Zeit hervor. Mit den Aussichten und Wegen einer bessern Zukunft kehrt die Aussöhnung mit der Gegenwart zurück, und der Theil des Volks, der jetzt nur von gewaltsamen Veränderungen Heil erwartet, wird es mit Beruhigung in den erleichterten Mitteln des Erwerbes und in dem weniger drückenden Verhältniss seiner Ausgabe zu seiner Einnahme finden.

Wenn man, was nicht unwahrscheinlich ist, die Gouvernements wegen der durch die drohenden Zeitverhältnisse gebotenen Massregeln, als Beschränkung der Presse u. s. w. bei einem grossen Theile des Volks mächtig zu machen suchen wird, so werden allgemein wohlthruende Bestimmungen über Handels-Freiheit, auf der andern Seite nicht allein den üblen Eindruck kräften, sondern auch der Masse des Volks einen partiellen Ersatz für den Verlust mancher chimärischen, aber lieb gewordenen Ideen liefern.

Die unter den besondern Verhältnissen der letzten Zeit sich allerwärts entwickelte unruhige Geschäftlichkeit, welche in der genommenen gefährlichen Richtung verhalten, gegenwärtig das erste Bestreben aller Regierungen ist, würde dadurch einen geregelten Spielverhalten, und von den verderblichen Plänen abhalten, zu denen die unvermeidlichen Umtriebe der Gemüther sie verwenden wollen.

Die bestimmtere Auslegung, welcher einzelne Artikel der deutschen Bundesacte gegenwärtig unterzogen werden, bildet zudem eine natürliche Veranlassung dar, Artikel 19, wodurch der Wunsch um Handels-Freiheit im Innern der Bundesstaaten begründet wird,

1819 gleichfalls näher zu erläutern und der Ausführung näher zu bringen.

Die grossen Schwierigkeiten, die sich derselbe (wenn wenigstens in dem Umfange, als sie verlangt wird) entgegenzusetzen, lassen sich nicht verkennen. Indessen soll es gerade jetzt nicht umgangen werden diesen Gegenstand ernsthaft ins Auge zu fassen, um durch gründliche Beleuchtung offen darzuthun, in wie weit die Ausführbarkeit im Allgemeinen möglich wäre oder nicht — oder in wie weit für einzelne Bundesstaaten vor der Hand wohlthätige Abänderungen des bisherigen Systems eintreten könnten, und welches die Hindernisse seien die sich dem einen oder dem andern bestimmt entgegenzusetzen.

In dem Haushalt beinahe aller Bundesstaaten bilden die Zoll- und Mauthgefälle eine bedeutende Rubrik auf welche, als eine der flüssigsten Einnahmen, insbesondere gerechnet wird. Es dürfte bei der anzustellenden Prüfung sich zeigen, in wie weit solche für während mit dem Ertrag früherer Jahre in gleichen Verhältnissen bleiben, oder ob ihre Abnahme und daher das sich ergebende Deficit in der Einnahme nicht den Regierungen die Nothwendigkeit eines auszumittelnden Ersatzes gebieten wird. Vielleicht dürfte dieser sich in Gefolge der anzustellenden Berathung über die Ausführbarkeit der Handelsfreiheit, wenn auch nicht in allen, doch in einigen und insbesondere in den süddeutschen Bundesstaaten ergeben, deren Land und höhere mercantilsche Bedeutung durch Einschliessung der Haupthandelsstrassen aus Frankreich, Italien und der Schweiz, vermehrte Gründe für eine wechselseitige Verständigung darbietet.

Sollte bei ihnen z. B. freier Verkehr im Inneren und ein gemeinschaftlicher nur an den Grenzen gegen das Ausland bestehender Mauthverband zu Stande kommen, dessen Ertrag nach zu bestimmenden Normen unter sie vertheilt würde, so könnte — wäre solche geringer, als der jetzt in die Staatskassen nach Abzug der grossen, mit der Erhebung in der jetzigen Gegebenheiten verbundenen, Unkosten fließende reine Betrag — durch einen, von dem Gesamt-Handelsstände zu leistenden durch solidarische Verbindlichkeit versicherten, Zuschuss der etwaige Ausfall unbezweifelt gedeckt werden.

Die täglich zunehmenden verschärften Gesetze

Frankreich gegen alle und jede Einfuhr, auch der un- 1819
bedeutendsten Artikel, als Obst u. s. w., gebieten den
Gränzländern wenigstens eine gewisse Retorsion, wenn
solche nicht die Folge allgemeiner Verarmung zuerst
am fühlbarsten empfinden sollen. Ein Verein mehrerer
Staaten kann solchen Massregeln allein Kraft geben,
indem er den Markt der eigenen Fabrikate vergrössert.
Alles dieses kann nur eine sorgfältige Prüfung klar
stellen, ich beschränke mich nur auf die Nothwendig-
keit dieselbe herbeizuführen, damit ihre Resultate ent-
weder den gewünschten Zweck befördern, oder durch
Darlegung siegender, Jedermann überzeugender Gründe,
die Unausführbarkeit darthun, und somit dem immer
lauter werdenden Wunsche Schweigen gebieten.

Denn die lautesten Klagen an allen Orten vereini-
gen sich in eine Landesstimme, was deutscher Handel
und Industrie seit vielen Jahren durch die immer mehr
ausgebildeten Zollsysteme gelitten hat. Es muss dieses
der Gegenstand einer gründlichen Arbeit werden, weil
die Erscheinungen dieser Leiden schon zu sehr hervor-
treten sind, und die Ueberzeugung zu allgemein ge-
worden ist, dass eine wohlthätige Aenderung hierin zu
den dringendsten Forderungen unserer Zeit gehöre.

Gewerb und Handel können nur da sicher dauernd
erblühen, wo sie in ihren natürlichen Verhältnissen
bestehen, und sich ungehindert durch freien gegensei-
gen Austausch der verschiedenen Landesproducte aus-
breiten können. Bei uns wird der grosse Waarenstrom,
der aus tausend Quellen zusammenfliesst, durch Zölle
zurückgedrängt und aufgehalten, und bekommt nicht
eine ganz andere Richtung, sondern versiegt am
Ursprunge. Zwar werden neue künstliche Quellen durch
Erhöhung des Waarenpreises dem Gewerbe und dem
Handel eröffnet, allein, wie bei den künstlichen Was-
serleitungen, nur mit dem Aufwand ungeheurer Ko-
sten, und ihr Bestand kann nicht von Dauer sein, weil
der Staat diese Kosten durch seine Consumenten borgt,
während der scheinbare Gewinn also aus seinem eigenen
Vertrauen schöpft. Denn Produkte werden mühsam
mit grossem Aufwande aus dem Boden gelockt,
während die Nachbarstaaten reichlicher und wohlfeiler gedei-
hen, man wird also in der Masse ärmer, je weni-
ger man zu consumiren hat, oder je kostbarer das Pro-
duct, das man stehen kommt, und je geringer dessen Werth

1819 wird. Solche Producenten oder Fabrikanten sind nicht weiter, als Arme, die auf Staatskosten durch Zölle unterhalten werden, weil sie selbst sich zu unterhalten nicht vermögen.

In kleineren Staaten ist dieser wirtschaftliche Verlust von weit höherer Bedeutung, als in den grösseren ebenso auch der industrielle Nachtheil, der ihnen durch Zölle zugeht, weil alle Verhältnisse des Landes bei einem Zollsystem zu berücksichtigen, immer eine Unmöglichkeit bleibt, und daher die unvermeidlichen, wenn auch noch so geringen Missgriffe bei ihnen sich schneller und empfindlicher äussern. Entstehen gleich manche künstliche Gewerbszweige, so zerfallen wieder andere natürliche, und die ganze Industrie erhält eine verkehrte Richtung, ja sie stirbt endlich ganz ab, weil man sich gewöhnt, allmählich nicht mehr hervorzubringen als man für den engen Kreis nöthig hat, auf welche sie beschränkt ist, — und so verarmen die Staaten, welche reich durch gegenseitigen Austausch neben einander bestehen könnten.

Alle diese Nachtheile werden im geometrisch grösseren Masse eintreten, je kleiner die Staaten sind, die mit Zöllen ihre Grenzen umschliessen. In ihnen äussern sich doppelt alle die Unbilden, welche Gewerbe und Handel durch die Ausführung der Gesetze dulden, die bei Zollsystemen zur Sicherheit des Aeraers nothwendig sind. Die unverhältnissmässigen Kosten aller Art, welche mit der Erhebung des Ertrags der Zölle verbunden sind, schmälern solchen bei ihnen so sehr, dass der in die Staatskassen fliessende Ueberrest bei grösserer Handelsfreiheit, und also vermehrter Industrie, auf weniger drückenden Wegen und ohne die vielen Variationen jener Systeme, wo nicht übertroffen, doch gewiss gedeckt werden würde.

Aus dem Art. 19 der Bundesacte geht hervor, dass sehr alle diese Wahrheiten von den Mächten längst erkannt und der besondern Berücksichtigung werth gehalten worden.

Es ist eine heilige Pflicht, veranlasst durch die letzten einstimmigen Klagen, die Regierungen der deutschen Bundesstaaten jetzt dringend einzuladen, die Ausführung des gedachten Artikels zu einem Gegenstand ihrer besondern Fürsorge zu machen, damit die versammelten Bundestagsgesandten in Frankfurt recht be-

n nöthigen Instructionen versehen werden müch- 1819
im diese für das Wohl aller deutscher Staaten
ich wichtige Angelegenheit in ihre ersten Bera-
n aufzunehmen.

ist nicht zu zweifeln, dass durch die Aufhebung
m Innern von Deutschland angelegten Zoll-Linien,
werbe und der Handel mit einem neuen, nie
ten Leben, in allen Ländern sich bewegen, und
vielleicht mehr als doppelten Wohlstand in kurz-
it zur Folge haben werden.

wäre nicht nothwendig, erst noch von der Aus-
rkeit des Grundsatzes, der in jenem Artikel an-
et ist, zu reden, wenn nicht die Zollsysteme der
n grossen Staaten Europas, namentlich Frank-
und Englands, die Sache schwieriger machten,
gleich den weitem allgemeinen Wunsch Deutsch-
begründen, dass ein grosses Douanensystem gegen
fremden Länder aufgestellt werde.

nachtheilig auch im Allgemeinen die Wirkungen
solchen Retorsion sein mögen, so können doch
den Wohlstand Deutschlands heftig zu erschüt-
eine Menge grosser, weiter ausgebildeter und
die Verhältnisse früherer Zeiten begünstigter
ements der fremden Concurrnz nicht länger
gegeben werden, und Andere, im Entstehen be-
e, bedürfen einer solchen Unterstützung, um zu
en, und mit den Erzeugnissen fremder Staaten
ern zu können.

Bedürfniss der einzelnen deutschen Staaten,
tens noch zur Zeit, einen Theil ihrer Steuern
Zölle zu erheben, kommt jenem Wunsche ent-
obschon es gewiss ist, dass bei der inneren Han-
heit und dem sodann steigenden Wohlstand leicht
Theil dieser indirekten Steuer auf dem di-
Weg von den Gewerben getragen werden könnte.

nachland liefert bei seiner Ausdehnung, bei der
Reinheit des Klimas und der Fruchtbarkeit sei-
ne, einen grossen Reichthum von Producten
zur Befriedigung menschlicher Bedürfnisse,
warenmarkt für 30 Millionen ist hinlänglich,
Industrie und dem gegenseitigen Austausch einen
Spielraum zu eröffnen.

1819 Bei dem Umfang und der Wichtigkeit des Gegenstands, bei der nothwendigen detaillirten Erörterung der Handels- und Gewerbsverhältnisse der verschiedenen deutschen Staaten, sollte es nun nicht umgangen werden, eigene, mit den nöthigen Kenntnissen ausgerüstete Commissarien, zur weitern Ausarbeitung und Bestimmung zweckmässiger Entwürfe über Handelsfreiheit, im Innern der Bundesstaaten und Aufstellung eines Douanensystems gegen das Ausland, abzuordnen. Nach meiner Ansicht würden diese vorzüglich von den Grundsätzen auszugehen haben, dass alle Erzeugnisse Bodens und der Industrie von ganz Deutschland, eine Masse des Reichthums für das innere Bedürfnis zu betrachten seien, und dass, je nach dem sie mehr oder weniger für die innere Consumption hinreichend die Waaren des Auslandes mehr oder weniger entbehren können, dass für solche Artikel, welche Deutschland im Ueberfluss besitzt, die Ausfuhr zu erleichtern, die Einfuhr zu erschweren sei, und umgekehrt; man wird dabei die Grenzen, wo diese Waaren aus- und einge- und die besondern Gewerbs- und Handels-Verhältnisse des daran gelegenen deutschen Staats berücksichtigen, und darnach einen zusammengesetzten aufsteigenden und resp. absteigenden Zolltarif entwerfen müssen; man wird endlich die Art zu bestimmen haben, wie die Aufsicht an der Douanenlinie gemeinschaftlich handhaben, wie die Zölle zu erheben und nach welchem Verhältniss der reine Ertrag der sämtlichen Zolltraden unter die deutschen Staaten vertheilt werden solle, wobei ich die Bemerkung mir noch erlauben muss, dass dieser reine Ertrag um so viel höher ausfallen wird, als eine Douanenlinie, welche Deutschland abschliesst, in ihrer ganzen Länge vielleicht nicht die zwanzigsten Theil der Länge beträgt, welche gegenwärtig durch die Einschliessung jedes einzelnen Staatsterritoriums bewacht werden muss.

In wie weit diese Grundsätze anwendbar sein dürfen, wird eine nähere Prüfung bewähren. Es kann meine Absicht hier nicht sein, weiter in das Detail einzugehen, ich wollte blossweg die Ausführung bezeichnen, um das Interesse für diese Angelegenheit, von welcher Deutschlands Wohl wesentlich abhängt, den Regierungen aufs Neue zu erregen und zugleich

Gründe angeben, wie sehr vorbereitende Schritte gerade jetzt heilsam und nothwendig seien.

Carlsbad, den 15. August 1819.

(Gez.) v. BERSTETT.

Nebenbeilage 2,
(zu dem neunten Protokoll.)

Bemerkungen

Des königlich Württembergischen Bevollmächtigten, Grafen von Wintzingerode, über die Tags zuvor verlesenen Aufsätze der Grafen Bernstorff und Münster und des Freiherrn von Plessen, den 13. Artikel (die landständischen Verfassungen) betreffend.

Ward nicht als Beilage zu dem Protokoll gegeben, sondern der Detachations-Commission eingehändigt, welche zu Entwerfung der Bundesversammlung von dem Präsidium vorzutragenden Hauptproposition niedergesetzt war.)

Auf den Wunsch des Herrn Fürsten von Metternich, Durchlaucht, den ich des Königs Majestät eintrachtet habe, wo möglich vor dem Ausgang des hiesigen Zusammentritts keine neuen Verbindlichkeiten gegen die einberufene constituirende Ständeversammlung einzugehen, haben mir die Majestät Folgendes zu erwiedern befohlen:

Insofern dieser Wunsch durch die Möglichkeit motivirt sei, dass hier in Carlsbad eine Anwendung oder Erläuterung des 13. Artikels der Bundesacte verabredet werde, mit welcher jene Verbindlichkeiten im Widerspruch stehen könnten: so würden Höchstdieselben gern zur Ziehung einer Grenzlinie mitwirken, innerhalb welcher die, die allgemeinen Angelegenheiten des Bundes, als einer geschlossenen europäischen Macht, regelnde Gesetzgebung desselben sich frei und ohne einer für die einzelnen Staaten unbedingt verbindlichen Kraft bewegen könne; vorausgesetzt jedoch, dass alle deutsche Regierungen, welche die Verfassungsangelegenheit noch nicht beendigt haben, diese Grenzlinie einzuhalten vermögen, und dass sie auch auf die bereits eingeführten Verfassungen von Baiern und Baden anwendbar sei.

Was insbesondere die gegenwärtigen Verhandlungen angeht, so bin ich zugleich zu eröffnen beauftragt: dass zwar die Commissions-Arbeiten rasch vorrücken, dass indessen, wenn zu Carlsbad etwas wirklich An-

1819 wendbares ausgemittelt werde, der ausgesprochenen Grundsatz noch in die neue Verfassung (deren Abschluss übrigens vielfältige Rücksichten zu verzögern darbiethen) aufgenommen werden könne.)

Ich glaube daher hier dem Wunsch einen Platz einzuräumen zu dürfen, dass bei der aus den gestern mitgetheilten, so schätzens- als dankenswerthen Materialien zu entwerfenden Hauptredaktion die oben angedeuteten Ansichten und der gegenwärtige Standpunct meines Hofes, insofern derselbe unverkennbar von dem aller übrigen verschieden ist, möglichst berücksichtigt werde.

Hierzu scheint es mir aber unumgänglich; dass die misslichen Folgen nicht aus den Augen verloren werden, welche es

a) für den Bund im Allgemeinen;

b) für Württemberg insbesondere haben könnten, wenn das Mittel zur Ziehung jener, die freie Gesetzgebung des Bundes sichernden Grenzlinie, in einer Interpretation des 13. Artikels gesucht werden wollte, welche Volksrepräsentationen ohne Rücksicht auf mehr oder minder beschränkende Form, als mit dem Wesen des Bundes unvereinbar erklärt und dahingegen den Grundsatz aufstellen würde, dass der 13. Artikel unter der Bezeichnung landständische Verfassungen nur solche verstanden habe:

welche entweder ein historisches Fundament haben, oder nach Analogie der altdeutschen Verfassung gebildet — nicht aus dem Volk durch Volkswahlen — sondern aus den einzelnen Städten und Körperschaften gebildet werden.

Eine von diesem Gesichtspunct ausgehende Interpretation scheint mir:

Ad a. für den ganzen Bund höchst misslich, d. h. die öffentliche Ruhe bedrohend und revolutionäre Ausbrüche provocirend, weil die Zulässigkeit den Artikel durch Volksrepräsentationen (unter mehr oder minder passenden Einschränkungen) zu erfüllen, von mehreren Regierungen schon seit zu langer Zeit, ohne Widerspruch des Bundes, angewendet worden ist, als dass ein retrograder Schritt dieser Art die öffentliche Meinung, selbst die untern Volksklassen an ihrer empfindlichsten Stelle verletzen würde.

An ihrer empfindlichsten Stelle! weil

in den Staaten, wo ihm direkte Vertretung ge- 1819
 worden ist, das Recht (wie bereits an einem
 Orte geäußert wurde) in eben dem Maasse zu
 en weiss, in welchem ständische Vertretungen
 den Adel, durch die Geistlichkeit, durch
 rationen, mit einem Wort durch Stände, von
 en man den Kastengeist unzertrennlich glaubt,
 st gemacht worden sind.

n Ansichten dieser Art ist zu viel Zeit und Raum
 n worden, ihre Wurzeln tief ins Innerste zu
 n, als dass sie jetzt ohne Gefahr, selbst durch
 reinigte Kraft von ganz Europa, wieder ausge-
 werden könnten. Hiervon habe ich mir seit den
 aten, die ich nun in der mit Constitutionalität und
 lität geschwängerten Atmosphäre des südlichen
 hlands verleve, die innigste Ueberzeugung gewon-
 und glaube verbürgen zu können, dass eine
 assung dieser Art in Württemberg nie
 nommen werden, und das Volk lieber
 lle Verfassung verzichten würde, um
 Ansprüche bei gelegener Zeit wieder geltend zu
 a, es sei denn, dass man den alten Landen ihre
 erfassung wieder geben wolle, welches aber *der*
ärgerstes sein und den Zweck ganz verfeh-
ürde, da, wie traurige Erfahrungen es bewiesen
 , die Zusammensetzung der altwürttembergischen
 der Regierung so ungünstig und gefährlich war,
 end eine reine Volks-Repräsentation (das Princip
 lks-Souveränität abgerechnet) es nur sein kann.
 chst wahrscheinlich würde eine gleiche Nicht-
 hme in den Nachbarstaaten stattfinden.

ein, abgesehen von dieser Gefahr, die sich zu
 id darstellt, als dass ich die Verantwortlichkeit
 en nicht ausdrücklich von mir und meinem Gou-
 vement abwenden müsste, so scheint es mir sehr
 haft, ob die befragte Interpretationsart den Zweck
 des erfüllen werde, welcher durch die Redak-
 tion der Commission erreicht werden will.

Der Zweck ist, wenn ich das Resultat unserer
 Beratungen richtig eingenommen habe, ein
 nämlich:

den Grundsatz zu finden, und in die Con-
 sultation der Präsidial-Proposition zu verwehen, welcher
 fernere Fortschreiten auf dem Wege re-

1819 präsentativer Verfassungen (wenigstens für nächsten 3 bis 4 Monate) verhindert, damit grossen Schwierigkeiten, welche das Dasein solcher Verfassungen einer bundesmässigen Auslegung des 13. Artikels in den Weg legt, wenigstens nicht vermehrt werden, und

β. nachdem er durch spätere ausführlichere Berathungen seine nähere Ausbildung und Anwenbarkeit erhalten haben wird, die erforderliche Hilfe durch Modificationen in den gedachten Verfassungen möglich macht.

2) Der zweite Zweck besteht in Auffindung der geeigneten Massregeln, um zu verhüten, dass Volkvertretungen, so wenig als landständische Versammlungen, zu Organen der revolutionären Tendenz werden können.

Ad 1) α. das erste Glied des ersten Zweckes wird durch die befragte Interpretationsart, und zwar sichtlich, aus den Augen verloren, zugleich aber auf die Stellung Würtemberg's, auf welche besondere Rücksicht zu nehmen, die ursprüngliche Intention der vorgestrigen Sitzung war. (*Anmerkung*, nämlich Aufsatzes des Fürsten Metternich, der in der ebenen Sitzung verlesen ward, und dessen Zweck klarer war, als der Art. 1) α. hier ausdrückt, namhafter Anwendung auf Würtemberg und auf Nothwendigkeit, dass Würtemberg durch den Beschluss veranlasst werde, vor einer definitiven Interpretation des 13. Artikels sein Verfassungswerk nicht zu berühren.) Die Folge für uns; wenn jener Grundsatz ausgesprochen würde, könnte kein anderer sein, als wir unsere ständischen Unterhandlungen, statt sie nach den in Wien zu veranlassenden Berathungen einzusetzen zu können, im Augenblicke, wo sie ihrem Beschlusse nahe sind, auf die Basis der alten Vertretung von vorne wieder anfangen müssten, oder dass unsere konstituierende Ständeversammlung, um die Wohlthat einer Verfassung nicht länger zu entbehren, den zwei Jahren angebotenen Verfassungs-Entwurf annähme, oder dass sie die Behauptung aufstellte, die Verfassung, die wir abzuschliessen im Begriffe sind, widerspreche dem auf dem Bundestag angenommenen Grundsatz, nicht, indem derselbe bei uns unanwendbar sei, dass der Regierung kein Mittel übrig bleibe, als d

kennen, oder sich auf dem bodenlosen Felde 1819
Theorien mit den unsichern Waffen der Dialektik
den neuen Kampf einzulassen.

2) *β.* Das zweite Glied dieses ersten Zweckes
mit Zuverlässigkeit eben so wenig erreicht wer-
weil sich landständische, ganz altdeutsche, Ver-
gen denken lassen, und deren wirklich stattge-
haben, welche zu der erforderlichen Ab-
durchaus kein geeignetes Mittel wären, der oben
nten Gefahren dieses Mittels, wenigstens für das
e Deutschland, gar nicht zu gedenken. Sollten
fahren, und ein Widerspruch der beschlossenen
etation mit dem bisherigen vierjährigen Gesche-
sen, vermieden werden, so scheint es rathsam,
nze innere, höchst schwierige Distinction
en landständischen und Repräsentativ-
assungen unberührt zu lassen, und nur eine
iche, die beiden Forderungen dieses ersten
es befriedigende Einkleidung für den Grundsatz
hen,

den Ständen keines Bundesstaates Eigenschaften
legt oder Befugnisse eingeräumt werden dürfen,
be einen Anspruch auf das mit der Natur und
Zweck des Bundes unverträgliche Princip der
ks-Souveränität und den daraus abzuleiten-
Rechten, namentlich auf einen directen oder in-
ten Antheil an der Bundesgesetzgebung, be-
den können.

irde dieser Grundsatz rein ausgesprochen, von
gortität anerkannt und beschlossen, über seine
dung auf eine authentische Interpretation des
tikels Instruktion einzuholen, so scheinen mir
an hier gestellten Forderungen befriedigt.

Vertretungen, oder wenigstens Land-
die zum Theil vom Volk, und nicht alle
selben Kasten und Körperschaften ge-
hören, die jenes im Ganzen, nicht das abge-
Interesse dieser, vertreten, ja solche Volks-
man werden freilich durch obigen Grundsatz
ausgesprochen. Dass aber Volksvertretung
eine Anerkenntniss der Volks-Souveränität
diese Schwierigkeit ist nicht so gross, als sie
im ersten Augenblicke schien.

in, eines Theils ist es billig und liegt in der

1819 Natur des Bundes, dass er gewisse Volksrechte eb-
so gut und noch enger beschränke, wie gewisse Regi-
rungsrechte; und andern Theils macht sich der Bund
wenn er Volksvertretungen stillschweigend zulässt,
die Volks-Souveränität aber ausdrücklich bekämpft,
keiner so grossen Anomalie schuldig, wie die fran-
sische Verfassung, wenn sie Volksvertretung ausdrück-
lich einräumt, das Princip der Volks-Souveränität ab-
stillschweigend läugnet, indem sie das mit dersel-
ben ganz incompatible der Legitimität aufstellt.

Ad 2) Der zweite Zweck wird durch jene Inter-
pretation vollends nicht erreicht; da Landstände,
wie vielfältige Erfahrungen bewiesen haben, der revo-
lutionären Tendenz eben so gut zum Organ
und zum Tummelplatz dienen können, wie Volks-
vertretungen.

Es sei mir erlaubt, hier an meine vertrauliche
Aeusserungen in der zweiten Sitzung*) zu erinnern
und die Ueberzeugung zu wiederholen, dass der hier
befragte Zweck mir nur erreichbar dünkt:

- α. durch Massregeln, welche die aktive und pas-
sive Wahlfähigkeit auf den ansehnlichen
Grundbesitz beschränken, und vor allem
- β. durch Untersagung der Oeffentlichkeit der
Verhandlungen.

Bei den altwürttembergischen Landständen fand die
letzte Beschränkung statt, aber die erste nicht, und
ist bekannt, wie sehr diese Versammlung im Anfang
der Revolution von ihrem Schwindel war ergriffen
worden.

Ad b. Für die Schwierigkeiten und Verlegenheiten
endlich, die meinem Gouvernement insbesondere daraus
aus erwachsen müssen, wenn der Bund den Grundsat-
z aufstellen wollte, dass der 13. Artikel nur durch Ver-
fassungen zu erfüllen sei, welche ein historische
Fundament haben, oder nach Analogie der alten
deutschen Stände gebildet sind, — für diese
der altwürttembergischen Verfassung, ihrer Aufrech-

*) Das Protokoll der zweiten Sitzung erwähnt dieser
"vertraulichen Aeusserungen" nicht. Man findet sie aber oben
Nebenbeilage 2 zu dem achten Protokoll, unter der Ueberschrift
„Nähere Entwicklung der in der ersten Sitzung durch den
altwürttembergischen Minister in Betreff des 13. Artikels gestellten
vertraulichen Fragen.“

euereu Anerkennung, und jetzigen Unanwendbarkeit 1819
wachsenden Schwierigkeiten, würde ich eben so ver-
gehen sein, Worte zu finden, die ihren ganzen Um-
fang bezeichnen, als ich es sein würde, meinem Gou-
vernement ein solches Resultat der hiesigen Verhand-
lungen vorzulegen. Diess zu bekennen, nehme ich um
so weniger Anstand, da ich in der bewährten Eintracht
dieser hohen Versammlung ein sicheres Unterpfand für
die Absicht finde:

von keinem einseitigen Standpunct ausgehen, sou-
dern sich zu einem solchen erheben zu wollen, auf
welchen alle Bundesglieder ohne Ausnahme sich zu
stellen vermögen.

Allem, was hiermit vereinbar ist, wird sich mein
Hof um so freudiger anschliessen, je unzweideutiger
er sich stets, als den Bund aufrichtig wollend, erwje-
sen hat.

(Gez.) WINTZINGERODE.

Beilage H.

(Zu dem zehnten Protokoll).

Entwurf

der in Ansehung der Presse in allen Bundesstaaten
zu treffenden gleichförmigen provisorischen Verfö-
gungen *).

(Verfaast von der in der dritten Conferenz hiezu niedergesetzten
Redactions-Commission, dem Freiherrn v. Plessen mit
Zuziehung des Hofraths v. Gentz.)

Ad §. 1. In dem Entwurfe des Pressgesetzes, das
dem Beschlusse der Bundesversammlung vom 20. Sept.
1819 beigefügt ist, heisst es:

Zeile 2, Heftweise erscheinen — hier heisst
es: oder regelmässig wieder besondere Hefte.

*) In unserer Abschrift, und nach derselben hier, sind nur
die Aenderungen bemerkt, welche dieser Entwurf in den Proto-
kollen X. und XI., vom 18. und 19. August 1819, erhielt. Eine
Vergleichung gegenwärtiger fragmentarischer Aufzeichnung, mit
dem Pressbeschluss der Bundesversammlung vom 20. Sept. 1819,
aus welcher die Lücken des obigen Abdrucks sich ergänzen las-
sen, gewährt manche Belehrung. Man findet jenen Pressbeschluss
in den Protokollen der B.-V., Band VIII., und in Klübers Quel-
lensammlung zu dem öffentlichen Recht. (Erlangen 1830,) S. 285.

1819 Zeile 3, statt 20 Bogen — hier 15 Bogen.

Zeile 6, statt erlassenen — hier bestehenden. Vor „Wenn dergleichen Schriften“ bis zum Ende des §. fehlt.

ad §. 3. Zeile 3. Nach „Bundesregierungen“ hier: einstimmig anerkannte u. s. w.

ad §. 4. Zeile 4, feindselig angegriffen wird u. s. w.

ad §. 6. Fehlen am Schlusse die Worte: und die betreffenden Regierungen u. s. w.

ad §. 7. Dieser §. ist in dem geschriebenen Entwurf der neunte, und ganz gleichlautend, ausser dass es Zeile 2, statt 5 Jahren, dort 3 Jahren heisst.

ad §. 8. §. 8 ist in dem geschriebenen Entwurf der 7. §.

ad §. 9. §. 9 ist im geschriebenen Entwurf §. 8. Am Ende desselben heisst es statt angemessener — namhafter Gelder oder u. s. w.

Unter dem geschriebenen Entwurf steht noch folgende

Anmerkung.

In der (eilften) Sitzung vom 19. August sind noch einige Aenderungen beschlossen worden, namentlich bleibt

1) bei Artikel 3, das Wort einstimmig weg;

2) bei Artikel 6, wird statt commissarisch gesetzt: durch eine Commission von 5 Mitgliedern aus ihrer Mitte, und es als Grundsatz angenommen, dass die Entscheidung nicht durch die Bundes-Versammlung auf commissarisches Gutachten, sondern durch die Commission selbst, also nicht nach Instruktionen der Höfe, sondern nach den eigenen Ansichten und Ermeassen der Commission aus Auftrag und Vollmacht des Bundes gefällt werden solle.

3) Bei Artikel 8, soll bei dem Wort: „Druckschriften“ ein Beisatz gemacht werden, der zwar fremde Zeitungen von dieser, eigentlich auf sie passenden Definition ausnimmt, dem Bunde jedoch die Befugnis bewahrt, dergleichen mittelst Verfügungen auf den Postämtern von der Circulation auszuschliessen. Die Berücksichtigung dieser Amendements und dadurch nothwendig werdenden Abänderungen soll Herr v. Gentz übertragen werden, wodurch dieselben aber wieder neue Modificationen erfahren können.

Beilage I.

1819

(Zu dem zwölften Protokoll.)

Gutachten

des Freiherrn v. Gärtner, Präsidenten der k. k. österreichischen obersten Justizstelle, betreffend den Vorschlag wegen einer in Mainz niederzusetzenden gemeinschaftlichen Untersuchungs-Commission.

Die juridischen Rücksichten bei der projectirten deutschen Bundes-Commission, zu Untersuchung der Umtriebe der sogenannten Unbedingten, sind von doppelter Art, nämlich: theils staatsrechtliche, theils privatrechtliche.

In staatsrechtlicher Hinsicht fragt es sich:

1) ob sich die Sache zur Competenz des Bundes eigne?

Nach den mir mitgetheilten Aktenstücken und nach den in öffentlichen Blättern erschienenen officiellen, oder doch halbofficiellen Bekanntmachungen, ist vorzusetzen, dass über den Zweck der unbedingten, nicht bloss einzelne deutsche Regierungen zu stürzen, sondern den deutschen Bund selbst aufzulösen, bereits hinreichende Beweise aufgefunden worden sind. In dieser Voraussetzung allein schon lässt sich auf der einen Seite das Recht des deutschen Bundes, die zur Vereitelung solcher Unternehmungen, mithin zu seiner Selbsterhaltung erforderlichen Massregeln zu ergreifen, und auf der andern Seite die Verpflichtung der einzelnen Bundesglieder, den Bund hierbei zu unterstützen, im mindesten nicht bezweifeln.

Da die Bundesversammlung zu Frankfurt durch den 4. Artikel der Bundesacte bestimmt ist, die Angelegenheiten des Bundes zu besorgen, so ist sie die Behörde, welcher die Wahl und Ausführung jener Massregeln zusteht. Ueberdiess lässt sich die Competenz des Bundestags in dieser Angelegenheit, auch aus dem in dem Artikel 2 der Bundesacte angegebenen Zwecke des Bundes ableiten. Sein Zweck besteht in der Erhaltung der inneren und äusseren Ruhe Deutschlands.

Je mehr die Sicherheit Deutschlands durch Angriffe auf seine Verfassung gefährdet wird, je dringender muss sich die Bundesversammlung aufgefordert finden, solchen Angriffen zu begegnen.

2) Eine zweite staatsrechtliche Frage besteht darin, ob die angetragene Commission nicht als ein Eingriff

1819 in die Souveränitäts- und Jurisdictionen-Gerechtsame der einzelnen Bundesstaaten über ihre Unterthanen angesehen werden könne?

Allerdings steht den Regierungen der Bundesstaaten mit der Souveränität auch die Gerichtsbarkeit über ihre Unterthanen zu. Allein die Voruntersuchung, von welcher hier die Rede ist, soll keine gerichtliche sein. Sie ist nur bestimmt, den ganzen Zusammenhang, der, sich über einen grossen Theil von Deutschland verbreitenden gefährlichen Verbindung vollständig aufzudecken, welches durch die in einigen Bundesstaaten bereits zusammengesetzten Commissionen, deren Wirkungskreis nur auf die Gränzen dieser Staaten beschränkt ist, nicht bewirkt werden kann.

Nur durch eine vollständige Entdeckung aller Ramificationen der Conspiration, kann sich der Bund gegen die, seine Existenz und die Ruhe Deutschlands bedrohenden Folgen derselben sicher stellen.

Die Commission ist also nothwendiges Mittel zur Erreichung des Zwecks, den alle Bundesglieder bei Eingehung des Bundes hauptsächlich vor Augen hatten. Was zu Erreichung dieses Zwecks unerlässlich nothwendig ist, kann von keinem Mitglied als ein Eingriff in seine Rechte betrachtet werden.

Ueberdiess wird die Commission rücksichtlich der zu dem Bunde gehörenden Staaten, keine fremde, sondern eine gemeinschaftliche Behörde aller dieser Staaten sein, weil sie von ihnen gemeinschaftlich ernannt wird.

Wenn daher diese Commission die Unterthanen einzelner Staaten vorfordert, so ist dieses keine solche Evocation vor ein fremdes Gericht, welche mit den Souveränitätsrechten in Widerspruch stände.

Die Jurisdictionenrechte der einzelnen Bundesstaaten sind in dem jetzt entworfenen Plan, so weit beachtet, als es mit dem Zweck der Commission vereinbarlich ist.

Diese Commission soll sich nämlich in den Gränzen einer General-Untersuchung halten, und die Special-Commission, mit welcher das peinliche Verfahren erst seinen Anfang nimmt, so wie die Urtheilsschöpfung selbst bleibt den ordentlichen Gerichten vorbehalten.

In privatrechtlicher Hinsicht kann nur in so weit ein Bedenken eintreten, als jeder Unterthan eines deutschen Bundesstaats eigentlich nur seinem ordentlichen Richter über seine Handlungen verantwortlich

st. Dieses Recht jedes Staatsbürgers wird, besonders 1819
n unsern Tagen, als das vorzüglichste Palladium der
bürgerlichen Freiheit betrachtet. Nach einigen, bereits
durch die Zeitungen bekannt gewordenen, in den mir
mitgetheilten Papieren bestätigten Vorgängen, lässt sich
voraussehen, dass die Individuen (besonders aus den
Rheinprovinzen), welche vor die projectirte Untersu-
chungs-Commission gezogen werden, die Competenz
dieser Commission bezweifeln, und auf jenen Grund-
satz, kraft welchen sie nur ihrem ordentlichen Richter
Rede und Antwort zu geben schuldig sind, zu provo-
ciren versuchen werden.

Dieser Einwendung kann jedoch dadurch vollkom-
men begegnet werden, dass der Zweck der gemein-
schaftlichen Bundes-Commission keineswegs dahin ge-
richtet ist, die von ihr in Untersuchung zu ziehenden
Personen für ihre Verhandlungen verantwortlich zu
machen, oder über ihre Strafbarkeit zu erkennen, dass
dieses vielmehr den competenten Richtern derselben
vorbehalten bleibt, da sie von der gemeinschaftlichen
Bundes-Commission nur zu dem Ende vernommen wer-
den, um über die bereits entdeckten, den ganzen Bund
gefährdenden Umtriebe nähere Aufschlüsse zu erhal-
ten, und dass jeder deutsche Unterthan die Competenz
der von dem Bunde selbst, folglich mit von seinem
Landesherrn aufgestellten Commission in dem ihr
angewiesenen Wirkungskreis anzuerkennen, sich von
Rechtswegen nicht entschlagen kann. Diesen Bemer-
kungen zufolge, dürfen Seine Majestät in rechtli-
cher Hinsicht kein Bedenken finden, den Plan der
gemeinschaftlichen Commission im Allgemeinen zu ge-
nehmigen.

Ueber den bereits vorliegenden Entwurf des von
der Bundes-Versammlung dieserwegen zu fassenden Be-
schlusses, glaube ich jedoch einige, vielleicht nicht un-
wesentliche Einwendungen nicht unterdrücken zu sollen.

ad Art. 2, die Worte: „Der hochverrätheri-
schen, verbrecherischen Unternehmungen“ würde
meines Bedenkens wegzulassen sein. Durch diese Worte
würde schon entschieden werden, dass die sogenannten
Unbedingten sich des Verbrechens des Hochverraths
schon schuldig gemacht haben, und die in Deutschland

1819 leider schon sehr zahlreichen Uebelgesinnten, wü einen, wenn gleich nur scheinbaren, doch sehr v kommenden Anlass erhalten, dem Bundestage vorzu fen, dass er sogar vor angefangener Untersuchung se das Urtheil gesprochen habe.

ad Art. 8 und 9. In diesen Artikeln ist von gefänglichen Anhaltung, Transportirung und Verv rung der zu Mainz zu untersuchenden Individuen Rede. So sehr sich die Verhaftung, unter den in ser Sache eintretenden Verhältnissen, als nothwer von dem höchsten Staatszweck geboten, und mit Gerechtigkeit vereinbarlich darstelle, so wird man d das Gehässige derselben (wie die Erfahrung bereits le von vielen Seiten in das stärkste Licht zu stellen chen. Um dem möglichst zu begegnen, dürfte die Paragraph loco congruo einzuschalten sein, dass Arrestationen von der Commission nur in dem Fall verfügen seien, wo sie zur Erreichung des für den B hochwichtigen Zwecks nothwendig seien. Ferner wü vielleicht hier anzudeuten sein, dass die zu Unte chenden nicht wie die Inquisiten in Kerker zu nehn sondern nur in anständige Verwahrung zu brin seien. Dieses scheint mir hauptsächlich nur desswe wichtig, weil die Commission es hauptsächlich mit I sonen aus den gebildeten Ständen zu thun haben w denen ein harter Arrest doppelt empfindlich ist.

ad 10. Nach allen mir bekannten deutschen l minalgesetzen und auch nach dem Oesterreichisc Strafgesetz, hat nach geschlossener General-Inquisi der ordentliche Criminalrichter zu entscheiden, ob Special-Inquisition gegen den Angeschuldigten Statt fin

Der Artikel 10 des Entwurfs drückt sich hierü nicht ganz klar aus, und scheint beinahe der Com sion die Entscheidung dieser Frage überlassen zu woll

Meines unzielsetzlichen Erachtens wäre es raths hier klar auszusprechen, dass die Commission, so v sie überhaupt keine richterliche Gewalt ausüben wer so auch in dieser Hinsicht dem ordentlichen Rich nicht vorgreifen werde.

Wien, den 14. August 1819.

(Gez.) GÄRTNER.

Beilage K.

1819

(Zu dem fünfzehnten Protokoll.)

Schreiben

des grossherzoglich sachsen-weimar-eisenachischen
Staatsministers von Fritsch, an den Fürsten v. Met-
ternich, datirt Weimar den 16. August 1819.

Eurer Durchlaucht

ihreverehrliche Zuschrift vom 14. dieses ist, nebst dem
Protokolle über die vertrauliche Besprechung vom 9.
deses, welcher beizuwohnen ich die Ehre hatte, mir
eben behändigt worden.

Empfangen Ew. Durchlaucht den gehorsamst und
bindlichsten Dank für diese hochgeneigte Mitthei-
g, und zugleich das von mir unterzeichnete Ori-
ginal-Protokoll zurück, bei welchem ich durchaus nichts
erinnern finde und zugleich versichern kann, dass
ein gnädigster Herr, der Grossherzog, in dessen Nähe
Ihre Zuschrift mir übereignet worden, die von mir ge-
gebene Erklärung vollkommen genehmigt und die In-
struktion an die diessseitige Bundestagsgesandtschaft in
dem Gemässheit ertheilt hat.

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog haben
Ihre beauftragt, Ew. Durchlaucht die Gesinnungen der
achtungsvollsten Ergebenheit auszudrücken, und
Ihnen dieselben die Zusicherung zu bestätigen, dass der
Grossherzog gewiss jederzeit thätig mitzuwirken wünsche,
zur von Erhaltung der öffentlichen Ruhe und Sicherheit
Ihre Rede sei und aus diesem Grunde sich denjenigen all-
gemeinen Massregeln anschliesse, welche für diesen
Zweck gegenwärtig verabredet werden.

Genehmigen etc. etc.

Beilage L.

(Zu dem siebenzehnten Protokoll.)

Entwurf

des provisorischen Beschlusses, über die in An-
sicht der Universitäten zu ergreifenden Massre-
geln; in vier Artikeln.

(Verfasst von dem Hofrath v. Gentz.)

(Fehlt.)

1819

Beilage M.

(Zu dem siebenzehnten Protokoll. Vergl. oben die Beilagen E und F.)

Entwurf

einer provisorischen Executions-Ordnung.

(Verfasst von dem Grafen v. Münster und dem Freiherrn v. Marschall.

Der geschriebene Entwurf der Executions-Ordnung weicht von dem gedruckten*) in Folgendem ab:

Art. 1. In Fine, statt: zu sichern — „zu verschaffen.“

Art. 4. Die Commission theilt nach erstattetem Vortrag u. s. w., wie es in der Beilage Lit. F zum Protokoll v. 10. Aug. wörtlich weiter lautet.

Art. 5. Wird ebenfalls auf die Beilage Lit. F. verwiesen.

Art. 6. Sieht sich ein einzelner Bundesstaat zu der Anzeige veranlasst, oder ergibt sich aus Thatverhältnissen, welche zur Kenntniss der Bundes-Versammlung gelangen, dass die Bundesbeschlüsse darum in einem einzelnen Staate nicht vollzogen werden, weil entweder Einrichtungen, Particular-Landesgesetze oder Verwaltungsordnungen in dem Bundesstaate bestehen, die den Vollzug hindern, und die Staatsverwaltung Dazwischenkunft der Bundesversammlung aus diesem Grunde für nothwendig erachtet, oder die Bundes-Versammlung dieserhalb einzuschreiten für erforderlich hält, so beschliesst auf Vortrag der Commission, welche den betreffenden Bundestags-Gesandten zuvor noch mit seinen Bemerkungen hören und über die vorliegenden Umstände vernehmen wird, die Versammlung über deren Anwendung oder Modification in Betreff auf den vorliegenden Fall und gibt von diesem Beschlusse dem betreffenden Bundestags-Gesandten Nachricht, welcher nach den in den Artikeln 4 und 5 enthaltenen Bestimmungen, den Vollzug in dem festzusetzenden Termin der Versammlung anzuzeigen hat.

Art. 7. Fehlen Z. 7 nach „blieben“ die Worte:

*) Gedruckt in den Protokollen der Bundes-Versammlung, Bd. VIII. S. 277; Protokoll v. 20. Sept. 1819, §. 220, Anlage I. Aus dem Abdruck in den Bundestags-Protokollen lassen die Lücken des obigen Abdrucks, welche auch in unserer Abschrift vorkommen, sich ergänzen.

„oder in so weit die von dem betreffenden Bundesstaate 1819 selbst angewendeten Mittel nicht zureichend sind.“

Wegen des 2. Absatzes conf. Art. 7 der Beilage Lit. F zum Protokoll vom 10. August.

Art. 8. 2. Absatz. Die Kosten, welche unter Berücksichtigung des Zwecks der nothwendig gewordenen militärischen Vollziehung möglichst auf den wirklichen Aufwand zu beschränken sind, hat der betreffende Bundesstaat zu tragen, auch eruennt in diesem Fall u. s. w.

Beilage N.

(Zu dem zwanzigsten Protokoll.)

Erklärung

Der Grafen v. Wintzingerode (würtembergischen Bevollmächtigten) betreffend die Auslegung des dreizehnten Artikels der Bundesacte, nebst Wünschen und Vorschlägen, in Hinsicht auf die öffentliche Meinung über die Beschränkungen des Handels, und übereinstimmende Auslegung des vierzehnten Artikels der Bundesacte, oder der von den Mediatistirten ausgesprochenen Befugnisse, desgleichen in Absicht auf das projectirte Pressgesetz.

Die allgemeinen Ansichten meines Hofes über den dreizehnten Artikel, habe ich die Ehre gehabt, in dem Aufsatz vorzulegen, dessen das neunte Protokoll erwähnt.

Nachdem ich Se. Majestät den König jedoch von den Erörterungen in erschöpfende Kenntniss gesetzt habe, die hier über diesen Gegenstand statt hatten, so habe ich mich die Ansichten dahin näher entwickelt: dass es angemessener sein dürfte, die Sicherstellung der Bundesgesetzgebung nicht sowohl in einer Interpretation des 13. Artikels zu suchen, als vielmehr jene als Grundsatz, und die dadurch bedingte Beschränkung der Landesgesetzgebung als eine Folge davon auszusprechen. Der Bund, in seiner Gesamtheit, ist eine europäische Macht. In dieser Eigenschaft muss ihm ein Gesetzgebungsrecht, in Beziehung auf äussere und innere Angelegenheiten der Gesamtheit zustehen, und die Landesgesetzgebungsrecht muss die Landesgesetzgebung in den einzelnen Bundesstaaten, mit der ständischen Theilnahme, untergeordnet sein. Mit der Aufstellung dieses Grundsatzes scheint

1819 der Zweck völlig erreicht; die Gesetzgebung der einzelnen Bundesstaaten, welches auch ihre Form kann sich lediglich innerhalb des ihr belassenen Wirkungskreises bewegen; der Bund ist der Schwierigkeiten überhoben, welche gegenwärtig die Erklärung des 13. Artikels im Einzelnen darbieten kann, die von ihm aufgestellte Norm ist auf alle Staaten ob und welche ständische Verfassungen sie eingeführt haben mögen, anwendbar.

Die mögliche Anwendung dieser Ansichten, es auf die hier zu fassenden, sei es auf die später in Wien zu verabredenden Beschlüsse soll ich vertrauensvoll der hier vereinigten Cabinete anheimstellen.

In jedem Fall werden sie ein unzweideutiges Document bleiben, in welchem Grade der König den Beywill, in welchem Grade er nicht blos den Zweck, sondern auch die Mittel will.

Zugleich soll ich auch die Ehre haben, noch folgende Wünsche an den Tag zu legen.

I. Wie sehr auch die Weisheit und Kraft der deutschen Cabinete (vor allen des Kaiserlich österreichischen, dessen stets wachsame Fürsorge für den Bund dankbar anzuerkennen, die hier Vereinten sich vorzüglich aufgefordert finden müssen) von den hier verabredeten Massregeln entsprechende Wirkungen zu hoffen berechtigen, so lassen sich doch diese Wirkungen nicht mit gänzlicher Zuverlässigkeit verbürgen.

Der Anspruch auf ernste Berücksichtigung den sich die öffentliche Meinung errungen hat und der directe Angriff, den viele der hier verabredeten Massregeln unverkennbar gegen sie unternehmen, rechtfertigen einen Zweifel dieser Art, so sehr auch diese Massregeln selbst durch die reinen Absichten rechtfertigt werden, die ihnen zum Grunde liegen.

Ich darf auf die ungetheilte Beistimmung der so wohlwollenden, als erleuchteten Staatsmänner zählen, an welche ich Gegenwärtiges zu richten die Ehre habe, wenn ich diese Absicht kurz dahin ausspreche, nicht die Völker wieder der Willkühr Preis zu geben, sondern sie im Gegentheil heute auch von der Willkühr der Demagogen zu erretten, nachdem der 13. Artikel das Unterpfand des Willens ist, sie jener der Regierungen zu schützen.

Nur gegen diese Verführer der Völker, nicht ge-

, nur für die höchsten Interessen der Staaten, 1819
für das einseitige der Regierungen
einzelner Classen, haben die Cabinete hier,
den heiligsten Pflichten gemahnt, zu handeln die
gehabt.

verhüten, dass diese Absicht nicht verkannt,
alleicht gar der Keim zur Reife gefördert
, der erstickt werden soll: diese Nothwen-
scheint sich um so gebieterischer darzustellen,
es leider schon jenen Verführern gelungen ist,
ker zu verblenden, dem Irrthum den Stempel
hrheit, verderblichen Missbräuchen den Stempel
asserlicher Rechte aufzudrücken, und diese Ver-
gen vor dem Richterstuhl der öffentlichen Mei-
nctioniren zu lassen; und je härtere Urtheile
sem Tribunal, aller Fesseln ungeachtet, gegen
eln erwartet werden müssen, welchen zwar nicht
r Anschein, als irgend einer bisherigen, der Vor-
nicht erfüllter Hoffnungen und zurück-
mener Versprechungen gemacht werden
wenn die Lauterkeit der Interpretation nicht im
1 Lichte erscheint.

te dürften hierzu nicht genügen; Beweis wird
nun, und zwar augenblicklicher.

er kann aber nach der Ueberzeugung des Kö-
niges Herrn, nur dadurch geführt werden, dass
nd gerechte Beschwerden in eben dem Augen-
aufmerksam prüft, und nach Möglichkeit besei-
welchem er ernste Anmassungen zurückweist.
diesen gerechten Beschwerden zählen Se.

lo gegenwärtigen Ausdehnungen der Beschrän-
n des Handels in den Bundesstaaten; und
lo Ausdehnung, welche mehrere Mediatio-
nen Befugnissen zu geben begehren, die ihnen
Artikel einräumt.

heit der hierüber erhaltenen Befehle, soll
darauf anzutragen die Ehre haben:

der Präsidial-Proposition, mit deren
eine Commission aus unserer Mitte be-
ist, unter die Gegenstände, über welche
Einholungs-Einholung in Vorschlag bringen wird;

Erleichterung der bestehenden Han-

1819 dellsbeschränkungen bezweckende — Interpretation des 19. Artikels; und

2) eine, die Ausdehnung der von den Mediaten und dem Adel zum Theil angesprochenen Befugnisse, zeitgemäss bestimmende Interpretation des 14. Artikels der Bundesacte aufgenommen werde.

Die öffentliche Meinung jenseits der, durch die Würde der Regierungen vorgezeichneten Gränze zu beachten, kann die Absicht des Königs nicht sein; lebhaft sind aber Se. Majestät von der Uebersetzung durchdrungen, dass die durch gegenwärtigen Antrag bezweckte Beruhigung derselben, jene Linie keineswegs überschreitet.

Je grösser die Bereitwilligkeit des Königs ist, sich den hier zu verabredenden Massregeln anzuschliessen und je ausschliesslicher der gegenwärtige Antrag die Beseitigung der Schwierigkeiten und Gefahren gerichtet ist, die sich ihrer vollkommenen Anwendung im deutschen Deutschland, in Württemberg wenigstens, entgegenstellen können, um so zuversichtlicher zählen Se. Majestät auf die Uebereinstimmung Höchster Ihrer Ansichten mit denen der vereinten Cabinete:

II. Endlich bin noch zu dem Antrage beauftragt:

In dem 8. Artikel des projektirten Pressgesetzes die Bestimmung aufzunehmen, dass in dem Fall, wenn durch andere, als im Artikel 1 genannte, Druckschriften, einer Regierung Veranlassung zur gerichtlichen Verfolgung eines Pressvergehens gegeben wird, diese, sie werde von der Landes- oder von einer gegenwärtigen Regierung betrieben, durch einen bestellten Staatsanwalt von Amtswegen besorgt werden muss.

(Gez.) WINTZINGERODE

Von dem Carlsbader Congress datirtes Schreiben des Königlich hannöverischen Cabinetsministers Grafen von Münster), an das Herzoglich braunschweigische Geheime Rathscollégium zu Braunschweig, betreffend die Ansichten und Gesinnungen der Mitglieder des Congresses über den Geist und das Wesen landständischer Verfassungen.*

Hochwohlgeborne Herren,

Hochzuverehrende Herren Geheime Räte!

Ich habe mich in der Nothwendigkeit befunden,

*) Graf v. Münster war dirigirender Minister des K.

antwortung des Schreibens zu verschieben, womit 1819
w. Hochwohlgeboren unterm 20. Julius mir die Ehre
zeigt haben, das Project einer verbesserten Landtags-
ordnung für das Herzogthum Braunschweig zugehen
lassen.

Bei den hiesigen Conferenzen, die hauptsächlich den
Deutschland sich regenden revolutionären Geist zum
Gegenstande haben, hat sich die Frage wegen einer
gesetzlichen Erklärung des 13. Artikels (der deutschen
Ungesetzlichkeit) um so natürlicher aufdringen müssen, als
leicht zu verkennen ist, dass die unrichtige Auslegung
derselben, sowohl von Seiten der süddeutschen Regie-
rungen als noch mehr von Seiten neuerungssüchtiger
Magogen, den Hauptstoff zu Unruhen vorbereitet
hat. Statt deutscher Landstände hat man repräsentative
Verfassungen vom Auslande erborgten wollen, bei
denen eine abstrakte Theorie alles berechnet hat,
ohne die Natur der Menschen, auf welche sie ange-
wandt werden sollen.

Bei der Ueberzeugung, dass bei Anwendung der
aufgestellten Theorien, weder einzelne Staa-
ten bestehen könnten, noch der deutsche Bund selbst,
haben die hier anwesenden Minister beschlossen, die Aus-
legung des 13. Artikels in einer auf den November-Monat
berufenden Zusammenkunft der Minister der bedeutend-
sten deutschen Höfe in Wien auszusetzen; gleich jetzt aber
den Bundestag zu veranlassen, einige Grundsätze aus-
zusprechen, die es verhindern möchten, dass das Uebel
der unrichtigen und dem Princip des Bundes wider-
stehenden Anwendung nicht weiter um sich greife (!),
unter dieser Beschränkung soll das Fortschreiten
der Verfassungsarbeiten der einzelnen Staaten vor-
wiegend allein verstattet sein.

Im Herzogthum Braunschweig ist von einer neuen
Verfassung zwar nicht die Rede. Beim Wiederaufleben
der erforderlichen Modification der alten, ist
eine unumgängliche Pflicht der Regierung, den Satz
auszusprechen:

„dass die Beschlüsse des Bundes in Bundesange-
legenheiten die höchste Autorität in Deutschland sind;

„wobei zu bemerken ist, dass der Kaiser, welchem damals in dem Herzogthum Braunschweig
die Regierungsverwaltung und die Vormundschaft über den mi-
norjährigen Herzog Carl zustand.

1819 2) dass vermöge der Bundesacte der Landesherren souveräner Fürst ist.

Die Erinnerung an den ersten Satz ist um so wichtiger, als neuerdings bei der Badischen Ständeversammlung der Satz aufgestellt und späterhin von Gelehrten vertheidigt worden ist, dass, da die Fürsten in ihren Staaten keine Gesetze ohne Zustimmung ihrer Stände geben dürften, sie auch keine grössere Befugnisse ihrer collectiven Eigenschaft in den Bund bringen könnten, und dass mithin dessen Beschlüsse bei der Anwendung auf einzelne Staaten der Zustimmung der Stände bedürften.

Dieser Satz würde auf der einen Seite (wenn man eine wirkliche Theilung der gesetzgebenden Gewalt zwischen dem Fürsten und seinen Unterthanen zugeben könnte) eben so unläugbar feststehen, als er auf der andern Seite mit dem Begriff des Bundes unverträglich sein würde.

Ehemals entschieden Reichsgerichte die Streitigkeiten zwischen Regenten und Volk.

Heut zu Tage ist der Bund verpflichtet, die Rechte im Inneren und einen Rechtszustand, den die Bundesacte verheisst, zu erhalten. Allein, wie auch das bestellende Bundesgericht festgestellt werden mag, wird es nie in obiger Beziehung ganz in die Stelle der Reichsgerichte treten können, — da es die Souveränität der Fürsten im Inneren anerkennen muss, die er bei Kaiser und Reich war. Es muss also loco communi diese Beschränkung des Einwilligungsrechts der Stände bei neuen Gesetzen wenigstens angedeutet werden. etc. etc. etc.

Ew. Hochwohlgeboren

Carlsbad,

den 14. Aug. 1819.

gehorsamster Diener
E. Graf von Münster

Sendschreiben

des Freiherrn von Gagern, vormaligen grossherzoglich Luxemburgischen Gesandten in der badischen Bundesversammlung, an den Freiherrn Plessen, grossherzoglich mecklenburgischen Bevollmächtigten auf dem carlsbader Congress, enthaltend eine Kritik der carlsbader Beschlüsse; datirt vom November 1819,

Mein edler Freund! — und das sollen Sie bleiben auch wenn wir aufhören sollten, politische Freunde

zu sein, oder uns zu denselbigen Grundsätzen durchaus 1819 zu bekennen. — Ihnen kündige ich über ihre Carlsbader Ausrichtungen, nach Allem, was Sie mir darüber erläuternd gesagt haben, dennoch Fehde an. Denn Sie waren es, von dem ich mir am meisten versprochen hatte, dessen Hingang und Berufung mich so sehr erfreute. Sie waren so sehr der Mann, der Alles besser wissen und temperiren konnte. Sie durften nur sich selbst treu bleiben.

Es war sowohl ein Eingreifen in die Gebrechen der Zeit, als auch ein Vorrücken in der föderalistischen Theorie nothwendig. Was den Bund stählt und erklärt, hat die Präsumption vor sich. Das also, wissen Sie wohl, werde ich nicht angreifen, loben vielmehr. Allein Ihre dort gewählten Formen, Ausdrücke und Grundsätze sind es, welche mir viel weniger zusagen, als Ihre praktischen Sachen und Anordnungen. Denn Constitution und alle constitutionelle Dinge wickelt man gewöhnlich in Zucker ein. Die Gesetze haben von jeher diese Maxime gleichsam instinctartig befolgt, weil sie das Bedürfniss fühlten, und darin eine Belohnung suchten, Zuneigung und freudige Erinnerung daran zu knüpfen.

Nun! ich wiederhole: Es ist zwar Entwicklung des Bundessystems vorherrschender Wunsch in ganz Deutschland, oder bei der Classe der Verständigen; nichts desto weniger bedarf auch dieses unser Staatssystem, noch jener Hülfsmittel, wodurch man sich Eingang, Zustimmung und Dauer verspricht, und erträgt nicht jene herbe Begleitung von Prohibitionen, Royal-Mandaten, Besorgnissen und Beschulungen, — lauter Dinge des Augenblicks, und das keiner Allgemeinheit, die kaum noch gesunde Theile vermuthen lässt. Warum haben Sie also nicht alle Species, wenigstens in kurzen Fristen, getrennt? Warum stellen Sie das Gute mit dem Uebel auf diese Weise in Gemeinschaft, dass man jenes Gute gleichsam abgedrungene Frucht jenes anerkannten Uebels betrachten wird und beinah muss?

Das Anerkenntniss und die verständige Verschmelzung der drei Elemente sind die höchsten Aufgaben der Politik. Die Natur thut das schon, und sie sind da, auch wo man nicht will. Um so mehr sollten Sie dieselbe offen anerkennen, wo Sie etwas

1819 Verständiges und Haltbares bauen wollten. Sie aber affectiren dort gleichsam nur das Eine, die Fürstlichkeit zu sehen, die Spitze der Pyramide ohne das Fundament, bereiten ihr also um so mehr Feinde, — verläugnen gänzlich die Macht oder den Einfluss der Aristokratie, oder trauen sie nicht zu berühren oder auszusprechen, Sie, der Mecklenburgische Edelmann und Herr, und gebrauchen endlich die abgenutzte List, fantastische und republikanische Grillen, oder rein demokratische Grundsätze mit den Ansprüchen auf geregelte Monarchie, Demagogie mit Demokratie oder mit demokratischer Ingredienz beständig zu verwechseln, dazu haben Sie nicht mehr Recht, als die, welche Fürstlichkeit oder Monarchie mit Tyrannei und Despotismus in eine Vase werfen, um sie hernach für eine Büchse der Pandora zusammen auszugeben.

Das ächte demokratische Princip ist kein anderes, als irgendwo eine Hülfe gegen Willkühr und Druck. Ich sage noch einmal, Sie, der Mecklenburgische Edelmann, und wenn ich die Ehre hätte, Ihr Consorte und Mitstand zu sein, würde ich Sie wahrscheinlich dafür auf Landtagen zu Capitel nehmen. Dann sehen Sie: nachdem ich eben jene grossen Fragen mit der angestrengtesten Mühe und Aufmerksamkeit historisch und politisch entwickelt habe, führen sie mich an das unvermeidliche Dilemma. Entweder haben Sie mit dieser Einkleidung Unrecht, — oder alle meine universalhistorischen Ansichten waren falsch. Und der Aristokratie haben Sie damit den üblen Dienst geleistet, dass man Sie überall im Hinterhalt und als Zuflüsterer wittart, was immer der Fall sein wird, wenn man nicht offen und gerade zu Werke geht. Und doch sind Harmonie und Versöhnung die grossen Dinge die uns in Deutschland so noth thun, der Nation wieder Selbstvertrauen zu geben, den Misamuth zu tilgen, für die Aristokratie Ziel und Mass zu finden, waren der Staatsmänner erste Aufgaben. Sie war mein beständiger Zweck zu Wien, und als ich noch unter Ihnen sass; sie bleiben es in der Einsamkeit, und diese Rolle erschweren Sie mir von nun an ungemein, wenn Sie dieselbe nicht unmöglich machen. Denn Sie sind dort in beständigem Hader und Zwist, gleichsam ex officio, mit allen Classen begriffen, und beleidigen dieselbe schon damit in massa, indem Sie ihnen die

Neugierde vorwerfen, die unstreitig von unserm Krouprin- 1819
nen bis zum Tagelöhner Jedem erlaubt und der dominirende
und unauslöschliche Zug in Europa geworden ist! Eitle
Neugierde, die Sie zugleich andern Völkern vor-
werfen, als Quelle zahlloser Uebel, in den Worten:

„Seitdem die in verschiedenen Staaten eingeführte
„Oeffentlichkeit der ständischen Verhandlungen und
„die Ausdehnung derselben auf Gegenstände, die nie
„anders als in regelmässiger, feierlicher Form aus
„dem Heiligthum der Senate in die Welt dringen,
„nie eitler Neugierde und leichtsinniger Kritik zum
„Spiel dienen sollten.“

Was verstehen Sie unter diesen Senaten? — Wo
sind sie?

Ich will ganz die Weisheit aus dem Spiele lassen,
Niemand beleidigen, aber wo sind diese Senate, z. B. —
zu Darmstadt und Biebrich, oder bei Ihnen zu Lud-
wigslust? Und was wird man zu diesen Phrasen zu
London, Paris, Amsterdam und Brüssel, ja in jedem
entfernten Winkel dieser Reiche, sagen? Als ob das
Mass der stehenden Heere, die Abgaben, die
Zölle nicht etwa Dinge wären, die jeder Hausvater
zu beobachten nothgedrungen ist, um seine häuslichen
Einrichtungen darnach zu treffen, und die er ein so
hohes und reges Interesse hat, nicht über die Gebühr
ausgedehnt zu sehen. Fürwahr, man sollte manchmal
glauben, sie wären dort Männer aus dem Mond
gewesen.

Man wagt zu sagen in solcher Allgemeinheit und
direkten Beziehung:

„Fremde Einrichtungen passten nicht
auf uns;“

nachdem der grösste Theil von Deutschland, der Zahl
der Glieder nach, diese fremden Sachen sich schon an-
geeignet hat.

Wollen Sie diese Länder erbittern und verwirren?

Wollen Sie jene Einrichtungen wieder rückgängig
machen? und so den üblen Zustand vermehren? Un-
möglich!

Mein Herr! die Resultate aller historischen Nach-
forschungen zielen dahin, dass eben diese fremden
Dinge ursprünglich deutsch, ursprünglich die unsri-
gen sind!

Ob wir Parlament, Kammern, oder einfach, Stände

1819 sagen. — Der Hauptzug der deutschen Einrich-
gen war eine Mannigfaltigkeit der Hülfe und der I-
peratur fürstlicher Gewalt durch Kaiser und Re-
durch die Erzgerichte und durch die Stände.
wöhnen wir diese Nation nur nicht an eine
rückung des Standpunctes, — nicht an Unwahr-
ten, an Phrasen, die man dafür nehmen kann!
mochte man daher wagen, an deutsche Begriffe, d-
sche Rechte und deutsche Geschichte als ächte Q-
len für die Gegenwart zu appelliren, wo sie
den Kaiser, die Wahlfürsten, die mildernde Aristo-
tie der Kirche, zwei Reichsgerichte und das bestä-
in Frage und Zwist befangene Besteuerungsrecht
jus collectandi fanden; an die Geschichte, die ich
schon in unseren barbarischen Zeiten, Verbote v-
kührlicher, übertriebener Abgaben und übertriebene
Zölle und Mauthen auf allen Seiten zeigt!

Haben Sie denn namentlich nicht selbst zu W
zu jenem XIII. Artikel den Stoff und die Interpretat
geliefert?

Haben Sie diese Dinge, die drei oder vier A
kel, wahre partem actorum und interpretationem
thenticam, nicht selbst Namens Ihres Landesherrn
terschrieben?

Sind die Acten und Klüber's Sammlungen n
in Jedermanns Händen? Gibt es denn wirklich bei
Frage von Ständen — ein Drittes, einen soliden Z-
fel? Die Bewilligung der Steuern und die
tersuchung, die dahin führt, ist sie nicht Alle
Allem, und wo sie nicht ist, ein ganz anderer M-
stab? In England, in Frankreich, in den Nie-
landen, in Baiern, in Baden, in Würtemberg, d-
sich nicht Alles um diesen einzigen Angel und Pu-
Was ist also: „das nicht zweideutige landstär-
sche Princip?“ Wo wollen Sie nun damit hin-
Verstehen Sie es so?

Räumten Sie nicht in diesem selbigen exordio fö-
lich ein, dass es zwei- und vieldeutig sei?

Wir haben sämmtlich in Wien eingesehen, dass
österreichische Monarchie von einer Art und Zus-
mensetzung sei, dass eben dieses nicht auf sie p-
Ich will mich noch deutlicher darüber ausdrück-
Wollte auch Kaiser Franz dieser Theorie Gehör ge-

der König Maximilian dessen umfassen zu sollen (von 1848) und gar nicht; er wolle nicht.

Was will er die Ungarn zu dieser Annahmeverweigerung? — die doch einer so mannhaften Thätigkeit fähig sind: Konstitutionen wählen: wie die Kaiserlichen verfahren: wie die verschiedenen Staaten zu thun pflegen. Was will er denn nicht zu Innsbruck zu Brunn, oder wo Sie sonst wollen. die Frage von Baden, ein Einmal ganz erörtern und ins Rechte bringen? Das ist nicht zu sagen, und warum sagt man das nicht so und offiziell und oft? Glauben Sie, dass der Deutsche für Gründe der Vernunft taub und unerschütterlich geworden sei? Aber man gibt mir nicht die Mühe. Was will der Nation den höchsten Glauben an die Weisheit der Senate einflößen. — und Wer steht an der Spitze dieser Senate? Sind es geprüfte Leute von Wissenschaften, auch nur von gemeinen Wissenschaften? Leute von solchem Nachdruck und solcher Geschäftskennntnis, die das deutsche Vertrauen in schwiegriger Zeit erworben haben?

Erlassen Sie mir die Beispiele.

Doch, ja wohl. Weisheit der Senate! Was die preussische Monarchie ertragen kann oder nicht, ich bin weit entfernt, darüber mir ein Urtheil zu erlauben. Ich nehme auf das Deutlichste die Bemühung des Königs wahr, den Staatsrath zu dem Behufe mit den klügsten Männern seines Reichs zu füllen und anzuordnen. Aber mit eben der Zuversicht sage ich, ich vermisste die offene Sprache. Ich wiederhole auf das Nachdrücklichste — diese Retizenzen, halbe Verheissungen, halbe Rückschritte, halbe Entschädigungen, halbe Explicationen, so viel Kunst auch darin sein mag, sind nicht gut. —

Von drei Sachen eine:

Entweder wird Preussen die constitutionellen Formen annehmen;

oder damit zögern, und etwa Provinzialstände wählen;

oder die strenge Monarchie fortsetzen, wie solche in diesem Augenblick ist.

Nirgend habe ich noch fürwahr mit einiger Kunst, Stärke und Redlichkeit die Gründe für und wider — die wahrscheinlich für Jedes ungemein stark sind — erörtern, in den Augen von Europa entfalten sehen.

1819 Darauf kommt es doch an; und so lange das nicht geschieht, verrathen Sie nur Verlegenheit, Missgriffe, üble Laune und üble Bemäntelung dieser Dinge. Jenen üblen Humor, der wieder auf die ganze Nation zurückwirkt, und von ihr zurückgegeben wird. Ich bin also weit entfernt, Preussen mit den übrigen XVI in eine Linie zu stellen. Ich kenne seine hohe Bedeutung unter uns nicht nur, sondern in Europa. Ich überschau die unermesslichen Folgen übler Wahl. Ja, ich ahne, dass es sich in ganz eigener und isolirter Lage befinde. Aber eben, weil ich das einsehe, dünkt es mich, dass es nicht gut ist, noch gelingen wird, die andern nach ihm zu modeln, und dahin zu zielen.

Besonders ist es nicht gut, das Beginnen der repräsentativen Verfassung in Deutschland, den bisherigen Verlauf anzuklagen, und, wie man in Carlsbad gethan hat, heftigen Tadel darauf zu werfen. Wir, die Edelleute, haben einiges Recht dazu, die Fürsten nicht, nicht ohne Undank. In München, Carlsruhe, Stuttgart ist man ihnen mit Liebe nicht nur, sondern mit Enthusiasmus entgegengekommen. Mit diesem Enthusiasmus hat man die Civillisten behandelt. So wenig Sie ein englisches Parlament nach den Reden oder Redensarten von Lord Cochrane oder Sir Francis Burdett beurtheilen werden, so wenig unsere Kammern nach dieser oder jener isolirten Aeusserung. Allein die so urtheilen, haben nicht den entferntesten Begriff von unsern früheren landständischen Verhandlungen, so oft voll Sinn, Nachdruck und Vaterlandsliebe.

Sie wissen, wie ich den Anspruch, ständische Deputirte auf den Bundestag zu senden, selbst mit den Waffen des Lächerlichen angefochten habe. Aber die Kammern, mein Herr! sind vollkommen geeignet, Bundestagssachen zu erörtern. Sie hängen eng mit dem Budget und mit dem *milité perpetuo*, mit der Responsabilität der Minister, mit der ganzen Haltbarkeit des Bundes zusammen, und eben so untrüglich gehören Witthum und Dotalsachen nach vorderen Reichs- und Landtagssatzungen dahin, und nur grobe Unwissenheit oder Gefährde kann hier eine neue Doctrin finden.

Wenn Sie in Hannover und Mecklenburg so von der alten Verfassung reden, das lasse ich dahin gestellt

sein. Aber wenn Sie die Länder vertheilen, in solche. 1819 wo Stände waren und nicht waren, so muss ich Sie sehr bitten, bei dieser letzten Classe die Frage nicht als Gnadensache anzusehen. Ich mache Sie aufmerksam, dass andere Staaten zersplittert worden sind. Nassau hat früher zwar keine Stände gehabt; Darmstadt hat sie im Abgang kommen lassen; beides Staaten, wohin ich zu Hause gehöre, also *pro aris et focis* rede. Sie haben aber nicht nur angesehene Stände des Reichs und die Reichsritterschaft sich einverleibt, sondern sie besitzen grosse Parcellen von Kur-Mainz, Kur-Trier und Worms, die zum Theil sehr wirksame Landstände hatten. Nichts so sehr als diese Hintansetzung, hat das Geschrei über Seelenhandel erzeugt. Der vor Kurzem verstorbene Kurfürst von Trier war ein vortrefflicher, tugendhafter und sanftmüthiger Herr. Er hat nichts desto weniger fast seine ganze Regierung hindurch Händel mit seinen Ständen über Steuern und den Bau der Residenz oder des Schlosses zu Coblenz gehabt, dessen Erforderniss an sich Niemand ernstlich in Zweifel zog, sondern wo hauptsächlich von dem Mehr oder Weniger die Rede war. Diese Staaten sind nicht durch das Recht der Eroberung und das *vae victis* Darmstädtisch und Nassauisch geworden, sondern durch völkerrechtliche Einrichtungen, welche das Bundessystem, die Bundesacte, und namentlich der XIII. verständig interpretirte Artikel vollenden soll. Weil Sie nun, mein vortrefflicher, obotritischer Herr, bei sich dort Stände haben, die etwas und viel bedeuten, führen Sie uns nicht hier am Rhein, Main und Neckar unter das *dominium herile* zurück, sondern bringen Sie nur den Hannoveranern das steife Wesen aus Kopf und Sinn. Nichts bringt sonst in meinem Kopf so sehr den alten Reichsritter und meine Vorsteherschaft zurück, die wir uns für besser hielten, und in der Reichsordnung auf höherer Stufe standen.

Mein Herr! ich bin Vater von sechs Söhnen, und daher über die dermalige Lehre und Lehrmethoden auf Universitäten weit unzufriedener, wie Sie, weit unzufriedener, als irgend Jemand. Nur führt mich diese Ueberzeugung und dieser bittere Tadel nicht zur Unbilligkeit. Ja wohl! Grillen setzen sie ihnen häufig in den Kopf, statt gründlicher Lehre. Aber wo ist denn das ächte *corpus doctrinae*, unser *corpus juris*

1819 gentium et publici, wozu unsere Universitäten der Lehr-Schauplatz waren, und wodurch sie die gründlichsten Staatsmänner in Europa bildeten?

Sie sprachen in Carlsbad bequem von der bestehenden Ordnung der Dinge, — gegen welche jene Lehrer Erbitterung einflößen sollen, und ich suche vergeblich den Bestand. Unter welchem Regimen leben wir denn in Europa und Deutschland? Sprechen wir hier ganz offen. Ich sehe drei grosse Bestandtheile:

1) die heilige Allianz, eine abstracte, sittliche Vorschrift, deren verständigen, rühmlichen, billigen Commentar noch Niemand geliefert hat;

2) ein System der grossen Mächte, welches zu entfalten, zu bestimmen, zu definiren, diese grossen Mächte selbst grosse Scheu tragen;

3) eine Bundesacte, die wir zu entwickeln, uns zu Wien erst vornahmen, und Sie eben jetzt abermals zu entwickeln sich vornehmen; einen XIII. Artikel, von dem Sie bald behaupten, dass er klar sei, und bald, dass er nicht klar sei.

Dazu Souveränität, die so höchst schwer zu definiren ist, die die Fürsten selbst nicht für Allgewalt ausgeben mögen, und die sie doch so gern der alten wohlbekannten Landeshoheit substituiren. Glauben Sie nicht, dass ich diese Dinge dermal angreife? Ich kenne ihre Natur, ihren Ursprung und den Grund ihrer Nothwendigkeit. Desswegen greife ich aber auch nur die Sorglosigkeit Derer an (mich selbst mit inbegriffen), die diese Dinge verständig nicht zu entwickeln wagten, oder sich nicht die Mühe nahmen; und dann den Unverstand Derer, die eine solche offene Discussion verargten. —

Erinnern Sie sich mein Herr! unserer Jugendjahre. Unser Pütter und Selchow, später Gönner, hatten ihre Compendien — weitläufig zwar, doch jeder Paragraph war von bestimmtem Inhalt und bestimmter Hinweisung. Aber die heutigen Lehrer wissen nicht, was sie lehren, und die Studenten noch viel weniger, was sie lernen sollen. *Hinc illae lacrymae!*

Ich habe nie stärkere und wahrere Worte gesagt, als zu Wien, nämlich:

„Es war unstreitig ein sehr gewagter Handel, bei
 „solcher Sinnesart der Menschen, bei solcher Gährung
 „der Neuerungssucht in Europa, die alten gekannten
 „Formen aufzugeben, und die alten sicheren Rechte

„und gute Gewohnheiten schwebend in der Luft zu 1819 halten!“ —

Eben jene alte Lehrbücher und Commentare waren voll offener Discussion, voll gründlicher Bestimmung des Standpunctes, des Für und Wider, des Strebens der verschiedenen Parteien, der Cäsarianer und Fürstebanier, dann der landständischen Gerechtsame. Ich wünschte Sie dort sämmtlich beschwören, bei Allem was Ihnen heilig ist, Ihrer grossen Verantwortlichkeit und vielleicht des Fluches und der Verwünschungen wegen: hintergehen Sie Ihre Herren nicht! Bringen Sie Ihnen nicht den Wahn bei, als ob alles Das, was jetzt vorgeht, Neuerung und Neuerungssucht, von ihrer Seite nur Langmuth und Gnade sei. Sagen Sie ihnen, dass in jenen staatsrechtlichen Lehrbüchern alle Dinge gründlich erörtert waren. Sagen Sie ihnen, dass jene Moser, Struben und Pütter das landständische Recht, die Bewilligung der Steuern, in ihrem grössten Umfang und mit dem grössten Nachdruck nachgewiesen, gewissenhaft vertheidigt und gelehrt haben. Sagen Sie ihnen, dass die Beurtheilung der deutschen Staatenform von jeher gänzlich frei war; dass der aller dickwäsigste, gelehrteste, brauchbarste und, wenn Sie wollen altfränkisch pedantische Commentar, Pfeffinger ad Vitriarium, jener hannöverischer Rath, sein grosses Werk in vier Quartanten mit der freimüthigsten Ummirung schliesst:

„de bonis et malis imperii.“

Schlagen Sie dort das nämliche Capitel in Ihren Versammlungen zu Ihren sehr ernstlichen Betrachtungen auf! Doch auch dann werden Sie einen Augenblick zögeln. Auch in den wichtigsten Staatssachen ist Lachen bisweilen ein gutes Salz und gute Würze. — Noch einmal, mein edler Freund! Sie kennen den grossen Umfang meines Zutrauens! Wo eigentlich hätten wir in Meinungen abgewichen? Darum kann ich zu Ihren Verstand und Gemüth appelliren. Nur das Mögliche, von mir selbst so nachdrücklich getheilte Verlangen, die Höfe von Wien und Berlin in Eintracht zu sehen — und das zu befördern, konnte Sie auf den Wege bringen? Aber in meinem Wald sehe ich nicht die Dinge ruhiger, als Sie dort im Tumult. (1) Indem wir Preussen, Oesterreich, Baiern,

1819 in jeder Hinsicht gewaltsam unter Einen Hut bringen wollen, kommen wir gerade zum entgegengesetzten Zweck. Man facht neuen Völkerhass an. Der Preuss wird glauben, er entbehre — auf höherer Stufe der Intelligenz, wie er wahr oder fälschlich meint, was man in Oesterreich so weit nicht sei. — Der Baim er solle wieder rückschreiten — eben darum; — der Oestreicher selbst: mit ihm decke man die preussischen Verlegenheiten.

Und all' das ist unnöthig! So mächtig ist das Imperium der Wahrheit und so verderblich die Täuschung.

2) Sind wir um uns her der Ruhe und des Friedens gewiss? Und bei dieser Frage fürwahr kommt es nicht auf den Willen der Individuen an! Sie können wechseln! Ein Feuer ist leicht angezündet! Wir wären, was die Stimmung betrifft, in der That wieder auf dem Punct, wie vor etwa 30 Jahren. Säen Sie doch besseren Saamen!

3) Daher resumire ich ganz vorfühlend und einverstanden, dass Sie dort nicht Alles ebenen werden:

- a) Lassen Sie Oestreich fest bei seinem System beharren, es erträgt kein anderes;
- b) lassen Sie Preussen wählen, und uns diese Wahl durch alle Mittel begünstigen;
- c) Staaten mit alt hergebrachten Einrichtungen mögen dabei weilen;
- d) lassen Sie über den bisherigen Gang ständische oder repräsentativer Verfassungen freundliche Worte einfließen;
- e) begünstigen Sie, befördern Sie durch nachdrücklich Insinuationen diese gemischte Form in Ländern, die einer Verfassung noch gänzlich entbehren; denn diese Confusion prallt auch auf die Grösseren zurück, und in diesen Staaten ist der Splendor nicht das Gefühl der Macht und Bedeutung, oder die Erinnerung der errungenen Rechte, der in den grossen Staaten ist, sein sollte, oder genährt werden mag;
- f) im Uebrigen lassen Sie den XIII. Artikel so trocken, wie er ist. Sie verwickeln sich sonst nur in unvermeidliche Widersprüche;
- g) beschäftigen Sie sich so ernstlich, als Sie immer wollen, mit den Fragen von Reichsgerichten, Ex

tionsmitteln, Minderung der Sperre des Handels — Krieg und Friedensschluss und d. h.!

den Gesetzen über Presszwang werden Sie nicht leicht zurückgehen, aber empfehlen Sie dort demnach grosse Nachsicht und verständigen Gehör. —

Köpfe der deutschen Jugend zurecht zu stellen, will ich meines Orts trachten, und meinen Besten auf sein lassen.

Er ist kein guter Bürger, und das ist ein Probierrand, der in diesem Augenblick den Missmuth durch Klagen ohne die stärksten Gegengifte nährt. Nun tun zwar diese Zeilen eben diese starken Gegen-

Nichts desto weniger ist es meine Absicht, diese Sache nur an die Cabinete von Wien, Berlin und München in Abschrift gelangen zu lassen, nirgends.

Gleich empfangen Sie freundlich die feste Zustimmung der alten Gesinnung.

3.

Lettre du Prince de Metternich au Duc de Berstett, Ministre du Grand-Duc de Bade. En date de Vienne, le 4. Mai 1820.

Excellenz haben mir den Wunsch Sr. Königl. Hoheit des Grossherzogs, die Gedanken des kaiserlichen Ministers über den dermaligen politischen Zustand Deutschlands, wenn gleich nur im Allgemeinen, doch so bestimmt als möglich kennen zu lernen, ausgesprochen. Ich fühle mich durch diese Aufforderung von Seiten eines Fürsten, der täglich die rühmlichen Beweise seines festen Willens, das Gute zu befolgen, seiner tiefsten Kenntniss der feindseligen Elemente, die dem Siege desselben von allen Seiten widerstehen, an den Tag legte, nicht nur vorzüglich, sondern auch berufen Ew. Exc. in einigen grossen, unsere Ansicht von der gegenwärtigen Lage der Sache, rein und ohne Rückhalt mitzutheilen.

1820 Die Zeit schreitet in Stürmen vorwärts, ihren ungestümen Gang gewaltsam aufhalten zu wollen wäre ein eitles Unternehmen. Nur durch Festigkeit, Mäßigung und Weisheit, durch vereinte und in der Vereinigung wohlberechnete Kraft, seine verheerenden Wirkungen zu mildern: das allein ist den Beschützern und Freunden der Ordnung noch übrig geblieben. Das ist die Pflicht aller wohlgesinnten Fürsten und Staatsmänner, und wohlgesinnt verdient an Tage der Gefahr nur derjenige genannt zu werden, welcher nach einmal erlangter deutlicher Kenntniss des Möglichen und des Rechten, sich weder durch leere Hoffnungen und ohnmächtige Wünsche, noch durch Kleinmuth von dem Ziel, worauf alle seine Bestrebungen gerichtet sein müssen, entfernen lässt. Dieses Ziel lässt sich sehr einfach bezeichnen, es ist heute nicht mehr und nichts minder als die Erhaltung des Bestehenden. In diesem Punkte, mit welchem Alles gerettet, ja selbst das Verlorne zum Theil noch wieder gewonnen werden kann, müssen alle Anstrengungen des Einzelnen und alle gemeinschaftliche Massregeln der in gleichem Sinn und gleichem Interesse Verbundenen zusammentreffen.

Der Zeitraum zwischen den Jahren 1817 und 1820 hat längst vorhandene Brennstoffe zu hellen Flammen angefacht. Der durchaus schiefe Gang des französischen Ministeriums während dieses Zeitraums, die aufs höchste getriebene Duldung gefährlicher Lehren, und verwegene Reformatoren in Deutschland, die fast allgemeine Erschlaffung in den Maassregeln gegen die Zügellosigkeit der Presse, endlich die in den süddeutschen Staaten durch rasche Entschlüsse hervorgerufene Repräsentativ-Verfassungen, haben den Hoffnungen einer zufriedenen Partei den ausschweifendsten Schwung gegeben. Die Unmöglichkeit, diese Partei zu befriedigen, ergibt sich am deutlichsten aus der Thatsache, dass ihre lebhaftesten Umtriebe gerade in den Ländern zu finden, wo ihren vorgeblichen Wünschen am nächsten gewillfahrt ist. Das Uebel war vor der Zerkunft in Carlsbad zu einer solchen Höhe gekommen, dass es nur einer bedeutenden politischen Complication in Europa bedurft hätte, um die ganze gesellschaftliche Ordnung umzustürzen. Das von den großen Höfen befolgte weise System hat uns vor die

Gefahr, die auch jetzt noch tödtlich sein würde, 1820
bewahrt.

Was soll nun in einer solchen Lage der Dinge der Gang einsichtsvoller Regierungen sein? Bei dieser Frage wird die Möglichkeit der Rettung überhaupt vorausgesetzt, und zu dieser Voraussetzung glauben wir uns vollkommen berechtigt.

Die Erwägung der Mittel, wodurch ein grosser Zweck erreicht werden kann, führt uns immer wieder auf den Punct zurück, von welchem ich ausgegangen bin. Man muss auf irgend eine feste Grundlage rechnen dürfen, um ein schadhaft gewordenes Gebäude allmählig aber gründlich auszubessern. Um für eine glückliche Zukunft arbeiten zu können, muss man wenigstens des Gegenwärtigen sicher sein. — Die Erhaltung des Bestehenden ist daher unser nächstes und wichtigstes Augenmerk. Wir begreifen aber darunter nicht blos die alte, und in wenig Staaten unberührt gebliebene Ordnung im engeren Sinne des Worts, sondern auch neu eingeführte Institutionen, sobald einmal verfassungsmässige Kraft haben. Wie unendlich viel davon abhängt, diese, da wo sie eingetreten sind, mit Festigkeit und Nachdruck zu behaupten, ist schon aus dem Umstande hervor, dass der Wahnsinn des Zeitgeistes, trotz aller gleissnerischen Anpreisungen ihrer Vorzüge, sie mit gleicher oft mit grösserer Wuth angreift und verfolgt, als die, durch hohes Alter ehrwürdigsten Verfassungen. In Zeiten, wie die jetzigen sind, ist der Uebergang vom alten zum neuen mit grösseren Gefahren verknüpft, als die Rückkehr vom Neuen zu dem bereits erloschenen Alten. Der eine Wunsch kann wie der andere, manuelle Unruhen herbeiführen, die heute um jeden Preis nieden werden müssen. Von der einmal festgestellten anerkannten Ordnung, sie sei ältern oder neuern Ursprungs, sich um keinen Schritt weder vorwärts noch rückwärts wegdrängen zu lassen, und Abänderungen, wenn sie durchaus nothwendig werden sollten, nur in freier Ueberlegung zu beschliessen, das ist die erste Pflicht der Regierung, die den Gefahren der Zeit die Spitze bieten will. Allerdings wird dieser Vorsatz, so gerecht er auch sein mag, noch Veranlassung zu harten Kämpfen darbieten. Der Vortheil

1820 auf einer bekannten rein ausgesprochenen Basis zu sehen, ist aber einleuchtend und gross, weil von diesem sicheren Standpuncte aus die nothwendig dirigirende Bewegungen des Feindes in allen Richtungen gehemmt und vereitelt werden können.

Der Einwurf, dass es unter den in Deutschland bisher eingeführten Verfassungen solche gebe, die gar keine Basis, und folglich auch keinen Anhaltspunct gewährten, betrachten wir als ungegründet. Wenn dies der Fall wäre, würden rationale Demagogen nicht ohne Unterlass bemüht sein, die Verfassungen zu untergraben. Jede einmal bestehende gesetzliche Ordnung, sie müsste denn, wie eben die Constitution der Cortes von 1812, das Werk reiner Willkühr und unsinniger Verblendung sein, enthält Stoff zu einem bessern System. Eine Urkunde ist überdies noch keine ordentliche Verfassung. Diese bildet allein die Zeit, und es hängt unter allen Umständen von der klaren Einsicht und dem standhaften Willen der Regierungen ab, der Entwicklung des Verfassungswesens die Richtung zu geben, in welcher das Gute immer mehr und mehr vom Schlechten gesondert, die öffentliche Macht befestigt, und die Ruhe und Zufriedenheit der Volksmasse gegen alle feindseligen Anschläge geschützt werden kann. Zwei grosse Mittel des Erfolges sind heute jeder Regierung, die im Gefühl ihrer Würde und ihrer Pflicht sich selbst nicht zu verlassen geschlossen ist, gesichert. Das eine liegt in der bestehenden Gewissheit, dass zwischen den Europäischen Mächten durchaus kein Missverhältniss besteht, und nach den unwandelbaren Grundsätzen der Monarchie auch unter keiner Bedingung Platz greifen kann. Eine Thatsache, die, über allen Zweifel erhaben, unsere gemeinschaftliche Stellung und Kraft in hohem Grade verstärkt und verbürgt. Das andere ist die zwischen den deutschen Regierungen im Laufe der letzten 9 Monate gebildete, feste, treue, mit Gesehülfe unzerstörbare Vereinigung.

Die Conferenzen zu Carlsbad, und die daraus vorbereiteten Beschlüsse, haben mächtiger und wirksamer gewirkt, als wir, im Gefühl der noch bestehenden dauernden Bedürfnisse, und bei einer oberflächlichen Schätzung der wirklich errungenen Vortheile, vielleicht selbst zu glauben geneigt sind. Grosse Massregeln,

hiese, werden nur nach vollständiger Uebersicht ihrer Folgen, welche der nächste Zeitpunkt selten gewährt, in ihrem ganzen Umfange gewürdigt. Schon jetzt können wir aber den Einfluss der Beschlüsse vom 20. September, an einem unverwerflichen Massstab prüfen. Es ist nicht schwer, zu berechnen, welche Fortschritte ohne diese Beschlüsse die Feinde der Ordnung bis auf den heutigen Tag gemacht haben würden.

Die Resultate der Wiener Vereinigung, obgleich aus einer höhern Sphäre gegriffen, werden ihrer Natur nach weniger unmittelbar glänzen, als gründlich umfassend und dauerhaft sein. Die Befestigung des deutschen Bundes gewährt ohne Zweifel jedem einzelnen Bundesstaate eine wirksame und hülfreiche Garantie. Ein unter den jetzigen Umständen so unschätzbare Vortheil, war aber nur auf dem hier betretenen Wege, mit einiger Sicherheit zu erreichen. Der unbefangene gemässigte Geist, in welchem dies wichtige Geschäft geführt worden ist, mag uns in einem oder dem andern Punkte gehemmt, von einem kühneren durchgreifenden Gange hie und da abgehalten haben. Aber wenn dieser auch ausführbar gewesen wäre, so hätte dann doch unserem Werke einer seiner wesentlichsten Vorzüge, die freie, aufrichtige Ueberzeugung und die aus Vertrauen hervorgegangene Beistimmung der sämtlichen Theilnehmer, gefehlt. Diesen Mangel hätte nichts zu ersetzen vermocht, und er würde bei der Ausführung der unter solchen Auspicien zu Staude gekommenen Beschlüsse gewiss sehr fühlbar geworden sein. Ueberhaupt war die moralische Verstärkung des Bundes, ein eben so grosses, vielleicht noch ein grösseres Bedürfniss, als die legislative; und der Fortschritt der gemeinschaftlichen Erkenntniss, in dem gemeinsamen lebendigen Gefühl der Nützlichkeit und der Wichtigkeit dieses Vereins, welchen die hiesigen Verhandlungen unlängbar bewirkt haben, ist nach unserer Ansicht ihre wichtigste und glücklichste Frucht. Die Lebensregeln, welche forthin jede deutsche Regierung vor Augen haben muss, lassen sich durch folgende Worte zeichnen:

1) Uneingeschränktes Vertrauen auf die Dauer des deutschen Friedensstandes und auf die Gleichförmigkeit der Grundsätze, von welchen die sämtlichen Mächte beseelt sind.

1819 2) Strenge Aufmerksamkeit auf ihr eigenes Verw^ungs-System.

3) Beharrliches Festhalten an der gesetzlichen Grund^lage ihrer bestehenden Verfassungen und der Entschlu^s sie gegen jeden einzelnen Angriff mit Kraft und Klug^heit zu vertheidigen, zugleich aber

4) recht überlegte, von der Regierung selbst au^sgehende, durch triftige Gründe gerechtfertigte Verbe^sserung ihrer wesentlichen Mängel. Endlich

5) wenn nichts destoweniger die eigenen Mittel nie^hmehr ausreichen sollten, Appellation an die Hü^te der Gesammtheit, auf welche ihre Stellung iⁿ Bunde die gerechtesten Ansprüche gibt, und die na^h der jetzt getroffenen Uebereinkunft weniger als je ve^rsagt werden kann. Dies ist nach unserer Einsicht d^{ie} einzige wahrhaft schützende, erhaltende recht-^u vernunftmässige Gang. Auf solche Grundsätze ist d^{ie} ganze politische System Sr. Majestät des Kaisers g^ebauet und wenn Oesterreich, in seinem Innern un^gweg, noch eine ansehnliche Masse moralischer Krä^{ft}e und materieller Mittel besitzt, so wird es beide ni^ht bloss für seine eigene Aufrechthaltung, sondern so^hn Pflicht oder Klugheit dazu auffordern, auch für Be^sdesgenossen zu verwenden bereit sein.

Ich wünsche, dass Ew. Excellenz in dieser fre^uthigen Erklärung Anlass finden mögen, den Herrn Gr^otzherzog von unsern wahren Gesinnungen und von^{er} aufrichtigen und lebhaften Interesse, welches der^{er} serliche Hof an Sr. Königlichen Hoheit persön^liche Zufriedenheit und der Wohlfahrt und Sicherheit d^{es} Staates nimmt, von Neuem zu überzeugen und^{en} die Ehre Ew. Excellenz die Versicherung meiner^{er} kommensten Hochachtung zu erneuern.

Wien, am 4. Mai 1820.

(Untertz.) Fürst v. METTERNICH

4.

Note du Duc de Campochiaro, Ministre des affaires étrangères du Roi des Deux-Siciles adressée au Prince de Metternich. En date de Naples, le 1. Octobre 1820.

Naples, le 1er octobre 1820.

S. M. le Roi des Deux-Siciles, après avoir renouvelé, en présence du parlement national, le serment solennel d'observer le nouveau pacte qui a réuni dans le seul les intérêts de Son auguste dynastie et de Ses peuples, croit que le premier et le plus important de ses devoirs est celui de prendre toutes les mesures qui peuvent contribuer à affermir son ouvrage, et le préserver des atteintes, que de fausses combinaisons politiques et des préventions mal fondées pourraient lui occasionner.

C'est pourquoi S. M. a ordonné au soussigné, son Secrétaire d'Etat Ministre des affaires étrangères, de faire sans délai à S. A. Mr. le Prince de Metternich etc. la communication suivante :

Dès que le Roi se décida à seconder les vœux unanimes de ses peuples en adoptant pour ses Etats la constitution d'Espagne, l'un de ses premiers soins fut de faire connaître au Cabinet de Vienne, le seul avec lequel il avait des engagements, les circonstances qui avaient donné lieu à cet événement, et de l'assurer en ce tems qu'il n'avait apporté aucune altération aux liens d'amitié et de bonne correspondance heureusement existants entre les deux cours.

Le Prince de Cariati fut chargé de cette mission honorable, mais tous ses efforts pour s'en acquitter furent sans aucun succès, le Ministère Autrichien ayant refusé sous des prétextes toute explication sur les événements de Naples, une fatale prévention s'était emparée déjà de son esprit, et il s'était prononcé déjà contre la réforme politique avant même d'avoir pu s'en former une juste opinion et presque au premier bruit qui lui en était parvenu.

Désirant éclairer la cour impériale de Vienne sur

1820 l'état véritable de nos affaires, le Roi s'empressa crire lui-même à S. M. l'Empereur, son auguste gex et neveu. Le Duc Nicolas de Serra-Capriola chargé de présenter la lettre royale à S. M. I. e A. et d'annoncer au Ministère autrichien la destina du Duc de Gallo à l'ambassade de Vienne, à la p du Prince Ruffo, qui par une désobéissance ines sable aux Ordres de son Souverain avait démerité de confiance de son Souverain et de sa Nation. Malh reusement la mission du Duc de Serra-Capriola n' pas un succès plus heureux que celle du Prince de (riati. Il n'eut pas la permission de voir S. M. l'Emj reur; on lui déclara que S. M. I. ne se croyait j tenue de répondre à la lettre du Roi qu'Elle avoit re sur la supposition que son contenu fût d'une natu purement confidentielle. Des ordres furent en mêt tems expédiés par la chancellerie autrichienne a frontières de l'Empire, pour que le Duc de Gallo continuât pas son voyage à Vienne.

Cet Ambassadeur, qui était muni de lettres de créat du Roi et d'autres lettres confidentielles de S. M. p l'Empereur, fut obligé en effet de s'arrêter à Klag furt; et ayant adressé des rémonstrances au minist autrichien contre un traitement aussi inconven qu'irrégulier; Monsieur le Prince de Metternich lui pondit, par une Note en date du 9. Septembre dern qu' à la suite d'une subversion qui sappe dans fondemens l'édifice social et qui menace à la fois sûreté des trônes, les institutions reconnues et le re des peuples, S. M. I. agiroit en contradiction des pi cipes qui lui ont servi de règle invariable, si Elle ceptait la mission dont le duc de Gallo était chargé.

Il faut convenir que plus on réfléchit sur ces pl ses, moins on en comprend le sens, lorsqu'on a bonne foi et sans passion suivi les évènements de Nap Parce que le Roi, libre dans son palais, au mi de son Conseil composé de ses anciens ministres, a la détermination de satisfaire le voeu général de peuples, en leur accordant un régime plus adapt leurs besoins, plus conforme aux lumières du siècle qu'il leur aurait accordé plutôt, si on ne lui avait en leurs desirs, le Cabinet de Vienne croit que l'éd social est sappé dans ses fondemens.

Lorsque la Légitimité des droits de la fat

répondant à ses hauts faits précédens, garantie et confirmation par le vœu général de la Nation, nous nous voyons à Naples à l'instar des peuples insulaires et étrangers, la vénération à nos institutions et le dévouement se joint absolu au Roi et à sa famille royale, on prétend que la sûreté des Trônes est menacée, quand tout le monde sait que nous avons racheté jusqu'au scrupule le respect pour les droits pour l'indépendance et pour les institutions des autres Nations, nous nous étions refusés de nous immiscer d'une manière quelconque dans les affaires de Benevento et de Pontecorvo, quoique ces états soient enclavés dans le Royaume, et que les habitans aient adressé au Roi les plus vives instances pour être réunis à la Monarchie des Deux-Siciles, et lorsque, par suite d'une stipulation onéreuse que des circonstances extraordinaires nous avoient imposée, nous payons avec la plus grande exactitude au Prince Beauharnais les Cinq-Millions de Francs que le Gouvernement s'était engagé à lui fournir, on soutient que les institutions reconnues et le repos des peuples sont en danger!

Heureusement les faits qu'on vient de citer sont trop notoires pour être révoqués en doute, et le Cabinet de Vienne n'a pas pu le dissimuler longtems à lui-même. En effet dans les explications confidentielles que S. A. le Prince de Metternich a eues avec le Prince de Cimitile, il nous a attaqué avec d'autres armes. Suivant l'opinion de S. A. les Carbonari ont été les seuls acteurs des évènements survenus à Naples, ils ont forcé la bonté du Roi et la majorité de la Nation, ont provoqué l'armée à la révolte et proclamé une Constitution défectueuse qui n'offre aucune garantie de stabilité.

Tels sont, en résumé, les nouveaux griefs que le Ministère Autrichien a articulés au Prince de Cimitile contre notre réforme politique. — Examinons les avec calme et sans amertume.

Lorsqu'une secte, une faction quelconque, emporte par la force une concession, il est dans la nature des choses que tôt ou tard une opposition se forme, s'agrandit, et quelque fois acquiert elle-même l'ascendant du parti triomphant. Chez nous au contraire, sans apercevoir la moindre trace de dissidence, on ne voit qu'une nation parfaite de sentimens, de princi-

1820 pes, et de volonté. Dévouement sans bornes pour le Roi et pour son auguste Dynastie, attachement inviolable au régime constitutionnel, résolution de le défendre jusqu'à la dernière extrémité : voilà la profession de foi de tous les habitans des Deux-Siciles. Nous n'en exceptons pas même les Palermitains dont la différence d'opinions porte sur d'autres points d'un intérêt moins général, à la réserve de ce qui s'est passé chez eux, aucune violence aucune réaction n'a troublé la tranquillité du Royaume.

Les Ordres du gouvernement sont respectés, la justice est exactement exercée, les impôts sont payés, la discipline de l'armée est maintenue, la liberté individuelle, celle des opinions est pleine et entière, et si un zèle exagéré pour le bien public a causé d'abord quelques altérations, elles ont disparu bientôt à la voix ferme et paternelle du Gouvernement. Les élections des députés au Parlement, ce thermomètre infallible de l'esprit public, suffiroient elles-seules pour prouver que la Nation n'est animé que d'un seul sentiment, celui de son bien-être. Des hommes distingués par leurs vertus, par leurs services, et par leurs talens, ont été choisis, d'un bout à l'autre du Royaume, pour représenter la nation. Il n'y a aucune disparité d'opinions sur ses choix; les meilleurs citoyens ont obtenu la préférence.

Veut-on encore un argument incontestable que ce n'est pas une secte qui à opéré notre réforme politique? Ceux qui ont été les premiers à se prononcer pour le nouveau régime, ceux enfin que la renommée a proclamés les promoteurs de notre changement politique, n'ont pas été élus. Pense-t-on que si une secte avoit opéré ce changement, comme on veut la faire croire, elle n'aurait pas exigé que ses Chefs figurassent parmi les représentans de la Nation?

Un argument encore plus puissant contre l'opinion qu'on veut accréditer en Europe, que le Gouvernement est ici à la merci d'une secte, nous le tirerons d'un grand exemple de modération et de longanimité que nous avons donné aux nations civilisées, en permettant que la légation et les consulats autrichiens exerçassent ici librement leurs fonctions, tandis que notre Ambassadeur étoit obligé de s'arrêter à Klagenfurt et que notre Consul étoit renvoyé de Milan sans aucun égard et sur l'invitation de la police. S'il étoit moins fort par lui-même, s'il

était dominé par une secte, dont les passions sont toujours fougueuses et indomptables, le Gouvernement aurait-il pu contenir les effets de l'orgueil national justement irrité par un traitement pareil? 1820

Quant aux défauts, que le ministère autrichien impute à la Constitution d'Espagne, nous observons d'abord qu'une puissance étrangère n'a pas le droit de trouver bon ou mauvais le régime qu'un Souverain étranger a jugé convenable d'adopter pour ses états. Mais si l'on voulait juger de la stabilité des gouvernements par les institutions qui les régissent, certes, ce n'est plus un problème à notre époque, si l'on peut obtenir plus aisément cette stabilité par le système arbitraire, ou par le système constitutionnel. La charte d'Espagne peut avoir des défauts, sans doute, mais les principes portent l'empreinte de la raison et de toutes les vertus. La Nation d'ailleurs a un intérêt trop direct à perfectionner ses institutions, qu'elle jugera convenable d'adapter à ses besoins le nouveau système qui la régit, d'autant plus que l'acte de la proclamation du Roi a laissé au Parlement National le droit de les proposer. Que le Cabinet de Vienne se rassure donc sur ce point, car nous avons infiniment à cœur de donner à notre régime toute la stabilité dont l'ouvrage des hommes peut-être susceptible, persuadés que le premier mérite d'un Gouvernement Constitutionnel est celui de prémunir l'état contre les secousses occasionnés par le despotisme ou par la licence; et la sagesse des hommes recommandables que la Nation a choisis pour la représenter, secondée par la rectitude et les sentimens paternels du Roi, est un garant bien assuré que ce que nous avançons ne sera pas démenti.

Ayant démontré jusqu'à l'évidence combien sont dénuées de fondement et de justice les torts qu'on nous impute, nous entrerons franchement dans la discussion du dernier argument que le ministère autrichien pourroit nous opposer, quoique jusqu'ici il ne l'ait pas fait.

Il existe dans le traité, signé à Vienne le 12 Juin 1815 entre les Cours des Deux-Siciles et l'Autriche, un article secret conçu en ces termes.

“Les engagements que LL. MM. prennent par ce traité, pour assurer la paix intérieure de l'Italie, leur faisant un devoir de préserver leurs états et sujets, respectifs de nouvelles réactions, et du danger d'im-

1820 „prudentes innovations qui en ameneroient le retour,
 „il est entendu entre les hautes parties contractantes que
 „S. M. le Roi des Deux - Siciles, en rétablissant le
 „Gouvernement du Royaume, n'admettra pas des chan-
 „gemens qui ne pourraient pas se concilier soit avec
 „les anciennes institutions monarchiques, soit avec les
 „principes adoptés par S. M. I. et R. A. pour le régime
 „intérieur de ses provinces italiennes.”

Les phrases vagues et ambiguës de cet article exigent une explication. On sait qu'en diplomatie le sens littéral des traités est le seul qui fasse loi. Le Roi s'étant conformé à l'intelligence renfermée dans l'article cité, lors de la restauration du Gouvernement de Naples, a rempli sa promesse. Et il est à propos de remarquer ici qu'il s'agissait d'une simple intelligence, et non pas d'une condition ou de quelque engagement obligatoire pour un tems indéfini.

Sur quel fondement l'Autriche pourrait-elle donc faire un tort au Roi d'avoir cédé aux vœux unanimes de ses peuples, qui lui demandoient la Constitution de l'Espagne? Au reste, en admettant même par hypothèse, que l'article sus-énoncé fût obligatoire pour toujours, il faudrait démontrer, pour réclamer contre son infraction, que le changement opéré dans la forme de notre Gouvernement est en opposition avec les institutions Monarchiques. Nous soutiendrons au contraire que les Constitutions affermissent les trônes, puisqu'elles mettent hors de toute atteinte les personnes des Souverains et garantissent la légitimité de leurs droits; mais ce n'est pas ici l'occasion de disputer des théories. Il s'agit seulement de prouver, et nous croyons avoir prouvé suffisamment, qu'à défaut de toute raison l'Autriche ne pourrait pas même se prévaloir d'une stipulation qui se rapportait à d'autres tems et à d'autres circonstances, pour justifier une opposition à notre réforme politique.

A quoi devons nous donc attribuer l'attitude que l'Autriche a prise, et prend journellement contre nous? Quel peut-être le but de l'augmentation aussi excessive que précipitée des troupes Autrichiennes en Italie? Tant que le Roi a pu croire, qu'en prenant cette mesure, le Cabinet de Vienne n'avait en vue que de maintenir le bon ordre et la tranquillité intérieure dans ses états italiens, S. M. a respecté le droit que chaque

puissance a de faire chez elle ce qui peut lui paraître 1820 convenable.

Mais lorsque la Cour de Vienne refuse obstinément d'entrer dans aucune explication avec celle des Deux-Siciles et de recevoir les représentans et les Agens du Roi; lorsque l'Empereur refuse de répondre aux lettres confidentielles de Sa Majesté, lorsque le Cabinet Autrichien a fait circuler des Notes aux Puissances alliées, à la Confédération Germanique, aux Gouvernemens Italiens, contre le nouvel ordre des choses établi à Naples, lorsqu'enfin les journaux de Vienne et de Milan se permettent officiellement des propos contre nous, qu'un Gouvernement qui se respecte ne devrait jamais autoriser, le Roi manquerait au sentiment de sa dignité et à ce qu'il doit à la Nation brave et généreuse dont la Providence lui a confié les destinées, s'il se montrerait indifférent à une conduite aussi inconvenante de la part d'un Gouvernement ami et allié.

En conséquence, Sa Majesté a chargé le soussigné de s'adresser à S. A. Mons. le Prince de Metternich, pour lui demander une explication positive et cathégorique sur le but de ces armemens extraordinaires et sur l'attitude que l'Autriche a prise envers le Gouvernement Napolitain, attitude aussi contraire aux liens et aux sentimens d'amitié existants entre les deux Cours que peu conformes aux principes de fraternité et de désintéressement que les Souverains Alliés ont proclamés à la face du monde entier.

Le Roi qui a reçu tant de preuves de la cordialité et de l'attachement de S. M. l'Empereur, son auguste neveu et gendre, ne doute pas que les éclaircissemens contenus dans cette Note, en dissipant les sinistres impressions que la malveillance ou les passions individuelles de quelque ennemi du repos de l'Europe ont pu lui inspirer, lui feront renoncer à tout projet hostile contre une Nation qui a admiré de près ses grandes vertus. Et certes, si quelque chose pouvait en ternir l'éclat, ce seroit l'aggression que l'Autriche pourrait méditer contre le Royaume des Deux-Siciles.

La postérité aurait peine à concevoir une pareille injustice et un attentat aussi sanglant aux droits des Nations, d'autant plus odieux que la même puissance qui s'en rendrait coupable n'a pas contrarié les plus petits états de l'Allemagne qui se sont donné des Con-

1820 stitutions et n'a fait aucune démarche, au moins publique, envers l'Espagne, dont nous avons suivi l'Exemple.

On ne pourrait donc qu'attribuer à d'autres vues la guerre que l'Autriche entreprendroit contre une Nation pacifique, occupée uniquement de son bien-être et très empressée à maintenir la meilleure intelligence avec toutes les puissances étrangères et à cimenter les relations particulières existantes entre les Cours de Naples et de Vienne.

La haute opinion que S. M. le Roi a des qualités individuelles de S. M. l'Empereur, lui est garante de la justice et de la sagesse qui présideront à ses délibérations; et il croit ne pas se tromper en pensant que bientôt le Gouvernement Autrichien reviendra de ses préventions contre nous, et que les liens d'amitié qui unissaient naguères les deux états, se resserreront encore plus pour l'avantage réciproque des deux nations.

Mais si malheureusement cet espoir ne se réalisait pas, le Roi et la Nation entière, résolus de défendre, jusqu'à la dernière extrémité, l'indépendance du Royaume et de la Constitution, qui est le palladium de ses droits et le plus ferme appui de la Monarchie légitime, sont prêts à s'ensevelir plutôt sous les ruines de la patrie que de plier sous un joug étranger.

L'exemple de la résistance héroïque des Espagnols au despotisme de Napoléon, nous encouragerait, et si les rapports que le Cabinet de Vienne reçoit de Naples sont véridiques, il ne croira pas exagéré ce que nous avançons.

Le Soussigné prie donc S. A. Monsieur le Prince de Metternich de vouloir bien mettre cette note sous les yeux de S. M. I. et R. A. et d'y donner au plutôt une réponse décisive, afin que nous sachions à quoi nous en tenir sur les intentions de la cour de Vienne.

(Signé)

Duc de CAMPOCHIARO.

5.

Lettre anonyme contenant un Exposé des relations politiques de la Diète germanique à Francfort et une caractéristique de ses membres. En date du mois de Mai 1822).*

Frankfurt, den ... Mai 1822.

Ich kann Ihnen nun Aufschluss über das System geben, aus welchem früher die Cirkularbemerkungen von I. (Pr.) über den Geist der Leidenschaftlichkeit und Willkühr, der in der II. (B.-V.) herrschen soll, und jetzt die Diatriben des Hrn. a. (von Gentz) gegen ein nicht genanntes und doch hinlänglich bezeichnetes Gouvernement geflossen sind.

Seit den in der dritten diesjährigen Sitzung Statt gehaltenen Verhandlungen über Vertagung der II. (B.-V.), welche zwar auf III. (Oestr.) Antrag erfolgten, wobei über die Termine, in welchen unter andern Angelegenheiten auch in Beziehung auf die Beschwerden IV. (Anhalt) gegen I. (Pr.) Beschlüsse gefasst werden sollten, festgehalten wurden, sind mehrere Präsidial-Propositionen theils ganz durchgefallen, theils auf weitere umfassendere Prüfung ausgesetzt worden. Weit davon entfernt, den Grund dieser Ereignisse in der Natur der Anträge und in der Art und Weise, wie sie motivirt wurden und durchgetrieben werden sollten, zu finden, suchen die dadurch Beleidigten sie in der feindseligen Stimmung einzelner Höfe gegen die prädominirenden Bundesmächte, nicht mehr aber in der liberalisirenden Tendenz einzelner Bundesgesandten.

Das System, wie es sich aus mannichfachen Aeußerungen derer, die es ausgekocht haben, und zwar ohne

*) Dieses Schreiben erschien gedruckt in öffentlichen Blättern; es ist französisch übersetzt, in pariser Tagblättern. Es ward vielmal bezeichnet durch die Benennung "Langenauische Note," ein Gerücht den k. k. Oesterreichischen General von Langenau als Verfasser nannte, der damals zu Frankfurt als Präsidial-Mitglied der Bundes-Militär-Commission etc. sich aufhielt. Der Schlüssel für die Zeichen, durch welche Regierungen und Einzelne angedeutet werden, folgt unten am Schlusse.

1822 alle Consequenzenmacherei ableiten, ja oft mit den eigenen Ausdrücken seiner Erbauer, die ihre diplomatischen Kunststücke schon in mancher Herren Länder, im Cabinet wie im Feldlager*) erprobt haben, wiedergeben lässt, ist folgendermassen zusammengezimmert.

In die Majorität der II. (B.-V.) ist ein Geist des Widerspruchs gefahren, der sich in zweifacher Beziehung in der Form des Liberalismus manifestirt, obwohl er durch und durch politischer Natur ist.

Die erste Form ist die der Gesetzlichkeit. Kein Antrag darf ohne strenge Prüfung zur Abstimmung gebracht werden; an jeden wird der Buchstabe des Gesetzes als Maass angelegt, jede Discussion wird wieder auf Grundsätze zurückgeführt und ohne künstliche Exegese der Sinn desselben auf folgenreiche Weise ausgedehnt. Aber nicht die Gesetzlichkeit, die Verfassungsmässigkeit, ist der Zweck dieser Sophisten. Dieser besteht vielmehr darin, den grossen Bundesmächten die normale Rechtsgleichheit so unerträglich zu machen, dass sie, um sich in ihren Interessen nicht binden zu lassen, sich genöthigt sehen, im Bunde nur eine passive Rolle zu spielen und nur durch diese Passivität gegen die Active der Mindermächtigen zu agiren. Allein dieses fördert gerade deren Zweck, indem die kleineren Staaten eben durch ihre Thätigkeit die öffentliche Meinung für sich gewinnen, in dem Grade, in welchem die grösseren durch ihre Unthätigkeit, die als hemmendes Princip erscheint, sie verlieren.

Die zweite Form ist die Nationalität. In dieser Form suchen sich die verschiedenen, oft einander widerstrebenden Interessen der einzelnen Staaten in Separat-Verhandlungen auszugleichen und zur Erhaltung der so errungenen gemeinsamen Interessen, fürnliche Bünde im Bunde zu stiften. Warum wird mit so grossem Eifer, mit so vieler Umsicht an der Organisation der gemischten Armee-corps gearbeitet? Warum werden den Vereinigungen darüber, alle Rangstreitigkeiten so leicht geopfert? Warum stehen die Theilhaber dieser Corps, sobald sie die Selbstständigkeit derselben nur von Weitem gefährdet glauben, Alle für einen Mann? Warum hat man in Staaten, welche von Protestanten registert

*) Der angebliche Urheber dieser Note war im Feldzuge von 1814 Direktor der Oesterreichischen geheimen Polizei.

werden, mit so unermüdeter Hartnäckigkeit allen Schwierigkeiten, die sich der Gründung eines gemeinsamen Systems für die katholischen Kirchenangelegenheiten in den Weg legten, Trotz geboten? Hat nicht, um nur dieses System zu Stande zu bringen, Würtemberg seinen Landesbischof einem badischen Erzbischof untergeordnet? Darmstadt der Metropolitanwürde, welche Mainz so lange zierte, entsagt? Kurhessen dem Grossherzogthum Hessen den Vorrang eingeräumt? Hat man nicht selbst kleine Staaten Norddeutschlands in den süddeutschen Verein zu locken gewusst? Warum wird auf einmal jede Finanzrücksicht und jedes Provinzial-Interesse für Nichts geachtet, um nur den süddeutschen Handels-Verein, an welchem in Darmstadt so eifrig gearbeitet wird, zu Stande zu bringen?

Die öffentliche Meinung soll damit gewonnen werden. Die Völker sollen an die Möglichkeit glauben, dass sie Ein Volk werden könnten; sie sollen in solchen Vereinen ihr Wohl gegründet finden; sie sollen Parthei nehmen gegen die, welche, weil sie andere Interessen haben, den gleichen Weg nicht nehmen können und in dieser neuen Liebelei mit den Völkern und der öffentlichen Meinung wollen jene Liberalen dem Einflusse ein Ziel stecken, den zu ihrem grossen Verdrusse die grossen Mächte noch immer auf die inneren Angelegenheiten der einzelnen Staaten ausüben, und auszuüben berufen sind.

Die Menschen, welche oft weniger liberal sind, als wir, um zu ihrem Zwecke zu gelangen, sich darstellen, theilen sich zwar wieder in zwei verschiedene Classen, in Idealisten und Realisten, allein, wenn auch von verschiedenen Gesichtspunkten ausgehend, streben sie doch beide nach einem Ziele, die beiden grossen Bundesmächte in einen Antagonismus zu organisiren.

An der Spitze der Idealisten steht Herr b (v. Wghm.). Er schliessen sich mehr oder weniger an, die Herrn c und d (v. Ctz. u. v. Hnr.). Realisten sind die Herren e und f (v. A. u. v. L.). Jener lässt die Idealisten vor sich gehen und zieht, indem er sie zu bekämpfen scheint, die Conclusa, wie sie es wollen, gegen III. (Oest.). Dieser stimmt offen und unverholen für Alles, was gegen die grossen Mächte ist. Ihm folgt, wenn irgend möglich, Herr g (v. Bth.). Auf h, i, k (Gr. v. E., Gr. v. B., Gr. v. B.) ist nicht zu rechnen; sie sind den

1822 Idealisten und Realisten persönlich befreundet, um wenn sie gegen die grossen Mächte auch Nichts unternehmen, so sind sie doch auch nicht für sie zu gebrauchen; macht man Ansprüche an sie, so schützt der Eine die Forderung der Ehre, der Andere gar das Pandostenrecht vor; im Grunde liebäugeln auch sie mehr oder weniger mit der Popularität. Aus Hrn. m (v. Bild) ist nicht klug zu werden; er lebt in allen Elementen mit gleicher Leichtigkeit.

Was bleibt uns? Ein Präsident*), der zwar sagen muss, was wir wollen, es auch gern und mit Heftigkeit sagt, aber nicht vertheidigen kann, so dass er mit dem besten Willen das Gegentheil beschliessen hilft was er durchsetzen sollte; der Herr n (Gr. v. d. Gliz) der das, was o (Gr. v. B—l) bejaht, zwar nie verneint, aber zur Vertheidigung der Sache nie, auch nicht das Mindeste beizutragen vermag; der Herr p (v. Hmrstader) der uns nur bei seinem ersten Auftritt liberal, also gefährlich erschien, jetzt aber sich täglich besser zeigt er hat Kenntnisse und Verstand, einen gewissen Geistes der Intrigue und den Stolz, der über die Kleinen wegsieht er wird uns, wenn wir ihn mit dem Bande, das uns darreicht, vollends fesseln, wichtige Dienste leisten können; der Minister q (v. Mschll.), auf den unter allen Umständen und für jeden Zweck zu rechnen ist der Herr r (v. Lhdi.) der nicht mucksen darf, und die Gesandten der freien Städte, obwohl auch diese die Mehrzahl nach die Faust in der Tasche machen.

Hieraus folgt, dass, so gute Elemente wir auch haben, man dennoch an die Gründung des Stabilitäts Systems und also an Herstellung der Ruhe nicht denken darf, wenn man nicht die Idealisten zusammen den Realisten bannen kann.

Die II. (B-V.) muss epurirt werden. Darauf müssen III. (Oest.) und I. (Pr.) vor Allem wirken. Auf diesen Zweck berechneten Schritte müssen zwar gemeinschaftlich verabredet, aber nur abwechselnd von einem der beiden Staaten allein und nur sehr nach dem nach gemacht werden, damit nicht auch andere, die angegriffenen Bundesglieder, sich in ihrer Bundeswürde gefährdet glauben mögen. Desshalb darf auch die Execution nicht mit dem e (v. Wghm.)

*) Graf Buol-Schauenstein.

1822 an innerer Wahrscheinlichkeit und seinem Erfin
 Kenntniss der Menschen, wie sie in den Sal
 finden sind?

Mir scheint, er hat es tief aus seiner eigenen
 die doch auch eine Menschennatur ist, geschöpft
 aber, wenn dieser Menschenkenner auf Me
 stiesse, die ohne den Salons fremd zu sein, doch
 seiner Natur wären?

S c h l ü s s e l.

- I. Preussen.
- II. Bundes-Versammlung.
- III. Oesterreich.
- IV. Anhalt.
- V. Baiern.

a Herr v. Gentz.	I Herr v. Pentz.
b „ v. Wangenheim.	m „ v. Blitters
c „ v. Carlowitz.	n „ Graf v. der
d „ v. Harnier.	o „ Graf v. B
e „ v. Aretin.	„ Schauen
f „ v. Lepel.	p „ v. Hamme
g „ v. Both.	q „ v. Marsch
h „ Graf v. Eyben.	r „ v. Leonha
i „ Graf v. Grünne.	s „ Graf v. Rec
k „ Graf v. Beust.	t „ FürstMette

6.

*Dépêche réservée du Comte de
 selrode au Prince de Lieven*

St. Petersburg, le 9 Jan.

Les rapports Nos. 159 et 160 dont V. Exc
 chargé le Courier Weinner, ont été lus avec l
 grande attention et mûrement médités par Sa l
 l'Empereur. Vous avez, mon Prince, saisi le v
 objet des instructions qui vous avoient été add
 de Moscou le 17 (29) Septembre, 1826. Les c
 nications du Ministère Anglois que nous venions

*) Cette pièce remarquable a été pour la première f
 au jour en 1844 par le Nouveau Portfolio imprimé à
 (T. II. Nro. VII. February p. 325 — 341.).

cevoir alors par votre intermédiaire, annoncaient le dé- 1827
 sir d'entamer la question grecque tant avec nos Alliés
 qu'avec la Porte Ottomane, et puisque nous étions ar-
 rivés au point d'ouvrir une discussion difficile, nous
 devions nécessairement provoquer des explications plus
 précises, sur la marche de cette négociation nouvelle
 et les mesures indispensables pour en assurer la réussite.
 Sous ce rapport, les déclarations ultérieures que vous
 avez obtenues de Mr. Canning tant par écrit que de
 vive voix, nous ont procuré, d'un côté, des renseigne-
 mens d'un haut intérêt, et de l'autre, elles ont engagé
 le Cabinet de Londres plus avant dans une affaire qui
 importe au repos de l'Europe et aux intérêts de la
 Russie. Mais vous ne vous êtes pas dissimulé et avec
 raison, qu'il y avoit encore beaucoup d'hésitation dans
 la politique du Gouvernement Anglois. V. Exc. en
 effet lui adresse une lettre réservée pour lui annoncer
 qu'en se décidant à poursuivre la pacification de la
 Grèce, l'Empereur croit indispensable de concerter pour
 le cas d'un refus obstiné de la part du Divan des me-
 sures ultérieures si les moyens coercitifs déjà signalés
 par le Cabinet Britannique, le rappel des Ambassadeurs
 et la menace de reconnoître l'indépendance des Grecs,
 se trouvaient insuffisans et Mr. Canning, sans dire un
 mot du Divan, sans faire l'allusion même la plus indi-
 recte à l'évènement néanmoins si probable que vous
 l'invitiez à prévoir; vous répond, mon Prince, que le
 grand but de la Russie et de l'Angleterre doit être
 d'obtenir la coopération de leurs Alliés, mais que, si
 ces derniers ne l'accordent pas, l'Angleterre ne sera pas
 moins obligée de travailler avec la Russie à l'exécu-
 tion du Protocole du 23 Mars (4 Avril). Or cette ob-
 ligation, l'Angleterre l'a contractée le jour même de la
 signature du Protocole. C'est un engagement positif
 qu'elle ne pourra jamais nier. De plus en recherchant
 même la coopération des Alliés, Mr. Canning dans la
 lettre ostensible qu'il vous écrit en date du 20 Novr.
 sous ce qu'il appelle les *égards* au point de faire
 librement entendre, que la mesure la plus énergique
 qu'il propose ne sera adoptée qu'autant que toutes les
 autres Cours y consentiront, et qu'elle tombera si
 elle n'obtient pas leur suffrage. C'est cependant cette
 mesure seule qu'il fait indiquer dans la note qu'il charge
 ses Représentans de S. M. Britannique de remettre aux

1827 Cabinets de Paris, de Vienne et de Berlin. Et comme si de telles précautions ne pouvoient encore calmer la sollicitude, d'un côté il établit l'opportunité d'une accession plus solennelle au Protocole du 23 Mars (4 Avril) de la part des Puissances qui en avaient déjà entièrement approuvé toutes les clauses, de l'autre il prescrivit à l'Ambassadeur d'Angleterre à Constantinople de s'abstenir de toute démarche jusqu'à ce qu'il connaisse les réponses des Cours d'Autriche, de France et de Prusse aux propositions qui leur ont été envoyées et de ne réaliser la menace du rappel des Ambassadeurs, qu'après même cette détermination serait arrêtée par toutes les Cours intervenantes, que lorsqu'il en recevrait l'orditératif et spécial du Cabinet de Londres. Moins d'incertitude et moins de complications auraient suffi pour créer de grands embarras. Aussi n'ont-elles pas manqué de produire leurs effets et les embarras ne se firent-ils que trop vivement sentir. La France a profité des ouvertures du Cabinet de Londres pour proposer d'abolir verbalement la conclusion d'un traité portant garantie à l'Empire Ottoman dans son *status quo* actuel, en vue de la conversion en Traité du Protocole du 23 Mars (4 Avril); pour faire naître une discussion sur la part que l'Angleterre devrait prendre à la garantie des arrangements qui rendraient la paix à la Grèce; enfin pour déclarer que dans le cas prévu, elle rappellerait l'Ambassadeur de Constantinople, mais sous la condition que les Représentans de toute les autres Cours Alliées eussent également à se retirer. L'Autriche voyant que l'Angleterre balançait au lieu d'agir et discutait encore ses engagements avec nous au lieu de tendre droit à l'exécution l'Autriche dont on ne pouvoit se cacher en disposition peu favorables, a élevé aussitôt une question de droit en manifestant des doutes sur celui que les Puissances contractantes au Protocole du 23 Mars (4 Avril) possèdent, d'exiger l'adhésion du Grand Seigneur aux arrangements consacrés par cet acte; elle a reproduit ses idées sur la nécessité absolue de n'imprimer qu'un caractère totalement spontané aux concessions que la Porte feroit en faveur des Grecs, sans préjudice désormais de nulle garantie étrangère; finalement nous a bien promis ses vœux et son suffrage, en l'état de cause, mais elle ne nous a pas laissé ignorer qu'elle ne nous accorderait une assistance plus efficace

qu'autant que nous adopterions ses principes et son 1827
nouveau plan de négociation. L'opinion de la Prusse
as nous est pas encore connue. Quelle qu'elle soit au
pate, elle ne sauroit constituer un poids décisif dans la
balance, et tout ce qu'il y a de sûr au milieu de ces
déclarations équivoques et de ces avis divers plus ou
moins timidement articulés, c'est que le Cabinet Impé-
rial se trouvoit dans une position qui l'obligeait de
parler avec force et de donner à cette affaire, pour
ainsi dire flottante, une impulsion plus énergique. S'il
étoit renfermé dans les limites des seuls moyens de
négociation indiqués par Mr. Canning, il n'auroit pu
prendre son espoir que sur la menace d'un rapproche-
ment avec les Grecs, la retraite des Ambassadeurs de-
venant pour le moins incertaine, après la réponse de
l'Autriche et jamais assurément plus faible garantie de
accès, n'eut été appliquée à une question plus difficile.
Il avoit simplement suivi les ouvertures de la France,
il auroit pour tout résultat, changé la forme du Pro-
jet du 23 Mars (4 Avril). Enfin s'il avoit accepté le
plan de l'Autriche, il se serait aliéné l'Angleterre, et
il aurait entamé une autre négociation sans espoir de réus-
sire. Sa situation cependant étoit moins embarrassante
alors que ne doit l'être aujourd'hui celle de Mr. Strat-
ford Canning, lui-même à Constantinople. Cet Ambas-
sadeur ayant ordre d'attendre, avant d'agir, les réponses
des Cours Alliées aux propositions qui leur avoient
été faites, comment doit-il juger ces réponses, depuis
qu'il les connoit? La France a presque entièrement ad-
hérent à nos vues. L'Autriche en a manifesté de parti-
culiers. L'une et l'autre nous ont exprimé des désirs
communs. Dans cet état de choses, que fera Mr. Strat-
ford Canning? Se croira-t-il autorisé à des démar-
ches par l'assentiment du Cabinet de Paris, ou sera-t-il
arrêté par l'attitude du Cabinet de Vienne? Et quel
sera dans tout cela le rôle de Mr. Ribeaupierre,
qui a des mêmes instructions que le représentant de
l'Angleterre? En vérité plus on examine la politique du
Gouvernement Anglois dans les affaires grecques, de-
puis l'an, plus on y découvre des contradictions.
Après le succès de Mars 1826, alarmé de l'extermination im-
minente des habitans de la Morée et des succès du
Général d'Egypte, Mr. Canning fait remettre des notes
diplomatiques au Divan de Constantinople, il provoque et

1827 accepte la demande de médiation que les Grecs lui adressent et met en avant l'idée d'une opération nava qui paralyseroit les secours que l'Egypte fournit à l'Empire Ottoman. Maintenant il garde le silence sur cette opération décisive, il ne paraît plus nourrir de crainte sur les effets des expéditions égyptiennes et subordonne aux opinions des autres Cours l'exercice de la médiation, dont il s'est chargé. Au mois de Juin, il ne reproche d'avoir révélé à nos Alliés l'existence du Protocole qu'il venoit de signer avec nous. Maintenant il ne se contente plus de leur adhésion à ce même acte il les invite à prendre le rôle de parties contractantes. Au mois de Septembre il envoie à Mr. Stratford Canning l'injonction d'agir. Maintenant il l'a suspendu jusqu'à ce que l'Autriche, la France et la Prusse aient approuvé cette mesure. A Paris son langage fait croire qu'il attache la plus haute importance et sa gloire personnelle à la pacification de la Grèce. A Londres, il traite ce sujet dans la lettre qu'il vous écrit le 8 (20) Novembre, avec une timidité, avec des précautions qui ne semblent annoncer ni l'intention sérieuse de tenter l'entreprise, ni le ferme dessein de l'accomplir. Pour augmenter ce contraste, à Petersbourg le Duc de Wellington plaide avec chaleur la cause des Grecs; arrête le Protocole du 23 Mars (4 Avril); à Londres il recule le premier devant les conséquences nécessaires de son propre ouvrage. De tels changemens font naître plus d'une réflexion. On dirait et non sans motif que l'idée de couper la mer aux expéditions d'Egypte destinées à conquérir la Grèce, n'a été émise que comme un moyen de s'associer à nous, lorsqu'on appréhendoit la rupture entre la Russie et la Porte; que le Protocole du 23 Mars (4 Avril) a été signé dans le même but que le désir de l'exécuter, n'a duré qu'autant que cette appréhension et que du jour où l'on a regardé comme certain que la Russie ne déclareroit plus la guerre à l'Empire Ottoman, du jour où la nouvelle de la nature du Traité d'Akerman s'est répandue en Europe, la seule combinaison dont on se soit occupé, consistant à réduire les négociations relatives à la Grèce, en marches trop faibles pour amener aucun résultat positif, faisant et pour permettre à la Russie de ressaisir son ancien ascendant à Constantinople.

Quoiqu'il en soit de ces conjectures, Vous savez



mon Prince, combien il nous importoit d'éclaircir nos 1827
loutes, d'abrégér les délais et de mettre un terme aux
hésitations.

V. Exc. nous mandoit d'ailleurs dans ses dépêches
du 23 Novembre (5 Decembre) dernier, tout en dé-
plorant la mollesse des déterminations du Ministère
Anglois, que l'accession de la France le porteroit à se
prononcer avec plus de vigueur. Cette accession a eu
lieu, le but des menagemens si soigneusement employés
par le Cabinet de Londres est donc atteint et Vous
pourrez sans blesser l'amour propre de Mr. Canning,
lui faire connaître que dès lors nous avons jugé indis-
pensable d'aborder franchement la partie la plus difficile
du problème qui nous reste à résoudre. Si ce ministre
même sincèrement le voeu de pacifier la Grèce, il est
essentiel de lui fournir des armes pour combattre l'op-
position de ses collègues; or l'expérience nous a dé-
montré que le seul argument qui fasse quelque impres-
sion sur les autres Cabinets est la crainte de voir en
dernière analyse, la pacification de la Grèce s'opérer
par l'ascendant seul de la Russie. Les conduire à l'al-
ternative de nous laisser maîtres absolus du terrain ou
de s'associer à nous pour diriger de concert cette œu-
vre de paix, c'est nous assurer le meilleur moyen d'ob-
tenir leur concours à l'exécution du Protocole du 23
Mars (4 Avril), 1826.

Tels sont, mon Prince, les considerations qui nous
ont guidés dans la rédaction de notre dépêche principale
de ce jour.

Pour éviter le reproche de décliner une proposi-
tion provoquée par le Ministère Anglois, l'Empereur
accepte celle de la France, et consent à la conversion
du Protocole du 23 Mars (4 Avril) en un traité formel.
Il consent à ce que ce Traité soit conclu entre toutes
les Puissances qui voudront le signer. Il consent de
plus à ce que ce traité soit négocié à Londres; mais la
condition à laquelle il le subordonne est une condition
à qua non. Puisqu'on nous propose de contracter
des engagements plus solennels et plus obligatoires, nous
avons pleinement en droit de proposer à notre tour
de stipuler les moyens de les remplir. Ou nous in-
vite à sanctionner un principe. Nous invitons à en re-
connaître la conséquence. Rien de plus juste, rien de
plus naturel. Dans toute autre hypothèse la conversion

1827 du Protocole en Traité, ne serait qu'une formalité sans objet et nous ne verrions aucune raison de nous prêter à un acte évidemment inutile. De plus, pour prouver que la spécification des mesures ultérieures tendantes à l'exécution du protocole ou du Traité qui en serait la suite est indispensable, nous examinons les moyens coercitifs proposés par l'Angleterre et approuvés, par nous au mois de Septembre; nous établissons qu'ils doivent être employés afin d'épuiser les voies de persuasion, mais que les voies de persuasion pouvant ne pas mener à l'issue désirée des moyens plus efficaces doivent être concertés dès à présent. Ces deux vérités sont si simples qu'il étoit facile de leur imprimer le caractère de l'évidence.

Enfin nous indiquons la substance des clauses ou déclarations secrètes auxquelles nous subordonnons la conclusion du Traité proposé par la Cour des Tuileries. Dans ces clauses nous avons fixé les termes des délais, parce que la Russie souffrant plus que toute autre Puissance de la prolongation des troubles du Levant, et sacrifiant momentanément, lorsqu'elle abordera la question de la Grèce, les avantages de sa convention d'Akerman, est en droit d'exiger que la crise soit désormais aussi courte que possible. Une expérience récente prouve en outre, que la fixation de ces termes est la seule manière de négocier avec la Porte. La vraie mesure coercitive que nous signalons, est la réunion des escadres dans le but d'empêcher les secours Turcs ou Egyptiens d'hommes, d'armes, de vaisseaux et de munitions, d'arriver en Morée et dans l'Archipel. Cette mesure nous semble réunir plusieurs avantages essentiels. Elle serait d'une exécution facile; elle pourrait être adoptée par toutes les Cours intervenantes, elle attesterait un accord Européen, elle ne constituerait d'ailleurs qu'une espèce d'hostilité négative; elle n'ébranleroit pas l'Empire Turc jusques dans ses fondemens, et néanmoins elle démontreroit à la Porte la résolution inébranlable de parvenir au but qu'on aurait marqué dans l'intérêt général; elle formerait à ses yeux cette nécessité impérieuse devant laquelle le Divan fléchit par principe. Il serait donc permis d'en espérer le succès. Et quand on songe que dans le moment actuel, la Porte ne possède aucun moyen de résistance, quand on considère que dans le cas même où la mesure dont

ous venons de parler serait encore inefficace, nous proposons de concerter nos déterminations avec nos alliés, c'est à dire, d'accorder nos vues avec les leurs, car du reste ce ne sont plus des clauses obscures qui régissent nos relations avec l'Empire Ottoman, mais des stipulations détaillées et précises que nous avons communiquées à toute l'Europe, et que ce ne serait pas désormais un droit exclusif de protection que nous exercerions envers les Grecs, un droit d'autant plus redoutable qu'il étoit indéfini, mais que nous aurions conclu à leur égard des arrangements explicites, communs avec les autres grands Etats, et qui leur offriraient un égal partage de bénéfices et d'influence, on devrait convenir, et nous nous en félicitons, que loin de trahir des idées ambitieuses, nous donnons un gage de la modération qui préside à notre politique; que loin de vouloir exciter des commotions dans l'Empire Ottoman, nous nous efforçons de lui donner, à la paix dont il jouira les plus solides garanties.

Nous le répétons, si Mr. Canning est sincère, il ne peut nous avoir gré de lui fournir des argumens pareils en faveur du système qu'il essaye de faire prévaloir.

Mais il nous reste à discuter les objections qu'il pourra Vous opposer peut-être.

S'il s'effarouche à l'idée d'un traité accompagné des clauses que nous regardons comme indispensables, s'il allègue la difficulté pour le Gouvernement Anglais d'entrer dans des stipulations éventuelles, nous avouons que cette difficulté est selon nous une de celles que le Cabinet Britannique met en avant dans ses négociations, mais qui au fond ne l'arrêtent jamais. Ses Traités avec le Portugal en présentent des preuves qu'il n'a rien de difficile à publier lui-même, et nous pouvons en citer plusieurs autres d'une date plus récente.

Presque tous les traités d'Alliance qu'il a conclus contre Buonaparte, pendant les dernières guerres, avaient par leur nature quelque chose d'éventuel. Des stipulations éventuelles avaient accompagné le traité de Paris du 20 Novembre 1815. D'autres stipulations éventuelles qui sont jusqu'à présent obligatoires pour l'Angleterre, ont été consignées au Protocole secret et au Protocole militaire du 15 Novembre, 1818, pour le cas d'une révolution en France. Enfin à Aix-la-Chapelle l'Angleterre étoit éventuellement convenue des mesures

1827 à prendre envers le Roi de Suède, s'il refusait de payer au Danemarck la dette norvégienne; et parmi ces mesures figuroit le rappel des représentans accrédités à Stockholm par les Cours Alliées. L'objection que nous avons citée serait donc suivant nous, une objection sans poids, et nous ne pensons pas non plus que Mr. Canning puisse en élever de graves, contre les mesures même dont nous proposons l'indication précise. Les deux premières sont celles qu'il a signalées depuis le mois de Septembre. Si au surplus il regardoit la seconde, le rappel des Ambassadeurs, comme impraticable parcequ'il est douteux que l'Autriche s'y prête, nous consentirions sans peine à la supprimer entièrement. Pour ce qui est de la réunion des Escadres, peut être Mr. Canning observera-t-il que si un pareil moyen devait être employé, l'Angleterre pourroit le mettre seule en usage et n'aurait dès lors nul besoin de la co-opération de ses Alliés. Notre réponse se présente d'elle même. La Russie n'aurait pas non plus besoin de la co-opération de ses Alliés si elle voulait, soit à l'aide de la même mesure, soit par des résolutions plus vigoureuses encore, accomplir seule la pacification de la Grèce. La position des deux Puissances ne diffère donc pas sous ce rapport. Vû les antécédens cette concession est plus importante de notre part et quand elle serait réciproque, en joignant leurs forces, les parties contractantes s'assurent aussi parfaite réciprocité d'avantages.

Il serait possible encore que Mr. Canning vous demandât, mon Prince, quel rôle l'Autriche remplirait dans le traité qu'il s'agit de conclure. Nous en abandonnons le choix à la Cour de Vienne. Si elle consent à y prendre part, l'Empereur s'en félicitera sincèrement, mais son refus ne serait aux yeux de Sa Majesté Impériale, ni une raison de ne pas signer le traité, ni une raison le ne pas l'exécuter.

Nous devons enfin prévoir le cas où Mr. Canning voyant les conditions que l'Empereur attache à la conclusion du Traité proposé par la France, Vous annoncerait que le Cabinet Britannique n'agrée pas cette proposition et qu'il aime mieux s'en tenir au Protocole du 23 Mars (4 Avril), Votre Exc. voudra bien lui déclarer alors que l'idée d'un traité formel, n'étant pas venu de la Russie et motivant des objections de la

part l'Angleterre, le Ministère Impérial n'y donnera 1827
 son plus aucune suite, que néanmoins le fond de la
 question ne change pas, que la Russie et l'Angleterre
 étant engagées à travailler de concert à la pacification
 de la Grèce, doivent nécessairement concerter les me-
 sures qu'elles adopteront dans ce but d'utilité commune,
 selon le vieil adage: *qui veut la fin, veut les moyens.*
 Nous ne pouvons admettre aucune autre interprétation
 de l'acte du 23 Mars (4 Avril), surtout si nous consi-
 dérons qu'il est déjà connu des Turcs et qu'il faussera
 dès lors notre position à Constantinople, soit en aigri-
 sant le Divan, soit en lui faisant croire que nous som-
 mes trop faibles pour exécuter de telles promesses.

L'Empereur se plait à espérer, mon Prince, que
 nos propositions et les motifs dont vous les appuyerez,
 seront appréciés par le Ministère Britannique et la con-
 fiance que Sa Majesté place dans vos talens, La dispose
 à penser que vous engagerez Mr. Canning ou bien à
 conclure un Traité formel accompagné des clauses dont
 nous démontrons la nécessité, ou à maintenir le Proto-
 cole du 24 Mars (4 Avril), mais toujours en convenant
 pour l'exécution de cet acte, des mesures que notre
 dépêche ostensible indique pour le cas d'un traité. Les
 termes de cette explication peuvent être aussi confiden-
 tiales, aussi secrètes que Mr. Canning le désirera, mais
 l'explication elle même est indispensable, car encore une
 fois, ce n'est point dans une affaire de cette importance
 qu'il peut être inutile de calculer l'avenir et d'arrêter
 une marche ferme et précise. Que si contre toute at-
 tention, vous éprouviez une résistance invincible, si Mr.
 Canning ne vouloit ni conclure un traité conforme à
 vos vœux, ni arrêter pour l'exécution du Protocole du
 24 Mars (4 Avril) d'autres mesures que celle de la
 visite des Ambassadeurs accrédités à Constantinople,
 ou la subordonnant au consentement de toutes les
 Puissances Alliées, ou celle qui consisterait dans la menace
 d'un rapprochement avec les Grecs, L'Empereur confie
 à votre prudence un moyen de négociation que Vous
 tenez en réserve et dont Vous ne ferez usage
 qu'à la dernière extrémité.

Ce moyen serait d'appeler l'attention de Mr. Can-
 ning sur le §. 3., du Protocole du 23 Mars (4 Avril)
 qui lui fait voir que d'après ce paragraphe, les parties
 contractantes, se réservent quel que soit l'état des

1827 *relations de la Russie avec la Porte, de profiter en commun ou séparément de toutes les occasions favorables, afin d'amener le Divan à souscrire aux arrangements dont elles conviennent pour le rétablissement de la paix en Grèce. En vertu de cette stipulation vous feriez savoir à Mr. Canning que l'Empereur ne pouvant s'entendre avec le Gouvernement Anglois se réserve néanmoins de remplir séparément aux termes du Protocole du 23 Mars (4 Avril), les obligations qu'il a contractées par cet acte et que l'état actuel de Ses rapports avec l'Empire Ottoman, ne mettrait aucun obstacle à cette décision de Sa Majesté Imperiale. Il vous serait facile de laisser entrevoir au Ministère de S. M. Britannique, les nombreux et puissans moyens que la Russie possède pour obtenir l'adhésion des Turcs, et Vous ajouteriez que le cas échéant aucune protestation de la Grande Bretagne ne serait fondée en droit, puisque la Russie ne feroit qu'user d'une faculté que Ses conventions avec cette Puissance lui garantissent expressément et qu'elle poursuivrait le but que les deux Cours se sont solennellement engagées à poursuivre. Sa Majesté vous invite intérieurement, mon Prince, à ne faire usage de cette déclaration, que dans le cas évident d'une nécessité absolue. La position présente de L'Europe exige l'accord de la Russie avec l'Angleterre. Nous ne devons donc rien omettre pour le maintenir et pour travailler de concert avec la Grande Bretagne à la pacification de la Grèce, mais il nous serait décidément impossible de nous jeter même avec elle dans une entreprise aussi difficile, sans nous être ménagé des garanties de succès.*

Néanmoins, tout en Vous recommandant de n'avoir recours qu'à la dernière extrémité au moyen de négociation mentionné plus haut, L'Empereur désire que votre langage, mon Prince; dans vos nouvelles explications soit ferme et de nature à inspirer la conviction que la Russie regarde comme très sérieux les engagements consignés au Protocole du 23 Mars (4 Avril) et qu'elle n'abandonnera point aux lenteurs diplomatiques, ni aux dangers des demimesures une affaire qui se rattache à ses intérêts les plus directs. Sans doute il n'existe pas de relation immédiate entre la question Grecque et les complications survenues en Portugal; mais aujourd'hui, un lien invisible semble

mir les Affaires graves, et plus dans celle du Levant, 1827
 l'attitude de la Russie sera imposante, plus le Ministère
 Anglais sera forcé d'apporter de prudence dans toutes
 ses déterminations et de mesure dans le développement
 des motifs dont il cherche à les appuyer.

Dans une troisième dépêche j'aurai l'honneur de
 communiquer à V. Exc. les répliques que nous allons
 faire à la Cour de Vienne au sujet de la Grèce, quel-
 ques idées sur la rédaction du Traité que la France
 nous demande de conclure, et les instructions de M. de
 Beaupierre.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(Signé)

NESSÉLRODE.

7.

*Traité de limites entre la Prusse et
 le royaume de Hanovre. Conclu et
 signé à Lengerich, le 9 Juillet 1827.*

Gesetzsammlung für das Königreich Hannover. Jahr-
 gang 1844. IIIte Abtheilung. Vom 14. December.)

Zur bestimmten Feststellung und Ordnung der Gren-
 zen zwischen der in Gefolge des Artikel I. Nr. 4 des
 am 29sten Mai 1815 zu Wien abgeschlossenen Staats-
 vertrages, durch den sich darauf beziehenden Recess
 vom 26ten December 1815 von Seiner
 Majestät dem Könige von Preussen an
 Seine Majestät den König des vereinigten
 Reichs Grossbritannien und Irland, und Kö-
 nig von Hannover abgetretenen Niedergrafschaft
 Lingen, und den mitabgetretenen Ortschaften des Für-
 stenthums Münster einer Seits, und dem der Königlich-
 preussischen Landeshoheit verbliebenen grössern Theile
 des besagten Fürstenthums, und der Grafschaft
 Mecklenburg anderer Seits ist von den zu diesem
 Zwecke bevollmächtigten unterzeichneten Commissarien,
 welche:

Königlich-Hannoverscher Seits:

dem Justizrathe Carl August Rudloff aus Osnabrück

Königlich-Preussischer Seits:

dem Landrathe des Kreises Tecklenburg Ernst

Albert von Bodelschwingh

1827 nach Grundlage der vorangegangenen Verhandlungen nachfolgender Grenzvergleich, unter Vorbehalt beiderseitiger Allerhöchster Genehmigung, verabredet und abgeschlossen.

Art. 1. Die zwischen dem Königreiche Hannover einer Seits und dem Königreiche Preussen anderer Seits durch diesen Grenzvergleich regulirte Landesgrenze nimmt ihren Anfang bei

dem Steine an der sogenannten Hardrupper Haar, bezeichnet mit Nr. 14;

einem unstreitigen Grenzpunkte an der östlichen Seite der Grafschaft Bentheim gegen das vormalige Hochstift Münster, und schliesst sich in dem

Mittelpunkte der graden Linie zwischen dem Steine beim sogenannten Hogenkampe und dem Steine in der sogenannten Meslage,

wo die zwischen dem Königlich-Hannoverschen Kirchspiele Freren und dem Königlich-Preussischen Kirchspiele Schale neu begründete Scheidungslinie die Grenze des Fürstenthums Osnabrück erreicht.

Art. 2. Die zwischen dem vorbemeldeten Anfangs- und Schlusspunkte vereinbarte, weiter unten (Art. 12 Anlagel.) speciell beschriebene und auf den angefertigten drei Haupt-Charten (Section A. B. und C.) mit zusammengesetzter rother und blauer Linie bezeichnete Grenze soll nach den in den nachfolgenden Artikeln enthaltenen näheren Bestimmungen als Landeshoheits-Scheidung zwischen dem Königreiche Hannover und dem Königreiche Preussen gelten.

Art. 3. Es wird daher in Gefolge dieser anerkannten Hoheitsgrenze von Seiten beider Allerhöchsten Landesherrschaften, unter alleiniger Ausnahme des weiter unten (Art. 13. Nr. 3.) bemeldeten Vorbehaltes, auf alle und jede landeshoheitliche Rechte und Präensionen jenseits der vereinbarten Hoheitslinie unwiderruflich Verzicht geleistet.

Art. 4. Insbesondere wird in Beziehung auf den Art. 10. des im Eingange erwähnten, am 29sten Mai 1815 zu Wien abgeschlossenen Staatsvertrages nach Grundlage der bereits bei Ueberweisung der abgetretenen Landestheile gepflogenen Verhandlungen von Seiten beider Allerhöchster Landesherrschaften

men, dass die jetzt vereinbarte Grenze diejenige 1827
theile des ehemaligen Fürstenthums Rheina-
ck, welche dem Königreiche Hannover und
igreiche Preussen angehören sollen, defini-
telle.

5. Dagegen versteht es sich aber in Beziehung
chlussbestimmung des Art. I. des eben
Staatsvertrages von selbst:

so fern, als die dem Königreiche Hannover von
one Preussen zugesicherte Gebiets-Erweiterung
Abtretung derjenigen Gebietstheile nicht
tändig geleistet worden ist, deren Grenzen
das Königreich Preussen durch den gegenwärtigen
renzvergleich genauer bestimmt worden; die
zung des Fehlenden vorbehalten, und zu
ese Ergänzung betreffenden, mit der gegenwärtigen
renzregulirung in keiner Verbindung stehen-
sonderen Verhandlungen verwiesen bleibt.

5. Die vereinbarte Linie soll als Hoheits-
dieser ihrer Natur gemäss, die Scheidung al-
des hoheitlichen Gerechtsame und
en zur Folge haben, insbesondere
sichtlich der Grundsteuer bewirken, dass
ne Ausnahme nur von derjenigen Lau-
raft zu erheben ist, in deren Territorio der
erde Grund belegen.

fern also bisher, es sei aus welchem Veran-
unde es wolle, Grundsteuer jenseits der
inbarten Hoheitsgrenze für die eine oder an-
rhöchste Landesherrschaft erhoben worden,
om 1sten Januar 1828 angerechnet für die
Landesherrschaft gänzlich hinwegfallen, und
m Zeitpuncte an alle Grundsteuer auf vorge-
für Erhebungsrecht begründendes Princip zu-
st werden, jede Entschädigung aber wegen
für diesem Princip entgegen erhobenen Grund-
steuer aufgehoben sein.

Das auch für die einer jeden Landesherrschaft
haltung anheimfallenden Grundstücke alle die
Grundsätze anwendbar sein, welche
Territorio gelten, worin die Grundstücke

Beziehung auf indirecte Steuern und

1827 Zölle die vereinbarte Hoheitsgrenze alle diejenigen Rechte und Grundsätze zur Scheidung bringen welche in jedem der beiderseitigen Landes-Territorien gültig sind, oder noch künftig gültig werden möchten. Es soll aber

1) auf denjenigen Wegen, auf welchen die Grenze auf der Mitte fortläuft, und die daher gemeinschaftlich für beide Landeshoheiten sind, alle und jede Steuer- und Zollcontrole und sich darauf beziehende Visitation innerhalb der gemeinschaftlichen Erstreckung hinwegfallen, wogegen denjenigen Wegen, welche von der Hoheitslinie quer durchschnitten werden, und daher in ihrer Erstreckung theils ganz der Königlich-Hannoverschen, theils ganz der Königlich-Preussischen Landeshoheit überwiesen worden sind, Steuer- und Zollcontrole und Visitation, der Regel gemäß bis zur Grenze aufrecht erhalten bleibt.

Es soll auch

2) auf dem von der Hoheitsgrenze dreimal durchschnittenen Damme von Hopsten nach Fahren (Grenz-Charte Section C. Nr. b², g², l², insofern derselbe künftig zur Zollstrasse bestimmt werden möchte, jede Transito-Abgabe gegenwärtig hinwegfallen.

Es soll ferner

3) rücksichtlich der an beiden Seiten der Grenze gelegenen Grundstücke desselben Eigenthümers, welche durch eine und dieselbe ungetrennte öconomische Bewirthschaftung verbunden sind, eine völlige Communication, in so weit es zum Betriebe der Landwirtschaft nöthig ist, durch Aus- und Einfuhr aller sich darauf beziehenden Gegenstände und aller Erzeugnisse des Ackerbaues und Viehzucht verstatet sein, ohne dass die in dieser Lage sich befindenden Grundbesitzer deshalb irgend einer Steuer- und Zollabgabe unterworfen werden können; es haben solche Grenzunterthanen jedoch erforderlichen Falls durch Bescheinigungen ihrer Ortsbehörde nachzuweisen, dass jenseits der Hoheitsgrenze Grundstücke bebaut und anbauen, und können selbige auch den ordnungsmässigen Visitationen der Steuer- und Zollaufsicher, oder anderer zur Verhütung von De-

tionen gesetzlich angeordneter Officianten 1827
sich nicht entziehen.

Nicht weniger soll

für die mit Pacht-, Zehnt- und sonstigen Natu-
ralabgaben in dem jenseitigen Landes-Territo-
rio verpflichteten beiderseitigen Unterthanen eine
steuer- und zollfreie Aus- und Einfuhr hinsicht-
lich dieser von ihnen zu entrichtenden Abgaben, wie-
wohl unter dem vorerwähnten Vorbehalte, einer
bei erforderlichen Falls beizubringenden Beschein-
igung und nicht zu verweigernden Visitation,
tatt finden.

Dagegen sind jedoch

die Bewohner aller zu Gütern oder Colona-
ten in dem jenseitigen Landes-Territorio gehö-
rigen Pachtthöfe und Heuerhäuser unbedingt
denjenigen indirecten Steuer- und Zollabgaben
nach sich darauf beziehenden Gesetzen unterworfen,
welche in dem Landes-Territorio gelten, worin sie
wohnen, ohne dass der Verband mit einem aus-
wärtigen Gute oder Colonate ihnen irgend einen
Schutz gewähren kann.

Weiter sollen auch

die landesherrlichen Jagd- und Fische-
Gerechtsame durch die Hoheitsgrenze gänz-
lich abgeschieden sein;

und obwohl nicht weniger

es sich von selbst versteht, dass die Hoheits-
grenze auch die Gerichtssprengel der beider-
seitigen Gerichte völlig abscheidet; es soll dennoch,
um die Colonate in ihrer Consistenz zu erhalten,
eine Anbahnungsweise bei allen freiwilligen oder noth-
wendigen, gerichtlichen, oder von competenten öf-
fentlichen Officianten beschafft werdenden Verkäufen
von Colonaten, deren Grundbestand durch
die Grenze getrennt ist, die Competenz für die
gesamte Geschäftsbesorgung sich allgemein nach dem
Ortverhältnisse, dem die Sohlstätte unterworfen ist,
auf die im Auslande belegenen abge-
sonnerten Grundparcelen ausdehnen, wobei
den zuständigen Behörden alle Rechtswillfahung zur
Erreichung des beabsichtigten Zweckes, ohne irgend
einen Anspruch auf eigene Competenz, zu lei-
sten, und wobei auch in Fällen eines einge-

1827 tretenen Concurs-Verfahrens die Befriedigung der Gläubiger lediglich von dem für die Sohlstetigkeit kompetenten Gerichte zu besorgen ist, welches nicht jedoch die Rechte und Vorzüge derartig begründeten Hypotheken nach den Gesetzen des Landes, worin die Grundstücke belassen sind, gebührend zu berücksichtigen hat.

Uebrigens ist aber der ungetrennte Verkauf der Colonate nur unter der Voraussetzung und Bedingung gegenseitig zugestanden, dass alle wegen der öffentlichen Lasten bestehenden Verbindlichkeiten dabei unberührt bleiben, folglich auf den abgesondert im Auslande belegenen Partien des Colonates haftende Steuern und öffentliche Lasten jeder Art, die rückständig wie die laufenden, selbst während eines über Hof ausgebrochenen Concurses, ohne Mangel richtet und getragen werden, und durch denwärts vor sich gehenden Verkauf des Colonates Befugniss wegen jener Steuern und Lasten die Grundstücke selbst, auf welchen sie haften, sich zunächst und unmittelbar zu halten, nicht terirt werden solle.

Ferner sollen

- 2) bei Privatstreitigkeiten über die als Hoheitsgrenze angenommenen Einfriedigungen der Grundstücke vor Beschreitung des Rectes der beiderseitigen Grenzobrigkeiten zu mentreten, um die wahre Landesgrenze nach Bestimmungen dieses Grenzvergleiches in Gewiss zu setzen, und, wenn dieses geschehen, der beiderseitigen Unterthanen darüber das Nöthige eröffnen, worauf es indessen diesen überlassen bleiben, ihr vermeintliches Recht bei dem nach allgemeinen Grundsätzen zuständigen Gerichte zu suchen. Sollte nun demnächst durch Urtheil und Recht von der Territorialgrenze abweichende Privatgrenze bestimmt werden, so bleibt es unbedenklich, hiernach auch den Lauf der Hoheitsgrenze zu ändern, so weit dieses der Convenienz der beiderseitigen Landes-Regierungen entsprechen möchte.

Endlich soll auch

E. die durch den Emsfluss gebildete Durchschnittslinie alle diejenigen Verpflichtungen

enzen, welche von der Königlich-Hannover-1827
in Allerhöchsten Landesherrschaft durch den Art. 5.
am 29sten Mai 1815 zu Wien abgeschlossenen
Vertrages, und durch die sich darauf beziehenden am
17ten März und 26sten April 1820 zu Berlin
gefundenen Vereinbarungen hinsichtlich der Schiff-
fart der Ems übernommen worden sind.

Art. 7. Die den beiderseitigen Landesherrschaften
gehörenden Domainen und Domanial-Gerech-
ten erleiden durch diese Grenzberichtigung, mit Aus-
nahme dessen, was in Ansehung der Grenzen der
Landesherrschaftlichen Jagd- und Fischerei-Gerech-
ten in dem Art. 6 sub Lit. C. bestimmt ist, sonst
keine weitere Veränderung.

Art. 8. Es sollen ferner auch, ungeachtet der Ho-
heitslinie, alle und jede Rechte von Privat-
personen und Corporationen, von welcher Art diese
seyn mögen, insbesondere alle Einkünfte von
geistlichen und milden Stiftungen, Pfarren
und anderen geistlichen Stellen, auch Gütern
anderer unverändert und ungekränkt aufrecht-
erhalten seyn und bleiben, und wie beide Allerhöchste
Landesherrschaften denselben den gebührenden recht-
lichen Schutz angedeihen lassen wollen, so sollen
beiderseitige Behörden in allen Fällen den
Interessen auswärtiger Unterthanen und Corporationen
die sorgfältigste Berücksichtigung widmen.

Art. 9. In gleicher Masse wie nach der vereinbar-
ten Hoheitslinie die landeshoheitlichen Pflichten,
insbesondere in Beziehung auf öffentliche Land-
straßen, Brücken und Flüsse, in jeder Rücksicht
abgegrenzt; da aber, wo Wege und Gewässer durch
die Stellung der Grenze auf deren Mitte gemein-
schaftlich geblieben sind, gemeinschaftliche
landeshoheitliche Einwirkung und Beaufsichtigung
bereitswilligster Concurrrenz eintreten soll und muss,
so auch alle aus dem Landeshoheits-Verbande
erfolgende kommenden Communalpflichten, Ab-
gaben und Leistungen, es bestehen diese, worin sie
sich, durch die Hoheitslinie gänzlich abgeschieden
von bei bestehend gebliebener Gemeinschaftlich-
keit von Wegen und Gewässern aber auch die auf
dem Landeshoheits-Verband sich beziehenden Com-
munalpflichten gemeinschaftlich bleiben.

1827 Art. 10. Es sollen dagegen alle nicht aus dem Landeshoheits-, sondern aus dem Communal-Gemeinheits- oder Markenverbände folgende, oder darauf beziehende, nur privatrechtlichen Verhältnissen angehörige Rechte und Pflichten, in weit sie nicht nach den weiter unten gedachten speziellen Bestimmungen eine Aenderung oder Einschränkung erlitten haben, auf keine Weise die regulirte Hoheitsgrenze gekränkt und verändert sein und werden, es mögen diese Rechte und Pflichten Einzelnen zustehen und obliegen, oder für Gemeinheits- oder sonstige Corporationen bestehen.

Art. 11. Die auf den drei Haupt-Charten (Section A., B. und C.) nach dem Massstabe von Rhenländischen Ruthen — zehn Decimalfuss auf eine Ruthe gerechnet — bezeichnete, und an allen Haupt- und Wendepunkten mit Buchstaben markirte Hoheitsgrenze, — wobei

Königlich-Hannoverscher Seits

die Kirchspiele Salzbergen, Emsbüchel, Venhaus, Plantlünne mit Spelle, Schöppen und Freren;

Königlich-Preussischer Seits aber

die Kirchspiele Neuenkirchen, Rheine, Derserwalde, Hopten und Schale

eingreifen, hat in ihrem Fortlaufe diejenigen Rücklagen und Stützpunkte, welche in der diesem Vergleich als Anlage I. angeschlossenen den speziellen Beschreibung der regulirten Grenze gegeben und bezeichnet worden sind, und soll diese spezielle Grenzbeschreibung als ein integrirendes Theil des Vergleiches angesehen werden.

Art. 12. Bei Begründung der nach Inhalt vordacher Anlage I. festgesetzten Hoheitsgrenze hat in den vorangegangenen Verhandlungen den Gesichtspunct vor Augen genommen, die Hoheitslinie einer Gemeinheits- oder Markenscheidung so viel als möglich zu verbinden, und ist daher die unstreitige Gemeinheitsgrenzen schon vorhanden gewesen, welche passlich haben benutzt werden können, die Hoheitsgrenze nach dieser Grundlage bildet.

Es hat sich dagegen nicht vermeiden lassen, die getheilte Mark der Königlich-Hannoverschen B.

schaft Holsten theilweise zu durchschneiden, auch 1827 die Königlich-Preussische Bentlager Mark nicht ganz ungetrennt zu lassen, und eben so wenig ist es möglich gewesen, die für beiderseitige Unterthanen unstreitig gemeinschaftliche Plantlünner Mark einer Landeshoheit ganz zu unterwerfen, und die als Hoheitsgrenze festgestellte, hindurch gezogene Theilungslinie mit befriedigender Uebereinstimmung des gegenseitigen sehr verschiedenen Interesse als Scheidung unter den beiderseitigen Interessenten zur Anerkennung zu bringen.

In Beziehung auf die sich begrenzenden Kirchspiele Hopsten und Schale einer Seits, und Schapen und Freren anderer Seits hat man schon seit langen Jahren bestandene Markgrenz-Irrungen und Streitigkeiten in zum Theil bedeutend von einander abweichende Grenzlinien vorgefunden, welche, da die sorgfältigst eingezogenen Erkundigungen zu keiner zuverlässigen Grundlage haben hinführen können, für die Begründung der Hoheitsgrenze eine der Billigkeit und der Verdunkelung der Grenzen angemessene Theilung des streitigen Grundes in der Art veranlasst haben, dass dadurch die gegenseitigen Interessenten möglichst ausgeglichen worden, worauf das Bemühen wiederholt dahin gerichtet ist, die nach dieser Grundlage vereinbarte Hoheitsgrenze auch als Markengrenze durch gegenseitige Anerkennung festzustellen. Es hat indessen dieser gewünschte Zweck nicht vollständig erreicht werden können. In Berücksichtigung aller dieser vorbemerkten Umstände hat es sowohl für die Ordnung der Grenzverhältnisse überhaupt, als auch insbesondere für das dabei wesentlich eingreifende Interesse der beiderseitigen Unterthanen als nothwendig sich ergeben, alles dasjenige genauer zu bemerken und festzusetzen, was auf die gegenseitigen Gemeinschaftsverhältnisse sich bezieht.

Es sind daher specielle Bestimmungen darüber zusammengefasst, welche in der Art gelten sollen, wie sie in der Anlage II. enthalten sind.

Art. 13. In Beziehung auf diese getroffenen speciellen Bestimmungen wird hiemit ferner festgestellt:

- 1) dass die den beiderseitigen Allerhöchsten Landesherrschaften zustehenden markenrichterlichen oder oberholzgräflichen Gerechtig-

1827 same in ihrem ganzen Umfange durch die Hoheitslinie abgeschieden sein sollen;

2) dass auch die Hoheitsgrenze regelmässig unverändert bleiben soll, wengleich beiderseitige Unterthanen in Gefolge abgefundener Gerechtsame Marken-Grund in dem jenseitigen Landes-Territorio künftig erhalten möchten.

Dagegen soll aber ausnahmsweise

3) nach dem auf möglichste Gleichstellung der Hoheits- und Markengrenze vor Augen genommenen Gesichtspuncte es als eine ohne erhebliche Gründe nicht zu verlassende Norm gelten, die Hoheitsgrenze zu verändern, wenn etwa künftig durch Vergleich oder rechtliches Urtheil eine andere Markengrenze, als die jetzt gebildete Hoheitsgrenze ist, auf denjenigen Grenzflächen vereinbart oder festgestellt werden möchte, auf welchen Gemeinschaft oder Streitigkeit zwischen beiderseitigen Gemeinheiten bestehen geblieben ist, und soll daher die Hoheitsgrenze mit den daraus folgenden landeshoheitlichen, auch markenrichterlichen Rechten der abweichend gebildeten Markengrenze sich anschliessen, wenn nach der durch landesherrliche Commissarien für den eingetretenen Fall anzustellenden und hiemit also noch vorbehaltenen nähern Untersuchung keine erhebliche Gründe, der Vereinigung gemäss, vorliegen, um jene angenommene Norm zu verlassen.

Art. 14. Auf allen denjenigen Puncten der in der Anlage I. beschriebenen Grenzfläche, wo Ackerländereien oder Wiesen die Grenze gegen offene Gemeinheitsgründe in der andern Landeshoheit bilden, soll, wenn nach der Lage jener Grenzgrundstücke es thunlich ist, dem Herkommen gemäss

1) für Acker- oder säebare Ländereien der sogenannte Hammerwurf, und

2) für Wiesen der sogenannte Schaufelschlag zugegeben, mithin die Grenze sich erst durch Einschluss dieser Zugabe begründen; der Hammerwurf aber, wo nicht ausnahmsweise eine andere Grösse speciell bestimmt worden, oder nicht erweislich ein anderes Herkommen besteht, auf fünf Rheinländische Ruthen, der Schaufelschlag

dagegen durchgängig gleich auf sechs Rhein- 1827
ländische Fuss hiemit festgesetzt sein.

Art. 15. Um der vereinbarten Hoheitslinie auf dem Grunde und Boden die erforderliche Kennbarkeit zu geben, und Verdunkelung so viel als möglich zu vermeiden, soll eine genaue Abgrenzung, nach Ratification dieses Vergleiches, auf gemeinschaftliche Kosten beschafft werden, und zwar

1) auf allen vorzüglich zu bemerkenden Grenzpunkten, nämlich solchen, welche der Grenzlinie eine Hauptrichtung oder eine abweichende Richtung geben, oder welche eine Verdunkelung der Grenze zur Folge bringen können, durch regelmässig behauene Grenzsteine von sechs bis wenigstens vier Fuss Länge, versehen auf der einen Seite mit dem Buchstaben H, und auf der andern Seite mit dem Buchstaben P, und mit darunter gesetzter Jahrszahl 1827, und diese Steine in der Art aufgerichtet werden, dass respective drei und zwei Fuss in die Erde gelangen.

Dagegen sollen aber

2) auf den nicht besonders sich auszeichnenden Grenzpunkten sogenannte Läufer oder Zwischengrenzsteine von drei bis mindestens zwei Fuss Länge, mit gleichen Buchstaben versehen, in angemessenen Entfernungen eingesetzt werden, um der Grenze ihre fortlaufende zweifelsfreie Richtung zu geben; endlich auch

3) wo das Locale es gestattet, hin und wieder in Strecken von einigen Ruthen Grenzgräben gemeinschaftlich von beiderseitigen Unterthanen aufgeworfen werden, damit der Grenzlauf in abwechselnder Art so kennbar als möglich gebildet werde.

Den beiden laudesherrlichen Commissarien bleibt es, nach Ratification dieses Vergleiches, lediglich überlassen, wie nach vorstehender Grundlage die Abgrenzung angemessen zu bewerkstelligen ist. Es sollen jedoch über dasjenige, worüber sich die Commissarien vereinigt haben werden, und über die hiernach beschaffte Abgrenzung gemeinschaftlich vollzogene Protocolle aufgenommen werden.

Art. 16. Damit jede Ungewissheit über die Grenze, die im Zeitverlaufe sich bilden möchte, hinweggehoben werde, so soll von Seiten der angrenz-

1827 zenden Behörden, denen dieser Vergleich extractsweise zuzustellen ist, genaue Aufmerksamkeit auf die Grenze gewidmet, bei Irrungen und Zweifeln, welche sich ergeben möchten, sofort gegenseitig Mittheilung gemacht, und auf gütliche Ausgleichung sorgfältig Bedacht genommen, von fünf zu fünf Jahren aber zu einer allgemeinen Revision von Seiten der angrenzenden Behörden gemeinschaftlich geschritten, und dabei jede Differenz, nach Grundlage dieses Vergleiches und der vorangegangenen Grenzregulirungs-Verhandlungen, möglichst beseitigt werden. Die darüber gemeinschaftlich aufzunehmenden Protocolle sind den Provinzialbehörden einzusenden.

Art. 17. Jeder Frevel von Seiten der Unterthanen an den nach Ratification dieses Vergleiches festgestellten Grenzzeichen und jede Grenz-Verrückung soll nach den Gesetzen derjenigen Landeshoheit welche der Frevel und Angeschuldigte persönlich unterworfen ist, bestraft, und auf die begründete Anzeige des strafbaren Unternehmens die erforderliche Untersuchung von Seiten der dem Angeklagten vorgesetzten Behörde ohne Verzug verhängt, das Resultat derselben auch der auswärtigen Behörde, falls diese die Anzeige des strafbaren Unternehmens gemacht hat, forderksam mitgetheilt werden.

Art. 18. Wenn wider Erwarten nach Ratification dieses Vergleiches bei dessen Execution, insbesondere bei Feststellung der Hoheits-Grenzzeichen, noch irgend ein Zweifel sich entwickeln möchte, so sollen die landesherrlichen-Commissarien ermächtigt sein, darüber definitiv zu entscheiden.

Art. 19. Vorstehender, doppelt ausgefertigter Grenzvergleich soll zur Allerhöchsten Genehmigung vorgelegt und die Ratification innerhalb zweier Monate nach Unterzeichnung desselben, oder, wenn es möglich ist, ehe ausgewechselt werden.

Urkundlich alles dieses haben die im Eingange benannten Commissarien den vorstehenden Grenzvergleich durch ihre eigenhändige Namens-Unterschrift und Bedrückung ihrer Familien-Siegel vollzogen. Also geschehen und abgeschlossen zu Lengerich den neunten Julius 1827.

CARL AUGUST RUDLOFF.
(L. S.)

ERNST ALBERT V. BODELSCHWINGH
(L. S.)

A n l a g e

1827

zum Grenzvergleiche vom 9ten Julius 1827.

Specielle Bestimmungen,

vorzüglich in Beziehung auf Gemeinheits- und Marken-Verhältnisse für die nach dem Artikel 1 des Grenzvergleiches vom 9ten Julius 1827

regulirten Hoheitsgrenze.

A. Betreffend die Grenze vom Steine an der Hardrupper Haar bis zum Steine im Barentelge.

(Grenz-Charte Section A.)

Auf der vorbezeichneten Grenzfläche wird

- 1) die Linie vom Steine an der Hardrupper Haar bis zum Steine, genannt der kurze Pfahl, und weiter von diesem bis an das Salzberger Coloni Schweifing sogenanntes Heck als eine nach den eingezogenen zuverlässigen Nachrichten zwischen der noch ungetheilten Königlich-Hannoverschen Salzberger Mark einer Seits, und den Marken der Königlich-Preussischen Bauerschaften Hardrup, Landersum und Wadelheim anderer Seits schon seit alter Zeit bestandene und bisher unstreitig gewesene Markengrenze, jedoch vorbehältlich aller Rechte einzelner Interessenten, angenommen. Es soll aber
- 2) ungeachtet der angenommenen Markengrenze der sogenannte Naturgang für das hirtelos weidende Vieh, so lange die Markengründe uneingefriedigt bleiben, jedoch ohne Begründung irgend eines daraus abzuleitenden Verbiethungs-Rechtes gegen Einfriedigung und ohne Anspruch auf Entschädigung im Erledigungsfalle, — fortbestehen, auch rücksichtlich von Viehschüttungen es bei demjenigen, was Herkommens ist, belassen werden.

Anlangend

- 3) die vom Schweifings sogenannten Heck neu festgesetzte Hoheitsgrenze an den Gründen des Col. Schweifing her, wodurch das früher zwischen beiden Landeshoheiten getheilt gewesene Schweifingsche Colonat nunmehr in der regulirten Ertragsreueckung der Königlich-Hannoverschen Landeshoheit anheimgefallen ist, so soll dadurch in den Gerechtigkeiten, welche dem Colono Schweifing als sogenannten Schnatbauer in der Königlich-Preussischen

1827 Bentlager Mark zustehen, nichts verändert sein, diese demselben vielmehr vorbehalten bleiben.

Soviel hiernächst

4) denjenigen zur Bentlager Mark gehörigen kleinen Strich Grundes, welcher am linken Ufer der Ems durch die festgestellte Grenze der Königlich Hannoverschen Landeshoheit anheimgefallen ist, imgleichen den am rechten Emsufer sich herauf erstreckenden, der Königlich-Preussischen Landeshoheit überwiesenen Markengrund der Königlich-Hannoverschen Bauerschaft Holsten anbetrifft, so soll, falls dieser oder jener Grund etwa künftig in Beziehung auf die Schiffbarmachung der Ems, oder für die Schifffahrt auf diesem Flusse von Seiten der einen oder andern Landesherrschaft zum Gebrauch bestimmt werden möchte, resp. der Königlich-Preussischen und Königlich-Hannoverschen Gemeinheit die durch Werthschätzung ausgemittelte Entschädigung geleistet werden.

Es soll ferner

5) auf dem ganzen am rechten Emsufer belegenen, der Königlich-Preussischen Landeshoheit anheimgefallenen Markengrunde der Königlich-Hannoverschen Bauerschaft Holsten ohne Genehmigung der Marken-Interessenten kein Neubauer zugelassen, und sowohl bei Zuschlags-Ausweisungen, als bei künftiger Theilung der Holster Mark auch für diesen im Preussischen belegenen Markengrund nur nach den im Hannoverschen Landes-Territorio gültigen Grundsätzen und nur von der in diesem Territorio competenten Behörde verfahren werden; wogegen aber auch

6) ein gleiches Verhältniss in Beziehung auf Competenz und Zuschlags-Ausweisung für die Königlich-Preussische Behörde rücksichtlich desjenigen Grundes der Bentlager Mark eintreten soll, welcher am linken Ufer der Ems der Königlich-Hannoverschen Landeshoheit zu Theil geworden ist.

Betreffend endlich

7) die ferner regulirte Grenze vom Grenzsteine zwischen der Holster und Alten Rheinischen Mark (w.) bis zum Steine im Barentelge (z.); so wird, da auch hierbei eine schon bestehende und bisher unstreitig gewesene Markengrenze

im Grunde gelegt worden, die Hoheitsgrenze hier 1827
eichfalls als Markengrenze angenommen, jedoch
ll zugleich auch dasjenige dabei gelten und vorbe-
alten sein, was oben unter den Nris 1 und 2 ausge-
drückt worden ist.

*Betreffend die Grenze vom Steine im Baren-
e bis an den Punct, wo der Ahe Bach den
irweg von Dreyerwalde nach Schapen durch-
schneidet.*

(Grenz-Charte Section B.)

Die vereinbarte Hoheitsgrenze vom Steine im Ba-
ntelge bis an die sogenannte Hopster Ahe und
eiter an diesem Bache entlang hat, nach den
ehrfach wiederholten commissarischen Bemühungen,
ich als Markengrenze neu begründet und fest-
gesetzt werden sollen, um den zwischen dem vormal
im Hochstifte Münster gehörig gewesenen, jetzt
öniglich-Preussischen Kirchspiele Dreyerwalde
ner Seits, und den jetzt Königlich-Hannoverschen,
eils der Niedergrafschaft Lingen angehörigen,
eils vormal Münsterschen Dorf- und Bauer-
haften Altenlünne, Plantlünne, Heitel, Va-
nrode, Spelle, Venhaus und Moorlage an-
rer Seits schon seit langen Jahren über die Benut-
ung der beiderseitig gemeinschaftlichen so-
mannten Plantlünner Mark bestandenen Irrun-
m und Streitigkeiten für immer ein angemessenes
iel zu setzen und die aus mehreren Rücksichten
ünschenswerthe Verbindung einer Hoheits- und
arkengrenze zu bewirken. Es hat jedoch die-
r vor Augen genommene Zweck wegen obgewal-
ter vor grosser Verschiedenheit des Interesse
cht erreicht werden können.

Degegen ist aber auf die ferner angewendete Be-
ähung, ohne Begründung einer Marken-
enze, eine Vereinbarung unter den beiderseitigen
eressenten zu Stande gekommen, welche für die
fräftige Benutzung der gemeinschaftlich
blichenen Mark sich der gebildeten Hoheits-
ie angemessen anschliesst, auf jedem Bedürf-
lös die erforderliche Befriedigung giebt.

Das Vereinbarung soll, so wie sie nach Grundlage
in Protocols vom 16ten December 1826 in nach-
stehenden Puncten enthalten ist, gelten.

1827 a. Es bleibt zwar die Plantlünner Mark in ihrem ganzen Umfange, so wie sie an beiden Seiten der vereinbarten Hoheitsgrenze belegen ist, gemeinschaftlicher Markengrund für die Königlich-Preussischen und Königlich-Hannoverschen Genossen und Interessenten zu Dreyerwalde einer Seits, und zu Altenlünne, Plantlünne, Heitel, Varenrode, Spelle, Venhaus, und Moorlage anderer Seits, ohne dass die durch die Mark gezogene Hoheitslinie den beiderseitigen Rechten, Verhältnissen und Nutzungen in derselben eine Abänderung allgemein zu Wege bringt.

Es soll jedoch ausnahmsweise

b. ausserhalb eines, durch Steine abzugrenzenden Districts von 150 Rheinländischen Ruthen an jeder Seite der vom Steine im Barentelge bis (12 Schritte) drei Ruthen abwärts von der südlichen Spitze der Fischers Wiese festgesetzten Hoheitslinie, und ferner ausserhalb eines gleichfalls durch Steine abzusetzenden Districts von 75 Rheinländischen Ruthen an jeder Seite der Hoheitslinie von jenem Punkte bei Fischers Wiese bis an die Hopster Ahe unfern Schröers Wiese, sowohl den Königlich-Preussischen Mark-Interessenten zu Dreyerwalde auf dem der Preussischen Landeshoheit anheimgefallenen Markenrunde, als auch den Königlich-Hannoverschen Genossen und Interessenten auf dem der Hannoverschen Landeshoheit überwiesenen Markenrunde, die Errichtung von Zuschlägen und Grund-Veräusserung ohne Beschränkung gestattet sein, so dass weder die gemeinschaftlich gebliebene Weide, noch jede andere in allgemeiner Gemeinschaftlichkeit aufrechterhaltene Markennutzung hierbei den beiderseitigen, durch die Hoheitsgrenze abgeschiedenen Genossen und Interessenten irgend ein Recht des Widerspruchs oder einen Anspruch auf Entschädigung zu Wege bringen, auch in keinem Falle die eingeräumte Zuschlags-Errichtung und Grund-Veräusserung von einer vorgängigen Genehmigung der durch die Hoheitslinie

gegenseitig abgegrenzten Genossen und Interessen-1827
ten abhängig sein und werden soll.

Nicht weniger soll ausnahmsweise

- c. von dem vorstehend bemerkten Grenzpunkte an der Hopster Ahe bei Schröbers Wiese (Grenz-Charte Section B. litt. c.) aufwärts an diesem Bache bis zur Grenze der Plantlünner Mark beiderseitigen Markgenossen und Interessenten die Errichtung von Zuschlägen und Bewerkstelligung von Grundverkäufen in gleich unbeschränkter Art, als vorerwähnt ist, bis an die Ahe zustehen, so dass dieser Bach, in so weit er die Grenze der Königlich-Hannoverschen und Königlich-Preussischen Landeshoheit bildet, auch die zugestandene Zuschlags-Errichtung und Grund-Veräußerung gegenseitig abscheidet.

Dagegen soll

- d. der auf beiden Seiten der Hoheitsgrenze vom Steine im Barentelge bis an die Hopster Ahe durch vorgemerkte Bestimmung sich abgegrenzt bildende District von resp. 300 und 150 Rheinländischen Ruthen bis zur ordnungsmässigen definitiven Auseinandersetzung unter den beiderseitigen Genossen und Interessenten der Plantlünner Mark offen und uneingefriedigt bleiben, und seine regelmässige Natur als gemeinschaftlicher Markengrund behalten.

Es soll auch

- e. die sogenannte grosse und kleine Speller Dose, wenn sie gleich ausserhalb einer Entfernung von 150 Rheinländischen Ruthen von der Hoheitslinie in dem Königlich-Hannoverschen Theile der Mark belegen ist, nach der Beschaffenheit des Bodens als Torfgrund, und wegen des erforderlichen gemeinschaftlichen Gebrauchs von aller Zuschlags-Errichtung und Grund-Veräußerung ausgeschlossen sein, so lange dieser Markengrund zum Torfstich gebraucht werden kann.

Es soll ferner

- f. den Königlich-Preussischen Interessenten zu Dreyerwalde die Benutzung dieses Torfgrundes

1827

- ganz in derselben Weise gestattet sein und bleiben, wie sie allen Hannoverschen Genossen und Interessenten der Plantlünner Mark zusteht, wogegen dieselben sich aber auch denjenigen Anordnungen zu einer geregelten Benutzung des Torfmoors unterwerfen müssen und unterworfen haben, welche für die Hannoverschen Genossen und Interessenten von Seiten der ihnen vorgesetzten Behörde jetzt oder künftig getroffen werden möchten, nicht weniger selbige schuldig und bereit sind, zu derjenigen Grundsteuer nach Erbesgerechtigkeit zu concurriren, welche auf die grosse und kleine Speller Dose in ihrer besondern Eigenschaft als Torfmoor schon jetzt gelegt ist, oder noch künftig gelegt werden möchte; und soll übrigens dieser Moorgrund zur Vermeidung allen Streites über seinen Umfang unter gemeinschaftlicher Mitwirkung der Orts- und Bauerschafts-Vorsteher sichtbar abgegrenzt werden;
- g. die in der gemeinschaftlichen Plantlünner Mark auf beiden Seiten der Hoheitslinie jetzt vorhandenen Zuschläge sollen vermöge gegenseitiger Anerkennung ihren jetzigen und künftigen Besitzern ungestört verbleiben, und soll insbesondere wegen einer während der Grenz-Regulirungs-Verhandlungen von Seiten des Kirchspiels Dreyerwalde unfern des Steines im Barentelge unternommenen; vorzüglich für Venhaus nachtheiligen Grund-Veräusserung dieser letztern Gemeinde zur Befriedigung ihres Interesse gestattet sein, in gleicher Entfernung von der Hoheitsgrenze als der von Dreyerwalde veräusserte und schon mit einem Neubauer besetzte Grund belegen ist, wenn gleich diese Entfernung noch innerhalb der oben bemeldeten 150 Rheinländischen Ruthen fällt, einen Zuschlag von 18 Scheffelsaat Münsterscher Grundmasse, nämlich 6 Scheffelsaat aus dem Bruche und 12 Scheffelsaat aus dem Heidgrunde, unter Leitung des Hannoverschen Amts Lingen, da, wo es für die Gemeinde Venhaus am passlichsten ist, sich ausweisen zu lassen und beliebig darüber zu disponiren.
- h. Dafern endlich künftig von der einen oder andern Seite die Theilung der Plantlünner Mark und

dadurch die gänzliche Auseinandersetzung der 1827 beiderseitigen Genossen und Interessenten bewirkt werden wird, so soll nur dasjenige zur Theilung und Auseinandersetzung gezogen werden, was alsdann noch offen und uneingefriedigt sich vorfindet, ohne dass wegen der bis dahin gegenseitig geschehenen Zuschläge und Grund-Veräusserungen eine Berechnung oder Ausgleichung eintreten soll.

n Beziehung auf die bestehende gebliebene Gemeinschaftlichkeit der Mark wird ferner, und zwar

1. für die Frage:

wie bei vorkommenden Streitigkeiten und bei künftiger Theilung der Mark Competenz und Verfahrens- und Entscheidungs-Norm sich begründen solle?

hiemit festgestellt, dass zwar

a. bei allen in der gemeinschaftlichen Mark eintretenden Streitigkeiten, sie mögen gerichtliche oder polizeiliche Untersuchung und Entscheidung in Anspruch nehmen, die Competenz der beiderseitigen Behörden allein nach der Hoheitsgrenze sich zu richten hat, und dabei nur dasjenige Recht in Anwendung kommen soll, was in demjenigen Landes-Territorio gilt, worin der bei dem vorgefallenen Streite in Frage kommende Grund nach der Hoheitslinie belegen ist; dagegen

β. bei künftiger Theilung der in beiden Landes-Territorien belegenen gemeinschaftlichen Mark eine aus den verfassungsmässig competenten, oder besonders zu bestimmenden Officianten der beiderseitigen Landesherrschaften zusammengesetzte gemischte Behörde in Wirksamkeit treten soll, welche sich zu bemühen haben wird, die in den beiden Landes-Territorien geltenden Gesetze für den beabsichtigten Zweck zur befriedigenden Ausgleichung des gemeinschaftlichen Interesses in Anwendung zu bringen, und unter Leitung der Provinzial-Oberbehörden dafür zu sorgen, dass nach den gesetzlich entschiedenen Normen die Theilung möglichst übereinstimmend bewerkstelligt werde.

1827

Es soll jedoch die Frage: ob eine Theilung rechtmässig zu verlangen sey? allein nach den Gesetzen desjenigen Landes-Territorio entschieden werden, worin die auf Theilung provocirenden Interessenten wohnhaft sind, auch jeder Streit der bei Gelegenheit der Theilung zur rechtlichen Entscheidung nach den Gesetzen des Landes, wohin der Streitgegenstand gehört, erwachsen möchte, lediglich in dem Landes-Territorio ausgefochten werden, welchem der als Beklagter in Anspruch zu nehmende Theil unterworfen ist. — Sollten übrigens die beiderseitigen Genossen und Interessenten über eine andere Verfahrensnorm für die Durchführung des Theilungsgeschäftes durch gültigen Beschluss sich gütlich vereinigen, so soll es hierbei sein Bewenden behalten.

Ferner soll

- b. in Beziehung auf die den Königlich-Preussischen Eingesessenen von Dröyerwalde belassene Benutzung der grossen und kleinen Speller Dose, — da dieser Torfgrund zur gemeinschaftlichen Plantlünner Mark gehört, eine zollfreie Ausfuhr des gestochenen Torfes für die gedachten Eingesessenen Statt finden.

Auch soll dadurch,

- c. dass das den beiderseitigen Unterthanen zugehörige Schlacht- und Zugvieh auf der gemeinschaftlich gebliebenen Weide an beiden Seiten der Hoheitsgrenze die Grenze bei der Weideausübung überschreitet, keine Zollaabgabe begründet werden.

Jedoch sind beiderseitige Unterthanen den in jedem Landes-Territorio bestehenden Sicherheitsmassregeln unterworfen.

Anlangend endlich noch

- d. die Grenze auf der Hopster Ahe, so soll dieser Bach in einer hiermit auf 24 Duodecimalfuss bestimmten Normalbreite erhalten werden, zu ordnungsmässigen Räumungen des Bettes, so weit das sumpfige Terrain im Spellerwalde und Bruche den Zugang gestattet, alle zwei Jahre, oder auch eher, wenn Nothwendigkeit es erfordert, von beiderseitigen Unterthanen bei Vermeidung einer willkürlichen Polizeistrafe gemeinschaftlich geschrit-

ten, und, um dem gegenwärtigen krummen Laufe 1827 der Ahe eine angemessene Richtung zu geben, darauf Bedacht genommen werden, da, wo es ausführbar ist, eine Begrädigung gemeinschaftlich in der Art vorzunehmen, dass dem Interesse der beiderseitigen Untertanen eine gleiche Befriedigung gegeben werde, wogegen jede willkürliche und einseitige Ableitung und Einengung des Ahebaches bei nachdrücklicher Polizeistrafe — für deren begründete Verhängung sich beiderseitige Behörden schleunige Rechtshilfe leisten sollen, — verboten sein soll. — Uebrigens soll bei eintretenden künftigen Begrädigungen das begrädigte Ahebett in gleicher Masse, wie das jetzige Ahebett, der Landeshoheit zur Scheidung dienen.

• Betreffend die Grenze von dem Punkte, wo der Ahebach den Fahrweg von Dreyerwalde nach Schapen durchschneidet, bis zum Schlusse der reduirten Grenzstrecke in dem Mittelpunkte der gedachten Linie zwischen dem Steine beim Hogenkampe und dem Steine in der Meslage.

(Grenz-Charte Section C.)

Bei der vorbezeichneten Grenzfläche ist, so viel die dabei eingreifenden, und bis zum sogenannten heiligen Stuhle (Section C. f. ²) an einander grenzenden Kirchspiele Schapen und Hopsten anbetrifft:

1) zwar alle Bemühung angewendet, die Hoheitsgrenze auch als Scheidung beider gedachter Kirchspiele festzustellen, um die seit sehr langer Zeit obgewalteten, früher schon mehrmals vergeblich dem Versuche einer Ausgleichung unterzogenen Irrungen und Streitigkeiten über die beidenseitig nur unsicher begründeten, aber bedeutend abweichenden Grenzlinien endlich befriedigend zu beseitigen. Da indessen bei der fortgesetzten Widerstrebung des Königlich-Hannoverschen Kirchspiels Schapen gegen irgend eine angemessene Nachgiebigkeit der gewünschte Zweck nicht zu erreichen gewesen ist, so kann und soll die vereinbarte Hoheitslinie, welche in Ermangelung zuverlässiger Grundlagen und zweifelsfreier Stützpunkte nur nach diesem Gesichtspunkte einer möglichst genauen Gleich-

1827 theilung des Streitgrundes begründet worden, als Gemeinheits- und Markengrenze zwischen dem Königlich-Hannoverschen Kirchspiele Schapen und dem Königlich-Preussischen Kirchspiele Hopsten nicht gelten, auch den Rechten und Prä-tensionen beider Kirchspiele rücksichtlich des gegen-seitig streitbaren Grundes und dessen Benutzung keinen Eintrag zu Wege bringen, vielmehr Alles, wie es nach vermeintlichem Rechte und Besitze behauptet wird und besteht, aufrechterhalten und ungekränkt bleiben, ohne dass dabei die festgesetzte Hoheitslinie einwirkend sein soll.

Es behält aber

2) bei der theilweise unstreitig bestehenden Mar-kengrenze, auf welcher die beiderseitig prä-tendirten Grenzlinien zusammenfallen, näm-lich von dem an der Grenze einfallenden Post-dämme von Hopsten nach Schapen (Sect. C.) durch die Ortmarstrasse bis an den Stein in der Depen (Sect. C. a.²) den abgegebenen Er-klärungen zufolge sein Bewenden, wiewohl vorbe-hältlich unbekannter Rechte einzelner Inter-essenten.

Es soll auch

3) bei allen auf der Streitmark eintretenden Streitig-keiten, sie mögen polizeiliche oder gerichtliche Untersuchung und Entscheidung in Anspruch neh-men, die Competenz der beiderseitigen Behör-den allein nach der Hoheitslinie sich begrün-den, und dabei nur dasjenige Recht in Anwen-dung kommen, was in demjenigen Landes-Ter-ritorio gilt, worin der bei dem eingetretenen Streite in Frage kommende Grund nach der Ho-heitsgrenze belegen ist.

Nicht weniger soll

4) bei einer künftigen Auseinandersetzung zwi-schen beiden Kirchspielen über die durch die bei-derseitig prä-tendirten Grenzlinien sich bil-dende Streitmark und bei etwaiger Theilung derselben lediglich nach denjenigen Gesetzen und Grundsätzen verfahren werden, welche in dem Landes-Territorio gültig sind, worin der Theil der Streitmark belegen ist, es sei denn, dass beiderseitige Kirchspiele sich über eine andere,

für die ganze Streitmark an beiden Seiten der 1827
Hoheitslinie in Anwendung zu bringende Norm
hinsichtlich der Auseinandersetzung und Theilung
gütlich vereinigen möchten, in welchem Falle
es hierbei sein Bewenden behalten soll.

Es soll auch

) zur Vermeidung von Streitigkeiten über den Um-
fang und die Grenzen der Streitmark deren Ab-
grenzung nach den auf der Grenz-Charte C. be-
zeichneten prätendirten Linien unter commis-
sarischer Mitwirkung alsbaldigst beschafft werden;
und

) wegen der bestehend gebliebenen Streitmark für das
bei der Weidenausübung die Hoheitsgrenze über-
schreitende, beiderseitigen Unterthanen zugehörige
Schlacht- und Zugvieh eben so wenig eine Zoll-
abgabe Statt finden, wie dieses oben schon in Be-
ziehung auf die gemeinschaftliche Plantlünner
Mark bestimmt ist.

Uebrigens bleiben

) dem Königlich-Hannoverschen Colono Vor-
brink alle seine etwaigen Gerechtsame als sogenann-
ten Schnatbauer ungeschmälert vorbehalten;
und soll endlich

) auf die Strecke der Ahe von der nordöstlichen Grenze
der sogenannten Herren-Wiese (Grenz-Charte
Section C. f.) bis zu dem auf der Grenz-Charte
Section C. bemerkten Punkte, benannt Fwüder oder
Fusssteig, — auf welcher die Ahe die sogenannte
Wüste begrenzt, und sie der Königlich-Preussi-
schen Landeshoheit anheimgefallen ist, das Kirch-
spiel Hopsten, abgesehen von Markal-Ver-
pflichtungen und Rechten, die so, wie sie sind,
unverändert bestehen bleiben, — verbunden sein, bei
Vermeidung einer angemessenen Polizeistrafe die Ufer
der Ahe in der erforderlichen Höhe und Eindam-
mung zu conserviren, um dadurch nachtheiligen Ue-
berströmungen für die tiefer liegenden Gründe aus
dem Kirchspiele Schapen gebührend vorzubeugen.

Anlangend

die bei der vorbeschriebenen Hoheitslinie ein-
streichenden und sich begrenzenden Kirchspiele Freren
und Schale, so ist

1) in Gefolge der auf die angewendeten Bemühungen

1827

Inhalts der Protocolle vom 23ten August 1820, 18ten September und 22ten October 1826 befallig abgegebenen Erklärungen die vereinbarte Hoheitsgrenze von der Kreuz-Kuhle in der sogenannten rothen Fahrt (Grenz-Charte Section C. i.²) bis zum Schlusspuncte der regulirten Grenze, nämlich bis zum Mittelpuncte der geraden Linie zwischen dem Steine beim Hogenkamp und dem Steine in der Meslage (Grenz-Charte Section C. i.²) als Markengrenze zwischen dem Königlich-Hannoverschen Kirchspiele Freren einer Seits, und dem Königlich-Preussischen Kirchspiele Schale anderer Seits, vorbehältlich jedoch etwaiger Rechte einzelner Interessenten, dann angenommen, wenn entweder von der einen oder der andern Seite zur Theilung der Mark geschritten und solche zur Ausführung gebracht wird, in diesem Falle soll also aller und jeder Anspruch wegen bisheriger Nutzungen und angeblicher Rechte jenseits der als Markengrenze anerkannten Hoheitslinie gänzlich hinwegfallen, und jede der beiderseitigen Kirchspiels-Genweinden sich mit dem innerhalb der Hoheitslinie belegenen Markenrunde begnügen; es soll jedoch

2) so lange nicht entweder vom Kirchspiele Schale oder Freren zur Markenheilung geschritten und diese ausgeführt wird, die Benutzung der durch die beiderseitig präteritirten Leinien gebildeten Streitmark in jeder Beziehung, wie bisher, ungestört gemeinschaftlich bleiben;

auch

3) bis zu demselben Zeitpuncte von keinem aus den beiderseitigen Kirchspielen ein neuer Zuschlag auf der Streitmark vertrieht, noch von Seiten der Gemeinben Markenrund auf der Streitmark ausgewiesen oder verkauft werden, wogegen aber die selbst auf der Streitmark vorhandenen Zuschläge ihren Besitzern verbleiben.

Uebrigens soll

4) zur Vermeidung alles Streites über den Umfang und die Grenzen der in der Benutzung immittelst noch gemeinschaftlich bleibenden Streitmark de-

ren gehörige Abgrenzung nach den auf der Grenz- 1827
Charte bezeichneten Grenzlinien, unter commissarischer Mitwirkung, baldthunlichst bewerkstelligt werden;

auch

- 5) bei etwa auf dem Streitmark-Grunde sich er eignenden Streitigkeiten alles desjenigen in Beziehung auf Competenz der Behörden und Entscheidungs-Norm gelten, was schon oben hinsichtlich der Streitmark zwischen Schapen und Hopsten bestimmt worden ist; und endlich
- 6) rücksichtlich des Ueberschreitens des Viehes bei der Beweidung der noch gemeinschaftlich gebliebenen Streitmark die oben bemerkte Zollfreiheit auch hier anwendbar sein.

Betreffend

C. die auf der kurzen Grenzfläche vom sogenannten heiligen Stuhle (f. 2) bis zum Anfange der Streitmark zwischen Freren und Schale sich berührenden Kirchspiele Schapen und Schale; so behält es

- 1) bei deren unstreitiger Markengrenze, wonach die Hoheitslinie begründet worden, vorbehaltlich etwaiger Rechte einzelner Interessenten, sein Bewenden; es soll jedoch
- 2) der Naturgang für das hirtelos weidende Vieh, so lange die sich begrenzenden Gründe offen und uneingefriedigt bleiben, wiewohl ohne daraus folgendes Recht, und ohne Anspruch auf Entschädigung für den Erledigungsfall, gestattet bleiben, auch rücksichtlich von Viehschüttungen es bei demjenigen, was Herkommens ist, belassen werden.

Schliesslich soll überall, wo die Ahe bäche die Grenze bilden, dasjenige mit anwendbar sein, was oben bei der Plantlünner Mark bestimmt worden.

Lengerich, den neunten Julius 1827.

AUGUST RUDLOFF. ERNST ALBERT V. BODELSCHWINGH.

(L. S.)

(L. S.)

8.

Traité de limites entre la Prusse et le Hanovre. Conclu et signé à Ibouurg, le 22 Décembre 1827.

(Gesetzsammlung für das Königreich Hannover. 1844. IIIte Abtheilung vom 14. December.)

Zur bestimmten Feststellung der durch den Recess d. d. Höne, den 12ten August 1783 zwar regulirten, aber vor dessen Vollziehung theilweise wieder streitig gewordenen Grenzen zwischen dem Königlich-Hannoverschen Fürstenthume Osnabrück einer Seits, und den Königlich-Preussischen Grafschaften Tecklenburg und Ober-Lingen anderer Seits, so wie zur Ordnung der sich darauf beziehenden Grenzverhältnisse ist von den zu diesem Geschäfte bevollmächtigten Commissarien, nämlich:

Königlich-Hannoverscher Seits dem Justiz-Rath Carl August Rudloff, und

Königlich-Preussischer Seits dem Landrathe des Tecklenburgschen Kreises Ernst Albert v. Bodelschwing nachfolgender Grenzvergleich, unter Vorbehalt beiderseitiger Allerhöchster Genehmigung, verabredet und abgeschlossen.

Art. 1. Da der im Eingange erwähnte Grenzrecess d. d. Höne, den 12ten August 1783, welcher zwar die beiderseitige allerhöchste landesherrliche Genehmigung erhalten hat, wegen später eingetretener neuer Schwierigkeiten aber nicht zur Auswechslung und Vollziehung gelangt ist, theils wegen der unmittelbar erfolgten Abtretung der Niedergrafschaft Lingen an das Königreich Hannover, theils wegen der im Zeitverlauf eingetretenen, vorzüglich auf Markentheilungen beruhenden Veränderungen, theils endlich wegen veränderter staatsrechtlicher Verhältnisse und Grundsätze seine Anwendbarkeit, Zweckmässigkeit und Grundlage verloren hat, so wird besagter Recess,

so weit sich derselbe auf die Bestimmung der Landeshoheits-Grenze und auf Feststellung der gegenseitigen Allerhöchsten landesherrlichen Rechte und Befugnisse bezieht, hiedurch für aufgehoben und völlig ungültig erklärt.

Art. 2. Dagegen wird der ebenenannte Recess in 1827 so weit überall bestätigt und für verbindlich erklärt, als er sich auf die Verhältnisse der an der Landesgrenze liegenden Gemeinde-Marken und überhaupt auf die Privatrechte der gegenseitigen Unterthanen bezieht; es sei denn, dass diese Bestimmungen durch Markentheilungen, sonstige rechtsgültige Verträge, oder die von den Commissarien jetzt vermittelten Vereinbarungen Aenderungen erlitten haben möchten.

Art. 3. Der sich auf den Grenzvergleich vom Jahre 1783 beziehende Grenz-Nebenrecess vom 3ten October 1801, welcher die Allerhöchste landesherrliche Bestätigung nicht erhalten hat, wird, da dessen Inhalt theils längst erledigt, theils nicht mehr anwendbar, theils aber bei gegenwärtigem Grenzvertrage berücksichtigt ist, für unverbindlich erklärt.

Art. 4. Von dem Tage der Allerhöchsten Ratification dieses Vergleiches an soll die Grenze zwischen den Eingangs genannten Landestheilen durch diejenige Linie gebildet sein, welche in der Anlage I. genau beschrieben ist, und wird diese specielle Grenzbeschreibung als ein integrierender Theil dieses Vergleiches angesehen.

Es sollen dabei die im Jahre 1778 aufgenommenen und von beiderseitigen Geometern vollzogenen vier Hauptgrenz-Charten sub Litt. A. B. C. und D., imgleichen die später im Jahre 1782 angefertigten und vollzogenen Grenzneben-Charten sub Nris. 1. 2 und 3., auf welchen die damals vereinbarten Grenzen mit zusammengesetzter rother und blauer Linie bezeichnet sind — fernere Gültigkeit behalten, und, in so weit nicht jetzt die Grenzen verändert worden, zum Grunde gelegt, die eingetretenen Veränderungen aber nach Allerhöchster Ratification dieses Grenzvergleiches darin eingetragen werden.

Art. 5. Beide Allerhöchste Contrahenten verzichten auf alle Ansprüche, welche von den erwähnten Landestheilen über diese neu festgestellte Grenze hinaus früher formirt, und in der ersten General-Vereinigung des Recesses vom 12ten August 1783 speciell ausgedrückt sind.

Art. 6. Die jetzt vereinbarte Linie soll als Hoheitsgrenze dieser Natur gemäss die Scheidung aller landeshoheitlichen Gerechtsame und Pflichten zur Folge haben, insbesondere

A. rücksichtlich der Grundsteuer bewirken, dass diese

1827 ohne Ausnahme nur von derjenigen Landesherrschaft zu erheben ist, in deren Territorio der zu besteuernde Grund belegen.

In so fern also bisher, es sei aus welchem Veranlassungsgrunde es wolle; Grundsteuer jenseits der jetzt vereinbarten Hoheitsgrenze für die eine oder andere Allerhöchste Landesherrschaft erhoben worden, soll sie vom 1sten Julius 1828 angerechnet für die fremde Landesherrschaft gänzlich hinwegfallen, und von diesem Zeitpuncte an alle Grundsteuer auf vorgedachtes, ihr Erhebungerecht begründendes Princip zurückgeführt werden;

jede Entschädigung aber wegen der bis dahin diesem Princip entgegen erhobenen Grundsteuer gegenseitig aufgehoben sein.

Es sollen auch für die einer jeden Landesherrschaft zur Besteuerung anheimfallenden Grundstücke alle die Rechte und Grundsätze anwendbar sein, welche in dem Landes-Territorio gelten, worin die Grundstücke belegen sind.

Ferner soll

B. in Beziehung auf indirecte Steuern und Zölle die vereinbarte Hoheitsgrenze alle diejenigen Rechte und Grundsätze zur Scheidung bringen, welche in jedem der beiderseitigen Landes-Territorien gültig sind, oder noch künftig gültig werden möchten.

Es soll aber

1) auf denjenigen Wegen, auf welchen die Grenze auf der Mitte fortläuft, und die daher gemeinschaftlich für beide Landeshoheiten sind, alle und jede Steuer- und Zollcontrole und sich darauf beziehende Visitation innerhalb der gemeinschaftlichen Erstreckung hinwegfallen, wogegen auf denjenigen Wegen, welche von der Hoheitslinie quere durchschnitten werden, und daher in ihrer Erstreckung theils ganz der Königlich-Hannoverschen, theils ganz der Königlich-Preussischen Landeshoheit überwiesen worden sind, Steuer- und Zollcontrole und Visitation, der Regel gemäss, bis zur Grenze aufrecht erhalten bleibt.

Es soll ferner

2) rücksichtlich der an beiden Seiten der Grenze belegenen Grundstücke desselben Eigenthümers, welche durch eine und dieselbe ungetrennte öconomische Bewirtschaftung verbunden sind, eine völlig freie Communication, in so

weit es zum Betriebe der Landwirthschaft nöthig ist, 1827 durch Aus- und Einfuhr aller sich darauf beziehenden Gegenstände, und aller Erzeugnisse des Ackerbaues und der Viehzucht verstattet sein, ohne dass die in jener Lage sich befindenden Grundbesitzer deshalb irgend einer Steuer- und Zollabgabe unterworfen werden können; es haben solche Grenzunterthanen jedoch erforderlichen Falls durch Bescheinigungen ihrer Ortsbehörden nachzuweisen, dass sie jenseits der Hoheitsgrenze Grundstücke besitzen und anbauen, und können selbige auch den ordnungsmässigen Visitationen der Steuer- und Zollausscher, oder anderer zur Verhütung von Defraudationen gesetzlich angeordneter Officianten sich nicht entziehen.

Nicht weniger soll

- 1) für die mit Pacht-, Zehnt- und sonstigen Naturalabgaben in dem jenseitigen Landes-Territorio verpflichteten beiderseitigen Unterthanen eine steuer- und zollfreie Aus- und Einfuhr hinsichtlich dieser von ihnen zu entrichtenden Abgaben, wiewohl unter dem vorerwähnten Vorbehalte, einer dabei erforderlichen Falls beizubringenden Bescheinigung und nicht zu verweigernden Visitation, Statt finden.

Dagegen sind jedoch

- 2) die Bewohner aller zu Gütern oder Colonaten in dem jenseitigen Landes-Territorio gehörigen Pachthöfe und Heuerhäuser unbedingt denjenigen indirecten Steuer- und Zollabgaben und sich darauf beziehenden Gesetzen unterworfen, welche in dem Landes-Territorio gelten, worin sie wohnen, ohne dass der Verband mit einem auswärtigen Gute oder Colonate ihnen irgend einen Schutz gewähren kann.

Weiter sollen auch

- 3) die landesherrlichen Jagd- und Fischerei-Gerechtigkeiten durch die Hoheitsgrenze gänzlich abgeschieden sein, und obwohl nicht weniger

es sich von selbst versteht, dass die Hoheitsgrenze auch die Gerichtsprenzel der beiderseitigen Gerichte völlig abscheidet, so soll dennoch

- 4) die Colonate in ihrer Consistenz zu erhalten, und zwar bei allen freiwilligen oder nothwendigen, gerichtlichen, oder von competenten öffentlichen Officianten beschafft werdenden Verkäufen von Colonaten, deren Grundbestand durch die Greuze getrennt

1827 ist, die Competenz für die amtliche Geschäfts-Besorgung sich allgemein nach dem Verhältnisse, dem die Sohlstätte unterworfen ist, auch auf die im Auslande belegenen abgesonderten Grundparcels ausdehnen, wobei die auswärtigen Behörden alle Rechtswillfahung zur Erreichung des beabsichtigten Zweckes, ohne irgend einen Anspruch auf eigene Competenz, zu leisten haben, und wobei auch in Fällen eines eingetretenen Concurs-Verfahrens die Befriedigung der Gläubiger lediglich von dem für die Sohlstätte competenten Gerichte zu besorgen ist, welches jedoch die Rechte und Vorzüge der gültig begründeten Hypotheken nach den Gesetzen des Landes, worin die Grundstücke belegen sind, gebührend zu berücksichtigen hat.

Uebrigens ist aber der ungetrennte Verkauf der Colonate nur unter der Voraussetzung und Bedingung gegenseitig zugestanden, dass alle wegen der öffentlichen Lasten bestehenden Verhältnisse dabei unberührt bleiben, folglich alle auf den abgesondert im Auslande belegenen Pertinenzen des Colonates haftende Steuern und öffentliche Lasten jeder Art, die rückständigen, wie die laufenden, selbst während eines über den Hof ausgebrochenen Concurses, ohne Mangel entrichtet und getragen werden, und durch den auswärts vor sich gehenden Verkauf des Colonates die Befugniss wegen jener Steuern und Lasten an die Grundstücke selbst, auf welchen sie haften, sich zunächst und unmittelbar zu halten, nicht alterirt werden solle.

Ferner sollen

- 2) bei Privatstreitigkeiten über die als Hoheitsgrenze angenommenen Einfriedigungen von Grundstücken vor Beschreitung des Rechtsganges die beiderseitigen Grenzobrigkeiten zusammentreten, um die wahre Landesgrenze nach den Bestimmungen dieses Grenzvergleiches in Gewissheit zu setzen, und, wenn dieses geschehen, den beiderseitigen Unterthanen darüber das Nöthige eröffnen, worauf es indessen diesen überlassen bleiben muss, ihr vermeintliches Recht bei dem nach allgemeinen Grundsätzen zuständigen Gerichte zu suchen. — Sollte nun demnächst durch Urtheil und Recht eine von der Territorialgrenze abweichende Privatgrenze bestimmt werden, so bleibt es unbenommen,

hiernach auch den Lauf der Hoheitsgrenze abzuändern, so weit dies der Convenienz der beiderseitigen Landes-Regierungen entsprechen möchte. 1827

Art. 7. Die den beiderseitigen Landesherrschaften zustehenden Domainen und Domanial-Gerechtsame erleiden durch diese Grenzberichtigung, mit Ausnahme dessen, was in Ansehung der Grenzen der herrschaftlichen Jagd- und Fischerei-Gerechtsame in dem Art. 6 sub Litt. C. bestimmt ist, sonst überall keine weitere Veränderungen.

Art. 8. Es sollen ferner auch, ungeachtet der Hoheitslinie, alle und jede Rechte von Privatpersonen und Corporationen, von welcher Art diese auch sein mögen, insbesondere alle Einkünfte von geistlichen und milden Stiftungen, Pfarren und anderen geistlichen Stellen, auch Gutsherren unverändert und ungekränkt aufrechterhalten sein und bleiben, und wie beide Allerhöchste Landesherrschaften denselben den gebührenden rechtlichen Schutz angedeihen lassen wollen, so sollen auch beiderseitige Behörden in allen Fällen den Rechten auswärtiger Unterthanen und Corporationen die sorgfältigste Berücksichtigung widmen.

Art. 9. In gleicher Masse wie nach der vereinbarten Hoheitslinie die landeshoheitlichen Pflichten, insbesondere in Beziehung auf öffentliche Landstrassen, Brücken und Flüsse, in jeder Rücksicht sich abgrenzen; da aber, wo Wege und Gewässer durch Feststellung der Grenze auf deren Mitte gemeinschaftlich geblieben sind, eine gemeinschaftliche landeshoheitliche Einwirkung und Beaufsichtigung mit bereitwilligster Concurrenz eintreten soll und muss, sollen auch alle aus dem Landeshoheits-Verbande zur Folge kommenden Communalpflichten, Abgaben und Leistungen, es bestehen diese, worin sie wollen, durch die Hoheitslinie gänzlich abgeschieden sein, bei bestehend gebliebener Gemeinschaftlichkeit von Wegen und Gewässern aber auch die auf den Landeshoheits-Verband sich beziehenden Communalpflichten gemeinschaftlich bleiben.

Art. 10. Es sollen dagegen alle nicht aus dem Landeshoheits-, sondern aus dem Communal-Gemeinheits- oder Markenverbande folgende, oder sich darauf beziehende, nur privatrechtlichen Verhältnissen angehörige Rechte und Pflichten, in so weit sie nicht nach den weiter unten gedachten speciellen Bestimmungen eine

1827 Aenderung oder Beschränkung erlitten haben, auf keine Weise durch die regulirte Hoheitsgrenze gekränkt und verändert sein und werden, es mögen diese Rechte und Pflichten Einzelnen zustehen und obliegen, oder für Gemeinheiten oder sonstige Corporationen bestehen.

Art. 11. Die auf der Strasse von Schale nach Fürstenua belegene, früher ausschliesslich Königlich-Hannoverscher Seits von Seiten der Gemeinde Settrup unterhaltene, jetzt zur Grenzbrücke gewordene sogenannte Merschbrücke wird künftig gemeinschaftlich von beiden Landestheilen unterhalten. Königlich-Preussischer Seits kann aber diese Verpflichtung entweder durch eine jährliche Zahlung von vier Thalern, oder durch eine Capital-Zahlung von Einhundert Reichthalern Preussisch Courant ein für allemal abgelöset werden, und verpflichtet man sich Königlich-Hannoverscher Seits in beiden Fällen dann die Brücke auf alleinige Kosten stets in untadelhaftem Stande zu erhalten.

Art. 12. Die sogenannte Ise- oder Pottsbrücke auf der Strasse von Lotte nach Osnabrück, welche seither ganz Preussisch war, wird dagegen in Folge der auf diesem Punkte vereinbarten Abänderung der frühern Landesgrenze ganz Königlich-Hannoverscher Seits übernommen, und verpflichtet sich das letztgenannte Gouvernement diese Brücke, nebst dem zwischen derselben und der neu festgestellten Landesgrenze belegenen Theile der Landtrasse von Lotte nach Osnabrück, stets in gutem Stande zu erhalten, auch an dieser Strasse auf dem linken Ufer des Goldbaches keine Zollstätte anzulegen.

Art. 13. Der einem grossen Theile der Eingesessenen des Kirchspiels Leeden zur Benutzung der Leeder Mühle unentbehrliche Weg über Stramanns-Esch soll denselben nicht nur ungehindert gestattet, sondern auch Königlich-Hannoverscher Seits ferner, wie bisher, von allen Ein- und Ausgangs-Abgaben für die zu der erwähnten Mühle zu bringenden und von da zurückzuholenden Producte der Königlich-Preussischen Untertanen befreiet sein, während sich diese jedoch den für nöthig zu erachtenden Controle-Massregeln auf diesem Wege selbst unterwerfen müssen.

Eine ganz gleiche Begünstigung sollen die Königlich-Hannoverschen Untertanen des Kirchspiels Hagen hinsichtlich der von ihnen als Mühlenweg zu benutzenden

Strasse zwischen Beckmanns- und Igelbrinks-Gründen, 1827 so weit solche auf dem linken Ufer des Hönebaches das Königlich-Preussische Gebiet berührt, geniessen.

Art. 14. Ueberall, wo die Landesgrenze durch Flüsse oder Bäche gebildet wird, soll auf Erhaltung derselben in ihrem gegenwärtigen Laufe Seitens der beiderseitigen Polizeibehörden durch alljährliche sorgfältige Räumung und Herausschaffung aller Anlandungen und sonstiger den Wasserlauf hemmender Hindernisse auf Kosten der Contravenienten hingewirkt werden, weshalb auch den beiderseitigen Grundbesitzern die Anlage aller solcher Werke, wodurch an dem entgegengesetzten Ufer Abbruch veranlasst werden kann, bei nachdrücklicher Polizeistrafe verboten, und nur die Deckung der im Abbruch liegenden Ufer erlaubt werden wird. Wo die Grenzflüsse und Grenzbäche bedeutende Serpentinien bilden, durch deren Durchstechung ihr Lauf berichtigt und das Abbrechen der Ufer vermieden werden kann, sollen die beiderseitigen Landespolizeibehörden befugt sein, dergleichen zur Förderung der Landes-Cultur gezielte Anlagen zu gestatten; ohne die Genehmigung der genannten Behörden dürfen aber solche, die Landesgrenze verrückende Durchstiche auf keine Weise geduldet, und soll vielmehr eintretenden Falls auf Herabsetzung des Flusses oder Baches nach seinem frühern Laufe auf Kosten der Contravenienten gehalten werden.

Inbesondere wird wegen des Haase-Flusses festgesetzt:

1) die Haase soll, so weit sie die Landesgrenze bildet, der zwischen dem Hannoverschen und Preussischen Commissair am 24sten October 1804 getroffenen, von beiderseitigen Regierungsbehörden genehmigten Vereinbarung gemäss, eine Normalbreite von 30 Rheinländischen Duodecimalfuss haben, und in dieser Breite unverändert erhalten werden.

2) Für den Fall einer Hannoverscher Seits zu beschaffenden Schiffbarmachung der Haase soll in Gemässheit der ratificirten Vereinbarung, welche das Protocoll d. d. Berlin, den 26sten April 1820, enthält, preussischer Seits jenem Zwecke kein Hinderniss in den Weg gelegt, sondern das beabsichtigte Werk auf alle Weise befördert werden.

Diesemnach soll auch, wenn bei der Schiffbarmachung der Haase sich erweisen möchte, dass die angenommene Normalbreite von 30 Fuss zu den da-

1827 bei nöthigen Vorrichtungen nicht hinreichte, zu der erforderlichen Erweiterung des Flussbettes Königlich-Preussischer Seits zu gleichem Antheile als Hannoverscher Seits beigetragen werden, ohne dass jedoch dem Preussischen Gouvernement die den Preussischen Adjacenten für den Grundverlust gebührende Entschädigung zur Last fallen soll, indem diese vielmehr von dem Hannoverschen Gouvernement nach dem durch eine ordnungsmässige Abschätzung ermittelten Werthe zu leisten ist.

Uebrigens wird wegen der auf den Haasefluss sich beziehenden sonstigen speciellen Bestimmungen auf das am 24sten Junius 1827 zu Glandorf aufgenommene Protocolt verwiesen, wobei jedoch nicht ausgeschlossen sein soll, was nach Zeit und Erfahrung sich etwa noch als angemessen oder nothwendig ergeben möchte, sondern hierfür die weitere Vereinbarung auf Antrag des einen oder andern Theils vorbehalten bleibt.

Art. 15. Da die in dem Grenzrecesse vom 12ten August 1783 enthaltenen genauen Bestimmungen in Beziehung auf Gemeinheits-Verhältnisse und Berechtigungen der gegenseitigen Unterthanen, in so weit dabei nach Abtretung der Niedergrafschaft Lingen an das Königreich Hannover noch Unterthanen der beiderseitigen Allerhöchsten Landesherrschaften in Frage kommen, zwar überhaupt nach dem Art. 2 dieses Grenzvergleiches aufrecht erhalten sind, mehrere Bestimmungen jedoch im Zeitverlaufe, nach Grundlage neuerer Vereinbarungen und insbesondere eingetretener Markentheilungen, ihre Anwendbarkeit verloren haben, so ist, in Berücksichtigung des wesentlichen Interesse, welches mit der möglichst genauen Festsetzung der jetzt noch anwendbaren älteren und der begründeten neuen Verhältnisse, vorzüglich für beiderseitige Unterthanen verbunden ist, für nothwendig erachtet:

nach Grundlage und Folge des Grenzrecesses vom 12ten August 1783 die anwendbar gebliebenen und veränderten Verhältnisse und Bestimmungen in einer Anlage dieses neuen Grenzvergleiches hervorzuheben und zusammen zu stellen.

Es wird diesemnach auf die Anlage II., welche als ein Theil dieses Grenzvergleiches angesehen werden soll, hiemit hinverwiesen.

Art. 16. In Beziehung auf diese in der Anlage II.

getroffenen speciellen Bestimmungen wird hiemit ferner 1827 festgesetzt:

- 1) dass die den beiderseitigen Allerhöchsten Landesherrschaften zustehenden markenrichterlichen oder oberholzgräflichen Gerechtsame in ihrem ganzen Umfange durch die Hoheitslinie abgeschieden sein sollen;
- 2) dass auch die Hoheitsgrenze regelmässig unverändert bleiben soll, wiewgleich beiderseitige Unterthanen in Gefolge abgefundener Gerechtsame Markengrund in dem jenseitigen Landes-Territorio künftig erhalten möchten.

Dagegen soll aber ausnahmsweise

- 1) nach dem auf möglichste Gleichstellung der Hoheits- und Markengrenze vor Augen genommene Gesichtspuncte es als eine ohne erhebliche Gründe nicht zu verlassende Norm gelten, die Hoheitsgrenze zu verändern, wenn etwa künftig durch Vergleich oder rechtliches Urtheil eine andere Markengrenze, als die jetzt gebildete Hoheitsgrenze ist, auf denjenigen Grenzflächen vereinbart oder festgestellt werden möchte, auf welchen Gemeinschaft oder Streitigkeit zwischen beiderseitigen Gemeinheiten bestehen geblieben ist, und soll daher die Hoheitsgrenze mit den daraus folgenden landeshoheitlichen, auch markenrichterlichen Rechten der abweichend gebildeten Markengrenze sich anschliessen, wenn nach der durch landesherrliche Commissarien für den eingetretenen Fall anzustellenden und hiemit also noch vorbehaltenen nähern Untersuchung keine erhebliche Gründe, der Vereinigung gemäss, vorliegen; um jene angenommene Norm zu verlassen.

Art. 17. Ueberall, wo die Landesgrenze einer Seits durch altbebaute Ackergründe oder Wiesen und anderer Seits durch Gemeindemarken bestimmt wird, sollen, den Anordnungen des Recesses vom Jahre 1783 gemäss, bei den Aeckern für den sogenannten Hammerwurf 15 Rheinländische (Duodecimal-) Fuss und bei den Wiesen für den Schaufelschlag 6 Rheinländische (Duodecimal-) Fuss gerechnet, dass heisst, es soll die Landesgrenze nicht unmittelbar, sondern in der erwähnten Entfernung von den cultivirten Grundstücken vorbeigezogen werden.

Art. 18. Um der vereinbarten Hoheitslinie auf dem Lande und Boden die erforderliche Kennbarkeit zu geben, und Verdunkelung so viel als möglich zu vermeiden, soll eine genaue Abgrenzung, nach Ratification

1827 dieses Vergleiches, auf gemeinschaftliche Kosten beschafft werden, und zwar

- 1) auf allen vorzüglich zu bemerkenden Grenzpunkten, nämlich solchen, welche der Grenzlinie eine Hauptrichtung oder eine abweichende Richtung geben, oder welche eine Verdunkelung der Grenze zur Folge bringen können, — durch regelmässig behauene Grenzsteine von sechs bis wenigstens vier Fuss Länge, versehen auf der einen Seite mit dem Buchstaben H und auf der andern Seite mit dem Buchstaben P, und mit darunter gesetzter Jahrzahl 1827, und diese Steine in der Art aufgerichtet werden, dass resp. drei u. zwei Fuss in die Erde gelangen.

Dagegen soll aber

- 2) auf den nicht besonders sich auszeichnenden Grenzpunkten s. g. Läufer oder Zwischengrenzsteine von drei bis mindestens zwei Fuss Länge, mit gleichem Buchstaben versehen, in angemessenen Entfernungen eingesetzt werden, um der Grenze ihre fortlaufende zweifelsfreie Richtung zu geben.

Endlich auch

- 3) wo das Locale es gestattet, hin und wieder in Strecken von einigen Ruthen Grenzgräben gemeinschaftlich von beiderseitigen Unterthanen aufgeworfen werden, damit der Grenzlauf in abwechselnder Art so kennbar als möglich gebildet werde.

Den beiden landesherrlichen Commissarien bleibt es, nach Ratification dieses Vergleiches, lediglich überlassen, wie nach vorstehender Grundlage die Abgrenzung angemessen zu bewerkstelligen ist. Es soll jedoch über dasjenige, worüber sich die Commissarien vereinigt haben werden, und über die hiernach beschaffte Abgrenzung gemeinschaftlich vollzogene Protokolle aufgenommen werden.

Art. 19. Damit jede Ungewissheit über die Grenze, die im Zeitverlaufe sich bilden möchte, hinweggehoben werde, so soll von Seiten der angrenzenden Behörden, denen dieser Vergleich auszugsweise zuzustellen ist, genaue Aufmerksamkeit auf die Grenze gewidmet, bei Irrungen und Zweifeln, welche sich ergeben möchten, sofort gegenseitig Mittheilung gemacht, und auf gütliche Ausgleichung sorgfältig Bedacht genommen, von fünf zu fünf Jahren aber zu einer allgemeinen Revision von Seiten der angrenzenden Behörden gemeinschaftlich geschritten, und dabei jede Differenz nach Grundlage die-

des Vergleiches und der vorangegangenen Grenzregulirungs-Verhandlungen möglichst beseitigt werden. Die darüber gemeinschaftlich aufzunehmenden Protocolle sind den Provinzialbehörden einzusenden. 1827

Art. 20. Jeder Frevel von Seiten der Unterthanen an den nach Ratification dieses Vergleiches festgestellten Grenzzeichen und jede Grenzverrückung soll nach den Gesetzen derjenigen Landeshoheit, welcher der Frevel und Angeschuldigte persönlich unterworfen ist, bestraft, und auf die begründete Anzeige des strafbaren Unternehmens die erforderliche Untersuchung von Seiten der dem Angeklagten vorgesetzten Behörde ohne Verzug verhängt, das Resultat derselben auch der auswärtigen Behörde, falls diese die Anzeige des strafbaren Unternehmens gemacht hat, fordernsamt mitgetheilt werden.

Art. 21. Wenn wider Erwarten nach Ratification dieses Vergleiches bei dessen Execution, insbesondere bei Feststellung der Hoheits-Grenzzeichen, noch irgend ein Zweifel sich entwickeln möchte, so sollen die landesherrlichen Commissarien ermächtigt sein, darüber definitiv zu entscheiden.

Art. 22. Vorstehender, doppelt ausgefertigter Grenzvergleich soll zur Allerhöchsten Genehmigung vorgelegt, und die Ratification innerhalb dreier Monate nach Unterzeichnung desselben, oder, wenn es möglich ist, eher abgewechselt werden.

Urkundlich ist derselbe von den beiderseitigen Commissarien eigenhändig unterschrieben und mit ihrem Familien-Wappen untersiegelt. So geschehen und abgeschlossen zu Iburg, den zwei und zwanzigsten Decembris 1827 (Eintausend achthundert sieben und zwanzig).

ALFRED AUGUST RUDLOFF. ERNST ALBERT v. BODELSCHWINGH.
(L. S.) (L. S.)

Anlage

zum Grenzvergleiche vom 22sten December 1827.

Allgemeine und specielle Bestimmungen,

insbesonderlich in Beziehung auf Gemeinheits- und Markenverhältnisse nach Grundlage und Folge des Grenz-Recesses vom 12ten August 1783,

I. Allgemeine Bestimmungen.

(1) Da die den Allerhöchsten Landesherrschaften zugehörigen Oberholzgrafschaften und markenrichterlichen

1827 Rechte sich überall durch die neu begründete Hoheitslinie abscheiden sollen, so fallen alle auf früher ausserhalb der Hoheitsgrenze vorbehaltene Gerechtsame dieser Art sich beziehende Bestimmungen wegen holzgräflicher Cognition und Bestrafung aus dem Grenz-Recesse von 1783 als unanwendbar hinweg.

2) Ueberall, wo in diesem Grenz-Recesse die Bestimmung getroffen ist:

dass gewisse Districte von dem an der Grenze belegenen, früher streitig gewesenen, oder unstreitigen Gemeinheits- oder Markengrunde für immer offen und uneingefriedigt oder untheilbar zu belassen sein soll, da eine solche Bestimmung an und für sich der Landes-Cultur schädlich, nach der Königlich-Preussischen Gemeintheilungs-Verordnung vom 7ten Junius 1821 §. 27 auch Verträge über die Nichttheilbarkeit von Grundstücken nur 10 Jahre verbindlich sind, — für beiderseitige Unterthanen nur bis zum 30sten Junius 1831 die Verbindlichkeit jener Bestimmung bestehen bleiben, jedoch die mit diesem Zeitpunkte gegenseitig eintretende freie Willkühr zur Einfriedigung und Theilung nicht eher ausgeübt werden, als bis die auswärtigen Unterthanen für ihre auf dem bisher untheilbar gewesenen Districte begründeten Gerechtsame gebührend entschädigt sind, weshalb diese Unterthanen an die für den Markengrund zufolge der Hoheitsgrenze competente administrative oder Theilungsbehörde hiermit verwiesen werden, und den gesetzlichen Verfügungen und Bestimmungen derselben sich zu unterwerfen haben.

3) Ueberall, wo in dem Recesse von 1783 der s. g. Naturgang (ductus naturae) für das hirtelos weidende Vieh vorbehalten ist, bleibt solcher zwar aufrechterhalten, so lange die Gemeinheitsgründe offen und uneingefriedigt sind; jedoch soll aus demselben allein kein Verbotungsrecht gegen Einfriedigung hergeleitet, und kein Anspruch auf Entschädigung für den Erledigungsfall begründet werden.

4) Rücksichtlich der Viehschüttungen soll es überall bei denjenigen, was in dem Recesse von 1783 bestimmt worden, oder was sonst Herkommens ist, belassen werden.

5) Die am Schlusse des Recesses im 7ten Absatze über das Recht des Retractes getroffene allgemeine Bestimmung, und die eben daselbst im 8ten Absatze ent-

haltene Bestimmung über erforderliche obrigkeitliche 1827
Genehmigung zu Acquisitionen und Veräusserungen
von Grundstücken jenseits der Hoheitsgrenze wird da-
hin restringirt und näher erklärt:

dass Parzellen reihpflichtiger Höfe, welche jenseits
der Hoheitsgrenze, von den Höfen getrennt, belegen
sind, hinsichtlich ihrer Veräusserung an die Erfor-
dernisse der Gesetze desjenigen Territorii, welcher
die Sohlstätte unterworfen ist, gebunden sein sollen,
übrigens aber keine Acquisitionen und Veräusserun-
gen jenseits der Hoheitsgrenze von einer obrigkeitli-
chen Genehmigung abhängig sind.

11. Specielle Bestimmungen.

Betreffend den Vten Abschnitt des Recesses.

1) Wengleich die ad Litt. D. hinsichtlich des jenseits
der Hoheitsgrenze belegenen Theils der Hannoverschen
Settrupper Mark reservirte Holzgrafschaft über diese Mark
jetzt nach der allgemeinen Vereinbarung über die Scheidung
aller Holzgrafschaften durch die Hoheitslinie aufgehoben
ist, so soll dennoch in Beziehung auf den der Preussis-
chen Landeshoheit anheimgefallenen Theil der Settrup-
per Mark sowohl bei Zuschlags-Ausweisung, als bei
der Theilung der Mark nur nach den in Hannoverschen
Landesterritorio gültigen Grundsätzen, und nur von der
in diesem Territorio competenten Behörde verfahren,
auch ohne Genehmigung der Markengenossen kein Neu-
bauer auf diesem im Auslande belegenen Markengrunde
eingelassen werden.

2) Da die ad Litt. F. beliebte Begradigung des Ahe-
aches von der Drehkuhle bis zur Merschbrücke im
Jahre 1820, unter Berücksichtigung der Rechte beider-
seitiger Unterthanen, und mit Genehmigung beider Re-
gierungsbehörden, bereits ausgeführt ist, so behält es
dabei sein Bewenden.

Betreffend den VIten Abschnitt.

Als die ad Litt. B. übereinstimmend mit der Hoheits-
grenze festgestellte Scheidungslinie der Medumner und
Schalenschen Marken soll, der abgegebenen Erklärun-
gen zufolge, auch diejenige Grenze gelten und angenom-
men werden, welche jetzt am Mehmer Haarwege her
durch vereinbarte feste Punkte und deren Verbindung

1827 mit geraden Linien neu begründet worden, und als Hoheitscheidung angenommen ist.

Betreffend den VIIten Abschnitt.

Da für die ad Litt. B. festgesetzte Scheidung der Wester und Schalenschen Mark die nach Grundlage einer äqualen Theilung des zwischen beiden Marken offen liegenden Districts schon 1783 in die Charten eingetragene Divisionslinie, der jetzt angestellten Untersuchung zufolge, auch auf dem Grunde und Boden richtig bezeichnet ist, so wird diese jetzt noch erneuerte Linie, der frühern Vereinbarung gemäss, als Markenscheidung angenommen; jedoch bleibt die gegenseitig vorbehaltene Schaftrift, und was in Beziehung darauf unter Litt. C. bestimmt worden, aufrechterhalten, wogegen das ad Litt. E. erlassene Verbot gegen Neuerungen auf dem streitig gewesenen Districte nur auf Schmälerung der reservirten Schaftrifts - Gerechtsame sich beziehend, und daher jede diesen Gerechtsamen nicht entgegenstehende Disposition über den Grund und Boden für beiderseitige Markengenossen zulässig angenommen wird.

Betreffend den VIIIten Abschnitt.

Da in gleicher Masse, wie vorbemerkt, auch für die sub Litt. A. festgesetzte Scheidung der Wester und Halverder Mark die schon 1783 auf die Charten eingetragene Theilungslinie, der jetzt angestellten Untersuchung nach, auf dem Boden richtig bezeichnet ist, so wird auch diese jetzt erneuerte Linie in Gemässheit der frühern Vereinbarung als Markengrenze, vorbehaltlich der unter Litt. B. C. und E. getroffenen nähern Bestimmungen, angenommen, und sollen das frühere spatium controversum, imgleichen die für die Schaftrift ad Litt. C. bezeichneten Districte, in so weit es noch erforderlich erachtet wird, durch Steine, Pfähle oder Kreuzgruben abgeschnatet werden.

Betreffend den IXten Abschnitt.

1) Da die ad Litt. A. von der schwarzen Säule bis zu dem Steine bei oder in den s. g. fünf Hügeln vereinbarte, gleichfalls schon 1783 auf die Charten getragene Scheidungslinie, wie die jetzt angestellte Untersuchung ergeben hat, richtig auch auf dem Grunde und Boden bezeichnet ist, so begründet nicht weniger diese

Linie, der frühern und ad Litt. B. näher ausgedrück- 1827
ten Vereinbarung gemäss, eine Markenscheidung.

2) Da ferner die ad Litt. B. ausserhalb der Grenzlinie für die Oster- und Westerbauerschaft, Kirchspiels Mettingen, und für die Bauerschaften Westerbecke und Seeste, Kirchspiels Westercappeln, zur Abtorfung bewilligten Moortheile bereits abgegrenzt sind, so lässt man es dabei bewenden, und wie die auf die Benutzung des Moors sich beziehenden Bestimmungen aufrechterhalten bleiben, so wird auch Königlich-Hannoverscher Seits den Königlich Preussischen Bauerschafts- Interessenten eine zollfreie Ausfuhr des Torfes aus den in der Hannoverischen Landeshoheit belegenen Moortheilen hiemit bewilligt.

Es fällt dagegen

3) die ad Litt. B. den Eingesessenen der Hannoverischen Bauerschaften Vinte und Limbergen in den jenseitigen Moortheilen belassene Buchweizen - Aussäung, da die Jahre für diese Grundbenutzung längst abgelaufen sind, hinweg.

4) Uebrigens nimmt man auch die ad Litt. C. für das Gut Westercappeln vorbehaltenen Gerechtsame wegen längst eingetretener Verjährung für erledigt an.

Betreffend den Xten, XIten und XIIten Abschnitt.

Die im vorbezeichneten Abschnitten ad Litt. B., den Vereinbarungen gemäss, angenommenen Markenscheidungen zwischen den Bauerschaften Seeste, Hahlen, Vinte, Limbergen und Achmer werden als fortbestehend angenommen.

Betreffend den XIIIten Abschnitt.

1) Wenn gleich der allgemeinen Vereinbarung zufolge die ad Litt. B. Königlich - Preussischer Seits reservirte Holzgrafschaft über die im vormaligen Osnabrückschen Territorio belegenen Theile der Hahler Mark hinwegfällt, so soll doch, da Königlich - Hannoverscher Seits die nicht der Landesherrschaft, sondern jetzt, statt des Magistrats zu Osnabrück, dem Hofrath Buch daselbst bestehende Holzgrafschaft über die Hollager Mark, rückförmlich der im Preussischen Territorio belegenen Theile dieser Mark, nicht mittelst Compensation der Preussischen Landesherrschaft zufallen kann, — jene Preussischer Seits eingetretene Abtretung der Holzgrafschaft

1827 so wenig der Königlich-Hannoverschen Landes Herrschaft, als dem Hofrath Buch irgend ein Nutzungsrecht zu Wege bringen, wogegen aber auch dem Hofrath Buch seine holzgrällichen Gerechtsame in der Hollager Mark jenseits der Hannoverschen Hoheitsgrenze ungekränkt verbleiben.

Es soll ferner

2) rücksichtlich der im Preussischen Territorio beleghenen Theile der Hollager Mark bei Zuschlags-, Ausweisung und Theilung nur nach den im Hannoverschen Landesterritorio gültigen Grundsätzen, und nur von der in diesem Territorio competenten Behörde verfahren werden, und ein Gleiches auch umgekehrt hinsichtlich der Theile der Preussischen Hahler Mark gelten, welche im Hannoverschen Territorio ihre Lage haben.

Anlangend

3) die ad Litt. C. festgesetzten gegenseitigen Markalgerechtsame der Hollager und Hahler Eingesessenen, so hat alles dasjenige, was auf wechselseitige Servituten sich bezieht, durch einen am 14ten September 1826 abgeschlossenen Vergleich seine Anwendung verloren, und wird daher für diesen bereits zur Ausführung gekommenen Vergleich auf die aufgenommenen Acten hienit hinverwiesen; wogegen übrigens

4) dasjenige, was hinsichtlich des s. g. Dingplackens, des Brockhäuser Mersches und der Hollager Heide für das grobe Vieh der Preussischen Colonen grosse und kleine Donnerberg, und Oberwersser, und der Osnabrückschen Colonen Dauwe und Kollenberg, so wie für die Pferde des Colon Tepe im Wesentlichen nur als Naturgang bestimmt worden, unverändert aufrecht erhalten bleibt.

Betreffend den XIVten Abschnitt.

Diejenigen Bestimmungen, welche ad Litt. B. in Beziehung auf die zwischen den Osnabrückschen Markengenossen zu Atter und den Tecklenburgschen Markengenossen zu Werssen und Bühren streitig gewesenen Grund, benannt die Stroth, bemerkt werden, haben durch einen am 13ten Junius 1827 zwischen beiderseitigen Interessenten abgeschlossenen Vergleich, wodurch, unter Aufrechterhaltung eines (15 Fuss Rheinh.) breiten, an der Osnabrückschen Landwehr entlang, nach der s. g. Kohfarth hinführenden Weges, eine gänzliche Markenscheidung bewirkt worden, ihre Anwendbarkeit

verloren und wird daher auf die darüber aufgenommene 1827
nen Specialacten hiemit hingewiesen.

Betreffend den XVten Abschnitt.

So wie es bei der ad Litt. B. bemerkten Markenscheidung zwischen den Bauerschaften Atter und Lotte sein Bewenden behält, so sind dagegen die ad Litt. C. sub Nris 1 und 2 bezeichneten Plaggenmatts-Berichtigungen des Colon Bulk aus Lotte und der Markengenossen von Atter und Lotte durch einen am 13ten Junius 1827 abgeschlossenen Vergleich aufgehoben, weshalb auf das darüber aufgenommene Protocoll hiermit verwiesen wird.

Die sub Nris 4. seq. angegebenen Schaftrifts-Berichtigungen bleiben indessen, da sie nicht haben ausgeglichen werden können, aufrechterhalten.

Betreffend den XVIten Abschnitt.

1) Die ad Litt. B und D. in Beziehung auf den Hemer oder s. g. Lotter Mersch gemachten Bestimmungen haben nach Theilung dieses Grundes, wobei die Osna-brückschen Mitinteressenten durch Grundabtretung für ihre Berechtigungen abgefunden sind, ihre Anwendbarkeit verloren, und wie daher die Markenscheidung, welche schon nach den Bestimmungen sub Litt. B. und C. begründet worden, auch hier festgestellt ist, so wird hinführo nur dasjenige Verhältniss als Grundlage angenommen, was durch die Theilung des Hemer Mersches sich gebildet hat.

2) Es bleiben dagegen die sub Litt. C. noch gemachten speciellen Bemerkungen, so wie die sub Litt. E. über die Benutzung des Osterberger Mühlenbaches getroffenen Bestimmungen bestehen, und wird in letzterer Rücksicht noch auf dasjenige verwiesen, was bei der Grenzberaisung vom 11ten October 1826 nach Inhalt des aufgenommenen Protocolls festgesetzt ist.

3) Uebrigens soll aber die sub Litt. E. Nr. 2 gedachte Verpflichtung zur Erbauung und Unterhaltung einer Brücke über den Osterberger Mühlenbach nach der s. g. langen Strasse, den jetzt vorliegenden Umständen zufolge, da die Strasse nicht mehr wie früher ein Haupt-Communicationsweg ist, sondern nur ein Fussweg dahin führt, — auf einen Fusssteg so lange beschränkt sein, als nicht veränderte Umstände die früher festgestellte Verpflichtung wieder herstellen zu müssen veran-

1827 lassen, und soll daher die sub Litt. F. vereinbarte Wiederherstellung und Unterhaltung des Communicationsweges zwischen Osnabrück und Tecklenburg bis zu fernerer Vereinbarung über Nothwendigkeit aufgehoben sein.

Betreffend den XVIIten Abschnitt.

Wie zuvörderst

1) die ad Litt. B. den Osnabrückschen Col. Wiebusch, Palgemeyer und Alte Hasslage rücksichtlich von vier Heuerhäusern und der denselben angehörigen Gründe zugesicherte Steuerfreiheit nicht mehr aufrecht zu erhalten ist, auch

2) hinsichtlich der Bestimmungen sub Litt. D. über die privativen Plaggenmatte auf der Budken-Heide, da die Tecklenburgschen Plaggenmatts-Besitzer seit Abschluss des Recesses diese ganz oder grösstentheils eingefriedigt haben, den Osnabrückschen Plaggenmatts-Besitzern eine gleiche Einfriedigung reciproce zu gestatten, unbedenklich erscheint;

3) bei demjenigen, was sub Litt. B. in Betreff der zur Hagenschen Niedermark gehörigen Nollings-Heide bestimmt worden, sein Bewenden behält; so fallen dagegen

4) die in Beziehung auf das s. g. Behrenbruch sub Litt. B. getroffenen Bestimmungen, da dieser Grund getheilt ist, und die Osnabrückschen Colonen Osterhues und Stramann ihre Abfindung erhalten haben, nunmehr hinweg, und bildet nur dasjenige die Grundlage, was durch diese Theilung begründet ist.

Es behalten indessen

5) die sub Litt. E. über die Benutzung des Gellenbecker oder Nortrupper Mühlenbaches gemachten Bestimmungen ihre Anwendbarkeit, und wird noch auf die im Protocolle vom 11ten October 1826 enthaltenen näheren Bestimmungen hiemit hingewiesen.

Endlich verbleibt es auch

6) bei der sub Litt. F. für den Colon Wiebusch festgestellten Verpflichtung zur Anlegung eines Dammes zwischen dessen Kotten und der Budken-Heide.

Betreffend den XVIIIten Abschnitt.

Es behält

1) bei der ad Litt. B. vereinbarten Markenscheidung sein Bewenden; es fallen dagegen

2) die ad Litt. C. gemachten Bestimmungen, da sie durch die Theilung der Tecklenburgschen Scholbrucher Mark ihre Anwendbarkeit verloren haben, hinweg, und ist nur dasjenige als Norm anzunehmen, was durch diese Theilung sich begründet hat.

Betreffend den XIXten Abschnitt.

Was ad Litt. B. und C. sowohl über die Grenze der Hagenschen Ober- und Nieder-Mark einer und der Holperdorfer Mark anderer Seits, als auch über Markberechtigungen und Nutzungen bestimmt worden, behält, in so weit nicht die oben sub Nr. 2 festgesetzte allgemeine Bestimmung eine Restriction veranlasst, seine Anwendbarkeit.

Betreffend den XXsten Abschnitt.

Die sub Litt. C. und D. getroffenen Bestimmungen haben nach Theilung der Ostenfelder Mark und erfolgter Abfindung der Berechtigungen der Holperdorfer Colonen ihre Anwendbarkeit verloren, und dienen nunmehr denjenigen Bestimmungen zur Grundlage, welche durch die Ostenfelder Markentheilung begründet sind.

Es bleiben jedoch die sub Litt. C. in Beziehung auf die gemachten Bestimmungen, in so weit sie nicht durch die Theilung der Mark Veränderung erlitten haben, bestehen, und eben sowohl die Bestimmungen sub Litt. F. und G.

Betreffend den XXIten Abschnitt.

Indem es

1) bei der sub Litt. B. festgesetzten Scheidung der Ostenfelder und Liener Mark sein Bewenden behält; fallen dagegen

2) die sub Litt. B. und C. hervorgehobenen, auf das getheilte Markalverhältniss sich beziehenden Bestimmungen über gegenseitige Gerechtsame in der Ostenfelder und Liener Mark in Folge der Ostenfelder und Liener Markentheilung und dabei eingetretenen Abfindungen hinweg, so dass hinführo nur dasjenige zur Grundlage dient, was durch diese Markentheilungen begründet hat.

Es bleibt indessen

3) die sub Litt. F. bemerkte Bestimmung, den Gehrauch des Dammes am s. g. Hüls betreffend, aufrecht zu halten, und müssen schliesslich

- 1827 4) so viel die sub Litt. G. getroffenen Bestimmungen anbetrifft, die in Preussischer Landeshoheit belegen, gegen die Hannoversche Landesherrschaft im gutsherrlichen Verhältnisse stehenden Höfe der Colonen Schulte-Uffelage und Upmeyer den allgemeinen Landes- und Gemeinde-Pflichten der Preussischen Verfassung unterworfen bleiben, und daher die eine Beschränkung landesherrlicher Gerechtsame, oder sonstiger öffentlichen Lasten befassenden Bestimmungen als aufgehoben angesehen werden; wogegen aber auch für die Hannoversche Landesherrschaft alle Rechte und Befugnisse aus dem gutsherrlichen Nexu beider Colonate ungeschmälert aufrechterhalten sind, diesen Colonaten auch hinsichtlich des in dem Recesse schon aufgehobenen Mühlenzwanges die Rechte jeder anderen Preussischen Unterthanen zustehen sollen.

Betreffend den XXIIsten Abschnitt.

So wie es zuvörderst

1) bei der sub Litt. B. bestimmten Scheidung der Glandorfer und Liener Marken sein Bewenden behält; so fallen dagegen

2) die sub Litt. C. und D. hinsichtlich der Osnabrückschen Averfehrder, Tecklenburgschen Aldrupper und Meckelweger Marken, so wie hinsichtlich der zur Glandorfer Mark gehörigen Glandorfer Wüste getroffenen, auf ungetheilte Markalverhältnisse sich beziehenden Bestimmungen, da gedachte Marken bereits getheilt worden, oder noch in Theilung begriffen sind, und dabei eine Ausgleichung und Abfindung der Gerechtsame der Ausmärker beschafft ist, nunmehr hinweg, und bleibt nur dasjenige die Grundlage, was in Gefolge dieser Theilungen sich gebildet hat, oder noch sich begründen wird.

Uebrigens soll

3) der durch die Averfehrder Mark neu angelegte Hauptweg von Glandorf nach Lengerich von der Grenze ab Königlich-Preussischer Seits seiner Bestimmung gemäss fortgesetzt werden.

Endlich fallen auch

4) die einigen Eingesessenen der Osnabrückschen Bauerschaft Schwege sub Litt. C. und D. vorbehaltenen Berechtigungen in Gefolge eingetretener Abfindung hinweg.

Was schliesslich in dem Recesse von 1783 nachträg-

lich über Steuer-Freiheit einzelner namhaft gemachter 1827 Erbgründe Osnabrückscher und Tecklenburgscher Unterthanen jenseits der Hoheitsgrenze bestimmt worden, wird hiemit für aufgehoben erklärt.

Iburg, den 22sten December 1827.

CARL AUGUST RUDLOFF. ERNST ALBERT V. BODELSCHWIGH.
(L. S.) (L. S.)

9.

Déclaration du Gouvernement Grand-ducal Luxembourgeois relative au procédé de la diète germanique à l'occasion de l'invasion des Belges dans le Grand-duché de Luxembourg, donnée le 15 Janv. 1833.

Zufolge des in der 26sten Sitzung vom 19. Juli 1832 gefassten Bundes-Beschlusses haben die zu dem Executionszuge in das Grossherzogthum Luxemburg berufen gewesen Regierungen den Ersatz jener Kosten, welche von derselben ausschliesslich und einzig zu dem Zwecke der von dem Bunde beschlossenen Execution aufgewendet worden sind, anzusprechen. Da jedoch in diesem Beschluss nicht bestimmt worden ist, wem diese Kosten zur Last fallen sollen, so dürfte eine nähere Bestimmung hierüber wohl noch nicht nöthig sein. Der Bundestags-Beschluss vom 18 März 1831 Nr. 7, setzt denselben zwar dem Grossherzogthume zur Last, auch hat man diesseits die Verpflichtung hierzu in der 14ten Sitzung desselben anerkannt; da jedoch die Vorbedingung dieser Bestimmung, nämlich die wirkliche Leistung der durch diesen Beschluss festgesetzten Hülfe, wie erfüllt worden ist, mithin auch die allein als Folge dieser Hülfe stattfindende Verpflichtung des Grossherzogs wegfallen muss, so erscheint es dringend, sich gegen jede Absicht, die Fortdauer der letztern anzunehmen, diesseits bei Zeiten zu erklären, und die Uebernahme jeder Entschädigung, welche man ausschliesslich dem Grossherzogthume und nicht dem ganzen Bunde zur Last legen wollte, auf das Entschiedenste zu verweigern. Die Gründe zu dieser Weigerung sind folgende:

1833

1) Zur Zeit des Eintreffens des von Sr. Majestät ernannten Generalgouverneurs in dem Grossherzogthum Luxemburg hatte das insurrectionelle Gouvernement in demselben gar keine bewaffnete Macht zu seiner Verfügung. Damals hätte es höchstens eines Corps von nicht mehr als 500 bis 1000 Mann bedurft, um die Ruhe und gesetzliche Ordnung herzustellen, indem es sich dazu nur von der Austreibung der ungetreuen Beamten und ihrer Anhänger gehandelt hätte, welche allein den Aufruhr bewirkt und genährt hatten. Das Militärgouvernement der Festung Luxemburg verhinderte aber damals, in Folge der Instructionen der Bundesversammlung, die Errichtung eines solchen Corps und widersetzte sich sonach der Wiederherstellung der gesetzlichen Ordnung durch die Grossherzogliche Regierung.

2) Ungeachtet aller diesseitigen Anträge und dringend wiederholten Bitten um denjenigen Beistand, zu welchem die Artikel 26 und 38 der Schlussacte den Bund verpflichteten, ist von demselben nicht die mindeste Hülfe geleistet worden. Im Gegentheile hat die, nach dem Verlangen der Bundesversammlung, zu Luxemburg stattgefundene Ankündigung des nahe bevorstehenden Einmarsches der Bundes-Contingente nur zur Folge gehabt, dass das revolutionäre Gouvernement zu Brüssel bewaffnete Banden in das Grossherzogthum sandte, welche die friedlichen Einwohner, die bis dahin keinen thätigen Antheil an dem Aufruhr genommen hatten, zwangen, die Waffen gegen die legitime Regierung zu ergreifen.

3) Das Verfahren und die Beschlüsse der Bundesversammlung haben daher die nachtheiligsten Folgen für das Grossherzogthum gehabt, indem der sub Nr. 1 erwähnte Umstand die legitime Regierung verhinderte, von ihren eigenen Mitteln Gebrauch zu machen, während die Ankündigung der Bundestruppen die bewaffneten Banden des Feindes in das Land zog, und dadurch das Ansehen der gesetzlichen Obrigkeit immer geschwächt wurde, so dass die treu gebliebenen Einwohner, welche bei jeder Gelegenheit die Anstrengungen der Grossherzoglichen Regierung zur Wiederherstellung der Ordnung unterstützt haben würden, sich genöthigt sahen, sich entweder den Insurgenten zu unterwerfen, oder sich ihren Verfolgungen durch die

flucht zu entziehen. So trugen diese Umstände nur 1833 dazu bei, die Insurrection zu verstärken und die legitime Regierung derjenigen Unterstützung zu berauben, auf welche sie sonst in allen Theilen des Grossherzogthums noch hätten rechnen können.

4) Das Ausbleiben der Bundeshülfe, verbunden mit den sub Nr. 3 angegebenen Folgen, entzog der Luxemburgischen Staatscasse jede Einnahmequelle, während sie gleichwohl ihre Verpflichtungen gegen die treu geliebten Beamten und die Staatsgläubiger zu erfüllen hatte und auch wirklich bis zu dieser Stunde zu erfüllen nicht aufhört, wodurch die Regierung bereits einen Verlust von mehr als 300,000 Gulden erleidet.

5) Alle diese Nachtheile, alle diese Beschwerden — wobei nicht zu übersehen, dass der moralische Einfluss, welchen dieser Zustand der Dinge auf die Gemüther der Einwohner übte, höchst verderblich war und andauernd sein muss — sind lediglich dem Umstande zuzuschreiben, dass der Bund den pflichtgemässen und natürlich versprochenen Beistand nicht geleistet hat. Die Kosten der Vorbereitung zu diesem Beistande, welcher doch dem Grossherzogthume nie zu Theil geworden ist, können also unmöglich der Grossherzoglichen Regierung, sondern müssen Dem zur Last fallen, der sie ursprünglich veranlasste und die Erreichung des Ziels, zu dem sie aufgewendet wurden, nachher selbst verhinderte, folglich auch dem gesammten Bunde, der durch dieses Organ, die Bundesversammlung, alles diesseitigen Schadens ungeachtet, die bundesmässige Hülfe erregte, aber nie leistete. Die Grossherzogliche Regierung ist im Gegentheile mit weit mehr Grund berechtigt, eine Schadloshaltung für die ohne ihre Schuld erfahrenen Nachtheile vom Bunde in Anspruch zu nehmen, wozu insbesondere die in einer höchst ungünstigen Jahreszeit wirkte Anschaffung von Lebensmitteln und Fourage für die Bundes-Contingente gehört, welche zu Ende des Monats April 1831 und im Anfange des darauf folgenden Monats die gesetzliche Ordnung in dem Grossherzogthume wieder herzustellen bestimmt waren. Diese Anschaffung musste zu so lästigen Bedingungen zugehen werden, dass, blos um sich mit den Unterthanen auseinander zu setzen, die Summe von 115,000 Gulden vergleichsweise bezahlt worden ist.

1834

10.

*Actes des conférences confidentielles
ministerielles sur les affaires d'Al-
lemagne, tenues à Vienne en 1834.*

I.

*Bruchstück aus der Eröffnungsrede des in den
Sitzungen den Vorsitz führenden Kaiserlich
Oestreichischen Haus- Hof- und Staatskanz-
lers Fürsten von Metternich.*

Aus den Stürmen der Zeit ist eine Parthei entsprossen, deren Kühnheit, wenn nicht durch Entgegenkommen, so doch durch Nachgiebigkeit bis zum Uebermuth gestiegen ist. Jede Autorität anfeindend, weil sie selbst sich zur Herrschaft berufen wähnt, unterhält sie mitten im allgemeinen politischen Frieden einen inneren Krieg, vergiftet den Geist und das Gemüth des Volks, verführt die Jugend, hethört selbst das reifere Alter, trübt und verstimmt alle öffentlichen und Privat-Verhältnisse, stachelt mit voller Ueberlegung die Völker zu systematischem Misstrauen gegen ihre rechtmässigen Herrscher auf, und predigt Zerstörung und Vernichtung gegen Alles was besteht. Diese Parthei ist es, welche sich der Formen der in Deutschland eingeführten Verfassungen zu bemächtigen gewusst hat. Ob sie diesen scheinbar gesetzlichen, langsamen und sicheren Weg, oder den des offenen Aufruhrs einschlage, immer verfolgt sie den nämlichen Zweck. Planmässig vorschreitend begnügte sie sich zuerst damit, in den ständischen Kammern den Regierungen gegenüber eine Position zu gewinnen. Allmählig ging ihr Streben weiter; die gewonnene Stellung sollte thunlichst verstärkt werden. Dann galt es die Regierungsgewalt in möglichst enge Grenzen einzuschliessen; endlich sollte die wahre Herrschaft nicht länger in dem Staats-Oberhaupte concentrirt bleiben, sondern die Staats-Gewalt in die Omnipotenz der ständischen Kammern verpflanzt werden. Und in der That dürfen wir uns nicht verhehlen, dass die Parthei mit grösserem oder geringerem Erfolge leider ihren Zweck hier und da

ner reichen gewusst hat; weiter, dass, wenn nicht 1834
ald dem überfluthenden Strom dieses Geistes ein hem-
mender und rettender Damm entgegengesetzt, und in
dem mächtigen Entwicklungsgange jener Fortschritte
der Faction ein Abschnitt gemacht wird, in Kurzem
selbst das Schattenbild einer monarchischen Gewalt in
den Händen mancher Regenten zerfliessen könnte.

II.

*Schlussprotocoll der Ministerialconferenzen zu
Wien vom 12. Juni 1834.*

Die souverainen Fürsten und freien Städte Deutsch-
lands haben in pflichtmässiger Fürsorge für die Erhal-
tung der durch die Bundesacten bestimmten, und durch
die Schlussacte ausgebildeten Verfassung des deutschen
Bundes, wie für die durch diese Grundgesetze verbürgte
Sicherung der landesherrlichen Autorität und der Ord-
nung und Ruhe in den einzelnen Bundesstaaten, end-
lich in dem festen Entschlusse, den in Deutschland be-
stehenden Rechtszustand gegen jeden Versuch zu dessen
Verletzung durch alle in ihren Rechten wie in ihren
Pflichten liegende Mittel gewissenhaft zu bewahren,
zur Berathschlagung über die zu Erreichung dieses ge-
meinsamen Zwecks von allen Regierungen gleichmässig
festzuhaltende Grundsätze und zu treffenden Maasre-
geln nachstehende Bevollmächtigte ernannt, nämlich

Se. Maj. der Kaiser von Oestreich den Fürsten von
METTERNICH und den Grafen v. MÜNCH-BELLINGHAUSEN.
Se. Maj. der König von Preussen den Grafen von AL-
VENSLEBEN;

Se. Maj. der König von Baiern den Freiherrn v. MIEG;

Se. Maj. der König von Sachsen den Freiherrn von
MINCKWITZ;

Se. Maj. der König von Hannover den Freiherrn von
OMPTEDA;

Se. Maj. der König von Württemberg den Grafen von
BEROLDINGEN;

Se. K. H. der Grossherzog von Baden den Freiherrn
von REITZENSTEIN und seinen am Kaiserl. Hofe zu Wien
accreditirten bevollmächtigten Minister und Gesand-
ten General von TETTENBORN;

Se. K. H. der Kurfürst von Hessen seinen Staatsminister
der Auswärtigen Freiherrn von TROTT zu Solz;

1834 Se. K. H. der Grossherzog von Hessen den Freiherrn von GRUBEN;

Se. Maj. der König von Dänemark als Herzog von Holstein den Grafen von REVENTLOW - CRIMMIL;

Se. Maj. der König der Niederlande, als Grossherzog von Luxemburg den Baron VERSTOLK von SÖLEN;

Se. K. H. der Grossherzog von Sachsen - Weimar - Eisenach und Ihre Durchl. die Herzöge von Sachsen den Freiherrn von FRITSCH;

Ihre K. H. die Grossherzöge von Mecklenburg - Schwerin und Mecklenburg - Strelitz den Freiherrn von PLESSEN;

Se. K. H. der Grossherzog von Oldenburg und Ihre Durchl. die Herzöge von Anhalt und die Fürsten von Schwarzburg den grossherzogl. Oldenburgischen Minister von BERG;

Ihre Durchl. die Fürsten von Hohenzollern, Lichtenstein, Reuss, Schaumburg-Lippe, Lippe-Detmold und Waldeck den Geheimerath von STRAUCH; und die freien Städte Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg den Bürgermeister SCHMIDT von Bremen;

welche zu Wien nach geschehener Auswechslung ihrer richtig befundenen Vollmachten in Cabinets-Conferenzen zusammengetreten und zu einer einhelligen definitiven Vereinbarung über folgende Artikel gelangt sind:

§. 1. Das in Art. 57 der Wiener Schlussacte anerkannte Grund-Princip des deutschen Bundes, gemäss welchem die gesammte Staatsgewalt in dem Oberhaupte des Staats vereinigt bleiben muss, und der Souverain durch eine landständische Verfassung nur in der Ausübung bestimmter Rechte an die Mitwirkung der Stände gebunden werden kann, ist in seinem vollen Umfange unverletzt zu erhalten. Jede demselben widerstrebende, auf eine Theilung der Staatsgewalt zielende Behauptung ist unvereinbar mit dem Staatsrecht der im deutschen Bunde vereinigten Staaten, und kann bei keiner deutschen Verfassung in Anwendung kommen. Die Regierungen werden daher eine mit den Souverainitätsrechten unvereinbare Erweiterung ständischer Befugnisse in keinem Falle zugestehen.

§. 2. Wenn Stände, in der Absicht, ihre Befugnisse zu erweitern, Zweifel über den Sinn einzelner Stellen der Verfassungsurkunde erheben sollten, so werden die

Regierungen die den übrigen Grundsätzen entsprechende 1834 Deutung aufrecht erhalten. Sollten die Stände sich bei dieser Deutung nicht beruhigen, so wird die betreffende Regierung den erhobenen Anstand auf dem im folgenden Artikel zur Entscheidung solcher Irrungen bezeichneten Wege zur Erledigung bringen.

§. 3. Für den Fall, dass in einem Bundesstaate zwischen der Regierung und den Ständen über die Auslegung der Verfassung, oder über die Grenzen der bei Ausübung bestimmter Rechte des Regenten den Ständen eingeräumten Mitwirkung; namentlich durch Verweigerung der zur Führung einer den Bundespflichten oder der Landesverfassung entsprechenden Regierung erforderlichen Mittel Irrungen entstehen, und alle verfassungsmässigen und mit den Gesetzen vereinbarlichen Wege zu deren genügender Beseitigung ohne Erfolg eingeschlagen worden sind, verpflichten sich die Bundesglieder, als solche gegen einander, ehe sie die Dazwischenkunft des Bundes nachsuchen, die Entscheidung solcher Streitigkeiten durch Schiedsrichter auf dem in dem folgenden Artikel bezeichneten Wege zu veranlassen.

§. 4. Um das Schiedsgericht zu bilden, erneunt jede der 17 Stimmen des egeren Raths der Bundesversammlung aus den von ihr repräsentirten Staaten von 3 zu 3 Jahren, zwei durch Charakter und Gesinnung ausgezeichnete Männer, welche durch mehrjährigen Dienst, hinlängliche Kenntnisse und Geschäftsbildung der Eine im juridischen, der Andere im administrativen Fache sich erprobt haben. Die erfolgten Ernennungen werden von den einzelnen Regierungen der Bundesversammlung angezeigt und von dieser, sobald die Anzeigen in allen siebenzehn Stimmen eingegangen sind, öffentlich bekannt gemacht. Eben so werden die durch freiwilligen Abschied, durch Krankheit oder Tod eines Spruchmannes, vor Ablauf der bestimmten Zeit eintretenden Vacanzen von den Regierungen für die noch übrigen Vacanzen der dreijährigen Frist sofort ergänzt.

Das Verhältniss dieser 34 Spruchmänner zu den Regierungen, welche sie ernannt haben, bleibt unverändert, und es giebt ihnen die Ernennung zum Spruchmann auf Gehalt oder Rang keinen Anspruch.

§. 5. Wenn, in dem Art. 1. bezeichneten Falle, der Weg einer schiedsrichterlichen Entscheidung betref-

1834 ten wird, so erstattet die betreffende Regierung hiervon Anzeige an die Bundesversammlung, und es werden aus der bekannt gemachten Liste der 34 Spruchmänner in der Regel sechs Schiedsrichter, und zwar drei von der Regierung und drei von den Ständen, ausgewählt; die von der betheiligten Regierung ernannten Spruchmänner sind von der Wahl zu Schiedsrichtern für den gegebenen Fall ausgeschlossen, sofern nicht beide Theile mit deren Zulassung einverstanden sind. Es bleibt dem Uebereinkommen beider Theile überlassen, sich auf die Wahl von zwei oder vier Schiedsrichtern zu beschränken, oder deren Zahl auf acht auszudehnen.

Die gewählten Schiedsrichter werden von der betreffenden Regierung der Bundesversammlung angezeigt. Erfolgt, in dem Falle der Vereinbarung über die Berufung an das Schiedsgericht, und nachdem die Regierung den Ständen die Liste der Spruchmänner mitgetheilt hat, die Wahl der Schiedsrichter nicht binnen 4 Wochen, so ernennt die Bundesversammlung die letzteren statt des säumigen Theiles.

§. 6. Die Schiedsrichter werden von der Bundesversammlung, mittelst ihrer Regierung, von der auf sie gefallenen Ernennung in Kenntniss gesetzt, und aufgefordert, einen Obmann aus der Zahl der übrigen Spruchmänner zu wählen; bei Gleichheit der Stimmen wird ein Obmann von der Bundesversammlung ernannt.

§. 7. Die von der betreffenden Regierung bei der Bundesversammlung eingereichten Acten, in welchen die Streitfragen bereits durch gegenseitige Denkschriften oder auf andere Art festgestellt sein müssen, werden dem Obmann übersendet, welcher die Abfassung der Relation und Correlation zwei Schiedsrichtern überträgt, deren Einer aus den von der Regierung, der Andere aus den von den Ständen Erwählten zu nehmen ist.

§. 8. Demnächst versammeln sich die Schiedsrichter, einschliesslich des Obmannes, an einem von beiden Theilen zu bestimmenden, oder, in Ermangelung einer Uebereinkunft, von der Bundesversammlung zu bezeichnenden Orte, und entscheiden, nach ihrem Gewissen und eigener Einsicht, den streitigen Fall durch Mehrheit der Stimmen.

§. 9. Sollten die Schiedsrichter zur Fällung des definitiven Spruches eine nähere Ermittlung oder Auf-

klärung von Thatsachen für unumgänglich nothwendig erachten, so werden sie dieses der Bundesversammlung anzeigen, welche die Ergänzung der Acten durch den Bundestagsgesandten der beteiligten Regierung bewirken lässt.

§. 10. Sofern nicht in dem zuletzt bezeichneten Falle eine Verzögerung unvermeidlich wird, muss die Entscheidung spätestens binnen vier Monaten, von der Ernennung des Obmannes an gerechnet, erfolgen, und bei der Bundesversammlung zur weiteren Mittheilung an die beteiligte Regierung eingereicht werden.

§. 11. Der schiedsrichterliche Ausspruch hat die Kraft und Wirkung eines austrägalgerichtlichen Erkenntnisses, und die bundesgesetzliche Executionsordnung findet hierauf ihre Anwendung.

Bei Streitigkeiten über die Ansätze eines Budgets insbesondere, erstreckt sich diese Kraft und Wirkung auf die Dauer der Steuerbewilligungs-Periode, welche das in Frage stehende Budget umfasst.

§. 12. Sollten sich über den Betrag der durch das schiedsrichterliche Verfahren veranlassten, dem beteiligten Staate in ihrem ganzen Umfange zur Last fallenden Kosten, Anstände ergeben, so werden diese durch Festsetzung von Seiten der Bundesversammlung erledigt.

§. 13. Das in den vorstehenden Art. 1 bis 10 näher bezeichnete Schiedsgericht findet auch zur Schlichtung der in den freien Städten zwischen den Senaten und den verfassungsmässigen bürgerlichen Behörden derselben sich etwa ergebenden Irrungen und Streitigkeiten analoge Anwendung.

Der 46ste Art. der Wiener Congressacte vom Jahr 1815 in Betreff der Verfassung der freien Stadt Frankfurt erhält jedoch hierdurch keine Abänderung.

§. 14. Da es den Mitgliedern des Bundes unbenommen bleibt, sich darüber einzuverstehen, dass die zwischen ihnen entstandenen Streitigkeiten auf dem Wege des, Art. 2, gebildeten Schiedsgerichtes ausgetragen werden, so wird die Bundesversammlung, eintretenden Falles, auf die hievon von den streitenden Bundesgliedern gleichzeitig gemachte Anzeige, nach Maassgabe der Art. 3—10, die Einleitung des schiedsrichterlichen Verfahrens veranlassen.

§. 15. Stände können von ihren eigenen Beschlüssen, oder von jenen einer früheren Ständeversammlung,

1827 wenn sie in verfassungsmässiger Form erfolgt, und von der Regierung genehmigt sind, ohne deren Zustimmung mit rechtlicher Wirksamkeit nicht abgehen. Dies versteht sich auch von den Beschlüssen, welche für einen ausdrücklich bestimmten Zeitraum gefasst sind, während der Dauer desselben. Wo Landtagsabschiede üblich sind, werden die Regierungen in der bisherigen Form und Weise deren Abfassung keine Abänderung eintreten lassen, welche den landesherrlichen Rechten zum Nachtheil gereichen könnte.

§. 16. Verordnungen, welche von der Regierung vermöge der Regierungsgewalt in verfassungsmässiger Form erlassen worden sind, haben für die Unterthanen verbindliche Kraft, und werden von ersterer mit Nachdruck gehandhabt werden. Den etwa gegen solche Verordnungen gerichteten Kompetenz-Uebergreifen der Gerichte werden die betreffenden Regierungen auf jede mit den Gesetzen vereinbare Weise standhaft begegnen. Ein Nichtanerkennen solcher Verordnungen durch die Stände kann die Regierung in Handhabung derselben nicht hemmen, so lange die ständische Beschwerde nicht auf verfassungsmässigem Wege als begründet erkannt worden ist. — Ueberhaupt kann der Gang der Regierungen durch ständische Einsprüche, in welcher Form diese nur immer vorkommen mögen, nicht gestört werden, sondern dieselben haben ihre Erledigung stets auf gesetzlichem Wege zu erwarten. Die Regierungen werden in den Gesetzesentwürfen, welche von ihrer Seite den Ständen vorgelegt werden, die eigentlich gesetzlichen Bestimmungen sorgfältig von eigentlichen Vollzugsbestimmungen trennen.

§. 17. Die Regierungen werden nicht gestatten, dass die Stände über die Gültigkeit der Bundesbeschlüsse berathen und beschliessen.

§. 18. Die Regierungen werden Ständeversammlungen, welche die zur Handhabung der Bundesbeschlüsse vom 28. Juni 1832 erforderlichen Leistungen verweigern, nach fruchtloser Anwendung aller gesetzlichen und verfassungsmässigen Mittel und zwar nach Umständen mit Bezeichnung des Grundes auflösen, und es soll ihnen in solchem Falle die Hülfe des Bundes nach Maassgabe Art. 25—27 der Schlussacte zugesichert sein. Diese Bestimmungen gelten auch für den Fall einer gänzlichen Verweigerung der Steuern.

§. 19. Bedingungen, welche bei Bewilligung der 1834
zur Führung der Regierung erforderlichen Steuern nach
Art. 2. des Bundesbeschlusses vom 28. Juni 1832 un-
zulässig sind, können auch unter der Benennung von
Voraussetzungen oder irgend unter einer anderen
Form nicht geltend gemacht werden.

§. 20. Das Recht der Steuerbewilligung
ist nicht gleich bedeutend mit dem Rechte,
das Staats-Ausgaben-Budget zu regeln. Die
Regierungen werden diesen Unterschied bei den Ver-
handlungen über das Budget genau im Auge behalten,
und die durch die einzelnen Bundesverfassungen gezo-
genen Grenzen mit gehöriger Sorgfalt für die erforder-
lichen Dispositions- und Reservefonds strenge beobach-
ten lassen. Aus diesem Unterschiede folgt, dass Stän-
den das Recht einzelner innerhalb des Betrags der im
Allgemeinen bestimmten Etatssumme vorkommende Aus-
gaben festzusetzen, oder zu streichen, nicht zu-
steht, insofern ihre Zustimmung dazu nicht ausdrück-
lich durch Verfassungen und Gesetze vorbehalten ist.
Werden bereits erfolgte Ausgaben von den Ständen
vorunter in jenen Staaten, deren Stände in zwei Kam-
mern getheilt sind, immer beide Kammern verstanden
werden), nicht anerkannt, oder gestrichen, so können
Stände zwar eine Verwahrung für künftige
Fälle einlegen, oder nach Umständen einen ande-
ren, nach der Verfassung jedes Landes zulässigen Weg
vorschlagen; es können aber dergleichen als
wirklich verausgabt nachgewiesene Summen
nicht als effektive Kassenvorräthe von den
Ständen in Anschlag gebracht werden. Die
Entscheidung über die Rechtmässigkeit einer erweislich erfolgten
Ausgabe wird auf verfassungsmässigem Wege entschie-
den, und, wenn diese Entscheidung verneinend ausfällt,
steht nur der competenten landesherrlichen Behörde,
nicht den Ständen, der Ausspruch über die Ersatz-
pflichtigkeit zu.

§. 21. Damit die Berathung über das Budget in der
bestimmten Frist um so gewisser beendet werden könne,
sollen die Regierungen die Stände zu rechter Zeit ein-
laden, und denselben das Budget in der Regel beim
Anfange der Sitzungen vorlegen. Sollte die Erledigung
dieser Angelegenheit nicht auf irgend einem gesetzlichen oder
sonstigen Uebereinkommen bestimmten Wege vor

1834 Ablauf der gesetzlichen Steuerbewilligungsperiode zu bewirken gewesen sein, so wollen die beteiligten Regierungen die Entscheidung der streitig gewordenen Punkte durch ein nach den Bestimmungen des Art. 3 zu bildendes Schiedsgericht so zeitig einleiten, dass die Entscheidung jedenfalls binnen 6 Monaten vor Ablauf der letzten Steuerbewilligungs-Periode an ertheilt werden kann. Würden sich die Stände auch zu einer einstweiligen, den Fortgang des Staatshaushaltes bis zur Entscheidung sichernden Steuerbewilligung nicht verstanden haben, oder sich einem schiedsrichterlichen Aussprüche gar nicht unterwerfen wollen, während die Regierung den obenerwähnten Bestimmungen nachgekommen ist, so steht letzterer das Recht zu, die zur Erfüllung der Bundespflicht und zur Führung einer der Bundesverfassung entsprechenden, geordneten Verwaltung erforderlichen Steuern fortzuerheben, ohne jedoch den Fall ausserordentlicher Bundesleistungen oder anderer ausserordentlicher und dringender Ereignisse ausgenommen, den Betrag der letzten Steuerbewilligung zu überschreiten, und der Bund wird nöthigenfalls die Bundeshülfe nach Art. 25 und 26 der Schlüssacte, und Art. 2 des Bundesbeschlusses vom 28. Juni 1832 eintreten lassen.

§. 22. Die verbündeten Souveraine werden sich bemühen zu bewirken, dass da, wo das Einkommen des Regenten nicht verfassungsmässig auf andere Weise gesichert ist, die Civilisten auf Dominalgelände gegründet und jedenfalls in der Art mit den Ständen fixirt werden, dass sie sowohl während der Lebenszeit jedes Regenten als bei einem neuen Regierungsantritte nicht ohne des Landesherrn Einwilligung vermindert, aber auch nicht ohne Zustimmung der Stände erhöht werden können.

§. 23. Man wird den Grundsatz festhalten, dass Staatsbeamte zu ihrem Eintritt in ständische Kammern der Genehmigung des Landesherrn bedürfen.

§. 24. Die Regierungen werden einer Beeidigung des Militärs auf die Verfassung nirgends und zu keiner Zeit stattgeben.

§. 25. Die Regierungen werden zur Bewirkung eines gleichförmigen und kräftigen Vollzugs des Art. 5 des Bundesbeschlusses vom 28. Juni 1832 und der demselben vorausgegangenen Vorschriften der Schlüssacte,

in Betreff der Oeffentlichkeit landständischer Verhandlungen, insoweit nicht durch die bestehenden Geschäftsordnungen bereits genügend vorgesorgt ist, die nöthigen Anordnungen treffen, und zu diesem Ende ihre den Ständesitzungen beiwohnenden Commissaire mit den geeigneten Instructionen versehen.

§. 26. Man wird insbesondere darüber wachen, dass die Präsidenten der ständischen Kammern nicht verabsäumen, die Redner wegen Missbrauch des Wortes (sei es zu Angriffen auf den Bund oder einzelne Bundes-Regierungen, sei es zur Verbreitung die rechtmässige Staats-Ordnung untergrabender, oder ruhestörender Grundsätze und Lehren,) zur Ordnung zu verweisen, und nöthigenfalls die weiteren verfassungsmässigen Einschreitungen veranlassen. Sollte eine Stände-Versammlung in ihrer Mehrheit solche ahndungswürdige Ausfälle einzelner Mitglieder billigen, oder denselben nicht entgegen treten, so werden die Regierungen nach erfolgloser Anwendung anderer ihnen zu Gebote stehender Mittel, die Vertagung, und selbst die Auflösung der Kammer, unter ausdrücklicher Anführung des Grundes verfügen.

§. 27. Jedesmal, wenn die Berathung in öffentlicher Sitzung über die Mittel zur Ausführung von Bundesbeschlüssen, insoweit ständische Mitwirkung dazu verfassungsmässig nöthig ist, von nachtheiligem Einflusse auf die Bundesverhältnisse, oder die auswärtige Politik des deutschen Bundes sein könnte, werden die Regierungen auf geeignetem Wege dahin wirken, dass die öffentlichen Sitzungen in geheime verwandelt werden. (Im Entwurfe folgte nach Art. 27. ein Art.: „Da die Gründe, welche dem provisorischen Pressgesetze vom 20. Sept. 1819, seine Entstehung gegeben, und dessen fernere Erstreckung veranlasst haben, unverkennbar in gleichem Gewichte noch vorhanden sind, so sollen diese gesetzlichen Bestimmungen noch ferner in ihrem vollen Umfange in Kraft bleiben, und ihnen in sämtlichen deutschen Bundesstaaten gleichförmiger Vollzug gesichert werden.“ Baiern beantragte dazu, hinter „gesetzlichen Bestimmungen“ einzuschalten „auf sechs Jahre.“ Die andern Bundesmitglieder erwiederten darauf, es gehe durch diesen Zusatz der Zweck des Art., das jetzt in unbestimmter Dauer bestehende Gesetz vom Jahre 1819, in seiner Wirksamkeit zu bekräftigen und zu stärken, verloren. Da jedoch Baiern sich entschied

1834 den weigerte, ohne jenen Zusatz dem Art. beizutreten, so wurde beschlossen, denselben lieber wegzulassen.

§. 28. Um die zur Erhaltung der Ruhe Deutschlands übernommenen gegenseitigen Verpflichtungen einer wachsamten und strengen Aufsicht über die in den verbündeten Staaten erscheinenden Zeitungen, Zeit- und Flugschriften in gleichem Sinne vollständig zu erfüllen, und die dem provisorischen Pressgesetze gemäss bestehende Censur auf die zweckmässigste Weise gehörig zu handhaben, werden die Regierungen: 1) das Censoramt nur Männern von erprobter Gesinnung und Fähigkeit übertragen, und diesen eine dem ehrenvollen Vertrauen, welches dasselbe voraussetzt, entsprechende Stellung, sei es in selbstständiger Eigenschaft oder in Verbindung mit anderen angesehenen Aëmtern sichern. 2) Den Censoren bestimmte Instructionen ertheilen. 3) Censurlücken nirgends dulden. 4) In denjenigen Bundesstaaten, in welchen nicht durch die Verfassung oder durch die Landesgesetze anderweit Fürsorge getroffen ist, wird unbeschadet dessen, was in §. 6 des provisorischen Pressgesetzes vom Jahre 1819 verfügt ist, eine höhere Behörde mit den Functionen eines Ober-Censur-Collegii beauftragt werden, um als solches theils über die pflichtmässige Erfüllung der Obliegenheiten der Censur zu wachen, theils auch die Beschwerden der Schriftsteller über das Verfahren und die Ansprüche der Censoren zu erledigen.

§. 29. Von den Nachtheilen einer übermässigen Anzahl politischer Tagblätter überzeugt, werden die Regierungen auf eine allmählig herbeizuführende Verminderung solcher Blätter soweit dieses ohne Kränkung erworbener Rechte thunlich ist, Bedacht nehmen.

§. 30. Kraft der ihnen zustehenden oberpolizeilichen Aufsicht werden die Regierungen die Herausgabe neuer politischer Tagblätter ohne die vorgängige Einwirkung einer diessfallsigen Concession nicht gestatten. Es wird diese nur mit Rücksicht auf vorstehenden Art. 29, nach gewonnener Ueberzeugung von der Befähigung des Redacteurs und mit der Clausel völlig uneingeschränkter Widerruflichkeit ertheilt werden.

§. 31. Das in einem Bundesstaate einer Druckschrift von einem Censor ertheilte Imprimatur befreit diese Schrift nicht von den in anderen Bundesländern bestehenden Aufsichts-Regeln.

§. 32. Die Bestimmungen des Bundesbeschlusses vom 1834 5. Juli 1832 betreffend die Zulassung der ausserhalb des Bundesgebietes in deutscher Sprache erscheinenden Zeit- und nicht über 20 Bogen betragenden Druckschriften politischen Inhalts, sollen fortwährend streng vollzogen werden. Rücksichtlich der in fremden Sprachen erscheinenden Zeitungen vereinigen sich die Regierungen zu der Bestimmung, dass Abonnements auf dieselben von den Postämtern nur nach einem von der Regierung genehmigten Verzeichniss angenommen werden dürfen. Die auf diese Weise nicht zugelassenen Zeitungen dürfen zwar von Einzelnen verschrieben, aber nicht öffentlich ausgelegt werden.

§. 33. Es wird auf geeigneten Wegen dafür Sorge getragen werden, dass beim Druck der ständischen Protocolle, wo solcher stattfindet, alle jene Aeusserungen hinweggelassen werden, welche nach Bestimmung des Art. 26 eine Verweisung zur Ordnung veranlasst haben. Wenn die ständischen Protocolle in Zeitungen oder sonstigen periodischen Schriften abgedruckt werden, so unterliegt dieser Abdruck allen für die Redaction, Censur und Beaufsichtigung dieser letzteren bestehenden Vorschriften. Gleiches gilt von der auszugsweisen Bekanntmachung ständischer Verhandlungen in periodischen Blättern.

§. 34. Die beaufsichtigenden Behörden und Censoren der Zeitblätter werden angewiesen werden, auch in Betreff der Aufnahme der factischen Umstände anderer deutschen Ständeverhandlungen mit grosser Umsicht und nach denselben Regeln, wie bei jenen des eigenen Staates zu verfahren.

§. 35. Da, wo Oeffentlichkeit gerichtlicher Verhandlungen in Staatssachen besteht, wollen die Regierungen die Bekanntmachung dieser letzteren durch den Druck unter Beobachtung solcher mit den Gesetzen verträglichen Vorsichtsmaassregeln stattgeben, durch welche die nachtheilige Einwirkung auf öffentliche Ruhe und Ordnung verhütet werden kann. (NB. Der Entwurf enthält noch folgenden Artikel: "In denjenigen Ländern, in welchen das Institut der Geschworenen-Gerichte besteht, und seine Wirksamkeit auf politische Verhältnisse ausgedehnt ist, verbinden sich die Regierungen, auf dessen Zurückführung in unschädliche Grenzen, oder nach Umständen auf dessen Beseitigung

1834 hinzuwirken." Baiern verweigerte diesem Artikel seine Zustimmung, und deshalb ward beschlossen ihn zu entfernen).

§. 36. Die Regierungen vereinbaren sich dahin, dass der Nachdruck im Umfange des ganzen Bundesgebietes zu verbieten, und das schriftstellerische Eigenthum nach gleichförmigen Grundsätzen festzustellen und zu schützen sei.

§. 37. Es soll am Bundestage eine Commission ernannt werden, um in Erwägung zu ziehen, in wie fern über die Organisation des deutschen Buchhandels ein Uebereinkommen sämmtlicher Bundesmitglieder zu treffen sei. Zu diesem Ende werden die Regierungen geachtete Buchhändler ihrer Staaten über diesen Gegenstand vernehmen, und die Ergebnisse dieser Begutachtung an die Bundescommissarien gelangen lassen.

§. 38. Damit die nach Bundesbeschluss vom 20. Septbr. 1819 für die Universitäten bestellten landesherrlichen Bevollmächtigten ihre Obliegenheiten mit gesichertem Erfolge ausüben können, werden sich die Regierungen die denselben ertheilten Instructionen nach vorangegangener Revision gegenseitig durch den Weg der Bundesversammlung mittheilen, und solche zur Erzielung möglichster Gleichförmigkeit in ihren Anordnungen auf den verschiedenen Universitäten benutzen.

§. 39. Privatdocenten werden auf der Universität nur zugelassen, wenn sie mindestens die für die Candidaten des öffentlichen Dienstes in dem erwähnten Fache vorgeschriebene Prüfung, und diese mit Auszeichnung bestanden haben. Die Regierungen werden übrigens, sofern die bestehenden Einrichtungen es zulassen, darauf Bedacht nehmen, dass diejenigen, welche in Wissenschaften, deren Studium zur Vorbereitung auf den Staatsdienst gehört, Unterricht ertheilen wollen, sich vorher auf dem für den wirklichen Dienst vorgezeichneten Vorbereitungswege mit den Geschäften bekanntmachen. Die *venia legendi* wird nur mit Genehmigung der der Universität vorgesetzten Behörde und stets widerruflich ertheilt werden. Kein Studirender wird an der Universität, auf welcher er studirt hat vor Verlauf von 2 Jahren nach seinem Abgange von dort als Privatdocent zugelassen werden.

§. 40. Kein academischer Lehrer soll ohne Genehmigung der vorgesetzten Behörde Vorlesungen über

schaften halten, die einer andern Facultät, als 1834
rigen, angehören. Es wird da, wo es noch
geschehen ist, die Einrichtung getroffen werden,
z. Honorare für die Vorlesungen von den Studi-
nicht unmittelbar an die Professoren bezahlt,
durch einen von der Universitätsbehörde er-
Einnehmer erhoben, und von diesem den Leh-
sgehündigt werden.

1. Die Regierungen werden sich vereinigen, die
an den Universitäten dem Anfangs- und Ende
nach möglichst übereinstimmend zu ordnen,
dierenden soll übrigens ausser den Ferien in der
eine Erlaubniss zu Reisen ertheilt werden und
sweise nur dann, wenn die Eltern oder deren
treter sowohl die Zeit, als den bestimmt anzu-
n Gegenden nach die Reise genehmigen, oder
chsuchende dringende Motive zu einer Reise
würdig darthun kann. Es soll Studirenden, wel-
geheimen Verbindungen Theil genommen, oder
er tadelhaften Aufführung schuldig gemacht
nach während der Ferien nur die Reise nach
Heimath gestattet, und die Reise-Route wo
nicht über eine Universitätsstadt gerichtet werden.

2. Die Regierungen werden auf ihren Univer-
für die Immatriculation eine eigene Commission
setzen, welche der ausserordentliche Regierungs-
mächtigste oder ein von der Regierung dazu er-
Stellvertreter beiwohnen wird. Alle Studirende
verbunden, sich bei dieser Commission innerhalb
als 24 Stunden nach ihrer Ankunft zur Imma-
tration zu melden. Acht Tage nach dem vorschrifts-
m Beginne der Vorlesungen darf, ohne Geneh-
der, von den Regierungen hierzu bestimmten
en, keine Immatriculation mehr stattfinden.
Genehmigung wird insbesondere alsdann erfolgen,
ein Studirender die Verzögerung seiner Anmel-
dlich Nachweisung gültiger Verhinderungs-Gründe
schuldigen vermag. Auch die auf einer Univer-
sität bereits immatriculirten Studirenden müssen sich
Anfang eines jeden Semesters in der zur Immatricu-
lation angesetzten Stunde bei der Commission melden,
sich über den inzwischen gemachten Aufenthalt
aus.

3. Ein Studirender, welcher um die Immatricu-

1834 culation nachsucht, muss der Commission vorlegen: wenn er das academische Studium beginnt, ein Zeugnis seiner wissenschaftlichen Vorbereitung zu demselben, und seines sittlichen Betragens, wie solches durch die Gesetze des Landes, dem er angehört, vorgeschrieben ist. Wo noch keine Verordnungen hierüber bestehen, werden sie erlassen werden. Die Regierungen werden einander von ihren über diese Zeugnisse erlassenen Gesetzen durch deren Mittheilung an die Bundesversammlung in Kenntniss setzen. 2) Wenn der Studirende sich von einer Universität auf eine andere begeben hat, auch von jeder früher besuchten ein Zeugnis des Fleisses und sittlichen Betragens. 3) Wenn die academischen Studien eine Zeitlang unterbrochen hat, ein Zeugnis über sein Betragen von der Obrigkeit des Orts, wo er sich im letzten Jahre längere Zeit aufgehalten hat, in welchem zugleich zu bemerken ist, ob von ihm eine öffentliche Lehranstalt nicht besucht, Pässe und Privatzeugnisse genügen nicht, doch kann in solchen, welche aus Orten ausser Deutschland kommen, hierin einige Nachsicht stattfinden. 4) Jedenfalls in solchen Studirenden, die einer väterlichen oder obrigkeitlichen Gewalt noch unterworfen sind, ein obrigkeitlich beglaubigtes Zeugnis der Eltern oder Verwandten, welche ihre Stellvertreter, dass der Studirende von ihnen auf die Universität, wo er aufgenommen werden verlangt, gesandt sei. Diese Zeugnisse sind von der Immatriculations-Commission nebst dem Passe des Studirenden bis zu seinem Abgange aufzubewahren. Ist alles gehörig beobachtet, so erhält der Studirende die gewöhnliche Matrikel; die Regierungen der Bundesstaaten werden aber dafür Sorge tragen, dass die in keinem derselben statt eines Passes angenommen werden kann.

§. 44. "In den Zeugnissen über das Betragen sind die etwa erkannten Strafen nebst der Ursache demselben aufzuführen, und zwar in allen Fällen, wo irgend eine Strafe wegen verbotener Verbindungen bekannt ist." Die Anführung der Bestrafung wegen anderer nicht erheblicher Contraventionen kann nach dem Ermessen der Behörde ganz unterbleiben, oder nur im Allgemeinen angedeutet werden. In allen Zeugnissen ist (wo möglich mit Angabe des Grundes) zu bemerken, ob der Studirende der Theilnahme an verbotenen Verbindungen

verdächtig geworden sei. Jeder ist verpflichtet, um 1834 diese Zeugnisse so zeitig nachzusuchen, dass er sie bei der Immatriculation vorzeigen kann, und die Behörden sind gehalten, solche ohne Aufenthalt auszufertigen, falls nicht Gründe der Verweigerung vorliegen, welche auf Verlangen des Studenten bescheinigt werden müssen. Gegen die Verweigerung kann er den Recurs an die Oberbehörde nehmen.

Kann ein Studirender bei dem Gesuche um Immatriculation die erforderlichen Zeugnisse nicht vorlegen, verspricht er jedoch deren Nachlieferung, so kann er, nach dem Ermessen der Immatriculations-Commission, vorerst ohne Immatriculation auf die academischen Gesetze verpflichtet, und zum Besuche der Collegien zugelassen werden. Von Seiten der Universität soll aber sofort an die Behörde, welche die Zeugnisse auszustellen oder zu beglaubigen hat, um Nachricht geschrieben werden, welche von derselben ohne Aufenthalt zu ertheilen ist.

§. 45. Die Immatriculation ist zu verweigern: 1) Wenn ein Studirender sich zu spät dazu meldet und sich nicht genügend entschuldigen kann (Art. 42). 2) Wenn er die erforderlichen Zeugnisse nicht vorlegen kann. Erfolgt auf Erkundigung von Seiten der Universität längstens binnen 4 Wochen vom Abgangstage des Schreibens an gerechnet, keine Antwort, oder wird die Ertheilung eines Zeugnisses, aus welchem Grunde es auch sei, verweigert (Art. 43. 44.), so muss der Angekommene in der Regel sofort die Universität verlassen, wenn die Regierung sich nicht aus besonderen rücksichtswürdigen Gründen bewogen findet, ihm den Besuch der Collegien auf eine bestimmte Zeit zu gestatten. Auch bleibt ihm unbenommen, wenn er später mit den erforderlichen Zeugnissen versehen ist, sich wieder zu melden. "3) Wenn der Ankommende von einer anderen Universität mittelst des Consilium abeundi angewiesen ist." Ein solcher kann von einer Universität nur dann aufgenommen werden, wenn die Regierung dieser Universität, nach vorgängiger nothwendiger, mittelst des Regierungs-Bevollmächtigten zu pflegender Rücksprache mit der Regierung der Universität, welche die Wegweisung verfügt hat, es gestattet. Zu der Aufnahme eines Relegirten ist nebstdem die Einwilligung der Regierung des Landes, dem er angehört, erforderlich. "4) Wenn

1834 sich gegen den Ankommenden ein dringender Verdacht ergibt, dass er einer verbotenen Verbindung angehört, und er sich von demselben auf eine befriedigende Weise nicht zu reinigen vermag." Die Regierungs-Commissäre werden darüber wachen, dass die Universitäten jede Wegweisung eines Studirenden von der Universität nebst dem genau bezeichneten Verdacht in einem Signalement des Weggewiesenen, sich gegenseitig mittheilen, zugleich aber auch die Eltern des Weggewiesenen oder deren Stellvertreter davon benachrichtigen.

§. 46. Jedem Studirenden werden vor der Immatri-culation die Vorschriften des §. 3 und 4 des Bundesbeschlusses vom 20. September 1819 über die in Ansehung der Universitäten zu ergreifenden Maassregeln so wie die Bestimmungen der hier folgenden §§ in einem wörtlichen Abdrucke eingehändigt, welcher sich mit folgendem Revers schliesst: "Ich Endesunterschiebener verspreche mit meiner Namensunterschrift auf Ehre und Gewissen: 1) dass ich an keiner verbotenen oder unerlaubten Verbindung der Studirenden, insbesondere an keiner burschenschaftlichen Verbindung, welchen Namen dieselbe auch führen mag, Theil nehmen, mich an dergleichen Verbindungen in keiner Beziehung näher oder entfernter anschliessen, noch solche auf irgend eine Art befördern werde; 2) dass ich weder zu dem Zwecke gemeinschaftlicher Berathschlagungen über die bestehenden Gesetze und Einrichtungen des Landes, noch zu jenem der wirklichen Auflehnung gegen obrigkeitliche Maassregeln mit anderen mich vereinigen werde. Insbesondere erkläre ich mich für verpflichtet, den Forderungen, welche die diesem Reverse vorgedruckten Bestimmungen enthalten, stets nachzukommen, widrigenfalls aber mich allen gegen deren Uebertretung daselbst ausgesprochenen Strafen und nachtheiligen Folgen unweigerlich zu unterwerfen." — Erst nachdem dieser Revers unterschrieben worden ist, findet die Immatri-culation statt. Wer diese Unterschrift verweigert, ist sofort ohne alle Nachsicht von der Universität zu verweisen.

§. 47. Vereinigungen der Studirenden zu wissenschaftlichen oder gesellschaftlichen Zwecken sind unter den von den Regierungen festzusetzenden Bestimmungen erlaubt. Alle anderen Verbindungen der Studirenden sowohl unter sich als mit sonstigen geheimen Gesellschaften sind als verboten zu betrachten.

§. 48. Die Theilnehmer an verbotenen Verbindungen 1834 sollen, unbeschadet der in einzelnen Staaten bestehenden, strengeren Bestimmungen, nach folgenden Abstufungen bestraft werden: 1) Die Stifter einer verbotenen Verbindung und alle Diejenigen, welche Andere zum Beitritt verleiten, oder zu verleiten versucht haben, sollen niemals mit blosser Carcerstrafe, sondern jedenfalls mit dem *consilium abeundi*, oder nach Befinden mit der Relegation, die nach Umständen noch zu schärfen ist, belegt werden.

2) Die übrigen Mitglieder solcher Verbindungen sollen mit strenger Carcerstrafe, bei wiederholter oder fortgesetzter Theilnahme aber, wenn schon eine Strafe wegen verbotener Verbindungen vorangegangen ist, oder andere Verschärfungsgründe vorliegen, mit der Unterschrift des *consilium abeundi*, oder dem *consilium abeundi* selbst, oder bei besonders erschwerenden Umständen, mit der Relegation, die nach Befinden noch zu schärfen ist, belegt werden.

3) Insofern aber eine Verbindung mit Studirenden anderer Universitäten zur Beförderung verbotener Verbindungen Briefe wechselt, oder durch Deputirte commuirt, so sollen alle diejenigen Mitglieder, welche außer Correspondenz einen thätigen Antheil genommen haben, mit der Relegation bestraft werden.

4) Auch diejenigen, welche, ohne Mitglieder der Gesellschaft zu sein, dennoch für die Verbindung thätig gewesen sind, sollen nach Befinden der Umstände die obigen Straf abstufungen bestraft werden.

5) Wer wegen verbotener Verbindungen bestraft wird, verliert nach Umständen zugleich die academischen Beneficien, die ihm aus öffentlichen Fonds oder städtischen Einnahmen, aus Kirchenstiftern, u. s. w., verliehen sein mögen, oder deren Genuss aus irgend einem andern Grunde an Zustimmung der Staatsbehörden gebunden ist; desgleichen verliert er die seither extra genossene Befreiung von der Bezahlung der Honorare für die Vorlesungen.

6) Wer wegen verbotener Verbindungen mit dem *consilium abeundi* belegt ist, dem kann die zur Wiedererlangung der Erlaubnis, nach Art. 45, Nr. 3, vor Ablauf von sechs Monaten, und der mit der Relegation bestraft worden, vor Ablauf eines Jahres nicht erteilt werden. Sollte die eine oder andere Strafe theils wegen verbotener Verbindungen

1834 gen, theils wegen anderer Vergehen erkannt werden und das in Betreff verbotener Verbindungen zur I fallende Verschulden nicht so gross gewesen sein, d desshalb allein auf Wegweisung erkannt worden würde, so sind die oben bezeichneten Zeiträume die Hälfte beschränkt.

7) Bei allen in den academischen Gesetzen des betreffenden Staates erwähnten Vergehungen der Studirenden ist, bei dem Dasein von Indicien, nachzuforschen ob dazu eine verbotene Verbindung nähern oder fernern Anlass gegeben habe; wenn dies der Fall so soll dies als erschwerender Umstand angesehen werden.

8) Dem Gesuche um Aufhebung der Strafe der Wegweisung von einer Universität in den Fällen und n Ablauf der festgesetzten Zeit, wo Begnadigung Statt den kann (Nr. 6, oben), wollen die Regierungen niemals willfahren, wenn der Nachsuchende nicht glaubhaft darthut, dass er die Zeit der Verweisung von Universität nützlich verwendet, sich eines untadelhaften Lebenswandels beflossen hat, und keine glaubhaften zeigen, dass er an verbotenen Verbindungen Antheil genommen, vorliegen.

§. 49. Die Mitglieder einer burschenschaftlichen oder einer auf politische Zwecke unter irgend einem Namen gerichteten unerlaubten Verbindung trifft (behaltlich der etwa zu verhängenden Criminalstrafe) geschärfte Relegation; ausserdem sollen dieselben sonst wenig zum Civildienste, als zu einem kirchlichen oder Schulamt, zu einer academischen Würde, zur Advocatur, zur ärztlichen oder chirurgischen Praxis innerhalb Staaten des deutschen Bundes zugelassen werden.

Würde sich eine Regierung durch besonders erhellliche Gründe bewogen finden, eine gegen einen Unterthanen wegen Verbindungen der bezeichneten erkannte Strafe im Gnadenwege zu mildern oder zu zulassen, so wird dies nie ohne sorgfältige Erwägung aller Umstände, ohne Ueberzeugung von dem Austritte des Verirrten aus jeder gesetzwidrigen Verbindung, ohne Anordnung der erforderlichen Aufsicht geschehen.

§. 50. Die Regierungen werden das Erfordernisse verfügen, damit in Fällen, wo politische Verbindungen der Studirenden auf Universitäten vorkommen, sämtliche übrige Universitäten alsbald hiervon benachrichtigt werden.

§. 51. Bei allen mit academischen Strafen zu

nden Gesetzwidrigkeiten bleibt die criminelle Bestra- 1834
ng nach Beschaffenheit der verübten gesetzwidrigen
tat, und insbesondere auch dann vorbehalten, wenn
: Zwecke einer Verbindung der Studirenden oder die
Folge derselben begangenen Handlungen die Anwen-
ng härterer Strafen nothwendig machen.

§. 52. Wer gegen eine Universität, ein Institut, eine
hörde oder einen akademischen Lehrer, eine soge-
nte Verrufserklärung direct oder indirect unter-
mt, soll von allen deutschen Universitäten ausge-
lossen sein, und es soll diese Ausschliessung öffent-
bekannt gemacht werden. Diejenigen, welche die
sführung solcher Verrufserklärungen vorsätzlich be-
lern, werden nach den Umständen mit dem Consilio
undi, oder mit der Relegation bestraft werden, und
wird in Ansehung ihrer Aufnahme auf einer andern
versität dasjenige Statt finden, was oben, Art. 48,
6, bestimmt ist. Gleiche Strafe, wie Beförderer
gedachter Verrufserklärungen, wird diejenigen Studi-
len treffen, welche sich Verrufserklärungen gegen Pri-
Personen erlauben oder daran Theil nehmen.

Der Landesgesetzgebung bleibt die Bestimmung über-
en, in wie weit Verrufserklärungen ausserdem als
rien zu behandeln seien.

§. 53. Jeder, der auf einer Universität studirt hat
in den Staatsdienst treten will, ist verpflichtet, bei
Abgange von der Universität sich mit einem Zeug-
über die Vorlesungen, die er besucht hat, über
n Fleiss und seine Aufführung zu versehen.
Ohne die Vorlage dieser Zeugnisse wird keiner in
n deutschen Bundesstaat zum Examen zugelassen,
also auch nicht im Staatsdienst angestellt. Die Re-
ingen werden solche Verfügungen treffen, dass die
ustellenden Zeugnisse ein möglichst genaues und be-
ntes Urtheil geben. Vorzüglich haben diese Zeug-
sich auf die Frage der Theilnahme an verbotenen
indungen zu erstrecken. Die ausserordentlichen
rungsbevollmächtigten werden angewiesen werden,
den gewissenhaften Vollzug dieser Anordnung
haken.

§. 54. Die academischen Gremien, als solche, wer-
der von ihnen bisher ausgeübten Strafgerichtsbar-
in Criminal- und allen gemeinen Polizeisachen über
Studirenden allenthalben enthoben. — Die Bezeich-

1834 nung und Zusammensetzung derjenigen Behörden, welchen diese Gerichtsbarkeit übertragen werden soll, bleiben den einzelnen Landesregierungen überlassen. Vorstehende Bestimmung bezieht sich jedoch eben so wenig auf einfache, die Studirenden ausschliesslich betreffend Disciplinargegenstände, namentlich die Aufsicht auf Studien, Sitten und Beobachtung der academischen Statuten, als auf Zuerkennung eigentlich academischer Strafen.

§. 55. Die Bestimmungen der Art. 28 bis 34, dann 39 bis 53, sollen auf sechs Jahre als eine verbindlich verabredung bestehen, vorbehaltlich einer weiteren Uebereinkunft, wenn sie nach den inzwischen gesammelten Erfahrungen für angemessen erachtet werden.

Baiern beantragte die sechsjährige Frist. — Uebereinkunft ist nach Ablauf derselben die verbindliche Kräfte obiger Artikel weiter erstreckt worden.

§. 56. Die Art. 39 bis 53 sollen auch auf andere öffentliche sowohl, als private Lehr- und Erziehungsanstalten, so weit es ihrer Natur nach thunlich ist, angewendet werden. Die Regierungen werden auch bei diesen die zweckmässigste Fürsorge eintreten lassen, dass dem Verbindungswesen, namentlich so weit dasselbe eine politische Tendenz hat, kräftigst vorgebeugt und sonach die Vorschrift des §. 2 des Bundesbeschlusses vom 20. September 1819 insbesondere auf die Pflanzschulen ausgedehnt werde.

§. 57. Da sich ergeben hat, dass die in Art. 54 der Bundesacte enthaltenen Bestimmungen wegen Verschiebung der Acten auf eine deutsche Universität oder an einen Schöppenstuhl zur Abfassung des Endurtheils zum Theil auch auf Polizei- und Criminal-Erkenntnisse ausgedehnt worden ist, eine solche Auslegung aber nicht in dem Sinne jenes Artikels liegt, so vereinigen sich die Regierungen zu der Erklärung, dass der Art. 54 der Bundesacte nur auf Civilstreitigkeiten Anwendung zu finden habe.

§. 58. Da die in den vorstehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen, insbesondere jene, welche die ständischen Verhältnisse betreffen, und eine weitere Entwicklung der in den Art. 54 bis 61 der Wiener Schlussacte festgestellten Grundsätze bezwecken, so ist die Maassgabe des Art. 62 derselben auch auf die freie

Städte (auf die freie Stadt Frankfurt, mit besonderer **1834** Rücksicht auf die Wiener Congressacte von 1815) Anwendung finden, und deren verfassungsmässigen Obrigkeiten daher jederzeit die Mittel zu Gebote stehen müssen, um den bestehenden Rechtszustand, die öffentliche Ruhe und gesetzliche Ordnung aufrecht zu erhalten, so wie namentlich allen aus dem Bundesverhältnisse hervorgehenden Obliegenheiten Beachtung und Ausführung zu verschaffen, so werden auch die Senate der freien Städte alle ihnen durch die verschiedenen Verfassungen derselben dargebotenen Mittel zu einer consequenten Festhaltung jener analogen Anwendung geltend machen.

§. 59. Die vertragsmässige Verbindlichkeit zur Erfüllung der durch vorstehende Artikel eingegangenen Verpflichtungen kann durch Hindernisse, welche dem alsbaldigen Vollzuge der gemeinsamen Verabredungen in einzelnen Fällen durch bestehende Verfassungen oder bereits geltende Vorschriften im Wege stehen, nicht beeinträchtigt werden; es wird vielmehr auf Beseitigung dieser Hindernisse von den betreffenden Regierungen ingewirkt werden.

§. 60. Die Regierungen werden sich gegenseitig an vorstehende Artikel, als das Resultat einer Vereinbarung zwischen den Bundesgliedern, ebenso für gebunden erachten, als wenn dieselben zu förmlichen Bundesbeschlüssen erhoben worden wären.

Die Art. 3 bis 14 werden sofort mittelst Präsidialvortrags an den Bundestag gebracht, und dort in Folge gleichlautender Erklärungen der Bundesregierungen zu Bundesbeschlüssen erhoben werden. (Protocoll der Plenarsitzung der deutschen Bundesversammlung. Geschehen, Frankfurt, den 30. October 1834.) Hinsichtlich der übrigen im gegenwärtigen, in das geheime Bundespräsidial-Archiv niederzulegenden Schlussprotocolle enthaltenen, derzeit zur Verlautbarung nicht bestimmten Artikel, werden die Regierungen ihren Gesandtschaften am Bundestag, unter Aufbietung strenger Geheimhaltung, sowohl zur Bezeichnung der allgemeinen Richtung, als zur Anwendung auf vorkommende specielle Fälle, die geeigneten mit den durch Gegenwärtiges übernommenen Verpflichtungen übereinstimmenden Instructionen ertheilen. Zur Urkunde dessen haben sämmtliche hier anwesende Bevollmächtigte

1834 den gegenwärtigen Akt am heutigen Tage unterzeichnet und mit ihrem Wappen untersiegelt.

So geschehen, Wien, den 12. Juni 1834.

Unterzeichnet: F. METTERNICH; MÜNCH-BELLINGHAUSEN; ALVENSLEBEN; MIEG; MINCKWITZ; OMPEDA; GR. V. BEROLDINGEN; Frh. v. REITZENSTEIN; TETTENBORN; F. TROTT zu Solz; Frh. v. GRUBEN; REVENTLOW-CRIMMIL; VERSTOLK VAN SÖLEN; FRITSCH; Frh. v. PLESSEN; v. BERG; v. STRAUCH; SCHMIDT *).

III.

Bruchstück aus der Schlussrede des Fürsten Metternich, gehalten am 12. Juni 1834.

“Wir Alle theilen gewiss die Ansicht, dass die Gefahren, mit welchen unser gemeinsames Vaterland bedroht ist, ein trauriges Resultat tief eingreifender älterer Ereignisse, die Niemand ungeschehen machen kann, ein Produkt bedauerungswerther Irrthümer, von denen ganze Generationen heimgesucht worden, überhaupt zum grössten Theil eine Wirkung von Ursachen seien, deren Schuld eine andere Zeit als die unsrige trägt. Wer wäre nun eitel genug zu glauben, dass menschliche Berathungen ein Uebel, welches leider eine so weit hinaufreichende und vielfach verzweigte Geschichte hat, in weniger Monate Frist mit der Wurzel ausrotten und seine Spuren vertilgen könnten? Unser Trost darf jedoch sein, dass geschehen ist, was menschliche Kräfte unter den gegebenen Umständen vermochten; und mehr noch als dies, dass ein Weg gefunden und eröffnet worden ist, der, wenn er mit treuem und beharrlichem Festhalten an dem einmal als recht Erkannten verfolgt wird, ohne gewaltsame Erschütterungen, ohne feindliche Gegenwirkungen hervorzurufen, nicht bloss aus dem Labyrinth der in diesem Augenblicke drohenden Gefahren und Bedrängnisse zu

*) Die Unterschriften der Bevollmächtigten der 13ten Gesamtstimme in der deutschen Bundesversammlung (der Herzöge von Braunschweig und Nassau) fehlen. Der preussische Minister des Auswärtigen v. Ancillon, der den ersten Sitzungen in Wien beigezogen, aber vor der Schlussitzung nach Berlin zurückgekehrt war, unterzeichnete noch nachträglich. In Folge dieser in Wien gefassten Beschlüsse wurden nachgehends in Frankfurt die Bundesbeschlüsse über das Bundesschiedsgericht vom 30. October 1834 und über die Universitäten und Lehr- und Erziehungsanstalten Deutschlands v. 13. November 1834 erlassen.

führen, sondern auch für alle Zukunft auf einen bes- 1834
ssem Pfad der Ordnung, der ächten Freiheit und des
Rechtes zu leiten geeignet ist.

Diese Hoffnung beruht auf zwei Einrichtungen, die
ich als den eigentlichen Mittelpunkt der Beschlüsse dieser
Konferenz bezeichnen möchte: die erste derselben ist
das Institut der Schiedsgerichte.

Während das Repräsentativsystem in seiner natur-
gemässen Entwicklung zu einer souverainen Gewalt de-
mokratischer Volksvertreter-Versammlungen hinstrebt,
und durch die unbegrenzte Verantwortlichkeit der Mi-
nister die eigentlich entscheidende Macht im Staate den
Händen der Regierung zu entwinden, ja dieselbe in der
Person ihrer nothwendigsten Organe gerade in den
wichtigsten Angelegenheiten, der richterlichen Gewalt
eben jener republikanisirten Kammern zu unterwerfen,
mithin die Natur der Dinge umzukehren strebt, führt
unser Schiedsgericht auf den schlichten Pfad der natür-
lichen Verhältnisse zurück, etc. etc.

Die zweite der oben bezeichneten, aus unsern Be-
rathungen hervorgegangenen Einrichtungen schliesst sich
an die eben genannte an, und betrifft die Sicherheit des
Staatshaushaltes in den deutschen Bundesländern gegen
mögliche feindselige Bestrebungen der anarchischen Faction.

Die Theorie des Repräsentativsystems legt in die
Hände der Volksdeputirten die Gewalt, mittelst einer
Abstimmung das gesammte Leben der öffentlichen Ver-
waltung zu lähmen, und Bosheit und Aberwitz einer
systematischen Opposition hat auch in deutschen Kam-
mern Bundesregierungen mit dieser landesverrätherischen
Selbsthilfe bedroht, wenn dem Willen der antimonar-
chischen Secte in dem, was sie gerade zu fordern be-
liebte, kein Genüge geschah. (Folgt eine Erläuterung des
Artikel 21.)

In welche neue günstige Stellung die Regierungen,
die früher durch jene unziemliche Drohung von den
Ständen abhängig gemacht werden sollten, durch diese
Bestimmungen kommen, wie ihnen jetzt ein kräftiges
und entschiedenes Auftreten für die Sache der Gerech-
tigkeit und Ordnung, und ein rastloses Fortschreiten
auf dieser Bahn möglich ist, ohne dass sie eine Hem-
mung von Seiten irregeleiteter Stände zu besorgen hät-
ten, ist so einleuchtend, dass es einer weiteren Ausfüh-
rung nicht bedarf."

1835

11.

Convention conclue entre le royaume de Wurtemberg et les Grandduchés de Bade et de Hesse sur les droits de navigation sur le Neckar. Signée à Stuttgart le 30 Juillet, à Carlsruhe le 5 Août et à Darmstadt le 15 Août 1835.

(Regierungsblatt für das Königreich Würtemberg. Jahrgang 1843. Vom 15. Febr. Nr. 9).

Um die schon lange streitige Frage über die Höhe der Neckarzölle endlich und noch vor dem Beitritte Badens zu dem grossen deutschen Zollvereine zu beseitigen, haben sich die Regierungen von Würtemberg, Baden und Hessen über folgende Punkte, als Grundlage der abzuschliessenden Neckarschiffahrts-Convention, vereinigt.

Art. I. Die Bestimmungen der Rheinschiffahrts-Ordnung von 1831 werden im Allgemeinen auf den Neckar so weit er schiffbar ist, insofern es sich aber von dem Tarife und der Erhebung der Zölle insbesondere handelt, nur auf die Stromstrecke von seinem Ausflusse in den Rhein bis zu der Badisch-Hessischen Grenze oberhalb Heinsheim, für jetzt und die Zukunft angewendet, vorbehältlich der — in gegenwärtiger Uebereinkunft ausdrücklich festgesetzten Ausnahmen und derjenigen, welche bei den Verhandlungen über die Ausführung werden verabredet werden.

Art. II. Ausnahmsweise wird

- a) die ganze Gebühr per Zollcentner für den badischen Antheil des Neckarzolles nicht streng nach der Uferlänge seines Gebietes, sondern zu Berg auf 6 kr., zu Thal auf 4 kr. bestimmt;
- b) der Holzzoll, vorbehältlich einer gemeinschaftlich verabredenden besseren Regulirung nach dem Tarife erhoben, der im Jahre 1802 bestanden hat;
- c) die einfache Recognitiongebühr nicht auf jeder Zollstation, sondern bei der Berg- oder Thalfahrt nur einmal, und zwar an dem Zollamte, wo die

Schiff anfährt, oder welches dasselbe zuerst berührt, 1835 bezogen, und nur von befrachteten Schiffen, welche eine Ladungsfähigkeit von 600 Centner und darüber haben *).

Art. III. Künftige Veränderungen in dem Rheinschiffahrts-Tarife von 1831 (worunter namentlich auch diejenige begriffen ist, die aus dem Resultate der im Art. 18 der Rheinschiffahrts-Ordnung vorbehaltenen Vermessung des Rheins für eine Strecke dieses Stromes sich ergeben wird, welche der Länge des Neckars von seinem Ausflusse in den Rhein bis zur Badisch-Hessischen Grenze oberhalb Heinsheim gleich ist) werden ebenfalls auf den Neckar angewendet, selbst auf die ausnahmsweisen Bestimmungen des vorbergehenden Artikels, im Falle dadurch die Schifffahrt eine diese noch übersteigende Begünstigung erhalten sollte.

Art. IV. Zollermässigungen, welche von einer der contrahirenden Regierungen zu Gunsten ihrer Schiffer angeordnet werden, müssen auch den Schiffern der übrigen Neckar-Uferstaaten gewährt werden.

Art. V. Im Falle die Königlich Württembergische oder Grossherzoglich Hessische Regierung gut finden sollten, für ihre dem Badischen Gebiete gegenüberliegenden Uferstrecken einen Neckarzoll zu erheben, so verbindet sich die Grossherzoglich Badische Regierung, die betreffenden Quoten mit dem Zoll für ihre Strecke erheben und nach Abzug der Erhebungskosten an gedachte Regierungen abliefern zu lassen.

Art. VI. Der Zoll des Königreichs Württemberg und des Grossherzogthums Hessen kann den Betrag nicht übersteigen, der sich nach dem Verhältnisse ihrer Uferlängen zu der badischen vom Ausflusse des Neckars in den Rhein bis an die Württembergische Grenze, oberhalb Neckarzimmern, und den Art. 2. a. bestimmten Sätzen für die ganze Gebühr ergibt.

Im Falle von Seiten des Königreichs Württemberg für seine Uferstrecke, welche der Badischen gegenüber liegt, ein Zoll erhoben wird, ist das Grossherzogthum

*) Anmerkung. Nach einer späteren Verfügung der Badischen Regierung sind vom 1. März 1836 an, die — statt des Zolls, der Recognitionsgebühr unterworfen gewesenen Ladungsgegenstände, so wie auf dem Rhein, auch auf dem Neckar ganz zollfrei passieren zu lassen.

1835 Baden berechtigt, die Art. 2. a. erwähnten Sätze um den gleichen Betrag zu erhöhen.

Art. VII. Die Königlich Württembergische und Grossherzoglich Hessische Regierung werden auch in dem Falle, wenn sie die Erhebung eines Neckarzolls für die dem Grossherzoglich Badischen Neckar-Ufer gegenüberliegenden Uferstrecken ihres Gebietes ihrer Convenienz nicht angemessen finden, doch alle Verbindlichkeiten erfüllen, welche die Rheinschiffahrts-Ordnung den Uferstaaten in Beziehung auf die Unterhaltung der Leinpfade und des Flussbetts zur Pflicht macht.

Art. VIII. Die contrahirenden Regierungen werden sich über die Zollstätten und über die Quote der ganzen Gebühr, welche an jeder derselben theils für die zurückzulegende, theils für die zurückgelegte Strecke erhoben werden soll, so wie über eine gemeinschaftliche Neckarschiffahrts-Ordnung in möglicher Bälde vereinigen.

Art. IX. Die contrahirenden Regierungen behalten sich die ständische Zustimmung zu dieser Uebereinkunft vor.

Art. X. Die Grossherzoglich Badische Regierung wird die verabredeten Zollsätze sogleich nach erfolgter Zustimmung ihrer Stände provisorisch eintreten lassen.

Genehmigt: Stuttgart den 30. Juli 1835.

— Carlsruhe den 5. August 1835.

— Darmstadt den 15. August 1835.

12.

Conventions et Traités entre la France et les Isles de Sandwich.

I.

*Convention entre S. M. le roi des Français,
Louis-Philippe I^{er}, représenté par le capi-
taine de vaisseau A. Dupetit-Thouars, et le
roi de îles Sandwich, Kaméhaméha III.*

A Honorourou, aux îles Sandwich, le 24 juillet 1837 —

Il y aura paix perpétuelle et amitié entre les Fran-
çais et les habitans des îles Sandwich.

Les Français pourront aller et venir librement dans tous les États qui composent le gouvernement des îles Sandwich; ils y seront reçus et protégés, et ils jouiront des mêmes avantages que les sujets de la nation la plus favorisée.

Les sujets du roi des îles Sandwich pourront également venir en France; ils y seront reçus et protégés comme les étrangers les plus favorisés.

Signé: ΚΑΜΕΗΑΜΕΗΑ III.

A. DUPETIT-THOUARS,
Capitaine de vaisseau, commandant
la frégate la Vénus.

II.

Manifeste adressé, le 10 juillet 1839, au roi des îles Sandwich par le capitaine Laplace, commandant la frégate française l'Artémise, au nom de son gouvernement.

Sa majesté le roi des Français m'ayant ordonné de venir à Honorourou afin de mettre un terme aux mauvais traitemens dont les Français sont victimes aux îles Sandwich, soit par la force, soit par la persuasion, je m'empresse d'employer d'abord ce dernier moyen, comme plus conforme au système politique noble et libéral suivi par la France envers les faibles, espérant que je parviendrai à faire ainsi comprendre au roi et aux principaux chefs de ces îles combien la conduite qu'ils suivent envers elle sera fatale à leurs intérêts et peut causer des malheurs à eux et à leur pays, s'ils s'obstinent à y persévérer. Egarés par des conseillers perfides, trompés par l'excessive indulgence dont le gouvernement français a fait preuve en leur faveur depuis plusieurs années, ils ignorent sans doute combien il est fort et qu'il n'est au monde aucun pouvoir capable de l'empêcher de punir ses ennemis; autrement ils se seraient efforcés de mériter sa bienveillance, au lieu de le mécontenter comme ils l'ont fait en maltraitant des Français: ils auraient exécuté fidèlement les traités, au lieu de les violer aussitôt que la crainte par laquelle les mauvaises intentions étaient comprimées avait disparu avec les bâtimens de guerre qui la causaient; enfin ils auraient compris que persécuter la religion catholique, la flétrir du nom d'idolâtrie, chasser, sous ce prétexte absurde, les Français de l'archipel, était faire une injure à la France et à son souverain.

1837
1839

Sans doute que l'intention formelle de la France est que le roi des Sandwich soit puissant, indépendant de tout pouvoir étranger, qu'il la considère comme son alliée, mais aussi elle exige qu'il se conforme aux usages établis chez les nations civilisées ; or, parmi ces dernières, il n'en est pas une seule qui ne permette sur son territoire le libre exercice de toutes les religions ; et pourtant aux Sandwich, les Français ne peuvent pas exercer publiquement la leur, tandis que les protestans y jouissent des privilèges les plus étendus : à ceux-ci toutes les faveurs, aux autres les plus cruelles persécutions. Un tel état de choses étant contraire au droit des gens, insultant pour les nations catholiques, ne peut durer plus long-temps, et je suis envoyé pour le faire cesser ; en conséquence j'exige, au nom de mon souverain :

1^o Que le culte catholique soit déclaré libre dans toutes les îles soumises au roi des Sandwich ; les membres de cette communion y jouiront de tous les privilèges accordés aux protestans ;

2^o Que l'emplacement d'une église catholique soit concédé par le gouvernement à Honorourou, port fréquenté par les Français, et que cette église soit desservie par des prêtres de leur nation ;

3^o Que tous les catholiques emprisonnés pour cause de religion depuis les dernières persécutions exercées contre les missionnaires français, soient sur-le-champ mis en liberté ;

4^o Que le roi des Sandwich dépose, entre les mains du capitaine de *l'Artémise*, la somme de vingt mille piastres comme garantie de sa conduite future envers la France, dont le gouvernement lui restituera cette somme quand il jugera que les clauses du traité ci-joint auront été fidèlement exécutées ;

5^o Enfin que le traité signé par le roi des Sandwich ; ainsi que la somme mentionnée ci-dessus, seront apportés à bord de la frégate *l'Artémise* par un des premiers chefs du pays, en même temps que les batteries d'Honorourou salueront le pavillon français de vingt-un coups de canon, qui seront rendus par la frégate

Telles sont les conditions équitables au prix desquelles le roi des Sandwich conservera l'amitié de la France. Je me plais à croire que, comprenant combien il est nécessaire à la prospérité de son peuple et à la conser-

vation de son pouvoir qu'il reste en paix avec tout le monde, il s'empressera d'y souscrire, et imitera ainsi le louable exemple que vient de donner la reine de Taïti, en permettant le libre exercice de la religion catholique dans ses possessions: mais, si contre mon attente il en était autrement, si le roi et les principaux chefs des Sandwich, égarés par de mauvais conseils, refusaient de signer le traité que je présente, la guerre sera commencée sur-le-champ, et toutes les dévastations, toutes les calamités qui en seront les malheureux mais nécessaires résultats, ne devront être imputées qu'à eux; aussi devront-ils payer les dédommagemens que les étrangers lésés dans ces circonstances auront le droit de réclamer.

1837
1839

Honorourou, le 10 juillet 1839.

Le capitaine de vaisseau commandant *l'Artémise*,

Signé: C. LAPLACE.

III.

Traité conclu, le 12 juillet 1839, entre le roi des îles Sandwich et le capitaine Laplace, commandant la frégate l'Artémise, agissant au nom du roi des Français.

Art. 1er. Le culte catholique est déclaré libre dans toutes les îles soumises au roi des Sandwich, les membres de cette communion y jouiront de tous les privilèges accordés aux protestans.

2. L'emplacement d'une église catholique sera concédé par le gouvernement à Honorourou, port fréquenté par les Français, et cette église sera desservie par des prêtres de leur nation.

3. Tous les catholiques emprisonnés pour cause de religion depuis les dernières persécutions exercées contre les missionnaires français, seront sur-le-champ mis en liberté.

4. Le roi des Sandwich déposera, entre les mains du capitaine de *l'Artémise*, la somme de vingt mille piastres comme garantie de sa conduite future envers la France, dont le gouvernement lui restituera cette somme quand il jugera que les clauses de ce traité et celles de la convention passée avec le capitaine Dupetit-Thouars, en juillet 1827, auront été fidèlement exécutées.

1837
1836

5. Le traité, ainsi que la somme mentionnée ci-dessus, seront apportés à bord de la frégate *l'Artémise* par un des premiers chefs du pays, en même temps que les batteries d'Honorourou salueront le pavillon français de vingt-un coups de canon, qui seront rendus par la frégate.

Fait et signé entre les parties contractantes, le 12 juillet 1839.

Le capitaine de vaisseau commandant *l'Artémise*,

Signé: C. LAPLACE.

Signé: KAMÉHAMÉHA III.

IV.

Convention conclue, le 17 juillet 1839, entre le roi des îles Sandwich, Kaméhaméha III, et le capitaine de vaisseau Laplace, commandant la frégate française l'Artémise, représentant son gouvernement.

Art. 1er Il y aura paix et amitié perpétuelle entre le roi des Français et le roi des îles Sandwich.

2. Les Français seront protégés d'une manière, efficace, dans leurs personnes et leurs propriétés, par le roi des îles Sandwich, qui devra également leur accorder l'autorisation nécessaire pour qu'ils puissent poursuivre juridiquement ses sujets contre lesquels ils auraient de justes réclamations à élever.

3. Cette protection s'étendra aux navires français, aux équipages et aux officiers: en cas de naufrage, les chefs et les habitans des diverses parties de l'archipel devront leur porter secours et les garantir du pillage, les indemnités de sauvetage seront réglées, en cas de difficultés par des arbitres nommés par les deux parties,

4. Aucun Français accusé d'un crime quelconque ne pourra être jugé autrement que par un jury composé de résidens étrangers, proposés par le consul de France et agréés par le gouvernement des Sandwich.

5. La désertion des marins embarqués sur les navires français sera réprimée sévèrement par les autorités locales, qui devront employer tous les moyens à leur disposition pour faire arrêter les déserteurs; et les frais de capture seront payés par les capitaines ou armateurs desdits navires, suivant le tarif adopté par les autres nations.

6. Les marchandises françaises ou reconnues être de provenance française, notamment les vins et les aux-de-vie, ne pourront être prohibées ni payer un roit d'entrée plus élevé que cinq pour cent *ad valorem*. 1837
1839

7. Aucuns droits de tonnage ou d'importation ne pourront être exigés des marchands français à moins qu'ils ne soient payés par les sujets de la nation la plus favorisée dans son commerce avec les Sandwich.

8. Les sujets du roi Kaméhaméha III. auront droits, dans les possessions françaises, à tous les avantages dont les Français jouissent aux Isles Sandwich, et ils seront en outre considérés comme appartenant à la nation la plus favorisée dans ses relations commerciales avec la France.

Fait et signé entre les parties contractantes, le 17 juillet 1839.

Le capitaine de vaisseau commandant *l'Artémise*,

Signé: C. LAPLACE.

Signé: KAMÉHAMÉHA III.

13.

Convention conclue le 4 Septembre 1838 entre Abel Dupetit-Thouars, Capitaine de vaisseau et commandant de la frégate la Vénus, au nom de S. M. le roi des Français, et S. M. la reine Pomaré d'O-Taïti.

Il y aura paix perpétuelle et amitié entre les Français et les habitans d'O-Taïti.

Les Français, quelle que soit leur profession, pourront aller et venir librement, s'établir et commercer dans toutes les Iles qui composent le gouvernement d'O-Taïti (les Iles de la société); ils y seront reçus et protégés comme les étrangers les plus favorisés.

Les sujets de la reine des Iles d'O-Taïti pourront également venir en France; ils y seront reçus et protégés comme les étrangers les plus favorisés.

Fait et arrêté au palais de la reine d'O-Taïti, à Papéiti, le 4 Septembre 1838 (5 Septembre style o'taïtien)

Signé: A. DUPETIT-THOUARS.

La reine POMARÉ.

1838 *Article additionnel à la convention du 4 Septembre 1838, en date du 20 Juin 1839.*

La reine Pomaré et les grands chefs de Taïti, voulant donner à la France un témoignage de leur désir d'entretenir avec elle des relations d'amitié et d'assurer aux Français appelés dans leur Isle par le commerce ou par l'intention d'y résider, les moyens de remplir leurs devoirs religieux.

Ont décidé à la demande du Capitaine Laplace commandant la frégate française l'Artémise, que l'article suivant serait ajouté à ceux du dernier traité conclu en septembre 1838, entre la reine Pomaré et le capitaine de vaisseau Dupetit-Thouars, savoir:

Le libre exercice de la religion catholique est permis dans l'île Taïti et dans toutes les autres possessions de la reine Pomaré. Les Français catholiques y jouiront de tous les privilèges accordés aux protestans, sans que pourtant ils puissent s'immiscer, sous aucun prétexte, dans les affaires religieuses du pays.

Fait à Taïti le 20 Juin 1839.

Signé par la reine: POMARÉ.

14.

Convention entre la Prusse et la Principauté de Schaumbourg-Lippe sur la reception réciproque des Exilés. En date du 30 Mai 1839.

Officielle Bekanntmachung in Preussen:

Uebereinkunft zwischen Preussen und Schaumburg-Lippe wegen der wechselseitigen Uebernahme der Ausgewiesenen. Vom 30 Mai 1839.

Zwischen der Königlich Preussischen Regierung einerseits und der Fürstlich Schaumburg-Lippeschen Regierung andererseits, ist nachstehende Uebereinkunft wegen gegenseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen verabredet und abgeschlossen worden.

§. 1. Es soll in Zukunft kein Vagabunde oder Verbrecher in das Gebiet des andern der beiden hohen kontrahirenden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staats

st, welchem er zugewiesen wird, und in demselben 1839 sein Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch das Gebiet desselben als ein Angehöriger eines in gerader Richtung rückwärts liegenden Staats, nothwendig seinen Weg nehmen muss.

§. 2. Als Staatsangehörige, deren Uebernahme gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

- a) alle diejenigen, deren Vater, oder, wenn sie ausser der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter zur Zeit ihrer Geburt in der Eigenschaft eines Unterthans mit dem Staate in Verbindung gestanden hat, oder, welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthansverbande entlassen worden zu sein, oder ein anderweitiges Heimathrecht erworben zu haben;
- b) diejenigen, welche von heimathlosen Eltern zufällig innerhalb des Staatsgebiets geboren sind, so lange sie nicht in einem anderen Staate das Unterthanenrecht, nach dessen Verfassung, erworben, oder sich daselbst mit Anlegung einer Wirthschaft verheirathet, oder darin, unter Zulassung der Obrigkeit, zehn Jahre lang gewohnt haben;
- c) diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht nach dessen Verfassung erworben haben, hingegen nach Aufhebung ihrer vorherigen staatsbürgerlichen Verhältnisse, oder überhaupt als heimathlos, dadurch in nähere Verbindung mit dem Staate getreten sind, dass sie sich daselbst unter Anlegung einer Wirthschaft verheirathet haben, oder, dass ihnen während eines Zeitraums von zehn Jahren stillschweigend gestattet worden ist, darin ihren Wohnsitz zu haben.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staate zufällig geboren ist, in einem andern aber das Unterthanenrecht ausdrücklich erworben, oder mit Anlegung der Wirthschaft sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt sich heimisch gemacht hat, so ist der letztere Staat, vorzugweise, ihn aufzunehmen verbunden. Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate, mit der Verheirathung oder zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate zusammen, so ist das erstere Verhältniss entscheidend. Ist ein Heimathloser in dem einen Staate in die Ehe getreten, in einem andern aber nach seiner

1839 Verheirathung während des bestimmten Zeitraums von zehn Jahren geduldet worden, so muss er in dem letztern beibehalten werden.

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuweisenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar, so muss derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr Ehemann, vermöge eines der angeführten Verhältnisse, zugehört.

Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln, es wäre denn, dass während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sei, durch welche sie, nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft, einem andern Staate zufallen.

Auch soll Wittwen, imgleichen den Geschiedenen, oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern, die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts- oder vorherigen Aufenthaltsort dann vorbehalten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schliessung wieder getrennt worden und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Befinden sich unter einer heimathlosen Familie Kinder unter vierzehn Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhalts, den sie von den Eltern genießen, von denselben nicht getrennt werden können, so sind solche, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort, in denjenigen Staat zu verweisen, welchem bei ehelichen Kindern der Vater, oder bei unehelichen die Mutter zugehört.

Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist, und letztere bei ihrem Vater befindlich sind, so werden sie von dem Staate mit übernommen, welchem der Vater zugehört.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gemacht, ohne einem andern Staate zugehörig geworden zu sein, so kann der erstere Staat der Beibehaltung oder Wiederannahme desselben sich nicht entziehen.

§. 8. Handlungsdiener, Handwerksgesellen und Dienstboten, so wie Schäfer und Dorfhirten, welche, ohne eine selbstständige Wirthschaft zu haben, im Dienste

stehen, imgleichen Zöglinge und Studierende, welche 1839 der Erziehung oder des Unterrichts wegen irgendwo verweilen, erwerben durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht.

Zeitpächter sind den hier oben benannten Individuen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht für ihre Person oder mit ihrem Hausstande und Vermögen sich an den Ort der Pachtung hinbegeben haben.

§. 9. Denjenigen, welche als Landstreicher oder aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen werden, hingegen in dem benachbarten Staate, nach den in der gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen, kein Heimwesen anzusprechen haben, ist letzterer den Eintritt in sein Gebiet zu gestatten, nicht schuldig; es würde denn urkundlich zur völligen Ueberzeugung dargethan werden können, dass das zu übernehmende Individuum einem in gerader Richtung rückwärts liegenden Staate zugehöre, welchem dasselbe nicht wohl anders als durch das Gebiet des ersteren zugeführt werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird es zur strengen Pflicht gemacht, die Absendung der Vagabunden in das Gebiet des andern der hohen kontrahirenden Theile nicht bloss auf die eigene unzuverlässige Angabe derselben zu veranlassen, sondern, wenn das Verhältniss, wodurch der andere Staat zur Uebernahme eines Vagabunden konventionsmässig verpflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe, oder aus andern völlig glaubhaften Urkunden hervorgeht, oder, wenn die Angabe des Vagabunden nicht druch besondere Gründe und die Verhältnisse des vorliegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln, und nöthigenfalls bei der, vermeintlich zur Aufnahme des Vagabunden verpflichteten Behörde Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, dass ein von dem einen der hohen kontrahirenden Theile dem andern Theile zum weitem Transporte in einen auswärts liegenden Staat, zufolge der Bestimmung des §. 9. zugeführter Vagabunde von dem letzteren nicht angenommen würde, so kann derselbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zur vorläufigen Beibehaltung zurückgebracht werden.

§. 12. Es bleibt den beiderseitigen Provinzial-Re-

1839 gierungsbehörden überlassen, unter einander die näheren Verabredungen wegen der zu bestimmenden Richtung der Transporte, so wie wegen der Uebernahmorte zu treffen.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden geschieht in der Regel vermittelt Transports und Abgabe derselben an die Polizeibehörde desjenigen Ortes, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staats beendigt anzusehen ist. Mit den Vagabunden werden zugleich die Beweisstücke, worauf der Transport konventionsmässig gegründet wird, übergeben. In solchen Fällen, wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Vagabunden auch mittelst eines Laufpasses, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrieben ist, in ihr Vaterland gewiesen werden.

Es sollen auch nie mehr als drei Personen zugleich auf den Transport gegeben werden, es wäre denn, dass sie zu einer und derselben Familie gehören, und in dieser Hinsicht nicht wohl getrennt werden können.

Grössere, sogenannte Vagantenschube sollen künftig nicht Statt finden.

§. 14. Da die Ausweisung der Vagabunden nicht auf Requisition des zur Annahme verpflichteten Staats geschieht, und dadurch zunächst nur der eigene Vortheil des ausweisenden Staats bezweckt wird, so können für den Transport und die Verpflegung der Vagabunden keine Anforderungen an den übernehmenden Staat gemacht werden.

Wird ein Auszuweisender, welcher einem rückwärts liegenden Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen, und deshalb nach §. 11. in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zurückgebracht, so muss letzterer auch die Kosten des Transports und der Verpflegung erstatten, welche bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

Die Eingangs gedachten Regierungen sind ferner zur Beseitigung aller Zweifel und Missverständnisse, welche sich über die Auslegung der Bestimmungen §. 2. a. und c. der vorstehenden Konvention wegen wechselseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen, namentlich

a) in Beziehung auf die Beantwortung der Frage: ob und in wie weit die in der Staatsangehörigkeit selbständiger Individuen eingetretenen Veränderungen auf die Staatsangehörigkeit der unselbstständigen, d. h. aus

der elterlichen Gewalt noch nicht entlassenen Kinder 1839 derselben, von Einfluss seien? sowie

b. über die Beschaffenheit des, §. 2. c. der Konvention erwähnten zehnjährigen Aufenthalts und den Begriff der Wirthschaftsführung ergeben könnten, ohne hierdurch an dem, in der vorstehenden Konvention ausgesprochenen Principe etwas ändern zu wollen, dass die Unterthanenschaft eines Individuums jedesmal nach der eignen innern Gesetzgebung des betreffenden Staats zu beurtheilen sei, dahin übereingekommen, hinkünftig und bis auf Weiteres, nachstehende Grundsätze gegenseitig zur Anwendung gelangen zu lassen und zwar,

zu a.

1) dass unselbstständige, d. h. aus der elterlichen Gewalt noch nicht entlassene Kinder, schon durch die Handlungen ihrer Eltern an und für sich und ohne dass es einer eignen Thätigkeit oder eines besonders begründeten Rechts der Kinder bedürfte, derjenigen Staatsangehörigkeit theilhaftig werden, welche die Eltern während der Unselbstständigkeit ihrer Kinder erwerben, ingleichen .

2) dass dagegen einen solchen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit unselbstständiger ehelicher Kinder, diejenigen Veränderungen nicht äussern können, welche sich nach dem Tode des Vaters derselben in der Staatsangehörigkeit ihrer ehelichen Mutter ereignen, indem vielmehr über die Staatsangehörigkeit ehelicher unselbstständiger Kinder lediglich die Kondition ihres Vaters entscheidet, und Veränderungen in deren Staatsangehörigkeit nur mit Zustimmung ihrer vormundschaftlichen Behörde eintreten können.

Nächstdem soll

zu b.

die Verbindlichkeit eines der kontrahirenden Staaten zur Uebernahme eines Individuums, welches der andere Staat; weil es ihm aus irgend einem Grunde lästig geworden, auszuweisen beabsichtigt, in den Fällen des §. 2. c. der Konvention eintreten:

1) wenn der Auszuweisende sich in dem Staate, in welchem er ausgewiesen werden soll, verheirathet, und ausserdem zugleich eine eigne Wirthschaft geführt hat, wobei zur näheren Bestimmung des Begriffs von Wirthschaft anzunehmen ist, dass solche auch dann schon eintrete, wenn selbst nur einer der Ehe-

- 1839 leute sich auf eine andere Art, als im herrschaftlichen Gesindedienste Beköstigung verschafft hat; oder
- 2) wenn Jemand sich zwar nicht in dem Staate, der ihn übernehmen soll, verheirathet, jedoch darin sich zehn Jahre hindurch ohne Unterbrechung aufgehalten hat, wobei es dann auf Konstituierung eines Domizils, Verheirathung und sonstige Rechtsverhältnisse nicht weiter ankommen soll.

Endlich sind die genannten Regierungen zugleich anoch dahin übereingekommen:

Können die resp. Behörden über die Verpflichtung des Staats, dem die Uebernahme angesonnen wird, der in der Konvention und vorstehend aufgestellten Kennzeichen der Verpflichtung ungeachtet, bei der darüber stattfindenden Korrespondenz sich nicht vereinigen, und ist die diesfällige Differenz derselben auch im diplomatischen Wege nicht zu beseitigen gewesen, so wollen beide kontrahirende Theile den Streitfall zur kompromissarischen Entscheidung eines solchen dritten Deutschen Bundes-Staates stellen, welcher sich mit beiden kontrahirenden Theilen wegen gegenseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen in denselben Vertrags-Verhältnissen befindet.

Die Wahl der zur Uebernahme des Kompromisses zu ersuchenden Bundes-Regierung bleibt demjenigen der kontrahirenden Theile überlassen, der zur Uebernahme des Ausgewiesenen verpflichtet werden soll.

An diese dritte Regierung hat jede der betheiligten Regierungen jedesmal nur eine Darlegung der Sachlage, wovon der andern Regierung eine Abschrift nachrichtlich mitzutheilen ist, in kürzester Frist einzusenden.

Bis die schiedsrichterliche Entscheidung erfolgt, gegen deren Inhalt von keinem Theile eine weitere Einwendung zulässig ist, hat derjenige Staat, in dessen Gebiet das auszuweisende Individuum beim Entstehen der Differenz sich befunden, die Verpflichtung, dasselbe in seinem Gebiete zu behalten.

Berlin, den 30. Mai 1839.

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

(L. S.) Frh. v. WERTHER.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung der Fürstlich Schaumburg-Lippeschen Regierung vom 3. d. M. ausgewechselt

selt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss 1839 gebracht.

Berlin, den 30. Mai 1839.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

Frh. v. WERTHER.

15.

Stipulations supplémentaires à la convention du $\frac{28 \text{ Février}}{5 \text{ Avril}}$ 1821, conclue entre la Prusse et la Principauté de Reuss-Plauen sur la reception des Exilés. En date du 12 Juin 1839.

Officielle Bekanntmachung in Preussen:

Ministerial-Erklärung zur Ergänzung und Erläuterung der mit der Fürstlichen Regierung jüngerer Linie Reuss von Plauen, wegen Uebernahme der Ausgewiesenen,

bestehenden Uebereinkunft; vom $\frac{27. \text{Februar}}{5. \text{April}}$ 1821.

D. d. den 12. Juni 1839.

Zu Beseitigung derjenigen Zweifel und Missverständnisse, welche sich seither über die Auslegung der Bestimmungen §. 2. a. und c. der zwischen der Krone Preussen und der Fürstlich Reuss-Plauischen der Jüngern Linie gemeinschaftlichen Regierung bestehenden Konvention wegen wechselseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen vom $\frac{27. \text{Februar}}{5. \text{April}}$ 1821., namentlich

- a) in Beziehung auf die Beantwortung der Frage: ob und in wie weit die in der Staatsangehörigkeit selbstständiger Individuen eingetretenen Veränderungen auf die Staatsangehörigkeit der unselbstständigen, d. h. aus der älterlichen Gewalt noch nicht entlassenen Kinder derselben von Einfluss seien? sowie
- b) über die Beschaffenheit des, §. 2. c. der Konvention erwähnten zehnjährigen Aufenthalts und den Begriff der Wirtschaftsführung

ergeben haben, sind die gedachten Regierungen, ohne hierdurch an dem, in der Konvention ausgesprochenen Principe etwas ändern zu wollen, dass die Unterthanschaft eines Individuums jedesmal nach der eignen

1839 innern Gesetzgebung des betreffenden Staates zu theilen sei, dahin übereingekommen, hinkünftig u. bis auf Weiteres, nachstehende Grundsätze gegenseitig zur Anwendung gelangen zu lassen, und zwar .

zu a.

- 1) dass unselbstständige, d. h. aus der älterlichen Gewohnheit noch nicht entlassene Kinder, schon durch die Handlungen ihrer Aeltern an und für sich und ohne dass es einer eigenen Thätigkeit oder eines besonders begründeten Rechts der Kinder bedürfte, derjenigen Staatsangehörigkeit theilhaftig werden, welche die Aeltern während der Unselbstständigkeit ihrer Kinder erwerben, imgleichen
- 2) dass dagegen einen solchen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit unselbstständiger ehelicher Kinder diejenigen Veränderungen nicht äussern können, welche sich nach dem Tode des Vaters derselben in der Staatsangehörigkeit ihrer ehelichen Mutter ereignen, indem vielmehr über die Staatsangehörigkeit ehelicher unselbstständiger Kinder lediglich die Kondition ihres Vaters entscheidet, und Veränderungen in der Staatsangehörigkeit nur mit Zustimmung ihrer vatermündschaftlichen Behörde eintreten können.

Nächstdem soll

zu b.

die Verbindlichkeit eines der contrabirenden Staaten zur Uebernahme eines Individuums, welches der andere Staat, weil es ihn aus irgend einem Grunde ausgewiesen worden, auszuweisen beabsichtigt, in den Fällen des §. 2. c. der Konvention eintreten:

- 1) wenn der Auszuweisende sich in dem Staate, in welchem er ausgewiesen werden soll, verheirathet, und ausserdem zugleich eine eigene Wirthschaft geführt hat, wobei zur näheren Bestimmung des Begriffs der Wirthschaft anzunehmen ist, dass solche auch dann schon eintrete, wenn selbst nur einer der Eheleute sich auf eine andere Art, als im herrschenden Gesindedienste Beköstigung verschafft hat, oder
- 2) wenn Jemand sich zwar nicht in dem Staate, in welchem ihn übernehmen soll, verheirathet, jedoch darin nicht zehn Jahre hindurch ohne Unterbrechung aufgehalten hat, wobei es dann auf Konstituierung eines Domizils, Verheirathung und sonstige Rechtsverhältnisse nicht weiter ankommen soll.

Endlich sind die genannten Regierungen zugleich am 12. Juni 1839 übereingekommen:

Können die resp. Behörden über die Verpflichtung des Staats, dem die Uebernahme angeschlossen wird, der in der Konvention und vorstehend aufgestellten Kennzeichen der Verpflichtung ungeachtet, bei der darüber stattfindenden Korrespondenz sich nicht vereinigen, und ist die diesfällige Differenz derselben auch im diplomatischen Wege nicht zu beseitigen gewesen; so wollen beide kontrahirende Theile den Streitfall zur kompromissarischen Entscheidung eines solchen dritten Deutschen Bundesstaates stellen, welcher sich mit beiden kontrahirenden Theilen wegen gegenseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen in denselben Vertragsverhältnissen befindet.

Die Wahl der zur Uebernahme des Kompromisses zu ersuchenden Bundesregierung bleibt demjenigen der kontrahirenden Theile überlassen, der zur Uebernahme des Ausgewiesenen verpflichtet werden soll.

An diese dritte Regierung hat jede der beteiligten Regierungen jedesmal nur eine Darlegung der Sachlage, wovon der andern Regierung eine Abschrift nachrichtlich mitzutheilen ist, in kürzester Frist einzusenden.

Bis die schiedsrichterliche Entscheidung erfolgt, gegen deren Inhalt von keinem Theile eine weitere Einwendung zulässig ist, hat derjenige Staat, in dessen Gebiet das auszuweisende Individuum beim Entstehen der Differenz sich befunden, die Verpflichtung, dasselbe in seinem Gebiete zu behalten.

Berlin, den 12. Juni 1839.

Im Namen des Königs von Preussen
Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

(L. S.) Frh. v. WERTHER.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen die übereinstimmende Erklärung der Fürstlich Reussischen der jüngeren Linie gemeinschaftlichen Landes-Regierung vom 30. v. M. ausgewechselt worden, und durch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 12. Juni 1839.

Im Namen des Königs von Preussen
Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

Frh. v. WERTHER.

1839

16.

Traité de Paix, d'Amitié, de Navigation et de Commerce entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la République de l'Equateur. Conclu et signé à Quito, le 13 Juin 1839.

La República del Ecuador y los Estados Unidos de America, deseando hacer duradera y firme la amistad y buena inteligencia que felizmente existe entre ambas potencias, han resuelto fijar de una manera clara, distinta y positiva, las reglas que deben observar religiosamente en le venidero, por medio de un tratado de paz, amistad, comercio y navegacio. Con este muy deseable objecto, el Presidente de la República del Ecuador ha conferido plenos poderes al Doctor Luis de Sáa, Ministro de Hacienda y encargado del Ministerio del Interior y Relaciones Exteriores, y el Presidente de los Estados Unidos de America á Santiago C. Pickett; ciudadano de dichos Estados; quienes, despues de haber cangeado sus espresados plenos poderes en debida y buena forma, han convenido en los articulos siguientes:

Art. 1. Habará una paz perfecta, firme é inviolable y amistad sincera, entre la República del Ecuador y los Estados Unidos de America, en toda la estension de sus posesiones territorios, y entre sus pueblos y ciudadanos respectivamente, sin distincion de personas ni lugares.

Art. II. La República del Ecuador y los Estados Unidos de America, deseando vivir en paz y en armonia con las demas naciones de la tierra, por medio de una politica franca é igualmente amistosa con todas, se obligan mutuamente á no conceder favores particulares á otras naciones, con respecto á comercio y navegacion, que no se hagan inmediatamente comunes á una ú otra, quien gozará de los mismos, libremente, ó pres-

16.

Treaty of Peace, Friendship, Navigation and Commerce between the United States of America and the Republic of Ecuador. Concluded and signed at Quito on the 13 June 1839.

Acts and Resolutions passed at the third Session of the 27 Congress of the United States Washington, 1843 Appendix S. 1—23).

The United States of America and the Republic of Ecuador, desiring to make lasting and firm, the friendship and good understanding which happily prevails between both nations, have resolved to fix, in a manner clear, distinct and positive, the rules which shall, in future, be religiously observed between the one and the other, by means of a treaty of friendship, commerce and navigation. For this most desirable object, the President of the United States of America has conferred fullpowers on James C. Pickett, a citizen of the said States, and the President of the Republic of Ecuador, on Doctor Luis de Saá, Minister of Finance charged with the Departement of the Interior and Foreign Relations; who, after having exchanged their said full powers, in due and proper form, have agreed to the following articles:

Art. I. There shall be a perfect, firm and inviolable peace and sincere friendship, between the United States of America and the Republic of Ecuador, in all the extent of their possessions and territories, and between their people and citizens, respectively, without distinction of persons or places.

Art. II. The United States of America and the Republic of Ecuador, desiring to live in peace and harmony with all the other nations of the earth, by means of a policy, frank and equally friendly with all, engage mutually, not to grant any particular favor to other nations, in respect of commerce and navigation, which shall not immediately become common to the other party; who shall enjoy the same freely, if the conces-



1839 tando la misma compensacion, si la concesion fuere condicional.

Art. III. Las dos altas partes contratantes, deseando tambien establecer el comercio y navegacion de sus respectivos paises sobre las liberales bases de perfecta igualdad y reciprocidad, convienen, mutuamente en que los ciudadanos de cada una podrán frecuentar todas las costas y paises de la otra y resider y traficar en ellos con toda clase de producciones, manufacturas y mercaderias, y gozaran de todos los derechos, privilegios y exenciones, con respecto à navegacion y comercio, de que gozan ó gozaren los ciudadanos naturales, sometiendose á las leyes, decretos y usos establecidos, á que estan sujetos dichos ciudadanos. Pero debe entenderse que este articulo no comprende el comercio de cabotage de cada uno los paises, cuya regulacion queda reservada á las partes respectivamente, segun sus leyes propias y peculiares. Y debe entenderse ademas, que este articulo estará sugeto á la modificacion siguiente; que por cuanto, una ley del Ecuador, fecha de Marzo 21 de 1837, dispone, que los buques construidos en el astillero de Guayaquill, serán libres de derechos de varias clases, los buques de los Estados Unidos no podrán pretender esta misma libertad; pero la gozarán, si se concediese à los buques de la Espanna, de Mejico y de las demas Republicas Hispano-Americanas.

Art. IV. Y-gualmente convienen en que cualquiera clase de producciones, manufacturas ó mercaderias, de cualquier pais extranjero que puedan ser en cualquier tiempo legalmente introducidas en la República del Ecuador en sus propios buques, puedan tambien ser introducidas en los buques de los Estados Unidos, y que no se impondrán ó conbrarán otros ó mas altos derechos de tonelada, ó por el cargamento, ya sea que la importacion se haga en buques de la una ó de la otra. De la misma manera, cualquiera clase de producciones manufacturas ó mercaderias de cualquier pais extranjero, que puedan ser en cualquier tiempo legalmente introducidas en los Estados Unidos en sus propios buques, podrán, tambien ser introducidas en los buques de la República del Ecuador, y no se impondrán ó cobraran otros ó mas altos derechos de tonelada ó por el cargamento, ya sea que la importacion se haga en buques de la una ó de la otra. Y convienen que todo lo que pueda ser legalmente esportado ó re-esportado

sion was freely made, or, on allowing the same com- 1839
pensation, if the concession was conditional.

Art. III. The two high contracting parties, being likewise desirous of placing the commerce and navigation of their respective countries on the liberal basis of perfect equality and reciprocity, mutually agree, that the citizens of each, may frequent all the coasts and countries of the other, and reside and trade there, in all kinds of produce, manufactures and merchandise; and they shall enjoy all the rights, privileges and exemptions, in navigation and commerce, which native citizens do, or shall enjoy, submitting themselves to the laws, decrees and usages there established, to which native citizens are subjected: but it is understood, that this article does not include the coasting trade of either country, the regulation of which is reserved by the parties respectively, according to their own separate laws. And it is further agreed, that this article shall be subject to the following modification. That whereas by a law of Ecuador of March 21st, 1837, vessels built in the dock-yard of Guayaquil, shall be exempted from various charges, therefore, vessels of the United States cannot claim this privilege, but shall enjoy it if it should be granted to vessels belonging to Spain, or to Mexico and to the other Hispano — American Republics.

Art. IV. They likewise agree, that whatever kind of produce, manufactures or merchandise of any foreign country can be, from time to time, lawfully imported into the United States, in their own vessels, may be also imported in the vessels of the Republic of Ecuador; and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel and her cargo, shall be levied and collected, whether the importation be made in the vessels of the one country or of the other: and, in like manner, that whatever kind of produce, manufactures or merchandise of any foreign country, can be, from time to time, lawfully imported into the Republic of Ecuador in its own vessels, may be also imported in vessels of the United States; and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel and her cargo, shall be levied or collected, whether the importation be made in vessels of the one country or of the other. And they agree, that whatever may be lawfully expor-

1839 de uno de los dos países en sus propios buques para un país extranjero, pueda de la misma manera ser exportado ó re-exportado en los buques del otro. Y los mismos derechos, premios ó descuentos se concederán y cobrarán, sea que la exportación ó re-exportación se haga en los buques de la República del Ecuador ó en los de los Estados Unidos.

Art. V. Para cabal inteligencia del artículo precedente, y en consideración al estado de la marina comercial de la República del Ecuador; se ha estipulado y convenido que todo buque, perteneciente exclusivamente ó ciudadano ó ciudadanos de dicha República, y cuyo capitán sea también ciudadano de ella, aunque su construcción y tripulación sean extranjeras, será considerado para todos los efectos de este tratado, como buque Ecuatoriano.

Art. VI. No se impondrán otros ó mas altos derechos á la importación en la República del Ecuador de cualquier artículo, producción ó manufactura de los Estados Unidos, ni se impondrán otros ó mas altos derechos á la importación de cualquier artículo, producción ó manufactura de la República del Ecuador, en los Estados Unidos, que los que se paguen ó pagaren por iguales artículos, producción ó manufactura de cualquier país extranjero, ni se impondrán otros ó mas altos derechos ó impuestos en cualquiera de los dos países, á la exportación de cualesquiera artículos para la República del Ecuador, ó para los Estados Unidos respectivamente, que los que se paguen ó pagaren á la exportación de iguales artículos para cualquier otro país extranjero; ni se prohibirá la importación ó exportación en los territorios ó de los territorios de la República del Ecuador y de los Estados Unidos, de cualesquiera artículos, producción ó manufactura de la una ó de la otra, á menos que esta prohibición sea igualmente extensiva á todas las otras naciones.

Art. VII. Se conviene además, que será enteramente libre y permitido á los comerciantes, comandantes de buques, y otros ciudadanos de ambos países, el manejar sus negocios por sí mismos, en todos los puertos y lugares sujetos á la jurisdicción de uno ú otro, así respecto de las consignaciones y ventas por mayor y menor de sus efectos y mercaderías, como de la carga y descarga y despacho de sus buques, debiendo en to-

ted or re-exported from one country in its own vessels, 1839 to any foreign country, may, in like manner, be exported or re-exported in the vessels of the other country. And the same bounties, duties and drawbacks shall be allowed and collected, whether such exportation, or re exportation be made in vessels of the United States, or of the Republic of Ecuador.

Art. V. For the better understanding of the preceding article, and taking into consideration, the actual state of the commercial marine of Ecuador, it has been stipulated and agreed, that all vessels belonging exclusively to a citizen or citizens of said Republic, and whose captain is also a citizen of the same, though the construction or the crew are, or may be foreign, shall be considered for all the objects of this treaty, as an Ecuadorian vessels.

Art. VI. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the United States, of any articles, the produce or manufactures of the Republic of Ecuador; and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the Republic of Ecuador, of any articles the produce or manufactures of the United States, than are, or shall be payable on the like articles, being the produce or manufactures of any other foreign country; nor shall any higher or other duties or charges be imposed in either of the two countries, on the exportation of any articles to the United States or to the Republic of Ecuador, respectively, than such as are payable on the exportation of the like articles to any other foreign country; nor shall any prohibition be imposed on the exportation or importation of any articles the produce or manufactures of the United States or of the Republic of Ecuador to or from the territories of the United States, or to or from the territories of the Republic of Ecuador, which shall not equally extend to all other nations.

Art. VII. It is likewise agreed, that it shall be wholly free for all merchants, commanders of ships and other citizens of both countries, to manage themselves, their own business, in all the ports and places subject to the jurisdiction of each other, as well with respect to the consignment and sale of their goods and merchandise be wholesale and retail, as with respect to the loading, unloading and sending of their ships; they being in all these cases to be treated as ci-

1839 dos estos casos, ser tratados como ciudadanos del país en que residan, ó al menos puestos sobre un pie igual con los subditos ó ciudadanos de las naciones mas favorecidas. Estarán sugetos, sin embargo, á los impuestos y contribuciones generales, establecidas por ley, ó que por ella, se establecieren.

Art. VIII. Los ciudadanos de una ú otra parte no podrán ser embargados ni detenidos con sus embarcaciones, tripulaciones, mercaderias y efectos comerciales, de su pertenencia, para alguna expedicion militar, usos públicos ó particulares, cualesquiera que sean, sin conceder á los interesados una suficiente indemnizacion.

Art. IX. Siempre que los ciudadanos de alguna de las partes contratantes se vieren precisados a buscar refugio ó asilo en los rios, bahias, puertos ó dominios de la otra con sus buques, ya sean mercantes ó de guerra, publicos ó particulares, por mal tiempo, persecucion de piratas ó enemigos, serán recibidos y tratados con humanidad, dandoles todo favor y proteccion para reparar sus buques, procurar víveras, y ponerse en situacion de continuar su viage, sin obstaculo ó estorbo de ningun genero.

Art. X. Todos los buques, mercaderias y efectos pertenecientes à los ciudadanos de una de las partes contratantes, que sean apresados por piratas, bien sea dentro de los limites de su jurisdiccion ó en alta mar, y fueren llevados ó hallados en los rios, radas, bahias, puertos, ó dominios de la otra, serán entregados á sus dueños, probando estos en la forma propia y debido, sus derechos ante los tribunales competentes; bien entendido que el reclamo ha de hacerse dentro del termino de un anno por las mismas partes, sus apoderados ó agentes de los respectivos Gobiernos.

Art. XI. Cuando algun buque perteneciente à los ciudadanos de alguna de las partes contratantes, naufrague encalle ó sufra alguna averia en las costas ó dentro de los dominios de la otra, se les dará toda ayuda y proteccion del mismo modo que es uso y costumbre con los buques de la nacion en donde suceda la averia; permitiendoles descargar el dicho buque, si fuere necesario, de sus mercaderias y efectos, sin cobrar por esto, ningun derecho, impuesto ó contribucion, à menos que se destinen al consumo.

izens of the country in which they reside, or, at least, 1839
be placed on a footing with the subjects or citizens
the most favored nation. They shall be subject,
however, to such general taxes and contributions, as are,
may be established by law.

Art. VIII. The citizens of neither of the contrac-
ing parties- shall be liable to any embargo, nor be
stained with their vessels, cargoes, marchandises, or
fects for any military expedition, nor for any public
private purpose whatever, without allowing to those
interested, a sufficient indemnification.

Art. IX. Whenever the citizens of either of the
contracting parties, shall be forced to seek refuge or
ylum, in the rivers, bays, ports or dominions of the
other, with their vessels whether merchant or of war,
public or private, through stress of weather, pursuit of
pirates or enemies, they shall be received and treated
with humanity, giving to them all favor and protection
or repairing their ships, procuring provisions, and pla-
ing themselves in a situation to continue their voyage,
without obstacle or hindrance of any kind.

Art. X. All the ships, merchandise, and the effects
belonging, to the citizens, of one of the contracting
parties, which may be captured by pirates, whether
within the limits of its jurisdiction or on the high seas,
and may be carried or found in the rivers, roads, bays,
ports or dominions of the other, shall be delivered up
to the owners, they proving, in due and proper form,
their rights, before the competent tribunals; it being
well understood, that the claim should be made within
the term of one year: by the parties themselves, their
attorneys, or agents of their respective Governments.

Art. XI. When any vessels belonging to the citi-
zens of either of the contracting parties shall be wre-
cked, foundered, or shall suffer any damage on the
coasts or within the dominions of the other there shall
be given to them all assistance and protection in the
same manner which is usual and customary with the
vessels of the nation where the damage happens, per-
mitting them to unload the said vessel, if necessary of
the merchandise and effects, without exacting for it, any
duty, impost, or contribution whatever, unless they be
retained for consumption.

1839 Art. XII. Los ciudadanos de cada una de las partes contratantes tendrán pleno poder para disponer de sus bienes personales dentro de la jurisdicción de la otra, por venta, donación, testamento, ó de otro modo; y sus representantes, siendo ciudadanos de la otra parte, sucederán á sus dichos bienes personales ya sea por testamento ó ab intestato y podrán tomar posesión de ellos, ya sea por sí mismos ó por otros que obren por ellos, y disponer de los mismos según su voluntad, pagando aquellas cargas solamente que los habitantes del país en donde están los referidos bienes, estuvieren sujetos á pagar en iguales casos. Y si en el caso de bienes raíces los dichos herederos fuesen impedidos de entrar en la posesión de la herencia por razón de su carácter de extranjeros, se les dará el término de tres años para disponer de ella como juzguen conveniente, y para extraer su producto sin molestia, ni otros impuestos que los establecidos por las leyes del país.

Art. XIII. Ambas partes contratantes se comprometen y obligan formalmente á dar su protección especial á las personas y propiedades de los ciudadanos de cada una reciprocamente, transeúntes ó habitantes, de todas ocupaciones, en los territorios sujetos á la jurisdicción de una y otra dejándoles abiertos y libres los tribunales de justicia para sus recursos judiciales en los mismos términos que son de uso y costumbre para los naturales ó ciudadanos del país en que residan; para lo cual, podrán emplear en defensa de sus derechos, aquellos abogados, procuradores, escribanos, agentes ó factores que juzguen conveniente, en todos sus asuntos y litigios; y dichos ciudadanos ó agentes tendrán la libre facultad de estar presentes en las decisiones y sentencias de los tribunales, en todos los casos que conciernan á aquellos, como igualmente al tomar todos los exámenes y declaraciones que se ofrezcan en los dichos litigios.

Art. XIV. Se conviene igualmente, en que los ciudadanos de ambas partes contratantes, gozen la misma perfecta y entera seguridad de conciencia en los países sujetos á la jurisdicción de una ú otra, sin quedar, por ello, expuestos á ser inquietados ó molestados, en razón de su creencia religiosa, mientras que respeten las leyes y usos establecidos. Además de esto, podrán sepultarse los cadáveres de los ciudadanos de una de las partes contratantes, que fallecieren en los territorios de

Art. XII. The citizens of each of the contracting parties shall have power to dispose of their personal goods within the jurisdiction of the other, by sale, donation testament or otherwise, and their representatives, being citizens of the other party, shall succeed to their said personal goods, whether by testament or ab intestato, and they may take possession thereof, either by themselves or by others acting for them, and dispose of the same at their will, paying such duties only, as the inhabitants of the country wherein the said goods are, shall be subject to pay in like cases. And if in the case of real estate, the said heirs would be prevented from entering into the possession of the inheritance on account of their character of aliens, there shall be granted to them, the term of three years, to dispose of the same as they may think proper, and to withdraw the proceeds without molestation, nor any other charges than those which are imposed by the laws of the country.

Art. XIII. Both the contracting parties promise and engage, formally, to give their special protection to the persons and property of the citizens of each other, of all occupations, who may be in the territories subject to the other, transient or dwelling therein, leaving open and free to them, the tribunals of justice, for their judicial recourse, on the same terms which the natives or citizens of the country, in which they may be, for which they may employ, in defence of their rights, such advocates, solicitors, notaries, agents and factors as they judge proper, in all their trials at law; and such citizens or agents shall have free opportunity to be present at the decisions and sentences of the tribunals, in all cases which may concern them; and likewise at the taking of all examinations and evidence which may be exhibited on the said trials.

Art. XIV. It is likewise agreed that the most perfect and entire security of conscience may be enjoyed by the citizens of both the contracting parties, in the countries subject to the jurisdiction of the one and the other without their being liable to be disturbed or molested on account of their religious belief, so long as they respect the laws and established usages of the country. Moreover, the bodies of the citizens of one of the contracting parties, who may die in the territories of the

1839 la otra, en los cementerios acostumbrados, ó en otros lugares decentes y adecuados; los cuales serán protegidos contra toda violacion ó trastorno.

Art. XV. Será lícito á los ciudadanos de la República del Ecuador y de los Estados Unidos de America, navegar con sus buques, con toda seguridad y libertad, de cualquier puerto à las plazas ó lugares de los que son ó fueren en adelante enemigos de cualquiera de las dos partes contratantes, sin hacerse distincion de quienes son los duennos de las mercancías cargadas en ellos. Será igualmente lícito à los referidos ciudadanos, navegar, con sus buques y marcaderías mencionadas, y traficar con las misma libertad y seguridad, de los lugares, puertos y ensenadas de los enemigos de ambas partes, ó de alguna de ellas, sin ninguna oposicion ó disturbio cualquiera, no solo directamente de los lugares del enemigo arriba mencionados á lugares neutros, sino tambien de un lugar perteneciente a un enemigo, á otro enemigo, ya sea que esten bajo la jurisdiccion de una potencia, ó bajo la de diversas. Y queda aqui estipulado, que los buques libredan tambien libertad à las mercaderías, y que se ha de considerar libre y esento, todo lo que se hallare á bordo de los buques pertenecientes á los ciudadanos de cualquiera de las partes contratantes, aun que toda la carga ó parte de ella pertenezca á enemigos de una ú otra, esceptuando siempre articulos de contrabando de guerra. Se conviene tambien del mismo modo, en que la misma libertad se estienda á las personas que se encuentren á bordo de buques libres con el fin de que aunque dichas personas sean enemigos de ambas partes ó de alguna de ellas, no deban ser estraidos de los buques libres à menos que sean oficiales ó soldados en actual servicio de los enemigos: á condicion no obstante, y se conviene aqui en esto, que las estipulaciones contenidas en el presente articulo, declarando que el pabellon cubre la propiedad, se entenderan aplicables solamente á aquellas potencias que reconocen este principio; pero si alguna de las dos partes contratantes, estuviere en guerra con una tercera, y la otra permaneciese neutral cubrirá la propiedad de los enemigos cuyos Gobiernos reconocen este principio, y no de otros.

Art. XVI. Se conviene igualmente que en caso de que la bandera neutral de una de las partes contratan-

other, shall be buried in the usual burying grounds, 1839 or in other decent or suitable places, and shall be protected from violation or disturbance.

Art. XV. It shall be lawful for the citizens of the United States of America and of the Republic of Ecuador, to sail with their ships, with all manner of liberty and security, no distinction being made who are the proprietors of the merchandises laden thereon, from any port, to the places of those who now are, or hereafter shall be, at enmity with either of the contracting parties. It shall likewise be lawful for the citizens aforesaid, to sail with their ships and merchandises before mentioned, and to trade with the same liberty and security from the places, ports, and havens of those who are enemies of both, or either party, without any opposition or disturbance whatsoever; not only directly from the places of the enemy before mentioned, to neutral places, but also from one place belonging to an enemy, to another place belonging to an enemy, whether they be under the jurisdiction of one power, or under several. And it is hereby stipulated, that free ships shall also give freedom to goods, and that every thing shall be deemed free and exempt, which shall be found on board the ships belonging to the citizens of either of the contracting parties, although the whole lading, or any part thereof, should appertain to the enemies of either; contraband goods being always excepted. It is also agreed, in like manner, that the same liberty shall be extended to persons who are on board a free ship, with this effect, that, although they may be enemies to both, or either party, they are not to be taken out of that free ship, unless they are officers or soldiers, and in the actual service of the enemies: Provided however, and it is hereby agreed that the stipulations in this article contained, declaring that the flag shall cover the property, shall be understood as applying to those powers only who recognise this principle; but, if either of the two contracting parties shall be at war with a third, and the other neutral, the flag of the neutral shall cover the property of enemies, whose Governments acknowledge this principle, and not of others.

Art. XVI. It is likewise agreed that in the case where the neutral flag of one of the contracting parties

1839 tes, proteja las propiedades de los enemigos de la otra, en virtud de lo estipulado arriba, debiera siempre entenderse, que las propiedades neutrales encontradas á bordo de tales buques enemigos, han de tenerse y considerarse como propiedades enemigas: y como tales estarán sujetas á detencion y confiscacion; esceptuando solamente aquellas propiedades que hubiesen sido puestas á bordo de tales buques antes de la declaracion de la guerra, y aun despues, si hubiesen sido embarcadas en dichos buques sin tener noticia de la guerra: y se conviene, que pasados seis meses despues de la declaracion, los ciudadanos de una y otra parte no podran alegar que la ignoraban. Por el contrario, si la bandera neutral no protegiese las propiedades enemigas, entonces serán libres los efectos y mercaderia de la parte neutral embarcadas en buques enemigos.

Art. XVII. Esta libertad de navegacion y comercio se estendera á todo genero de mercaderias, esceptuando aquellas solamente que se distinguen con el nombre de contrabando; y bajo este nombre de contrabando ó efectos prohibidos, se comprenderán.

1º. Cannones, moteros, obuques, pedreros, trabucos, mosquetes, fusiles, rifles, carabinos, pistolas, picas, espadas, sables, lanzas, chuzos, alabardas, y granadas, bómbas, pólvora, mechas, balas, con las demas cosas correspondietes al uso de estas armas.

2º. Escudos, casquetes, corazas, cotas de malla, fornituras, y vestidos hechos, en forma y a usanza militar.

3º. Bandoleras y caballos, junto con sus armas y arneses.

4º. Y generalmente, toda especie de armas ó instrumentos de hierro, acero, bronce, cobre, y otras materias cualesquiera, manufacturadas, preparadas y formadas espresamente para hacer la guerra por mar ó tierra.

Art. XVIII. Todas las demas mercaderias y efectos no comprendidos en los articulos de contrabando esplicitamente enumerados y clasificados en el articulo anterior serán tenidos y reputados por libres, y de lícito y libre comercio, de modo que ellos puedan ser transportados y llevados de la manera mas libre por los ciudadanos de ambas partes contratantes, aun á los lugares pertenecientes á un enemigo de una ú otra, esceptuando solamente aquellos lugares ó plazas que estan al mismo tiempo sitiadas ó bloqueadas, y para evitar toda duda en el particular, se declaran sitiadas ó blo-

shall protect the property of the enemies of the other, 1839 by virtue of the above stipulations, it shall always be understood, that the neutral property found on board such enemy's vessels shall be held and considered as enemy's property, and as such, - shall be liable to detention and confiscation; except such property as was put on board such vessel before the declaration of war, or even afterward, if it were done without the knowledge of it, but the contracting parties agree, that six months having elapsed after the declaration, their citizens shall not plead ignorance thereof. On the contrary, if the flag of the neutral does not protect the enemy's property, in that case, the goods and merchandises of the neutral, embarked in such enemy's ship, shall be free.

Art. XVII. This liberty of navigation and commerce, shall extend to all kinds of merchandise, excepting those only which are distinguished by the name of contraband: and under this name of contraband or prohibited goods shall be comprehended:

- 1st. Cannons, mortars, howitzers, swivels, blunderbusses, muskets, fuses, rifles, carbines, pistols, pikes, swords, sabres, lances, spears, halberds, and grenades; bombs, powder, matches, balls, and all other things belonging to the use of these arms.
- 2d. Bukklers, helmets, breastplates, coats of mail, infantry belts, and clothes made up in military form, and for military use.
- 3d. Cavalry belts, and horses with their furniture.
- 4th. And generally, all kinds of arms and instruments of iron, steel, brass, and copper, or of any other materials, manufactured, prepared, and formed expressly to make war, by sea or land.

Art. XVIII. All other merchandises and things, not comprehended in the articles of contraband explicitly enumerated and classified as above, shall be held and considered as free, and subjects of free and lawful commerce, so that they may be carried and transported in the freest manner, by the citizens of both the contracting parties, even to places belonging to an enemy, excepting only those places, which are, at that time, besieged or blockaded: and to avoid all doubt in this particular, it is declared that those places only are besieged or blockaded which are actually attacked by a

1839 queadas aquellas plazas que en la actualidad estuviesen atacadas por una fuerza de un beligerante capaz de impedir la entrada del neutral.

Art. XIX. Los artículos de contrabando antes enumerados y clasificados, que se hallen en un buque destinado á puerto enemigo, estarán sujetos á detencion y confiscacion, dejando libre el resto del cargamento y el buque para que los duenos puedan disponer de ellos como lo crean conveniente. Ningun buque de cualquiera de las dos naciones, será detenido por tener á bordo artículos de contrabando, siempre que el maestre, capitán ó sobrecargo de dicho buque, quiera entregar los artículos de contrabando al apresador, á menos que la cantidad de estos artículos sea tan grande y de tanto volúmen que no puedan ser recibidos á bordo del buque apresador sin grandes inconvenientes; pero en este, como en todos los otros casos de justa detencion, el buque detenido será enviado al puerto mas inmediato, como do y seguro, para ser juzgado y sentenciado conforme á las leyes.

Art. XX. Y por cuanto frecuentemente sucede que los buques navegan para un puerto ó lugar perteneciente á un enemigo, sin saber que aquel esté sitiado, bloqueado ó investido; se conviene en que todo buque en estas circunstancias se pueda hacer volver de dicho puerto ó lugar, pero no será delenido ni confiscado parte alguna de su cargamento, no siendo contrabando; á menos que despues de la intimacion de semejante bloqueo ó ataque por cualquier comandante de un buque de las fuerzas bloqueadoras, intentase otra vez entrar; pero le será permitido ir á cualquier otro puerto ó lugar que juzgue conveniente. Ni ningun buque de una de las partes que haya entrado en semejante puerto ó lugar, antes que estuviere sitiado, bloqueado ó investido, bloqueado ó investido por la otra, será impedido de dejar et tal lugar con su cargamento, ni si fuere hallado allí despues de la rendicion y entrega de seme-

belligerent force capable of preventing the entry of 1839 a neutral.

Art. XIX. The articles of contraband before enumerated and classified, which may be found in a vessel bound for an enemy's port shall be subject to detention and confiscation, leaving free the rest of the cargo and the ship, that the owners may dispose of them as they may see proper. No vessel of either of the two nations shall be detained on the high seas, on account of having on board, articles of contraband, whenever the master, captain or surpercargo of said vessel, will deliver up the articles of contraband to the captor, unless the quantity of such articles be so great, or of so large a bulk, that they cannot be received on board the capturing ship without great inconvenience; but in this and in all other cases of just detention and confiscation, leaving free the rest of the cargo and the ship; that the owners may dispose of them as they may see proper. No vessel of either of the two nations shall be detained on the high seas, on account of having on board, articles of contraband, whenever the master captain or supercargo of said vessel, will deliver up the articles of contraband to the capturing ship without great inconvenience; but in just detention, the vessel detained shall be sent to the nearest convenient and safe port, for trial and judgment according to law.

Art. XX. And whereas it frequently happens that vessels sail for a port or places belonging to an enemy, without knowing that the same is besieged, blockaded or invested, it is agreed that every vessel so circumstanced, may be turned away from such port or place, but shall not be detained, nor shall any part of her cargo, if not contraband, be confiscated; unless, after warning of such blockade or investment, from any officer commanding a vessel of the blockading forces, they shall again attempt to enter, but she shall be permitted to go to any other port or place, she shall think proper. Nor shall any vessel of either, that may have entered into such port before the same was actually besieged blockaded or invested by the other, be restrained from quitting such place with her cargo; nor, if found there, after the reduction and surrender, shall such ves-

1839 jante lugar, estará el tal buque ó su cargamento sujeto á confiscacion, sino que serán restituidos á sus duennos.

Art. XXI. Para evitar todo genero de desorden en la visita y ecsámen de los buques y cargamentos de ambas partes contratantes en atta mar, han convenido mutuamente, que siempre que un buque de guerra público ó particular se encontrase con un neutral de la otra parte contratante, el primero permanecerá fuera de tiro de cannon; y podrá mandar su bote con dos ó tres hombres solamente para ejecutar el dicho ecsámen de los papeles concernientes à la propiedad y carga del buque, sin ocasionar la menor estorsion, violencia ó mal tratamiento, por lo que los comandantes de dichos buques armados serán responsables con sus personas y bienes; à cuyo efecto los commandantes de buques armados, por cuenta de particulares, estarán obligados antes de entregarseles sus comisiones ó patentes, á dar fianza suficiente para responder de los perjuicios que causen. Y se ha convenido espresamente, que en ningun caso se ecsigirá á la parte neutral que vaya à bordo del buque ecsaminador con el fin de ecisibir sus papeles, ó para cualquier otro objecto, sea el que fuere.

Art. XXII. Para evitar toda clase de vejamen y abuso en el ecsamen de los papeles relativos á la propiedad de los buques pertenecientes à los ciudadanos, de las dos partes contratantes, han convenido y convienen que en caso de que una de ellas estuviere en guerra, los buques y bojeles pertenecientes à los ciudadanos de la otra, serán provistos con letras de mar ó pasaportes, espresando el nombre, propiedad y tammanno del buque, como tambien el nombre y lugar de la residencia del maestre ó comandante, á fin de que se vea que el buque real y verdaderamente pertenece á los ciudadanos de una de las partes; y han convenido igualmente que estando cargados los expresados buques, ademas de las letras de mar ó pasaportes, estaran tambien provistos de certificados, que contengan los por menores del cargamento y el lugar de donde salió el buque, para que asi pueda saberse si hay á su bordo algunos efectos prohibidos ó de contrabando, cuyos certificados serán hechos por los oficiales del lugar de la procedencia de buque en la forma acostumbrada; sin tales requisitos el dicho buque puede ser detenido, para ser juzgado por el tribunal competente, y puede ser decla-

sel or her cargo be liable to confiscation, but they shall 1839 be restored to the owners thereof.

Art. XXI. In order to prevent all kinds of disorder, in the visiting and examination of the ships and cargoes of both the contracting parties, on the high seas, they have agreed, mutually, that, whenever a vessel of war, public or private, shall meet with a neutral of the other contracting party, the first shall remain out of cannon shot, and may send its boats, with two or three men only, in order to execute the said examination of the papers, concerning the ownership and cargo of the vessel, without causing the least extortion, violence or ill treatment, for which, the commanders of the said armed ships, shall be responsible with their persons and property: for which purpose, the commanders of the said private armed vessels shall, before receiving their commissions, give sufficient security to answer for all the damages, they may commit; and it is expressly agreed, that the neutral party shall, in no case, be required to go on board the examining vessel, for the purpose of exhibiting his papers, or for any other purpose whatever.

Art. XXII. To avoid all kind of vexation and abuse, in the examination of the papers relating to the ownership of the vessels belonging to the citizens of the two contracting parties, they have agreed and do agree, that in case one of them should be engaged in war, the ships and vessels belonging to the citizens of the other, must be furnished with sealetters or passports, expressing the name, property, and bulk of the ships; as also, the name and place of habitation of the master and commander of said vessel, in order that it may thereby appear that said ship truly belongs to the citizens of one of the parties; they have likewise, agreed that such ships being laden, besides the said sealetters or passports, shall also be provided with certificates containing the several particulars of the cargo, and the place whence the ship sailed, so that it may be known whether any forbidden or contra band goods be on board the same; which certificates shall be made out by the officers of the place whence the ship sailed, in the accustomed form: without such requisites, said vessels may be detained, to be adjudged by the competent tribunal, and may be declared legal prize, unless the

1839 rado buena presa à menos que prueben que la falta emana de accidente y satisfagan ó suplan el defecto con testimonios enteramente equivalentes.

Art. XXIII. Se ha convenido ademas, que las estipulaciones anteriores relativas al ecsámen y visita de buques, se aplicarán solamente à los que navegan sin convoy, y cuando los dichos buques estuviesen bajo de convoy será bastante la declaracion verbal del comandante del convoy, bajo sus palabra de honor, de que los buques que estan bajo su proteccion pertenecen à la nacion cuya bandera llevan; y cuando se dirijin á un puerto enemigo, que dichos buques no tienen á su bordo articulos de contrabando de guerra.

XXIV. Se ha convenido ademas, que en todos los casos que ocurran, solo los tribunales establecidos para causas de presas en el pais á que las presas sean conducidas tomarán conocimiento de ellas. Y siempre que semejante tribunal de cualquiera de las partes, pronunciase sentencia contra algun buque, ó efectos ó propiedad reclamada por los ciudadanos de la otra parte, la sentencia ó decretó hará mencion de las razones ó motivos en que aquella se haya fundado, y se entregará sin demora alguna al comandante ó agente de dicho buque, si lo solicitase un testimonio autentico de la sentencia ó decreto, ó de todo el proceso, pagando por el los derechos legales.

Art. XXV. Siempre que una de las partes contratantes estuviere empennada en guerra con otro estado, ningun ciudadano de la otra parte contratante aceptera una comision ó letra de marea para el objeto de ayudar ó cooperar hostilmente con el dicho enemigo contra la dicha parte que esté asi en guerra, bajo la penna de ser tratado como pirata.

Art. XXVI. Si por alguna fatalidad que no puede esperarse, y que Dios no permita, las dos partes contratantes se viesen empenadas en guerra una con otra, han convenido y convienen de ahora para entonces, que se concederá el termino de seis meses à los comerciantes residentes en las costas y en los puertos de entrambas, y el termino de anno á los que habitan en el interior, para arreglar sus negocios y transportar sus efectos à donde quieran, dandoles el salvo conducto necesario para ello, que les sirva de suficiente proteccion hasta que lleguen al puerto que designen. Los ciuda-

said defect shall be proved to be owing to accident, 1839 and satisfied or supplied by testimony entirely equivalent.

Art. XXIII. It is further agreed that the stipulations above expressed relative to the visiting and examination of vessels, shall apply only to those which sail without convoy, and when said vessels shall be under convoy the verbal declaration of the commander of the convoy, on his word of honner, that the vessels under his protection belong to the nation whose flag he carries; and when they are bound to an enemy's port, that they have no contraband goods on board, shall be sufficient.

Art. XXIV. It is further agreed, that in all cases, the established courts for prize causes, in the country to which the prizes may be conducted, shall alone, take cognizance of them; and whenever such tribunals, of either party, shall pronounce judgment against any vessel, or goods, or property claimed by the citizens, of the other party, the sentence or decree shall mention the reasons or motives, on which the same shall have been founded, and an authenticated copy of the sentence or decree, and of all the proceedings in the case, shall, if demanded, be delivered to the commander or agent of said vessel, without any delay, he paying the legal fees for the same.

Art. XXV. Whenever one of the contracting parties shall be engaged in war with another state, no citizen of the other contracting party shall accept a commission or letter of marque, for the purpose of assisting or co-operating hostilely with the said enemy, against the said party so at war, under the pain of being considered as a pirate.

Art. XXVI. If, by any fatality, which can not be expected, and which God forbid, the two contracting parties should be engaged in a war with each other they have agreed, and do agree, now for then, that there shall be allowed the term of six months to the merchants residing on the coasts and in the ports of each other, and the term of one year to those who dwell in the interior, to arrange their business and transport their effects, wherever they please, giving to them, the safe-conduct necessary for it, which may serve as a sufficient protection, until they arrive at the

1839 danos de otras ocupaciones que se hallen establecidos en los territorios y dominios de la República del Ecuador, ó de los Estados Unidos serán respetados y mantenidos en el pleno gozo de su libertad personal y propiedad, á menos que su conducta particular les haga perder esta proteccion, que en consideracion á la humanidad, las partes contratantes se comprometan á prestarles.

Art. XXVII. Ni las deudas contraidas por los individuos de uno nacion con los individuos de la otra, ni las acciones á dineros que puedan tener en los fondos publicos ó en los bancos publicos ó privados, serán jamas secuestrados ó confiscados en ningun casa de guerra ó de deferencia nacional.

Art. XXVIII. Deseando ambas partes contratantes evitar toda diferencia relativa á etiqueta en sus comunicaciones y correspondencias diplomaticas, han convenido asi mismo, y convienen en conceder á sus enviados y ministros y otros agentes diplomaticos; los mismos favores, inmunidades y esenciones de que gozan ó gozaren en lo venidero los de la naciones mas favorecidas; bien entendido, que cualquier favor, inmunidad ó privilegio que la República del Ecuador ó los Estados Unidos de America tengan por conveniente dispensar á los enviados, ministros y agentes diplomaticos de otras potencias, se haga por el mismo hecho extensivo á los de una y otra de las partes contratantes.

Art. XXIX. Para hacer mas efectiva la proteccion que la República del Ecuador y los Estados Unidos darán en adelanté á la navegacion y comercio de los ciudadanos de una y otra, se convienen en recibir y admitir consules y vice-consules en todos los derechos prerogativas é inmunidades de los consules y vice-consules de la nacion mas favorecida; quedando no ostante en libertad cada parte contratante, para exceptuar aquellos puertos y lugares en que la admision y residencia de semejantes consules y vice-consules no parezca conveniente.

Art. XXX. Para que los consules y vice-consules de las dos partes contratantes puedan gozar de los derechos, prerogativas é inmunidades que les correspondan por su caracter publico, antes de entrar en el ejercicio de sus funciones, presentaran su comision ó

designated port. The citizens of all other occupations, 1839 who may be established in the territories or deminions of the United States and the Republic of Ecuador, shall be respected, and maintained in the full enjoyment of their personal liberty and property, unless their particular conduct shall cause them to forfeit this protection, which, in consideration of humanity, the contracting parties engage to give them.

Art. XXVII. Neither the debts due from individuals of the one nation to the individuals of the other, nor shares, nor moneys which they may have in public funds, nor in public nor private banks, shall ever, in any event of war, or of national difference, be sequestered or confiscated.

Art. XXVIII. Both the contracting parties being desirous of avoiding all inequality in relation to their public communications and official intercourse, have agreed and do agree, to grant to the envoyes, ministers and other public agents, the same favors, immunities and exemptions, which those of the most favored nation do or shall enjoy: it being understood, that whatever favors, immunities or privileges, the United States of America or the Republic of Ecuador may find it proper to give to the ministers and other public agents of any other power shall, by the same act, be extended to those of each of the contracting parties.

Art. XXIX. To make more effectual the protection which the United States and the Republic of Ecuador shall afford in future, to the navigation and commerce of the citizens of each other, they agree to receive and admit consuls and vice-consuls, in all the ports open to foreign commerce, who shall enjoy in them, all the rights, prerogatives and immunities of the consuls and vice-consuls of the most favored nation; each contracting party, however, remaining at liberty to except those ports and places, in which the admission and residence of such consuls and vice-consuls, may not seem convenient.

Art. XXX. In order that the consuls and vice-consuls of the two contracting parties, may enjoy the rights prerogatives and immunities which belong to them by their public character, they shall, before entering on the exercise of their functions, exhibit their commission

1839 patente, en la forma debida, al Gobierno con quien esten acreditados, y habiendo obtenido el exequatur, serán tenidos y considerados como tales, por todas las autoridades, magistrados y habitantes del distrito consular en que residen.

Art. XXXI. Se ha convenido igualmente que los consules, sus secretarios, oficiales y personas agregadas al servicio de los consulados, (no siendo estas personas ciudadanos del país en que el consul reside,) estarán exentos de toda clase de pechos, impuestos y contribuciones, esceptuando aquellos que esten obligados á pagar por razon de comercia ó propiedad, y á los cuales estan sujetos los ciudadanos y habitantes naturales y extranjeros del país en que residen, quedando en todo lo demas, sujetos á las leyes de los respectivos Estados. Los archivos y papeles de los consulados serán respetados inviolablemente, y bajo ningun pretesto los ocupará magistrado alguno, ni tendrá con ellos ninguna intervencion.

Art. XXXII. Los dichos consules tendrán poder de requerir el auxilio de las autoridades locales para la prision, detencion y custodia de los desertores de los buques publicos y particulares, de su país, y para este objeto si dirijirán á los tribunales, jueces y oficiales competentes, y pedirán los dichos desertores por escrito, probando por una presentation de los registros de los buques, rol de equipage ú otros documentos públicos, que aquellos hombres, eran parte de las dichas tripulaciones, y á esta demanda asi probada (menos, no ostante, cuando se probase lo contrario) no se recusará la entrega, Semejantes desertores luego que sean arrestados, se pondrán á disposicion de los dichos consules, y pueden ser depositados en las prisiones públicas, á solicitud y espensas de los que los reclamen, para ser enviados á los buques á que correspondan ó á otros de la misma nacion. Pero sino fueren mandados desde el día de su arresto, serán puestos en libertad, y no volverán á ser presos por la misma causa.

Art. XXXIII. Para proteger mas efectivamente su comercio y navegacion, las dos partes contratantes se convienen en formar luego que las circunstancias lo permitan, una convencion consular, que declare mas especialmente los poderes é inmunidades de los consules y vice-consules de las partes reespectivas.

or patent in due form to the Government to which they 1839 are accredited, and, having obtained their exequatur, they shall be held and considered as such, by all the authorities, magistrates and inhabitants in the consular district in which they reside.

Art. XXXI. It is likewise agreed that the consuls, their secretaries, officers and persons attached to the service of consuls, they not being citizens of the country in which the consul resides, shall be exempted from all kinds of taxes, imposts and contributions, except those which they shall be obliged to pay en account of commerce or their property, to which the citizens and inhabitants, native and foreign, of the country in which they reside, are subjects; being in every thing besides, subjects to the laws of the respective states. The archives and papers of the consulates shall be respected inviolably, and, under no pretext whatever, shall any magistrate seize, or in any way interfere with them.

Art. XXXII. The said consuls shall have power to require the assistance of the authorities of the country, for the arrest, detention and custody, of deserters from the public and private vessels of their country, and for that purpose, they shall address themselves to the courts, judges and officers competent, and shall demand the said deserters in writing; proving by an exhibition of the register of the vessel's or ship's roll, or other public documents that those men were part of the said crews, and on this demand so proved, (saving however, where the contrary is proved,) the delivery shall not be refused. Such deserters, when arrested, shall be put at the disposal of said consuls, and may be put in the public prisons, at the request and expense of those who reclaim them, to be sent to the ships to which they belonged, or to others of the same nation. But if they be not sent back within two months, to be counted from the day of their arrest, they shall be set at liberty, and shall be no more arrested for the same cause.

Art. XXXIII. For the purpose of more effectually protecting their commerce and navigation, the two contracting parties do hereby agree, as soon hereafter as circumstances will permit them, to form a consular convention, which shall declare especially, the powers and immunities of the consuls and vice-consuls of the respective parties.

1839 Art. XXXIV. Se conviene ademas, que las palabras, „la nacion mas favorecida,” que se encuentran en este tratado, no serán entendidas de modo, que impidan á la una ó á la otra, de las partes contratantes, celebrar el tratado ó convenio, con cualquier nacion ó estado, que tenga por conveniente, tan libre y estensamente, como si dichas palabras no cesitiesen, con tal que, no ostante tal tratado ó convenio, los ciudadanos de los Estados Unidos estén puestos, en el Ecuador, con respecto á navegacion y comercio, sobre un pie igual con los subditos de la Espagña, y con los ciudadanos de Mejico y de los otros estados Hispano-Americanos, con quienes haya de tratar ó tenga tratados ecistentes; y que los ciudadanos del Ecuador sean admitidos á gozar, en los Estados Unidos, de los mismos derechos y privilegios, respecto de navegacion y commercio, que gozan ó gozaren los ciudadanos de los Estados Unidos en el Ecuador.

Art. XXXV. La República del Ecuador y los Estados Unidos de America deseando hacer tan duraderas y firmes como las circunstancias lo permitan, las relaciones que han de establecerse entre las dos potencias en virtud del presente tratado de paz, amistad, navegacion y comercio, han declarado solemnemente, y convienen en los puntos siguientes:

1^o El presente tratado permanecerá en su fuerza y vigor por el termino de doce años, contados desde el dia del cange de las ratificaciones, y ademas hasta un anno despues que cualquiera de las partes contratantes haya notificado á la otra su intencion de terminarlo; reservandose las partes contratantes el derecho de hacer tal notificacion la una á la otra al fin de dicho termino de doce años. Y ademas se ha convenido que este tratado, en todo lo relativo á comercio y navegacion, quedará sin efecto transcurrido que sea un año despues de recibida dicha notification por cualquiera de las dos partes, y en todo lo relativo á paz y amistad, sera perpetuamente obligatorio á ambos poderes.

2^o. Si alguno ó algunos de los ciudadanos de una ó otra parte infringiesen algunos de los articulos contenidos en el presente tratado, dichos ciudadanos serán

Art. XXXIV. It is further agreed, that the words, "1839 most favored nation," that occur in this treaty, shall not be so construed as to prevent either of the contracting parties, from concluding any treaty or convention, with any other nation or state, it may think proper, as freely and as fully as though said words were not used: Provided however, That notwithstanding any such treaty or convention, the citizens of the United States shall be placed in Ecuador, with respect to navigation and commerce, upon an equal footing with the subjects of Spain and with the citizens of Mexico and of the other Hispano-American States, with which treaties have been, or may be, concluded; and that the citizens of Ecuador shall be entitled to enjoy, in the United States, the same rights and privileges with respect to navigation and commerce, that the citizens of the United States enjoy, or shall enjoy, in Ecuador.

Art. XXXV. The United States of America and the Republic of Ecuador, desiring to make as durable as circumstances will permit, the relations which are to be established between the two parties, by virtue of this treaty of peace, amity, commerce and navigation, have declared solemnly and do agree to the following points:

1st. The present treaty shall remain in full force and virtue for the term of twelve years, to be counted from the day of exchange of the ratifications, and further, until the end of one-year, after either of the contracting parties shall have given notice to the other, of its intention to terminate the same; each of the contracting parties reserving to itself, the right of giving such notice to the other at the end of said term of twelve years: And it is hereby agreed between them, that on the expiration of one year, after such notice shall have been received by either, from the other party, this treaty, in all its parts relative to commerce and navigation, shall altogether cease and determine, and in all those parts which relate to peace and friendship, it shall be perpetually and permanently binding on both powers.

2d. If any one or more of the citizens of either party shall infringe any of the articles of this treaty, such citizen shall be held personally responsible for

1839 personalmente responsables, sin que por esto se interrumpa la armonia y buena correspondencia entre las dos naciones, comprometiendose cada una á no proteger de modo alguno al ofensar, ó sancionar semejante violacion.

30. Si, (lo que á la verdad no puede esperarse,) desgraciadamente algunos de los articulos contenidos en el presente tratado fuesen en alguna otra manera violados ó infringidos, se estipula espresamente que ninguna de las dos partes contratantes ordenará ó autorizará ningunos actos de represalia, ni declarará la guerra contra la otra, por quejas de injurias ó daños, hasta que la parte que se crea ofendida, haya presentado á lo otra una esposicion de aquellas injurias ó daños, verificada con pruebas y testimonios suficientes, escigiendo justicia y satisfaccion, y esto haya sido negado ó diferido sin razon.

40. Nada de cuanto se contiene en el presente tratado, se constuirá sin embargo, ni obrará en contra de otros tratados públicos anteriores, existentes con otros soberanos ó estados.

El presente tratado de paz, amistad, comercio, y navegacion será ratificado por el Presidente ó Vice-Presidente de la República del Ecuador, encargado del poder ejecutivo, con consentimiento y aprobacion del Congreso de la misma, y por el Presidente de los Estados Unidos de America, con consejo y aprobacion del Senado de los mismos; y las ratificaciones serán cangeadas en la ciudad de Quito dentro de tres años contados desde este dia, ó antes si fuere posible.

En fe de lo cual, nosotros los plenipotenciarios de la República del Ecuador y de los Estados Unidos de America, hemos firmado y sellado las presentes.

Dadas en la ciudad de Quito, el dia trece de Junio del año de Señor, mil ochocientos treinta y nueve, vigesimo nono de la Independencia de la República de Ecuador y sexagesimo tercero de la de los Estados Unidos de America.

(L. S.) LUIS DE SAA.

(L. S.) J. C. PICKETT.

the same, and harmony and good correspondence between the two nations shall not be interrupted thereby, each party engaging in no way to protect the offender, or sanction such violation.

3d. If, (what indeed cannot be expected) unfortunately, any of the articles contained in the present treaty, shall be violated or infringed in any way whatever, it is expressly stipulated, that neither of the contracting parties will order or authorize any act of reprisal, nor declare war against the other on complaints of injuries or damages, until the said party considering itself offended, shall first have presented to the other a statement of such injuries or damages, verified by competent proofs, and demanded justice, and the same shall have been either refused or unreasonably delayed.

4th. Nothing in this treaty shall, however, be construed or operate contrary to former and existing public treaties with other sovereigns and states.

The present treaty of peace amity, commerce and navigation, shall be approved and ratified by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by the President of the Republic of Ecuador, with the consent and approbation of the Congress of the same; and the ratifications shall be exchanged in the city of Quito, within three years, to be counted from the date of the signature hereof, or sooner, if possible.

In faith whereof, we the plenipotentiaries of the United States of America and of the Republic of Ecuador, have signed and sealed these presents.

Done in the city of Quito, on the thirteenth day of June, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and thirty-nine, and in the sixty third year of the Independence of the United States of America and the twenty-ninth of that of the Republic of Ecuador.

(L. S.) J. C. PICKETT.

(L. S.) LUIS DE SAA.

1839 *Proclamation du President des Etats-Unis concernant le Traité précédent.*

Whereas a Treaty of Peace, Friendship, Navigation and Commerce between the United States of America and the Republic of Ecuador, was concluded and signed at Quito on the 13 June 1839, which treaty, being in the English and Spanish languages, is word for word as follows:

(Suit le texte du Traité dans les deux langues).

And whereas the said Treaty has been duly ratified on both parts, and the respective ratifications of the same were exchanged at Quito on the 9 day of April by SETH SWETZER, Consul of the United States at Quayaquil and JOSE FELIZ VALDIVIESO, President of the Senate and Ministre plenipotentiary of Ecuador, on the part of their respective Governments. Now therefore, be it Known, that J. J. TYLER, President of the United States, have caused the, said Treaty to be made public, to the and that the same and every clause and article thereof may be observed and fulfilled with good faith by the United States and the citizens thereof.

In witness whereof, J. have hereunto set my hand and caused the seal of the United States to be affixed.

Done at Washington, the 23^d day of September in the year of our Lord 1842 and of the Independence of the United States the 67.

By the President

(L. S.) JOHN TYLER.

FLETCHER WEBSTER,
Acting Secretary of State.

17.

Traité entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Bernbourg pour le renouvellement des Traités subsistans entre ces États sur les relations de commerce et de douane et les droits auxquels seront soumis les produits du Duché. Signé à Berlin, le 11 Juillet 1839.

(Gesetzsammlung für die Königl. Preussischen Staaten 1839. Nr. 21. v. 28. Septemb.)

Vertrag zwischen Seiner Majestät dem Könige von Preussen und Seiner Herzoglichen Durchlaucht dem Herzoge zu Anhalt-Bernburg, die Erneuerung der Verträge wegen Anschliessung der Herzoglich Anhalt-Bernburgischen Landestheile an das Preussische indirekte Steuersystem betreffend. Vom 11. Juli 1839.

Da der zwischen Preussen und Anhalt-Bernburg unter dem 17. Mai 1831. abgeschlossene Vertrag, betreffend die Erneuerung der Verträge wegen Anschliessung der verschiedenen Herzoglich Anhalt-Bernburgischen Landestheile an das Preussische indirekte Steuersystem, mit dem Ende des Jahres 1839. abläuft, so haben in der Absicht, denselben unter angemessenen Modificationen und zusätzlichen Bestimmungen, insonderheit auch in Hinsicht auf die inmittelst erfolgte Errichtung des Handels- und Zollvereins zwischen Preussen und anderen Deutschen Staaten zu erneuern, Unterhandlungen eröffnen lassen und zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchstihren Geheimen Legationsrath Ernst Michaëlis, Ritter des Königlich Preussischen Rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife u. s. w., und

Allerhöchstihren Geheimen Ober-Finanzrath Carl Ludolph Windhorn, Ritter des Königlich Preussischen Rothen Adler-Ordens zweiter Klasse mit Eichenlaub u. s. w.; und

1839 Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog zu Anhalt-Bernburg:

Höchstihren Regierungs-Präsidenten Friedrich Wilhelm August von Kersten, Kommandeur des Herzoglich Anhaltischen Gesamtthaus-Ordens Albrechts des Bären, Ritter des Königlich Preussischen Rothen Adler-Ordens dritter Klasse, und

Höchstihren Minister-Residenten am Königlich Preussischen Hofe, den Kammerherrn Ludwig August von Rebeur, Ritter des Königlich Preussischen Rothen Adler-Ordens zweiter Klasse, Komthur erster Klasse des Herzoglich Sachsen-Ernestinischen Haus-Ordens, welche Bevollmächtigte über nachstehende Artikel unter dem Vorbehalte der Genehmigung übereingekommen sind.

Art. 1. Der Vertrag vom 17. Mai 1831., betreffend die Erneuerung der Verträge wegen Anschliessung der verschiedenen Herzoglich Anhalt-Bernburgischen Landestheile an das Preussische indirekte Steuersystem, soll auch vom 1. Januar 1840. an mit nachfolgenden Abänderungen und Zusätzen in Kraft bleiben.

Art. 2. In Betracht, dass die Bestimmungen des Vertrages vom 17. Mai 1831. und der durch denselben erneuerten älteren Verträge, nach welchen der Antheil Seiner Herzoglichen Durchlaucht des Herzogs zu Anhalt-Bernburg an den Zolleinkünften nach Maassgabe der Einkünfte bei den Königlichen Zoll-Aemtern in den sieben östlichen Provinzen des Preussischen Staates, und im Verhältnisse der Bevölkerung Höchsthier Landestheile zu der Bevölkerung der gedachten sieben Preussischen Provinzen regulirt worden, fernerhin nicht mehr zur Norm dieser Antheils-Regulirung dienen können, indem nach Eintritt der Zoll-Vereinigung zwischen Preussen und anderen Deutschen Staaten der Zollertrag dieser Provinzen nicht von dem Zolleinkommen des Gesamtvereins geschieden werden kann, soll das für die gesammten Herzoglichen Lande den Herzoglichen Kassen in Beziehung auf die Zolleinkünfte zu gewöhnliche jährliche Einkommen vom 1. Januar 1840. an nach Maassgabe des Reinertrages, welcher in dem Gebiete des gesammten Zollvereins aufkommen wird, anderweit regulirt werden, und der Betrag desselben in gleichen Viertheilen, in den Monaten März, Juni, September und Dezember eines jeden Jahres, zur Verfügung Seiner Herzoglichen Durchlaucht in der bisherigen Weise bereit gestellt werden.

Art. 3. Damit die gegenseitige Freiheit des Verkehrs 1839 auch ferner nicht durch eine Ungleichheit der Besteuerung der inneren Erzeugnisse störende Ausnahmen erleide, ist in dieser Hinsicht Folgendes verabredet worden.

A. Seine Herzogliche Durchlaucht wollen die in Ihren Landen bestehende Besteuerung der Fabrikation des Branntweins auch ferner in Uebereinstimmung mit den in Preussen wegen der Fabrikation dieses Getränks bestehenden Steuer-Einrichtungen erhalten, und stets dieselben Steuersätze, Erhebungs- und Kontrollformen in Anwendung bringen lassen, welche in Preussen zur Zeit bestehen, oder künftig angeordnet werden möchten.

Unter Zusammenrechnung des Ertrages der Branntweinsteuer in der Preussischen Monarchie und in denjenigen Staaten oder Gebietstheilen von Staaten, mit welchen Preussen vertragsmäßig in Gemeinschaft des Aufkommens von der Branntweinsteuer steht, mit dem Ertrage derselben Steuer in den Herzoglichen Landen, wird alsdann eine Theilung dieses Gesamtertrages zwischen beiden contrahirenden Theilen nach dem Verhältnisse der Bevölkerung der Preussischen Monarchie und der übrigen vorgedachten Staaten oder Gebietstheile zu der Bevölkerung des Herzogthums Anhalt-Bernburg am Schlusse eines jeden Jahres in der Art stattfinden, dass die danach auf der einen oder der anderen Seite sich ergebenden Mindererträge durch nachträgliche Vergütung von dem anderen Theile ausgeglichen werden.

Was die Beaufsichtigung der Branntweinsteuer betrifft, so treten dabei die Bestimmungen des Artikels 5. ein.

B. In Betreff des Bieres bewendet es bei der Bestimmung des Vertrages vom 17. Mai 1831., dass die Verordnungen, wonach gegenwärtig im ganzen Umfange des Herzogthums Anhalt-Bernburg eine Abgabe vom Bier erhoben wird, ohne Zustimmung der Preussischen Regierung nicht abgeändert werden sollen.

C. Wenn Taback im Umfange des Herzogthums Anhalt-Bernburg gebauet, oder Weinbau zur Kelterung des Mostes von Privaten betrieben wird, so sollen diese Erzeugnisse denselben Abgaben, welche in Preussen darauf ruhen, unterworfen werden.

Art. 4. In Hinsicht des Salzes und der Spielkarten verbleibt es für jetzt bei den Bestimmungen der bishe-

1839-rigen Verträge unter dem Vorbehalte derjenigen Modificationen, über welche die hohen kontrahirenden Theile ferner übereinkommen möchten.

Bei der Einfuhr von Mehl aller Art, Graupen, Gries, Nudeln und Stärke, desgleichen Fleisch, es sei frisch, gesalzen oder geräuchert, in Preussische Städte, wo Mahl und Schlachtsteuer besteht, ist diese Abgabe von den aus dem Herzoglich Anhalt-Bernburgischen Gebiete eingebrachten Gegenständen dieser Art eben so, wie von inländischen gleichartigen Erzeugnissen zu entrichten. Dasselbe wird im umgekehrten Verhältnisse im Herzogthume Anhalt-Bernburg gelten, wenn in dortigen Städten die Einbringung von Landeserzeugnissen der gedachten Art mit einer Abgabe belegt werden sollte.

Art. 5. Die Herzogliche Regierung gesteht Preussen das Recht zu, einen Beamten abzuordnen, welcher von den Geschäften der Steuer- und Kontrolstellen in den Herzoglichen Landen in Beziehung sowohl auf das Zollwesen, als auch auf die das gemeinschaftliche Interesse betreffenden inneren Steuern Kenntniss zu nehmen, und auf Einhaltung eines gesetzlichen Verfahrens, in gleichen auf die Abstellung etwaiger Mängel einzuwirken, übrigens aber sich jeder eigenen Verfügung zu enthalten hat. Desgleichen soll der Herzoglichen Regierung hinsichtlich der Abordnung eines Beamten an irgend ein Preussisches Haupt-Steueramt dieselbe Befugniß zustehen.

Art. 6. Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog zu Anhalt-Bernburg treten für Ihre sämtlichen Lande den Verabredungen bei, welche in den zwischen Preussen und anderen Deutschen Staaten abgeschlossenen und der Herzoglichen Regierung mitgetheilten Zollvereinigungs-Verträgen wegen folgender Gegenstände getroffen worden sind:

- a) wegen der Höhe und Erhebung der Chaussee-, Damm-, Brücken- und Fährgelder, der Thorsperr- und Pflastergelder, ohne Unterschied, ob dergleichen Hebungen für Rechnung der landesherrlichen Kassen oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Gemeinde, bisher stattfanden.
- b) wegen Herbeiführung eines gleichen Münz-, Maass- und Gewichtsystems;
- c) wegen Annahme gleichförmiger Grundsätze zur Beförderung der Gewerbsamkeit, und insbesondere wegen der von den Unterthanen des einen Vereinsstaa-

tes, welche in dem Gebiete eines anderen Vereins- 1839
staates Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, zu entrichtenden Abgaben; wegen der freien Zulassung der Fabrikanten und Gewerbetreibenden, welche bloss für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder von Reisenden, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen; ferner wegen des Besuches der Messen und Märkte.

Art. 7. In Folge der in dem vorhergehenden und dem Artikel 3. und 4. getroffenen Vereinbarungen wird auch ferner zwischen den beiderseitigen Landen ein völlig freier und unbelasteter Verkehr, mit alleiniger Ausnahme der im Artikel 4. bezeichneten Gegenstände, stattfinden, ingleichen rücksichtlich sowohl des gegenseitigen Verkehrs mit eigenen und fremden Erzeugnissen, als auch des Gewerbebetriebs der Unterthanen eine völlige Gleichstellung des Herzogthums Anhalt-Bernburg mit Preussen in den Verhältnissen zwischen den Herzoglichen Landen und sämmtlichen mit Preussen durch Zoll-, Steuer- und Handelsverträge verbundenen Staaten gesichert bleiben.

Art. 8. Die hohen kontrahirenden Theile erneuern insbesondere die in den älteren Verträgen enthaltenen Versprechen, Sich in den zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle und zur Aufrechthaltung der Gewerbe Ihrer Unterthanen nothwendigen Maassregeln einander gegenseitig freundschaftlich zu unterstützen, und wollen die Anwendung der zu diesem Zwecke führenden, in den vorgedachten Verträgen vereinbarten Mittel in ihrem ganzen Umfange stattfinden lassen. Insbesondere sollen die Bestimmungen der gedachten Verträge wegen Untersuchung und Bestrafung der Zollvergehen, und wegen Verrechnung der Geldstrafen und Konfiskationen auch auf Vergehen gegen die Branntweinsteuer-Gesetze Anwendung erhalten.

Nicht minder behält es bei dem erfolgten Beitritte der Herzoglichen Regierung zu dem zwischen den Gliedern des Zollvereins unter dem 11. Mai 1833. abgeschlossenen und in den Herzoglichen Landen publicirten Zollkartel sein Bewenden.

Art. 9. Die Bestimmungen der zwischen beiden hohen kontrahirenden Theile wegen gegenseitiger Aufhebung des Elbzolles getroffenen Uebereinkunft sollen

332 *Traité entre la Grande-Bretagne*

1839 auch während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages in Kraft bleiben.

Art. 10. Der gegenwärtige Vertrag soll vorläufig bis zum 31. December 1853. gültig sein, und wenn er nicht spätestens neun Monate vor dem Ablaufe gekündigt wird, als auf fernere zwölf Jahre, und so fort von zwölf zu zwölf Jahren verlängert angesehen werden. Derselbe soll unverzüglich zur landesherrlichen Ratification vorgelegt und sollen die Ratifications-Urkunden binnen sechs Wochen zu Berlin ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen ist dieser Vertrag von den bei-

18.

Traité du 13 juillet 1839, entre sa majesté britannique et la république orientale de l'Uruguay, pour l'abolition du trafic d'esclaves.

Sa majesté la reipe du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et son excellence le président de la république orientale de l'Uruguay, mutuellement animés du désir sincère de coopérer à la complète extinction du barbare trafic d'esclaves, ont résolu de procéder à la conclusion d'un traité, dans le but spécial d'atteindre immédiatement cet objet, en tout ce qui concerne l'abolition totale et définitive du trafic d'esclaves de la république orientale de l'Uruguay, et ils ont, à cet effet, nommé respectivement pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa majesté britannique, John-Henry Mandeville, écuyer, son ministre plénipotentiaire auprès des Provinces-Unies du Rio de la Plata;

Et son excellence le président de la république, don José Ellouri, docteur, ministre du gouvernement es des affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, qu'ils ont trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1^{er}. Le commerce d'esclaves de la république orientale de l'Uruguay est, par le présent article, formellement déclaré désormais aboli totalement et définitivement dans toutes les parties du monde.

Art. 2. Le président de la république orientale de l'Uruguay s'engage ici à prendre, immédiatement après

1839 l'échange des ratifications du présent traité, et de temps par la suite, selon que le besoin s'en fera sentir, les mesures les plus efficaces pour empêcher les citoyens de la république orientale de l'Uruguay de s'adonner, et de faire servir le pavillon de la république, de quelque manière que ce soit, au commerce d'esclaves; et il s'engage spécialement à promulguer, dans les deux mois qui suivront ledit échange, dans tout le territoire de la république orientale de l'Uruguay, une loi pénale, infligeant le châtement le plus sévère à tout citoyen de cette république, qui prendrait, sous quelque prétexte que ce soit, une part quelconque au trafic d'esclaves.

Art. 3. Son excellence le président de la république orientale de l'Uruguay s'engage aussi à prendre, en exécution de la stipulation contenue dans le premier article de ce traité, les mesures nécessaires pour assimiler, aussitôt que possible, les lois de la république orientale de l'Uruguay à celles de la Grande-Bretagne, pour ce qui regarde de crime du commerce d'esclaves; et sa majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et son excellence le président de la république orientale de l'Uruguay, s'engagent ici mutuellement à concerter et à établir, par une convention additionnelle au présent traité, qui sera conclue ci-après entre les deux hautes parties contractantes, les détails des mesures par lesquelles la loi de la piraterie, qui deviendra dès lors applicable à ce trafic, selon la législation de chacun des deux pays, devra être immédiatement et réciproquement mise à exécution à l'égard des vaisseaux et des sujets ou citoyens de chacun d'eux.

Art. 4. Afin de prévenir plus complètement toute infraction à l'esprit du présent traité, les deux hautes parties contractantes consentent mutuellement que ceux des navires de leurs escadres respectives, qui seront pourvus d'instructions spéciales à cet effet, ainsi qu'il est dit ci-après, puissent visiter tous bâtimens marchands des deux nations qui seraient soupçonnés, sur fondemens raisonnables, de s'employer au trafic d'esclaves ou d'avoir été armés pour ce but, ou d'avoir été employés, durant le voyage où ils seront rencontrés par lesdits croiseurs, audit trafic d'esclaves, contrairement aux dispositions de ce traité; et que ces mêmes croiseurs puissent détériorer, envoyer, ou emmener lesdits bâtimens, pour qu'ils soient mis en jugement de la manière ci-dessous convenue.

the Citizens of the Oriental Republic of the *Uruguay* 1839 from being concerned, and the Flag of that Republic from being used, in carrying on in any Way the Trade in Slaves, and especially that within Two Months after the said Exchange he will promulgate throughout the Territories of the Oriental Republic of the *Uruguay* a penal Law inflicting a Punishment the most severe on all those Citizens of that Republic who shall, under whatsoever Pretext, take any Part whatever in the Traffic in Slaves.

Art. III. His Excellency the President of the Oriental Republic of the *Uruguay* also engages, that in further pursuance of the Stipulation contained in the First Article of this Treaty he will take the necessary Means for assimilating as soon as possible the Laws of the Oriental Republic of the *Uruguay* to those of *Great Britain* in as far regards the Crime of Slave Trading; and Her Majesty the Queen of the United Kingdom of *Great Britain* and *Ireland* and his Excellency the President of the Oriental Republic of the *Uruguay* hereby mutually engage, that by an additional Convention hereafter to be concluded between the Two High Contracting Parties to the present Treaty they will concert and settle the Details of the Measures by which the Law of Piracy which will then become applicable to that Traffic, by the Legislation of each of the Two Countries, shall be immediately and reciprocally carried into execution with respect to the Vessels and Subjects or Citizens of each.

Art. IV. In order more completely to prevent all Infringement of the Spirit of the present Treaty, the Two High Contracting Parties mutually consent that those Ships of their Navies respectively which shall be provided with special Instructions for that Purpose as herein-after mentioned may visit such Merchant Vessels of the Two Nations as may be suspected upon reasonable Grounds of being engaged in the Traffic in Slaves, or of having been fitted out for the Purposes thereof, or of having during the Voyage on which they are met with by the said Cruisers been engaged in the Traffic in Slaves, contrary to the Provisions of this Treaty, and that such Cruisers may detain and send or carry away such Vessels, in order that they may be brought to Trial in the Manner herein-after agreed upon.

1839 Art. 5. Afin de régler le mode de mettre à exécution les dispositions de l'article précédent, il est convenu :

1^o Que tous les navires des escadres des deux nations qui seront chargés d'empêcher le trafic d'esclaves, seront pourvus par leurs gouvernemens respectifs d'une copie, en langues anglaise et espagnole, du présent traité; des instructions pour les croiseurs, annexées au présent, sous la lettre A; et des réglemens pour les cours de justice mixtes, annexés ci-après sous la lettre B; lesquelles annexes seront considérées respectivement comme une partie intégrante du traité;

2^o Que chacune des hautes parties contractantes communiquera à l'autre, de temps en temps, les noms des divers navires pourvus de ces instructions, la force de chacun d'eux, et les noms de leurs divers commandans;

3^o Que, s'il arrive qu'il y ait de justes motifs de soupçonner un bâtiment marchand qui navigue sous pavillon de l'une des deux nations, et qui se trouve convoyé par un navire ou par des navires de guerre de l'une des deux parties contractantes, d'être employé, ou d'avoir l'intention de s'employer au trafic d'esclaves, ou d'être armé pour cet objet, ou d'y avoir été employé durant le voyage dans lequel il a été rencontré; il sera parfaitement légal, de la part du commandant d'un navire quelconque de l'escadre de l'une des deux parties contractantes, muni des instructions dont il est parlé plus haut, de visiter ledit bâtiment marchand; et ledit commandant devra procéder à cette visite, en communiquant ses soupçons à l'officier commandant du convoi, qui devra, ainsi qu'il est convenu par cet article, donner toute facilité pour cette visite et pour la détention éventuelle du bâtiment marchand; et il devra l'assister en toute chose, de tout son pouvoir, dans l'exécution du présent traité, conformément à son objet et à son véritable esprit;

4^o Il est, en outre, mutuellement convenu que les commandans des navires des deux escadres, respectivement, qui seront chargés de ce service, devront s'attacher à la teneur exacte des instructions dont il est parlé plus haut.

Art. 6. Comme les deux précédens articles sont entièrement réciproques, les deux hautes parties contrac-

Art. V. In order to regulate the Mode of carrying 1839 the Provisions of the preceding Article into execution it is agreed, —

First, — That all Ships of the Navies of the Two Nations which shall be hereafter employed to prevent the Traffic in Slaves shall be furnished by their respective Governments with a Copy, in the *English* and *Spanish* Languages, of the present Treaty, of the Instructions for Cruisers annexed thereto, *sub literâ* (A.), and of the Regulations for the Mixed Courts of Justice annexed thereto, *sub literâ* (B.), which Annexes respectively shall be considered as an integral Part of the Treaty.

Secondly, — That each of the High Contracting Parties shall from Time to Time communicate to the other the Names of the several Ships furnished with such Instructions, the Force of each, and the Names of their several Commanders.

Thirdly, — That if at any Time there shall be just Cause to suspect that any Merchant Vessel, under the Flag and proceeding under Convoy of any Ship or Ships of War of either of the Contracting Parties, is engaged or intended to be engaged in the Traffic in Slaves, or is fitted out for the Purposes thereof, or has during the Voyage on which she may be met with been engaged in the Traffic in Slaves, it shall be lawful for the Commander of any Ship of the Navy of either of the Two High Contracting Parties furnished with such Instructions as aforesaid to visit such Merchant Vessel, and such Commander shall proceed to effect the same in communication with the Commanding Officer of the Convoy, who it is hereby agreed shall give every Facility to such Visit, and to the eventual Detention of such Merchant Vessel, and in all Things shall assist to the utmost of his Power in the due Execution of the present Treaty, according to the true Intent and Meaning thereof.

Fourthly, — And it is further mutually agreed, that the Commanders of the Ships of the Two Navies respectively who shall be employed on this Service shall adhere strictly to the exact Tenor of the aforesaid Instructions.

Art. VI. As the Two preceding Articles are entirely reciprocal, the Two High Contracting Parties engage

1839 tantes s'engagent mutuellement à rembourser toutes pertes quelconques que leurs sujets et citoyens respectifs pourraient éprouver par suite de la détention arbitraire et illégale de leurs navires; il est entendu que cette indemnité sera invariablement supportée par le gouvernement dont le croiseur se serait rendu coupable d'une telle détention arbitraire et illégale, et que la visite et la détention de bâtimens marchands, spécifiées dans le quatrième article de ce traité, ne pourront être effectuées que par ceux des navires anglais ou montévidéens qui feront partie de la marine royale ou nationale, respectivement, des deux hautes parties contractantes de ce traité, et uniquement par ceux de ces navires qui seront pourvus des instructions spéciales annexées au présent traité, en exécution des stipulations qu'il renferme.

Art. 7. Pour pouvoir faire juger, avec le moins de retard et d'inconvénient qu'il sera possible, les navires qui seront détenus en conformité de la teneur de l'art. 4 de ce traité, il sera établi, dans l'espace d'une année au plus à partir de l'échange des ratifications du présent traité, deux cours de justice mixtes, formées d'un nombre égal d'individus des deux nations, nommés à cette fin par les deux hautes parties contractantes respectivement.

Ces cours de justice résideront, l'une dans les possessions appartenant à sa majesté britannique, l'autre sur les territoires de la république orientale de l'Uruguay; et les deux gouvernemens, à l'époque de l'échange des ratifications du présent traité, déclareront, chacun quant à ses propres domaines, en quels lieux les cours devront résider respectivement, chacune des deux hautes parties contractantes se réservant le droit de changer à sa volonté le lieu de résidence de la cour de justice établie dans ses propres domaines; pourvu, toutefois, qu'une des deux cours soit toujours établie sur la côte d'Afrique, et l'autre dans une des possessions de la république orientale de l'Uruguay.

Ces cours de justice jugeront les causes qui leur seront soumises, conformément aux dispositions du présent traité, sans appel, et suivant les réglemens et instructions qui sont annexés au présent traité, et qui en sont considérés comme une portion intégrante.

Art. 8. Dans le cas où l'officier commandant de quelqu'un des navires des escadres de la Grande-Bretagne

mutually to make good any Losses which their respective Subjects or Citizens may incur by the arbitrary and illegal Detention of their Vessels, it being understood that this Indemnity shall invariably be borne by the Government whose Cruiser shall have been guilty of such arbitrary and illegal Detention, and that the Visit and Detention of Vessels specified in the Fourth Article of this Treaty shall only be effected by those *British* or *Monte-Videan* Ships which may form Part of the Navies, Royal and National respectively, of the Two High Contracting Parties to the Treaty, and by those only of such Ships which are provided with special Instructions annexed to the present Treaty, pursuant of the Provisions thereof.

Art. VII. In order to bring to Adjudication with as little Delay and Inconvenience as possible the Vessels which may be detained according to the Tenor of the Fourth Article of this Treaty, there shall be established, within the Space of a Year ut furthest from the Exchange of the Ratifications of the present Treaty Two Mixed Courts of Justice, formed of an equal Number of Individuals of the Two Nations, named for this Purpose by the Two High Contracting Parties respectively.

These Courts shall reside, one in a Possession belonging to Her *Britannic* Majesty, the other within the Territories of the Oriental Republic of the *Uruguay*; and the Two Governments, at the Period of the Exchange of the Ratifications of the present Treaty, shall declare, each for its own Territories, in what Places the Courts shall respectively reside, each of the Two High Contracting Parties reserving to itself the Right of changing at its Pleasure the Place of Residence of the Court held within its own Territories:— Provided, however, that one of the Two Courts shall always be held upon the Coast of *Africa*, and the other in one of the Possessions of the Oriental Republic of the *Uruguay*.

These Courts shall judge the Causes submitted to them according to the Provisions of the present Treaty, without Appeal, and according to the Regulations and Instructions which are annexed to the present Treaty, and which are considered as forming an integral Part thereof.

Art. VIII. In case the Commanding Officer of any of the Ships of the Navies of *Great Britain* and *Monte*

1839 et de Montévidéo, respectivement, muni d'une commission en bonne forme en conformité des dispositions de l'art. 4 de ce traité, s'écarterait en quelque manière des stipulations dudit traité, ou des instructions qui lui sont annexées, le gouvernement qui se regardera comme lésé par sa conduite, sera en droit d'en demander réparation; et, dans ce cas, le gouvernement auquel appartiendrait cet officier commandant s'oblige à faire faire une enquête sur les sujet de la plainte, et à infliger audit officier un châtement proportionné à la transgression arbitraire qui aurait été commise.

Art. 9. Il est de plus mutuellement convenu, dans cet article, que tout bâtiment marchand de la Grande-Bretagne ou de Montévidéo, qui sera visité en vertu du présent traité, pourra être légalement détenu, et envoyé ou conduit devant les cours de justice mixtes établies en conformité des dispositions dudit traité, si dans son équipement se trouve quelque'une des choses mentionnées ciaprès savoir:

1^o Ecoutilles avec caillebotis, au lieu des écoutilles fermées dont usent les bâtimens marchands;

2^o Des cloisons ou compartimens dans la cale ou sur le pont, en plus grand nombre qu'il n'est nécessaire pour les navires employés dans un commerce licite;

3^o Des planches de rechange, préparées pour former un second pont, ou pont à esclaves;

4^o Des chaînes, des anneaux de fer, ou des menotes;

5^o Une plus grande quantité d'eau, en tonneaux ou en réservoirs, qu'il n'en faut pour la consommation du navire comme navire marchand;

6^o Un nombre extraordinaire de tonneaux à eau, ou d'autres vaisseaux pour la conservation des liquides, à moins que le capitaine n'exhibe un certificat de la douane du lieu où il a pris ses expéditions de départ, constatant que les propriétaires du navire ont donné une garantie suffisante que ce nombre extraordinaire de tonneaux ou d'autres vaisseaux ne serait employé qu'à recevoir de l'huile de palme, ou à d'autres usages du commerce licite;

7^o Une plus grande quantité d'écuelles, de bailles ou gamelles qu'il n'en faut pour l'usage de l'équipage du navire comme bâtiment marchand;

8^o Une chaudière d'une dimension inusitée, et plus grande qu'il n'est nécessaire pour l'usage de l'équipage

Vide respectively, duly commissioned according to the Provisions of the Fourth Article of this Treaty, shall deviate in any respect from the Stipulations of the said Treaty, or from the Instructions annexed to it, the Government which shall conceive itself to be wronged thereby shall be entitled to demand Reparation, and in such Case the Government to which such Commanding Officer may belong binds itself to, cause Inquiry to be made into the Subject of the Complaint, and to inflict upon the said Officer a Punishment proportioned to any wilful Transgression which may have been committed.

Art. IX. It is hereby further mutually agreed, that every Merchant Vessel, *British* or *Monte-Videan*, which shall be visited by virtue of the present Treaty, may lawfully be detained and sent or brought before the Mixed Courts of Justice established in pursuance of the Provisions thereof, if in her Equipment there shall be found any of the Things herein-after mentioned; namely,

First. Hatches with open Gratings, instead of the close Hatches which are usual in Merchant Vessels.

Secondly. Divisions or Bulkheads in the Hold or on Deck in a greater Number than are necessary for Vessels engaged in lawful Trade.

Thirdly. Spare Plank fitted for laying down as a Second or Slave Deck.

Fourthly. Shackles, Bolts, or Handcuffs.

Fifthly. A larger Quantity of Water in Casks or in Tanks than is requisite for the Consumption of the Crew of the Vessel as a Merchant Vessel.

Sixthly. An extraordinary Number of Water Casks, or of other Vessels for holding Liquid, unless the Master shall produce a Certificate from the Custom House at the Place from which he cleared Outwards, stating that a sufficient Security had been given by the Owners of such Vessel that such extra Quantity of Casks or other Vessels should only be used for the Reception of Palm Oil, or for other Purposes of lawful Commerce.

Seventhly. A greater Quantity of Mess Tubs or Kinds than are requisite for the Use of the Crew of the Vessel as a Merchant Vessel.

Eighthly. A Boiler of an unusual Size, and larger than requisite for the Use of the Crew of the Vessel

1839 du navire comme bâtiment marchand; ou plus d'une chaudière de dimension ordinaire;

90 Une quantité extraordinaire de riz, ou de farine de manioc, de maïs, ou blé de Turquie, excédant celle qui, d'après toute probabilité, est nécessaire pour l'usage de l'équipage; si ce riz, cette farine de manioc, ce maïs, ce blé de Turquie, n'ont pas été portés sur le manifeste, comme faisant partie du chargement pour le commerce.

Si l'existence d'une ou plusieurs de ces circonstances est prouvée, cette circonstance sera considérée comme la preuve évidente, *prima facie*, de l'emploi actuel du navire au commerce d'esclaves; et à moins que le capitaine ou les propriétaires n'établissent, jusqu'à une évidence satisfaisante, que ledit bâtiment était, à l'époque de sa détention ou de sa capture, employé à une opération licite quelconque, le bâtiment sera, en conséquence de ce fait, condamné et déclaré de bonne prise.

Art. 10. Si quelqu'une des choses spécifiées dans l'article précédent est trouvée à bord de quelque navire marchand, il ne sera accordé, en aucun cas, au capitaine ou au propriétaire dudit navire, aucune indemnité pour pertes, dommages ou frais occasionnés par la détention de ce navire, alors même que la cour de justice mixte ne prononcerait aucune sentence de condamnation par suite de cette détention.

Art. 11. Il est ici convenu entre les deux hautes parties contractantes que, dans tous les cas où un bâtiment marchand sera détenu en vertu de ce traité, par leurs croiseurs respectifs, comme ayant été équipé dans ce but, et où il sera, en conséquence, soumis à une sentence et condamné par les cours de justice mixtes qui seront établies comme il est dit plus haut, ledit navire sera, immédiatement après sa condamnation, entièrement démolé et vendu en pièces séparées, après sa complète démolition.

Art. 12. Chacune des deux hautes parties contractantes s'oblige très-solennellement à garantir la liberté aux nègres qui seront émancipés, en vertu du présent traité, par les cours de justice mixtes établies dans les colonies ou les possessions de ce gouvernement, et à donner, de temps en temps, et toutes les fois qu'elle en sera requise par l'autre partie, ou par les membres

as a Merchant Vessel, or more than One Boiler of the 1839 ordinary Size.

Ninthly. An extraordinary Quantity either of Rice, of the Flour of *Brazil*, Manioc or Cassada, commonly called Farinha, of Maize or of *Indian* Corn, beyond what might probably be requisite for the Use of the Crew, such Rice, Flour, Maize, or *Indian* Corn not being entered on the Manifest as Part of the Cargo for Trade.

Any One or more of these several Circumstances, if proved, shall be considered as *prima facie* Evidence of the actual Employment of the Vessel in the Slave Trade; and unless it be established by satisfactory Evidence upon the Part of the Master or Owners that such Vessel was at the Time of her Detention or Capture employed in some legal Pursuit, the Vessel shall thereupon be condemned and declared lawful Prize.

Art. X. If any of the Things specified in the preceding Article shall be found in any Merchant Vessel, no Compensation for Losses, Damages, or Expences consequent upon the Detention of such Vessel shall in any Case be granted either to her Master or to her Owner, or to any other Persons interested in her Equipment or Lading, even though the Mixed Court of Justice should not pronounce any Sentence of Condemnation in consequence of her Detention.

Art. XI. It is hereby agreed between the Two High Contracting Parties, that in all Cases in which a Vessel shall be detained under this Treaty by their respective Cruisers, as having been engaged in the Slave Trade, or as having been fitted out for the Purposes thereof, and shall consequently be adjudged and condemned by the Mixed Courts of Justice to be established as aforesaid, the said Vessel shall, immediately after its Condemnation, be broken up entirely, and shall be sold in separate Parts after having been so broken up.

Art. XII. Each of the Two High Contracting Parties most solemnly binds itself to guarantee the Liberty of the Negroes who may be emancipated under the present Treaty by the Mixed Courts of Justice sitting within the Colonies or Possessions of such Government, and to afford from Time to Time, and whenever demanded by the other Party, or by the Members of the Mixed Court of Justice by whose Sentence the Slaves shall

344 *Traité entra la Grande-Bretagne.*

1839 de la cour de justice mixte, pas sentence de laquelle les esclaves auront été mis en liberté, les plus amples informations relativement à l'état et à la condition desdits nègres, dans le but d'assurer la due exécution du traité à cet égard.

C'est dans cette vue qu'ont été faits les réglemens annexés à ce traité sous la lettre C, pour le traitement des noirs libérés par sentence de la cour de justice mixte, et lesdits réglemens sont déclarés former partie intégrante du traité; les deux hautes parties contractantes se réservant le droit d'altérer, d'un commun consentement et d'un mutuel accord, mais non d'autre manière, les termes et la teneur desdits réglemens.

Art. 13. Les actes ou instrumens annexés à ce traité, et qui, d'un commun accord, doivent en faire partie intégrante, sont les suivans:

a. Instructions pour les navires des escadres des deux nations, employés à prévenir le commerce d'esclaves.

b. Réglemens pour les cours de justice mixtes, qui auront leurs sièges sur la côte de l'Afrique et dans une des possessions de la république orientale de l'Uruguay;

c. Réglemens relatifs au traitement des nègres libérés.

Art. 14. Le présent traité, qui consiste en quatorze articles, sera ratifié, et les ratifications seront échangées dans l'espace de huit mois à compter de la date de sa signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé en double original, anglais et espagnol, le présent traité, et l'ont scellé du sceau de leurs armes.

Fait à Montévidéo, le treize juillet de l'an de notre Seigneur mil huit cent trente-neuf.

Signé: J. H. MANDEVILLE.

JOSÉ ELLAURI.

Annexe A.

Au traité entre la Grande-Bretagne et la république orientale de l'Uruguay, pour l'abolition du commerce d'esclaves de la république orientale de l'Uruguay, du 13 juillet 1839.

Instructions pour les navires des escadres britannique et montévidéenne employés à empêcher le trafic des esclaves.

Art. 1er. Le commandant de tout navire apparten-

have been liberated, the fullest Information as to the 1839 State and Condition of such Negroes, with a view of ensuring the due Execution of the Treaty in this respect.

For this Purpose the Regulations annexed to this Treaty *sub literâ* (C.), as to the Treatment of Negroes liberated by Sentence of the Mixed Court of Justice; have been drawn up, and are declared to form an integral Part of this Treaty, the Two High Contracting Parties reserving to themselves the Right to alter by common Consent and mutual Agreement, but not otherwise, the Terms and Tenor of such Regulations.

Art. XIII. The Acta or Instruments annexed to this Treaty, and which it is mutually agreed shall form an integral Part thereof, are as follows:

(a) Instructions for the Ships of the Navies of both Nations destined to prevent the Traffic in Slaves.

(b) Regulations for the Mixed Courts of Justice which are to hold their Sittings on the Coast of *Africa* and in one of the Possessions of the Oriental Republic of the *Uruguay*.

(c) Regulations as to the Treatment of liberated Negroes.

Art. XIV. The present Treaty, consisting of Fourteen Articles, shall be ratified, and the Ratifications thereof exchanged, within the Space of Eight Months from this Date, or sooner, if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed in duplicate Originals, *English* and *Spanish*, the present Treaty, and have thereunto affixed the Seal of their Arms.

Done at *Monte Video* this Thirteenth Day of *July* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and thirty-nine.

(L. S.) J. H. MANDEVILLE.

(L. S.) JOSE ELLAURI.

A n n e x (A.)

To the Treaty between Great Britain and the Oriental Republic of the Uruguay for the Abolition of the Slave Trade of the Oriental Republic of the Uruguay, of the Thirteenth July One thousand eight hundred and thirty-nine.

Instructions for the Ships of the British and Monte-Videan Navies employed to prevent the Traffic in Slaves.

Art. I. The Commander of any Ship belonging to

1839 nant à l'escadre de sa majesté britannique, ou de la république orientale de l'Uruguay, qui sera muni des présentes instructions, aura le droit de visiter, de fouiller et de détenir tout bâtiment marchand britannique ou montevidéen qui sera effectivement employé au qu'on soupçonnera d'être employé au commerce d'esclaves, ou d'avoir été armé à cette fin, ou d'avoir été employé au trafic des esclaves durant le voyage dans lequel il a été rencontré par le susdit navire de l'escadre britannique ou montevidéenne; et ledit commandant devra, en conséquence, conduire ou envoyer ce bâtiment marchand, le plus tôt possible, pour être jugé par une des deux cours de justice mixtes établies en vertu du 7^e article dudit traité; laquelle cour devra être la plus voisine du lieu de la détention, ou celle auprès de laquelle ledit commandant jugera, sous sa responsabilité, pouvoir arriver le plus promptement.

Tout bâtiment marchand naviguant sous le pavillon oriental, qui sera actuellement employé, ou qu'on soupçonnera d'être ou d'avoir été employé au commerce d'esclaves, sera regardé comme bâtiment oriental: il est mutuellement entendu et convenu que cela ne servira point de précédent pour constituer un bâtiment oriental, dans les discussions qui pourront, dans la suite, avoir lieu pour la négociation d'un traité de commerce.

Art. 2. Toutes les fois qu'un navire de l'une des dites escadres, dûment autorisé comme il a été dit ci-dessus, rencontrera un bâtiment marchand dans le cas d'être visité en conformité des stipulations du présent traité, la visite devra se faire avec la plus grande modération et avec tous les égards qu'on doit observer entre nations alliées et amies; et la visite sera faite, dans tous les cas, par un officier dont le rang ne sera pas inférieur à celui de lieutenant dans les escadres de la Grande-Bretagne et de la république orientale de l'Uruguay, respectivement, ou par l'officier qui, à cette époque, sera le commandant en second du navire qui fait cette visite.

Art. 3. Le commandant de tout navire des deux escadres, dûment autorisé comme il est dit ci-dessus, qui retiendra quelque bâtiment marchand en conformité de la teneur des présentes instructions, laissera, à bord du bâtiment ainsi détenu, le capitaine, le pilote ou contre-maître, et deux ou trois, au moins, de l'équipage dudit bâtiment, tous les esclaves, s'il y en a, et la cargaison entière.

the Navy of Her *Britannic* Majesty or of the Oriental 1839 Republic of the *Uruguay*, which shall be furnished with these Instructions, shall have a Right to visit, search, and detain any *British* or *Monte-Videan* Merchant Vessel which shall be actually engaged or suspected to be engaged in the Slave Trade, or to be fitted out for the Purposes thereof, or tho have been engaged in the Traffic in Slaves during the Voyage on which she may be met with by such Ship of the *British* or *Monte-Videan* Navy; and such Commander shall thereupon bring or send such Merchant Vessel as soon as possible for Judgment before that one of the Two Mixed Courts of Justice established in virtue of the Seventh Article of the said Treaty, which shall be nearest to the Place of Detention, or which such Commander shall, upon his own Responsibility, think can be soonest reached from such Place.

All and every Vessel under the Oriental Flag which shall be actually engaged or suspected to be or to have been engaged in the Slave Trade is to be considered an Oriental Vessel, it being mutually understood and agreed that this is not to serve as a Precedent as to what shall constitute an Oriental Vessel in the Discussions which may hereafter be resumed for the Negotiation of a Treaty of Commerce.

Art. II. Whenever a Ship of either of the said Navies, duly authorized as aforesaid, shall meet a Merchantman liable to be visited under the Provisions of the said Treaty, the Search shall be conducted in the mildest Manner, and with every Attention which ought to be observed between allied and friendly Nations; and the Search shall in all Cases be made by an Officer holding a Rank not lower than that of Lieutenant in the Navies of *Great Britain* and of the Oriental Republic of the *Uruguay* respectively, or by the Officer who at the Time shall be Second in Command of the Ship by which such Search is made.

Art. III. The Commander of any Ship of the Two Navies, duly authorized as aforesaid, who may detain any Merchant Vessel in pursuance of the Tenor of the present Instructions, shall leave on board the Vessel so detained the Master, the Mate or Boatswain, and Two or Three at least of the Crew thereof, the whole of the Slaves, if any, and all the Cargo.

1839 Le capteur rédigera, par écrit, à l'époque de la détention, une déclaration authentique, qui détaillera l'état dans lequel a été trouvé le bâtiment détenu; cette déclaration sera signée par lui-même, et donnée ou envoyée conjointement avec le bâtiment capturé à la cour de justice mixte, devant laquelle ce bâtiment sera conduit pour être jugé; et il devra remettre au capitaine du bâtiment détenu un certificat signé des papiers saisis à bord, ainsi que du nombre des esclaves trouvés à bord au moment de la détention.

Dans la déclaration authentique exigée du capteur par le présent article; ainsi que dans le certificat des papiers saisis, le capteur devra insérer son nom, le nom du navire capteur, la latitude et la longitude du lieu où la prise a été faite, et le nombre des esclaves trouvés à bord au moment de la détention.

L'officier chargé du bâtiment détenu devra, quand il livrera les papiers de ce bâtiment à la cour de justice mixte, remettre à la cour un rapport, signé par lui et affirmé sous serment, de tous les changemens qui peuvent avoir eu lieu relativement au bâtiment et à son équipage, aux esclaves, s'il y en a; et à son chargement depuis le moment de son arrestation jusqu'à celui de la remise dudit rapport.

Art. 4. Les esclaves ne seront débarqués que lorsque le navire qui les porte sera arrivé au lieu où il devra être jugé, afin que, dans le cas où il ne serait pas jugé de bonne prise, on puisse plus facilement indemniser les propriétaires; et même, après l'arrivée des esclaves à cette destination, ils ne pourront descendre à terre sans la permission de la cour de justice mixte.

Mais si des motifs urgens, tirés de la longueur du voyage, de l'état de santé des esclaves, ou d'autres causes, exigeaient le débarquement de tout ou partie des nègres avant que le bâtiment fût arrivé au lieu où se trouve établie une desdites cours, le commandant du navire capteur pourra prendre sur lui la responsabilité du débarquement desdits nègres, pourvu que cette nécessité, et les causes qui la motivent, soient consignées dans un certificat en bonne forme, et que ce certificat soit écrit et inséré en même temps dans le livre-journal du bâtiment détenu.

The Captor shall at the Time of Detention draw 1839 up in Writing an authentic Declaration, which shall exhibit the State in which he found the detained Vessel, such Declaration to be signed by himself, and to be given in or sent, together with the captured Vessel, to the Mixed Court of justice before which such Vessel shall be carried for Adjudication. He shall deliver to the Master of the detained Vessel a signed Certificate of the Papers seized on board the same, as well as of the Number of Slaves found on board at the Moment of Detention.

In the authenticated Declaration which the Captor is hereby required to make, as well as in the Certificate of the Papers seized, he shall insert his own Name, the Name of the capturing Ship, the Latitude and Longitude of the Place where the Detention shall have taken place: and the Number of Slaves found on board of the Vessel at the Time of the Detention.

The Officer in charge of the Vessel detained shall, at the Time of bringing the Vessel's Papers into the Mixed Court of Justice, deliver into the Court a Paper, signed by himself, and verified on Oath, stating the Changes which have taken place in respect to the Vessel, her Crew, the Slaves, if any, and her Cargo, between the Period of her Detention and the Time of delivering in such Paper.

Art. IV. The Slaves shall not be disembarked till after the Vessel which contains them shall have arrived at the Place of Adjudication, in order that, in the event of her not being adjudged legal Prize, the Loss of the Proprietors may be more easily repaired; and even after the Arrival of the Slaves at such Place they are not to be landed without the Permission of the Mixed Court of Justice.

But if urgent Motives, deduced from the Length of the Voyage, the State of Health of the Slaves, or from other Causes, should require that either the Whole or a Portion of the Negroes should be disembarked before the Vessel can arrive at the Place at which one of the said Courts is established, the Commander of the capturing Ship may take upon himself the Responsibility of so disembarking the Negroes; provided that such Necessity, and the Causes thereof, be stated in a Certificate in proper Form, and that this Certificate shall be drawn up and entered at the Time on the Log Book of the detained Vessel.

350 *Traité entre la Grande-Bretagne*

1839 Les plénipotentiaires soussignés sont convenus, en conformité du 13^e article du traité signé par eux, ce jourd'hui 13 juillet 1839, que les instructions précédentes contenues en quatre articles, seront annexées audit traité et considérées comme en faisant partie intégrante.

Fait à Montévidéo; le 13 juillet 1839.

Signé: J. H. MANDEVILLE.

JOSÉ ELLAURI.

A n n e x e B.

Au traité entre la Grande-Bretagne et la république orientale de l'Uruguay, pour l'abolition du commerce d'esclaves dans la république orientale de l'Uruguay, le 13 juillet 1839.

Règlement pour les cours de justice mixtes qui résideront sur la côte d'Afrique et dans les possessions de la république orientale de l'Uruguay.

Art. 1^{er}. Les cours de justice mixtes qui seront établies en conformité des stipulations du traité dont ces réglemens sont déclarés faire partie intégrante, seront composées de la manière suivante:

Les deux hautes parties contractantes nommeront, chacune de son côté, un juge et un arbitre, qui seront autorisés à entendre et à décider, sans appel, tous les cas de capture ou de détention de bâtiment, qui, en conséquence des stipulations dudit traité, seront portés devant eux. Les juges et les arbitres devront respectivement, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, prêter serment devant le principal magistrat des lieux où lesdites cours résideront respectivement, de juger avec équité et fidélité, et de n'accorder aucune préférence ni aux réclamans, ni aux capteurs, comme aussi d'agir, en toutes leurs décisions, en conformité des stipulations du susdit traité.

A chacun de ces cours sera adjoit un secrétaire ou commis nommé par le souverain sur les territoires duquel résidera ladite cour; lequel secrétaire ou commis enregistra tous les actes de cette cour, et devra, avant d'entrer dans l'exercice de sa charge, prêter serment devant la cour à laquelle il est attaché, de se conduire avec

The undersigned Plenipotentiaries have agreed, in 1839 conformity with the Thirteenth Article of the Treaty signed by them on this Day, the Thirteenth of July One thousand eight hundred and thirty-nine, that the preceding Instructions, consisting of Four Articles, shall be annexed to the said Treaty, and be considered an integral Part thereof.

Done at *Monte Video*, the Thirteenth Day of July One thousand eight hundred and thirty-nine.

(L. S.) J. H. MANDEVILLE.

(L. S.) JOSÉ ELLAURI.

A n n e x (B.)

To the Treaty between Great Britain and the Oriental Republic of the Uruguay, for the Abolition of the Slave Trade of the Oriental Republic of the Uruguay, of the Thirteenth Day of July One thousand eight hundred and thirty-nine.

Regulations for the Mixed Courts of Justice which are to reside on the Coast of Africa and in the Possessions of the Oriental Republic of the Uruguay.

Art. I. The Mixed Courts of Justice to be established under the Provisions of the Treaty of which these Regulations are declared to be an integral Part shall be composed in the following Manner:

The Two High Contracting Parties shall each of them name a Judge and an Arbitrator, who shall be authorized to hear and to decide, without Appeal, all Cases of the Capture or Detention of Vessels which, in pursuance of the Stipulations of the aforesaid Treaty, shall be brought before them. The Judges and the Arbitrators shall, before entering upon the Duties of their Office, respectively make Oath before the principal Magistrate of the Places in which such Courts respectively shall reside, that they will judge fairly and faithfully, that they will have no Preference either for the Claimants or the Captors, and that they will act in all their Decisions in pursuance of the Stipulations of the aforesaid Treaty.

There shall be attached to each of such Courts a Secretary or Registrar, who shall be appointed by the Government of the Country within the Territories of which such Court shall reside. Such Secretary or Registrar shall register all the Acts of such Court, and shall, previous to entering upon his Office, make Oath

1839 le respect dû à son autorité, et de se comporter avec fidélité et impartialité dans toutes les matières relatives à ses fonctions.

Le traitement du secrétaire ou commis de la cour qui sera établie sur la côte d'Afrique, sera payé par sa majesté britannique; et celui du secrétaire ou commis de la cour qui sera établie dans les possessions de la république orientale de l'Uruguay, par le gouvernement de cette république.

Chacun des gouvernemens paiera la moitié du montant total des dépenses éventuelles desdites cours.

Art. 2. Les dépenses que fera l'officier chargé de la réception, de la conservation et de l'entretien du bâtiment, des esclaves et du chargement saisis, et celles qu'entraînera l'exécution de la sentence, ainsi que tous les frais nécessaires pour mettre un bâtiment en jugement, seront prélevés, en cas de condamnation dudit bâtiment; sur les fonds provenant de la vente des matériaux du navire, après sa démolition, de ses approvisionnemens et de cette partie du chargement qui consistera en marchandises; et, dans le cas où le produit de la vente de tous ces objets ne serait pas suffisant pour payer les dépenses de cette nature, il y sera suppléé par le gouvernement du pays sur le territoire duquel le navire aura été condamné.

Si le navire détenu est renvoyé de l'accusation, les dépenses occasionnées par sa mise en jugement seront supportées par le capteur, excepté dans les cas spécifiés et réglés d'une autre manière par l'art. 10 du traité dont ces réglemens sont une annexe, et par l'art. 7 des mêmes réglemens.

Art. 3. Les cours de justice mixtes décideront de la légalité de la détention des bâtimens que les croiseurs de l'une ou l'autre nation arrêteraient en vertu dudit traité. Ces cours décideront définitivement, et sans appel, toutes les questions qui seront soulevées par la capture et la détention de ces navires.

La procédure desdites cours aura lieu le plus sommairement possible; et, à cette fin, on exige que les cours décident chaque cas, autant que la chose sera praticable, dans le délai de vingt jours, à compter de celui où le bâtiment détenu aura été amené au port de la résidence de la cour qui doit juger.

before the Court to which he is appointed, that he 1839 will conduct himself with due Respect for its Authority, and will act with Fidelity and Impartiality in all Matters relating to his said Office. The Salary of the Secretary or Registrar of the Court to be established on the Coast of *Africa* shall be paid by Her *Britannic* Majesty, and that of the Secretary or Registrar of the Court to be established in the Possessions of the Oriental Republic of the *Uruguay* by the Government of that Republic.

Each of the Governments shall defray Half of the aggregate Amount of the incidental Expences of such Courts.

Art. II. The Expences incurred by the Officer charged with the Reception, Maintenance, and Care of the detained Vessel, Slaves, and Cargo, and with the Execution of the Sentence, and all Disbursements occasioned by bringing a Vessel to Adjudication, shall, in case of Condemnation, be defrayed from the Funds arising from the Sale of the Materials of the Vessel after the same shall have been broken up, of the Ship's Stores, and of such Parts of the Cargo as shall consist of Merchandize; and in case the Proceeds arising from this Sale should not prove sufficient to defray such Expences, the Deficiency shall be made good by the Government of the Country within whose Territories the Adjudication shall have taken place.

If the detained Vessel shall be released, the Expences occasioned by bringing her to Adjudication shall be defrayed by the Captor, excepting in the Cases specified and otherwise provided for under Article X. of the Treaty to which these Regulations form an Annex, and under Article VII. of these Regulations.

Art. III: The Mixed Courts of Justice are to decide upon the Legality of the Detention of such Vessels as the Cruisers of either Nation shall, in pursuance of the said Treaty, detain. These Courts shall judge definitively, and without Appeal, all Questions which shall arise out of the Capture and Detention of such Vessels.

The Proceedings of these Courts shall take place as summarily as possible, and for this Purpose the Courts are required to decide each Case, as far as may be practicable, within the Space of Twenty Days, to be dated from the Day on which the detained Vessel shall have been brought into the Port where the deciding Court shall reside.

1839 En aucun cas, la sentence finale en sera renvoyée au-delà du terme de deux mois, que ce soit par suite de l'absence des témoins, ou par tout autre motif, à moins que ce ne soit à la demande de quelqu'une des parties intéressées; auquel cas cette même partie, ou ces parties, donnant bonne et due caution de prendre à leur charge la dépense et les risques du retard, les cours pourront, à leur volonté, concéder un délai additionnel qui ne devra point excéder quatre mois.

Il sera permis à toute partie intéressée d'employer tel avocat qu'elle jugera capable de l'aider, dans la défense de sa cause.

Toutes les parties essentielles des procès instruits par lesdites cours, seront écrites dans la langue du pays où ces mêmes cours résident respectivement.

Art. 4. La forme de la procédure sera la suivante:

Les juges respectivement nommés par les deux nations procéderont, en premier lieu, à l'examen des papiers du bâtiment détenu, et recevront les dépositions du capitaine ou du commandant et de deux ou trois, au moins, des principaux individus du bord dudit navire, ainsi que la déclaration, sous serment, du capteur, s'il arrive que cette déclaration soit jugée nécessaire, afin de se mettre en mesure de juger et de prononcer si la détention dudit navire a été juste ou non, suivant les stipulations du susdit traité, et pour que ce navire soit, en conséquence, condamné ou relâché.

S'il arrive que les deux juges ne s'accordent pas sur la sentence à prononcer dans un cas quelconque soumis à leur décision, en ce qui concerne, soit la légalité de la détention, soit la circonstance de savoir si le bâtiment peut ou non être condamné, soit l'indemnité à accorder, soit toute autre question qui pourrait résulter de ladite capture; ou s'il naît quelque divergence d'opinion quant au mode de procéder de ladite cour; lesdits juges tireront au sort le nom de l'un des deux arbitres nommés comme il a été dit ci-dessus; et celui-ci, après avoir examiné toute la procédure, discutera le cas avec les juges susmentionnés, et la décision ou sentence finale sera rendue conformément à l'avis de la majorité des trois membres.

Art. 5. Si le navire détenu doit être remis en li-

The final Sentence shall not in any Case be delayed 1839 beyond the Period of Two Months, whether on account of the Absence of Witnesses, or for any other Cause, except upon the Application of any of the Parties interested, in which Case, upon such Party or Parties giving satisfactory Security that they will take upon themselves the Expence and Risk of the Delay, the Courts may, at their Discretion, grant an additional Delay, not exceeding Four Months.

Either Party shall be allowed to employ such Counsel as he may think fit, to assist him in the Conduct of his Cause.

All the essential Parts of the Proceedings of the said Courts shall be written down in the Language of the Country in which they shall respectively reside.

Art. IV. The Form of the Process shall be as follows:—

The Judges appointed by the Two Nations respectively shall, in the first place, proceed to examine the Papers of the detained Vessel, and to take the Depositions of the Master and Commander, and Two or Three at least of the principal Individuals on board of such Vessel as well as the Declaration on Oath of the Captor, should it appear necessary, in order to enable them to judge and to pronounce whether the said Vessel has been justly detained or not, according to the Stipulations of the aforesaid Treaty, and in order that, according to this Judgment, the Vessel may be condemned or released.

In the event of the Two Judges not agreeing as to the Sentence which they ought to pronounce in any Case brought before them, whether with respect to the Legality of the Detention, the Liability of the Vessel to Condemnation; or the Indemnification to be allowed, or as to any other Question which may arise out of the said Capture, or in case any Difference of Opinion should arise between them as to the Mode of proceeding in the said Court, they shall draw by Lot the Name of one of the Two Arbitrators so appointed as aforesaid; which Arbitrator, after having considered the Proceedings which have taken place, shall consult with the Two above-mentioned Judges on the Case, and the final Sentence or Decision shall be pronounced conformably to the Opinion of the Majority of the Three.

Art. V. If the detained Vessel shall be restored by

1839 berté par sentence de la cour, ce navire et son chargement seront immédiatement, dans l'état où ils se trouvent, rendus au capitaine ou à la personne qui le représente; ledit capitaine ou cette personne pouvant réclamer, par devant la même cour, une évaluation du montant des indemnités qu'il peut avoir le droit d'exiger. Le capteur, et, à son défaut, son gouvernement, demeureront responsables des dommages auxquels le capitaine dudit bâtiment, ou ses propriétaires ou ceux de son chargement, seront déclarés avoir droit.

Les hautes parties contractantes s'obligent à payer, dans le délai d'un an à compter de la date de la sentence, les frais et dommages qui seront alloués par la susdite cour; et il est entendu et convenu mutuellement que ces frais et dommages seront payés par le gouvernement du pays auquel le capteur appartient.

Art. 6. Si le navire détenu est condamné, il sera déclaré bonne prise, conjointement avec son chargement, de quelque qualité qu'il soit, à l'exception des esclaves qui auraient été mis à son bord comme objets de commerce; et ledit bâtiment, suivant ce qui se trouve stipulé dans l'art. 11. du traité de cette date, sera, ainsi que son chargement, vendu aux enchères, pour le profit des deux gouvernemens, obligés au paiement des dépenses ci-dessus mentionnées.

Les esclaves recevront un certificat d'émancipation de la cour, et seront livrés au gouvernement sur le territoire duquel la cour qui aura prononcé la sentence se trouve établie, pour être traités en conformité des réglemens et conditions contenus dans l'annexe de ce traité, sous la lettre C.

Les dépenses faites pour la subsistance et le renvoi des capitaines et équipage des bâtimens condamnés, seront payées par le gouvernement auquel lesdits capitaines et équipages appartiennent.

Art. 7. Les cours de justice mixtes prendront aussi connaissance, pour les décider définitivement et sans appel, de toutes les réclamations d'indemnité pour perte causée aux navires et à leurs chargemens qui auraient été détenus suivant les stipulations du présent traité, mais qui n'auraient pas été condamnés comme bonne prise par lesdites cours; et dans tous les cas où la res-

the Sentence of the Court, the Vessel and the Cargo, 1839 in the State in which they shall then be found, shall forthwith be given up to the Mastér or to the Person who represents him; and such Master or other Person may before the same Court claim a Valuation of the Damages which he may have a Right to demand. The Captor himself, and in his Default his Government, shall remain responsible for the Damages to which the Master of such Vessel, or the Owners of the Vessel or of her Cargo, may be pronounced to be entitled.

The Two High Contracting Parties bind themselves to pay, within the Term of a Year from the Date of the Sentence, the Costs and Damages which may be awarded by the above-named Court, it being mutually understood and agreed that such Costs and Damages shall be made good by the Government of the Country of which the Captor shall be a Subject.

Art. VI. If the detained Vessel shall be condemned she shall be declared lawful Prize, together with her Cargo, of whatever Description it may be, with the Exception of the Slaves who shall have been brought on board for the Purposes of Commerce; and the said Vessel, subject to the Regulations in Article IX. of the Treaty of this Date; shall, as well as her Cargo, be sold by public Sale for the Profit of the Two Governments, subject to the Payment of the Expences hereinbefore mentioned.

The Slaves shall receive from the Court a Certificate of Emancipation, and shall be delivered over to the Government in whose Territory the Court which shall have judged them shall be established, to be dealt with according to the Regulations and Conditions contained in the Annex to this Treaty, *sub literâ* (C.)

The Charges incurred for the Support and for the Return Voyage of the Commanders and Crews of condemned Vessels shall be defrayed by the Government of which such Commanders and Crews are the Subjects.

Art. VII. The Mixed Courts of Justice shall also take cognizance of, and shall decide definitively, and without Appeal, all Claims for Compensation on account of Losses occasioned to Vessels and Cargoes which shall have been detained under the Provisions of this Treaty, but which shall not have been condemned as legal Prize by the said Courts; and in all Cases (save as

1839 titution de ces navires ou chargemens serait ordonné (excepté dans ceux mentionnés dans l'art. 10 du traité dont ces réglemens sont une annexe, et dans une partie subséquente de ces réglemens), la cour devra allouer au réclamant ou aux réclamans, ou à leur représentant ou représentans, et à leur profit, une juste et complète indemnité pour tous les frais du procès et pour toutes les pertes et dommages que le propriétaire ou les propriétaires auront effectivement soufferts par suite de cette capture et de cette détention, savoir :

1^o En cas de perte totale, le réclamant ou les réclamans seront indemnisés :

a. Du corps du navire, de ses agrès, apparaux et fournitures;

b. De tout le fret échu et à échoir;

c. De la valeur du chargement en marchandises, s'il y en avait, déduction faite de tous les frais et charges qu'aura occasionnés la vente de ce chargement, y compris la commission de vente;

d. De toutes les autres dépenses d'usage en cas semblable de perte totale.

2^o Dans tous les autres cas où la perte ne sera pas totale, sauf ceux qui seront ci-dessous spécifiés, le réclamant ou les réclamans seront indemnisés.

a. De tous les dommages et frais spéciaux causés au navire par sa détention, et de la perte du fret échu ou à échoir;

b. De la starie, quand on la doit, en conformité du arif annexé au présent article;

c. De toute détérioration du chargement.

d. De toute prime d'assurance sur augmentation de risques.

Le réclamant ou les réclamans auront droit aux intérêts, à raison de 5 pour 100 par an, de la somme qui leur aura été adjugée, jusqu'à ce qu'elle leur soit payée par le gouvernement auquel appartient le navire capteur. Le montant total de cette indemnité sera calculé en la monnaie du pays auquel appartient le navire capteur, et sera liquidé au change courant du jour de la sentence.

Les deux hautes parties contractantes conviennent toutefois que, s'il est démontré d'une manière qui satisfasse les juges des deux nations, et sans qu'il leur faille recourir à la décision d'un arbitre, que le capteur

mentioned in Article X. of the Treaty to which these Regulations form an Annex, and in a subsequent Part of these Regulations,) wherein Restitution of such Vessels and Cargoes shall be decreed, the Court shall award to the Claimant or Claimants, or to his or their lawful Attorney or Attornies, for his or their Use, a just and complete Indemnification for all Costs of Suit, and for all Losses and Damages which the Owner or Owners may have actually sustained by such Capture and Detention; (that is to say,)

First. In case of total Loss, the Claimant or Claimants shall be indemnified, —

- (a) For the Ship, her Tackle, Equipment, and Stores.
- (b) For all Freights due and payable.
- (c) For the Value of the Cargo or Merchandize, if any, deducting all Charges and Expences payable upon the Sale of such Cargo, including Commission of Sale.

(d) For all other regular Charges in such Case of total Loss.

Secondly. In all other Cases, save as herein-after mentioned, not of total Loss, the Claimant or Claimants shall be indemnified. —

(a) For all special Damages and Expences occasioned to the Ship by the Detention, and for Loss of Freight when due or payable.

(b) For Demurrage when due, according to the Schedule annexed to the present Article.

(c) For any Deterioration of the Cargo.

(d) For all Premium of Insurance on additional Risks.

The Claimant or Claimants shall be entitled to Interest at the Rate of Five *per Centum per Annum* on the Sum awarded, until such Sum is paid by the Government to which the capturing Ships belongs. The whole Amount of such Indemnifications shall be calculated in the Money of the Country to which the detained Vessel belongs, and shall be liquidated at the Exchange current at the Time of the Award.

The Two High Contracting Parties, however, have agreed, that if it shall be proved to the Satisfaction of the Judges of the Two Nations, and without having recourse to the Decision of an Arbitrator, that the Captor has been let into Error by the Fault of the Master or Commander of the detained Vessel, the detained Vessel

1839 a été induit en erreur par la faute du capitaine ou du commandant du navire détenu, le susdit navire n'aura pas droit, en ce cas, à recevoir pour le temps de sa détention la staries stipulée au présent article, ni à aucune autre indemnité pour les pertes et dommages ou dépenses provenant de cette détention.

Tarif des staries ou indemnités quotidiennes des frais de retard d'un navire de :

100 à 120 tonneaux inclusivement,	5 l. st. par jour.
121 à 150 — — —	6 — —
151 à 170 — — —	8 — —
171 à 200 — — —	10 — —
201 à 220 — — —	11 — —
221 à 250 — — —	12 — —
251 à 270 — — —	14 — —
271 à 300 — — —	15 — —

et ainsi proportionnellement.

Art 8. Les juges, les arbitres, les secrétaires des cours de justice mixtes ne demanderont ou ne recevront d'aucune des parties intéressées, dans les cas portés devant lesdites cours, aucune rétribution ou aucun cadeau quelconque, sous quelque prétexte que ce soit, pour l'accomplissement des devoirs que lesdits juges, arbitres et secrétaires sont tenus de remplir.

Art. 9. Les deux hautes parties contractantes conviennent qu'en cas de décès, maladie, absence avec permission, ou autre empêchement légal quelconque, d'un ou de plusieurs des juges ou arbitres qui composent respectivement les cours ci-dessus mentionnées, la place desdits juges ou arbitres sera occupée par intérim de la manière suivante :

¹⁰ Du côté de sa majesté britannique, et dans la cour qui sera établie dans les possessions de sadite majesté, — si la vacance provient du juge britannique, — son emploi sera rempli par l'arbitre britannique; et, en ce cas, comme aussi dans celui où la vacance proviendrait originairement de l'arbitre anglais, l'emploi de ce dernier sera successivement rempli par le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur résidant dans lesdites possessions, par le principal magistrat, et par le secrétaire du gouvernement de ces mêmes possessions; et ladite cour, ainsi constituée comme il est dit ci-dessus, tiendra ses séances; et, dans tous les cas portés devant elle

in that Case shall not have the Right of receiving for 183 the Time of her Detention the Demurrage stipulated by the present Article, nor any other Compensation for Losses, Damages, or Expences consequent upon such Detention.

Schedule of Demurrage or daily Allowance for a Vessel:

of 100 Tons to	120 inclusive	—	Livr.	5 per Diem.	—
121	150	—	—	6	—
151	170	—	—	8	—
171	200	—	—	10	—
201	220	—	—	11	—
221	250	—	—	12	—
251	270	—	—	14	—
271	300	—	—	15	—

And so on in proportion.

Art. VIII. Neither the Judges, nor the Arbitrators, nor the Secretaries of the Mixed Courts of Justice, shall demand or receive from any of the Parties concerned in the Cases which shall be brought before such Courts any Emolument or Gift, under any Pretext whatsoever, for the Performance of the Duties which such Judges, Arbitrators, and Secretaries have to perform.

Art. IX. The Two High Contracting Parties have agreed that in the event of the Death, Sickness, Absence on Leave, or any other legal Impediment of One or more of the Judges or Arbitrators composing the abovementioned Courts respectively, the Posts of such Judge and of such Arbitrator shall be supplied *ad interim* in the following Manner:

First. On the part of Her *Britannic* Majesty, and in that Court which shall sit within the Possessions of Her said Majesty, if the Vacancy be that of the *British* Judge, his Place shall be filled by the *British* Arbitrator; and either in that Case, or in the Case where the Vacancy be originally that of the *British* Arbitrator, the Place of such Arbitrator shall be filled successively by the Governor or Lieutenant Governor resident in such Possession, by the principal Magistrate of the same, and by the Secretary of the Government; and the said Court so constituted as above shall sit, and in all Cases brought before them for Adjudication

1839 pour y être jugés, elle procédera à leur jugement et à la prononciation de la sentence en conformité des dispositions ci-dessus;

2^o Du côté de la Grande-Bretagne, et dans la cour qui sera établie dans les possessions de la république orientale de l'Uruguay, — si la vacance provient du juge britannique, — son emploi sera rempli par l'arbitre britannique; et en ce cas, comme aussi dans le cas où la vacance proviendrait originairement de l'arbitre britannique, l'emploi de ce dernier sera successivement rempli par le consul et le vice-consul anglais, s'il existe un consul ou vice-consul anglais nommé et résidant dans lesdites possessions; et si la vacance provient également du juge et de l'arbitre britanniques, l'emploi du juge britannique sera rempli alors par le consul britannique, et celui de l'arbitre britannique par le vice-consul britannique, s'il y a un consul et un vice-consul britanniques nommés et résidant dans lesdites possessions; et s'il n'y a ni consul ni vice-consul britanniques pour suppléer l'arbitre britannique, alors on appellera l'arbitre montévidéen dans les cas où l'arbitre britannique aurait été appelé lui-même s'il eût été présent; mais si la vacance provient à la fois du juge et de l'arbitre britanniques, et qu'il n'y ait ni consul ni vice-consul britanniques pour en faire les fonctions par intérim, — alors le juge et l'arbitre montévidéens tiendront leurs séances, et, dans tous les cas portés devant eux pour y être jugés, procéderont au jugement et à la prononciation de la sentence;

3^o Du côté de la république orientale de l'Uruguay, et dans la cour qui sera établie dans les territoires de ladite république, si la vacance provient du juge montévidéen, son emploi sera rempli par l'arbitre montévidéen, et, dans ce cas, comme aussi dans celui où la vacance proviendrait de l'arbitre montévidéen, l'emploi de ce dernier sera successivement rempli par le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur résidant dans lesdites possessions, par le principal magistrat, et par le secrétaire du gouvernement de ces mêmes possessions; et ladite cour, ainsi constituée comme il est dit ci-dessus, tiendra ses séances, et, dans tous les cas portés devant elle pour y être jugés, elle procédera en conséquence à leur jugement et à la prononciation de la sentence;

4^o Du côté de la république orientale de l'Uruguay,

shall proceed to adjudge the same, and to pass Sentence 1838 accordingly.

Secondly. On the Part of *Great Britain*, and in that Court which shall sit within the Possessions of the Oriental Republic of the *Uruguay*, if the Vacancy be that of the *British Judge*, his Place shall be filled by the *British Arbitrator*; and either in that Case, or in the Case where the Vacancy be originally that of the *British Arbitrator*, his Place shall be filled successively by the *British Consul* and *British Vice Consul* if there be a *British Consul* or *British Vice Consul* appointed to and resident in such Possession; and in the Case where the Vacancy be both of the *British Judge* and of the *British Arbitrator*, then the Vacancy of the *British Judge* shall be filled by the *British Consul*, and that of the *British Arbitrator* by the *British Vice Consul*, if there be a *British Consul* and *British Vice Consul* appointed to and resident in such Possession; and if there shall be no *British Consul* or *British Vice Consul* to fill the Place of *British Arbitrator*, then the *Monte-Videan Arbitrator* shall be called in in those Cases in which a *British Arbitrator*, were there any, would be called in; and in case the Vacancy be both of the *British Judge* and *British Arbitrator*, and there be neither *British Consul* nor *British Vice Consul* to fill *ad interim* the Vacancies, then the *Monte-Videan Judge* and *Monte-Videan Arbitrator* shall sit, and in all Cases brought before them for Adjudication shall proceed to adjudge the same, and pass Sentence accordingly.

Thirdly. On the Part of the Oriental Republic of the *Uruguay*, and in that Court which shall sit within the Territories of the said Republic, if the Vacancy be that of the *Monte-Videan Judge*, his Place shall be filled by the *Monte-Videan Arbitrator*; and either in that Case, or in the Case where the Vacancy be originally that of the *Monte-Videan Arbitrator*, the Place of such *Arbitrator* shall be filled successively by the Governor or Lieutenant Governor resident in such Possession, by the principal Magistrate of the same, and by the Secretary of the Government; and the said Court so constituted as above shall sit, and in all Cases brought before them for Adjudication shall proceed to adjudge the same, and pass Sentence accordingly.

Fourthly. On the Part of the Oriental Republic of

1839 et dans la cour qui sera établie dans les possessions de S. M. B., si la vacance provient du juge montévidéen, son emploi sera rempli par l'arbitre montévidéen; et, dans ce cas, comme aussi dans le cas où la vacance proviendrait originairement de l'arbitre montévidéen, leur emploi sera successivement rempli par le consul et le vice-consul montévidéens, s'il y a un consul ou un vice-consul montévidéens, nommés et résidant dans lesdites possessions; et dans le cas où la vacance proviendrait à la fois du juge et de l'arbitre montévidéens, alors l'emploi du juge sera rempli par le consul montévidéen, et celui de l'arbitre montévidéen par le vice-consul montévidéen, s'il existe un consul et un vice-consul montévidéens, nommés et résidant dans lesdites possessions; et, dans le cas où il n'y aurait ni consul ni vice-consul montévidéens pour suppléer l'arbitre montévidéen, alors l'arbitre britannique sera appelé dans les cas où l'arbitre montévidéen eût été lui-même appelé, s'il avait été présent; et dans le cas où la vacance proviendrait à la fois du juge et de l'arbitre montévidéens, et où il n'y aurait ni consul ni vice-consul montévidéens pour en faire les fonctions par intérim, alors le juge et l'arbitre britanniques tiendront leurs séances, et, dans tous les cas portés devant eux pour y être jugés, ils procéderont en conséquence au jugement et à la prononciation de la sentence.

Le gouverneur ou lieutenant-gouverneur de l'établissement où l'une des cours de justice mixtes aura à résider devra, dans le cas où il surviendra une vacance, soit de la part du juge, soit de celle de l'arbitre de l'autre haute partie contractante, en faire part immédiatement au gouverneur ou lieutenant-gouverneur du plus proche établissement de l'autre haute partie contractante, afin qu'il puisse être suppléé à cette vacance dans le plus court délai possible; et chacune des hautes parties contractantes convient qu'il sera pourvu définitivement le plus tôt possible aux vacances qui, par suite de décès, ou pour tout autre motif, pourraient survenir dans les cours susmentionnées.

Les plénipotentiaires soussignés, en conformité de

the *Uruguay*, and in that Court which shall sit within the 1839 Possessions of Her *Britannic* Majesty, if the Vacancy be that of the *Monte-Videan* Judge, his Place shall be filled by the *Monte-Videan* Arbitrator; and either in that Case, or in the Case where the Vacancy be originally that of the *Monte-Videan* Arbitrator, his Place shall be filled successively by the *Monte-Videan* Consul and *Monte-Videan* Vice Consul, if there be a *Monte-Videan* Consul or *Monte-Videan* Vice Consul appointed to and resident in such Possession; and in the Case where the Vacancy be both of the *Monte-Videan* Judge and of the *Monte-Videan* Arbitrator, then the Vacancy of the Judge shall be filled by the *Monte-Videan* Consul, and that of the *Monte-Videan* Arbitrator by the *Monte-Videan* Vice Consul, if there be a *Monte-Videan* Consul and a *Monte-Videan* Vice Consul appointed to and resident in such Possession; and in the Case in which there be no *Monte-Videan* Consul or *Monte-Videan* Vice Consul to fill the Place of *Monte-Videan* Arbitrator, then the *British* Arbitrator shall be called in, in those Cases in which a *Monte-Videan* Arbitrator, where there any, would be called in; and in case the Vacancy be both of the *Monte-Videan* Judge and *Monte-Videan* Arbitrator, and there be neither *Monte-Videan* Consul nor *Monte-Videan* Vice Consul to fill *ad interim* the Vacancies, then the *British* Judge and *British* Arbitrator shall sit, and in all Cases brought before them for Adjudication shall proceed to adjudge the same, and to pass Sentence accordingly.

The Governor or Lieutenant Governor of the Settlement wherein either of the Mixed Courts of Justice shall sit, in the event of a Vacancy arising either of the Judge or the Arbitrator of the other High Contracting Party, shall forthwith give Notice of the same to the Governor or Lieutenant Governor of the nearest Settlement of such other High Contracting Party, in order that such Vacancy may be supplied at the earliest possible Period; and each of the High Contracting Parties agrees to supply definitively, as soon as possible, the Vacancies which may arise in the abovementioned Courts from Death, or from any other Cause whatever.

The undersigned Plenipotentiaries have agreed, in

366 *Traité entre la Grande-Bretagne*

1839 l'article 13 du traité signé par eux cejourd'hui 13 juillet 1839, conviennent que les réglemens qui précèdent, contenus en neuf articles, seront annexés audit traité, et considérés comme en faisant partie intégrante.

Fait à Montévidéo, le 13 juillet 1839.

Signé: H. MANDEVILLE.

José ELLAURI.

A n n e x e C.

Règlemens relatifs au traitement des nègres libérés.

Art. 1er. L'objet et le but de ces réglemens sont d'assurer aux nègres libérés en vertu des stipulations du traité auquel lesdits réglemens sont annexés sous la lettre C, un bon traitement permanent, et une pleine et complète émancipation, conformément aux intentions humaines des parties contractantes audit traité.

Art. 2. Aussitôt qu'une sentence de condamnation contre un navire accusé d'être impliqué dans le commerce illicite de l'esclavage, aura été prononcée par la cour de justice mixte établie en vertu du traité auquel ces réglemens sont annexés, tous les nègres qui se trouveront à bord dudit bâtiment, et qui y auront été amenés dans un but de commerce, seront livrés gouvernement du lieu où réside ladite cour.

Art. 3. Les nègres ainsi libérés et remis à ce gouvernement, seront confiés aux soins et à la surintendance d'une commission composée de deux membres ou commissaires, autorisés à en convoquer un troisième quand les circonstances ci-dessus spécifiées se présenteraient.

Dans celle des colonies ou possessions de sa majesté britannique où, en vertu du traité auquel ces réglemens sont annexés, une cour de justice mixte devra résider, la commission de surintendance des nègres libérés sera composée du gouverneur de ladite colonie ou possession, et du juge montévidéen dans ladite cour de justice mixte; et quand le juge montévidéen sera absent, alors l'arbitre montévidéen de ladite cour de justice mixte siègera, à la place du juge, dans la commission de surintendance des nègres libérés.

Dans celle des colonies ou possessions de la répu-

conformity with Art. XIII. of the Treaty signed by them 1839 on this Day, the Thirteenth of *July* One thousand eight hundred and thirty-nine, that the preceding Regulations, consisting of Nine Articles, shall be annexed to the said Treaty, and considered as an integral Part thereof.

Done at *Monte-Video*, the Thirteenth Day of *July* One thousand eight hundred and thirty-nine.

(L. S.) J. H. MANDEVILLE.
(L. S.) JOSE ELLAURI.

A n n e x (C.)

Regulations in respect to Treatment of liberated Negroes.

Art. I. The Object and Purpose of these Regulations is, to secure to Negroes liberated under the Stipulations of the Treaty to which these Regulations form an Annex, *sub literá* (C.), permanent good Treatment, and a full and complete Emancipation, according to the humane Intentions of the Parties to the Treaty.

Art. II. Immediately after Sentence of Condemnation upon a Vessel charged with being concerned in illegal Slave Trade shall have been passed by the Mixed Court of Justice established under the Treaty to which these Regulations form an Annex, all Negroes who were on board of such Vessel, and who were brought on board for the Purpose of Traffic, shall be delivered over to the Government of the Place where such Court resides.

Art. III. The Negroes so liberated, and delivered over to the Government, shall be placed under the Care and Superintendence of a Board consisting of Two Members or Commissioners, with a Power to call in a Third Member, under the Circumstances herein-after stated.

In that Colony or Possessions of Her *Britannic* Majesty in which, under the Treaty to which these Regulations form an Annex, a Mixed Court of Justice is to sit, the Board of Superintendence of the liberated Negroes shall consist of the Governor of the said Colony or Possession, and of the *Monte-Videan* Judge in the said Mixed Court of Justice; and when the *Monte-Videan* Judge is absent, then the *Monte-Videan* Arbitrator of the said Mixed Court of Justice shall sit in the Place of the Judge in the Board of Superintendence of liberated Negroes.

In that Colony or Possession of the Oriental Repub-

1839 blique orientale de l'Uruguay où, en vertu du présent traité, une cour de justice mixte devra résider, la commission de surintendance des nègres libérés se composera du gouverneur de cette colonie ou possession et du juge britannique de ladite cour de justice mixte; et quand le juge britannique sera absent, alors l'arbitre britannique de ladite cour de justice mixte siègera, à la place du juge, dans la commission de surintendance des nègres libérés.

Les différens membres de la commission de surintendance, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions respectives, prêteront serment, devant le principal magistrat du lieu, de remplir leurs fonctions avec fidélité, sans faveur ou partialité, conformément aux véritables intention et interprétation de ces réglemens.

Art. 4. Pour mieux atteindre le but qu'on s'est proposé dans les présens réglemens, une personne de probité et d'humanité notoires sera choisie et nommée par la commission de surintendance, pour agir sous sa direction, avec le titre de curateur des nègres libérés; et ce curateur pourra, avec l'autorisation de la commission, employer les personnes qui lui seront nécessaires pour l'aider dans l'accomplissement de ses devoirs.

Le curateur ainsi nommé, devra, avant de commencer à exercer les fonctions de sa charge, prêter serment, devant la commission de surintendance, de la manière suivante :

Moi, A. B., je jure solennellement d'agir, dans l'exercice de mes fonctions, le mieux que je le pourrai et l'entendrai, fidèlement et impartialement, et de me conduire avec le respect dû à l'autorité de la commission de surintendance des nègres libérés à laquelle je suis attaché.

Ainsi, que Dieu m'assiste!

Art. 5. Le curateur des nègres libérés devra assister personnellement à la remise qui sera faite des nègres à la personne chargée par le gouvernement de les recevoir, après la prononciation de la sentence d'émancipation, ainsi que cela est spécifié à l'article 2 de ces réglemens.

Quand les nègres seront remis au gouvernement, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, l'officier qui les recevra devra en donner un reçu en double expédition originale, signée par lui et portant le nombre des individus de l'un et l'autre sexe.

Un de ces reçus originaux sera donné à la personne

blic of the *Uruguay* in which under the present Treaty 1839 a Mixed Court of Justice is to sit, the Board of Superintendence of the liberated Negroes shall consist of the Governor of that Colony or Possession and of the *British* Judge in the said Mixed Courts of Justice; and when the *British* Judge is absent, then the *British* Arbitrator of the said Mixed Court of Justice shall sit in the Place of the Judge in the Board of Superintendence of liberated Negroes.

The several Members of the Board of Superintendence shall, before entering upon their Offices respectively, take an Oath, in the Presence of the principal Magistrate of the Place, that they will faithfully execute their Office, without Favour or Partiality, according to the true Intent and Meaning of these Regulations.

Art. IV. In order the better to carry into effect the Purposes intended by the present Regulations, a Person of known Probity and Humanity shall be selected and appointed by the Board of Superintendence to act under its Directions, with the Title of Curator of liberated Negroes, and such Curator may, under the Sanction of the Board, employ such Persons as may be necessary to assist him in the Execution of his Duties.

The Curator so appointed shall, previously to his entering on the Duties of his Office, take before the Board of Superintendence an Oath in the following Words:

I *A. B.* do solemnly swear, That I will act to the best of my Skill and Knowledge faithfully and impartially in the Execution of my Office, and that I will conduct myself with due Respect to the Authority of the Board of Superintendence of liberated Negroes to which I am attached. So help me GOD.

Art. V. The Curator of the liberated Negroes shall be personally present at the Delivery of the Negroes to the Person charged by the Government to receive them after the Sentence of Emancipation is passed, as specified in Article II. of these Regulations.

Duplicate original Receipts for the Negroes delivered over to the Government, specifying the Number of each Sex, shall, at the Time when they are delivered as aforesaid, be made out and signed by the Officer receiving them.

One Original of such Receipts shall be given to the

1839 qui se trouvait antérieurement chargés des nègres, l'autre au curateur, qui le déposera au secrétariat d'enregistrement de la cour de justice mixte qui a jugé le cas du navire sur lequel les nègres ont été capturés.

Au moment de la remise desdits nègres au gouvernement de la manière ci-dessus indiquée, ils seront examinés minutieusement par le curateur, qui donnera à chacun d'eux un nom, qu'il portera en même temps sur un livre intitulé: *Registre des nègres libérés*, tenu à cette fin dans le secrétariat de la commission de surintendance. En regard du nom se trouvera la description de la personne, de son âge probable et des signes corporels et autres particularités qui pourront être recueillies sur la famille et la nation de ce nègre.

Chaque nègre sera alors marqué sur la partie supérieure du bras droit, au moyen d'un petit instrument d'argent, qui aura pour devise le symbole de la liberté.

Art. 6. La commission de surintendance devra faire connaître, par des avis publics, son intention de mettre en apprentissage les nègres libérés; et sept jours après l'annonce de cette intention, aura lieu la location ou la mise en apprentissage des nègres, aux enchères publiques ou au moyen de propositions particulières, ainsi qu'on le croira le plus convenable; et les nègres seront alors distribués à leurs patrons, sous les conditions et stipulations ci-après mentionnées; lesquelles conditions et stipulations seront rendues publiques au moment de l'adjudication par enchères ou propositions, et seront également insérées dans un acte ou contrat qui devra être passé avec toutes les formalités, entre ceux qui prennent les nègres à gages et ladite commission. Cet acte ou contrat sera dressé en duplicata, imprimé et non écrit; un exemplaire en sera donné au patron, et l'autre restera à la commission, aux soins du curateur.

Quand les gages offerts pour un nègre par deux personnes différentes ou un plus grand nombre seront égaux, la préférence sera accordée à la personne qui se chargera d'employer ce nègre comme ouvrier d'une profession industrielle ou comme domestique.

Art. 7. La durée du service imposé aux apprentis sera de sept ans pour tous les nègres qui, au moment du contrat de louage, seront âgés de plus de treize ans; cependant sur ce nombre de sept années, il pourra

Person previously in charge of the Negroes, the other 1830
to the Curator, who shall deposit the same in the Registry of the Mixed Court of Justice which adjudicated the Case of the Vessel in which the Negroes were captured.

At the Time of Delivery of such Negroes to the Government in the Manner herein-before mentioned they shall be minutely inspected by the Curator, who shall give to each Negro a Name, which Name shall then be entered by the Curator in a Book to be called "Register of Emancipated Negroes," and to be kept for that Purpose in the Office of the Board of Superintendence, and opposite to the Name shall be entered a Description of the Person, with the probable Age and bodily Marks, and any Particulars which can be ascertained regarding the Nation and Family of such Negro.

Each Negro shall then be marked on the upper Part of the right Arm with a small Silver Instrument bearing for its Device a Symbol of Freedom.

Art. VI. The Board of Superintendence shall then make known by public Advertisement its Intention to apprentice out the liberated Negroes, and after Seven Days have elapsed from the Announcement of such Intention, the hiring or apprenticing of the Negroes shall then take place, either by public Auction or by Tender, as may be thought best, and the Negroes shall then be distributed to their Hirers, upon the Conditions and Stipulations herein-after mentioned, which Conditions and Stipulations shall be published at the Time of Auction or Tender, and shall also be embodied in a Contract or Indenture to be entered into formally between the Hirer and the aforesaid Board. The Contract or Indenture shall be made out in duplicate; it shall be in Print, and not in Writing; one Copy of it shall remain with the Hirer, and the other with the Board, under the Care of the Curator.

When the Sums offered by Two or more different Persons for the hiring of a Negro are equal, Preference shall be given to the Person who will undertake to employ such Negro as a Mechanic or Domestic Servant.

Art. VII. The Period of Service for which Apprentices shall be bound shall be Seven Years for all Negroes who at the Time of hiring are above Thirteen Years of Age; but Three of the Seven Years may be

1839 être déduit trois, à la discrétion de la commission, au moyen d'une recommandation du maître et de preuves que l'apprenti est en état de gagner honnêtement sa vie, et qu'il est digne de cette grâce.

Le service d'apprentissage des nègres qui, au moment du contrat de louage, seraient âgés de moins de treize ans, devra continuer pour eux jusqu'à l'âge de vingt ans; ce délai demeurant passible de réduction à la volonté de la commission, s'il y a des preuves suffisantes établissant que l'apprenti est digne de cette grâce et capable de s'entretenir.

Si, à l'expiration du temps d'apprentissage, il paraît à ladite commission, après avoir fait l'inspection et l'examen personnel de l'apprenti, qu'il n'est pas encore en état de gagner sa vie et de faire bon usage d'une complète liberté par rapport à lui-même et à la société, la commission peut reculer le terme de son apprentissage d'un nouveau délai de trois ans; et, dans ce cas, un nouveau maître sera choisi, à moins que la commission n'ait des preuves satisfaisantes que l'état retardé de l'apprenti ne doit pas être imputé à la négligence du premier maître.

Art. 8. Quand on confiera plus d'un apprenti au même maître, on aura soin de choisir à cette fin ceux qui seront de la même nation africaine, et, s'il est possible, de la même famille; et, dans aucun cas, l'enfant âgé de moins de quatorze ans ne sera séparé de sa mère, et devra toujours, au contraire, aller en apprentissage avec sa mère chez le même maître.

Art. 9. Le nom et la demeure du maître, conjointement avec le nom et la position de la propriété ou de la maison où le nègre libéré devra résider, seront insérés en regard du nom du nègre dans son contrat ou inscription.

Art. 10. Aucun nègre ne sera donné en apprentissage à un maître résidant à plus de vingt milles anglais du lieu où se trouve établie la cour de justice mixte qui l'a libéré; et si un maître à qui un nègre aura été donné en apprentissage, change ensuite de résidence, il sera tenu d'en donner immédiatement connaissance au curateur.

Les apprentis doivent toujours résider dans la propriété ou la maison du maître, qui se trouve enregistrée comme située dans le rayon de la distance susmen-

afterwards remitted, at the Discretion of the Board, 1839 upon the Recommendation of the Master, and upon Proof that the Apprentice is capable of earning an honest Livelihood, and is worthy of such Indulgence.

The Apprenticeship of Negroes who at the Time of Hiring are under Thirteen Years of Age shall continue until the Age of Twenty, subject to a Diminution of that Term at the Discretion of the Board, upon due Proof being given that the Apprentice is worthy of such Indulgence, and is capable of maintaining himself.

If, after the Expiration of any Apprenticeship, it shall appear to the said Board, upon their personal Inspection and Examination of the Apprentice, that he is not yet in a State to earn his Livelihood, or to make a proper Use of complete Freedom with regard to himself and to the Community, the Board may extend the Period of Apprenticeship for the further Term of Three Years. In such Case a new Master shall be selected, unless it shall appear to the Satisfaction of the Board that the backward State of the Apprentice is not attributable to the Neglect of the original Master.

Art. VIII. When more Apprentices than One are confided to the same Master, Care shall be taken to select for that Purpose such as are of the same *African* Nation, and, (if possible, of the same Family; and in no Case shall a Child under Fourteen Years of Age be separated from its Mother, but such Child shall always be apprenticed to the same Master with its Mother.

Art. IX. The Name and Address of the Master, together with the Name and Position of the Estate or House where the liberated Negro is to be resident, shall be inserted opposite to the Name of the Negro in his Contract or Indenture.

Art. X. No Negro shall be apprenticed to any Master who resides more than Twenty *English* Miles from the Town where such Mixed Court of Justice is established; and if any Master to whom such Negro shall have been so apprenticed shall afterwards change his Residence, he shall be required to give immediate Notice thereof to the Curator.

The apprentices must always reside at that particular Estate or House of the Master which is registered

1839 tionnée du lieu où la cour de justice mixte se trouve établie.

Art. 11. Aucune personne ne pourra recevoir en contrat un ou plusieurs nègres libérés, si elle ne prouve à la commission qu'elle possède amplement les moyens d'employer, d'entretenir et de nourrir ledit nègre ou lesdits nègres, et si elle ne s'oblige, sous peine d'amende de quatre-vingts dollars par chaque nègre, à accomplir exactement les conditions auxquelles elle a reçu lesdits nègres.

Art. 12. Le maître s'obligera à payer la somme stipulée pour la solde de chaque apprenti.

Le curateur pourra, si le montant doit en être payé en une fois, l'exiger avant de passer le contrat; et s'il doit être payé périodiquement, il pourra l'exiger par quartiers anticipés.

Art. 13. Le maître s'obligera :

1^o A ce que l'apprenti soit nourri avec des alimens sains et abondans, et reçoive des vêtemens conformes à l'usage du pays;

2^o A ce qu'il soit instruit des vérités de la religion chrétienne, afin de pouvoir être baptisé avant l'expiration de la deuxième année de son temps d'apprentissage;

3^o A ce qu'il soit vacciné dans le plus court délai possible après avoir été confié au maître, et à ce qu'il reçoive, dans ses maladies, l'assistance convenable d'un médecin, et soit traité avec soin et égard, et, en cas de décès, à ce qu'il soit enseveli décemment aux frais du susdit maître;

4^o A faire enseigner à l'apprenti une profession utile, ou à le faire instruire dans un état ou art mécanique au moyen duquel il puisse s'entretenir à l'expiration du temps de son service;

5^o Lorsqu'il naîtra un enfant de quelque apprentie, le maître s'oblige à faire connaître immédiatement cet événement à la commission de surintendance, pour que le fait soit dûment consigné sur le register;

6^o A ce que le baptême d'un enfant né en semblables circonstances ait lieu dans le délai de trois mois après sa naissance, et que l'état de liberté dudit enfant soit déclaré dans l'acte de baptême; mais ledit enfant restera avec sa mère jusqu'au moment où celle-ci aura achevé le temps de son apprentissage, et il sera main-

as being within the above-mentioned Distance from the 1839
Place of sitting of the Mixed Court of Justice.

Art. XI. No Person shall be intrusted with One or more liberated Negroes unless he shall prove to the Board that he possesses ample Means for the Employment, Maintenance, and Support of such Negro or Negroes, and shall make himself answerable, under the Penalty of Eighty Dollars for each Negro, that the Conditions under which such Negro is received shall be duly observed.

Art. XII. The Master shall engage to pay a stipulated Sum for the Hire of each Apprentice.

The Curator may, if the Amount is to be paid down in One Sum, demand it previously to the Hire; if the Sum is to be periodically paid, the Curator may demand the same quarterly in advance.

Art. XIII. The Master shall undertake :

First. That the Apprentice shall be maintained with wholesome and abundant Food, and shall be provided with such Clothes as are usual according to the Custom of the Country.

Secondly. That he shall be instructed in the Truths of the Christian Religion, in order that he may be baptized before the Expiration of the Second Year of his Apprenticeship.

Thirdly. That he shall be vaccinated as soon as possible after being delivered into the Charge of the Master; that in Sickness he shall have proper medical Advice, and shall be treated with due Care and Attention; and that in case of Death he shall be decently buried at the Master's Expence.

Fourthly. That the Apprentice shall be taught some useful Business, or be instructed in some Trade or mechanical Art, whereby he may be enabled to maintain himself when the Period of his Service shall have expired.

Fifthly. That whenever an Infant is born of any Female Apprentice, immediate information thereof shall be given by the Master to the Board of Superintendence, in order that the Fact may be duly registered.

Sixthly. That Baptism of the Infant so born shall take place within Three Months after its Birth, and that the Freedom of the Child shall be recorded in the Register of Baptism; but that such Child shall remain with its Mother, and shall be treated by the Master.

1839 tenu et entretenu, par le maître de sa mère, de la même manière qu'un apprenti.

Art. 14. Aucun maître ne sera autorisé en aucun cas à transférer à un autre maître son apprenti nègre, sans une permission spéciale et par écrit de la commission; et si le maître doit sortir du pays, ou changer sa résidence pour une autre localité située hors des limites ci-dessus indiquées pour les personnes qui ont des apprentis; ou s'il éprouve de tels revers de fortune qu'il se trouve obligé d'abandonner son établissement, alors, et dans chacun de ces cas, il devra en donner avis à la commission, à laquelle il remettra et consignera ses apprentis; et la commission les recevra pour les donner ensuite à un autre maître, pour le reste du temps de leur apprentissage, à des conditions semblables à celles qui avaient été antérieurement imposées au premier maître. Dans aucun cas, cependant, il ne sera permis au maître de livrer son apprenti à une autorité quelconque autre que la commission, à moins que ce ne soit au curateur soumis aux ordres de ladite commission.

Si quelque apprenti est accusé d'un crime qui le rende passible des peines portées par les lois du pays, ou s'il est accusé d'ivrognerie habituelle, d'insubordination, de paresse, ou de destruction de la propriété de son maître, celui-ci pourra, en pareil cas, le traduire devant la commission de surintendance; et, si les faits sont prouvés, ladite commission aura pouvoir pour casser les contrats.

Art. 15. Si quelque apprenti vient à s'enfuir, son maître en informera aussitôt le curateur, qui procédera immédiatement à une investigation sommaire du fait, pour l'information de la commission de surintendance.

Tout maître à qui l'on prouvera qu'il a indûment disposé de son apprenti, qu'il l'a fait passer pour mort ou qu'il l'a tenu caché, paiera une amende de trois cents dollars.

La moitié de cette amende sera payée au révélateur, et le reste au curateur, pour être mis à la disposition de la commission, aux fins ci-dessus indiquées.

Art. 16. Si un apprenti tombe malade, son maître en fera part immédiatement au curateur, afin que celui-ci ou un de ses suppléans puisse aller visiter ledit apprenti,

of the Mother in the same Manner as an Apprentice 1839
until the Apprenticeship of the Mother ceases.

Art. XIV. No Master shall in any Case be authorized to transfer to another Master his apprenticed Negro without the especial and written Sanction of the Board; and if the Master shall leave the Country, or shall change his Residence to a Part of the Country beyond the Limits herein-before fixed for Persons having Apprentices, or if he shall become so reduced in his Circumstances as to be obliged to give up his Establishment, then and in any of these Cases he shall report the same to the Board, and shall bring his Apprentices, and deliver them up to the said Board, by whom they shall be received, and afterwards apprenticed to another Master for the Remainder of the Period which such Apprentices may have to serve, and under the same Conditions as those imposed upon the first Master; but in no Case shall the Master be allowed to deliver up his Apprentice to any other Authority than to the said Board, or to the Curator, under the Orders of the Board.

If any Apprentice shall be guilty of Crimes which render him obnoxious to the Laws of the Country, or shall be guilty of habitual Drunkenness, Insubordination, wilful Carelessness, or Destruction of his Master's Property, the Master may in such Case bring him before the Board of Superintendence, and upon Proof of the Facts the said Board shall have Power to cancel the Indentures.

Art. XV. If an Apprentice should run away, his Master shall give immediate Information thereof to the Curator, who shall instantly proceed to a summary Investigation of the Fact, for the Information of the Board of Superintendence.

Any Master who shall be proved to have improperly disposed of an Apprentice whom he has reported as dead or absconded shall pay as a Fine the Sum of Three hundred Dollars.

The Half of this Fine shall be paid to the Informer, and the Remainder to the Curator, to be placed at the Disposal of the Board for the Purposes herein-after mentioned.

Art. XVI. If an Apprentice should fall sick, the Master shall give immediate Notice thereof to the Curator, in order that he, or One of his Assistants, may

1839 et faire son rapport à la commission sur la nature de la maladie et sur la manière dont le malade est traité.

Si un apprenti vient à mourir, il en sera donné connaissance immédiatement au curateur, afin que celui-ci, ou l'un de ses suppléans, puisse s'assurer que le décédé était bien réellement et en effet l'apprenti inscrit comme tel sur le registre.

A cette fin, le curateur, ou son suppléant, devra faire les recherches qu'il jugera nécessaires, interroger les habitans de la maison dans laquelle le nègre est décédé, les voisins ou autres personnes quelconques, et prendre toute autre mesure qu'il jugerait devoir le mettre à portée de constater la vérité, afin que l'enterrement, qui doit être aux frais du maître, puisse avoir lieu dans le plus court délai.

Un rapport sommaire du résultat de ces investigations sera ensuite rédigé officiellement par le curateur, et remis sans délai à la commission.

Le curateur, après avoir constaté l'identité du corps d'un apprenti décédé, recherchera la cause de sa mort, et s'il reconnoît qu'elle a été naturelle, il consignera ce fait sur le registre.

Si la cause de la mort est douteuse, ou s'il apprend qu'elle n'a pas été naturelle, il devra alors interroger les autres nègres et les autres habitans de la maison, et prendre toute autre mesure qui lui paraîtra nécessaire pour vérifier les circonstances du fait; et, s'il y a motif de soupçonner que la mort du susdit nègre a été causée par un acte de violence, mauvais traitemens, ou négligence coupable, il emploiera les moyens convenables pour traduire le coupable devant les tribunaux du pays.

Art. 17. Si le maître d'un apprenti commet une infraction à quelqu'une de ces conditions, il lui sera imposé une amende qui ne sera pas moindre de cinquante dollars, et qui n'en excédera pas cent: la moitié de cette amende sera pour le révélateur, et l'autre moitié sera mise à la disposition de la commission de surintendance, aux fins ci-dessus indiquées; et, dans le cas où le susdit maître infligerait à son apprenti un mauvais traitement excessif, non-seulement il paiera la susdite amende, mais encore il perdra, si la commission de surintendance le juge ainsi convenable, tout droit ultérieur au service de l'apprenti, qui lui sera retiré et *visit such Apprentice, and report to the Board the*

Nature of his Disorder, and the Manner in which such sick Negro is taken care of.

If an Apprentice should die, Notice thereof shall immediately be given to the Curator, in order that he, or One of his Assistants, may attend, for the Purpose of ascertaining that the deceased Negro was really and truly the Apprentice described as such in the Register.

For this Purpose the Curator or his Assistant shall make such Inquiries as he may judge necessary, interrogating the Inhabitants of the House in which the Negro has died, the Neighbours or any other Persons, and shall take such other Means as he may judge necessary to enable him to ascertain the Truth, in order that the Burial of the Negro, which is to be at the Expence of the Master, may take place without further Delay.

A summary Report of the Result of this Inquiry shall then be drawn up officially by the Curator, and be delivered without Delay to the Board.

The Curator, after having identified the Body of any Apprentice who may have died, shall investigate the Cause of the Death, and if the Death shall appear to have been natural he shall note that Fact in the Register.

If the Cause of Death be doubtful, or shall appear to be otherwise than natural, he shall interrogate the other Negroes and other Inhabitants of the House, and take such other Means as may appear necessary to ascertain the Facts of the Case; and if there shall appear Reason to suspect that the Death of such Negro has been occasioned by Violence, improper Usage, or culpable Neglect, he shall take the proper Course for bringing the Offender to Trial before the Courts of the Country.

Art. XVII. If the Master of any Apprentice shall commit any Breach of these Conditions, a Fine shall be imposed upon him of not less than Fifty and not exceeding One hundred Dollars, one Half of which shall go to the Informer, and the other Half shall be placed at the Disposal of the Board of Superintendence, for the Purposes herein-after mentioned; and in case of any gross Misconduct of the said Master towards his Apprentice, such Master shall, if the Board of Superintendence shall think fit, besides paying the above-mentioned Fine, forfeit all further Right to the Services of the Apprentice, and the said Apprentice shall be taken from such Master, and shall be apprenticed to

1839 placé sous un autre maître pour le reste du temps qui manque à son apprentissage.

Art. 18. Si le maître d'un apprenti vient à décéder, son héritier, ou la personne à laquelle sera dévolu cet apprenti, devra, dans le délai de quatre jours après le décès dudit maître, faire connaître cet événement à la commission de surintendance.

En conséquence, la commission donnera ordre au curateur d'amener l'apprenti en sa présence; et, quand celui-ci lui sera présenté, elle le donnera à un autre maître aux conditions stipulées.

Si l'héritier, ou celui qui est en possession dudit apprenti, néglige de faire connaître le décès du maître dans l'espace de quatre jours, il paiera un dollar par jour pour chaque apprenti nègre appartenant au maître décédé, jusqu'à ce qu'il ait fait la remise de tous à la susdite commission, et il sera, en outre, passible des autres peines pour défaut d'accomplissement des conditions établies dans ces réglemens.

Art. 19. Si quelque nègre libéré est pris en apprentissage ou engagé au service du gouvernement, le contrat devra contenir, à l'égard dudit nègre, les mêmes conditions et stipulations qui se trouvent prescrites ci-dessus pour les cas où ce nègre aurait été pris en apprentissage par un simple particulier.

Art. 20. Il sera permis aux nègres libérés, à la volonté de la commission de surintendance, et quand il sera constaté que leur libre consentement a été préalablement obtenu, de devenir soldats ou marins dans les forces régulières de mer ou de terre de l'Etat sur les territoires duquel a eu lieu l'émancipation.

La commission, en pareil cas, aura soin de certifier que les nègres entendent et connaissent parfaitement la nature des obligations qu'ils ont contractées en s'enroquant de la sorte.

Le gouvernement, au service duquel les nègres s'enrôleront, en donnera un reçu, qui sera remis au curateur au moment de l'enrôlement, et la commission prendra des mesures pour s'assurer que l'émancipation pleine et permanente de ces nègres leur sera garantie conformément au véritable esprit de ces réglemens.

Art. 21. Ceux des nègres libérés qui ne seront pas

another Master for the Remainder of his Term of Ap- 1839
prenticeship.

Art. XVIII. If the Master of an Apprentice shall die, his Heir, or the Person to whom the Possession of such Apprentice shall devolve, shall, within Four Days after the Death of such Master, report the same to the Board of Superintendence.

The Board shall thereupon issue its Order to the Curator to bring the Apprentice before them; and when the Apprentice is so brought the Board shall apprentice him to another Master, under the established Conditions.

If the Heir, or the Person in possession of such Apprentice, shall neglect to report the Death of the Master within Four Days, he shall pay One Dollar a Day for each apprenticed Negro belonging to such deceased Master until he shall have delivered them all up to the said Board, and he shall, moreover, be subject to the other Penalties which attach to the Nonperformance of the Conditions established by these Regulations.

Art. XIX. If any liberated Negro be apprenticed to or hired by the Government, the Contract shall contain the same Conditions and Stipulations in regard to the Negro as are herein-before prescribed for Cases in which the Negro is apprenticed to a private Individual.

Art. XX. Liberated Negroes shall, at the Discretion of the Board of Superintendence, and where it shall be ascertained that their own free Will has previously been obtained, be permitted to become Soldiers and Sailors in the regular Land and Sea Forces of the State in whose Territories or Dominions they shall have been liberated.

The Board shall take care in such Case to ascertain that the Negroes fully understand and are aware of the Nature of the Engagement which they enter into by so enlisting.

The Government in whose Service the Negroes enlist shall sign a Receipt for them, which Receipt shall be delivered to the Curator at the Time of the Enlistment, and the Board shall take Means to ensure that the full and permanent Liberation of such Negroes shall be secured to them, under the Principle contemplated by these Regulations.

Art. XXI. Those liberated Negroes who may not

1839 mis en apprentissage, ou qui ne s'enrôleront pas dans les forces de terre ou de mer de l'Etat auquel appartient la colonie ou la possession dans laquelle ils se trouvent, ou dont les contrats viendront à être sans effet ou invalidés, demeureront à la charge du gouvernement de ladite colonie ou possession. Ils seront conservés dans un rayon de 20 milles du lieu où réside la cour de justice mixte.

La dépense nécessaire pour entretenir et nourrir lesdits nègres sera supportée par le gouvernement de la colonie ou possession; ils demeureront néanmoins aux soins et sous la surintendance de la commission et du curateur, et les présens réglemens leur seront applicables à tous égards, excepté en ce qui concerne l'apprentissage.

Art. 22. Le curateur tâchera d'expliquer à chaque nègre, par le moyen d'un interprète, la nature de tout contrat par lequel il s'obligera; et il le préviendra que, s'il vient à être maltraité par son maître, il doit se plaindre au curateur ou à la commission de surintendance des nègres libérés.

Art. 23. Il sera du devoir du curateur, ou de ses suppléans, de visiter, au moins une fois tous les trois mois, tous les lieux où se trouvent des nègres libérés sous la surintendance de la commission; il devra examiner et inspecter tous lesdits nègres, recevoir leurs plaintes et faire des recherches pour connaître la vérité ou découvrir les abus dont ils pourraient avoir à souffrir; il devra également s'enquérir de la conduite générale des nègres eux-mêmes.

Le curateur portera ensuite à la connaissance de la commission toutes les plaintes des susdits nègres et toute infraction quelconque aux conditions et stipulations du contrat en vertu duquel ils servent; et, dans tous les cas de plainte bien fondée, la commission prendra les mesures convenables pour que justice leur soit rendue.

Les inspections ci-dessus prescrites ne devront pas avoir lieu à des époques fixes, mais dans des moments incertains et inattendus.

Le curateur fera part également à la commission, de trois mois en trois mois, de l'état où il trouvera les nègres libérés; et son rapport sera inscrit sur le livre à ce destiné, intitulé: *Rapports du curateur*, qui devra être déposé au secrétariat de la commission, de

not be apprenticed, or may not have enlisted in the **1839**
Sea or Land Forces of the State to which the Colony
or Possession in which they may be belongs, or whose
Indentures shall have become void or have been cancel-
led, shall be provided for by the Government of such
Colony or Possession. They shall be kept within
Twenty Miles of the Place where the Mixed Court of
Justice is sitting.

The Expence of maintaining and supporting such
Negroes shall be borne by the Government of the Co-
lony or Possession, but they shall be under the Care
and Superintendence of the Board and Curator; and
the present Regulations shall be applicable to them in
every respect, excepting as regards Apprenticeship.

Art. XXII. The Curator shall endeavour by means
of an Interpreter to explain to each Negro the Nature
of any Contract by which he may become bound, and
shall inform him that if he should at any Time be ill-
treated by his Master he must make his Complaint to
the Curator, or to the Board of Superintendence of li-
berated Negroes.

Art. XXIII. It shall be the Duty of the Curator or
of his Assistants to visit once at least in every Three
Months all Places where there are any liberated Negroes
under the Superintendence of the Board. He shall exa-
mine and inspect all such Negroes, receive their Com-
plaints, inquire into them, and search out the Truth,
and investigate any Abuses that may affect the said
Negroes, and also inquire into the general Conduct of
the Negroes themselves.

The Curator shall then bring to the Notice of the
Board every Complaint on the Part of the said Negroes,
and every Breach committed of the Conditions and Sti-
pulations of the Contracts under which the Negroes
serve; and in all Cases of well-founded Complaint the
Board shall take proper Means for affording Redress.

The Inspections above prescribed are not to be made at
stated Periods, but at uncertain Times, and unexpectedly.

The Curator shall also report every Three Months
to the Board the State in which he finds the liberated
Negroes, and such Reports shall be entered in a Book to
be kept for that Purpose, to be called "Curator's Re-
ports," and to be deposited in the Office of the Board,

1839 sorte qu'en y recourant il puisse être facile de connaître l'occupation et la conduite de tous les nègres libérés.

Art. 24. Tous les actes pratiqués par le curateur, ainsi qu'une exposition de tous les faits qui parviendront successivement à sa connaissance, concernant les nègres libérés, seront immédiatement communiqués par lui à la commission de surintendance; et il ne devra tenter aucune procédure, ni faire aucune autre démarche à l'égard desdits nègres, à l'insu et sans l'autorisation de la commission.

Art. 25. Le curateur recevra toutes les sommes qui devront être payées pour le louage des apprentis et tout l'argent provenant des amendes encourues par les maîtres, et il rendra compte du tout à la commission de surintendance.

Le montant total recevra l'application ci-dessous indiquée.

Art. 26. A l'expiration du temps prescrit pour le service d'un apprenti, le curateur devra; sous la direction de la commission de surintendance, signifier audit apprenti d'avoir à comparaître avec son maître en présence de ladite commission. Le maître, alors, remettra à la commission le contrat du nègre, et le nègre recevra de la commission un certificat constatant que ledit nègre a complété son temps d'apprentissage et qu'il peut jouir de tous les droits et privilèges d'un homme libre.

Le curateur aura soin de faire légaliser et enregistrer ce certificat conformément à l'usage du pays.

Art. 27. La commission de surintendance aura le droit d'admonester le curateur, et tout autre employé à elle subordonné, s'ils cessent de remplir fidèlement les devoirs de leur charge; et si la commission le juge nécessaire, elle pourra destituer ledit curateur ou autres officiers, et leur danner des successeurs.

Art. 28. Les procédures nécessaires pour le recouvrement des sommes dues par les maîtres pour le salaire des apprentis, et pour le paiement des amendes et peines pécuniaires ci-dessus imposées, seront instruites par devant les tribunaux compétens du pays où résident les commissions de surintendance respectives, et seront poursuivies par les soins de la commission.

so that on reference thereto the Condition and Behaviour 1839 of every liberated Negro may be easily known.

Art. XXIV. All Proceedings of the Curator, together with a Statement of all Facts which may from Time to Time come to his Knowledge respecting liberated Negroes, shall be immediately communicated by him to the Board of Superintendence, and he is not to institute any Proceedings nor to take any other Steps in respect of such Negroes without the Knowledge and Sanction of the Board.

Art. XXV. The Curator shall receive all the Sums which are to be paid for the Hire of Apprentices, and all the Monies arising from Penalties incurred by Masters, and shall render an Account thereof to the Board of Superintendence.

The Amount is to be applied to the Purposes hereinafter mentioned.

Art. XXVI. When the prescribed Term of Service of any Apprentice shall have expired, the Curator shall, under the Direction of the Board of Superintendence, summon such Apprentice, together with his Master, to appear before the said Board; the Master shall then give up to the Board the Indenture of the Negro, and the Negro shall receive from the Board a Certificate specifying that such Negro has completed the Term of his Apprenticeship, and is entitled to all the Rights and Privileges of a free Person.

The Curator shall see that this Certificate be authenticated and registered, according to the Custom of the Country.

Art. XXVII. The Board of Superintendence shall have the Power to admonish the Curator, and any Officer serving under the Board, if such Curator or other Officer should fail to execute his Duty faithfully, and if the Board shall see necessary they may dismiss such Curator or other Officer, and appoint Successors.

Art. XXVIII. The necessary Proceedings for recovering such Sums as may be due from Masters on account of the Hire of Apprentices, and for enforcing the Payment of the several Fines and Penalties hereinbefore imposed, shall be instituted in the proper Courts of Law of the Country where the Boards of Superintendence shall respectively reside, and shall be carried on at the Instance of the Board.

1839 Les frais de ces procédures seront payés de la manière-ci-dessus mentionnée; et les hautes parties contractantes s'obligent, par cet article, à concéder, dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du traité auquel ces réglemens sont annexés, l'autorité et les pouvoirs nécessaires aux tribunaux du pays où les commissions de surintendance respectives sont établies, pour qu'ils prennent connaissance des actions qui seraient portées devant eux, à la requête des commissions, pour la due exécution de ces réglemens; de sorte que les amendes ci-dessus mentionnées puissent être recouvrées, et qu'on puisse exiger la remise des fonds en question et effectuer le paiement du montant total entre les mains de la personne désignée à cet effet par les présens réglemens.

Art. 29. L'argent provenant du salaire des nègres libérés et des amendes encourues par les maîtres sera déposé, par le curateur, dans un coffre à trois clefs, dont une sera remise à chacun des commissaires de la commission de surintendance et l'autre au curateur.

Le curateur déposera de même les diverses sommes aussitôt qu'il les recevra, en consignnant préalablement cette recette sur un livre ouvert à cette fin.

Cet argent sera employé de la manière suivante, savoir une partie, déterminée par la commission de surintendance, servira à payer le traitement du curateur et des autres officiers employés sous les ordres de la commission; sur le reste, on prélèvera le montant des frais occasionnés par les poursuites dirigées contre les maîtres pour infraction aux conditions et stipulations de leurs contrats; et en général, on prélèvera toutes les autres dépenses qu'entraînera la mise à exécution des présens réglemens; et le reste des fonds, s'il y en a, sera employé, à la volonté de la commission, à améliorer la position et le bien-être des nègres libérés, pendant le temps de leur service ou à son expiration, et principalement à récompenser ceux qui se conduiront bien.

Cette comptabilité et l'emploi des fonds seront dressés en duplicata, par le curateur, à la fin de chaque année; et après que ces comptes auront été examinés et approuvés par la commission, l'un de ces duplicata

The Expences of such Proceedings shall be defrayed 1839 as herein-after mentioned; and the High Contracting Parties hereby engage that within Six Months from the Exchange of the Ratifications of the Treaty to which these Regulations are annexed they will grant the requisite Authority and Powers to the Courts of Law of the Country where the Boards of Superintendence are respectively held to take cognizance of the Actions which for the due Execution of these Regulations may be brought in such Courts of Law at the Instance of the Boards, so that the Penalties herein-before mentioned may be recovered, and the Levy of the Monies herein-before mentioned be enforced, and the Payment of the Amount thereof be made to the Person appointed by these Regulations to receive such Penalties and Monies.

Art. XXIX. The Money arising from the Hire of liberated Negroes, and also from the Penalties incurred by the Master, shall be deposited by the Curator in a Chest with Three Keys, One of which shall be kept by each Commissioner of the Board of Superintendence, and One by the Curator.

The Curator shall so deposit the several Sums as soon as he receives them, making previously a regular Entry of the Receipt in a Book to be kept for that Purpose.

This Money shall be applied in the following Manner; (that is to say,) a Portion thereof, at the Discretion of the Board of Superintendence, shall be paid to the Curator, and the other Officers employed under the said Board, for their Salaries; so much of the remaining Portion as shall be needful shall be applied towards defraying the Expences of prosecuting Masters for Breaches of the Conditions and Stipulations of their Contracts, and also generally towards defraying the other Expences incurred for carrying these Regulations into effect, and the remaining Balance, if any, shall be laid out, at the Discretion of the said Board, in the Promotion of the Comfort and Welfare of the liberated Negroes, either during their Term of Service, or at its Expiration, and especially in Rewards to liberated Negroes for good Conduct.

The Accounts of these Monies, and of the Manner in which they have been applied, shall, at the Expiration of every Year, be made up in duplicate by the Curator; and after these Accounts have been examined and

1839 sera transmis, par chaque commissaire, au gouvernement qui l'emploie respectivement.

Si les fonds ne suffisent pas pour satisfaire les demandes justes et nécessaires faites aux fins exigées, il sera suppléé par les deux gouvernemens, en parts égales.

Art. 30. Dans le cas où il s'élèverait quelque contestation entre les deux susdits membres de la commission, relativement à la nomination de quelque officier subalterne ou pour tout autre objet relatif à l'exécution de ces réglemens; si cette contestation survient dans une colonie ou possession britannique, la commission appellera la personne qui, près ladite colonie ou possession, fait les fonctions d'arbitre montévidéen près la cour de justice mixte, conformément au traité; et si le cas arrive dans une colonie ou possession montévidéenne, la commission de surintendance appellera la personne qui, dans cette colonie ou possession, fait les fonctions d'arbitre britannique près la cour de justice mixte, conformément au traité, et la commission de surintendance des nègres libérés, ainsi formée et composée de deux commissaires et d'un arbitre, décidera, à la pluralité des voix, tous les points de la contestation.

Il ne sera permis, ni aux membres de la commission de surintendance, ni à tout autre officier subordonné à cette commission, de demander à qui que ce soit, ou d'en recevoir, sauf ce qui est spécifié dans ces réglemens, aucune espèce d'émolument, sous quelque prétexte que ce soit, pour l'accomplissement des devoirs qui leur sont imposés par les présens réglemens.

Art. 31. Rien de ce que contiennent les présens réglemens ne sera entendu comme devant exempter un nègre libéré de l'obligation qui lui est imposée, comme homme libre, de se soumettre à toute action qu'on pourrait intenter contre lui pour un crime qu'il aurait commis, à l'exception des cas auxquels il a été pourvu par ces réglemens, contre les lois du pays où il se trouve. Mais, dans tous les cas où une offense contre ces lois sera imputée à un nègre placé sous l'autorité de la susdite commission de surintendance, elle lui seront appliquées comme à un homme libre; et le curateur devra comparaître personnellement, ou par un délégué responsable choisi à cette fin par ledit curateur, devant les tribunaux du pays, pour que justice soit rendue au nègre.

approved by the Board, One of such Duplicates shall 1839
be transmitted by each Commissioner to the Govern-
ment on whose Part he is acting.

If the Fund should not prove sufficient to liquidate
the just and necessary Demands made for the Purposes
required, the Deficiency shall be made good, in equal
Moieties, by the Two Governments.

Art. XXX. In the event of a Difference arising
between the Two aforesaid Commissioners of the Board,
regarding the Appointment of any Officer under them,
or regarding any other Matter in the Execution of these
Regulations, if such Difference shall occur in a *British*
Colony or Possession, the Board shall call in the Person
who officiates in that Colony or Possession as *Monte-*
Videan Arbitrator to the Mixed Court of Justice under
the Treaty; and if the Case shall occur in the *Monte-*
Videan Colony or Possession, the Board of Superinten-
dence shall call in the Person who officiates in that
Colony or Possession as *British* Arbitrator to the Mixed
Court of Justice under the Treaty; and the Board of
Superintendence of liberated Negroes thus formed, and
being composed of the Two Commissioners and of One
Arbitrator, shall, by the Majority of Voices, decide all
such Points of Difference.

It shall not be permitted to the Members of the
Board of Superintendence, nor to any Officer acting
under them, to demand or receive from any one, except-
ing as herein specified, any Emolument, under any Pre-
text whatsoever, for the Performance of the Duties
which are imposed upon them by the present Regulations.

Art. XXXI. Nothing that is contained in these Re-
gulations shall be construed to exempt any liberated
Negro from his Liability as a free Man to be proceeded
against for any Offence committed by him (except as
herein provided for) against the Laws of the Country in
which he is located; but in all Cases where Offence
against such Laws is imputed to a Negro under the
Care of the aforesaid Board of Superintendence, the
Laws shall be administered to him as to a free Man,
and the Curator shall, either personally or by a respons-
ible Individual deputed by him for the Purpose, attend
the Courts of Justice of the Country, to see that Justice
is done to the Negro.

1839 Art. 32. Il est en outre stipulé, afin d'éviter une inutile répétition de mots, que tout ce qui est applicable aux maîtres, dans les réglemens ci-dessus, le sera également aux maîtresses; et que tout ce qui concerne les nègres et apprentis dans lesdits réglemens, comme applicable au sexe masculin et au nombre singulier, s'entendra comme étant également applicable au sexe féminin et au nombre pluriel, sauf le cas où cette interprétation se trouverait expressément opposée à une disposition quelconque de ces réglemens.

Art. 33. Ces réglemens seront insérés dans la gazette ou journal officiel du gouvernement de chacune des hautes parties contractantes de ce traité, comme aussi dans la gazette ou journal officiel du lieu où sont respectivement établies les cours de justice mixtes; et les gouvernemens desdits pays conféreront aux susdites commissions de surintendance des nègres libérés; aux curateurs et à leurs suppléans, subordonnés à ces commissions, l'autorité nécessaire pour que lesdites commissions, lesdits curateurs et officiers qui leur sont respectivement subordonnés, puissent accomplir leurs devoirs et exercer les pouvoirs qui leur sont confiés par ce règlement.

Les plénipotentiaires soussignés, en conformité de l'art. 13 du traité signé par eux cejourd'hui, 13 juillet 1839, conviennent que les réglemens qui précèdent, contenus en 33 articles, seront annexés audit traité et en seront considérés comme partie intégrante.

Fait à Montévidéo, le 13 juillet 1839.

Signé: J. H. MANDEVILLE.

JOSÉ ELLAURI.

Articles additionnels au traité conclu le 13 juillet 1839, entre sa majesté britannique et la république de l'Uruguay, pour la suppression du commerce d'esclaves.

Art. 1er. Comme le gouvernement oriental de l'Uruguay ne possède actuellement que les vaisseaux de guerre nécessaires à la défense des côtes de la république, il est convenu que la république de l'Uruguay sera dis-

Art. XXXII. It is further stipulated, with the 1839
View to avoid the unnecessary Multiplication of Words,
that every thing contained in the foregoing Regulations
which applies to Masters shall be construed as apply-
ing equally to Mistresses, and that every thing in the
said Regulations with respect to Negroes and Appren-
tices which applies to the Masculine Gender and Sin-
gular Number shall be construed as applying equally
to the Female Sex and to the Plural Number, unless
such Construction shall be in express Opposition to
any other Enactment of these Regulations.

Art. XXXIII. These Regulations shall be inserted
in the official Gazette or Journal of the Government of
each High Contracting Party to the Treaty, and also in
the official Journal or Gazette of the Place where the
Mixed Courts of Justice are respectively held; and the
Governments of the said Countries shall convey to the
said Boards of Superintendence of liberated Negroes, to
the Curators, and to their Assistants, under those Boards,
such Authority as may be requisite to enable the said
Boards of Superintendence, Curators, and Officers acting
under them respectively to perform the Duties and to
exercise the Powers intrusted to them by these Regulations.

The undersigned Plenipotentiaries have agreed, in
conformity with the Thirteenth Article of the Treaty,
signed by them on this Day; the Thirteenth of *July*
One thousand eight hundred and thirty-nine, that the
preceding Regulations, consisting of Thirty-three Arti-
cles, shall be annexed to the said Treaty, and be con-
sidered an integral Part thereof.

Done at *Monte Video*, the Thirteenth Day of *July*
One thousand eight hundred and thirty-nine.

(L. S.) J. H. MANDEVILLE.

(L. S.) JOSE ELLAURI.

*Articles additional to the Treaty concluded this
Thirteenth of July One thousand eight hundred
and thirty-nine between Her Britannic Majesty
and the Republic of the Uruguay, for the Suppres-
sion of the Slave Trade.*

Art. I. In consequence of the Oriental Government
of the *Uruguay* not possessing at the present Period
more Ships of War than are sufficient for the Protec-
tion of the Coasts of the Republic, it is agreed that

1839 pensée, pendant dix ans à compter de l'échange des ratifications du présent traité, de l'obligation d'employer des navires croiseurs à la suppression du commerce d'esclaves, à moins qu'elle ne juge convenable de le faire.

Art. 2. Il est entendu et convenu, que s'il y a quelque délai dans la nomination du juge et de l'arbitre qui doivent être désignés par la république de l'Uruguay, pour agir dans chacune des cours de justice mixtes qui seront établies en vertu de ce traité, ou si ces officiers, après avoir été nommés, viennent à s'absenter, alors, et dans l'un ou l'autre cas, le juge et l'arbitre qui auront été nommés du côté de sa majesté britannique, et qui seront présents dans lesdites cours, devront, en l'absence du juge et de l'arbitre de la république orientale, procéder à l'ouverture desdites cours et juger tous les cas qui seraient portés devant eux en vertu du traité; et la sentence prononcée sur ces débats, par le juge et l'arbitre britannique, aura la même force et la même validité que si le juge et l'arbitre de la république orientale avaient été nommés et avaient assisté, en siégeant dans lesdites cours mixtes, aux débats en question.

Art. 3. Il est aussi convenu, nonobstant les dispositions de l'article 2 de l'annexe B, que tant qu'un juge et un arbitre n'auront pas été nommés par la république orientale, il ne sera point nécessaire, pour ladite république orientale, de nommer le secrétaire ou commis mentionné dans ledit article; que dans l'intervalle, le secrétaire ou commis de la cour qui existera sur le territoire de la république orientale sera nommé et payé par le gouvernement de sa majesté britannique, et que la dépense totale des deux cours qui doivent s'établir aux termes de ce traité sera supportée par le gouvernement de sa majesté britannique.

Art. 4. Si, dans la traduction du présent traité en espagnol, il s'était glissé quelque erreur ou méprise, on devra se régler sur le texte anglais.

Les présens articles additionnels formeront une portion intégrante du traité pour la suppression du commerce d'esclaves, signé cejourd'hui, et auront la même force et la même validité que s'ils étaient insérés mot pour mot dans ce traité, et ils seront ratifiés, et la ratifica-

the Republic of the *Uruguay* shall be relieved from 183⁰ the Obligation for Ten Years from the Date of the Exchange of the Ratifications of the present Treaty of employing any Cruisers for the Suppression of the Slave Trade, unless it should think fit to do so.

Art. II. It is agreed and understood, that if there should be any Delay in appointing the Judge and Arbitrator to be nominated on the Part of the Republic of the *Uruguay* to act in each of the Mixed Courts of Justice to be established under this Treaty, or if those Officers, after having been appointed, should at any Time be absent, then and in either of such Cases the Judge and Arbitrator who shall have been appointed on the Part of Her *Britannic* Majesty, and who shall be present in the said Courts, shall, in the Absence of the Oriental Judge and Arbitrator, proceed to open the said Courts, and to adjudge such Cases as may be brought before them under the Treaty; and the Sentence pronounced upon such Cases by the said *British* Judge and Arbitrator shall have the same Force and Validity as if the Judge and the Arbitrator on the Part of the Oriental Republic had been appointed, and had been present and acting in the Mixed Courts in the Cases in question.

Art. III. It is also agreed, notwithstanding the Provisions of the Second Article of the Annex (B.), that so long as no Oriental Judge and Arbitrator shall have been nominated it will be unnecessary for the Oriental Republic to nominate the Secretary or Actuary mentioned in the said Article; that in the meanwhile the Secretary or Actuary of that Court which may exist within the Territory of the Oriental Republic shall be named and paid by the Government of Her *Britannic* Majesty, and that the entire Expence of both the Courts to be established under this Treaty shall be borne by the Government of Her *Britannic* Majesty.

Art. IV. If, in the Translation of the present Treaty into the *Spanish* Language any Mistake or Error should be committed, the *English* Text is to be adhered to.

The present additional Articles shall form an integral Part of the Treaty for the Suppression of the Slave Trade signed this Day, and shall have the same Force and Validity as if they were inserted Word for Word in that Treaty, and shall be ratified, and the Ratifications

1839 tion en sera échangée à Montévidéo, aussitôt que possible, dans l'espace de huit mois, à compter de cette date.

Fait à Montévidéo, le 13 juillet de l'année de N.-S. 1839.

Signé: J. H. MANDEVILLE.
José ELLAURI.

19.

Convention entre la Prusse et la Principauté de Lippe-Detmold sur la reception reciproque des vagabonds et expulsés. Signée le ^{22 Mai}_{19 Juillet} 1839.

Officielle Bekanntmachung in Preussen:

Ministerialerklärung über die, zwischen der Königlich Preussischen Regierung einerseits, und der Fürstlich Lippe-Detmoldschen Regierung andererseits getroffene Uebereinkunft wegen gegenseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen. Vom ^{22 Mai}_{19 Juli} 1839.

Zwischen der Königlich Preussischen Regierung einerseits und der Fürstlich Lippe-Detmoldschen Regierung andererseits, ist nachstehende Uebereinkunft wegen gegenseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen verabredet und abgeschlossen worden.

§. 1. Es soll in Zukunft kein Vagabunde oder Verbrecher in das Gebiet des andern der beiden kontrahirenden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staats ist, welchem er zugewiesen wird, und in demselben sein Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch das Gebiet desselben als ein Angehöriger eines in gerader Richtung rückwärts liegenden Staats, nothwendig seinen Weg nehmen muss.

§. 2. Als Staatsangehörige, deren Uebernahme gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

a) alle diejenigen, deren Vater, oder, wenn sie ausser der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter zur Zeit ihrer Geburt in der Eigenschaft eines Untertans mit

thereof shall be exchanged at *Monte Video*, as soon 1831 as possible, within the Space of Eight Months from this Date.

Done at *Monte Video* this Thirteenth Day of July in the Year of our Lord One thousand eight hundred and thirty - nine.

(L. S.) J. H. MANDEVILLE.

(L. S.) JOSE ELLAURI.

dem Staate in Verbindung gestanden hat, oder, welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthansverbande entlassen worden zu sein, oder ein anderweitiges Heimathrecht erworben zu haben;

b) diejenigen, welche von heimathlosen Eltern zufällig innerhalb des Staatsgebiets geboren sind, so lange sie nicht in einem andern Staate das Unterthanenrecht, nach dessen Verfassung, erworben, oder sich daselbst mit Anlegung einer Wirthschaft verheirathet, oder darin, unter Zulassung der Obrigkeit, zehn Jahre lang gewohnt haben:

c) diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht nach dessen Verfassung erworben haben, hingegen nach Aufhebung ihrer vorherigen staatsbürgerlichen Verhältnisse, oder überhaupt als heimathlos, dadurch in nähere Verbindung mit dem Staate getreten sind, dass sie sich daselbst unter Anlegung einer Wirthschaft verheirathet haben, oder, dass ihnen während eines Zeitraums von zehn Jahren stillschweigend gestattet worden ist, darin ihren Wohnsitz zu haben.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staate zufällig geboren ist, in einem andern aber das Unterthanenrecht ausdrücklich erworben, oder mit Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt sich einheimisch gemacht hat, so ist der letztere Staat, vorzugsweise, ihn aufzunehmen verbunden. Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate, mit der Verheirathung oder zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate zusammen, so ist das erstere Verhältniss entscheidend. Ist ein Heimathloser in dem einen Staate in die Ehe getreten, ist einem andern aber nach seiner

1839 Verheirathung während des bestimmten Zeitraums von zehn Jahren geduldet worden, so muss er in dem letztern beibehalten werden.

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuweisenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar, so muss derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr Ehemann, vermöge eines der angeführten Verhältnisse, zugehört.

Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln, es wäre denn, dass während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sei, durch welche sie, nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft, einem andern Staate zufallen.

Auch soll Wittwen, imgleichen den Geschiedenen, oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern, die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts- oder vorherigen Aufenthaltsort dann vorbehalten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schliessung wieder getrennt worden und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Befinden sich unter einer heimathlosen Familie Kinder unter vierzehn Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhalts, den sie von den Eltern genießen, von denselben nicht getrennt werden können, so sind solche, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort, in denjenigen Staat zu verweisen, welchem bei ehelichen Kindern der Vater, oder bei unehelichen die Mutter zugehört.

Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist, und letztere bei ihrem Vater befindlich sind, so werden sie von dem Staate mit übernommen, welchem der Vater zugehört.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gemacht, ohne einem andern Staate zugehörig geworden zu sein, so kann der erstere Staat der Beibehaltung oder Wiederannahme desselben sich nicht entziehen.

§. 8. Handlungsdiener, Handwerksgelesen und Dienstboten, so wie Schäfer und Dorfhirten, welche, ohne eine selbstständige Wirthschaft zu haben, in Diensten

stehen, imgleichen Zöglinge und Studirende, welche 1839 der Erziehung oder des Unterrichts wegen irgendwo verweilen, erwerben durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht.

Zeitpächter sind den hier oben benannten Individuen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht für ihre Person oder mit ihrem Hausstande und Vermögen sich an den Ort der Pachtung hinbegeben haben.

§. 9. Denjenigen, welche als Landstreicher oder aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen werden, hingegen in dem benachbarten Staate, nach den in der gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen, kein Heimwesen anzusprechen haben, ist letzterer den Eintritt in sein Gebiet zu gestatten, nicht schuldig; es würde denn urkundlich zur völligen Ueberzeugung dargethan werden können, dass das zu übernehmende Individuum einem in gerader Richtung rückwärts liegenden Staate zugehöre, welchem dasselbe nicht wohl anders als durch das Gebiet des ersteren zugeführt werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird es zur strengen Pflicht gemacht, die Absendung der Vagabunden in das Gebiet des andern der kontrahirenden Theile nicht bloss auf die eigene unzuverlässige Angabe derselben zu veranlassen, sondern, wenn das Verhältniss, wodurch der andere Staat zur Uebernahme eines Vagabunden konventionsmässig verpflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe, oder aus andern völlig glaubhaften Urkunden hervorgeht, oder, wenn die Angabe des Vagabunden nicht durch besondere Gründe und die Verhältnisse des vorliegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln, und nöthigenfalls bei der, vermeintlich zur Aufnahme des Vagabunden verpflichteten Behörde Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, dass ein von dem einen der kontrahirenden Theile dem andern Theile zum weitem Transporte in einen rückwärts liegenden Staat, zufolge der Bestimmung des §. 9. zugeführter Vagabunde von dem letzteren nicht angenommen würde, so kann derselbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zur vorläufigen Beibehaltung zurückgebracht werden.

§. 12. Es bleibt den beiderseitigen Provinzial-Re-

1839 gierungsbehörden überlassen, unter einander die näheren Verabredungen wegen der zu bestimmenden Richtung der Transporte, so wie wegen der Uebernahmorte zu treffen.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden geschieht in der Regel vermittelt Transports und Abgabe derselben an die Polizeibehörde desjenigen Ortes, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staats beendigt anzusehen ist. Mit den Vagabunden werden zugleich die Beweisstücke, worauf der Transport konventionsmässig gegründet wird, übergeben. In solchen Fällen, wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Vagabunden auch mittelst eines Laufpasses, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrieben ist, in ihr Vaterland gewiesen werden.

Es sollen auch nie mehr als drei Personen zugleich auf den Transport gegeben werden, es wäre denn, dass sie zu einer und derselben Familie gehören, und in dieser Hinsicht nicht wohl getrennt werden können.

Grössere, sogenannte Vagantenschube sollen künftig nicht Statt finden.

§. 14. Da die Ausweisung der Vagabunden nicht auf Requisition des zur Annahme verpflichteten Staats geschieht, und dadurch zunächst nur der eigene Vortheil des ausweisenden Staats bezweckt wird, so können für den Transport und die Verpflegung der Vagabunden keine Anforderungen an den übernehmenden Staat gemacht werden.

Wird ein Auszuweisender, welcher einem rückwärts liegenden Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen, und desshalb nach §. 11. in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zurückgebracht, so muss letzterer auch die Kosten des Transports und der Verpflegung erstatten, welche bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

Zur Beseitigung der Zweifel und Missverständnisse, welche sich über die Auslegung der Bestimmungen §. 2. a. und c. der vorstehenden Konvention, namentlich a) in Beziehung auf die Beantwortung der Frage: ob und in wie weit die in der Staatsangehörigkeit selbstständiger Individuen eingetretenen Veränderungen auf die Staatsangehörigkeit der unselbstständigen, d. h. aus der älterlichen Gewalt noch nicht entlassenen Kinder derselben, von Einfluss seien? sowie

b. über die Beschaffenheit des, §. 2. c. der Konvention 1839 erwähnten zehnjährigen Aufenthalts und den Begriff der Wirthschaftsführung ergeben könnten, sind die gedachten Regierungen, ohne hierdurch an dem in der Konvention ausgesprochenen Principe etwas ändern zu wollen, dass die Unterthanenschaft eines Individuums jedesmal nach der eignen innern Gesetzgebung des betreffenden Staats zu beurtheilen sei, dahin übereingekommen, hinkünftig und bis auf Weiteres, nachstehende Grundsätze gegenseitig zur Anwendung gelangen zu lassen und zwar,

zu a.

- 1) dass unselbstständige, d. h. aus der älterlichen Gewalt noch nicht entlassene Kinder, schon durch die Handlungen ihrer Eltern an und für sich und ohne dass es einer eignen Thätigkeit oder eines besonders begründeten Rechts der Kinder bedürfte, derjenigen Staatsangehörigkeit theilhaftig werden, welche die Eltern während der Unselbstständigkeit ihrer Kinder erwerben, ingleichen
- 2) dass dagegen einen solchen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit unselbstständiger ehelicher Kinder, diejenigen Veränderungen nicht äussern können, welche sich nach dem Tode des Vaters derselben in der Staatsangehörigkeit ihrer ehelichen Mutter ereignen, indem vielmehr über die Staatsangehörigkeit ehelicher unselbstständiger Kinder lediglich die Kondition ihres Vaters entscheidet, und Veränderungen in deren Staatsangehörigkeit nur mit Zustimmung ihrer vorwundtschaftlichen Behörde eintreten können.

Nächstdem soll

zu b.

die Verbindlichkeit eines der kontrahirenden Staaten zur Uebernahme eines Individuums, welches der andere Staat, weil es ihm aus irgend einem Grunde lästig geworden, auszuweisen beabsichtigt, in den Fällen des §. 2. c. der Konvention eintreten:

- 1) wenn der Auszuweisende sich in dem Staate, in welchem er ausgewiesen werden soll, verheirathet, und ausserdem zugleich eine eigne Wirthschaft geführt hat, wobei zur näheren Bestimmung des Begriffs von Wirthschaft anzunehmen ist, dass solche auch dann schon eintrete, wenn selbst nur einer der Ehe-

- 1839 leute sich auf eine andere Art, als im herrschaftlichen Gesindedienste Beköstigung verschafft hat; oder
 2) wenn Jemand sich zwar nicht in dem Staate, der ihn übernehmen soll, verheirathet, jedoch darin sich zehn Jahre hindurch ohne Unterbrechung aufgehalten hat, wobei es dann auf Konstituierung eines Domizils, Verheirathung und sonstige Rechtsverhältnisse nicht weiter ankommen soll.

Endlich sind die genannten Regierungen zugleich annoch dahin übereingekommen:

Können die resp. Behörden über die Verpflichtung des Staats, dem die Uebernahme angesonnen wird, der in der Konvention und vorstehend aufgestellten Kennzeichen der Verpflichtung ungeachtet, bei der darüber stattfindenden Korrespondenz sich nicht vereinigen, und ist die diesfällige Differenz derselben auch im diplomatischen Wege nicht zu beseitigen gewesen, so wollen beide kontrahirende Theile den Streitfall zur kompromissarischen Entscheidung eines solchen dritten Deutschen Bundes-Staates stellen, welcher sich mit beiden kontrahirenden Theilen wegen gegenseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen in denselben Vertrags-Verhältnissen befindet.

Die Wahl der zur Uebernahme des Kompromisses zu ersuchenden Bundes-Regierung bleibt demjenigen der kontrahirenden Theile überlassen, der zur Uebernahme des Ausgewiesenen verpflichtet werden soll.

An diese dritte Regierung hat jede der betheiligten Regierungen jedesmal nur eine Darlegung der Sachlage, wovon der andern Regierung eine Abschrift nachrichtlich mitzutheilen ist, in kürzester Frist einzusenden.

Bis die schiedsrichterliche Entscheidung erfolgt, gegen deren Inhalt von keinem Theile eine weitere Einwendung zulässig ist, hat derjenige Staat, in dessen Gebiet das auszuweisende Individuum beim Entstehen der Differenz sich befunden, die Verpflichtung, dasselbe in seinem Gebiete zu behalten.

Berlin, den 22. Mai 1839.

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

(L. S.) Frh. v. WERTHER.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende Erklärung der Fürstlich Lippe-

Detmoldschen Regierung vom 2. d. M. ausgewechselt 1839 worden, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 19. Juli 1839.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

Erh. v. WERTHER.



20.

Convention entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Dessau sur la réception réciproque des vagabonds et exilés. En date du $\frac{21 \text{ Juin}}{24 \text{ Juillet}}$ 1839.

Officielle Bekanntmachung in Preussen:

Ministerialerklärung über die, zwischen der Königlich Preussischen Regierung einerseits und der Herzoglich Anhalt-Dessauischen Regierung andererseits getroffene Uebereinkunft wegen gegenseitiger Uebernahme der

Vagabunden und Ausgewiesenen. Vom $\frac{21 \text{ Juni}}{24 \text{ Juli}}$ 1839.

Zwischen der Königlich Preussischen Regierung einerseits und der Herzoglich Anhalt-Dessauischen Regierung andererseits ist nachstehende Uebereinkunft wegen gegenseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen verabredet und abgeschlossen worden.

§. 1. Es soll in Zukunft kein Vagabunde oder Verbrecher in das Gebiet des andern der beiden hohen kontrahirenden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staats ist, welchem er zugewiesen wird, und in demselben sein Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch das Gebiet desselben als ein Angehöriger eines in gerader Richtung rückwärts liegenden Staats, nothwendig seinen Weg nehmen muss.

§. 2. Als Staatsangehörige, deren Uebernahme gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

a) alle diejenigen, deren Vater, oder, wenn sie ausser der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter zur Zeit ihrer Geburt in der Eigenschaft eines Unterthans mit dem Staate in Verbindung gestanden hat, oder, welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden

1849 sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthansverbande entlassen worden zu sein, oder ein anderweitiges Heimathsrecht erworben zu haben;

- b) diejenigen, welche von heimathlosen Eltern zufällig innerhalb des Staatsgebiets geboren sind, so lange sie nicht in einem anderen Staate das Unterthanenrecht, nach dessen Verfassung, erworben, oder sich daselbst mit Anlegung einer Wirthschaft verheirathet, oder darin, unter Zulassung der Obrigkeit, zehn Jahre lang gewohnt haben;
- c) diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht nach dessen Verfassung erworben haben, hingegen nach Aufhebung ihrer vorherigen staatsbürgerlichen Verhältnisse, oder überhaupt als heimathlos, dadurch in nähere Verbindung mit dem Staate getreten sind, dass sie sich daselbst unter Anlegung einer Wirthschaft verheirathet haben, oder, dass ihnen während eines Zeitraums von zehn Jahren stillschweigend gestattet worden ist, darin ihren Wohnsitz zu haben.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staate zufällig geboren ist, in einem andern aber das Unterthanenrecht ausdrücklich erworben, oder mit Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt sich einheimisch gemacht hat, so ist der letztere Staat, vorzugsweise, ihn Aufzunehmen verbunden. Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate, mit der Verheirathung oder zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate zusammen, so ist das erstere Verhältniss entscheidend. Ist ein Heimathloser in dem einen Staate in die Ehe getreten, in einem andern aber nach seiner Verheirathung während des bestimmten Zeitraums von zehn Jahren geduldet worden, so muss er in dem letztern beibehalten werden.

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuweisenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar, so muss derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr Ehemann, vermöge eines der angeführten Verhältnisse, zugehört. Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen

zu behandeln, es wäre denn, dass während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sey, durch welche sie, nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft, einem andern Staate zufallen. 1839

Auch soll Wittwen, imgleichen den Geschiedenen, oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern, die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts- oder vorerigen Aufenthaltsort dann vorbehalten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schliessung wieder getrennt worden und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Befinden sich unter einer heimathlosen Familie Kinder unter vierzehn Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhalts, den sie von den Eltern geniessen, von denselben nicht getrennt werden können, so sind solche, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort, denjenigen Staat zu verweisen, welchem bei ehelichen Kindern der Vater, oder bei unehelichen die Mutter zugehört. Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist, und letztere bei ihrem Vater befindlich sind, so werden sie von dem Staate mit übernommen, welchem der Vater zugehört.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gemacht, ohne einem andern Staate zugehörig geworden zu sein, so kann der erstere Staat der Beibehaltung oder Wiederannahme desselben sich nicht entziehen.

§. 8. Handlungsdiener, Handwerksgesellen und Dienstboten, so wie Schäfer und Dorfhirten, welche ohne eine selbstständige Wirthschaft zu haben, in Diensten stehen, imgleichen Zöglinge und Studierende, welche zur Erziehung oder des Unterrichts wegen irgendwo verweilen, erwerben durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht.

Zeitpächter sind den hier oben benannten Individuen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht für ihre Person oder mit ihrem Hausstande und Vermögen sich in den Ort der Pachtung hinbegeben haben.

§. 9. Denjenigen, welche als Landstreicher oder aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen werden, ungegen in dem benachbarten Staate, nach den in der gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen, kein Heimwesen anzusprechen haben, ist letzteres den

1839 Eintritt in sein Gebiet zu gestatten, nicht schuldig; es würde denn urkundlich zur völligen Ueberzeugung dargethan werden können, dass das zu übernehmende Individuum einem in gerader Richtung rückwärts liegenden Staate zugehöre, welchem dasselbe nicht wohl anders als durch das Gebiet des ersteren zugeführt werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird es zur strengen Pflicht gemacht, die Absendung der Vagabunden in das Gebiet des andern der hohen kontrahirenden Theile nicht bloss auf die eigene unzuverlässige Angabe derselben zu veranlassen, sondern, wenn das Verhältniss, wodurch der andere Staat zur Uebernahme eines Vagabunden konventionsmässig verpflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe, oder aus andern völlig glaubhaften Urkunden hervorgeht, oder, wenn die Angabe des Vagabunden nicht durch besondere Gründe und die Verhältnisse des vorliegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln, und nöthigenfalls bei der, vermeintlich zur Aufnahme des Vagabunden verpflichteten Behörde Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, dass ein von dem einen der hohen kontrahirenden Theile dem andern Theile zum weitem Transporte in einen rückwärts liegenden Staat, zufolge der Bestimmung des §. 9. zugeführter Vagabunde von dem letzteren nicht angenommen würde, so kann derselbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zur vorläufigen Beibehaltung zurückgebracht werden.

§. 12. Es bleibt den beiderseitigen Provinzial-Regierungsbehörden überlassen, unter einander die näheren Verabredungen wegen der zu bestimmenden Richtung der Transporte, so wie wegen der Uebernahmorte zu treffen.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden geschieht in der Regel mittelst Transports und Abgabe derselben an die Polizeibehörde desjenigen Ortes, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staats beendigt anzusehen ist. Mit den Vagabunden werden zugleich die Beweisstücke, worauf der Transport konventionsmässig gegründet wird, übergeben. In solchen Fällen, wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Vagabunden auch mittelst eines Laufpasses, in

welchen immer die zu befolgende Route genau angegeben
schrägen ist. In der Unterwelt gezeichnet werden.

Es sollen auch die Leute die ihre Personen verpackt
auf dem Transport gegeben werden. Es wird dem, dass
sie zu einer mit mehreren Familien gehören, und in
dieser Hinsicht nicht wohl getraut werden können.

Gründer, sogenannte Vagantenstädte sollen künftig
nicht Staat sein.

§. 14. In der Anwendung der Vagantenstädte nicht
auf Bequemlichkeit der zur Annahme verpflichteten Staat
geschickt, und dadurch zunächst nur der Zweck der
dieselben des angewiesenen Staats bezweckt wird. Es könn-
ten für den Transport und die Verpflegung der Vaga-
bunden keine Anmerkungen an den übernehmenden
Staat gemacht werden.

Wird ein Auszuwanderer, welcher einen rückwärts
liegenden Staat zugeführt werden soll, von diesem
nicht angenommen, und deshalb nach §. 11. in dem
nächsten Staat, welcher ihn aufgewiesen hatte, zurückge-
bracht, so muss letzterer auch die Kosten des Trans-
ports und der Verpflegung erstatten, welche bei der
Zurückführung aufgelaufen sind.

§. 15. Die Eingangs gedachten Regierungen sind
ferner zur Beseitigung aller Zweifel und Missverständ-
nisse, welche sich über die Auslegung der Bestimmungen

- §. 2., a. und c. der vorstehenden Konvention, namentlich
- a) in Beziehung auf die Beantwortung der Frage: ob
und in wie weit die in der Staatsangehörigkeit selbst-
ständigen Individuen eingetretener Veränderungen auf
die Staatsangehörigkeit der unselbstständigen, d. h. aus
der elterlichen Gewalt noch nicht entlassenen Kinder
derselben, von Einfluss seien? sowie
 - b) über die Beschaffenheit des, §. 2. c. der Konvention
erwähnten zehnjährigen Aufenthalts und den Begriff
der Wirtschaftsführung

ergeben könnten, ohne hierdurch an dem in der vor-
stehenden Konvention ausgesprochenen Principe etwas
ändern zu wollen, dass die Unterthanenschaft eines
Individuums jedesmal nach der eignen Innern Ge-
setzgebung des betreffenden Staates zu beurtheilen sei,
dahin übereingekommen, hinkünftig und bis auf Wei-
teres, nachstehende Grundsätze gegenseitig zur Anwen-
dung gelangen zu lassen, und zwar,

1839

zu a.

- 1) dass unselbstständige, d. h. aus der älterlichen Gewalt noch nicht entlassene Kinder, schon durch die Handlungen ihrer Aeltern an und für sich und ohne dass es einer eignen Thätigkeit oder eines besonders begründeten Rechts der Kinder bedürfte, derjenigen Staatsangehörigkeit theilhaftig werden, welche die Aeltern während der Unselbstständigkeit ihrer Kinder erwerben, imgleichen
- 2) dass dagegen einen solchen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit unselbstständiger ehelicher Kinder, diejenigen Veränderungen nicht äussern können, welche sich nach dem Tode des Vaters derselben in der Staatsangehörigkeit ihrer ehelichen Mutter ereignen, indem vielmehr über die Staatsangehörigkeit ehelicher unselbstständiger Kinder lediglich die Kondition ihres Vaters entscheidet, und Veränderungen in deren Staatsangehörigkeit nur mit Zustimmung ihrer vormundschaftlichen Behörde eintreten können.

Nächstdem soll

zu b.

die Verbindlichkeit eines der contrahirenden Staaten zur Uebernahme eines Individuums, welches der andere Staat, weil es ihm aus irgend einem Grunde lästig geworden, auszuweisen beabsichtigt, in den Fällen des §. 2. c. der Konvention eintreten:

- 1) wenn der Auszuweisende sich in dem Staate, in welchen er ausgewiesen werden soll, verheirathet, und ausserdem zugleich eine eigne Wirthschaft geführt hat, wobei zur näheren Bestimmung des Begriffs von Wirthschaft anzunehmen ist, dass solche auch dann schon eintrete, wenn selbst nur einer der Eheleute sich auf eine andere Art, als im herrschaftlichen Gesindedienste Beköstigung verschafft hat, oder
- 2) wenn Jemand sich zwar nicht in dem Staate, der ihn übernehmen soll, verheirathet, jedoch darin sich zehn Jahre hindurch ohne Unterbrechung aufgehalten hat, wobei es dann auf Konstituierung eines Domizils, Verheirathung und sonstige Rechtsverhältnisse nicht weiter ankommen soll.

Endlich sind die genannten Regierungen zugleich annoch dahin übereingekommen:

Können die resp. Behörden über die Verpflichtung des Staats, dem die Uebernahme angesonnen wird,

der in der Konvention und vorstehend aufgestellten 1839
Kennzeichen der Verpflichtung ungeachtet, bei der
darüber stattfindenden Korrespondenz sich nicht ver-
einigen, und ist die diesfällige Differenz derselben auch
im diplomatischen Wege nicht zu beseitigen gewesen;
so wollen beide kontrahirenden Theile den Streitfall
zur kompromissarischen Entscheidung eines solchen
dritten Deutschen Bundesstaates stellen, welcher sich
mit beiden kontrahirenden Theilen wegen gegenseitiger
Uebernahme der Ausgewiesenen in denselben Ver-
tragsverhältnissen befindet.

Die Wahl der zur Uebernahme des Kompromis-
ses zu ersuchenden Bundesregierung bleibt demjeni-
gen der kontrahirenden Theile überlassen, der zur
Uebernahme des Ausgewiesenen verpflichtet werden soll.

An diese dritte Regierung hat jede der betheiligten
Regierungen jedesmal nur eine Darlegung der Sachlage,
wovon der andern Regierung eine Abschrift nachricht-
lich mitzutheilen ist, in kürzester Frist einzusenden.

Bis die schiedsrichterliche Entscheidung erfolgt,
gegen deren Inhalt von keinem Theile eine weitere
Einwendung zulässig ist, hat derjenige Staat, in des-
sen Gebiet das auszuweisende Individuum beim Ent-
stehen der Differenz sich befunden, die Verpflichtung,
dasselbe in seinem Gebiete zu behalten.

Berlin, den 21. Juni 1839.

Öniglich Preussisches Ministerium der auswärtigen An-
gelegenheiten.

(L. S.) Frh. v. WERTHER.

Vorstehende Erklärung wird hierdurch zur öffent-
lichen Kenntniss gebracht, nachdem sie gegen eine Er-
klärung des Herzoglich Anhalt-Dessauischen Ministe-
rums vom 18. d. M., welche von der diesseitigen nur
ein abweicht, dass es im §. 12. statt

„Es bleibt den beiderseitigen Provinzial-Regierungs-
behörden überlassen,“
selbst lautet:

„Es bleibt den Königlich Preussischen Provinzial-Re-
gierungen und der Herzoglich Anhalt-Dessauischen
Kammer überlassen,“

gewechselt worden ist.

Berlin, den 24. Juni 1839.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

Frh. v. WERTHER.

1839

21.

Convention entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Coethen concernant les vagabonds et exilés. En date du 24 Juillet 1839.

Ministerial-Erklärung über die zwischen der Königlich Preussischen und der Herzogl. Anhalt-Cöthenschen Regierung abgeschlossene Uebereinkunft wegen gegenseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen. Vom 24 Juli 1839. bekannt gemacht, den 15. Mai 1841.

Zwischen der Königlich Preussischen Regierung einerseits und der Herzoglich Anhalt-Cöthenschen Regierung andererseits ist nachstehende Uebereinkunft wegen gegenseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen verabredet und abgeschlossen worden.

§. 1. Es soll in Zukunft kein Vagabunde oder Verbrecher in das Gebiet des andern der beiden hohen kontrahirenden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staates ist, welchem er zugewiesen wird, und in demselben sein Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch das Gebiet desselben als ein Angehöriger eines in garader Richtung rückwärts liegenden Staats nothwendig seinen Weg nehmen muss.

§. 2. Als Staatsangehörige, deren Uebernahme gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

- a) alle diejenigen, deren Vater, oder, wenn sie ausser der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter zur Zeit ihrer Geburt in der Eigenschaft eines Unterthans mit dem Staate in Verbindung gestanden hat, oder, welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthansverbande entlassen worden zu seyn, oder ein anderweitiges Heimathsrecht erworben zu haben;
- b) diejenigen, welche von heimathlosen Aeltern zufällig innerhalb des Staatsgebiets geboren sind, so lange sie nicht in einem andern Staate das Unterthanenrecht, nach dessen Verfassung, erworben, oder sich daselbst

mit Anlegung einer Wirthschaft verheirathet, oder 183 darin, unter Zulassung der Obrigkeit zehn Jahre lang gewohnt haben;

- c) diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthansrecht nach dessen Verfassung erworben haben, hingegen nach Aufhebung ihrer vorherigen staatsbürgerlichen Verhältnisse, oder überhaupt als heimathlos, dadurch in nähere Verbindung mit dem Staate getreten sind, dass sie sich daselbst unter Anlegung einer Wirthschaft verheirathet haben, oder, dass ihnen während eines Zeitraums von zehn Jahren stillschweigend gestattet worden ist, darin ihren Wohnsitz zu haben.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staate zufällig geboren ist, in einem andern aber das Unterthansrecht ausdrücklich erworben oder mit Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt sich einheimisch gemacht hat, so ist der letztere Staat, vorzugsweise, ihn aufzunehmen verbunden. Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthansrecht in dem einen Staate, mit der Verheirathung oder zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate zusammen, so ist das erstere Verhältniss entscheidend. Ist ein Heimathloser in dem einen Staate in die Ehe getreten, in einem andern aber nach seiner Verheirathung, während des bestimmten Zeitraumes von zehn Jahren geduldet worden, so muss er in dem letztern beibehalten werden.

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuweisenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar, so muss derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr Ehemann, vermöge eines der angeführten Verhältnisse, zugehört. Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln, es wäre denn, dass während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sey, durch welche sie nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft einem andern Staate zufallen.

Auch soll Wittwen, imgleichen den Geschiedenen, oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts- oder vor-

1839 herigen Aufenthaltsort dann vorbehalten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schliessung wieder getrennt worden und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Befinden sich unter einer heimathlosen Familie Kinder unter vierzehn Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhalts, den sie von den Eltern genießen, von denselben nicht getrennt werden können, so sind solche, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort, in denjenigen Staat zu verweisen, welchem bei ehelichen Kindern der Vater, oder bei unehelichen die Mutter zugehört. Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist und letztere bei ihrem Vater befindlich sind, so werden sie von dem Staate mit übernommen, welchem der Vater zugehört.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gemacht, ohne einem anderen Staate zugehörig geworden zu sein, so kann der erstere Staat der Beibehaltung oder Wiederannahme desselben sich nicht entziehen.

§. 8. Handlungsdiener, Handwerksgesellen und Dienstboten, so wie Schäfer und Dorfhirten, welche ohne eine selbstständige Wirthschaft zu haben, in Diensten stehen, imgleichen Zöglinge und Studirende, welche der Erziehung oder des Unterrichts wegen irgendwo verweilen, erwerben durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht.

Zeitpächter sind den hier oben benannten Individuen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht für ihre Person oder mit ihrem Hausstande und Vermögen sich an den Ort der Pachtung hinbegeben haben.

§. 9. Denjenigen, welche als Landstreicher oder aus irgend einem anderen Grunde ausgewiesen werden, hingegen in dem benachbarten Staate nach den in der gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen kein Heimwesen anzusprechen haben, ist letzterer den Eintritt in sein Gebiet zu gestatten nicht schuldig; es würde denn urkundlich zur völligen Ueberzeugung dargethan werden können, dass das zu übernehmende Individuum einem in gerader Richtung rückwärts liegenden Staate zugehöre, welchem dasselbe nicht wohl anders als durch das Gebiet des erstern zugeführt werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird es 1831 zur strengen Pflicht gemacht, die Absendung der Vagabunden in das Gebiet des andern der hohen kontrahirenden Theile nicht bloss auf die eigene unzuverlässige Angabe derselben zu veranlassen, sondern, wenn dass Verhältniss, wodurch der andere Staat zur Uebernahme eines Vagabunden konventionsmässig verpflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe, oder aus anderen völlig glaubhaften Urkunden hervorgeht, oder, wenn die Angabe des Vagabunden nicht durch besondere Gründe und die Verhältnisse des vorliegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln, und nöthigenfalls bei der, vermeintlich zur Aufnahme des Vagabunden verpflichteten Behörde Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, dass ein von dem einen der hohen kontrahirenden Theile dem andern Theile zum weitem Transporte in einen rückwärts liegenden Staat, zufolge der Bestimmung des §. 9 zugeführter Vagabunde von dem letztern nicht angenommen würde, so kann derselbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zur vorläufigen Beibehaltung zurückgebracht werden.

§. 12. Es bleibt den beiderseitigen Provinzial-Regierungsbehörden überlassen, unter einander die nähern Verabredungen wegen der zu bestimmenden Richtung der Transporte, so wie wegen der Uebernahmorte, zu treffen.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden geschieht in der Regel vermittelt Transports und Abgabe derselben an die Polizeibehörde desjenigen Ortes, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staats beendet anzusehen ist. Mit den Vagabunden werden zugleich die Beweisstücke, worauf der Transport konventionsmässig gegründet wird, übergeben. In solchen Fällen, wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Vagabunden auch mittelst eines Laufpasses, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrieben ist, in ihr Vaterland gewiesen werden.

Es sollen auch nie mehr als drei Personen zugleich auf den Transport gegeben werden, es wäre denn, dass sie zu einer und derselben Familie gehören und in dieser Hinsicht nicht wohl getrennt werden können.

Grössere, sogenannte Vagantenschube, sollen künftig nicht stattfinden.

1839 §. 14. Da die Ausweisung der Vagabunden nicht auf Requisition des zur Annahme verpflichteten Staats geschieht, und dadurch zunächst nur der eigene Vortheil des ausweisenden Staates bezweckt wird, so können für den Transport und die Verpflegung der Vagabunden keine Anforderungen an den übernehmenden Staat gemacht werden.

Wird ein Auszuweisender, welcher einem rückwärts liegenden Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen, und deshalb nach §. 11. in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zurückgebracht, so muss letzterer auch die Kosten des Transports und der Verpflegung erstatten, welche bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

§. 15. Zur Beseitigung der Zweifel und Missverständnisse, welche sich über die Auslegung der Bestimmungen §. 2. a. und c. der vorstehenden Uebereinkunft, namentlich

a) in Beziehung auf die Beantwortung der Frage: ob und in wie weit die in der Staatsangehörigkeit selbstständiger Individuen eingetretenen Veränderungen auf die Staatsangehörigkeit der unselbstständigen, d. h. aus der älterlichen Gewalt noch nicht entlassenen Kinder derselben von Einfluss seien? so wie

b) über die Beschaffenheit des §. 2. c. der Konvention erwähnten zehnjährigen Aufenthalts und den Begriff der Wirthschaftsführung

ergeben könnten, sind die gedachten Regierungen, ohne hierdurch an dem in der Konvention ausgesprochenen Prinzipie etwas ändern zu wollen, dass die Unterthanenschaft eines Individuums jedesmal nach der eigenen innern Gesetzgebung des betreffenden Staates zu beurtheilen sey, dahin übereingekommen, hinkünftig und bis auf Weiteres nachstehende Grundsätze gegenseitig zur Anwendung gelangen zu lassen, und zwar

zu a.

1) dass unselbstständige, d. h. aus der elterlichen Gewalt noch nicht entlassene Kinder, schon durch die Handlungen ihrer Aeltern an und für sich und ohne dass es einer eigenen Thätigkeit oder eines besonders begründeten Rechts der Kinder bedürfte, - derjenigen Staatsangehörigkeit theilhaftig werden, welche die Aeltern während der Unselbstständigkeit ihrer Kinder erwerben, ingleichen

- 2) dass dagegen einen solchen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit unselbstständiger ehelicher Kinder, die-
jenigen Veränderungen nicht äussern können, welche
sich nach dem Tode des Vaters derselben, in der
Staatsangehörigkeit ihrer ehelichen Mutter ereignen,
indem vielmehr über die Staatsangehörigkeit ehelicher
unselbstständiger Kinder lediglich die Kondition ihres
Vaters entscheidet, und Veränderungen in deren Staats-
angehörigkeit nur mit Zustimmung ihrer vormundschaft-
lichen Behörde eintreten können. Nächst dem soll
zu b.

die Verbindlichkeit eines der kontrahirenden Staaten
zur Uebernahme eines Individuums, welches der andere
Staat, weil es ihm aus irgend einem Grunde lästig ge-
worden, auszuweisen beabsichtigt, in den Fällen des
§. 2. c. der Konvention eintreten:

- 1) wenn der Auszuweisende sich in dem Staate, in
welchen er ausgewiesen werden soll, verheirathet,
und ausserdem zugleich eine eigene Wirthschaft ge-
führt hat, wobei zur näheren Bestimmung des Be-
griffs von Wirthschaft anzunehmen ist, dass solche
auch dann schon eintrete, wenn selbst nur einer
der Eheleute sich auf eine andere Art, als im herr-
schaftlichen Gesindedienste, Beköstigung verschafft
hat; oder
- 2) wenn Jemand sich zwar nicht in dem Staate, der
ihn übernehmen soll, verheirathet, jedoch darin sich
zehn Jahre hindurch ohne Unterbrechung aufgehalten
hat, wobei es dann auf Konstituierung eines Domizils,
Verheirathung und sonstige Rechtsverhältnisse nicht
weiter ankommen soll.

Endlich sind die genannten Regierungen zugleich annoch
dahin übereingekommen:

Können die resp. Behörden über die Verpflichtung
des Staats, dem die Uebernahme angesonnen wird,
der in der Konvention und vorstehend aufgestellten
Kennzeichen der Verpflichtung ungeachtet, bei der
darüber stattfindenden Korrespondenz sich nicht ver-
einigen, und ist die diesfällige Differenz derselben
auch im diplomatischen Wege nicht zu beseitigen ge-
wesen so wollen beide kontrahirenden Theile den
Streitfall zur kompromissarischen Entscheidung eines
solchen dritten Deutschen Bundesstaates stellen,
welcher sich mit beiden kontrahirenden Theilen we-

1839 gen gegenseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen in denselben Vertragsverhältnissen befindet.

Die Wahl der zur Uebernahme des Kompromisses zu ersuchenden Bundesregierung bleibt demjenigen der kontrahirenden Theile überlassen, der zur Uebernahme des Ausgewiesenen verpflichtet werden soll.

An diese dritte Regierung hat jede der beteiligten Regierungen jedesmal nur eine Darlegung der Sachlage, wovon der andern Regierung eine Abschrift nachrichtlich mitzutheilen ist, in kürzester Frist einzusenden.

Bis die schiedsrichterliche Entscheidung erfolgt, gegen deren Inhalt von keinem Theile eine weitere Einwendung zulässig ist, hat derjenige Staat, in dessen Gebiet das auszuweisende Individuum beim Entstehen der Differenz sich befunden, die Verpflichtung, dasselbe in seinem Gebiete zu behalten.

Berlin, den 24. Juli 1839.

(L. S.)

Königliches Preussisches Ministerium der auswärtigen
Angelegenheiten.

Frh. v. WERTHER.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende Erklärung der Herzoglich Anhalt-Cöthenschen Landesregierung ausgewechselt worden, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 15. Mai 1841.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

Frh. v. WERTHER.

22.

Convention entre les royaumes de Prusse et de Hanovre concernant les Exilés. En date du $\frac{20 \text{ Aout}}{25 \text{ Septembre}}$ 1839.

(Gesetzsammlung für die Königlich Preussischen Staaten. 1839. Nr. 22. Vom 30. September. Gesetzsammlung für das Königreich Hannover. 1839. Nr. 34. Vom 21. September.)

Ministerial-Erklärung, betreffend die zwischen der Königlich Preussischen und der Königlich Hanno-

verschen Regierung abgeschlossene Uebereinkunft we- 1839
gen gegenseitiger Uebernahme von Ausgewiesenen.

20. August
Vom 25. September 1839.

Zwischen der Königlich Preussischen und der Königlich Hannoverschen Regierung ist nachstehende Uebereinkunft wegen der Uebernahme von Auszuweisenden geschlossen worden.

§. 1. In Zukunft soll kein Individuum, welches die eine der genannten Regierungen, weil es ihr aus irgend einem Grunde lästig ist, in ihrem Gebiete ferner nicht behalten will, in das Gebiet der andern Regierung ausgewiesen oder hingeschafft werden, wenn es nicht entweder ein Angehöriger des Staats ist, welchem es zugewiesen werden soll, oder nur durch das Gebiet desselben einem dritten Staate, dessen Angehöriger es ist, in welchen es aber nicht wohl anders, als durch das Gebiet des einen kontrahirenden Staats gelangen kann, zugewiesen oder zugeführt werden soll.

§. 2. Als Staatsangehörige sollen angesehen werden:
1) alle diejenigen, deren Vater oder, wenn sie ausserehlich geboren und nicht durch nachfolgende Ehe legitimirt sind, deren Mutter zur Zeit der Geburt der Auszuweisenden Unterthan des Staats gewesen ist, oder welche in diesem zu Unterthanen aufgenommen sind, ohne nachher aus dem Unterthanenverbande wieder entlassen worden zu seyn oder in einem andern Staate Unterthanenrechte erworben zu haben. Die Unterthaneneigenschaft eines Individuums ist stets lediglich nach der Gesetzgebung des Staats, als dessen Unterthan es bezeichnet wird, zu beurtheilen und zu entscheiden.

Unselbstständige Kinder, d. h. solche, welche noch bei ihren Eltern sich befinden und von diesen ernährt werden oder wenigstens zum eignen Erwerbe ihres Lebensunterhaltes noch nicht im Stande sind, sollen schon durch die Handlungen ihrer Eltern von selbst, ohne dass es einer eignen Thätigkeit der Kinder oder eines sonstigen Grundes bedarf, derjenigen Staatsangehörigkeit theilhaftig werden, welche ihre Eltern während der Unselbstständigkeit der Kinder erwerben. Jedoch sollen diesen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit unselbstständiger ehelicher Kinder diejenigen Veränderungen nicht äussern, welche sich

1839 nach dem Tode ihres Vaters in der Staatsangehörigkeit ihrer Mutter ereignen, vielmehr soll über ihre Staatsangehörigkeit lediglich die Staatsangehörigkeit ihres Vaters entscheiden und eine Veränderung derselben nur mit Zustimmung ihrer vormundschaftlichen Behörde eintreten können.

Diese Grundsätze hinsichtlich der unselbstständigen Kinder gelten auch bei den übrigen Bestimmungen dieser Uebereinkunft, wenn nicht ein Anderes ausdrücklich festgesetzt ist.

- 2) Diejenigen, welche zufällig innerhalb des Staatsgebiets von heimathlosen Eltern, d. h. solchen, die in keinem der kontrahirenden Staaten Unterthanenrechte haben, geboren sind, und nicht nachher in einem andern Staate Unterthanenrechte erworben, oder daselbst mit Anlegung einer Wirthschaft, (eines eigenen Haushalts) sich verheirathet, oder darin, mit Wissen der Ortsobrigkeit, zehn Jahre ohne Unterbrechung gewohnt haben.

Unselbstständige Kinder solcher heimathlosen Eltern ist jedoch, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort, der Staat aufzunehmen schuldig, welchem ihr Vater oder, falls die Kinder ausser der Ehe geboren sind, ihre Mutter angehört. Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist und die letzten bei ihrem Vater befindlich sind, so soll der Staat, dem ihr Vater angehört, sie aufzunehmen verpflichtet seyn.

Sowohl bei der vorstehenden, als auch bei den übrigen Bestimmungen dieser Uebereinkunft soll der Ausdruck: Wirthschaft oder Haushalt so verstanden werden, dass dies Verhältniss auch dann schon vorhanden sey, wenn das Individuum, und zwar von Eheleuten auch nur der Mann oder die Frau, auf andere Art, als durch Gesindedienst im Hause der Brodherrschaft, sich Beköstigung verschafft hat; der Ausdruck: Wohnen aber nur den Aufenthalt in dem Staate bezeichnen, ohne Rücksicht darauf, ob das in Frage stehende Individuum ein Domizil (Recht zum bleibenden Aufenthalte) erlangt hat, oder Mitglied einer Gemeinde geworden ist, oder dergleichen.

- 3) Diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch daselbst Unterthanenrechte erlangt haben, jedoch in demselben unter Anlegung einer

Wirtschaft sich verheirathet, oder darin, mit Wis- 1839
sen der Ortsobrigkeit, zehn Jahre ohne Unterbre-
chung gewohnt haben.

§. 3. Wenn ein Individuum ausgewiesen werden soll, welches zufällig in dem einen Staate geboren ist, in dem andern aber entweder Unterthanenrecht erworben, oder mit Anlegung einer Wirtschaft sich verheirathet, oder 10 Jahre hindurch gewohnt hat, so ist vorzugsweise dieser letzte Staat dasselbe aufzunehmen verbuuden. Hat der Auszuweisende in dem einen Staate Unterthanenrecht erworben, in dem andern aber sich verheirathet oder 10 Jahre gewohnt, so soll der Staat, dessen Unterthan er ist, ihn aufzunehmen schuldig seyn. Wenn endlich ein Auszuweisender, welcher in keinem der kontrahirenden Staaten Unterthanenrechte erlangt hat, in dem einen Staate in die Ehe getreten ist, in dem andern aber nach seiner Verheirathung 10 Jahre hindurch gewohnt hat, so liegt dem zuletzt genannten Staate die Pflicht zu seiner Aufnahme ob.

§. 4. Ist auf den Auszuweisenden keine der im §. 3. enthaltenen Bestimmungen anwendbar, so muss der Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig behalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind als Angehörige des Staats anzusehen, dem ihr Ehemann nach den vorstehenden Bestimmungen angehört. Dasselbe gilt von Witwen, so lange nicht während ihres Witwenstandes eine Veränderung eingetreten ist, durch welche sie nach den Grundsätzen dieser Uebereinkunft Angehörige eines andern Staats werden, als welchem ihr gewesener Ehemann angehört hat.

Jedoch soll Witwen und geschiedenen oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern die Rückkehr in den Staat, dessen Angehörige sie, vor ihrer Verheirathung, nach den Bestimmungen dieser Uebereinkunft waren, dann freistehen, wenn die Ehe innerhalb 5 Jahren nach deren Schliessung wieder getrennt worden und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Hat ein Unterthan des einen kontrahirenden Staats sich seines Unterthanenrechts in demselben durch irgend eine Handlung verlustig gemacht, ohne Angehöriger des andern Staats geworden zu seyn, so ist der zuerst bezeichnete Staat schuldig, ihn beziehungsweise zu behalten oder wieder aufzunehmen.

§. 7. Handlungsdiener, Handwerksgelesen und

1839 Dienstboten, mit Einschluss der Schäfer und Dorfhirten, welche ohne Anlegung einer Wirthschaft, imgleichen Zöglinge und Studierende, welche der Erziehung oder des Unterrichts wegen irgend wo verweilen, werden durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn Jahre dauert, nicht Angehörige des Staats, in welchem sie sich aufgehalten haben.

Zeitpächter sind den vorstehend benannten Personen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht entweder persönlich oder mit ihrem Hausstande und Vermögen an den Ort der Pachtung sich begeben und während der Dauer derselben dort gewohnt haben.

§. 8. Können die Behörden der beiden kontrahirenden Staaten über die Verpflichtung des Staats, dem die Aufnahme eines Auszuweisenden angeschlossen wird, sich nicht vereinigen, und ist die Meinungsverschiedenheit auch im diplomatischen Wege nicht zu beseitigen, so wollen die beiden kontrahirenden Regierungen den Streitfall zur kompromissarischen Entscheidung eines solchen dritten Deutschen Bundesstaates, welcher sich mit beiden kontrahirenden Theilen wegen der Uebernahme von Ausgewiesenen in denselben Vertragsverhältnissen befindet, oder wenn kein solcher vorhanden ist oder die Entscheidung übernehmen will, irgend eines anderen, bei dem Streitfalle nicht beteiligten Bundesstaates stellen. Die Wahl der um Uebernahme des Kompromisses zu ersuchenden Bundesregierung bleibt demjenigen der kontrahirenden Theile überlassen, welcher zur Uebernahme des Auszuweisenden verpflichtet werden soll. An diese dritte Regierung hat jede der beteiligten Regierungen nur eine Darstellung der Sachlage, von welcher der anderen Regierung eine Abschrift nachrichtlich mitzuthemen ist, in kürzester Frist einzusenden. Gegen die kompromissarische Entscheidung ist von keinem Theile eine weitere Einwendung zulässig. Bis dieselbe erfolgt, hat derjenige Staat in dessen Gebiete das auszuweisende Individuum beim Entstehen der Differenz sich befand, die Verpflichtung daselbe in seinem Gebiete zu behalten.

§. 9. Denjenigen Individuen, welche der eine kontrahirende Staat auszuweisen beabsichtigt, die aber der andere kontrahirende Staat nach den in gegenwärtiger Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen aufzunehmen nicht die Pflicht hat, ist der letzte den Eintritt in sein

Gebiet zu gestatten nicht schuldig, ausser wenn durch 1839 Urkunden völlig überzeugend dargethan wird, dass der Auszuweisende einem dritten Staate, in welchen derselbe nicht wohl anders als durch das Gebiet des mitkontrahirenden Staats geführt werden oder gelangen kann, angehöre und von demselben werde aufgenommen werden.

§. 10. Sämmtlichen Polizeibehörden der beiden kontrahirenden Staaten wird zur strengsten Pflicht gemacht, die Absendung eines Auszuweisenden in das Gebiet des andern kontrahirenden Staates nie bloss auf die eigenen Angaben des Auszuweisenden über das Verhältniss, auf welches die Uebernahmeverbindlichkeit nach den Bestimmungen dieses Vertrages gegründet wird, zu veranlassen, sondern, wenn jenes Verhältniss nicht aus völlig glaubhaften Urkunden hervorgeht, zuvor die Richtigkeit desselben sorgfältig und insbesondere durch Erkundigung bei der zuständigen Behörde des Staats, dem die Aufnahme angesonnen wird, zu ermitteln.

§. 11. Sollte ein Auszuweisender, welcher von den Behörden des einen kontrahirenden Staats den Behörden des anderen Kontrahenten zur Weiterschaffung in einen dritten Staat nach den Bestimmungen des §. 9. zugeführt ist, von diesem letzten nicht angenommen werden, so kann derselbe in den Staat, der ihn ausgewiesen hat, zurückgebracht werden.

§. 12. Den Provinzial-Regierungsbehörden beider kontrahirenden Staaten bleibt überlassen, nähere Verabredungen wegen der zu bestimmenden Richtung der Transporte und der Uebnahmeorte zu treffen.

§. 10. Die Ueberweisung des Auszuweisenden soll, in der Regel, vermittelst Transports und Abgabe desselben an die Polizeibehörde desjenigen Orts, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staats beendigt anzusehen ist, geschehen. Mit dem Auszuweisenden sind zugleich die Beweisurkunden worauf die Uebnahmepflicht vertragsmässig gegründet wird, zu übergeben. In solchen Fällen, wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Auszuweisende auch mittelst eines Laufpasses, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrieben ist, in den zu ihrer Aufnahme verpflichteten Staat gewiesen werden.

Der Regel nach sollen nie mehr als drei Personen

1839 zugleich auf den Transport gegeben werden, es sey denn, dass sie zu einer und derselben Familie gehören und deshalb nicht wohl getrennt werden können.

Ausweisungen in Masse (sogenannte Vagantenschabe) sollen auch künftig nicht Statt finden.

§. 14. Die Kosten des Transports und der Verpflegung von Auszuweisenden ist der zur Aufnahme verpflichtete Staat zu ersetzen nicht schuldig. Nur wenn ein Auszuweisender, welcher einem dritten Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen und deshalb nach §. 11. in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hat, zurückgebracht wird, muss der letzte die Kosten des Transports und der Verpflegung erstatten, welche bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

Die zwischen den beiden kontrahirenden Regierungen am 15. August 1823. getroffene Uebereinkunft wegen Berechnung der Kosten in Fällen der Auslieferung verhafteter Verbrecher wird durch die vorstehenden Bestimmungen nicht aufgehoben.

§. 15. Jede der beiden kontrahirenden Regierungen hat das Recht, von dem gegenwärtigen Vertrage zurückzutreten, wenn sie ihre hierauf gerichtete Absicht Ein Jahr vorher der andern Regierung angezeigt hat.

Hierüber ist Königlich Preussischer Seits gegenwärtige Ministerial-Erklärung ausgefertigt und solche mit dem Königlichen Insigel versehen worden.

Berlin, den 20. August 1839.

(L. S.)

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Frh. v. WERTHER.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung des Königl. Hannoverschen Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten vom 12. August d. J. ausgewechselt worden, hierdurch mit dem Bemerken zur öffentlichen Kenntniss gebracht, dass die geschlossene Uebereinkunft, der darüber getroffenen Vereinbarung zufolge, gegenseitig vom 1. October d. J. an zur Anwendung kommen soll.

Berlin, den 25. September 1839.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

Frh. v. WERTHER.

23.

*Convention entre les royaumes de
Saxe et de Hanovre concernant les
exilés.*

§. 1. In Zukunft soll kein Individuum, welches die eine der genannten Regierungen, weil es ihr aus irgend einem Grunde lästig ist, in ihrem Gebiete ferner nicht behalten will, in das Gebiet der andern Regierung ausgewiesen oder hingeschafft werden, wenn es nicht entweder ein Angehöriger des Staates ist, welchem es zugewiesen werden soll, oder nur durch das Gebiet desselben einem dritten Staate, dessen Angehöriger es ist, in welchem es aber nicht wohl anders, als durch das Gebiet des einen contrahirenden Staates gelangen kann, zugewiesen oder zugeführt werden soll.

§. 2. Als Staats-Angehörige sollen angesehen werden:

1) alle diejenigen, deren Vater oder, wenn sie ausserhehlich geboren, und nicht durch nachfolgende Ehe legitimirt sind, deren Mutter zur Zeit der Geburt der Auszuweisenden Unterthan des Staates gewesen ist; oder welche in diesem zu Unterthanen aufgenommen sind, ohne nachher aus dem Unterthanenverbande wieder entlassen worden zu sein oder in einem andern Staate Unterthanen-Rechte erworben zu haben.

Die Unterthanen-Eigenschaft eines Individuums ist stets lediglich nach der Gesetzgebung des Staates, als dessen Unterthan es bezeichnet wird, zu beurtheilen und zu entscheiden.

Unselbstständige Kinder, d. h. solche, welche noch bei ihren Aeltern sich befinden und von diesen ernährt werden, oder wenigstens zum eignen Erwerbe ihres Lebensunterhalts noch nicht im Stande sind, sollen schon durch die Handlungen ihrer Aeltern von selbst, ohne dass es einer eignen Thätigkeit der Kinder oder eines sonstigen Grundes bedarf, derjenigen Staats-Angehörigkeit theilhaftig werden, welche ihre Aeltern während der Unselbstständigkeit der Kinder erwerben. Jedoch sollen diesen Einfluss auf die Staats-Angehörigkeit unselbstständiger ehelicher Kinder diejenigen Veränderungen nicht äussern, welche sich nach dem Tode ihres Vaters in der Staats-Angehörigkeit ihrer

1839 Mutter ereignen; vielmehr soll über ihre Staats-Angehörigkeit lediglich die Staats-Angehörigkeit ihres Vaters entscheiden, und eine Veränderung derselben nur mit Zustimmung ihrer vormundschaftlichen Behörde eintreten können.

Diese Grundsätze hinsichtlich der unselbstständigen Kinder gelten auch bei den übrigen Bestimmungen dieser Uebereinkunft, wenn nicht ein Anderes ausdrücklich festgesetzt ist.

2) Diejenigen, welche zufällig innerhalb des Staatsgebietes von heimatlosen Aeltern, d. h. solchen, die in keinem der kontrahirenden Staaten Unterthanenrechte haben, geboren sind, und nicht nachher in einem andern Staate Unterthanenrechte erworben, oder daselbst mit Anlegung einer Wirthschaft (eines eignen Haushalts) sich verheirathet, oder darin, mit Wissen der Ortsobrigkeit, zehn Jahre ohne Unterbrechung gewohnt haben.

Unselbstständige Kinder solcher heimatlosen Aeltern ist jedoch, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort, der Staat aufzunehmen schuldig, welchem ihr Vater oder, falls die Kinder ausser der Ehe geboren sind, ihre Mutter angehört. Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist, und die letzten bei ihrem Vater befindlich sind, so soll der Staat, dem ihr Vater angehört, sie aufzunehmen verpflichtet seyn.

Sowohl bei der vorstehenden, als auch bei den übrigen Bestimmungen dieser Uebereinkunft soll der Ausdruck: Wirthschaft oder Haushalt so verstanden werden, dass dies Verhältniss auch dann schon vorhanden sey, wenn das Individuum, und zwar von Eheleuten auch nur der Mann oder die Frau, auf andere Art als durch Gesindedienst im Hause der Brodherrschaft sich Beköstigung verschafft hat; der Ausdruck: Wohnen, aber nur den Aufenthalt in dem Staate bezeichnen, ohne Rücksicht darauf, ob das in Frage stehende Individuum ein Domicil. (Recht zum bleibenden Aufenthalte) erlangt hat, oder Mitglied einer Gemeinde geworden ist, oder dergleichen.

3) Diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch daselbst Unterthanenrechte erlangt haben, jedoch in demselben unter Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder darin, mit Wissen

der Ortsobrigkeit, zehn Jahre ohne Unterbrechung gewohnt haben. 1839

§. 3. Wenn ein Individuum ausgewiesen werden soll, welches zufällig in dem einen Staate geboren ist, in dem andern aber entweder Unterthanenrecht erworben, oder mit Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder zehu Jahre hindurch gewohnt hat, so ist vorzugsweise dieser letzte Staat dasselbe aufzunehmen verbunden. Hat der Auszuweisende in dem einen Staate Unterthanenrecht erworben, in dem andern aber sich verheirathet, oder zehn Jahre gewohnt, so soll der Staat, dessen Unterthan er ist, ihn aufzunehmen schuldig sein. Wenn endlich ein Auszuweisender, welcher in keinem der kontrahirenden Staaten Unterthanenrechte erlangt hat, in dem einen Staate in die Ehe getreten ist, in dem andern aber nach seiner Verheirathung zehn Jahre hindurch gewohnt hat, so liegt dem zuletzt genannten Staate die Pflicht zu seiner Aufnahme ob.

§. 4. Ist auf den Auszuweisenden keine der im §. 3. enthaltenen Bestimmungen anwendbar, so muss der Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig behalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind als Angehörige des Staates anzusehen, dem ihr Ehemann nach den vorstehenden Bestimmungen angehört. Dasselbe gilt von Witwen, so lange nicht während ihres Witwenstandes eine Veränderung eingetreten ist, durch welche sie nach den Grundsätzen dieser Uebereinkunft Angehörige eines andern Staates werden, als welchem ihr gewesener Ehemann angehört hat.

Jedoch soll Witwen und geschiedenen oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern die Rückkehr in den Staat, dessen Angehörige sie vor ihrer Verheirathung nach den Bestimmungen dieser Uebereinkunft waren, dann freistehen, wenn die Ehe innerhalb fünf Jahren nach deren Schliessung wieder getrennt worden und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Hat ein Unterthan des einen kontrahirenden Staates sich seines Unterthanenrechts in demselben durch irgend eine Handlung verlustig gemacht, ohne Angehöriger des andern Staates geworden zu seyn, so ist der zuerst bezeichnete Staat schuldig, ihn beziehungsweise zu behalten oder wieder aufzunehmen.

§. 7. Handlungsdiener, Handwerksgesellen und

1839 Dienstböten, mit Einschluß der Schäfer und Dorfhirten, welche ohne Anlegung einer Wirthschaft, imgleichen Züglinge und Studirende, welche der Erziehung oder des Unterrichts wegen irgend wo verweilen, werden durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als 10 Jahre dauert, nicht Angehörige des Staats, in welchem sie sich aufgehalten haben.

Zeitpächter sind den vorstehend benannten Personen nur dann gleichzuachten, wenn sie nicht entweder persönlich, oder mit ihrem Hausstande und Vermögen an den Ort der Pachtung sich begeben und während der Dauer derselben dort gewohnt haben.

§. 8. Könnten die Behörden der beiden kontrahirenden Staaten über die Verpflichtung des Staates, dem die Aufnahme eines Auszuweisenden angesonnen wird, sich nicht vereinigen, und ist die Meinungsverschiedenheit auch im diplomatischen Wege nicht zu beseitigen, so wollen die beiden kontrahirenden Regierungen den Streitfall zur compromissarischen Entscheidung eines solchen dritten deutschen Bundesstaates, welcher sich mit beiden kontrahirenden Theilen wegen der Uebernahme von Ausgewiesenen in denselben Vertrags-Verhältnissen befindet, oder, wenn kein solcher vorhanden ist, oder die Entscheidung übernehmen will, irgend eines andern, bei dem Streitfalle nicht beteiligten Bundesstaates stellen. Die Wahl der um Uebernahme des Compromisses zu ersuchenden Bundesregierung bleibt demjenigen der kontrahirenden Theile überlassen, welcher zur Uebernahme des Auszuweisenden verpflichtet werden soll. An diese dritte Regierung hat jede der beteiligten Regierungen nur eine Darstellung der Sachlage, von welcher der andern Regierung eine Abschrift nachrichtlich mitzuthemen ist, in kürzester Frist einzusenden. Gegen die compromissarische Entscheidung ist von keinem Theile eine weitere Einwendung zulässig. Bis dieselbe erfolgt, hat derjenige Staat, in dessen Gebiete das auszuweisende Individuum beim Entstehen der Differenz sich befand, die Verpflichtung, dasselbe in seinem Gebiete zu behalten.

§. 9. Denjenigen Individuen, welche der eine kontrahirende Staat auszuweisen beabsichtigt, die aber der andere kontrahirende Staat nach den in gegenwärtiger Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen aufzunehmen nicht die Pflicht hat, ist der letzte den Eintritt in sein

Gebiet zu gestatten nicht schuldig, ausser wenn durch 1839 Urkunden völlig überzeugend dargethan wird, dass der Auszuweisende einem dritten Staate, in welchem derselbe nicht wohl anders als durch das Gebiet des mitkontrahirenden Staates geführt werden oder gelangen kann, angehöre und von demselben werde aufgenommen werden.

§. 10. Sämmtlichen Polizei-Behörden der beiden kontrahirenden Staaten wird zur strengsten Pflicht gemacht, die Absendung eines Auszuweisenden in das Gebiet des andern kontrahirenden Staates nie bloss auf die eignen Angaben des Auszuweisenden über das Verhältniss, auf welches die Uebernahme-Verbindlichkeit nach den Bestimmungen dieses Vertrages gegründet wird, zu veranlassen, sondern, wenn jenes Verhältniss nicht aus völlig glaubhaften Urkunda hervorgeht, zuvor die Richtigkeit desselben sorgfältig, und insbesondere durch Erkundigung bei der zuständigen Behörde des Staates, dem die Aufnahme angesonnen wird, zu ermitteln.

§. 11. Sollte ein Auszuweisender, welcher von den Behörden des einen kontrahirenden Staates den Behörden des andern Kontrahenten zur Weiterschaffung in einen dritten Staat nach den Bestimmungen des §. 9. zugeführt ist, von diesem letzten nicht angenommen werden, so kann derselbe in den Staat, der ihn ausgewiesen hat, zurückgebracht werden.

§. 12. Den Provinzial-Regierungs-Behörden beider kontrahirenden Staaten bleibt überlassen, nähere Verabredungen wegen der zu bestimmenden Richtung der Transporte und der Uebernahme-Orte zu treffen.

§. 13. Die Ueberweisung des Auszuweisenden soll in der Regel vermittelt Transports und Abgabe desselben an die Polizei-Behörde desjenigen Orts, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staates beendet anzusehen ist, geschehen. Mit dem Auszuweisenden sind zugleich die Beweis-Urkunden, worauf die Uebernahmepflicht vertragsmässig gegründet wird, zu übergeben. In solchen Fällen, wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Auszuweisende auch mittelst eines Laufpasses, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrieben ist, in den zu ihrer Aufnahme verpflichteten Staat gewiesen werden.

Der Regel nach sollen nie mehr als drei Personen zugleich auf den Transport gegeben werden, es sey

1839 denn, dass sie zu einer und derselben Familie gehören und deshalb nicht wohl getrennt werden können.

Ausweisungen in Masse (s. g. Vagantenschube) sollen auch künftig nicht Statt finden.

§. 14. Die Kosten des Transports und der Verpflegung von Auszuweisenden ist der zur Aufnahme verpflichtete Staat zu ersetzen nicht schuldig. Nur wenn ein Auszuweisender, welcher einem dritten Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen und deshalb nach §. 11. in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hat, zurückgebracht wird, muss der letzte die Kosten des Transports und der Verpflegung erstatten, welche bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

§. 15. Jede der beiden kontrahirenden Regierungen hat das Recht, von dem gegenwärtigen Vertrage zurückzutreten, wenn sie ihre hierauf gerichtete Absicht Ein Jahr vorher der andern Regierung angezeigt hat.

24.

Convention entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Bernbourg, pour prévenir aux délits forestiers et de chasse dans les forêts limithrophes. En date du 9 Septembre 1839.

Erklärung wegen der zwischen der Königlich Preussischen und der Herzoglich Anhalt-Bernburgischen Regierung verabredeten Maassregeln zur Verhütung und Bestrafung der Forst- und Jagdfrevel in den Gränzwaldungen. Vom 5. September 1839.

Nachdem die Königlich Preussische und die Herzoglich Anhalt-Bernburgische Regierung übereingekommen sind, wirksamere Maassregeln zur Verhütung der Forst- und Jagdfrevel gegenseitig zu treffen, so erklären dieselben Folgendes:

Art. 1. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich Preussische als die Herzoglich Anhalt-Bernburgische Regierung, die Forst- und Jagdfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen und Jagdrevieren des andern Gebiets verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntniss erhält, nach denselben Gesetzen zu unter-

suchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht 1839 und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten und Jagdrevieren begangen worden wären.

Art. 2. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung und Habhaftwerdung der Forst- und Jagdfrevler alle mögliche Hülfe geleistet werden.

Den Förstern und Waldwärtern des einen Theiles soll namentlich gestattet seyn, die Spuren begangener Forst- und Jagdfrevel, so wie die Frevler selbst, bis auf eine Meile auch in das Gebiet des anderen Theiles zu verfolgen.

Ereilen sie auf der diesfälligen Verfolgung die Frevler selbst, so ist es ihnen, jedoch nur unter der Bedingung gestattet, dieselben anzuhalten, dass die Angehaltenen an die nächste Ortsbehörde derjenigen Regierung überliefert werden, auf deren Gebiet die Anhaltung stattgefunden hat.

Finden die auf der Verfolgung eines Forst- oder Jagdfrevlers begriffenen Forstbeamten eine Haussuchung in dem Gebiete des anderen Theiles vorzunehmen für nöthig, so haben dieselben solches an Orten, wo der Sitz eines Gerichts ist, bei dem Ortsrichter, im Fall der Verhinderung desselben aber, so wie an Orten, wo ein Ortsgericht sich nicht befindet, bei dem Polizeikommissair, Bürgermeister oder Beigeordneten, Ortschaftsheissen oder Ortsschöffen anzuzeigen; von welchen alsdann die Haussuchung unverzüglich verfügt werden wird.

Art. 3. Dem nachteilenden Forst- und Jagdbeamten wird überlassen, das über den Hergang, Befund und alle Umstände des begangenen Frevels, welche auf dessen Bestrafung von Einfluss seyn können, im Gebiete seiner Landesherrschaft aufgenommene Protokoll in dem benachbarten Gebiete fortzusetzen und darin Alles, was er auf der Nacheile in Beziehung auf den begangenen Frevel bemerkt, aufzuzeichnen.

Es soll jedoch diese Aufzeichnung unter Mitwirkung und Mitunterschrift des nach dem vorhergehenden Artikel die Haussuchung veranstaltenden Ortsvorstandes in Bezug auf denjenigen Theil des Protokolls erfolgen, welcher die von diesem Vorstande vorgenommenen Handlungen betrifft, und soweit es sich von Haussuchungen handelt, bei welchen der Ortsrichter etc. (Art. 2) zugegen war, unter Mitwirkung und Mitunterschrift des Letztern. Das Einverständniss des Ortsrichters oder

1839 Ortsvorstandes, oder das, was er seinerseits, besonders oder abweichend zu erinnern hat, muss in dem Protokoll ausdrücklich bemerkt werden. Von diesem Protokoll, worin jedesmal über etwaige Beschlagnahme und Aufbewahrung entwendeter Gegenstände und von den Frevlern gehrauchter Geräthschaften die nöthigen Bemerkungen aufzunehmen sind, händigt der Forst- oder Jagdbeamte sofort ein Duplicat dem Behufs der Haus-suchung requirirten Beamten des Orts ein, welcher Letztere, sofern dies nicht der Ortsrichter ist, dasselbe sogleich seiner vorgesetzten Behörde zu übersenden hat, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von 1 bis 5 Rthlr. für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet.

Art. 4. Für die Konstatirung eines Frevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staats in dem Gebiete des andern verübt worden, soll den officiellen Angaben und Abschätzungen, welche von den kompetenten und gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizeibeamten des Orts des begangenen Frevels oder von dem dort kompetenten polizeilichen Beamten aufgenommen worden, jener Glaube von der zur Aburtheilung geeigneten Gerichtsstelle beigelegt werden, welchen die Gesetze den officiellen Angaben der inländischen Beamten beilegen.

25.

Convention entre la Prusse et la Grèce sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction.

— Signée le ^{29 Mars} 17 September 1839.

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi de la Grèce étant convenus d'accorder dans Leurs Etats au profit de Leurs sujets respectifs une exemption générale du droit d'aubaine et du droit de détraction (*gabella hereditaria*, *Abschoss*, et *census emigrationis*, *Abfahrts-geld*) les articles suivans ont été arrêtés d'un commun accord au nom de Leurs Majestés.

Art. 1. Le droit de détraction (*gabella hereditaria*, *Abschoss*, et *census emigrationis*, *Abfahrts-geld*) ne sera

Art. 5. Die Einziehung des Betrags der Strafe und 1839
der etwa stattgehabten Gerichtskosten soll demjenigen
Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler
wohnt und in welchem das Erkenntniss stattgefunden
hat, und nur der Betrag des Schadenersatzes und der
Pfandgebühren an die betreffende Kasse desjenigen Staa-
tes abgeführt werden, in welchem der Frevler verübt
worden ist.

Art. 6. Den untersuchenden und bestrafenden Be-
hörden in den Königlich Preussischen und in den Her-
zoglich Anhalt-Bernburgischen Landen wird zur Pflicht
gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forst- und
Jagdfrevel in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzu-
nehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur
immer möglich seyn wird.

Art. 7. Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät
des Königs von Preussen und Seiner Durchlaucht des
Herzogs von Anhalt-Bernburg zweimal gleichlautend
ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger
Auswechslung, Kraft und Wirksamkeit in den beider-
seitigen Landen erhalten, und zu dem Ende sofort
öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin, den 5. September 1839.

25.

Convention entre la Prusse et la Grèce sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction.

Signée le $\frac{29 \text{ Mars}}{17 \text{ Septembre}}$ 1839.

Nachdem Seine Majestät der König von Preussen
und Seine Majestät der König von Griechenland dahin
übereingekommen, in Ihren Staaten zu Gunsten Ihrer
resp. Unterthanen eine allgemeine Befreiung vom Heim-
fallsrechte, vom Abschosse (gabella hereditaria) und
vom Abfahrtsgelde (census emigrationis) zu bewilligen,
so sind im gemeinsamen Einverständnisse Namens Ih-
rer Majestäten folgende Artikel festgesetzt worden.

Art. 1. Bei keinem Vermögens-Ausgange aus den
Königlich Preussischen Staaten in die Staaten Sr. Ma-

1839 point perçu dans l'avenir en cas d'exportation de biens quelconques des Etats de Sa Majesté le Roi de Prusse pour les Etats de Sa Majesté le Roi de la Grèce et vice versa des Etats de Sa Majesté le Roi de la Grèce pour les Etats de Sa Majesté le Roi de Prusse, soit que l'exportation provienne de cas d'émigration, succession, legs, vente, dot ou donation, soit qu'elle provienne de toute autre cause. Cette franchise comprend non seulement ceux des droits susmentionnés qui sont versés dans les caisses de l'Etat ou du Souverain, mais encore ceux qui sont versés dans les caisses des provinces, villes, bourgs, villages, fondations pieuses, juridictions patrimoniales, corporations, communes ou individus quelconques.

Le droit d'aubaine n'aura pas lieu entre la Prusse et la Grèce

Art. 2. Les sujets respectifs ne seront point dispensés, par la stipulation précédente, de payer, le cas échéant, les taxes ou impôts (autres que ceux compris dans le droit de déduction), qui se prélèvent, selon les lois, autant sur les nationaux que sur les étrangers à raison de mutation quelconque de propriété, sans égard si les biens restent ou non dans le pays, tel que l'impôt général sur les héritages, le droit de timbre et autres de ce genre.

Ils ne seront non plus exempts à l'occasion de l'exportation des droits de douane, auxquels sont assujettis aussi les nationaux.

Il est entendu également, que les individus, sortant de l'un des dits Etats, même pour aller se fixer dans l'autre, auront à s'acquitter de toutes les obligations personnelles, que les lois présentes ou futures de leur patrie, notamment celles touchant le service militaire, leur imposent; de sorte qu'il n'est apporté par la présente convention aucune restriction aux deux Gouvernemens dans leur législation présente et future sur les objets dont il s'agit dans le présent article.

Art. 3. L'exemption stipulée ci-dessus est applicable à tous les cas pendants et à tous les cas à venir. On

jestät des Königs von Griechenland und umgekehrt aus 1839 den Staaten Sr. Majestät des Königs von Griechenland in die Königlich Preussischen Staaten, es mag solcher Ausgang durch Auswanderung, Erbschaft, Legat, Verkauf, Brautschatz oder Schenkung oder aus irgend einem anderen Grunde erfolgen, soll künftig ein Abschoss (*gabella hereditaria*) oder Abfahrtsgehd, Abzug (*census emigrationis*) erhoben werden. Diese Befreiung begreift nicht allein diejenigen oben erwähnten Abschoss- und Abfahrtsgehd, welche in die Staats- und landesherrlichen Kassen fließen, sondern auch diejenigen, welche in die Kassen der Provinzen, Städte, Marktstellen Dörfer, frommen Stiftungen, Patrimonialgerichte, Korporationen, Kommunen und Individuen irgend einer Art fließen.

Das Heimfallsrecht wird zwischen Preussen und Griechenland nicht stattfinden.

Art. 2. Durch die vorstehende Stipulation sollen die resp. Unterthanen nicht der Verbindlichkeit überhoben werden, die (unter dem Abschoss- und Abfahrtsgehd nicht mitbegriffenen) allgemeinen Abgaben und Steuern vorkommenden Falles zu entrichten, welche nach den Gesetzen sowohl von den Inländern, als von den Fremden wegen eintretender Eigenthums-Veränderung irgend einer Art, ohne Unterschied, ob das Vermögen im Lande bleibt oder nicht, erhoben werden, wie z. B. allgemeine Erbschaftssteuer, Stempelabgaben und andere dergleichen.

Sie sollen auch bei Gelegenheit des Vermögens-Ausganges von den Zollabgaben, denen die Inländer ebenfalls unterworfen sind, nicht befreit sein.

Es versteht sich auf gleiche Weise, dass die Individuen, welche aus einem der gedachten Staaten auswandern, selbst alsdann, wenn sie sich in dem andern niederlassen wollen, sich aller der Verbindlichkeiten zu entledigen haben; welche die gegenwärtigen oder künftigen Gesetze ihres Vaterlandes, insonderheit die, den Kriegsdienst betreffenden, ihnen auferlegen, wonach also die beiden Regierungen in Ihrer jetzigen und künftigen Gesetzgebung über die Gegenstände, von denen es sich im gegenwärtigen Artikel handelt, durch die gegenwärtige Uebereinkunft in keiner Art beschränkt werden.

Art. 3. Die oben stipulirte Abschoss- und Abzugsfreiheit erstreckt sich auf alle anhängige und auf alle

1839 entend par cas pendants tous ceux, dans lesquels le droit de détraction (gabella hereditaria et census emigrationis) n'aurait pas encore été payé définitivement le jour de l'échange réciproque des déclarations faites par les deux Gouvernemens relativement à leur convention.

Art. 4. La présente déclaration faite et signée par order de Sa Majesté le Roi de Prusse, pour être échangée contre un acte conforme expédié de la part du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de la Grèce, entrera en pleine vigueur dans tout le royaume de Prusse aussitôt après que le dit échange aura été effectué.

Fait à Berlin, le 29. Mars 1839.

(L. S.)

Ministère des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Prusse.

WERTHER.

Vorstehende Erklärung ist zu Athen am $\frac{21. Juni}{3. Juli}$ d. J. gegen eine, von dem Königlich Griechischen Minister der auswärtigen Angelegenheiten Herrn Xographo unterzeichnete, im wesentlichen gleichlautende Erklärung ausgewechselt und wird unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinettsorder vom 11. April 1822. (Gesetz-

26.

Convention entre la Prusse et le Duché de Saxe-Meiningen, concernant les vagabonds et exilés. En date du 27 Septembre 1839.

(Gesetzsammlung für die Königlich Preussischen Staaten. 1839. Nr. 23. Vom 15. October.)

Ministerial-Erklärung über die zwischen der Königlich Preussischen und der Herzogl. Sachsen-Meiningenschen Regierung getroffene Uebereinkunft wegen gegensei-

künftige Fälle. Unter den anhängigen Fällen werden 1839 alle diejenigen verstanden, in welchen am Tage der gegenseitigen Auswechslung der von den beiden Regierungen hinsichtlich ihres Uebereinkommens abgegebenen Erklärungen der Abschoss oder das Abfahrtsgeld (*gabella hereditaria et census emigrationis*) noch nicht wirklich und definitiv bezahlt war.

Art. 4. Die gegenwärtige, im Namen und auf Befehl Sr. Majestät des Königs von Preussen zum Behufe der Auswechslung gegen eine, von Seiten der Regierung Sr. Majestät des Königs von Griechenland gleichlautend ausgefertigte Urkunde, gegebene und unterzeichnete Erklärung soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechslung sogleich volle Kraft und Wirksamkeit in sämmtlichen Königlich Preussischen Staaten erhalten.

Gegeben Berlin, den 29. März 1839.

(L. S.)

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. WERTHER.

sammlung pro 1822. Nr. 14. S. 181.) hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 17. September 1839.

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Erh. v. WERTHER.

tiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen. Vom 27. Septbr. 1839.

Zwischen der Königlich Preussischen Regierung einerseits und der Herzoglich Sachsen-Meiningschen Regierung andererseits ist nachstehende Uebereinkunft wegen gegenseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen verabredet und abgeschlossen worden.

§. 1. Es soll in Zukunft kein Vagabunde oder Verbrecher in das Gebiet des andern der beiden hohen kontrahirenden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staats ist, welchem er zugewiesen wird, und in demselben sein Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch das Gebiet desselben als ein Angehöriger eines in gerader

1839 Richtung rückwärts liegenden Staats nothwendig seinen Weg nehmen muss.

§. 2. Als Staatsangehörige, deren Uebernahme gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

a) alle diejenigen, deren Vater, oder, wenn sie ausser der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter zur Zeit ihrer Geburt in der Eigenschaft eines Unterthans mit dem Staate in Verbindung gestanden hat, oder, welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthansverbande entlassen worden zu seyn, oder ein anderweiliges Heimathsrecht erworben zu haben;

b) diejenigen, welche von heimathlosen Aeltern zufällig innerhalb des Staatsgebiets geboren sind, so lange sie nicht in einem andern Staate das Unterthanenrecht, nach dessen Verfassung, erworben, oder sich daselbst mit Anlegung einer Wirthschaft verheirathet, oder darin, unter Zulassung der Obrigkeit zehn Jahre lang gewohnt haben;

c) diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht nach dessen Verfassung erworben haben, hingegen nach Aufhebung ihrer vorherigen staatsbürgerlichen Verhältnisse, oder überhaupt als heimathlos, dadurch in nähere Verbindung mit dem Staate getreten sind, dass sie sich daselbst unter Anlegung einer Wirthschaft verheirathet haben, oder, dass ihnen während eines Zeitraums von zehn Jahren stillschweigend gestattet worden ist, darin ihren Wohnsitz zu haben.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staate geboren ist, in einem andern aber das Unterthansrecht ausdrücklich erworben, oder mit Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt sich einheimisch gemacht hat, so ist der letztere Staat, vorzugsweise verbunden, ihn aufzunehmen. Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate, mit der Verheirathung oder der zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate zusammen, so ist das erweislich neuere Verhältniss entscheidend, jedoch dann, wenn hierüber zu einer ausreichenden Gewissheit nicht zu gelangen sein sollte, der Staat, in welchem dem Heimathlosen ein zehnjähriger Aufenthalt gestattet worden, vorzugsweise zu seiner Aufnahme verpflichtet

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuweidenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar, so muss derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr Ehemann, vermöge eines der angeführten Verhältnisse, zugehört. Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln, es wäre denn, dass während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sey, durch welche sie, nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft, einem andern Staate zufallen.

Auch soll Wittwen, imgleichen den Geschiedenen, der von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern, die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts- oder vorigen Aufenthaltsort dann vorbehalten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schliessung wieder getrennt worden und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Befinden sich unter einer heimathlosen Familie Kinder unter vierzehn Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhalts, den sie von den Eltern genießen, von denselben nicht getrennt werden können, so sind solche, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort, in denjenigen Staat zu verweisen, welchem bei ehelichen Kindern der Vater, oder bei unehelichen die Mutter zugehört. Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist, und letztere bei ihrem Vater befindlich sind, so werden sie von dem Staate mit übernommen, welchem der Vater zugehört.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gemacht, so kann er einem andern Staate zugehörig geworden zu sein, wenn der erstere Staat der Beibehaltung oder Wiedererlangung desselben sich nicht entziehen.

§. 8. Handlungsdiener, Handwerksgesellen und Lehrlinge, welche, ohne eine selbstständige Wirthschaft zu haben, in Diensten stehen, imgleichen Zöglinge und Studierende, welche der Erziehung oder des Unterrichts wegen irgendwo verweilen, erwerben durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht.

Zeitpächter sind den hier oben benannten Individuen

1839 nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht für ihre Person oder mit ihrem Hausstande und Vermögen sich an den Ort der Pachtung hinbegeben haben.

§. 9. Denjenigen, welche als Landstreicher oder aus irgend einem anderen Grunde ausgewiesen werden, hingegen in dem benachbarten Staate, nach den in der gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen, kein Heimwesen anzusprechen haben, ist letzterer den Eintritt in sein Gebiet zu gestatten nicht schuldig; es würde denn urkundlich zur völligen Ueberzeugung dargethan werden können, dass das zu übernehmende Individuum einem in gerader Richtung rückwärts liegenden Staate zugehöre, welchem dasselbe nicht wohl anders als durch das Gebiet des ersteren zugeführt werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird es zur strengsten Pflicht gemacht, die Absendung der Vagabunden in das Gebiet des andern der hohen kontrahirenden Theile nicht bloss auf die eigene unzuverlässige Angabe derselben zu veranlassen, sondern, wenn das Verhältniss, wodurch der andere Staat zur Uebernahme eines Vagabunden konventionsmässig verpflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe, oder aus andern völlig glaubhaften Urkunden hervorgeht, oder, wenn die Angabe des Vagabunden nicht durch besondere Gründe und die Verhältnisse des vorliegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln, und nöthigenfalls bei der vermeintlich zur Aufnahme des Vagabunden verpflichteten Behörde Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, dass ein von dem einen der hohen kontrahirenden Theile dem andern Theile zum weitem Transporte in einen rückwärts liegenden Staat, zufolge der Bestimmung des §. 9 zugeführter Vagabunde von dem letzteren nicht angenommen würde, so kann derselbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zur vorläufigen Beibehaltung zurückgebracht werden.

§. 12. Es bleibt den betreffenden Behörden überlassen, unter einander die näheren Verabredungen wegen der zu bestimmenden Richtung der Transporte, so wie wegen der Uebernahmsorte zu treffen.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden geschieht in der Regel mittelst Transports und Abgabe dersel-

ihn übernehmen soll, verheirathet, jedoch darin sich 1839 zeha Jahre hindurch ohne Unterbrechung aufgehalten hat, wobei es dann auf Konstituierung eines Domizils, Verheirathung und sonstige Rechtsverhältnisse nicht weiter ankommen soll.

Endlich sind die genannten Regierungen zugleich auch noch dahin übereingekommen:

Können die resp. Behörden über die Verpflichtung des Staats, dem die Uebernahme angesonnen wird, der in der Konvention und vorstehend aufgestellten Kennzeichen der Verpflichtung ungeachtet, bei der darüber stattfindenden Korrespondenz sich nicht vereinigen, und ist die diesfällige Differenz derselben auch im diplomatischen Wege nicht zu beseitigen gewesen, so wollen beide kontrahirende Theile den Streitfall zur kompromissarischen Entscheidung eines solchen dritten Deutschen Bundesstaates stellen, welcher sich mit beiden kontrahirenden Theilen wegen gegenseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen in denselben Vertragsverhältnissen befindet.

Die Wahl der zur Uebernahme des Kompromisses zu ersuchenden Bundesregierung bleibt demjenigen der kontrahirenden Theile überlassen, der zur Uebernahme des Ausgewiesenen verpflichtet werden soll.

An diese dritte Regierung hat jede der beteiligten Regierungen jedesmal nur eine Darlegung der Sachlage, wovon der andern Regierung eine Abschrift nachrichtlich mitzuthemen ist, in kürzester Frist einzusenden.

Bis die schiedsrichterliche Entscheidung erfolgt, gegen deren Inhalt von keinem Theile eine weitere Einwendung zulässig ist, hat derjenige Staat, in dessen Gebiet das auszuweisende Individuum beim Entstehen der Differenz sich befunden, die Verpflichtung, dasselbe in seinem Gebiete zu behalten.

Diesüber ist Königlich Preussischer Seits gegenwärtige Ministerial-Erklärung ausgefertigt und solche mit dem Königl. Insiegel versehen worden.

Berlin, den 27. September 1839.

(L. S.)

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Erh. v. WERTHER.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende Erklärung des Herzoglich Sach-

1839 sen Meiningenschen Landesministeriums vom 21. August d. J. ausgewechselt worden, hierdurch zur öffentlichen Kenntniß gebracht.

Berlin, den 27. September 1839.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

Frh. v. WERTHER.

27.

Convention entre la Prusse et le Duché de Brunswick, concernant les Exilés. En date du 4 Octobre 1839.

(Gesetzsammlung für die Königlich Preussischen Staaten. 1839. Nr. 23. Vom 15. October.)

Zwischen der Königlich Preussischen und der Herzoglich Braunschweigischen Regierung ist nachstehende Uebereinkunft wegen Uebernahme von Auszuweisenden geschlossen worden.

§. 1. In Zukunft soll kein Individuum, welches die eine der genannten Regierungen, weil es ihr aus irgend einem Grunde lästig ist, in ihrem Gebiete ferner nicht behalten will, in das Gebiet der andern Regierung ausgewiesen oder hingeschafft werden, wenn es nicht entweder ein Angehöriger des Staats ist, welchem es zugewiesen werden soll, oder nur durch das Gebiet desselben einem dritten Staate, dessen Angehöriger es ist, in welchen es aber nicht wohl anders, als durch das Gebiet des einen kontrahirenden Staats gelangen kann, zugewiesen oder zugeführt werden soll.

§. 2. Als Staatsangehörige sollen angesehen werden:

- 1) alle diejenigen, deren Vater oder, wenn sie ausserehlich geboren und nicht durch nachfolgende Ehe legitimirt sind, deren Mutter zur Zeit der Geburt der Auszuweisenden Unterthan des Staats gewesen ist, oder welche in diesem zu Unterthanen aufgenommen sind, ohne nachher aus dem Unterthanenverbande wieder entlassen worden zu seyn oder in einem andern Staate Unterthansrechte erworben zu haben.

Die Unterthanseigenschaft eines Individuums ist stets lediglich nach der Gesetzgebung des Staats, als dessen

Unterthan es bezeichnet wird, zu beurtheilen und zu 1839 entscheiden.

Unselbstständige Kinder, d. h. solche, welche noch bei ihren Aeltern sich befinden und von diesen ernährt werden oder wenigstens zum eignen Erwerbe ihres Lebensunterhaltes noch nicht im Stande sind, sollen schon durch die Handlungen ihrer Aeltern von selbst, ohne dass es einer eignen Thätigkeit der Kinder oder eines sonstigen Grundes bedarf, derjenigen Staatsangehörigkeit theilhaftig werden, welche ihre Eltern während der Unselbstständigkeit der Kinder erwerben. Jedoch sollen diesen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit unselbstständiger ehelicher Kinder diejenigen Veränderungen nicht äussern, welche sich nach dem Tode ihres Vaters in der Staatsangehörigkeit ihrer Mutter ereignen, vielmehr soll über ihre Staatsangehörigkeit lediglich die Staatsangehörigkeit ihres Vaters entscheiden und eine Veränderung derselben nur mit Zustimmung ihrer vormundschaftlichen Behörde eintreten können.

Diese Grundsätze hinsichtlich der unselbstständigen Kinder gelten auch bei den übrigen Bestimmungen dieser Uebereinkunft, wenn nicht ein Anderes ausdrücklich festgesetzt ist.

- 2) Diejenigen, welche zufällig innerhalb des Staatsgebiets von heimatlosen Aeltern, d. h. solchen, die in keinem der kontrahirenden Staaten Unterthanenrechte haben, geboren sind, und nicht nachher in einem andern Staate Unterthanenrechte erworben, oder daselbst mit Anlegung einer Wirthschaft, (eines eigenen Haushalts) sich verheirathet, oder darin, mit Wissen der Ortsobrigkeit, zehn Jahre ohne Unterbrechung gewohnt haben.

Unselbstständige Kinder solcher heimatlosen Aeltern ist jedoch, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort, der Staat aufzunehmen schuldig, welchem ihr Vater oder, falls die Kinder ausser der Ehe geboren sind, ihre Mutter angehört. Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist und die letzten bei ihrem Vater befindlich sind, so soll der Staat, dem ihr Vater angehört, sie aufzunehmen verpflichtet seyn.

Sowohl bei der vorstehenden, als auch bei den übrigen Bestimmungen dieser Uebereinkunft soll der

1839 Ausdruck: Wirthschaft oder Haushalt so verstanden werden, dass dies Verhältniss auch dann schon vorhanden sey, wenn das Individuum, und zwar von Eheleuten auch nur der Mann oder die Frau, auf andere Art, als durch Gesindedienst im Hause der Brodherrschaft, sich Beköstigung verschafft hat; der Ausdruck: Wohnen aber nur den Aufenthalt in dem Staate bezeichnen, ohne Rücksicht darauf, ob das in Frage stehende Individuum ein Domizil (Recht zum bleibenden Aufenthalte) erlangt hat, oder Mitglied einer Gemeinde geworden ist, oder dergleichen.

3) Diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch daselbst Unterthanenrechte erlangt haben, jedoch in demselben unter Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder darin, mit Wissen der Ortsobrigkeit, zehn Jahre ohne Unterbrechung gewohnt haben.

§. 3. Wenn ein Individuum ausgewiesen werden soll, welches zufällig in dem einen Staate geboren ist, in dem andern aber entweder Unterthanenrecht erworben, oder mit Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder 10 Jahre hindurch gewohnt hat, so ist vorzugsweise dieser letzte Staat dasselbe aufzunehmen verbunden. Hat der Auszuweisende in dem einen Staate Unterthanenrecht erworben, in dem andern aber sich verheirathet oder 10 Jahre gewohnt, so soll der Staat, dessen Unterthan er ist, ihn aufzunehmen schuldig seyn. Wenn endlich ein Auszuweisender, welcher in keinem der kontrahirenden Staaten Unterthanenrechte erlangt hat, in dem einen Staate in die Ehe getreten ist, in dem andern aber nach seiner Verheirathung 10 Jahre hindurch gewohnt hat, so liegt dem zuletzt genannten Staate die Pflicht zu seiner Aufnahme ob.

§. 4. Ist auf den Auszuweisenden keine der im §. 3. enthaltenen Bestimmungen anwendbar, so muss der Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig behalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind als Angehörige des Staats anzusehen, dem ihr Ehemann nach den vorstehenden Bestimmungen angehört. Dasselbe gilt von Wittwen, so lange nicht während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten ist, durch welche sie nach den Grundsätzen dieser Uebereinkunft Angehörige eines andern Staats werden, als welchem ihr gewesener Ehemann angehört hat.

Jedoch soll Wittwen und geschiedenen oder von ihren 1839 Ehemännern verlassenen Eheweibern die Rückkehr in den Staat, dessen Angehörige sie, vor ihrer Verheirathung, nach den Bestimmungen dieser Uebereinkunft waren, dann freistehen, wenn die Ehe innerhalb 5 Jahren nach deren Schliessung wieder getrennt worden und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Hat ein Unterthan des einen kontrahirenden Staats sich seines Unterthanenrechts in demselben durch irgend eine Handlung verlustig gemacht, ohne Angehöriger des andern Staats geworden zu seyn, so ist der zuerst bezeichnete Staat schuldig, ihn beziehungsweise zu behalten oder wieder aufzunehmen.

§. 7. Handlungsdiener, Handwerksgesellen und Dienstboten, mit Einschluss der Schäfer und Dorfhirten, welche ohne Anlegung einer Wirthschaft, imgleichen Zöglinge und Studirende, welche der Erziehung oder des Unterrichts wegen irgend wo verweilen, werden durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn Jahre dauert, nicht Angehörige des Staats, in welchem sie sich aufgehalten haben.

Zeitpächter sind den vorstehend benannten Personen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht entweder persönlich oder mit ihrem Hausstande und Vermögen an den Ort der Pachtung sich begeben und während der Dauer derselben dort gewohnt haben.

§. 8. Können die Behörden der beiden kontrahirenden Staaten über die Verpflichtung des Staats, dem die Aufnahme eines Auszuweisenden angesonnen wird, sich nicht vereinigen, und ist die Meinungsverschiedenheit auch im diplomatischen Wege nicht zu beseitigen, so wollen die beiden kontrahirenden Regierungen den Streitfall zur kompromissarischen Entscheidung eines solchen dritten Deutschen Bundesstaates, welcher sich mit beiden kontrahirenden Theilen wegen der Uebernahme von Ausgewiesenen in denselben Vertragsverhältnissen befindet, oder wenn kein solcher vorhanden ist oder die Entscheidung übernehmen will, irgend eines anderen, bei dem Streitfalle nicht betheiligten Bundesstaates stellen. Die Wahl der um Uebernahme des Kompromisses zu ersuchenden Bundesregierung bleibt demjenigen der kontrahirenden Theile überlassen, welcher zur Uebernahme des Auszuweisenden verpflichtet werden soll. An diese dritte Regierung hat jede

1839 der beteiligten Regierungen nur eine Darstellung der Sachlage, von welcher der anderen Regierung eine Abschrift nachrichtlich mitzutheilen ist, in kürzester Frist einzusenden. Gegen die kompromissarische Entscheidung ist von keinem Theile eine weitere Einwendung zulässig. Bis dieselbe erfolgt, hat derjenige Staat in dessen Gebiete das auszuweisende Individuum beim Entstehen der Differenz sich befand, die Verpflichtung, dasselbe in seinem Gebiete zu behalten.

§. 9. Denjenigen Individuen, welche der eine kontrahirende Staat auszuweisen beabsichtigt, die aber der andere kontrahirende Staat nach den in gegenwärtiger Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen aufzunehmen nicht die Pflicht hat, ist der letzte den Eintritt in sein Gebiet zu gestatten nicht schuldig, ausser wenn durch Urkunden völlig überzeugend dargethan wird, dass der Auszuweisende einem dritten Staate, in welchen derselbe nicht wohl anders als durch das Gebiet des mitkontrahirenden Staates geführt werden oder gelangen kann, angehöre und von demselben werde aufgenommen werden.

§. 10. Sämmtlichen Polizeibehörden der beiden kontrahirenden Staaten wird zur strengsten Pflicht gemacht, die Absendung eines Auszuweisenden in das Gebiet des andern kontrahirenden Staates nie bloss auf die eigenen Angaben des Auszuweisenden über das Verhältniss, auf welches die Uebernahmeverbindlichkeit nach den Bestimmungen dieses Vertrages gegründet wird, zu veranlassen, sondern, wenn jenes Verhältniss nicht aus völlig glaubhaften Urkunden hervorgeht, zuvor die Richtigkeit desselben sorgfältig und insbesondere durch Erkundigung bei der zuständigen Behörde des Staat, dem die Aufnahme angeschlossen wird, zu ermitteln.

§. 11. Sollte ein Auszuweisender, welcher von den Behörden des einen kontrahirenden Staates den Behörden des anderen Kontrahenten zur Weiterschaffung in einen dritten Staat nach den Bestimmungen des §. 9. zugeführt ist, von diesem letzten nicht angenommen werden, so kann derselbe in den Staat, der ihn ausgewiesen hat, zurückgebracht werden.

§. 12. Den Provinzial-Regierungsbehörden beider kontrahirenden Staaten bleibt überlassen, nähere Verabredungen wegen der zu bestimmenden Richtung der Transporte und der Uebnahmeorte zu treffen.

Jedoch soll Wittwen und geschiedenen oder von ihren 1831 Ehemännern verlassenen Eheweibern die Rückkehr in den Staat, dessen Angehörige sie, vor ihrer Verheirathung, nach den Bestimmungen dieser Uebereinkunft waren, dann freistehen, wenn die Ehe innerhalb 5 Jahren nach deren Schliessung wieder gestrennt worden und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Hat ein Unterthan des einen kontrahirenden Staats sich seines Unterthanenrechts in demselben durch irgend eine Handlung verlustig gemacht, ohne Angehöriger des andern Staats geworden zu seyn, so ist der zuerst bezeichnete Staat schuldig, ihn beziehungsweise zu behalten oder wieder aufzunehmen.

§. 7. Handlungsdiener, Handwerksgesellen und Dienstboten, mit Einschluss der Schäfer und Dorfhirten, welche ohne Anlegung einer Wirthschaft, imgleichen Zöglinge und Studirende, welche der Erziehung oder des Unterrichts wegen irgend wo verweilen, werden durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn Jahre dauert, nicht Angehörige des Staats, in welchem sie sich aufgehalten haben.

Zeitpächter sind den vorstehend benannten Personen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht entweder persönlich oder mit ihrem Hausstande und Vermögen an den Ort der Pachtung sich begeben und während der Dauer derselben dort gewohnt haben.

§. 8. Können die Behörden der beiden kontrahirenden Staaten über die Verpflichtung des Staats, dem die Aufnahme eines Auszuweisenden angesonnen wird, sich nicht vereinigen, und ist die Meinungsverschiedenheit auch im diplomatischen Wege nicht zu beseitigen, so wollen die beiden kontrahirenden Regierungen den Streitfall zur kompromissarischen Entscheidung eines solchen dritten Deutschen Bundesstaates, welcher sich mit beiden kontrahirenden Theilen wegen der Uebernahme von Ausgewiesenen in denselben Vertragsverhältnissen befindet, oder wenn kein solcher vorhanden ist oder die Entscheidung übernehmen will, irgend eines anderen, bei dem Streitfalle nicht betheiligten Bundesstaates stellen. Die Wahl der um Uebernahme des Kompromisses zu ersuchenden Bundesregierung bleibt demjenigen der kontrahirenden Theile überlassen, welcher zur Uebernahme des Auszuweisenden verpflichtet werden soll. An diese dritte Regierung hat jede

1839

28.

*Convention entre la Prusse et le
Duché d'Anhalt-Bernbourg, con-
cernant les exilés. En date du*

27 September

16 Octobre

1839.

(Gesetzsammlung für die Königlich Preussischen Staaten.
1839. Nr. 25. Vom 30. November.)

Ministerial-Erklärung über die zwischen der Königlich
Preussischen und der Herzogl. Anhalt-Bernburgischen
Regierung getroffene Uebereinkunft wegen gegenseitiger
Uebernahme der Ausgewiesenen. Vom ^{27. September}
16. October 1839.

Zwischen der Königlich Preussischen Regierung ei-
nerseits und der Herzoglich Anhalt-Bernburgischen Re-
gierung andererseits, ist nachstehende Uebereinkunft
wegen gegenseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen ver-
abredet und abgeschlossen worden.

§. 1. Es soll in Zukunft kein Vagabunde oder Ver-
brecher in das Gebiet des andern der beiden kontrahi-
renden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe
nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staats ist,
welchem er zugewiesen wird, und in demselben sein
Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch das Ge-
biet desselben als ein Angehöriger eines in gerader
Richtung rückwärts liegenden Staats, nothwendig seinen
Weg nehmen muss.

§. 2. Als Staatsangehörige, deren Uebernahme ge-
genseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

- a) alle diejenigen, deren Vater, oder wenn sie ausser
der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter zur Zeit ih-
rer Geburt in der Eigenschaft eines Unterthans mit
dem Staate in Verbindung gestanden hat, oder, welche
ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden
sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthansverbande
entlassen worden zu sein, oder ein anderweitiges Hei-
mathsrecht erworben zu haben;
- b) diejenigen, welche von heimathlosen Eltern zufällig
innerhalb des Staatsgebiets geboren sind, so lange sie
nicht in einem anderen Staate das Unterthanenrecht,

nach dessen Verfassung, erworben, oder sich daselbst 1839 mit Anlegung einer Wirthschaft verheirathet, oder darin, unter Zulassung der Obrigkeit, zehn Jahre lang gewohnt haben;

- c) diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht nach dessen Verfassung erworben haben, hingegen nach Aufgebung ihrer vorherigen staatsbürgerlichen Verhältnisse, oder überhaupt als heimathlos, dadurch in nähere Verbindung mit dem Staate getreten sind, dass sie sich daselbst unter Anlegung einer Wirthschaft verheirathet haben, oder, dass ihnen während eines Zeitraums von zehn Jahren stillschweigend gestattet worden ist, darin ihren Wohnsitz zu haben.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staate zufällig geboren ist, in einem andern aber das Unterthanenrecht ausdrücklich erworben, oder mit Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt sich einheimisch gemacht hat, so ist der letztere Staat, vorzugsweise, ihn aufzunehmen verbunden. Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate, mit der Verheirathung oder zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate zusammen, so ist das erstere Verhältniss entscheidend. Ist ein Heimathloser in dem einen Staate in die Ehe getreten, in einem andern aber nach seiner Verheirathung, während des bestimmten Zeitraums von zehn Jahren geduldet worden, so muss er in dem letztern beibehalten werden.

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuweisenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar, so muss derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr Ehemann, vermöge eines derangeführten Verhältnisse, zugehört. Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln, es wäre denn, dass während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sei, durch welche sie, nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft, einem andern Staate zufallen.

Auch soll Wittwen, imgleichen den Geschiedenen, oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern,

1839

28.

*Convention entre la Prusse et le
Duché d'Anhalt-Bernbourg, con-
cernant les exilés. En date du*

27 September

16 Octobre

1839.

(Gesetzsammlung für die Königlich Preussischen Staaten.
1839. Nr. 25. Vom 30. November.)

Ministerial-Erklärung über die zwischen der Königlich
Preussischen und der Herzogl. Anhalt-Bernburgischen
Regierung getroffene Uebereinkunft wegen gegenseitiger

Uebernahme der Ausgewiesenen. Vom ^{27. September}
16. October 1839.

Zwischen der Königlich Preussischen Regierung ei-
nerseits und der Herzoglich Anhalt-Bernburgischen Re-
gierung andererseits, ist nachstehende Uebereinkunft
wegen gegenseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen ver-
abredet und abgeschlossen worden.

§. 1. Es soll in Zukunft kein Vagabunde oder Ver-
brecher in das Gebiet des andern der beiden kontrahi-
renden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe
nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staats ist,
welchem er zugewiesen wird, und in demselben sein
Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch das Ge-
biet desselben als ein Angehöriger eines in gerader
Richtung rückwärts liegenden Staats, nothwendig seinen
Weg nehmen muss.

§. 2. Als Staatsangehörige, deren Uebernahme ge-
genseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

- a) alle diejenigen, deren Vater, oder wenn sie ausser
der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter zur Zeit ih-
rer Geburt in der Eigenschaft eines Unterthans mit
dem Staate in Verbindung gestanden hat, oder, welche
ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden
sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthansverbande
entlassen worden zu sein, oder ein anderweitiges Hei-
mathsrecht erworben zu haben;
- b) diejenigen, welche von heimatlosen Eltern zufällig
innerhalb des Staatsgebiets geboren sind, so lange sie
nicht in einem anderen Staate das Unterthanenrecht,

nach dessen Verfassung, erworben, oder sich daselbst 1839 mit Anlegung einer Wirthschaft verheirathet, oder darin, unter Zulassung der Obrigkeit, zehn Jahre lang gewohnt haben;

- c) diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht nach dessen Verfassung erworben haben, hingegen nach Aufhebung ihrer vorherigen staatsbürgerlichen Verhältnisse, oder überhaupt als heimathlos, dadurch in nähere Verbindung mit dem Staate getreten sind, dass sie sich daselbst unter Anlegung einer Wirthschaft verheirathet haben, oder, dass ihnen während eines Zeitraums von zehn Jahren stillschweigend gestattet worden ist, darin ihren Wohnsitz zu haben.

§. 3. Wenn ein Landtreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staate zufällig geboren ist, in einem andern aber das Unterthanenrecht ausdrücklich erworben, oder mit Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt sich einheimisch gemacht hat, so ist der letztere Staat, vorzugsweise, ihn aufzunehmen verbunden. Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate, mit der Verheirathung oder zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate zusammen, so ist das erstere Verhältniss entscheidend. Ist ein Heimathloser in dem einen Staate in die Ehe getreten, in einem andern aber nach seiner Verheirathung, während des bestimmten Zeitraums von zehn Jahren geduldet worden, so muss er in dem letztern beibehalten werden.

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuweisenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar, so muss derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr Ehemann, vermöge eines derangeführten Verhältnisse, zugehört. Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln, es wäre denn, dass während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sei, durch welche sie, nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft, einem andern Staate zufallen.

Auch soll Wittwen, imgleichen den Geschiedenen, oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern,

1839 §. 14. Da die Ausweisung der Vagabunden nicht auf Requisition des zur Annahme verpflichteten Staats geschieht, und dadurch zunächst nur der eigene Vortheil des ausweisenden Staats bezweckt wird, so können für den Transport und die Verpflegung der Vagabunden keine Anforderungen an den übernehmenden Staat gemacht werden.

Wird ein Auszuweisender, welcher einem rückwärts liegenden Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen, und deshalb nach §. 11. in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zurückgebracht, so muss letzterer auch die Kosten des Transports und der Verpflegung erstatten, welche bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

§. 15. Zur Beseitigung etwaiger Zweifel und Missverständnisse, welche sich über die Auslegung der vorstehenden Bestimmungen des §. 2. a. und c., und namentlich a) in Beziehung auf die Beantwortung der Frage: ob und in wie weit die in der Staatsangehörigkeit selbstständiger Individuen eingetretenen Veränderungen auf die Staatsangehörigkeit der unselbstständigen, d. h. aus der älterlichen Gewalt noch nicht entlassenen Kinder derselben, von Einfluss seien? sowie

b. über die Beschaffenheit des §. 2. c. der vorstehenden Uebereinkunft erwähnten zehnjährigen Aufenthalts und den Begriff der Wirthschaftsführung ergeben könnten, sind die gedachten Regierungen, ohne hierdurch an dem in der Konvention ausgesprochenen Principe etwas ändern zu wollen, dass die Unterthanenschaft eines Individuums jedesmal nach der eignen innern Gesetzgebung des betreffenden Staats zu beurtheilen sei, dahin übereingekommen, hinkünftig und bis auf Weiteres, nachstehende Grundsätze gegenseitig zur Anwendung gelangen zu lassen, und zwar,

zu a.

1) dass unselbstständige, d. h. aus der älterlichen Gewalt noch nicht entlassene Kinder, schon durch die Handlungen ihrer Aeltern an und für sich und ohne dass ihnen eignen Thätigkeit oder eines besonders besondern Rechts der Kinder bedürfte, derjenigen Staatsangehörigkeit theilhaftig werden, welche die Eltern der Unselbstständigkeit ihrer Kinder unterworfen sind, und dass man solchen Einfluss auf die Staatsan-

gehörigkeit unselbstständiger ehelicher Kinder, die- 1839
jenigen Veränderungen nicht äussern können, welche
sich nach dem Tode des Vaters derselben in der
Staatsangehörigkeit ihrer ehelichen Mutter ereignen,
indem vielmehr über die Staatsangehörigkeit ehelicher
unselbstständiger Kinder lediglich die Kondition ihres
Vaters entscheidet, und Veränderungen in deren
Staatsangehörigkeit nur mit Zustimmung ihrer vor-
mundschaftlichen Behörde eintreten können.

Nächstdem soll

zu b.

die Verbindlichkeit eines der kontrahirenden Staaten
zur Uebernahme eines Individuums, welches der andere
Staat, weil es ihm aus irgend einem Grunde lästig ge-
worden, auszuweisen beabsichtigt, in den Fällen des
§. 2. c: der Konvention eintreten:

- 1) wenn der Auszuweisende sich in dem Staate, in
welchem er ausgewiesen werden soll, verheirathet,
und ausserdem zugleich eine eigne Wirthschaft ge-
führt hat, wobei zur näheren Bestimmung des Begriffs
von Wirthschaft anzunehmen ist, dass solche auch
dann schon eintrete, wenn selbst nur einer der Ehe-
leute sich auf eine andere Art, als im herrschaft-
lichen Gesindedienste Beköstigung verschafft hat; oder
- 2) wenn Jemand sich zwar nicht in dem Staate, der
ihn übernehmen soll, verheirathet, jedoch darin sich
zehn Jahre hindurch ohne Unterbrechung aufgehalten
hat, wobei es dann auf Konstituierung eines Domizils,
Verheirathung und sonstige Rechtsverhältnisse nicht
weiter ankommen soll.

Endlich sind die genannten Regierungen zugleich
dennoch dahin übereingekommen:

Können die resp. Behörden über die Verpflichtung
des Staats, dem die Uebernahme angeschlossen wird, der
Konvention und vorstehend aufgestellten Kenn-
zeichen der Verpflichtung ungeachtet, bei der darüber
stattfindenden Korrespondenz sich nicht vereinigen, und
trotz die diesfällige Differenz derselben auch im diploma-
tischen Wege nicht zu beseitigen gewesen, so wollen
Beide kontrahirende Theile den Streitfall zur kompro-
missarischen Entscheidung eines solchen dritten Deut-
schen Bundes-Staates stellen, welcher sich mit beiden
kontrahirenden Theilen wegen gegenseitiger Uebernahme

1839 der Ausgewiesenen in denselben Vertrags-Verhältnissen befindet.

Die Wahl der zur Uebernahme des Kompromisses zu ersuchenden Bundes-Regierung bleibt demjenigen der kontrahirenden Theile überlassen, der zur Uebernahme des Ausgewiesenen verpflichtet werden soll.

An diese dritte Regierung hat jede der betheiligten Regierungen jedesmal nur eine Darlegung der Sachlage, wovon der andern Regierung eine Abschrift nachrichtlich mitzuthemen ist, in kürzester Frist einzusenden.

Bis die schiedsrichterliche Entscheidung erfolgt, gegen deren Inhalt von keinem Theile eine weitere Einwendung zulässig ist, hat derjenige Staat, in dessen Gebiet das auszuweisende Individuum beim Entstehen der Differenz sich befunden, die Verpflichtung, dasselbe in seinem Gebiete zu behalten.

Berlin, den 27. September 1839.

(L. S.)

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Frh. v. WERTHER.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende Erklärung der Herzoglich Anhalt-Bernburgschen Landes-Regierung vom 5. d. M. ausgetauscht worden, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 16. October 1839.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

Frh. v. WERTHER.

29.

Convention entre les royaumes de Prusse et de Saxe en faveur de l'administration de la justice. En date

du $\frac{14 \text{ Octobre}}{11 \text{ Décembre}}$ 1839.

(Gesetzsammlung für die Königlich Preussischen Staaten. 1839. Nr. 27. Vom 24 December.)

Ministerial-Erklärung über die zwischen der Königlich Preussischen und Königlich Sächsischen Regierung ge-

troffene Uebereinkunft zur Beförderung der Rechts- 1839
pflege. Vom ^{14. October}
_{11. December} 1839.

Zwischen der Königlich Preussischen und der Königlich Sächsischen Regierung ist zur Beförderung der Rechtspflege folgende Uebereinkunft getroffen worden:

I. *Allgemeine Bestimmungen.*

Art. 1. Die Gerichte der beiden kontrahirenden taaten leisten einander unter den nachstehenden Bestimmungen und Einschränkungen, sowohl in Civil- als Straf-Rechts-Sachen diejenige Rechtshülfe, welche in den Gerichten des Inlandes nach dessen Gesetzen und Gerichts-Verfassung nicht Verweigern dürfen.

II. *Besondere Bestimmungen.*

1. Rücksichtlich der Gerichtsbarkeit in bürgerlichen Rechts-Streitigkeiten.

Art. 2. Die in Civilsachen in dem einen Staate ergangenen und nach dessen Gesetzen vollstreckbaren richterlichen Erkenntnisse, Kontumazialbescheide und Exekutionsresolutive oder Mandate sollen, wenn sie von dem in dem andern Staate nach diesem Vertrage als kompetent anzuerkennenden Gerichte erlassen sind, auch in dem andern Staate an dem dortigen Vermögen des Sachfälligen unweigerlich vollstreckt werden.

Dasselbe soll auch rücksichtlich der in Processen vor dem kompetenten Gericht geschlossenen und nach dessen Gesetzen des letzteren vollstreckbaren Vergleiche vollstättet werden.

Wie weit Wechselkenntnisse auch gegen die Person des Verurtheilten in dem andern Staate vollstreckt werden können, ist im Artikel 29. bestimmt.

Art. 3. Ein von einem zuständigen Gericht gefälltes rechtskräftiges Civilerkenntniss begründet vor den Gerichten des andern der kontrahirenden Staaten die Einrede der rechtskräftig entschiedenen Sache mit denselben Wirkungen, als wenn das Erkenntniss von einem Gerichte desjenigen Staates, in welchem die Einrede geltend gemacht wird, gesprochen wäre.

Art. 4. Keinem Unterthan ist es erlaubt, sich durch freiwillige Prorogation einer nach den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages nicht kompetenten Gerichtsbarkeit des andern Staates zu unterwerfen.

1839 Keine Gerichtsbehörde ist befugt, der Requisition eines solchen gesetzwidrig prorogirten Gerichts um Stellung des Beklagten oder Vollstreckung des Erkenntnisses Statt zu geben, vielmehr wird jedes von einem solchen Gericht gesprochene Erkenntniss in dem andern Staate als ungültig betrachtet.

Art. 5. Beide Staaten erkennen den Grundsatz an, dass der Kläger dem Gerichtsstande des Beklagten zu folgen habe; es wird daher das Urtheil dieser Gerichtsstelle nicht nur, insofern dasselbe etwas gegen den Beklagten, sondern auch insofern es etwas gegen den Kläger, z. B. rücksichtlich der Erstattung von Unkosten verfügt, in dem andern Staate als rechtsgültig anerkannt und vollzogen.

Art. 6. Zu der Insinuation der von dem Gericht des einen Staates an einen Unterthan des andern auf eine angestellte Widerklage erlassenen Vorladung, so wie zu der Vollstreckung des in einer solchen Widerklagsache abgefassten Erkenntnisses ist das requirirte Gericht nur unter den in seinem Lande in Ansehung der Widerklage geltenden gesetzlichen Bestimmungen verpflichtet, wonach auch die Bestimmung Art. 3. sich modifizirt.

Art. 7. Die Provokationsklagen (ex lege diffamari oder ex lege si contendat) werden erhoben vor demjenigen Gerichte, vor welches die rechtliche Ausführung des Hauptanspruchs gehören würde; es wird daher die vor diesem Gerichte, besonders im Fall des Ungehorsams, ausgesprochene Sentenz von der Obrigkeit des Provozirten als rechtsgültig und vollstreckbar anerkannt.

Art. 8. Der persönliche Gerichtsstand, welcher entweder durch den Wohnsitz in einem Staate oder bei denen, welche einen eigenen Wohnsitz noch nicht genommen haben, durch die Herkunft in dem Gerichtsstande der Aeltern begründet ist, wird von beiden Staaten in persönlichen Klagesachen dergestalt anerkannt, dass die Unterthanen des einen Staates von den Unterthanen des andern Staates in der Regel und in sofern nicht in nachstehend erwähnten Fällen specielle Gerichtsstände konkurriren, nur vor ihrem resp. persönlichen Richter belangt werden dürfen.

Art. 9. Ob Jemand einen Wohnsitz in einem der kontrahirenden Staaten habe, wird nach den Gesetzen desselben beurtheilt.

Art. 10. Wenn Jemand in beiden Staaten seinen **1839**
Wohnsitz in landesgesetzlichem Sinne genommen hat, hängt die Wahl des Gerichtsstandes von dem Kläger ab.

Art. 11. Der Wohnsitz des Vaters, wenn dieser noch am Leben ist, begründet zugleich den ordentlichen Gerichtsstand der Kinder, welche sich noch in seiner Gewalt befinden, ohne Rücksicht auf den Ort, wo die Kinder geboren worden sind, oder sich nur eine Zeit lang aufhalten.

Art. 12. Ist der Vater verstorben, so verbleibt der Gerichtsstand, unter welchem derselbe zur Zeit des Ablebens seinen Wohnsitz hatte, der ordentliche Gerichtsstand der Kinder, so lange dieselben noch keinen eigenen ordentlichen Wohnsitz begründet haben.

Art. 13. Hat das Kind zu Lebzeiten des Vaters oder nach seinem Tode den Wohnsitz desselben verlassen und innerhalb drei Jahre nach erlangter Volljährigkeit oder aufgehobener väterlicher Gewalt keinen eigenen festen Wohnsitz genommen, so verliert es, in den Preussischen Staaten, den Gerichtsstand des Vaters und wird nach den Gesetzen seines jedesmaligen Aufenthalts beurtheilt.

Art. 14. Ist der Vater unbekannt, oder das Kind nicht aus einer Ehe zur rechten Hand erzeugt, so richtet sich der Gerichtsstand eines solchen Kindes auf gleiche Art nach dem gewöhnlichen Gerichtsstande der Mutter.

Art. 15. Die Bestellung der Personalvormundschaft für Unmündige oder ihnen gleich zu achtende Personen gehört vor die Gerichte, wo der Pflegebefohlene sich wesentlich aufhält. In Absicht der zu dem Vermögen der Pflegebefohlenen gehörigen Immobilien, welche unter der andern Landeshoheit liegen, steht der jenseitigen Gerichtsbehörde frei, wegen dieser besondere Vormünder zu bestellen oder den auswärtigen Personalvormund ebenfalls zu bestätigen, welcher letztere jedoch bei den auf das Grundstück sich beziehenden Geschäften, die am Orte des gelegenen Grundstücks geltenden gesetzlichen Vorschriften zu befolgen hat. Im ersteren Falle sind die Gerichte der Hauptvormundschaft gehalten, der Behörde, welche wegen der Grundstücks besondere Vormünder bestellt hat, aus den Akten die nöthigen Nachrichten auf Erfordern mitzutheilen; auch ha-

1839 ben die beiderseitigen Gerichte wegen Verwendung der Einkünfte aus den Gütern, soweit solche zum Unterhalte und der Erziehung oder dem sonstigen Fortkommen der Pflegebefohlenen erforderlich sind, sich mit einander zu vernehmen, und in dessen Verfolg das Nöthige zu verabreichen.

Art. 16. Diejenigen, welche in dem einen oder dem andern Staate, ohne einen Wohnsitz daselbst zu haben, eine abgesonderte Handlung, Fabrik oder ein anderes dergleichen Etablissement besitzen, sollen wegen persönlicher Verbindlichkeiten, welche sie in Ansehung solcher Etablissements eingegangen haben, sowohl vor den Gerichten des Landes, wo die Gewerbsanstalten sich befinden, als vor dem Gerichtsstande des Wohnorts belangt werden können.

Art. 17. Die Uebernahme einer Pachtung, verbunden mit dem persönlichen Aufenthalte auf dem erpachteten Gute soll den Wohnsitz des Pächters im Staate begründen.

Art. 18. Ausnahmsweise können jedoch:

- 1) Studierende wegen der am Universitätsorte von ihnen gemachten Schulden oder anderer durch Verträge oder Handlungen daselbst für sie entstandenen Rechtsverbindlichkeiten,
- 2) alle im Dienste Anderer stehende Personen, so wie dergleichen Lehrlinge, Gesellen, Handlungsdiener, Kunstgehilfen, Hand- und Fabrikarbeiter in Injurien-, Alimenten- und Entschädigungsprocessen und in allen Rechts-Streitigkeiten, welche aus ihren Dienst-, Erwerbs- und Kontraktverhältnissen entspringen, in gleichen im Königreich Sachsen wegen kontrahirter Schulden,

so lange ihr Aufenthalt an dem Orte, wo sie studiren oder dienen, dauert, bei den dortigen Gerichten belangt werden.

Bei verlangter Vollstreckung eines von dem Gericht des temporären Aufenthaltsortes gesprochenen Erkenntnisses durch die Behörde des ordentlichen persönlichen Wohnsitzes sind jedoch die nach den Gesetzen des letzteren Ortes bestehenden rechtlichen Verhältnisse desjenigen, gegen welchen das Erkenntniß vollstreckt werden soll, zu berücksichtigen.

Art. 19. Bei entstehendem Kreditwesen wird der persönliche Gerichtsstand des Schuldners auch als all-

gemeines Konkursgericht (Gantgericht) anerkannt; hat 1839 Jemand nach Art. 9., 10. wegen des in beiden Staaten zugleich genommenen Wohnsitzes einen mehrfachen persönlichen Gerichtsstand, so entscheidet für die Kompetenz des allgemeinen Konkursgerichts die Prävention.

Der erbschaftliche Liquidationsprocess wird im Fall eines mehrfachen Gerichtsstandes von dem Gerichte eingeleitet, bei welchem er von den Erben oder dem Nachlasskurator in Antrag gebracht wird.

Der Antrag auf Konkurseröffnung findet nach erfolgter Einleitung eines erbschaftlichen Liquidationsprocesses nur bei dem Gerichte statt, bei welchem der letztere bereits rechtshängig ist.

Art. 20. Der hiernach in dem einen Staate eröffnete Konkurs oder Liquidations-Process erstreckt sich auch auf das in dem andern Staate befindliche Vermögen des Gemeinschuldners, welches daher auf Verlangen des Konkursgerichts von demjenigen Gerichte, wo das Vermögen sich befindet, sichergestellt, inventirt, und entweder in natura oder nach vorgängiger Versilberung zur Konkursmasse ausgeantwortet werden muss.

Hierbei finden jedoch folgende Einschränkungen Statt:

- 1) Gehört zu dem auszuantwortenden Vermögen eine dem Gemeinschuldner angefallene Erbschaft, so kann das Konkursgericht nur die Ausantwortung des, nach erfolgter Befriedigung der Erbschaftsgläubiger, in so weit nach den im Gerichtsstande der Erbschaft geltenden Gesetzen die Separation der Erbmasse von der Konkursmasse noch zulässig ist, so wie nach Berichtigung der sonst auf der Erbschaft ruhenden Lasten, verbleibenden Ueberrestes der Konkursmasse fordern.
- 2) Ebenso können vor Ausantwortung des Vermögens an das allgemeine Konkursgericht alle nach den Gesetzen desjenigen Staates, in welchem das auszuantwortende Vermögen sich befindet, zulässigen Vindikations-, Pfand-, Hypotheken oder sonstige, eine vorzügliche Befriedigung gewährenden Rechte an den zu diesem Vermögen gehörigen und in dem betreffenden Staate befindlichen Gegenständen, vor dessen Gerichten geltend gemacht werden, und ist sodann aus deren Erlös die Befriedigung dieser Gläubiger zu bewirken und nur der Ueberrest an die Konkursmasse abzuliefern, auch der etwa unter ihnen oder

1839 mit dem Kurator des allgemeinen Konkurses oder erbschaftlichen Liquidationsprocesses über die Verität oder Priorität einer Forderung von denselben Gerichten zu entscheiden.

- 3) Besitz der Gemeinschuldner Bergtheile oder Kuxe oder sonstiges Bergwerkseigenthum, so wird, Behufs der Befriedigung der Berggläubiger, aus demselben ein Specialkonkurs bei dem betreffenden Berggericht eingeleitet und nur der verbleibende Ueberrest dieser Specialmasse zur Hauptkonkursmasse abgeliefert.
- 4) Ebenso kann, wenn der Gemeinschuldner Seeschiffe oder dergleichen Schiffsparte besitzt, die vorgängige Befriedigung der Schiffsgläubiger aus diesen Vermögensstücken nur bei dem betreffenden See- und Handelsgericht im Wege eines einzuleitenden Specialkonkurses erfolgen.

Art. 21. In so weit nicht etwa die in dem vorstehenden Artikel 20. bestimmten Ausnahmen eintreten, sind alle Forderungen an den Gemeinschuldner bei dem allgemeinen Konkursgericht einzuklagen, auch die Rücksichts ihrer etwa bei den Gerichten des andern Staates bereits anhängigen Prozesse bei dem Konkursgericht weiter zu verfolgen, es sei denn, dass letzteres Gericht deren Fortsetzung und Entscheidung bei den processleitenden Gerichte ausdrücklich genehmigt oder verlangt.

Auch diejenigen der im Art. 20. gedachten Realforderungen, welche von den Gläubigern bei dem besondern Gerichte nicht angezeigt, oder daselbst gar nicht oder nicht vollständig bezahlt worden sind, können bei dem allgemeinen Konkursgerichte noch geltend gemacht werden, so lange bei dem letztern nach den Gesetzen desselben eine Anmeldung noch zulässig ist.

Dingliche Rechte werden jedenfalls nach den Gesetzen des Orts, wo die Sache belegen ist, beurtheilt und geordnet.

Hinsichtlich der Gültigkeit persönlicher Ansprüche entscheiden, wenn es auf die Rechtsfähigkeit eines der Beteiligten ankommt, die Gesetze des Staates, dem er angehört; wenn es auf die Form eines Rechtsgeschäftes ankommt, die Gesetze des Staates, wo das Geschäft vorgenommen worden ist (Art. 33.); bei allen andern als den vorangeführten Fällen die Gesetze des Staates, wo die Forderung entstanden ist. Ueber die Rangordnung persönlicher Ansprüche und deren Verhältniss zu

den dinglichen entscheiden die am Orte des Konkurs- 1839
gerichts geltenden Gesetze. Nirgends aber darf ein Un-
terschied zwischen in- und ausländischen Gläubigern,
rücksichtlich der Behandlung ihrer Rechte gemacht werden.

Art. 22. Alle Realklagen dergleichen alle possessori-
schen Rechtsmittel, wie auch die sogenannten actiones in rem scriptae, müssen, dafern sie eine unbewegliche Sache betreffen, vor dem Gerichte in dessen Bezirk sich die Sache befindet, — können aber, wenn der Gegenstand beweglich ist, auch vor dem persönlichen Gerichtsstande des Beklagten — erhoben werden, vorbehaltlich dessen, was auf den Fall des Konkurses bestimmt ist.

Art. 23. In dem Gerichtsstande der Sache können keine bloß (rein) persönliche Klagen angestellt werden.

Art. 24. Eine Ausnahme von dieser Regel findet jedoch statt, wenn gegen den Besitzer unbeweglicher Güter eine solche persönliche Klage angestellt wird, welche aus dem Besitze des Grundstücks oder aus Handlungen fließt, die er in der Eigenschaft als Gutsbetreiber vorgenommen hat. Wenn daher ein solcher Grundbesitzer

- 1) die mit seinem Pächter oder Verwalter eingegangenen Verbindlichkeiten zu erfüllen, oder

- 2) die zum besten des Grundstücks geleisteten Vorschüsse oder gelieferten Materialien und Arbeiten zu vergüten sich weigert, oder wenn von den auf dem Grundstück angestellten dienenden Personen Ansprüche wegen des Lohns erhoben werden, oder

- 3) die Patrimonial-Gerichtsbarkeit oder ein ähnliches Befugniß missbraucht, oder

- 4) seine Nachbarn im Besitze stört;

- 5) sich eines auf das benachbarte Grundstück ihm zustehenden Rechts berührt, oder

- 6) wenn er das Grundstück ganz oder zum Theil veräußert und den Kontrakt nicht erfüllt, oder die schuldige Gewähr nicht leistet,

so muss derselbe in allen diesen Fällen bei dem Gerichtsstande der Sache Recht nehmen, wenn sein Gegner ihn in seinem persönlichen Gerichtsstande nicht belangen will.

Art. 25. Der Gerichtsstand einer Erbschaft ist da, wo der Erblasser zur Zeit seines Ablebens seinen persönlichen Gerichtsstand hatte.

Art. 26. In diesem Gerichtsstande können angebracht werden:

- 1839 1) Klagen auf Anerkennung eines Erbrechts und solche die auf Erfüllung oder Aufhebung testamentarischer Verfügungen gerichtet sind ;
- 2) Klagen zwischen Erben , welche die Theilung der Erbschaft oder die Gewährleistung der Erbtheile betreffen.

Doch kann dies (zu 1. und 2.) nur so lange geschehen, als in dem Gerichtsstande der Erbschaft der Nachlass noch ganz oder theilweise vorhanden ist.

Endlich können

- 3) in diesem Gerichtsstande auch Klagen der Erbschaftsgläubiger und Legatarien angebracht werden, so lange sie nach den Landesgesetzen in dem Gerichtsstande der Erbschaft angestellt werden dürfen.

In den zu 1. 2. und 3. angeführten Fällen bleibt es jedoch dem Ermessen der Kläger überlassen, ob sie ihre Klage, statt in dem Gerichtsstande der Erbschaft, in dem persönlichen Gerichtsstande der Erben anstellen wollen.

Art. 27. Ein Arrest kann in dem einen Staate unter den nach den Gesetzen desselben vorgeschriebenen Bedingungen gegen den Bürger des andern Staates in dessen in dem Gerichtsbezirke des Arrestrichters befindlichen Vermögen angelegt werden, und begründet zugleich den Gerichtsstand für die Hauptklage in soweit, dass die Entscheidung des Arrestrichters rücksichtlich der Hauptsache nicht bloss an dem in seinem Gerichtsprengel befindlichen und mit Arrest belegten, sondern an allen in demselben Lande befindlichen Vermögensobjecten des Schuldners vollstreckbar ist. Die Anlegung des Arrestes giebt jedoch dem Arrestkläger kein Vorzugsrecht vor andern Gläubigern und verliert daher durch Konkurseröffnung über das Vermögen des Schuldners seine rechtliche Wirkung.

Art. 28. Der Gerichtsstand des Kontrakts, vor welchem eben sowohl auf Erfüllung, als auf Aufhebung des Kontrakts geklagt werden kann, findet nur dann seine Anwendung, wenn der Kontrahent zur Zeit der Ladung in dem Gerichts-Bezirk sich anwesend befindet, in welchem der Kontrakt geschlossen worden ist oder in Erfüllung gehen soll.

Art. 29. Die Klausel in einem Wechselbriefe oder eine Verschreibung nach Wechselrecht, wodurch sich der Schuldner der Gerichtsbarkeit eines jeden Gerichts

unterwirft, in dessen Bezirk er nach der Verfallzeit 1839 anzutreffen ist, wird als gültig anerkannt, und begründet die Zuständigkeit eines jeden Gerichts gegen den in seinem Bezirk anzutreffenden Schuldner.

Aus dem ergangenen Erkenntnisse soll selbst die Personalexekution gegen den Schuldner bei den Gerichten des andern Staates vollstreckt werden.

Art. 30. Bei dem Gerichtsstande, unter welchem Jemand fremdes Gut oder Vermögen bewirthschaftet oder verwaltet hat, muss er auch auf die aus einer solchen Administration angestellte Klage sich einlassen, so lange nicht die Administration völlig beendigt und dem Verwalter über die abgelegte Rechnung quitirt ist.

Wenn daher ein aus der quitirten Rechnung verbliebener Rückstand gefordert oder eine ertheilte Quitung angefochten wird, so kann dieses nicht bei dem vormaligen Gerichtsstande der geführten Verwaltung geschehen.

Art. 31. Jede Intervention, die nicht eine besonders zu behandelnde Rechtssache in einen schon anhängigen Process einmischt, sie sey principal oder accessorisch, betreffe den Kläger oder den Beklagten, sey nach vorgängiger Streitankündigung oder ohne dieselbe geschehen, begründet gegen den ausländischen Intervenienten die Gerichtsbarkeit des Staates, in welchem der Hauptprocess geführt wird.

Art. 32. Sobald vor irgend einem in den bisherigen Artikeln bestimmten Gerichtsstande eine Sache rechtshängig geworden ist, so ist der Streit daselbst zu beenden, ohne dass die Rechtshängigkeit durch Veränderung des Wohnsitzes oder Aufenthalts des Beklagten gestört oder aufgehoben werden könnte.

Die Rechtshängigkeit einzelner Klagesachen wird durch die legale Insinuation der Ladung zur Einlassung auf die Klage für begündet erkannt.

2. Rücksichtlich der Gerichtsbarkeit in nicht streitigen Rechtssachen.

Art. 33. Alle Rechtsgeschäfte unter Lebenden und auf den Todesfall werden, was die Gültigkeit derselben Rücksichtlich ihrer Form betrifft, nach den Gesetzen des Orts beurtheilt, wo sie eingegangen sind.

Wenn nach der Verfassung des einen oder des andern Staates die Gültigkeit einer Handlung allein von

1839 der Aufnahme vor einer bestimmten Behörde in demselben abhängt, so hat es auch hierbei sein Verbleiben.

Art. 34. Verträge, welche die Begründung eines dinglichen Rechts auf unbewegliche Sachen zum Zwecke haben, richten sich lediglich nach den Gesetzen des Orts, wo die Sachen liegen.

3. Rücksichtlich der Strafgerichtsbarkeit.

Art. 35. Verbrecher und andere Uebertreter von Strafgesetzen werden, soweit nicht die nachfolgenden Artikel Ausnahme bestimmen, von dem Staate, dem sie angehören, nicht ausgeliefert, sondern daselbst wegen der in dem andern Staate begangenen Verbrechen zur Untersuchung gezogen und bestraft. Daher findet auch ein Kontumazialverfahren des andern Staates gegen sie nicht statt.

Bei der Konstatirung eines Forstfrevels, welcher von dem Angehörigen eines Staates in dem Gebiete des andern verübt worden ist, soll den officiellen Angaben und Abschätzungen der competenten Forst- und Polizeibeamten des Orts des begangenen Frevels dieselbe Beweiskraft, als den Angaben und Abschätzungen inländischer Officianten von der erkennenden Behörde beigelegt werden, wenn ein solcher Beamter auf die wahrheitsmässige, treue und gewissenhafte Angabe seiner Wahrnehmung und Kenntniss entweder im Allgemeinen oder in dem speciellen Falle eidlich verpflichtet worden ist, und weder einen Denunzianten-Antheil, noch das Pfandgeld zu beziehen hat.

Uebrigens behält es wegen der Verhütung und Bestrafung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen bei der bestehenden Uebereinkunft vom 12. October 1835 sein Bewenden.

Art. 36. Wenn ein Unterthan des einen Staates in dem Gebiete des andern sich eines Vergehens oder Verbrechens schuldig gemacht hat und daselbst ergriffen und zur Untersuchung gezogen worden ist, so wird, wenn der Verbrecher gegen juratorische Kautio oder Handgelöbniss entlassen worden, und sich in seinen Heimathsstaat zurückbegeben hat, von dem ordentlichen Richter desselben das Erkenntniss des ausländischen Gerichts, nach vorgängiger Requisition und Mittheilung des Urteils sowohl an der Person als an den in dem Staatsgebiete befindlichen Gütern des Verurtheil-

ten vollzogen, vorausgesetzt, dass die Handlung, wegen 1839 deren die Strafe erkannt worden ist, auch nach den Gesetzen des requirirten Staates als ein Vergehen oder Verbrechen und nicht als eine bloß polizei- oder finanzgesetzliche Uebertretung erscheint, ingleichen unbeschadet des dem requirirten Staate zuständigen Strafverwandlungs- oder Begnadigungsrechts. Ein Gleiches findet im Fall der Flucht eines Verbrechens nach der Verurtheilung oder während der Strafverbüßung statt.

Hat sich aber der Verbrecher vor der Verurtheilung, der Untersuchung durch die Flucht entzogen, soll es dem untersuchenden Gericht nur freistehen, unter Mittheilung der Akten auf Fortsetzung der Untersuchung und Bestrafung des Verbrechens, so wie auf Einbringung der aufgelaufenen Unkosten aus dem Vermögen des Verbrechens anzutragen. In Fällen, wo der Verbrecher nicht vermögend ist, die Kosten der Strafvollstreckung zu tragen, hat das requirirende Gericht solche, in Gemässheit der Bestimmung des Art. 45, zu ersetzen.

Art. 37. Hat der Unterthan des einen Staates Strafgesetze des andern Staates durch solche Handlung verletzt, welche in dem Staate, dem er angehört, gar nicht verpönt sind, z. B. durch Uebertretung eigenthümlicher Abgabengesetze, Polizeivorschriften und dergleichen, und welche demnach auch von diesem Staate nicht bestraft werden können, so soll auf vorgängige Requisition zwar nicht zwangsweise der Unterthan vor das Gericht des andern Staates gestellt, demselben aber sich selbst zu stellen verstattet werden, damit er sich gegen die Anschuldigungen vertheidigen und gegen das in solchem Falle zulässige Kontumazial-Verfahren wahren könne.

Doch soll, wenn bei Uebertretung eines Abgabengesetzes des einen Staates dem Unterthanen des andern Staates Waaren in Beschlag genommen worden sind, die Verurtheilung, sey es im Wege des Kontumazialverfahrens oder sonst insofern eintreten, als sie sich nur auf die in Beschlag genommenen Gegenstände beschränkt. In Ansehung der Kontravention gegen Zollgesetze bewendet es bei dem unter den resp. Vereinsstaaten abgeschlossenen Zollkartell vom 11. Mai. 1833.

Art. 38. Der zuständige Strafrichter darf auch, so weit die Gesetze seines Landes es gestatten, über die aus dem Verbrechen entsprungenen Privatansprüche

1839 mit erkennen, wenn darauf von dem Beschädigten angetragen worden ist.

Art. 39. Unterthanen des einen Staates, welche wegen Verbrechen oder anderer Uebertretungen ihr Vaterland verlassen und in den andern Staat sich geflüchtet haben, ohne daselbst zu Unterthanen aufgenommen worden zu seyn, werden nach vorgängiger Requisition gegen Erstattung der Kosten ausgeliefert.

Art. 40. Solche eines Verbréchens oder einer Uebertretung verdächtige Individuen, welche weder des einen noch des andern Staates Unterthanen sind, werden, wenn sie Strafgesetze des einen der beiden Staaten verletzt zu haben beschuldigt sind, demjenigen, in welchem die Uebertretung verübt wurde, auf vorgängige Requisition gegen Erstattung der Kosten ausgeliefert; es bleibt jedoch dem requirirten Staate überlassen, ob er dem Auslieferungsantrage Folge geben wolle, bevor er die Regierung des dritten Staates, welchem der Verbrecher angehört, von dem Antrage in Kenntniss gesetzt und deren Erklärung erhalten habe, ob sie den Angeschuldigten zur eigenen Bestrafung reclamiren wolle.

Art. 41. In denselben Fällen, wo der eine Staat berechtigt ist, die Auslieferung eines Beschuldigten zu fordern, ist er auch verbunden, die ihm von dem andern Staate angebotene Auslieferung anzunehmen.

Art. 42. In Kriminalfällen, wo die persönliche Gegenwart der Zeugen an dem Orte der Untersuchung nothwendig ist, soll die Stellung der Unterthanen des einen Staates vor das Untersuchungsgericht des andern zur Ablegung des Zeugnisses zur Konfrontation oder Rekognition gegen vollständige Vergütung der Reisekosten und des Versäumnisses nie verweigert werden.

Art. 43. Da nunmehr die Fälle genau bestimmt sind, in welchen die Auslieferung der Angeschuldigten oder Gestellung der Zeugen gegenseitig nicht verweigert werden sollen, so hat im einzelnen Falle die Behörde, welcher sie obliegt, die bisher üblichen Reversalien über gegenseitige gleiche Rechtswillfährigkeit nicht weiter zu verlangen.

In Ansehung der vorgängigen Anzeige der requirirten Gerichte an die vorgesetzten Behörden, bewendet es bei den in beiden Staaten deshalb getroffenen Anordnungen.

III. *Bestimmungen rücksichtlich der Kosten 1839 in Civil- und Criminalsachen.*

Art. 44. Gerichtliche und aussergerichtliche Prozess- und Untersuchungskosten, welche von dem kompetenten Gericht des einen Staats nach den dort geltenden Vorschriften festgesetzt und ausdrücklich für beitrabungsfähig erklärt worden sind, sollen auf Verlangen dieses Gerichts auch in dem andern Staate von dem daselbst sich aufhaltenden Schuldner ohne Weiteres exekutivisch eingezogen werden. Die den gerichtlichen Anwälten an ihre Mandanten zustehenden Forderungen an Gebühren und Auslagen können indess in Preussen gegen die dort wohnenden Mandanten nur im Wege des Mandatsprocesses nach §. 1. der Verordnung vom 1. Juni 1833. geltend und beitrabungsfähig gemacht werden; es ist jedoch auf die Requisition des Sächsischen Prozessgerichts das gesetzliche Verfahren von dem kompetenten Gericht einzuleiten, und dem auswärtigen Rechtsanwalte Behufs der kostenfreien Betreibung der Sache ein Assistent von Amts wegen zu bestellen.

Art. 45. In allen Civil- und Criminalrechtssachen, in welchen die Bezahlung der Unkosten dazu unvermögenden Personen obliegt, haben die Behörden des einen Staates die Requisitionen der Behörden des andern sportel- und stempelfrei zu expediren und nur den unumgänglich nöthigen baaren Verlag an Kopialien, Porto, Botenlöhnen, Gebühren der Zeugen und Sachverständigen, Verpflegungs- und Transportkosten zu liquidiren.

Art. 46. Den vor einem auswärtigen Gerichte abzuhörenden Zeugen und andern Personen sollen die Reise- und Zehrungskosten, nebst der wegen ihrer Versäumniß ihnen gebührenden Vergütung, nach der von dem requirirten Gerichte geschehenen Verzeichnung bei erfolgter wirklicher Sistirung von dem requirirenden Gerichte sofort verabreicht werden.

Art. 47. Zu Entscheidung der Frage, ob die Person, welcher die Bezahlung der Unkosten in Civil- und Criminalsachen obliegt, hinreichendes Vermögen dazu besitzt, soll nur das Zeugniß derjenigen Gerichtsstelle erfordert werden, unter welcher diese Person ihre wesentliche Wohnung hat.

Sollte dieselbe ihre wesentliche Wohnung in einem dritten Staate haben und die Betreibung der Kosten

1839 dort mit Schwierigkeiten verbunden seyn, so wird es angesehen, als ob sie kein hinreichendes eigenes Vermögen besitze. Ist in Kriminalfällen ein Angeschuldigter zwar vermögend, die Kosten zu entrichten, jedoch in dem gesprochenen Erkenntnisse dazu nicht verurtheilt worden, so ist dieser Fall dem des Unvermögens ebenfalls gleich zu setzen.

Art. 48. Sämmtliche vorstehende Bestimmungen gelten nicht in Beziehung auf die Königlich Preussischen Rheinprovinzen. Auch stehen die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages mit der Beurtheilung der politischen Heimath in keiner Verbindung.

Art. 49. Die Dauer dieser Uebereinkunft wird auf zwölf Jahre, vom 1. December d.J. an gerechnet, festgesetzt. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe keine Aufkündigung von der einen oder andern Seite, so ist sie stillschweigend als auf noch zwölf Jahre weiter verlängert anzusehen.

Hierüber ist Königlich Preussischer Seits gegenwärtige Ministerial-Erklärung ausgefertigt und solche mit dem Königlichen Insignel versehen worden.

Berlin, den 14. October 1839.

(L. S.)

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen
Angelegenheiten.

Frh. v. WERTHER.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende Erklärung des Königlich Sächsischen Ministeriums vom 30. v. M. ausgewechselt worden, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 11. Dezember 1839.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

Frh. v. WERTHER.

30.

Correspondance entre quelques commerçans de Macao et le commandant en chef de l'escadre de sa Majesté Britannique en Chine, au sujet de la mesure qui a soustrait les navires américains Panama et Kosciusko aux effets du blocus.

I.

A S. Exc. sir J.-J. Gordon Bremer, commandant en chef, etc.

Monsieur, en nous référant à la notification publique faite par votre excellence du blocus du port et de la rivière de Canton, datée du 22 juin 1840 à bord du vaisseau de sa majesté *le Wellesley* se trouvant dans la rade de Macao, nous prenons respectueusement à liberté de prier votre excellence de vouloir bien nous informer pour notre direction de ce qui suit :

1^o La cargaison, produit de la Chine, chargée sur les navires *Kosciusko* et *Panama*, qui se trouvent aujourd'hui à Whampoa, tous deux sous pavillon américain, postérieurement à l'ordre de blocus publié par votre excellence le 28 juin, est-elle susceptible d'être saisie et confisquée, dans le cas où l'un de ces navires ou tous les deux seraient rencontrés en dehors de l'entrée de la rivière et du port de Canton par les vaisseaux de l'escadre de sa majesté qui forment le blocus ?

2^o Nous prions votre excellence d'avoir la bonté de nous dire si des produits de la Chine achetés et livrés de bonne foi à bord de l'un ou l'autre des navires usdits ou de tous les deux, après la mise à effet du blocus, sont susceptibles d'être saisis et confisqués en quittant la rivière et le port de Canton quand le blocus sera levé, quand les vaisseaux de sa majesté prendront possession de l'entrée du dit port.

Nous avons l'honneur d'être, etc.

Signé : BELL et C^{ie}.

Gg 2

1840

II.

*A bord du vaisseau de S. M. le Wellesley,
Chuenpee, 25 déc. 1840.*

A M M. Bell et compagnie, à Macao.

Messieurs, en réponse à votre lettre du 19 courant, je vous prie de me permettre de remarquer qu'il est inutile d'entrer dans les questions générales que vous avez proposées; cependant, je puis vous dire que le dernier commandant en chef s'était formé l'opinion (d'après les circonstances spéciales du cas), qu'à la sortie des deux navires américains maintenant dans la rivière, ils ne seraient pas soumis à la saisie. Son excellence, après examen, a trouvé que ces deux navires avaient été pendant quelques semaines dans la rade de Macao avant l'arrivée de l'expédition sur la côte de la Chine, et que leur demande de la permission d'entrer dans le port avait été écartée par des difficultés inusitées de la part du gouvernement chinois, ce qui provenait de l'état de trouble où il se trouvait alors.

L'amiral, en conséquence, pensa que l'on pouvait raisonnablement présumer que ces navires auraient pu quitter le port avec une cargaison, ou être occupés de faire leur chargement à l'époque de la notification du blocus, s'ils n'avaient pas été soumis à ces difficultés inusitées faites pour empêcher leur sortie, et je partage l'opinion que cette détermination était juste.

Pensant qu'il pourrait être utile de connaître les raisons sur lesquelles son excellence avait basé son opinion, j'ai mis de côté ma réserve ordinaire; mais j'ai à vous demander particulièrement de ne point publier ces communications, rien n'étant plus embarrassant que la publication des idées d'une personne placée dans ma position, sur des points concernant les lois ou la pratique du blocus. Il est de mon devoir de régler les cas qui se présentent d'après mon propre jugement, de même vos opinions seront votre meilleur guide dans toutes les questions de cette espèce.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé: J.-J. GORDON BREMER,

Commodore de 1re classe, commandant en chef.

III.

1840

A son excellence J.-J. Gordon Bremer, commandant naval en chef.

Monsieur, nous soussignés, commerçans anglais, ayant eu communication de la lettre de votre excellence à MM. Bell et Cie, nous prenons la liberté de nous adresser à votre excellence sur ce sujet :

Par la loi de blocus telle qu'elle est insérée dans le livre de *Chitty*, il est dit que :

La réception de la notification n'empêchera pas un neutre, qui au moment de cette réception se trouve dans un port bloqué, d'en sortir librement, et il a été même établi dans le cas du navire *Betsy*, qu'il peut en sortir avec une cargaison déjà chargée, et qui, par cette circonstance, est devenue positivement propriété neutre, la distinction étant que ce neutre n'a pas la liberté de faire aucun nouvel achat après la notification. D'après l'exemple du *Rolla*, il paraît que la Cour de justice retiendrait toute cargaison de nouvel achat qui n'aurait pas été livrée avant la notification, soit à bord du navire neutre, soit dans des gabares.

On ajoute : "Un blocus est rompu en entrant dans un port, comme en en sortant. Il y a cependant des exemples de sorties non coupables, dit sir William Scott, dans le cas du *Frédéric Molke*. Dans ces exemples, les navires étaient entrés avant le blocus. Dans ces circonstances, on ne pouvait prétendre qu'ils n'eussent pas la liberté de se retirer; mais tout ce que l'on peut accorder de plus favorable aux navires neutres, c'est qu'ayant déjà pris à bord une cargaison avant le commencement du blocus, ils puissent avoir la liberté de se retirer avec cette cargaison. On doit considérer comme une règle que la Cour de justice se propose de suivre, qu'un navire neutre en partant ne peut emporter que des cargaisons acquises de bonne foi et livrées avant le commencement du blocus."

Nous trouvons la confirmation de cette doctrine par le gouverneur anglais, dans le blocus récent de la rivière de la Plata. Le rapport suivant tiré d'un journal anglais, est extrait d'un journal de Canton, du 27 juin dernier :

"Lord Palmerston, à la demande de commerçans anglais de la rivière de la Plata, a pris l'opinion des officiers de justice de la couronne, sur la loi concer-

1840 nant les navires sortant d'un port bloqué avec une cargaison; leur avis a été que, par la loi générale des nations, des navires ne peuvent sortir d'un port bloqué avec une cargaison, à moins que cette cargaison n'ait été mise à bord avant le commencement du blocus."

Dans la lettre adressée à MM. Bell et Cie, nous trouvons que le dernier commandant en chef avait l'opinion que vous partagez, sur les circonstances particulières de cette affaire, qu'à la sortie des deux navires américains qui se trouvaient dans la rivière, ils ne pouvaient être susceptibles de saisie, et les raisons que l'on en donnait étaient:

"Qu'ils avaient été pendant plusieurs semaines dans la rade de Macao, avant l'arrivée de l'expédition sur la côte de la Chine, et que leur demande pour la permission d'entrer avait été écartée par des difficultés inusitées de la part du gouvernement chinois, ce qui provenait de l'état de trouble où il se trouvait alors."

A l'égard de ces raisons, nous prions votre excellence de nous permettre de lui dire que le navire *Panama* est arrivé dans la rade de Macao le 19 juin, trois jours avant la notification par votre excellence du blocus en question, et que ce navire, dans un si court espace de temps, ne put obtenir d'entrer que d'après les *facilités* inusitées données par les Chinois à cause du fait que le blocus était déclaré.

L'autre navire, le *Kosciusko*, ci-devant le navire anglais *Malcolm*, ensuite navigant sous la pavillon américain sous le nom d'*Alabama*, avait éprouvé plusieurs fois le refus d'entrer dans le port sur le motif (très-vrai) que sa cargaison avait été mise à bord dans les ancrages du dehors, en violation directe des règlements du port de Canton, qui exigent que les navires soient porteurs de papiers prouvant que leur cargaison a été embarquée de bonne foi dans quelque port étranger.

Nous assurons à votre excellence que les raisons données pour la sortie de ces navires paraissent être fondées sur des informations erronées. Nous pouvons dire en même temps que quand bien même ces informations auraient été exactes, nous pensons que la loi du blocus est si décisive sur le point dont il s'agit, qu'aucune circonstance, soit en loi, soit en équité, ne peut justifier la sortie de ces navires, qui fait l'avantage de la partie intéressée et le dommage des autres.

Nous prions votre excellence de nous permettre de 1840 lui faire observer que les thés dont ces navires sont chargés n'ont point été chargés à l'époque où le blocus a été déclaré; mais que, d'après la connaissance que nous avons des circonstances du marché de Canton, nous pouvons assurer avec confiance qu'aucune quantité de thés n'a pu arriver à Canton que plusieurs semaines après, et qu'à cette époque une partie de ces thés n'avait pas encore été manufacturée; le tout a été acheté dans la dernière quinzaine.

Nous regardons comme un devoir, comme commerçans anglais et pour les intérêts des parties éloignées que nous représentons, de protester solennellement contre le secret des arrangemens pour permettre la sortie des navires, car nous trouvons dans la lettre de votre excellence que l'intention était connue des parties intéressées avant le départ de l'amiral, et point ailleurs, ce qui donnait à ces parties intéressées un avantage que beaucoup d'autres n'avaient point.

Il est aussi de notre devoir de dire avec tout le respect dû à votre excellence, que si la sortie de ces deux navires est permise, nous sommes obligés de protester formellement (comme nous protestons par le présent), contre toutes les pertes et dommages que nous pouvons éprouver en conséquence de l'irrégularité du blocus, et aussi contre toutes les pertes qui peuvent résulter de la violation par cette sortie illégale.

La communication de votre excellence ne nous étant parvenue qu'aujourd'hui, et le cas étant pressant, nous espérons que votre excellence voudra bien excuser la hâte avec laquelle cette lettre est nécessairement écrite; mais nous sommes prêts à prouver les faits et à fournir d'autres preuves, si cela était nécessaire.

Notre lettre sera remise à votre excellence par une députation qui se présentera chez votre excellence à cet effet. Nous avons l'honneur d'être, etc.

(Suivent les signatures.)

IV.

*A son excellence sir J.-J. Gordon Bremer,
commandant naval en chef.*

Monsieur, en nous référant à notre lettre à votre excellence du 26 courant, et pour répondre aux désirs

1840 de votre excellence de recevoir des preuves à l'appui des argumens que nous présentons pour montrer qu'il n'y a aucune circonstance spéciale dans la situation des navires *Panama* et *Kosciusko* qui les autorise à être affranchis de l'effet de la loi du blocus, nous prions votre excellence de nous permettre de lui adresser les documens ci-après :

1^o Un extrait de *la Presse* de Cantou, du 25 avril 1840, donnant le détail des réglemens existans dans le port de Canton, d'après lesquels on voit que plusieurs jours étaient nécessairement exigés pour obtenir l'admission d'un navire dans le port.

2^o Un extrait d'une lettre de M. Nye, commerçant américain, se trouvant alors à Canton, indiquant le temps employé pour mettre un navire en sûreté, après son arrivée à Whamboa.

À l'égard de ces pièces, nous rappelons à votre excellence que *le Panama* est arrivé dans la rade de Macao, d'Amérique, le 19 juin, et que les deux navires ne sont entrés en dedans des forts *Bogue* que le jour où le blocus a été mis à effet, c'est-à-dire le 28 juin. *Le Panama* était un navire venant directement des Etats-Unis; *le Kosciusko*, quelques mois auparavant, était un navire anglais nommé *sir Charles Malcolm*, qui navigua ensuite entre les ancrages du dehors et Whamboa, comme navire américain, avec un passe-port général donné par le consul américain, à Canton. Il s'appela ensuite *Kosciusko*, afin d'obtenir d'entrer dans le port, permission qui lui avait été refusée sous le nom d'*Alabama*.

Nous adressons de plus à votre excellence,

3^o Un certificat signé par M. G. Nye, commerçant américain à Canton, en juin dernier, constatant qu'aucune quantité de thés congous n'était disponible et non vendue, et que plusieurs navires quittèrent le port à demi chargés, n'ayant pu, à cette époque, se procurer des cargaisons entières, et cela parce que la notification du blocus les empêchait de rester plus long-temps dans le port.

4^o Une lettre relative au même objet, de M. W.-R. Lejee, écuyer, commerçant américain de la maison Welmore et Cie, à M. W. Bell, du 31 décembre 1840.

5^o Un certificat de M. J. Salado, commandant du navire espagnol *Nueva Victoria*, déclarant que son

avire a quitté le port avec seulement la moitié de sa 1840
cargaison, d'après les mêmes causes que ci-dessus.

6^o Une lettre de G. Nye, écuyer, à G.-T. Braine, écuyer, commerçant anglais alors à Macao, datée du 30 décembre, contenant l'extrait d'une lettre d'un commerçant américain alors à Canton, relativement à l'achat du nouveau thé congou, avec lequel *Kosciusko* et le *Panama* sont en partie ou entièrement chargés.

7^o Une lettre de W. Delano, écuyer, vice-consul américain à Canton, de la maison Russell et Cie, donnant des détails sur lesdits achats, et disant qu'il croit que les thés ont été placés à bord du *Kosciusko* pour les mettre en sûreté.

Nous pensons que l'on reconnaîtra que les deux avires en question sont entrés dans le port après la mise à effet du blocus; mais nous ne prétendons pas qu'ils avaient le droit de quitter le port sans cargaison, si réellement ils y étaient entrés avant cette époque.

Nous prions votre excellence de nous permettre de lui exposer que la loi du blocus dit expressément qu'aucun navire ne peut quitter le port avec une cargaison, à moins qu'elle n'ait été réellement achetée et mise à bord, ou dans les gabares, avant le commencement du blocus; et il paraît d'après les pièces ci-dessus, non seulement que les cargaisons du *Panama* et du *Kosciusko* ne peuvent être comprises dans cette désignation, mais que les thés qui composent leurs cargaisons n'étaient point à Canton au mois de juin dernier, et dans le fait n'ont été achetés que dans le mois courant.

De plus, les navires en question ne paraissent pas avoir voulu faire usage de leur droit de sortir sans cargaisons, puisqu'ils sont restés dans le port depuis fin jusqu'en décembre; et comme ils étaient entrés avec la pleine connaissance qu'un blocus était déclaré, les propriétaires ne pouvaient, nous le croyons, se plaindre de l'effet d'une loi à laquelle ils se soumettaient volontairement eux-mêmes.

Nous soumettons ces pièces à votre excellence pour prouver que d'après l'équité, ces navires ne peuvent réclamer le privilège d'importer des cargaisons de prix sur leurs avantages particuliers; tandis que plusieurs avires qui étaient entrés dans le port auparavant ont été obligés d'en sortir, n'ayant que des cargaisons incomplètes, parce que le blocus avait eu son effet avant

1840 que leurs cargaisons eussent été achevées, et tandis que plusieurs navires qui étaient arrivés immédiatement ensuite ont été forcés de rester en dehors, avec de grandes pertes pour les propriétaires, d'après la même cause.

Quand bien même les circonstances seraient différentes, nous demandons à votre excellence la permission de lui exposer que la loi de blocus est claire et précise contre la sortie d'une cargaison, dans de pareilles circonstances; mais dans le cas dont il s'agit, il sera sans doute agréable à votre excellence de reconnaître que la loi et l'équité s'opposent à ce que les navires en question soient exemptés de l'action d'un principe bien reconnu.

Nous avons l'honneur d'être, etc. (Suivent les signatures.)
(Inclus dans la lettre ci-dessus.)

Nr. 1. — *Extrait de la Presse de Canton, le 25 avril 1840.*

Les autorités de Canton ont publié un édit relatif aux nouveaux réglemens du port, d'après lequel il n'est permis à aucun vaisseau d'entrer dans le Bogue, sans avoir au préalable envoyé à Canton ses papiers de bord et en avoir reçu la permission nécessaire pour se rendre à Whampoa. Cette nouvelle loi ne peut manquer d'être, en quelque manière, embarrassante pour les vaisseaux nouvellement arrivés, pour lesquels la perte de temps est une chose de la plus grande importance. Nous apprenons que cet édit est déjà mis en vigueur, et que plusieurs vaisseaux, dernièrement arrivés de Manille, attendent maintenant au dehors qu'il leur arrive de Canton la permission d'entrer dans la rivière.

Nr. 2. — *Extrait d'une lettre datée de Macao, le 29 décembre 1840, de Gideon Nye jeune, à G.-T. Braine.*

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, pour me prier d'indiquer la période de temps qui a été nécessaire aux vaisseaux pour obtenir la permission d'entrer dans le Bogue en juin dernier. A quoi il m'est impossible de faire une réponse positive, car la longueur du temps dépend des vents plus ou moins contraires, comme du caprice des mandarins. Mais, ainsi que je l'ai appris le mois de juin dernier, les vaisseaux doivent s'adresser à Macao pour avoir des

pilotes, et leur demande passe de *Keunminfoo* au bureau *hoppo*, à Canton, où elle est soumise à l'approbation du vice-roi : après quoi sa réponse retourne à Macao, et ce n'est qu'alors que le pilote est accordé. Ainsi, l'espace de temps nécessaire dépend des vents qui auront régné durant l'allée à Canton et retour, et du bon plaisir des mandarins de s'occuper de la demande plus tôt ou plus tard. Mais dans plusieurs circonstances, à l'occasion de blocus antérieurs, etc., les autorités ont permis aux vaisseaux d'entrer dans le Bogue, et d'y attendre leurs pilotes avant de pénétrer dans la rivière ou dans le port. C'est par suite des circonstances qui viennent d'être mentionnées, que quelques vaisseaux ont été détenus à Macao plus long-temps que d'autres. Autant que je puis me le rappeler, la détention durant le mois de mai a été à Macao ou au dehors, de sept à huit jours avant d'obtenir des pilotes. Quand au temps nécessaire pour remplir toutes les formalités voulues pour l'entrée d'un vaisseau dans le port, cela dépend des vents plus ou moins favorables, car les pilotes ne sont donnés que sur un ordre des mandarins. Avant la présentation de la pétition générale, environ vers le 1er mai, le délai à Whampoa était de dix, douze, seize et dix-huit jours; depuis que la pétition a été remise, on a mis généralement beaucoup de promptitude dans l'expédition, et *l'Asie*, *le Valparaiso* et *l'Akbar*, etc., n'ont été détenus que de cinq à sept jours à Whampoa avant de pouvoir décharger leurs marchandises.

Nr. 3. — *Certificat de G. Nye jeune, daté de Macao, le 29 décembre 1840.*

Je certifie qu'il est à ma connaissance positive qu'il ne restait que peu ou point de thé congous sur le marché de Canton, dans les derniers jours du mois de juin passé, et que plusieurs vaisseaux ont quitté le port n'étant qu'en partie chargés, vu la rareté des thé et la déclaration du blocus.

Signé: GIDEON NYE J.

Nr. 4. — *Copie de la lettre de Wm. R. Lejee, datée de Macao, le 31 décembre 1840, à W. Bell.*

En réponse à votre lettre d'aujourd'hui, me demandant des informations sur la quantité de thé en main

1840 à Canton dans le mois de juin dernier, et si quelques bâtimens ont quitté le port à demi chargés par suite du blocus de la rivière mis en exécution le 28 juin, j'ai l'honneur de vous informer que l'approvisionnement de thé, alors existant, était très-minime, et qu'un bâtiment à votre adresse, *le Marchand*, est parti non entièrement chargé par suite du blocus commençant le 28 juin.

Nr. 5. — *Copie du certificat de don Joachin Salado, capitaine et premier pilote de la frégate N. Victoria.*

Je certifie que, dans le mois de juin passé, je suis sorti avec ledit navire de l'ancre de Whampoa, portant 600 tonneaux de thé, ce qui n'est que la moitié du chargement que j'aurais pu prendre si le blocus de Canton n'avait pas eu lieu.

Macao, 30 décembre 1840. Signé: JOACHIN SALADO.

Nr. 6. — *Extrait d'une lettre de G. Nye jeune, datée de Macao, le 28 décembre 1840, à G.-T. Braine.*

J'ai reçu ce matin une lettre de M. Ritchie, en date du 8, qui me donne l'avis suivant:

Nous avons eu peu de nouvelles dignes d'intérêt. Keshen garde surtout un silence peu ordinaire; il a certainement été pendant quelque temps en correspondance directe avec le capitaine Elliot, mais rien n'a transpiré. Le bruit qu'on a fait courir à Macao qu'il avait offert 5,000,000 au capitaine Elliot, n'obtient ici aucune croyance. M. Coolidge a acheté des thé pour *le Kosciusko* au haut prix de 32 à 34 *taels* pour du beau pekoe f. congous. Paoqua a acheté pour vingt *chops*, un jour ou deux après; le tout sera probablement immédiatement embarqué. Les marchands de thé sont intraitables et demandent 36 à 38 *taels* pour une cargaison de hysons nouveaux dont il y a maintenant fort peu sur le marché.

Il y a 4 *chops* de yenwo et un autre hong sous charge, mais ils gardent le secret là-dessus; ils attendent pour voir s'ils pourront prendre du coton. Je suppose que le chargement de M. Steeven aura lieu. Footai n'enverra des *chops* pour rien au monde.

Nr. 7. — *Extrait d'une lettre de W. Delano jeune, 1840
à D. L. Burn, datée de Canton, le 18 décembre 1840.*

Je suis déconcerté par la série des prix qui ont été réglés ici par quelques-uns de mes voisins; ces prix sont 34 *taels* pour les plus beaux *chops* (de thé), et 28 à 30 pour ceux de seconde qualité. 30 *chops* environ, quelques-uns disent 40, ont été arrêtés, et tous, presque tous, sont maintenant envoyés à bord du *Kosciusko*. Je suppose que c'est pour les mettre en sûreté.

V.

*A bord du vaisseau de S. M. le Wellesley,
Chuenpee, le 29 déc. 1840.*

*A MM. Dent et Cie et autres, commerçans anglais
à Macao.*

Messieurs, en me référant au sujet de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 26 courant, et à la communication personnelle qui a eu lieu quand vous êtes venu chez moi, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai fait connaître les boints en discussion entre nous au plénipotentiaire de sa majesté, et je vous adresse une lettre que cet officier m'a adressée en réponse; ces documens expliquent si complètement les vues du représentant de sa majesté et rendent ma position si claire, qu'il est inutile pour moi de m'y arrêter.

Je puis dire toutefois qu'à l'égard de l'entrée, dans le port de Canton, de navires de passage, ma propre responsabilité est claire, et mon intention est de maintenir les lois du blocus sans y rien changer. Il y a un sujet dans la lettre du plénipotentiaire de sa majesté, sur lequel je crois devoir appeler votre attention. Il se rapporte à l'extrême inconvénient et au tort causé au service public par la publication de la correspondance relative aux opérations qui concernent cette matière. Cette manière d'agir ne peut qu'embarrasser les officiers de la couronne et augmenter les difficultés de leur position déjà si délicate, et comme la présente communication vous est faite d'après le désir du plénipotentiaire et de moi-même pour donner au commerce toutes les informations possibles, je ne puis m'empêcher de vous

1840 exprimer mon souhait sincère qu'elle ne soit pas soumise à la publication.

J'ai l'honneur, etc.

J. - J. G. BREMER,

Commodore de 1re classe et commandant en chef.

VI.

*A bord du Wellesley, à Chuenpee, le 29
déc. 1840.*

*A S. E. sir G. Bremer, commodore et commandant
en chef.*

Monsieur, j'ai lu avec attention la lettre que vous m'avez transmise, signée par des négocians anglais à Macao, et relative à la sortie de deux navires américains, *le Kosciusko* et *Panama*. Je prends la liberté de vous soumettre quelques observations à l'appui de ma demande et de mon conseil pressant de les laisser passer sans obstacle.

Les motifs que j'ai pour conseiller cette démarche sont tellement indépendans des principaux argumens et allégations invoquées par ces messieurs, que je n'ai pas besoin d'y revenir.

Ces deux navires sont entrés dans le Bogue avant l'établissement du blocus, et je dois appeler votre attention sur quelques observations relatives à la nature et aux effets du blocus, car mon opinion est basée sur cette considération générale.

D'abord, on doit se rappeler que tout le commerce étranger avec la Chine se fait par le port de Canton. Le but principal, quant au blocus de ce port, était donc de forcer la main au gouvernement par la perte des droits considérables de navigation. Des mesures plus sévères pour nuire à l'ennemi, en lui coupant et en détruisant le cabotage, en le privant de vivres, etc., ne pouvaient par être exécutées sans porter la misère du peuple au dernier degré, et le gouvernement de S. M. n'a pas voulu y recourir, à moins que l'injustice obstinée de la cour ne rendit nécessaire cette mesure extrême. Je dois ajouter qu'un exercice aussi extrême du droit de blocus n'est pas du tout nécessaire pour exécuter légalement les opérations d'un blocus moins rigoureux.

Certainement je ne puis m'empêcher de sentir que les deux seuls navires étrangers dans le port, qui sont

étrés lors de l'établissement du blocus, et y sont re- 1840
és pendant six mois, méritent le plus grand intérêt, si-
utefois il est prouvé, par des dépositions sous serment,
u'aucune partie de leur cargaison n'appartient à des
hinois. Je n'aurais pas non plus réclamé à ce sujet
uprès du commandant en chef, s'il n'était pas incon-
stable qu'il avait, dans des circonstances particulières,
droit précis et légal de modérer d'une manière géné-
ale et égale l'application de principes d'ailleurs fondés,
ar l'indulgence en elle-même n'est pas vicieuse en fait
e blocus: le vice consiste dans une indulgence caprie-
ieuse, qui tantôt cède, tantôt s'arme de sévérité.

Vu les circonstances et la nature particulière de ce
ommerce, j'avais bien envie, lorsque vous annonçâtes
e blocus, de vous prier de pourvoir en particulier à
a libre sortie de tous les navires qui s'étaient trouvés
ans le port lorsqu'il fut établi. Mais j'ai pensé que
ous préféreriez le promulguer simplement, et laisser
u commandant des forces navales le droit qu'il exerce
l'ordinaire de juger les cas particuliers qui se présent-
aient. Je puis faire observer ici, en réponse à lettre
le ces messieurs, que l'avantage qui résulterait, pour
es parties intéressées, de la sortie de ces navires, n'a
amais pu être pris en considération par le dernier com-
mandant en chef, par vous ou par moi.

Il n'a pu être question que de l'équité de la récla-
nation, sans égard au gain ou à la perte de qui que
ce soit. Le préjudice que la sortie porterait aux per-
sonnes qui se trouvent dans la même situation n'a au-
cun rapport à l'affaire dont il s'agit; car on peut ad-
mettre que si le commandant en chef de la marine a
exercé publiquement son pouvoir en faveur d'un indi-
vidu, il en aurait agi de même à l'égard d'un autre qui
se serait trouvé dans le même cas. Je ne pense pas
que je doive appuyer ou que le commandant en chef
doive repousser une réclamation d'ailleurs fondée par
le motif que le juste secours prêté à une personne pour-
rait être désavantageux pour une autre qui ne se trouve
pas dans la même position.

Il y a encore une autre chose importante à consi-
lérer. Macao, avec une grande population chinoise et
étrangère, dépend en grande partie de Canton et des
villes du passage intérieur, sinon pour la nourriture,
au moins pour les autres besoins et agrémens de la vie.

1840 Cette circonstance a rendu nécessaire de laisser ouvert le passage intérieur, qui, on doit le dire, n'est praticable que pour les bateaux, ce qui a pu se faire sans nuire à l'efficacité du blocus.

En adoptant toute autre mesure, on aurait réduit à la misère l'établissement portugais, que nous avons promis de respecter, et où tous les étrangers se sont réfugiés.

Mais la vénalité des fonctionnaires chinois, l'esprit commerçant du peuple et l'empressement très-excusable des négocians à faire leurs affaires comme ils l'ont pu, ont produit les conséquences nécessaires d'un vaste commerce de contrebande par les petits bâtimens du pays, qui passent par des canaux impraticables pour les navires. Le résultat en est un commerce étendu au port de Macao, à l'intérieur et à l'extérieur, au moyen de toute espèce de bâtimens américains, anglais, etc. Or, je ne prétends pas qu'il soit juste ou même possible d'intervenir dans un commerce qui se fait par Macao, bien qu'il puisse être certain que le produit entre par contrebande à Canton ou en provient.

Mais je soutiens que ce commerce existant, c'est une raison des plus fortes pour mettre ces deux navires en liberté. Nous sommes en état d'arrêter l'entrée des navires étrangers dans Canton, et l'exercice de ce droit est juste et nécessaire; mais nous ne pouvons prévenir un commerce de contrebande au moyen de nombreux bateaux qui prennent petit à petit les cargaisons des navires à l'ancre à l'extérieur.

L'amiral est convenu avec moi, d'après cet état de choses, que ce ne serait qu'un acte de justice de mettre en liberté ces deux navires appartenant à une puissance amie, attendu que cela pouvait se faire sans préjudice pour le principal but politique et possible du blocus.

À mon retour du Nord, M. Delano, qui, je crois, remplissait les fonctions de consul des Etats-Unis, s'adressa à moi officieusement. Il me dit qu'il n'avait pas voulu importuner les officiers de marine en l'absence du commandant en chef, mais qu'il croyait certainement que toutes les circonstances militaient puissamment en faveur d'un traitement indulgent; qu'il espérait qu'en y réfléchissant je partagerais son opinion et recommanderais à l'amiral une décision favorable.

J'avais depuis long-temps senti l'opportunité de permettre la sortie de ces deux navires. J'exposai mes

motifs au dernier commandant en chef, qui tomba d'accord avec moi et m'autorisa à dire qu'il ne s'opposerait pas à la sortie des navires, si l'on pouvait déclarer que les cargaisons n'appartenaient pas à des indigènes.

Dans ces circonstances, monsieur, les navires ont descendu la rivière. En voulant bien avoir égard aux difficultés de ma position publique, vous ne me placerez pas, comme représentant du pays, dans la situation fâcheuse, vis-à-vis tous les étrangers, d'avoir artificieusement donné lieu à croire que la sortie des navires était certaine.

On ne saurait trop répéter que l'intention du blocus du port de Canton est complètement accomplie, l'entrée des navires étant empêchée, le gouvernement étant gêné par la privation des droits de navigation et par la stagnation des relations à Canton; votre excellence jugera s'il est à propos d'exercer une plus grande rigueur au moyen du blocus, selon que les relations entre les deux pays l'exigeront; mais le blocus a toujours été maintenu dans le but pour lequel il a été établi. Tant que les affaires resteront dans la situation actuelle, je serai le dernier à conseiller un blocus moins rigoureux qu'il ne l'est maintenant. Cependant la sortie de ces deux navires (les seuls qui se trouvent dans le port) n'a point de rapport avec ces objets, et elle ne paraîtra, d'après toutes les considérations, au gouvernement de S. M., qu'un acte convenable de respect amical pour le pavillon des Etats-Unis.

Il est inutile que j'ajoute à votre excellence que je ne recule pas devant la responsabilité d'avoir conseillé et demandé cette mesure; et si vous adhérez à ma demande, je n'ai pas d'objection à ce que vous communiquiez cette lettre aux messieurs qui vous ont écrit à ce sujet. Cette demande, je vous l'ai adressée dans mon caractère public et dans la persuasion que la mesure est bonne et juste en elle-même, car le gouvernement britannique n'a jamais eu l'habitude d'exercer les droits de blocus avec une rigueur inutile. Je ne prétends aucunement nier le droit incontestable des négocians de réclamer et de se plaindre lorsqu'ils se croient lésés; mais je serai observer qu'il serait à désirer qu'une latitude raisonnable fût laissée aux fonctionnaires qui ont des devoirs difficiles et délicats à remplir, pour qu'ils pussent agir, dans des cas particuliers, selon qu'il leur paraît le plus convenable dans l'intérêt général.

1840 En tout cas, on doit pouvoir espérer que les signataires de la lettre du 26 de ce mois s'abstiendront au moins de publier cette correspondance tant qu'il sera nécessaire de continuer le blocus. Ils pourront toujours recourir aux autorités en Angleterre, et la publication de la correspondance dans ce moment ne peut que créer des embarras au gouvernement et aux fonctionnaires britanniques, non pas parce qu'il y aurait la moindre difficulté à justifier ce qui a été fait, mais parce qu'il y aurait le plus grand inconvénient à discuter des mesures publiques qui sont en voie d'exécution.

Il m'est arrivé, en remplissant mon devoir en Chine, de me trouver placé entre les négocians et de très-graves difficultés ; par des motifs d'intérêt général, je me crois autorisé à espérer qu'ils s'abstiendront d'une démarche qui serait nuisible aux intérêts bien entendus du pays. Les torts et préjudices qu'ils prétendent avoir éprouvés peuvent être examinés et réparés sans que l'intérêt public en souffre.

J'ai l'honneur d'être, etc. Signé C. ELLIOT.
Plénipotentiaire de S. M.

VII.

A bord du Wellesley, à Chuenpee, le 29 décembre 1840.

A S. Exc. le capitaine Elliot, etc.

Monsieur, j'ai reçu la lettre de votre excellence en réponse à celle écrite par différens négocians britanniques à Macao, relative à la sortie de deux navires américains, et que je vous avais transmise.

L'affaire paraissait soulever des questions graves et délicates ; mais vous avez si bien expliqué votre opinion et les motifs qui vous ont porté, ainsi que le dernier commandant en chef, comme plénipotentiaires de S. M. et représentans du gouvernement, à faire aux parties intéressées une promesse équivalant à un engagement, que je sens qu'il est de mon devoir d'accéder à la demande que vous m'avez adressée, attendu qu'un refus de ma part vous placerait, comme représentant de S. M., dans une position infiniment difficile et incompatible avec l'honneur du pays et la bonne foi qui a toujours caractérisé ses fonctionnaires. J'ai donc l'honneur d'in-

mer votre excellence que les navires américains sus- mentionnés partiront sans empêchement. 1840

En me prêtant aux désirs que vous m'avez exprimés dans votre qualité officielle, il est nécessaire que vous fassiez observer que la responsabilité (s'il en est) résultant de cette mesure ne peut en aucune manière peser sur moi, attendu que la décision a été prise par le dernier commandant en chef et par vous, sans doute après la plus mûre réflexion, quelque temps avant que j'eusse pris le commandement de la flotte et sans que j'en eusse eu la moindre connaissance.

J'ai l'honneur d'être, etc. Signé J.-J. G. BREMER.
Commandant en chef.

VIII.

*S. E. sir J.-J. G. Bremer, commandant en chef
de la division navale, etc.*

Monsieur, depuis la lettre que nous vous avons écrite hier, nous avons eu l'honneur de recevoir celle de votre excellence, en date du 29 dernier, à laquelle est jointe une copie de la correspondance avec le plénipotentiaire de sa majesté. Comme nous trouvons que

l'officier n'allègue aucune raison satisfaisante pour la justification du blocus, notre opinion demeure la même; nous soumettons maintenant avec respect, à votre excellence, notre profonde conviction que le blocus de la rivière et du port de Canton est illégal et sans résultat.

Il ne nous appartient pas de nous arroger le droit de décider à qui restera la grave responsabilité des dommages et des pertes éprouvées par ceux dont les intérêts ont été compromis jusqu'ici par un blocus illégal, ni des pertes semblables qui résulteront désormais de l'interdiction de l'entrée des vaisseaux.

Mais notre devoir, comme négocians anglais, est de renouveler notre très-solennelle protestation contre la manière de procéder actuellement, et de solliciter votre bienveillance de vouloir bien envoyer les copies de tous ces documens aux ministres de sa majesté.

Nous ferons aux officiers de la couronne, à l'égard de ces documens, toutes les représentations que, dans ce humble jugement, nous considérerons comme utiles aux intérêts généraux.

Par déférence pour la demande de votre excellence,

1840 nous nous abstiendrons, pour le moment, de publier en Chine la correspondance en question; mais il appartient à votre excellence de décider que nous enverrons sans retard les copies pour qu'elles soient publiées ailleurs.

Nous avons l'honneur d'être, etc.

Signé: DENT et C^e; BELL et C^e; JAMIESON et HOW;
DANIELL et C^e; MACVICAR et C^e; DIROM et C^e;
LENDAY et C^e; FOX, RAWSON et C^e; WILKIN-
SON DENT.

Macao, 1er jannary 1841.

XI.

Au président de la Chambre de commerce de Singapore, etc.

Monsieur, nous prenons la liberté de vous envoyer une copie de la correspondance qui a eu récemment lieu entre divers négocians et J.-J. Gordon Bremer, commandant en chef de la division navale de sa majesté en Chine, relativement à la sortie de la rivière de Canton des navires américains *Panama* et *Kosciusko*, et nous vous prions de la remettre, un moment plus tôt, sous les yeux de la Chambre, pour qu'elle la prenne en grande considération.

Il n'est pas nécessaire pour nous de faire autre chose que de vous renvoyer à la correspondance même, et aux documens qui l'accompagnent, pour vous donner une connaissance suffisante de toute l'affaire qui, dans notre opinion, est une violation manifeste et inexcusable de la loi du blocus, ainsi que la chose est considérée par la plus haute autorité légale sur de semblables sujets.

Nous devons cependant répéter les assertions qui ont été faites au commandant en chef, que le cas des vaisseaux en question n'offre pas même la seule circonstance qui pourrait être considérée comme une justification du relâchement de la loi en leur faveur.

Premièrement, ils sont entrés dans le port après avoir été prévenus de l'existence du blocus, et en le violant d'une manière manifeste.

Secondement, d'après l'application ordinaire de la loi (mettant à part la manière dont ils l'ont violée par leur entrée, excusable peut-être dans le cas présent, par la raison qu'il n'y avait pas alors un vaisseau de guerre devant

le Bogue pour prévenir leur entrée), ils devaient sortir 1840 du port avec leur chargement primitif ou sur lest, ou y rester jusqu'à ce que le blocus eût été levé.

Troisièmement, que les thés dont leur chargement se composait n'étaient arrivés à Canton que quelques mois après le blocus, et en effet ils n'avaient été achetés que depuis peu de jours, comme on le verra par les extraits inclus tirés des lettres des parties intéressées qui se trouvent sur les lieux.

Et finalement, ce qui aggrave encore d'une manière sensible la présente violation d'une loi claire et précise, c'est que l'intention de s'en écarter en faveur des vaisseaux en question a été cachée à dessein pendant plusieurs semaines à tout le monde, excepté aux personnes intéressées à ces vaisseaux, par le surintendant de commerce de S. M. D'après ce qui paraît dans sa propre lettre, il a reçu en audience particulière le vice-consul des Etats-Unis (qui est un négociant américain et l'un des consignataires du "*Panama*,") dans le but de lui faire connaître la suspension préméditée de la loi à l'égard des deux vaisseaux. De plus, il a, en sa qualité prédominante de plénipotentiaire, non-seulement sollicité, comme il résulte des documens, la suspension de la loi de la part du commandant en chef de la division navale, mais il l'a encore garanti contre toutes les conséquences de cette suspension, auprès du gouvernement de S. M.

En nous référant à la lettre du plénipotentiaire de S. M. à sir J.-J. G. Bremer, dans laquelle il tente de justifier la sortie des deux vaisseaux *avec leur chargement*, sous le prétexte qu'une grande opération de contrebande aurait eu lieu par Macao pendant le blocus, nous vous ferons remarquer que les seuls chargemens de thé qui eurent lieu à cette époque avaient quitté la Chine depuis le 28 juin (jour du commencement du blocus), et étaient sortis avant l'exécution du blocus; et que lors même qu'il aurait existé un commerce aussi étendu sur cette place, la seule manière de mettre les propriétaires de ces vaisseaux dans une position également avantageuse avec leurs voisins du dehors, était de leur permettre de sortir du port *sans chargement*. Il ne reste plus qu'à ajouter que considérant que ces procédés sont une violation non excusable de la loi pour le bénéfice d'un petit nombre d'in-

1840 dividus, et au grave préjudice des intérêts généraux, il est dans l'intention des soussignés de préparer une pétition pour la Chambre des communes, appuyée sur la correspondance en question, dont une copie sera remise en temps opportun, et nous réclamons instamment votre coopération pour faire toutes les démarches capables de protéger l'établissement commercial anglais en Chine, contre le retour de semblables procédés, arbitraires et capricieux.

Nous avons l'honneur, etc.

(Mêmes signatures qu'aux lettres précédentes.)

Macao, janvier 1841.

31.

Traité entre la Grande-Bretagne et la République de Bolivia sur l'abolition du trafic d'esclaves. Signé à Sucre en Bolivie le 25 Septembre 1840.

(Public general Statutes passed in the sixth and seventh year of the reign of Her Majesty Queen Victoria. London, 1843. p. 117 seq.)

Art. I. The Slave Trade having been constitutionally abolished throughout the Territories of the Republic of *Bolivia*, is hereby declared to be henceforward totally prohibited to all the Citizens of the said Republic in all Parts of the World.

Art. II, The Republic of *Bolivia* hereby specially engages that, Two Months after the Exchange of the Ratifications of the present Treaty, if the ordinary Congress shall be assembled at that Time, or Two Months after the subsequent Meeting of Congress, it will promulgate throughout its Territories a Penal Law inflicting the Punishment attached to Piracy on all those Citizens of *Bolivia* who shall, under any Pretext whatsoever, take any Part whatever in the Traffic in Slaves; and from Time to Time afterwards, as it may become needful, it will take the most effectual Measures for preventing the Citizens of the Republic from being concerned, and the Flag of the Republic from being used, in carrying on in any Way the Trade in Slaves

Art. III. Her Majesty the Queen of the United Kingdom of *Great Britain* and *Ireland* and the Republic of *Bolivia* hereby mutually engage, that, by an additional Convention to the present Treaty, hereafter to be concluded between the said High Contracting Parties to the present Treaty, they will concert and settle the Details of the Measures by which the Law of Piracy, which will become applicable to that Traffic by the Legislation of each of the Two Countries, shall be immediately and reciprocally carried into execution with respect to the Vessels and Subjects or Citizens of each.

Art. IV. In order more completely to carry into effect the Spirit of the present Treaty the Two High Contracting Parties mutually consent that those Ships of their Navies respectively which shall be provided with special Instructions for that Purpose, as hereinafter mentioned, may visit such Merchant Vessel of the Two Nations as may be suspected, upon reasonable Grounds, of being engaged in the Traffic in Slaves, or of having been fitted out for the Purposes thereof, or of having, during the Voyage in which they are met by the said Cruisers, been engaged in the Traffic in Slaves, contrary to the Provisions of this Treaty; and the Two High Contracting Parties likewise consent that such Cruisers may detain and send or carry away such Vessel, in order that they may be brought to Trial in the Manner herein-after agreed upon.

Art. V. In order to regulate the Mode of carrying the Provisions of the preceeding Article into execution it is agreed,

First. That all Ships of the Navies of the Two Nations which shall be hereafter employed to prevent the Traffic in Slaves shall be furnished by their respective Governments with a Copy, in the *English* and *Spanish* Languages, of the present Treaty; of the Instructions for Cruisers annexed thereto, *sub litera* (A.), and of the Regulations for the Mixed Courts of Justice annexed thereto, *sub litera* (B.), which Annexes shall be considered as an integral Part of the Treaty:

Secondly. That each of the High Contracting Parties shall from Time to Time communicate to the other the Names of the several Ships furnished with such

1840 Instructions, the Force of each Ship, and the Names of their several Commanders:

Thirdly. That if at any Time there shall be just Cause to suspect that any Merchant Vessel, sailing under the Flag of either Nation, and proceeding under the Convoy of any Ship or Ships of War of either of the Contracting Parties, is engaged or is intended to be engaged in the Traffic in Slaves, or is fitted out for the Purposes thereof, or has, during the Voyage in which she may be met with, been engaged in the Traffic in Slaves, it shall be lawful for the Commander of any Ship of the Navy of either of the Two High Contracting Parties, furnished with such Instructions as aforesaid, to visit such Merchant Vessel; and such Commander shall proceed to visit the same, in communication with the Commanding Officer of the Convoy, who it is hereby agreed shall give every Facility to the Visit, and to the eventual Detention, if necessary of such Merchant Vessel, and in all Things shall assist to the utmost of his Power in the due Execution of the present Treaty, according to the true Intent and Meaning thereof:

Fourthly. It is further mutually agreed, That the Commanders of the Ships of the Two Navies respectively who shall be employed on this Service shall adhere strictly to the exact Tenor of the aforesaid Instructions.

Art. VI. As the Two preceding Articles are entirely reciprocal, the Two High Contracting Parties engage mutually to make good any Losses which their respective Subjects or Citizens may incur by the arbitrary and illegal Detention of their Vessels, it being understood that this Indemnity shall invariably be borne by the Government whose Cruiser shall have been guilty of such arbitrary and illegal Detention, and that the Visit and Detention of such Vessels, specified in Art. IV. of this Treaty, shall only be effected by those *British* and *Bolivian* Ships which may form Part of the Navies (Royal and National) respectively of the Two High Contracting Parties to the Treaty, and by such Ships only of those Navies as shall be provided with the special Instructions annexed to the present Treaty in pursuance of the Provisions thereof.

The Compensation for Damages, of which this Art.

IV. of this Treaty, shall only be effected by those *British* and *Bolivian* Ships which may form Part of the Navies (Royal and National) respectively of the Two High Contracting Parties to the Treaty, and by such Ships only of those Navies as shall be provided with the special Instructions annexed to the present Treaty in pursuance of the Provisions thereof. 1840

The Compensation for Damages, of which this Art. treats, shall be made within the Term of One Year, reckoned from the Day on which the Mixed Courts of Justice pronounce Sentence on the Vessel, for the Detention of which such Compensation is claimed.

Art. VII. In order to bring to Adjudication with as little Delay and Inconvenience as possible the Vessels which may be detained according to the Tenor of Art. IV. of this Treaty, there shall be established, within the Space of One Year at farthest from the Exchange of the Ratifications of the present Treaty, Two Mixed Courts of Justice, formed of an equal Number of Individuals of the Two Nations named for this Purpose by the Governments of the Two High Contracting Parties respectively.

These Courts shall reside, one in a Possession belonging to Her *Britannic* Majesty, the other within the Territories of the Republic of *Bolivia*; and the Two Governments, at the Period of the Exchange of the Ratifications of the present Treaty, shall declare, each for its own Territories, in what Places the Courts shall respectively reside; each of the Two High Contracting Parties reserving to itself the Right of changing at its Pleasure the Place of Residence of the Court held within its own Territories: Provided, however, that one of the Two Courts shall always be held upon the Coast of *Africa*, and the other in one of the Possession of the Republic of *Bolivia*.

These Courts shall judge the Causes submitted to them according to the Provisions of the present Treaty, without Appeal, and according to the Regulations and Instructions which are annexed to the present Treaty, and which are considered as forming an integral Part thereof.

Art. VIII. If the Commanding Officer of any of the Ships of the Navies of *Great Britain* and of the Republic of *Bolivia* respectively, duly commissioned

1840 according to the Provisions of Art. IV. of this Treaty, shall deviate in any respect from the Stipulations in the said Treaty, or from the Instructions annexed to it, the Government which shall conceive itself to be wronged thereby shall be entitled to demand Reparation; and in such Case the Government to which such Commanding Officer may belong binds itself to cause Inquiry to be made into the Subject of the Complaint, and to inflict upon the said Officer a Punishment proportioned to any wilful Transgression which he may have committed.

Art. IX. It is hereby further mutually agreed, that every Merchant Vessel, *British* or *Bolivian*, which shall be visited by virtue of the present Treaty, may lawfully be detained and be sent or brought before the Mixed Courts of Justice established in pursuance of the Provisions thereof, if in her Equipment there shall be found any of the Things herein-after mentioned; namely,

First. Hatches whith open Gratings, instead of the close Hatches which are usual in Merchant Vessels.

Secondly. Divisions or Bulkheads in the Hold, or on Deck, in a greater Number than are necessary for Vessel engaged in lawful Trade.

Thirdly. Spare Plank fitted for being laid down as a Second or Slave Deck.

Fourthly. Shackles, Bolts, or Handcuffs.

Fifthly. A larger Quantity of Water in Casks or in Tanks than is requisite for the Consumption of the Crew of the Vessel as a Merchant Vessel.

Sixthly. An extraordinary Number of Water Casks, or of other Vessel for holding Liquid, unless the Master shall produce a Certificate from the Custom House at the Place from which he cleared outwards, stating that a sufficient Security had been given by the Owners of such Merchant Vessel that such extra Quantity of Casks or of other Vessels should only be used for the Reception of Palm Oil, or for other Purposes of lawful Commerce.

Seventhly. A greater Quantity of Mess Tubs or Kids than are requisite for the Use of the Crew of the Vessel as a Merchant Vessel.

Eightly. A Boiler of an unusual Size, and larger, or fitted for being made larger, than requisite for the Use of the Crew of the Vessel as a Merchant Vessel, or more than One Boiler of the ordinary Size.

Ninthly. An extraordinary Quantity either of Rice, 1840 of the Flour of Brazil, Manioc or Cassada, commonly called Farinha, of Maize, of Indian Corn, or of any other Article of Food whatever, beyond what might probably be requisite for the Use of the Crew, such Rice, Flour, Maize, Indian Corn, or other Article of Food not being entered on the Manifest as Part of the Cargo for Trade.

Tenthly. A Quantity of Mats or Matting greater than is necessary for the Use of the Crew of the Vessel as a Merchant Vessel.

Any One or more of these several Things, if proved, shall be considered as *primâ facie* Evidence of the actual Employment of the Vessel in the Slave Trade; and the Vessel shall thereupon be condemned, and be declared lawful Prize, unless clear and incontestable Evidence on the Part of the Master or Owners shall establish, to the Satisfaction of the Court, that such Vessel was, at the Time of her Detention or Capture, employed in some legal Pursuit, and that such of the several Things above enumeratad as were found on board her at the Time of her Detention, or had been put on board on the Voyage on which the Vessel when captured was proceeding, were needed for legal Purposes on that particular Voyage.

Art. X. If any of the Things specified in the preceding Article shall be found in any Merchant Vessel, no Compensation for Losses, Damages, or Expences consequent upon the Detention of such Vessel shall in any Case be granted either to her Master or to her Owner, or to any other Person interested in her Equipment or Lading, even though the Mixed Court of Justice should not pronounce any Sentence of Condemnation in consequence of her Detention.

Art. XI. It is hereby agreed between the Two High Contracting Parties, that in all Cases in which a Vessel shall be detained under this Treaty by their respective Cruisers, as having been engaged in the Slave Trade, or as having been fitted out for the Purposes thereof, and shall consequently be adjudged and condemned by the Mixed Courts of Justice to be established as aforesaid, the said Vessel shall, immediately after its Condemnation, be broken up entirely, and shall be sold in separate Parts after having been so broken up.

1840 Art. XII. The Negroes who are found on board of a Vessel detained by a Cruiser, and condemned by the Mixed Courts of Justice in conformity with the Stipulations of this Treaty, shall be placed at the Disposition of the Government whose Cruiser has made the Capture, on the distinct Understanding that they shall be immediately set at liberty and kept free, the Government to which they have been delivered guaranteeing the same, and likewise engaging to afford from Time to Time, and whenever demanded by the other High Contracting Party, the fullest Information as to the State and Condition of such Negroes, with a view of insuring the due Execution of the Treaty in this respect.

For this Purpose the Regulations annexed to this Treaty, *sub literâ* (C.), as to the Treatment of Negroes liberated by Sentence of the Mixed Courts of Justice, have been drawn up, and are declared to form an integral Part of this Treaty; the Two High Contracting Parties reserve to themselves the Right to alter or suspend, by common Consent any mutual Agreement, but not otherwise, the Terms and Tenor of such Regulations.

Art. XIII, The Acts or Instruments annexed to this Treaty, and which it is mutually agreed shall form an integral Part thereof, are as follows:

(A.) Instructions for the Ships of the Navies of both Nations destined to prevent the Traffic in Slaves.

(B.) Regulations for the Mixed Courts of Justice, which are to hold their Sittings on the Coast of *Africa*, and in one of the Possessions of the Republic of *Bolivia*.

(C.) Regulations as to the Treatment of liberated Negroes.

Art. XIV. The present Treaty, consisting of Fourteen Articles, shall be ratified, and the Ratifications thereof exchanged at *London*, as soon as possible within the Space of Twenty Months from this Date.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed, in triplicate Originals, *English* and *Spanish*, the present Treaty, and have thereunto affixed the Seal of their Arms.

Done at *Sucre*, the Twenty-fifth Day of *September* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and forty.

(L. S.)

BELFORD HINTON WILSON.

(L. S.)

JOSE M^a LINARES.

A n n e x (A.)

1840

To the Treaty between Great Britain and the Republic of Bolivia, for the Abolition of the Slave Trade of the Republic of Bolivia.

Instructions for the Ships of the British and Bolivian Navies employed to prevent the Traffic in Slaves.

Art. I. The Commander of any Ship belonging to the Navy of Her *Britannic* Majesty or of the Republic of *Bolivia*, which shall be furnished with these Instructions, shall have a Right to visit, search, and detain any *British* or *Bolivian* Merchant Vessel which shall be actually engaged or which shall be suspected to be engaged in the Slave Trade, or to be fitted out for the Purposes thereof, or to have been engaged in the Traffic in Slaves during the Voyage in which she may be met with by such Ship of the *British* or *Bolivian* Navy; and such Commander shall thereupon bring or send such Merchant Vessel as soon as possible for Judgment before that one of the Two Mixed Courts of Justice, established in virtue of Art. VII. of the said Treaty, which shall be the nearest to the Place of Detention, or which such Commander shall upon his own Responsibility think can be soonest reached from such Place.

Art. II. Whenever a Ship of either of the said Navies, duly authorized as aforesaid, shall meet a Merchantman liable to be visited under the Provisions of the said Treaty, the Search shall be conducted in the mildest Manner, and with every Attention which ought to be observed between allied and friendly Nations; and the Search shall in all Cases be made by an Officer holding a Rank not lower than that of Lieutenant in the Navy of *Great Britain* or of the Republic of *Bolivia* respectively (unless the Command shall, by reason of Death or otherwise, be held by an Officer of inferior Rank), or by the Officer who at the Time shall be second in Command of the Ship by which such Search is made.

Art. III. The Commander of any Ship of the Two Navies, duly authorized as aforesaid, who may detain any Merchant Vessel in pursuance of the Tenor of the present Instructions, shall leave on board the Vessel so detained the Master, the Mate, or Boatswain, and Two or Three at least of the Crew thereof, the whole of the Slaves, if any, and all the Cargo.

1840 The Captor shall at the Time of Detention draw up in Writing an authentic Declaration which shall exhibit the State in which he found the detained Vessel, such Declaration to be signed by himself, and to be given in or sent together with the captured Vessel to the Mixed Court of Justice before which such Vessel shall be carried or sent for Adjudication.

He shall deliver to the Master of the detained Vessel a certified List of the Papers seized on board the same, as well as of the Number of Slaves found on board at the Moment of Detention.

In the authenticated Declaration which the Captor is hereby required to make, as well as in the certified List of the Papers seized, he shall insert his own Name, the Name of the capturing Ship, the Latitude and Longitude of the Place where the Detention shall have taken place, and the Number of Slaves found on board the Vessel at the Time of the Detention.

The Officer in charge of the Vessel detained shall, at the Time of his bringing the Vessel's Papers into the Mixed Court of Justice, deliver into the Court a Paper, signed by himself, and verified on Oath, stating any Changes which may have taken place in respect to the Vessel, her Crew, the Slaves (if any), and her Cargo, between the Period of her Detention and the Time of delivering in such Paper.

Art. IV. The Slaves shall not be disembarked till after the Vessel which contains them shall have arrived at the Place of Adjudication, in order that in the event of the Vessel not being adjudged legal Prize the Loss of the Proprietors may be more easily repaired; and even after the Slaves have arrived at such Place they are not to be landed without the Permission of the Mixed Court of Justice.

But if urgent Reasons, deduced from the Length of the Voyage, from the State of Health of the Slaves, or from other Causes, should require that either the Whole or a Portion of the Negroes should be disembarked before the Vessel can arrive at the Place at which one of the said Courts is established, the Commander of the capturing Ship may take upon himself the Responsibility of so disembarking the Negroes; provided that such Necessity and the Causes thereof be stated in a Certificate in proper Form, and that this

Annex (A.)

1840

To the Treaty between Great Britain and the Republic of Bolivia, for the Abolition of the Slave Trade of the Republic of Bolivia.

Instructions for the Ships of the British and Bolivian Navies employed to prevent the Traffic in Slaves.

Art. I. The Commander of any Ship belonging to the Navy of Her *Britannic* Majesty or of the Republic of *Bolivia*, which shall be furnished with these Instructions, shall have a Right to visit, search, and detain any *British* or *Bolivian* Merchant Vessel which shall be actually engaged or which shall be suspected to be engaged in the Slave Trade, or to be fitted out for the Purposes thereof, or to have been engaged in the Traffic in Slaves during the Voyage in which she may be met with by such Ship of the *British* or *Bolivian* Navy; and such Commander shall thereupon bring or send such Merchant Vessel as soon as possible for Judgment before that one of the Two Mixed Courts of Justice, established in virtue of Art. VII. of the said Treaty, which shall be the nearest to the Place of Detention, or which such Commander shall upon his own Responsibility think can be soonest reached from such Place.

Art. II. Whenever a Ship of either of the said Navies, duly authorized as aforesaid, shall meet a Merchantman liable to be visited under the Provisions of the said Treaty, the Search shall be conducted in the mildest Manner, and with every Attention which ought to be observed between allied and friendly Nations; and the Search shall in all Cases be made by an Officer holding a Rank not lower than that of Lieutenant in the Navy of *Great Britain* or of the Republic of *Bolivia* respectively (unless the Command shall, by reason of Death or otherwise, be held by an Officer of inferior Rank), or by the Officer who at the Time shall be second in Command of the Ship by which such Search is made.

Art. III. The Commander of any Ship of the Two Navies, duly authorized as aforesaid, who may detain any Merchant Vessel in pursuance of the Tenor of the present Instructions, shall leave on board the Vessel so detained the Master, the Mate, or Boatswain, and Two or Three at least of the Crew thereof, the whole of the Slaves, if any, and all the Cargo.

1840 Office, make Oath before the Court to which he is appointed, that he will conduct himself with due Respect for its Authority, and will act with Fidelity and Impartiality in all Matters relating to his said Office.

The Salary of the Secretary or Registrar of the Court to be established on the Coast of *Africa* shall be paid by Her *Britannic* Majesty, and that of the Secretary or Registrar of the Court to be established in the Possessions of the Republic of *Bolivia* shall be paid by the Government of the Republic of *Bolivia*.

Each of the Governments shall defray Half of the aggregate Amount of the incidental Expences of such Courts.

Art. II. The Expences incurred by the Officer charged with the Reception, Maintenance, and Care of the detained Vessel, Slaves, and Cargo, and with the Execution of the Sentence, and all Disbursements occasioned by bringing a Vessel to Adjudication, shall, in Case of Condemnation, be defrayed from the Funds arising from the Sale of the Materials of the broken-up Vessel, of the Ship's Stores, and of such Parts of the Cargo as shall consist of Merchandize; and in case the Proceeds arising from the Sale should not prove sufficient to defray such Expences, the Deficiency shall be made good by the Government of the Country within whose Territories the Adjudication shall have taken place.

If the detained Vessel shall be released, the Expences occasioned by bringing her to Adjudication shall be defrayed by the Captor, excepting in Cases specified and otherwise provided for under Art. X. of the Treaty to which these Regulations form an Annex, and under Art. VII. of these Regulations.

Art. III. The Mixed Courts of Justice are to decide upon the Legality of the Detention of such Vessels as the Cruisers of either Nation shall, in pursuance of the said Treaty, detain.

These Courts shall judge definitively, and without Appeal, all Questions which shall arise out of the Capture and Detention of such Vessels.

The Proceedings of these Courts shall take place with as little Delay as possible, and for this Purpose the Courts are required to decide each Case, as far as may be practicable, within the Space of Twenty Days, to be dated from the Day on which the detai-

ned Vessel shall have been brought into the Port where 1840
the deciding Court shall reside.

The final Sentence shall not in any Case be delayed beyond the Period of Two Months, either on account of the Absence of Witnesses or for any other Cause, except upon the Application of any of the Parties interested, in which Case, upon such Party or Parties giving satisfactory Security that they will take upon themselves the Expence and Risks of the Delay, the Courts may, at their Discretion, grant an additional Delay, not exceeding Four Months, either Party shall be allowed to employ such Counsel as he may think fit, to assist him in the Conduct of his Cause.

All the essential Parts of the Proceedings of the said Courts shall be written down in the Language of the Country in which the Courts shall respectively reside.

Art. IV. The Form of the Process shall be as follows: — The Judges appointed by the Two Nations respectively shall, in the first place, proceed to examine the Papers of the detained Vessel, and to take the Depositions of the Master or commander, and of Two or Three at least of the principal Individuals on board such Vessel, as well as the Declaration on Oath of the Captor, should such Declaration appear necessary to enable them to judge and to pronounce whether the said Vessel has been justly detained or not, according to the Stipulations of the aforesaid Treaty, so that according to the Judgment pronounced the Vessel may be condemned or released.

In the event of the Two Judges not agreeing as to the Sentence which they ought to pronounce, in any Case brought before them, either with respect to the Legality of the Detention, the Liability of the Vessel to Condemnation, or the Compensation to be allowed, or as to any other Question which may arise out of the said Capture, or if any Difference of Opinion should arise between them as to the Mode of Proceeding in the said Court, they shall draw by Lot the Name of One of the Two Arbitrators appointed as aforesaid, which Arbitrator, after having considered the Proceedings which have taken place, shall consult with the Two above-mentioned Judges, and the final Sentence or Decision shall be pronounced conformably to the Opinion of the Majority of the Three.

1840 Art. V. If the detained Vessel shall be restored by the Sentence of the Court, the Vessel and her Cargo, in the State in which they shall then be found, shall forthwith be given up to the Master, or to the Person who represents him; and such Master or other Person may, before the same Court, claim to have a Valuation made, in order to ascertain the Amount of the Damages to which he shall be entitled. The Captor himself, and in his Default his Government, shall remain responsible for the Damages which may definitively be pronounced to be due to the Master of such Vessel, or to the Owners of the Vessel or of her Cargo.

The Two High Contracting Parties bind themselves to pay, within the Term of a Year from the Date of the Sentence, the Costs and Damages which may be awarded by the above-named Court; it being mutually understood and agreed, that such Costs and Damages shall be made good by the Government of the Country of which the Captor shall be a Subject or Citizen.

Art. VI. If the detained Vessel shall be condemned, she shall be declared lawful Prize, together with her Cargo, of whatever Description it may be, with the Exception of the Slaves who shall have been brought on board for the Purposes of Commerce; and the said Vessel, in conformity with the Regulations in Art. XI. of the Treaty of this Date, shall, as well as her Cargo, be sold by public Sale, for the Profit of the Two Governments, subject to the Payment of the Expences herein-before mentioned.

The Slaves shall receive from the Court a Certificate of Emancipation, and shall be delivered over to the Government to whom belongs the Cruiser which made the Capture, to be dealt with according to the Regulations and Conditions contained in the Annex to this Treaty, *sub literâ*. (C.)

The Charges incurred for the Support and for the Return Voyage of the Commanders and Crews of condemned Vessels shall be defrayed by the Government of which such Commanders and Crews are the Subjects or Citizens.

Art. VII. The Mixed Courts of Justice shall also take cognizance of, and shall decide definitively, and without Appeal, all Claims for Compensation on account of Losses occasioned to Vessels and Cargoes detained under the Provisions of this Treaty, but which shall

not have been condemned as legal Prize by the said 1840 Courts; and in all Cases wherein Restitution of such Vessels and Cargoes shall be decreed (save as mentioned in Art. X. of the Treaty to which these Regulations form an Annex, and in a subsequent Part of these Regulations), the Court shall award to the Claimant or Claimants, or to his or their lawful Attorney or Attorneys, for his or their Use, a just and complete Indemnification for all Costs of Suit, and for all Losses and Damages which the Owner or Owners may have actually sustained by such Capture and Detention; (that is to say,)

First. In case of total Loss; the Claimant or Claimants shall be indemnified.

- (a) For the Ship, her Tackle, Equipment, and Stores.
- (b) For all Freights due and payable.
- (c) For the Value of the Cargo of Merchandize, if any, deducting all Charges and Expences payable upon the Sale of such Cargo, including Commission of Sale.
- (d) For all other regular Charges in such Case of total Loss.

Secondly. In all other Cases, not of total Loss, save as herein-after mentioned, the Claimant or Claimants shall be indemnified.

- (a) For all special Damages and Expences occasioned to the Ship by the Detention, and for Loss of Freight when due or payable.
- (b) For Demurrage, according to the Schedule annexed to the present Article.
- (c) For any Deterioration of the Cargo.
- (d) For all Premium of Insurance on additional Risks.

Further. The Claimant or Claimants shall be entitled to Interest at the Rate of Five *per Centum per Annum* on the Sum awarded, until such Sum is paid by the Government to which the capturing Ship belongs. The whole Amount of such Indemnifications shall be calculated in the Mouey of the Country to which the detained Vessel belongs, and shall be paid at the Rate of Exchange current at the Time of the Award.

The Two High Contracting Parties, however, have agreed, that if it shall be proved to the Satisfaction of the Judges of the Two Nations, and without Recourse to the Decision of an Arbitrator, that the Captor has been led into Error by the Fault of the Master or Commander of the detained Vessel, the detained Vessel in



1840 that Case shall not have the Right of receiving for the Time of her Detention the Demurrage stipulated by the present Article, nor any other Compensation for Losses, Damages, or Expences consequent upon such Detention.

Schedule of Demurrage or daily Allowance for a Vessel of

100 Tons to 120 inclusive	—	—	Livr. 5	<i>per Diem.</i>
121 — 150	—	—	6	—
151 — 170	—	—	8	—
171 — 200	—	—	10	—
201 — 220	—	—	11	—
221 — 250	—	—	12	—
251 — 270	—	—	14	—
271 — 300	—	—	15	—

And so in proportion.

Art. VIII. Neither the Judges, nor the Arbitrators, nor the Secretaries of the Mixed Courts of Justice, shall demand or receive from any of the Parties concerned in the Cases which shall be brought before such Courts any Emolument or Gift, under any Pretext whatsoever, for the Performance of the Duties which such Judges, Arbitrators, and Secretaries have to perform.

Art. IX. The Two High Contracting Parties have agreed, that in the event of the Death, Sickness, Absence on Leave, or other legal Impediment, of One or more of the Judges or Arbitrators composing the above-mentioned Courts respectively, the Post of such Judge or of such Arbitrator shall be supplied *ad interim* in the following Manner:

First. On the Part of Her *Britannic* Majesty, and in that Court which shall sit within the Possessions of Her said Majesty, if the Vacancy be that of the *British* Judge, his Place shall be filled by the *British* Arbitrator; and either in that Case, or if the Vacancy be originally that of the *British* Arbitrator, the Place of such Arbitrator shall be filled successively by the Governor or Lieutenant Governor resident in such Possession, by the principal Magistrate of the same, and by the Secretary of the Government; and the said Court so constituted as above shall sit, and in all Cases brought before them for Adjudication shall proceed to adjudge the same, and to pass Sentence accordingly.

Secondly. On the Part of *Great Britain*, and in

that Court which shall sit within the Possessions of the 1840
Republic of *Bolivia*, if the Vacancy by that of the *British* Judge, his Place shall be filled by the *British* Arbitrator; and either in that Case, or if the Vacancy be originally that of the *British* Arbitrator, the Place of *British* Arbitrator shall be filled successively by the *British* Consul and *British* Vice Consul, if there be a *British* Consul or *British* Vice Consul appointed to and resident in such Possession; and if the Vacancy be both of the *British* Judge and of the *British* Arbitrator, then the Vacancy of the *British* Judge shall be filled by the *British* Consul, and that of the *British* Arbitrator by the *British* Vice Consul; if there be a *British* Consul and a *British* Vice Consul appointed to and resident in such Possession; and if there shall be no *British* Consul or *British* Vice Consul to fill the Place of *British* Arbitrator, then the *Bolivian* Arbitrator shall be called in in those Cases in which a *British* Arbitrator, if there were any, would be called in; and in case the Vacancy be both of the *British* Judge and *British* Arbitrator, and there be neither *British* Consul nor *British* Vice Consul to fill *ad interim* the Vacancies, then the *Bolivian* Judge and *Bolivian* Arbitrator shall sit, and in all Cases brought before them for Adjudication shall proceed to adjudge the same, and pass Sentence accordingly.

Thirdly. On the Part of the Republic of *Bolivia*, and in that Court which shall sit within the Territories of the said Republic, if the Vacancy be that of the *Bolivian* Judge, his Place shall be filled by the *Bolivian* Arbitrator; and either in that Case, or if the Vacancy be originally that of the *Bolivian* Arbitrator, the Place of such Arbitrator shall be filled successively by the highest Civil Authority resident in such Possession, by the principal Magistrate of the same, and by the Secretary of the highest Civil Authority; and the said Court so constituted as above shall sit, and in all Cases brought before them for Adjudication shall proceed to adjudge the same, and pass Sentence accordingly.

Fourthly. On the Part of the Republic of *Bolivia* and in that Court which shall sit within the Possessions of Her *Britannic* Majesty, if the Vacancy be that of the *Bolivian* Judge, his Place shall be filled by the *Bolivian* Arbitrator; and either in that Case, or if the

1840 Vacancy be originally that of the *Bolivian* Arbitrator, the Place of Arbitrator shall be filled successively by the *Bolivian* Consul and *Bolivian* Vice Consul, if there be a *Bolivian* Consul or Vice Consul appointed to and resident in such Possession; and if the Vacancy be both of the *Bolivian* Judge and of the *Bolivian* Arbitrator, then the Vacancy of the *Bolivian* Judge shall be filled by the *Bolivian* Consul, and that of the *Bolivian* Arbitrator by the *Bolivian* Vice Consul, if there be a *Bolivian* Consul and a *Bolivian* Vice Consul appointed to and resident in such Possession; and in the Case in which there be no *Bolivian* Consul or Vice Consul to fill the Place of *Bolivian* Arbitrator, then the *British* Arbitrator shall be called in in those Cases in which a *Bolivian* Arbitrator would be called in; and in case the Vacancy be both of the *Bolivian* Judge and *Bolivian* Arbitrator, and there be neither *Bolivian* Consul nor *Bolivian* Vice Consul to fill *ad interim* the Vacancies, then the *British* Judge and *British* Arbitrator shall sit, and in all Cases brought before them for Adjudication shall proceed to adjudge the same, and to pas Sentence accordingly.

The highest Civil Authority of the Settlement wherein either of the Mixed Courts of Justice shall sit shall, in the event of a Vacancy arising either of the Judge or the Arbitrator of the other High Contracting Party, forthwith give Notice of the same to the highest Civil Authority of the nearest Settlement of such other High Contracting Party, in order that such Vacancy may be supplied at the earliest possible Period; and each of the High Contracting Parties agrees to supply definitively, as soon as possible, the Vacancies which may arise in the above-mentioned Courts from Death, or from any other Cause whatever.

The undersigned Plenipotentiaries have agreed, in conformity with Art. XIII. of the Treaty signed by them on this Day, the Twenty-fifth of *September* of One thousand eight hundred and forty, that the preceding Regulations, consisting of Nine Articles, shall be annexed to the said Treaty, and considered as an integral Part thereof.

The Twenty-fifth Day of *September* of One thousand eight hundred forty.

(L. S.) BELFORD HINTON WILSON.

(L. S.) JOSE M^a LINARES.

Annex (C.)

1840

Regulations for the good Treatment of liberated Negroes.

Art. I. The Object and Spirit of these Regulations is, to secure to Negroes liberated by virtue of the Stipulations of the Treaty to which these Regulations form an Annex, marked (C.), permanent good Treatment and full and complete Freedom, in conformity with the humane Intentions of the High Contracting Parties.

Art. II. Immediately after Sentence of Condemnation shall have been passed by a Mixed Court of Justice established under the Treaty to which these Regulations form an Annex, on a Vessel charged with being concerned in illegal Slave Trade, all Negroes who were on board such Vessel, and who were brought on board for the Purpose of Traffic, shall be delivered over to the Government to whom belongs the Cruiser which made the Capture.

Art. III. If the Cruiser which made the Capture is *British*, the *British* Government engages that the Negroes shall be treated in exact Conformity with the Laws in force in the *British* Colonies for the Regulation of free or of emancipated Negroes.

Art. IV. If the Cruiser which made the Capture is *Bolivian*, then the Negroes shall be delivered over to the *Bolivian* Authorities of that Place in the Dominions of the Republic of *Bolivia* in which the Mixed Court of Justice is established; and the *Bolivian* Government solemnly engages that such Negroes shall there be treated strictly according to the Regulations actually in force in the Republic of *Bolivia* with respect to free Negroes, or according to such Regulations as may in future be established in the Republic of *Bolivia* in this respect; and which Regulations shall always have in view the humane Object of securing honestly and faithfully to emancipated Negroes the unmolested Enjoyment of their Liberty, good Treatment, a Knowledge of the Tenets of the Christian Religion, Advancement in Morality and Civilization, and sufficient Instruction in the mechanical Arts in order that the said emancipated Negroes may be enabled to earn their own Subsistence, whether as Artizans, Mechanics, or Servants.

Art. V. For the Purpose which is explained in

1840 Art. VI. there shall be kept in the Office of the principal Civil Authority of the Part of the Possessions of the Republic of *Bolivia* where the Mixed Court of Justice resides, a Register of all emancipated Negroes, in which shall be entered with scrupulous Exactness the Names given to the Negroes, the Names of the Vessel in which they were captured, the Names of the Persons to whose Care they have been committed, and any other Circumstances likely to contribute to the End in view.

Art. VI. The Register to which the preceding Article refers will serve to form a general Return, which the highest Civil Authority of that Part of the Possessions of the Republic of *Bolivia* where the Mixed Court of Justice resides shall be bound to deliver every Six Months to the aforesaid Mixed Commission, in order to show the Existence of the Negroes emancipated under this Treaty, the Improvement made in their Condition, and the Progress made in their religious and moral Instruction and in the Arts of Live. The aforesaid Return shall also specify the Names and Descriptions of such of the emancipated Negroes as shall have died during the Period for which the Return is made up.

Art. VII. The High Contracting Parties agree, that if in future it should appear necessary to adopt new Measures, in consequence of those laid down in this Annex turning out inefficacious, the said High Contracting Parties will consult together, and will agree upon other Means better adapted for the complete Attainment of the Objects proposed.

Art. VIII. The undersigned Plenipotentiaries have agreed, in conformity with Art. XIII. of the Treaty signed by them on this Day the Twenty-fifth of *September* One thousand eight hundred and forty, that this Annex, consisting of Eight Articles, shall be united to the said Treaty, and be considered an integral Part thereof.

The Twenty-fifth Day of *September* of One thousand eight hundred and forty.

(L. S.) BELFORD HINTON WILSON.
(L. S.) JOSE M^a LINARES.

*Articles additional to the Treaty concluded this 1840
Twenty-fifth Day of September of One thousand
eight hundred and forty, between Her Britannic
Majesty and the Republic of Bolivia, for the Sup-
pression of the Slave Trade.*

Art. I. It is agreed and understood, that if there should be any Delay in appointing the Judge and the Arbitrator to be nominated on the Part of the Republic of *Bolivia* to act in each of the Mixed Courts of Justice to be established under this Treaty, or if those Officers, after being appointed, should at any Time be absent, then and in either of such Cases the Judge and Arbitrator appointed on the Part of Her *Britannic* Majesty, and present in the said Courts, shall in the Absence of the *Bolivian* Judge and Arbitrator, proceed to open the said Courts, and to adjudge such Cases as may be brought before them under the Treaty; and the Sentence pronounced upon such Cases by the said *British* Judge and Arbitrator shall have the same Force and Validity as if the Judge and the Arbitrator on the Part of *Bolivia* had been appointed and had been present and acting in the Mixed Courts in the Cases in question.

Art. II. It is also agreed, notwithstanding the Provisions of the First Article of the Annex (B.), that so long as no *Bolivian* Judge and Arbitrator are nominated it will be unnecessary for the Republic of *Bolivia* to nominate the Secretary or Actuary mentioned in the said Article; that in the meanwhile the Secretary or Actuary of the Court which may exist within the Territory of the Republic of *Bolivia* shall be named and paid by the Government of Her *Britannic* Majesty, and that the entire Expence of both the Courts to be established under this Treaty shall be borne by the Government of Her *Britannic* Majesty.

Art. III. If, in the drawing up of this Treaty in the *Spanish* Language, any involuntary Error has been made in the Translation, the *English* Text is to be adhered to.

The present additional Articles shall form an integral Part of the Treaty for the Suppression of the Slave Trade signed this Day, and shall have the same Force and Validity as if they were inserted Word for Word in that Treaty, and shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged at the same Time.

506 *Traité entre la Grande-Bretagne*

1840 In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto their respective Seals.

Done at *Sucré*, the Twenty-fifth Day of *September* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and forty.

(L. S.)

BELFORD HINTON WILSON.

(L. S.)

JOSE M^a LINARES.

32.

Traité entre la Grande-Bretagne et la République de Texas sur l'abolition du trafic d'esclaves. Signé à Londres le 16 Novembre 1840.

(Public general Statutes passed in the 6th and 7th year of the reign of Her Majesty Queen Victoria. Lond. 1843 p. 142 sqq.)

Art. I. Her Majesty the Queen of the United Kingdom of *Great Britain* and *Ireland* and the Republic of *Texas* engage to prohibit *African Slave Trade*, either by their respective Subjects or Citizens, or under their respective Flags, or by means of Capital belonging to their respective Subjects or Citizens, and to declare such Trade Piracy; and the High Contracting Parties further declare, that any Vessel attempting to carry on the Slave Trade shall by that Act alone lose all Right to claim the Protection of their Flags

Art. II. In order more completely to accomplish the Object of the present Treaty, the High Contracting Parties mutually consent that those Ships of their respective Navies which shall be provided with special Warrants and Orders, according to the Form in Annex (A.) to this Treaty, may visit such Merchant Vessels of either of the High Contracting Parties as may upon reasonable Grounds be suspected of being engaged in the aforesaid Traffic in Slaves, or of having been fitted out for that Purpose, or of having, during the Voyage on which they are met with by the said Cruisers, been engaged in the aforesaid Traffic; and that such Cruisers may detain and send or carry away such Vessels, in

order that they may be brought to Trial in the Manner 1840 herein-after agreed upon.

But the above-mentioned Right of searching Merchant Vessels of either of the High Contracting Parties shall be exercised only by Ships of War whose Commanders shall have the Rank of Captain, or at least that of Lieutenant in the Navy, unless the Command shall by reason of Death or otherwise be held by an Officer of inferior Rank; and the Commander of such Ship of War shall be furnished with a Warrant according to the Form annexed to this Treaty, Letter (A.); and the said Right shall not be exercised within the *Mediterranean Sea*, nor within those Seas in *Europe* which lie without the *Straits of Gibraltar* and to the Northward of the Thirty-seventh Parallel of North Latitude, and within and to the Eastward of the Meridian of Longitude Twenty Degrees West of *Greenwich*, nor in the Gulf of *Mexico* to the Northward of the Twenty-fifth Parallel of North Latitude, nor to the Westward of the Ninetieth Degree of Longitude West of *Greenwich*.

Art. III. Each of the High Contracting Parties reserves to itself the Right to fix according to its own Convenience the Number of Ships of its Navy which shall be employed on the Service mentioned in the Second Article of this Treaty, and the Stations on which such Ships shall cruise.

The Names of the Ships so to be employed and of their Commanders shall be communicated by each Contracting Party to the other; and the Information shall be reciprocally given by each to the other when a Cruiser is moved from or to a cruising Station, in order that the necessary Warrants for the Cruisers may be delivered by the Government of either Party, as the Case may be, and may, when no longer wanted for Use under this Treaty, be returned to the Government which issued them by the Government which received them.

Art. IV. Immediately after the Government which employs the Cruisers shall have notified to the Government which is to authorize the Visit the Number and Names of the Cruisers intended to be employed, the Warrants authorizing the Visit shall be made out according to the Form annexed to this Treaty, Letter

1840 (A.), and shall be delivered by the Government authorizing the Visit to the Government employing the Cruiser.

In no Case shall the Right of mutual Visit be exercised upon the Ships of War of either Nation.

The High Contracting Parties shall agree upon a particular Signal to be used by those Cruisers exclusively which are invested with the Right of Visit.

Art. V. The Cruisers of the High Contracting Parties authorized to exercise the Right of Visit and Detention in execution of this Treaty shall, in all that relates to the Formalities of the Visit and of the Detention, as well as in regard to the Measures to be taken for delivering up to the proper Jurisdictions Vessels suspected of being engaged in the Slave Trade, conform strictly to the Instructions annexed to the present Treaty Letter (B.)

The High Contracting Parties reserve to themselves the Power of making in these Instructions, by common Consent, any Alterations which Circumstances may render necessary.

The Cruisers of the High Contracting Parties shall afford to each other mutual Assistance on all Occasions when it may be useful that they should act in concert.

Art. VI. Whenever a Merchant Vessel navigating under the Flag of either of the Contracting Parties shall have been detained by a Cruiser of the other duly authorized to that Effect conformably to the Provisions of this Treaty, such Merchant Vessel, as also her Master her Crew, her Cargo, and the Slaves who may be on board of her, shall be carried to such Place as shall have been appointed to that end by the Contracting Parties respectively, and they shall be delivered over to the Authorities appointed for that Purpose by the Government within whose Territory such Place shall be, to be proceeded against before the proper Tribunals, as herein - after directed.

When the Commander of the Cruiser shall not think proper to take upon himself to carry in and deliver up the detained Vessel, he shall not intrust that Duty to an Officer below the Rank of Lieutenant in the Navy, unless it be to the Officer who at the Time shall not be lower than Third in Command of the detaining Ship.

Art. VII. If the Commander of a Cruiser of either of the Contracting Parties shall have Reason to

suspect that a Merchant Vessel navigating under Con- 1840
roy of or in company with a Ship of War of the other
Contracting Party has been engaged in the Slave Trade,
or has been fitted out for the said Trade, he is to make
known his Suspicions to the Commander of the Ship
of War, who shall proceed alone to visit the suspected
Vessel; and if the last-mentioned Commander shall find
that the Suspicion is well founded, he shall cause the
Vessel, together with her Master, her Crew, and the
Cargo, and the Slaves who may be on board of her,
to be taken into a Port of her own Nation, to be pro-
ceeded against before the proper Tribunals, as herein-
after directed.

Art. VIII. As soon as any Merchant Vessel detai-
ned and sent in for Adjudication shall arrive at the
Port to which she is to be carried under the Provi-
sions of Annex (B.) to this Treaty, the Commander of
the Cruiser which shall have detained her, or the Offi-
cer appointed to bring her in, shall deliver to the Au-
thorities appointed for that Purpose a Copy, signed by
himself, of all the Lists, Declarations, and other Do-
cuments specified in the Instructions which are annexed
to the present Treaty, Letter (B.); and the said Au-
thorities shall in consequence proceed to a Survey of
the detained Vessel and her Cargo, and to an Inspec-
tion of her Crew and of the Slaves who may be on
board, after having previously given Notice of the Time
of such Survey and Inspection to the Commander of
the Cruiser, or to the Officer who shall have brought
in the Vessel, in order that he, or some Person on
his Behalf, may be present thereat.

A Declaration of these Proceedings shall be drawn
up in Duplicate, signed by the Persons who shall have
acted therein, or who shall have been present at the
same; and one of the said Declarations shall be deli-
vered to the Commander of the Cruiser, or to the Of-
ficer who shall have been appointed to bring in the
detained Vessel.

Art. IX. Any Merchant Vessel of either of the High
Contracting Parties which shall be visited and detained
in pursuance of the Provisions of this Treaty shall, un-
less Proof be given to the contrary, be deemed to have
been engaged in the *African* Slave Trade, or to have
been fitted out for the Purposes of such Traffic, if any

1840 of the Particulars herein-after specified shall be found in her Outfit or Equipment, or to have been on board during the Voyage in which the Vessel was proceeding when captured; (*videlicet*.)

First. Hatches with open Gratings, instead of the close Hatches which are usual in Merchant Vessels.

Secondly. Divisions or Bulkheads in the Hold or on Deck in greater Number than are necessary for Vessels engaged in lawful Trade.

Thirdly. Spare Plank fitted for being laid down as a Second or Slave Deck.

Fourthly. Shackles, Bolts, or Handcuffs.

Fifthly. A larger Quantity of Water in Casks or in Tanks than is requisite for the Consumption of the Crew of the Vessel as a Merchant Vessel.

Sixthly. An extraordinary Number of Water Casks or of other Receptacles for holding Liquid, unless the Master shall produce a Certificate from the Custom House at the Place from which he cleared Outwards, stating that sufficient Security had been given by the Owners of such Vessels that such extra Quantity of Casks or of other Receptacles should only be used to hold Palm Oil, or for other Purposes of lawful Commerce.

Seventhly. A greater Quantity of Mess Tubs or Kitchens than are requisite for the Use of Crew of the Vessel as a Merchant Vessel.

Eighthly. A Boiler or other cooking Apparatus of an unusual Size, and larger, or fitted for being made larger, than requisite for the Use of the Crew of the Vessel as a Merchant Vessel; or more than One Boiler or other cooking Apparatus of the ordinary Size.

Ninthly. An extraordinary Quantity of Rice, of the Flour of *Brazil*, Manioc or Cassada, commonly called Farina, of Maize, or of *Indian* Corn, or of any other Article of Food whatever, beyond what might probably be requisite for the Use of the Crew; such Rice, Flour, Maize, *Indian* Corn, or other Article of Food not being entered in the Manifest as Part of the Cargo for Trade.

Tenthly. A Quantity of Mats or Matting greater than is necessary for the Use of the Vessel as a Merchant Vessel.

Any One or more of these several Things, if proved to have been found on board or to have been on be-

ard during the Voyage on which the Vessel was proceeding when captured, shall be considered as *prima facie* Evidence of the actual Employment of the Vessel in the *African* Slave Trade; and the Vessel shall thereupon be condemned, and be declared lawful Prize, unless clear and incontestable Evidence on the Part of the Master or Owners shall establish, to the Satisfaction of the Court, that such Vessel was, at the Time of her Detention or Capture, employed in some legal Pursuit, and that such of the several Things above enumerated as were found on board her at the Time of her Detention, or which had been put on board her during the Voyage on which she was proceeding when captured, were needed for legal Purposes on that particular Voyage.

Art. X. A Vessel detained as before mentioned, together with her Master, Crew, and Cargo, shall be forthwith proceeded against before the proper Tribunals of the Country to which she belongs, and shall be tried and adjudged by and according to the established Forms and Laws in force in that Country; and if in consequence of such Proceedings the said Vessel shall be found to have been employed in the *African* Slave Trade, or to have been fitted out for the Purposes thereof, the Vessel and her Equipments, and her Cargo of Merchandize, shall be confiscated, and the Master, the Crew, and the Accomplices shall be dealt with conformably to the Laws by which they have been tried.

If the said Vessel shall be confiscated, the Proceeds arising from her Sale shall, within Six Months from the Date of such Sale, be paid into the Hands of the Government of the Country to which the Captor belongs, to be distributed according to Law among the Officers and Crew of the capturing Ship.

Art. XI. If any of the Things specified in Article IX. of this Treaty shall be found on board or to have been on board of any Merchant Vessel during the Voyage on which the Vessel was proceeding when captured, no Compensation for Losses, Damages, or Expences consequent upon the Detention of such Vessel shall in any Case be granted either to her Master or to her Owner, or to any other Person interested in her Equipment or Lading, even though Sentence of Con-

1840 demnation should not be pronounced against her, in consequence of her Detention.

Art. XII. In all Cases in which a Vessel shall under this Treaty be detained as having been engaged in the *African Slave Trade*, or as having been fitted out for the Purposes thereof, and shall be adjudged and confiscated accordingly, the Government whose Cruiser detained the Vessel, or the Government by whose Tribunal the Vessel may be condemned, may purchase the condemned Vessel for the Use of its Navy, at a Price to be fixed by a competent Person to be chosen for that Purpose by the said Tribunal, the Government whose Cruiser detained the condemned Vessel having the first Choice of purchasing her; but if the condemned Vessel shall not be so purchased, the said Vessel shall, immediately after the Sentence of Confiscation, be broken up entirely, and shall be sold in separate Parts after having been so broken up.

Art. XIII. When a Merchant Vessel detained under this Treaty shall, upon Adjudication before the proper Tribunal, be held not to have been engaged in the *African Slave Trade*, and not to be fitted up for the Purposes thereof, she shall be restored to her lawful Owner or Owners; and if in the Course of Adjudication it shall be proved that she has been visited and detained illegally or without sufficient Cause of Suspicion, or if it shall be proved that Visit and Detention have been attended with any Abuse or with vexatious Acts, the Commander of the Cruiser, or the Officer who shall have boarded the said Vessel, or the Officer who shall have been appointed to bring her in, and under whom (as the Case may be) the Abuse or vexatious Acts shall have been committed, shall be liable to Costs and Damages, to be paid to the Master and to the Owners of the Vessel and Cargo.

These Costs and Damages may be awarded by the Tribunal before which the Proceedings against the detained Vessel, her Master, Crew, and Cargo, shall have been instituted; and the Government of the Country to which the Officer whose Proceedings gave occasion for such Award belongs shall pay the Amount of the said Costs and Damages within the Period of One Year from the Date of the Award.

Art XIV. If in the Visit or Detention of a Mer-

chant Vessel under this Treaty any Abuse or Vexation shall have been committed, and if the Vessel shall not have been delivered over to the Jurisdiction of her own Nation, the Master of the Vessel shall make a Declaration on Oath of the Abuses or Vexations of which he has to complain, and of the Costs and Damages to which he lays claim; and this Declaration shall be made by him before the competent Authorities in the first Port of his own Country at which he may arrive, or before the Consular Agent of his own Nation at a Foreign Port where there is such Agent. 1840

This Declaration shall be confirmed by an Examination upon Oath of the principal Persons among the Crew or Passengers who have witnessed the Visit or Detention; and a formal Statement of the whole shall be drawn up, and Two Copies thereof shall be delivered to the Master, who shall forward One of them to his own Government in support of his Claim for Costs and Damages.

It is understood, that if any Circumstances should unavoidably prevent the Master from making this Declaration, it may be made by the Owner, or by any other Person interested in the Vessel and in her Cargo.

On receiving officially a Copy of the formal Statement above mentioned the Government of the Country to which the Officer so charged with Abuses and Vexation shall belong shall forthwith institute an Inquiry into the Matter; and if the Complaint be proved to be valid, the said Government shall cause to be paid to the Master or Owner, or to any other Person interested either in the Vessel which has been molested or in her Cargo, the proper Amount of Costs and Damages.

Art. XV. The High Contracting Parties engage reciprocally to communicate each to the other, when asked to do so, and free of Expence, Copies of Proceedings instituted, and of Judgments given, relative to Vessels visited or detained in execution of the Provisions of this Treaty.

Art. XVI. The High Contracting Parties agree to insure the immediate Freedom of all Slaves who shall be found on board Vessels detained and condemned in virtue of the Stipulations of the present Treaty; and or this Purpose it is agreed that all Slaves found on

1840 board a *Texian* Vessel detained in the *West Indies* shall, if the Vessel be condemned by the *Texian* Tribunals, be delivered over by the *Texian* to the *British* Authorities, to be conveyed, at the Expence of the *British* Government, to some one of the *British* Colonies in the *West Indies*; and in regard to *Texian* Vessels detained on the Coast of *Brazil* or on the Coast of *Africa*, it is further agreed that, in order that any Slaves found on board such Vessels may not be exposed to the Sufferings which would attend a Voyage to *Texas*, such Slaves shall, notwithstanding any thing to the contrary in Articles VI. and VII. of this Treaty, be carried or sent at once by the Commander of the capturing Cruiser to one of the *British* Settlements on the Coast of *Africa*, the Vessel herself being sent on to *Galveston* for Adjudication.

Art. XVII. The Acts or Instruments annexed to this Treaty, and which it is mutually agreed shall form an integral Part thereof, are as follows :

(A.) Forms of Warrants to authorize, and of Orders to guide, the Cruisers of either Nation in making Visits and Detentions under this Treaty.

(B.) Instructions for the Cruisers of the respective Navies employed under this Treaty to prevent the *African* Slave Trade.

Art. XVIII. The present Treaty, consisting of Eighteen Articles, shall be ratified, and the Ratifications thereof shall be exchanged in *London* in Nine Months from this Date, or sooner if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the Seals of their Arms.

Done at *London*, the Sixteenth Day of *November* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and forty.

(L. S.) PALMERSTON.

(L. S.) J. HAMILTON.

Annex (A.)

1840

To the Treaty between Great Britain and the Republic of Texas for the Suppression of African Slave Trade; signed at London, November the Sixteenth in the Year One thousand eight hundred and forty.

Form I. Warrant in virtue of which a Cruiser of either of the High Contracting Parties may visit and detain a Merchant Vessel belonging to or bearing the Flag of the other, and suspected of African Slave Trade, or of being fitted out for it.

Whereas by a Treaty between Great Britain and the Republic of Texas, signed at London on the Sixteenth Day of November in the Year One thousand eight hundred and forty, for the total Extinction of the African Slave Trade, it was stipulated that certain Cruisers belonging to the said Countries respectively should be authorized, under the special Instructions thereto annexed, to visit and detain within particular Limits Merchant Vessels of the other Contracting Party engaged in the African Slave Trade, or suspected of being fitted out for that Traffic: And whereas the Government of _____ has thought fit that the Vessel you command shall be one of the Cruisers furnished with the said special Instructions, and you will accordingly receive Instructions from the said Government for your Guidance on the said Service; you are therefore authorized and empowered by virtue of those Instructions and of this present Warrant to visit Merchant Vessels under the Flag suspected of being engaged in the African Slave Trade, within the Limits set forth in the Second Art. of the aforesaid Treaty, and to deal with such Vessels as shall have engaged in the African Slave Trade, or shall be suspected of being fitted out for that Traffic, as pointed out in the said Treaty and in the Instructions thereunto annexed.

Given under our Hands and the Seal of the Office of Admiralty, this _____ Day of _____
One thousand eight hundred and _____
(Signature.)

To the Commander of the
the

Ship

516 *Traité entre la Grande - Bretagne*

1840 Form II. *Order for the Guidance of the Commander of the Cruiser of either of the High Contracting Parties in visiting and detaining a Merchant Vessel belonging to or bearing the Flag of the other.*

Whereas by a Treaty between *Great Britain* and the Republic of *Texas*, signed at *London* on the Sixteenth Day of *November* in the Year One thousand eight hundred and forty, for the total Extinction of the *African Slave Trade*, it was stipulated that certain Cruisers belonging to the said Countries respectively should be authorized under the special Instructions thereto annexed to visit and detain, within particular Limits, Merchant Vessels of the other Contracting Party engaged in the *African Slave Trade*, or suspected of being fitted out for that Traffic: And whereas we think fit that the Vessel you command shall be one of the

Cruisers furnished with the said special Instructions; we herewith transmit to you a Copy of the said Treaty and of the Instructions thereto annexed; and you are accordingly authorized and empowered by virtue of this present Order and of the accompanying Warrant from the Government of to visit, within the Limits set forth in the Second Art. of the aforesaid Treaty, Merchant Vessel under the

Flag suspected of being engaged in the *African Slave Trade*, and to deal with such Vessels as shall have engaged in the said Traffic, or shall be suspected of being fitted out for that Traffic in the Manner pointed out in the said Treaty, Instructions, and Warrant; and we charge and require you to conform most strictly to all the Provisions and Stipulations contained therein, taking care to exercise the Authority so conferred upon you in the mildest Manner, and with every Attention which is due between allied and friendly Nations, and to co-operate cordially with the Commanders of any Vessels of War employed in the same Service.

Given under our Hands the _____ Day of _____
One thousand eight hundred and _____
(Signature.)

To the Commander of the _____ Ship
the _____

These Forms of Warrants and Orders shall be annexed to the Treaty signed this Day between *Great*

Britain and the Republic of Texas for the Suppression of African Slave Trade, and shall be considered an integral Part of that Treaty.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Annex, and have affixed thereto the Seals of their Arms.

Done at London, the Sixteenth Day of November the Year of our Lord One thousand eight hundred and forty.

(L. S.) PALMERSTON.
(L. S.) J. HAMILTON.

A n n e x (B.)

the Treaty between Great Britain and the Republic of Texas for the Suppression of African Slave Trade, signed at London, November the sixteenth in the Year One thousand eight hundred and forty.

Instructions to Cruisers.

First. Whenever a Merchant Vessel belonging to a Nation bearing the Flag of either of the High Contracting Parties to the Treaty of this Date shall be visited by a Cruiser of the other, the Officer commanding the Cruiser shall, before he proceeds to the Visit, exhibit to the Master of such Vessel the special Orders which confer upon him by Exception the Right to visit her; and he shall deliver to such Master a Certificate, signed by himself, specifying his Rank in the Navy of his Country, with the Name of the Ship which he commands, and declaring that the only Object of his Visit is to ascertain whether the Vessel is engaged in the African Slave Trade, or is fitted out for the Purpose of such Traffic, or has been engaged in the said Traffic during the Voyage in which she is met with by the Cruiser. When the Visit is made by an Officer of a Cruiser other than her Commander, such Officer shall be not under the Rank of Lieutenant in the Navy, and shall be the Officer who at the Time is Second in Command of the Ship by which the Visit is made; and in these Cases such Officer shall exhibit to the Master of the Merchant Vessel a Copy of the special Orders above mentioned, signed by the Commander of the Cruiser, and shall likewise deliver to such Master

Fourthly. No Person whatever shall be taken out of any detained Vessel, nor shall any Part of her Cargo or any of the Slaves found on board be removed from until after such Vessel shall have been delivered to the Authorities of her own Nation, excepting the Cases otherwise provided for in the Treaty to which these Instructions form an Annex or in the said Instructions, or unless the Removal of the Whole or Part of the Crew or of the Slaves found on board shall be deemed necessary, either for the Preservation of their Lives or from any other Consideration of Humanity, or for the Safety of the Persons who shall be charged with the Navigation of the Vessel after her Detention; in any such Case the Commander of the Cruiser, or the Officer appointed to bring in the detained Vessel, shall make a Declaration of such Capture, in which he shall specify the Reasons for the same; and, except as otherwise provided for with respect to Slaves in the said Treaty or in these Instructions, the Master, Sailors, Passengers, or Slaves so captured shall be carried to the same Port or Place as the Vessel and her Cargo, and they shall be received in the same Manner as the Vessel, agreeably to the Regulations herein-after set forth.

Fifthly. All *Texian* Vessels which shall be detained by the Cruisers of *Great Britain* in consequence of being engaged in the *African* Slave Trade shall be captured and delivered up to the *Texian* Jurisdiction at *Galveston*; but any Slaves found on board of *Texian* Vessels detained on the Coast of *Brazil* or on the Coast of *Africa*, whether by a *British* or by a *Texian* Cruiser, under the Treaty to which the Instructions form an Annex, shall at once be carried or sent by the Commander of the capturing Cruiser to one of the *British* Settlements on the Coast of *Africa*; and any Slaves found on board of *Texian* Vessels detained in the *West Indies*, whether by a *British* or a *Texian* Cruiser, under the Treaty to which these Instructions form an Annex, shall, together with the Vessel so detained, be carried, and delivered up to the *Texian* Authorities at *Galveston*, to be disposed of after Adjudication according to the Provisions of the said Treaty. All *British* Vessels which shall be detained by the Cruisers of *Texas* in consequence of being engaged in

1840 the African Slave Trade shall, together with the Slaves found on board, be carried and delivered up to the British Jurisdiction at *Bathurst* on the River *Gambia* if taken off the Coast of *Africa*, or at *Port Royal* in *Jamaica* if taken in the *West Indies*.

Sixthly. As soon as a Merchant Vessel which shall have been detained as aforesaid shall arrive at one of the Ports or Places above mentioned, the Commander of the Cruiser, or the Officer appointed to bring such detained Vessel, shall forthwith deliver to the Authorities duly appointed for that Purpose by the Government within whose Territory such Place shall be the Vessel and her Cargo, together with the Mast, Crew, and Passengers, and the Slaves found on board, unless such Slaves shall have been carried or sent to another Port or Place as herein-before directed, also the Papers which shall have been seized on board the Vessel, and one of the Duplicate Lists of the said Papers, retaining the other in his own Possession. The Officer shall at the same Time deliver to the said Authorities one of the Declarations made out in Duplicate as herein-before specified, adding thereto a Statement of any Changes which may have taken place from the Time of the Detention of the Vessel to that of the delivery, as well as a Copy of the Statement of any removals which may have taken place as above provided for.

In delivering over these several Documents the Officer shall make in Writing and on Oath, an Attestation of their Truth.

Seventhly. If the Commander of a Cruiser of either of the High Contracting Parties, who shall be duly furnished with the aforesaid special Instructions, shall have Reason to suspect that a Merchant Vessel sailing in Convoy of or in company with a Ship of War of the other Party is engaged in the *African Slave Trade* has been fitted out for the Purpose of that Traffic, or has been engaged in the said Traffic during the Voyage in which she is met with by the said Cruiser, he shall confine himself to communicating his Suspicions to the Commander of the Ship of War, and he shall leave it to the latter to proceed alone to visit the suspected Vessel, and to deliver her up to the Jurisdiction of her own Country, if there should be Cause for doing

These Instructions shall be annexed to the Treaty 1840 signed this Day between *Great Britain* and the Republic of *Texas* for the Suppression of *African Slave Trade*, and shall be considered as an integral Part of that Treaty.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Annex, and have affixed thereto the Seals of their Arms.

Done at *London*, the Sixteenth Day of *November* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and forty.

(L. S.) PALMERSTON.
(L. S.) J. HAMILTON.

Act for carrying into effect the Treaty between Her Majesty and the Republic of Texas for the suppression of the African Slave Trade.

11th Avril 1843.

Whereas on the 16 Day of November in the year of our Lord 1840 a Treaty was concluded and signed at London between Her Majesty Queen of the United Kingdom of Great-Britain and Ireland and the Republic of Texas for the Suppression of the African Slave Trade, whereby it was agreed as follows;

(Suit le texte du traité)

And Whereas the said Treaty was ratified by and between Her Majesty and the Republic of *Texas*, and such Ratifications were exchanged at *London* on the Eighteenth Day of *June* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and forty-two: And whereas it is expedient and necessary that effectual Provision should be made for carrying into execution the Provisions of the Treaty aforesaid, and the Articles additional thereto; be it therefore enacted by the Queen's most Excellent Majesty, by and with the Advice and Consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the Authority of the same, that it shall be lawful for any Officer commanding any Ship of War of Her Majesty or of the Republic of *Texas*, who shall be duly instructed and authorized according to the several Provisions of the said Treaty, and within the Waters therein described, to visit and search any Merchant

1840 Vessel of either of the said Two Nations liable to Suspicion, and suspected of having engaged in or of having been employed in the Slave Trade, or of having been fitted out for the Purposes of such Traffic, according to the several Provisions and Instructions of the said Treaty, and upon sufficient Grounds to detain, and send or carry away, and deliver over without Delay any such Vessel, together with its Master, Crew, Passengers, Slaves, and Cargo, to the Authorities appointed for the Purposes of the said Treaty by the respective Governments of the said Two Nations, and to one of the Jurisdictions in the said Instructions mentioned, in order that Proceedings may be instituted conformably to the respective Laws of the said Two Countries; and all such Commanders of Her said Majesty's Ships, in the Exercise of such Rights of visiting, searching, detaining, sending, carrying in, and delivering as aforesaid, shall comply with the several Provisions and Instructions of the said Treaty and Articles which apply thereto respectively.

II. And be it enacted, That where any such Officer of the Republic of *Texas* shall send, carry, or deliver over as aforesaid any such Merchant Vessel wholly or in part owned by any Subject or Subjects of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of *Great Britain* and *Ireland*, every Proceeding instituted in the Tribunals herein-after mentioned in regard to such Merchant Vessel and its Crew, Cargo, and Slaves, and in respect to the Cause, shall be conducted in the Name of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of *Great Britain* and *Ireland* by some Person duly thereunto authorized; (that is to say,) all Ships, Cargoes, and Slaves which shall be detained by the Cruisers of the Republic of *Texas* and delivered up to the Jurisdiction of Her Majesty at *Bathurst* on the River *Gambia* shall be proceeded against and adjudicated in the Vice Admiralty Court at *Sierra Leone*, and that all other Ships, Cargoes, and Slaves which may in like Manner be detained by the Cruisers of the Republic of *Texas* and delivered up to the Jurisdiction of Her Majesty either at *Jamaica*, *Cape of Good Hope*, or *Demerara* shall be proceeded against and adjudicated in the Vice Admiralty Court established in the said Colonies respectively; and the Judges and other

Officers of the said Vice Admiralty Courts respectively 1841 shall be authorized to take cognizance thereof accordingly.

III. And be it enacted and declared, That any such Merchant Vessel wholly or in part owned as last aforesaid, visited and detained in pursuance of the said Treaty, shall, unless Proof be given to the contrary, be held and taken to have engaged in the Slave Trade, or to have been fitted out for the Purposes of such Traffic, and equipped and employed in the Objects declared unlawful by an Act passed in the Fifth Year of the Reign of his Majesty King *George* the Fourth, intituled *An Act to amend and consolidate the Laws relating to the Abolition of the Slave Trade*, if any of the Particulars specified in the Ninth Article of the said Treaty of the Sixteenth Day of *November* in the Year One thousand eight hundred and forty shall be found in her Outfit or Equipment or on board of her.

IV. And be it enacted, That in case any such Merchant Vessel wholly or in part owned as last aforesaid shall be seized by any Officer of the Republic of *Texas* duly authorized, and shall, with the Goods, Wares, and Merchandize laden therein, be confiscated according to the Laws of this Country and the Provisions of the said Treaty, it shall be lawful for Her Majesty the Queen of the United Kingdom of *Great Britain* and *Ireland* to direct the Proceeds arising from the Sale thereof to be paid into the Hands of the Government of the Republic of *Texas*, according to the Provisions of the Tenth Article of the said Treaty of the Sixteenth Day of *November* in the Year One thousand eight hundred and forty; and the Proceeds arising from the Sale of any Ship and Cargo agreed to be paid into the Hands of the Government of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of *Great Britain* and *Ireland*, according to the Provisions of the said Tenth Article as aforesaid, shall be paid to such Person or Persons as the Commissioners of Her Majesty's Treasury of the United Kingdom of *Great Britain* and *Ireland* may appoint to receive the same, to and for the Use of the Captors, according to the Provisions of the said Tenth Article; and the same, after deducting all necessary Expences, shall be distributed amongst the Officers and Crew of the capturing Ship in the Manner here-

1840 after directed for the Distribution of Bounties on Slaves taken on board the said Vessel.

V. And be it enacted, that there shall be paid out of the Consolidated Fund of the United Kingdom of *Great Britain* and *Ireland*, to the Commanders, Officers, and Crews of Her Majesty's Ships authorized to make Seizures under the aforesaid Treaty of the Sixteenth Day of *November* in the Year One thousand eight hundred and forty, a Bounty of Five Pounds of lawful Money of *Great Britain* for every Slave, whether Man, Woman, or Child, who shall be seized and found on board a *British* or *Texian* Ship or Vessel taken, delivered over, and condemned in pursuance of the Provisions of the said Treaty and of this Act; such Bounty to be issued and paid by Order from the said Commissioners of Her Majesty's Treasury, and to be distributed amongst the Captors aforesaid, in such Manner and Proportions as Her Majesty, Her Heirs and Successors, shall think fit to order, by any Order or Orders in Council, or by any Proclamation or Proclamations to be made for that Purpose.

VI. And be it enacted, That the said Bounty, as also all Bounties payable under any of the Acts for the Abolition or Suppression of the Slave Trade, on the Seizure of Slaves found on board any Ship or Vessel condemned in pursuance of the Provisions of this Act, shall not hereafter be charged with Treasury Fees or Exchequer Fees of any Description.

VII. Provided always, and be it enacted, That in order to entitle the Captors to receive the said Bounty Money the Numbers of Men, Women, and Children so taken, delivered over, and condemned shall be proved to the Commissioners of Her Majesty's Treasury, by producing a Copy, duly certified, of the Sentence or Decree of Condemnation, and also a Certificate under the Hand of the proper Officer or Officers, Military or Civil, who may be appointed to receive, such Slaves.

VIII. And be it enacted, That where any Slave, or Person treated, dealt with, carried, kept, or detained as a Slave, shall be taken or seized on board any *British* or *Texian* Ship or Vessel in pursuance of the Provisions of the said Treaty and of this Act, but shall not have been condemned, or shall not have been delivered over in consequence of Death, Sickness, or other

inevitable Circumstance, it shall be lawful for the said Commissioners of Her Majesty's Treasury, if to their Discretion it shall seem meet, by Warrant, signed by any Three or more of them, to direct the Payment out of the Consolidated Fund of the United Kingdom of *Great Britain and Ireland* of a Sum not exceeding One Moiety of the Bounty which would have been due in each Case respectively if such Slave had been delivered over and condemned.

IX. Provided also, and be it enacted, That any Party or Parties claiming any Benefit by way of Bounty under the Provisions of this Act, or of any Share of the Proceeds of any *Texian* Vessel confiscated in pursuance of the Provisions of the aforesaid Treaty, may resort to the High Court of Admiralty for the Purpose of obtaining the Judgment of the said Court in that Behalf; and it shall be lawful for the Judge of the said High Court of Admiralty to determine thereon, and also to hear and determine any Question of joint Capture which may arise upon any Seizure made in pursuance of this Act, and enforce any Decrees or Sentences of the said Vice Admiralty Courts relating to any such Seizure.

X. And be it enacted, That all the Provisions, Rules, Regulations, Forfeitures, and Penalties respecting the Delivery by Prize Agents of Accounts for Examination, and the Distribution of Prize Money, and the accounting for and paying over the Proceeds of Prize and the Percentage due thereon to *Greenwich Hospital*, shall be extended to all Bounties and Proceeds to be distributed under the Provisions of this Act to the Officers and Crews of any of Her Majesty's Ships or Vessels of War.

XI. And be it enacted, That where any illegal Visit and Detention, or any Visit and Detention without sufficient Cause of Suspicion, or any Abuse or Vexation, shall have taken place and have been made by any Officer of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of *Great Britain and Ireland*, mentioned in the Thirteenth Article of the said Treaty of the Sixteenth Day of *November* in the Year One thousand eight hundred and forty, it shall be lawful for the said Commissioners of Her Majesty's Treasury, by Warrant signed by any Three or more of them, to direct

1840 Payment to be made out of the Consolidated Fund of the United Kingdom of *Great Britain* and *Ireland* of any Costs and Damages which may be awarded: Provided always, that nothing herein contained shall exempt such Officer from his Liability to make good the Payments so made when lawfully called upon by Order of the said Commissioners of Her Majesty's Treasury.

XII. And be it enacted, That when any Seizure shall be made by any of the Commanders, Officers, and Crews of Her Majesty's Ships authorized to make Seizures under the aforesaid Treaty of the Sixteenth Day of *November* in the Year One thousand eight hundred and forty, and Judgment shall be given against the Seizor, or such Seizure shall be relinquished by him, it shall be lawful for the said Commissioners of Her Majesty's Treasury, if to their Discretion it shall seem meet, by Warrant signed by any Three or more of them, to direct Payment to be made out of the Consolidated Fund of the United Kingdom of *Great Britain* and *Ireland* of such Costs and Expences as the said Seizor may have incurred in respect of such Seizure, or any proportionate Part thereof.

33.

Traité entre la Grande-Bretagne et la République de Chile sur l'abolition de la traite d'esclaves. Conclu et signé à Sant Jago en Chile le 19 Janvier 1839.

Publication officielle faite à Londres le 10 Août 1843.

Whereas on the Ninteenth Day of *January* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and thirty-nine a Treaty was concluded and signed at *Santiago*, between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of *Great Britain* and *Ireland* and the Republic of *Chile*, for the Abolition of the Traffic in Slaves, whereby it was agreed as follows:

Art. I. The Slave Trade having been constitution-

ly abolished throughout the Territories of the *Chilean* Republic is hereby declared to be henceforward totally prohibited to all the Citizens of the said Republic in all Parts of the World.

Art. II. The President of the Republic of *Chile* specially engages, within the Space of Two Months after the Exchange of the Ratifications, should the ordinary Congress then be in Session, or within Two Months after the first subsequent ordinary Meeting of the said Congress, to promulgate a Law imposing the Punishment attached to Piracy on all *Chilian* Citizens who shall under any Colour or Pretext, take any Part whatever in the Traffic of Slaves; and he in like Manner engages to adopt, from Time to Time as may become needful, the most effectual Measures for preventing the Citizens of the said Republic of *Chile* from being concerned, and the Flag of that Republic from being used, in carrying on in any way the Traffic in Slaves.

Art. III. Her Majesty the Queen of the United Kingdom of *Great Britain and Ireland* and the President of the Republic of *Chile* hereby mutually engage at, by an additional Convention hereafter to be concluded between the said High Contracting Parties to the present Treaty, they will concert and settle the details of the Measures by which the Law of Piracy, which will become applicable to that Traffic by the Legislation of each of the Two Countries, shall be immediately and reciprocally carried into execution with respect to the Vessels and Subjects or Citizens of each.

Art. IV. In order more completely to carry into Effect the Spirit of the present Treaty the Two High Contracting Parties mutually consent that those Ships of their Navies respectively which shall be provided with special Instructions for that Purpose, as hereinafter mentioned, may visit such Merchant Vessels of the Two Nations as may be suspected, upon reasonable Grounds, of being engaged in the Traffic in Slaves, or of having been fitted out for the Purposes thereof, or of having, during the Voyage in which they are met by the said Cruisers, been engaged in the Traffic in Slaves, contrary to the Provisions of this Treaty; and that such Cruisers may detain and send or carry away such Vessels, in order that they may be brought to Trial in the Manner herein-after agreed upon.

1840 Art. V. In order to regulate the Mode of carrying the Provisions of the preceding Article into execution, it is agreed.

First. That all Ships of the Navies of the Two Nations which shall be hereafter employed to prevent the Traffic in Slaves shall be furnished by their respective Governments with a Copy, in the *English* and *Spanish* Languages, of the present Treaty, of the Instructions for Cruisers annexed thereto, *sub literâ* (A.), and of the Regulations for the Mixed Courts of Justice annexed thereto, *sub literâ* (B.), which Annexes shall be considered as an integral Part of the Treaty:

Secondly. That each of the High Contracting Parties shall from Time to Time communicate to the other the Names of the several Ship furnished with such Instructions, the Force of each Ship, and the Names of their several Commanders:

Thirdly. That, if at any Time there shall be just Cause to suspect that any Merchant Vessel sailing under the Flag of either Nation, and proceeding under the Convoy of any Ship or Ships of War of either of the Contracting Parties, is engaged or is intended to be engaged in the Traffic in Slaves, or is fitted out for the Purposes thereof, or has, during the Voyage on which she may be met with, been engaged in the Traffic in Slaves, it shall be lawful for the Commander of any Ship of the Navy of either of the Two High Contracting Parties, furnished with such Instructions as aforesaid, to visit such Merchant Vessel; and such Commander shall proceed to visit the same, in communication with the Commanding Officer of the Convoy, who, it is hereby agreed, shall give every Facility to the Visit, and to the eventual Detention, of such Merchant Vessel, and in all Things shall assist to the utmost of his Power in the due Execution of the present Treaty, according to the true Intent and Meaning thereof:

Fourthly. It is further mutually agreed, That the Commanders of the Ships of the Two Navies respectively who shall be employed on this Service shall adhere strictly to the exact Tenor of the aforesaid Instructions.

Art. VI. As the Two preceding Articles are entirely reciprocal, the Two High Contracting Parties engage mutually to make good any Losses which their

respective Subjects or Citizens may incur by the arbitrary and illegal Detention of their Vessels, it being understood that this Indemnity shall invariably be borne by the Government whose Cruiser shall have been guilty of such arbitrary and illegal Detention, and that the Visit and Detention of Vessels specified in Art. IV. of this Treaty, shall only be effected by those *British* or *Chilian* Ships which may form Part of the Navies (Royal and National) respectively of the Two High Contracting Parties to the Treaty, and such Ships only of those Navies as shall be provided with the special Instruction annexed to the present Treaty, in pursuance of the Provisions thereof:

The Compensation for Damages of which this Article treats shall be made within the Term of One Year, reckoned from the Day on which the Mixed Court of Justice pronounces Sentence on the Vessel for the Detention of which such Compensation is claimed.

Art. VII. In order to bring to Adjudication with as little Delay and Inconvenience as possible the Vessels which may be detained according to the Tenor of Art. IV. of this Treaty, there shall be established, within the Space of a Year at furthest from the Exchange of the Ratifications of the present Treaty, Two Mixed Courts of Justice, formed of an equal Number of Individuals of the Two Nations named for this Purpose by the Two High Contracting Parties especially.

These Courts shall reside, one in a Possession belonging to Her *Britannic* Majesty, the other within the Territories of the Republic of *Chile*; and the Two Governments at the Period of the Exchange of the Ratifications of the present Treaty shall declare, each for its own Territories, in what Places the Courts shall respectively reside; each of the Two High Contracting Parties reserving to itself the Right of changing at its Pleasure the Place of Residence of the Court held within its own Territories; provided, however, that one of the Two Courts shall always be held upon the Coast of *Africa*, and the other in one of the Possessions of the Republic of *Chile*.

These Courts shall judge the Causes submitted to them according to the Provisions of the present Treaty, without Appeal, and according to the Regulations and Instructions which are annexed to the present Treaty,

1840 and which are considered as forming an integral Part thereof.

Art. VIII. If the Commanding Officer of any of the Ships of the Navies of *Great Britain* and of *Chile* respectively, duly commissioned according to the Provisions of Article IV. of this Treaty, shall deviate in any respect from the Stipulations of the said Treaty, or from the Instructions annexed to it, the Government which shall conceive itself to be wronged thereby shall be entitled to demand Reparation; and in such Case the Government to which such Commanding Officer may belong binds itself to cause Inquiry to be made into the Subject of the Complaint, and to inflict upon the said Officer a Punishment proportioned to any wilful Transgression which he may have committed.

Art. IX. It is hereby further mutually agreed, that every Merchant Vessel, *British* or *Chilian*, which shall be visited by virtue of the present Treaty, may lawfully be detained, and be sent or brought before the Mixed Courts of Justice established in pursuance of the Provisions thereof, if in her Equipment there shall be found any of the Things herein-after mentioned; namely,

First. Hatches with open Gratings, instead of the close Hatches which are usual in Merchant Vessels.

Secondly. Divisions or Bulkheads in the Hold, or on Deck, in a greater Number than are necessary for Vessels engaged in lawful Trade.

Thirdly. Spare Plank fitted for being laid down as a Second or Slave Deck.

Fourthly. Shackles, Bolts, or Handcuffs.

Fifthly. A larger Quantity of Water in Casks or in Tanks than is requisite for the Consumption of the Crew of the Vessel as a Merchant Vessel.

Sixthly. An extraordinary Number of Water Casks, or of other Vessels for holding Liquid, unless the Master shall produce a Certificate from the Custom House at the Place from which he cleared outwards, stating that a sufficient Security had been given by the Owner of such Merchant Vessel that such extra Quantity of Casks or other Vessels should only be used for the Reception of Palm Oil, or for other Purposes of lawful Commerce.

Seventhly. A greater Quantity of Mess Tubes or

Kids than are requisite for the Use of the Crew of the 184
Vessel as a Merchant Vessel.

Eighthly. A Boiler of an unusual Size, and larger, or fitted for being made larger, than requisite for the Use of the Crew of the Vessel as a Merchant Vessel, or more than One Boiler of the ordinary Size.

Ninthly. An extraordinary Quantity either of Rice, of the Flour of Brazil, Manioc, or Cassada, commonly called Farina, of Maize, or Indian Corn, or of any other Article of Food whatever, beyond what might probably be required for the Use of the Crew, such Rice, Flour, Maize, Indian Corn, or other Article of Food not being entered on the Manifest as Part of the Cargo for Trade.

Tenthly. A Quantity of Mats or Matting greater than is necessary for the Use of the Crew of the Vessel as a Merchant Vessel.

Any One or more of these several Things, if proved, shall be considered as *prima facie* Evidence of the actual Employment of the Vessel in the Slave Trade; and the Vessel shall thereupon be condemned and be declared lawful Prize, unless clear and incontestible Evidence on the Part of the Master or Owners shall establish, to the Satisfaction of the Court, that such Vessel was, at the Time of her Detention or Capture, employed in some legal Pursuit, and that such of the several Things above enumerated as were found on board her at the Time of her Detention, or had been put on board on the Voyage on which the Vessel when captured was proceeding, were needed for legal Purposes on the particular Voyage.

Art. X. If any of the Things specified in the preceding Article shall be found in any Merchant Vessel, no Compensation for Losses, Damages, or Expences consequent upon the Detention of such Vessel shall in any Case be granted either to her Master or to her Owner, or to any other Person interested in her Equipment or Lading, even though the Mixed Court of Justice should not pronounce any Sentence of Condemnation in consequence of her Detention, the Intention of the Two High Contracting Parties in agreeing to this Stipulation being to discourage, by all the Means at their Disposal, the Embarkation of Stores of the Class enumerated in the foregoing Article, under any Pretext,

1840 or for whatever Purpose they may be intended, and which, though discovered on board of a Vessel not actually engaged or to be employed in the Traffic in Slaves, may be surreptitiously converted to the furtherance of the iniquitous Designs of those who are, or may hereafter be so, in contravention of the Provisions of this Treaty.

Art. XI. It is hereby agreed between the Two High Contracting Parties, that in all Cases in which a Vessel shall be detained under this Treaty by their respective Cruisers, as having been engaged in the Slave Trade, or as having been fitted out for the Purposes thereof, and shall consequently be adjudged and condemned by the Mixed Courts of Justice to be established as aforesaid, the said Vessel shall, immediately after its Condemnation, be broken up entirely, and shall be sold in separate Parts after having been so broken up.

Art. XII. The Negroes who are found on board of a Vessel detained by a Cruiser, and condemned by the Mixed Courts of Justice, in conformity with the Stipulations of this Treaty, shall be placed at the Disposition of the Government whose Cruiser has made the Capture, on the distinct Understanding that they shall be immediately set a liberty and kept free, the Government to which they have been delivered guaranteeing the same, and likewise engaging to afford from Time to Time, and whenever demanded by the other High Contracting Party, the fullest Information as to the State and Condition of such Negroes, with a view of insuring the due Execution of the Treaty in this respect.

For this Purpose the Regulations annexed to this Treaty, *sub literâ* (C.), as to the Treatment of Negroes, liberated by Sentence of the Mixed Courts of Justice, have been drawn up, and are declared to form an integral Part of this Treaty. The Two High Contracting Parties reserve to themselves the Right to alter or suspend, by common Consent and mutual Agreement, but not otherwise, the Terms and Tenor of such Regulations.

Art. XIII. The Acts or Instruments annexed to this Treaty, and which it is mutually agreed shall form an integral Part thereof, are as follows;

(A.) Instructions for the Ships of the Navies of both Nations destined to prevent the Traffic in Slaves.

(B.) Regulations for the Mixed Courts of Justice, 1840 which are to hold their Sittings on the Coast of *Africa*, and in one of the Possessions of the Republic of *Chile*.

(C.) Regulations as to the Treatment of liberated Negroes.

Art. XIV. The present Treaty, consisting of Fourteen Articles, shall be ratified, and the Ratifications thereof exchanged at *Santiago*, as soon as possible within the Space of Twelve Months from this Date.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed, in Triplicate Originals, *English* and *Spanish*, the present Treaty, and have hereunto affixed the Seal of their Arms.

Done at *Santiago de Chile*, this Nineteenth Day of *January* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and thirty-nine.

(L. S.) JOHN WALPOLE.
(L. S.) JOAQUIN TOCORNAL.

A n n e x (A.)

To the Treaty between Great Britain and the Republic of Chile, for the Abolition of the Traffic in Slaves.

Instructions for the Ships of the British and Chilean Navies employed to prevent the Traffic in Slaves.

Art. I. The Commander of any Ship belonging to the Navy of Her *Britannic* Majesty or of the Republic of *Chile*, which shall be furnished with these Instructions, shall have a Right to visit, search, and detain any *British* or *Chilian* Merchant Vessel which shall be actually engaged, or which shall be suspected to be engaged, in the Slave Trade, or to be fitted out for the Purposes thereof, or to have been engaged in the Traffic in Slaves during the Voyage in which she may be met with by such Ship of the *British* or *Chilian* Navy; and such Commander shall thereupon bring or send such Merchant Vessel as soon as possible for Judgment before than one of the Two Mixed Courts of Justice, established in virtue of Article Seven of the said Treaty, which shall be the nearest to the Place of Detention, or which such Commander shall, upon his own Responsibility, think can be soonest reached from such Place.

1840 Art. II. Whenever a Ship of either of the said Navies, duly authorized as aforesaid, shall meet a Merchantman liable to be visited under the Provisions of the said Treaty, the Search shall be conducted in the mildest Manner, and with every Attention which ought to be observed between allied and friendly Nations; and the Search shall in all Cases be made by an Officer holding a Rank not lower than that of Lieutenant in the Navy of *Great Britain* or *Chile* respectively (unless the Command shall, by reason of Death or otherwise, be held by an Officer of inferior Rank,) or by the Officer who at the Time shall be second in Command of the Ship by which such Search is made.

Art. III. The Commander of any Ship of the Two Navies, duly authorized as aforesaid, who may detain any Merchant Vessel in pursuance of the Tenor of the present Instructions, shall leave on board the Vessel so detained the Master, the Mate or Boatswain, and Two or Three at least of the Crew thereof, the whole of the Slaves (if any), and all the Cargo.

The Captor shall at the Time of Detention draw up in Writing an authentic Declaration, which shall exhibit the State in which he found the detained Vessel, such Declaration to be signed by himself, and to be given in or sent, together with the captured Vessel, to the Mixed Court of Justice before which such Vessel shall be carried or sent for Adjudication.

He shall deliver to the Master of the detained Vessel a certified List of the Papers seized on board the same, as well as of the Number of Slaves found on board at the Moment of Detention.

In the authenticated Declaration which the Captor is hereby required to make, as well as in the certified List of the Papers seized, he shall insert his own Name, the Name of the capturing Ship, the Latitude and Longitude of the Place where the Detention shall have taken place and the Number of Slaves found on board the Vessel at the Time of the Detention.

The Officer in charge of the Vessel detained shall, at the Time of bringing the Vessel's Papers into the Mixed Court of Justice, deliver into the Court a Paper, signed by himself, and verified on Oath, stating any Changes which may have taken place in respect to the Vessel, her Crew, the Slaves (if any), and her Cargo,

between the Period of her Detention and the Time of 1840 Delivering in such Paper.

Art. IV. The Slaves shall not be disembarked till after the Vessel which contains them shall have arrived at the Place of Adjudication, in order that in the event of the Vessel not being adjudged legal Prize the Loss of the Proprietors may be more easily repaired; and even after the Slaves have arrived at such Place they are not to be landed without the Permission of the Mixed Court of Justice.

But if the urgent Reasons deduced from the Length of the Voyage, from the State of Health of the Slaves, or from other Causes, should require that either the Whole or a Portion of the Negroes should be disembarked before the Vessel can arrive at the Place at which one of the said Courts is established, the Commander of the capturing Ship may take upon himself the Responsibility of so disembarking the Negroes; provided that such Necessity and the Causes thereof be stated in a Certificate in proper Form, and that this Certificate be entered at the Time on the Log Book of the detained Vessel.

The undersigned Plenipotentiaries have agreed, in conformity with Article XIII. of the Treaty signed by them on this Day, the Nineteenth of *January* One thousand eight hundred and thirty-nine, that the preceding Instructions, consisting of Four Articles, shall be annexed to the said Treaty, and be considered as an integral Part thereof.

The Nineteenth Day of *January* One thousand eight hundred and thirty-nine.

(L. S.) JOHN WALPOLE.

(L. S.) JOAQUIN TOCORNAL.

A n n e x (B.)

To the Treaty between Great Britain and the Republic of Chile, for the Abolition of the Traffic in Slaves.

Regulations for the Mixed Courts of Justice which are to reside on the Coast of Africa and in the Possessions of the Republic of Chile.

Art I. The Mixed Courts of Justice to be established under the Provisions of the Treaty; of which th---

1840 Regulations are declared to be an integral Part, shall be composed in the following Manner: — Each of the Two High Contracting Parties shall name a Judge and an Arbitrator, who shall be authorized to hear and to decide, without Appeal, all Cases of the Capture or Detention of Vessels which, in pursuance of the Stipulations of the aforesaid Treaty, shall be brought before them. The Judges and the Arbitrators shall, before entering upon the Duties of their Office, respectively make Oath before the principal Magistrate of the Places in which such Courts respectively shall reside, that they will judge fairly and faithfully, that they will have no Preference either for the Claimants or the Captors, and that they will act in all their Decisions in pursuance of the Stipulations of the aforesaid Treaty.

There shall be attached to each of such Courts a Secretary or Registrar, who shall be appointed by the Government of the Country within Territories of which such Court shall reside. Such Secretary or Registrar shall register all the Acts of such Court, and shall, before he enters upon his Office, make Oath before the Court to which he is appointed, that he will conduct himself with due Respect for his Authority, and will act with Fidelity and Impartiality in all Matters relating to his said Office.

The Salary of the Secretary or Registrar of the Court to be established on the Coast of *Africa* shall be paid by Her *Britannic* Majesty, and that of the Secretary or Registrar of the Court to be established in the Possessions of the Republic of *Chile* shall be paid by the Government of that Republic.

Each of the Governments shall defray Half of the aggregate Amount of the incidental Expences of such Courts.

Art. II. The Expences incurred by the Officer charged with the Reception, Maintenance, and Care of the detained Vessels, Slaves, and Cargo, and with the Execution of the Sentence, and all Disbursements occasioned by bringing a Vessel to Adjudication, shall, in case of Condemnation, be defrayed from the Funds arising from the Sale of the Materials of the broken-up Vessel, of the Ship's Stores, and of such Parts of the Cargo as shall consist of Merchandize; and in case the Proceeds arising from this Sale should not prove sufficient to defray such Expences, the Deficiency shall be

made good by the Government of the Country within 1840
those Territories the Adjudication shall have taken place.

If the detained Vessel shall be released, the Expenses occasioned by bringing her to Adjudication shall be defrayed by the Captor, excepting in the Cases specified and otherwise provided for under Art. X. of the Treaty to which these Regulations form an Annex, and under Art. VII. of these Regulations.

Art. III. The Mixed Courts of Justice are to decide upon the Legality of the Detention of such Vessels as the Cruisers of either Nation shall, in pursuance of the said Treaty, detain.

The Courts shall judge definitively, and without Appeal, all Questions which shall arise out of the Capture and Detention of such Vessels.

The Proceedings of these Courts shall take place with as little Delay as possible, and for this Purpose the Courts are required to decide each Case, as far as may be practicable, within the Space of Twenty Days, to be dated from the Day on which detained Vessel shall have been brought into the Port where the deciding Court shall reside.

The final Sentence shall not in any Case be delayed beyond the Period of Two Months, either on account of the Absence of Witnesses or for any other Cause, except upon the Application of any of the Parties interested, in which Case, upon such Party or Parties giving satisfactory Security that they will take upon themselves the Expence and Risks of the Delay, the Courts may, at their Discretion, grant an additional Delay, not exceeding Four Months. Either Party shall be allowed to employ such Counsel as he may think fit to assist him in the Conduct of his Cause.

All the essential Parts of the Proceedings of the said Courts shall be written down in the Language of the Country in which the Courts shall respectively reside.

Art. IV. The Form of the Process shall be as follows: — The Judges appointed by the Two Nations respectively shall, in the first place, proceed to examine the Papers of the detained Vessel, and to take the Depositions of the Master or Commander, and of Two or Three at least of the principal Individuals on board such Vessel, as well as the Declaration on Oath of the Captor, should such Declaration appear necessary to

1840 enable them to judge and to pronounce whether the said Vessel has been justly detained or not, according to the Stipulations of the aforesaid Treaty, so that according to the Judgment pronounced the Vessel may be condemned or released.

In the event of the Two Judges not agreeing as to the Sentence which they ought to pronounce in any Case brought before them, either with respect to the Legality of the Detention, the Liability of the Vessel to Condemnation, or the Compensation to be allowed, or as to any other Question which may arise out of the said Capture, or if any Difference of Opinion should arise between them as to the Mode of Proceeding in the said Court, they shall draw by Lot the Name of One of the Two Arbitrators appointed as aforesaid, which Arbitrator, after having considered the Proceedings which have taken place, shall consult with the Two above-mentioned Judges, and the final Sentence or Decision shall be pronounced conformably to the Opinion of the Majority of the Three.

Art. V. If the detained Vessel shall be restored by the Sentence of the Court, the Vessel and the Cargo, in the State in which they shall then be found, shall forthwith be given up to the Master, or to the Person who represents him; and such Master or other Person may, before the same Court, claim to have a Valuation made, in order to ascertain the Amount of the Damages to which he shall be entitled. The Captor himself, and in his Default his Government, shall remain responsible for the Damages which may definitively be pronounced to be due to the Master of such Vessel, or to the Owners of the Vessel of her Cargo.

The Two High Contracting Parties bind themselves to pay, within the Term of a Year from the Date of the Sentence, the Costs and Damages which may be awarded by the above-named Court; it being mutually understood and agreed that such Costs and Damages shall be made good by the Government of the Country of which the Captor shall be a Subject or Citizen.

Art. VI. If the detained Vessel shall be condemned, she shall be declared lawful Prize, together with her Cargo, of whatever Description it may be, with the Exception of the Slaves who shall have been brought on board for the Purposes of Commerce; and the said

Vessel, in conformity with the Regulations in Art. IX. 1840 the Treaty of this Date, shall, as well as her Cargo, be sold by public Sale for the Profit of the Two Governments, subject to the Payment of the Expences herein-before mentioned.

The Slaves shall receive from the Court a Certificate of Emancipation, and shall be delivered over to the Government to whom belongs the Cruiser which made the Capture, to be dealt with according to the Regulations and Conditions contained in the Annex to this Treaty, *sub literâ* (C.)

The Charges incurred for the Support and for the Return Voyage of the Commanders and Crews of condemned Vessels shall be defrayed by the Government of which such Commanders and Crews are the Subjects or Citizens.

Art. VII. The Mixed Courts of Justice shall also take cognizance of, and shall decide definitively, and without Appeal, all Claims for Compensation on account of Losses occasioned to Vessels and Cargoes detained under the Provisions of this Treaty, but which shall not have been condemned as legal Prize by the said Courts; and in all Cases wherein Restitution of such Vessels and Cargoes shall be decreed (save as mentioned in Art. X. of the Treaty to which these Regulations form an Annex, and in a subsequent Part of the Regulations), the Court shall award to the Claimant or Claimants, or to his or their lawful Attorney or Attornies, for his or their Use, a just and complete Indemnification for all Costs of Suit, and for all Losses and Damages which the Owner or Owners may have actually sustained by such Capture and Detention; (that is to say,)

First. In case of total Loss, the Claimant or Claimants shall be indemnified.

- (a) For the Ship, her Tackle, Equipment, and Stores.
- (b) For all Freights due and payable.
- (c) For the Value of the Cargo of Merchandize, if any, deducting all Charges and Expences payable upon the Sale of such Cargo, including Commission of Sale.
- (d) For all other regular Charges in such Case of total Loss.

Secondly. In all other Cases, not of total Loss, save as herein-after mentioned, the Claimant or Claimants shall be indemnified,

1840 (a) For all special Damages and Expences occasioned to the Ship by the Detention, and for Loss of Freight when due or payable.

(b) For Demurrage, according to the Schedule annexed to the present Article.

(c) For any Deterioration of the Cargo.

(d) For all Premium of Insurance on additional Risks.

Further. The Claimant or Claimants shall be entitled to Interest, at the Rate of Five *per Centum per Annum* on the Sum awarded, until such Sum is paid by the Government to which the capturing Ship belongs. The whole Amount of such Indemnification shall be calculated in the Money of the Country to which the detained Vessel belongs, and shall be paid at the Rate of Exchange current at the Time of the Award.

The Two High Contracting Parties, however, have agreed, that if it shall be proved to the Satisfaction of the Judges of the Two Nations, and without Recourse to the Decision of an Arbitrator, that the Captor has been led into Error by the Fault of the Master or Commander of the detained Vessel, the detained Vessel in that Case shall not have the Right of receiving for the Time of her Detention the Demurrage stipulated by the present Article, nor any other Compensation for Losses, Damages, or Expences consequent upon such Detention.

Schedule of Demurrage or daily Allowance for a Vessel of

100 Tons to	120 inclusive	—	—	Livr. 5 <i>per Diem.</i>	—
121	— 150	—	—	— 6	—
151	— 170	—	—	— 8	—
171	— 200	—	—	— 10	—
201	— 220	—	—	— 11	—
221	— 250	—	—	— 12	—
251	— 270	—	—	— 14	—
271	— 300	—	—	— 15	—

And so in proportion.

Art. VIII. Neither the Judges, nor the Arbitrators, nor the Secretaries of the Mixed Courts of Justice, shall demand or receive from any of the Parties concerned in the Case which shall be brought before such Courts any Emolument or Gift, under any Pretext whatsoever,

the Performance of the Duties which such Judges, 1840
arbitrators, and Secretaries have to perform.

Art. IX. The Two High Contracting Parties have agreed, that in the event of the Death, Sickness, Absence on Leave, or other legal Impediment of One or more of the Judges or Arbitrators composing the above-mentioned Courts respectively, the Post of such Judge or such Arbitrator shall be supplied *ad interim* in the following Manner: —

First. On the Part of Her *Britannic* Majesty, and that Court which shall sit within the Possessions of the said Majesty, if the Vacancy be that of the *British* Judge, his Place shall be filled by the *British* Arbitrator; and either in that Case, or if the Vacancy originally that of the *British* Arbitrator, the Place of such Arbitrator shall be filled successively by the Governor or Lieutenant Governor resident in such Possession, by the principal Magistrate of the same, and the Secretary of the Government; and the said Court so constituted as above shall sit, and in all Cases ought before them for Adjudication shall proceed to judge the same, and to pass Sentence accordingly.

Secondly. On the Part of *Great Britain*, and in that Court which shall sit within the Possessions for the Republic of *Chile*, if the Vacancy be that of the *British* Judge, his Place shall be filled by the *British* Arbitrator; and either in that Case, or if the Vacancy originally that of the *British* Arbitrator, the Place of the *British* Arbitrator shall be filled successively by the *British* Consul and *British* Vice Consul, if there be a *British* Consul or *British* Vice Consul appointed to reside resident in such Possession; and if the Vacancy be that of the *British* Judge and of the *British* Arbitrator, then the Vacancy of the *British* Judge shall be filled by the *British* Consul, and that of the *British* Arbitrator by the *British* Vice Consul, if there be a *British* Consul and a *British* Vice Consul appointed to reside and resident in such Possession; and if there shall be no *British* Consul or *British* Vice Consul to fill the Place of *British* Arbitrator, then the *Chilian* Arbitrator shall be called in in those Cases in which a *British* Arbitrator (if there were any) would be called; and in case the Vacancy be both of the *British* Judge and *British* Arbitrator, and there be neither

1840 *British* Consul nor *British* Vice Consul to fill *ad interim* the Vacancies, then the *Chilian* Judge and the *Chilian* Arbitrator shall sit, and in all Cases brought before them for Adjudication shall proceed to adjudge the same, and pass Sentence accordingly.

Thirdly. On the Part of the Republic of *Chile*, and in that Court which shall sit within the Territories of the said Republic, if the Vacancy be that of the *Chilian* Judge, his Place shall be filled by the *Chilian* Arbitrator; and either in that Case, or if the Vacancy be originally that of the *Chilian* Arbitrator, the Place of such *Chilian* Arbitrator shall be filled by the Intendant Governor of the Province in which the said Tribunal may reside, or by the Military Governor of *Valparaiso* if the Tribunal should reside in *Valparaiso*; and the said Court, so constituted as above, shall sit, and in all Cases brought before them for Adjudication shall proceed to adjudge the same, and pass Sentence accordingly.

Fourthly. On the Part of *Chile*, and in that Court which shall sit within the Possessions of Her *Britannic* Majesty, if the Vacancy be that of the *Chilian* Judge, his Place shall be filled by the *Chilian* Arbitrator; and either in that Case, or if the Vacancy be originally that of the *Chilian* Arbitrator, the Place of *Chilian* Arbitrator shall be filled successively by the *Chilian* Consul and *Chilian* Vice Consul, if there be a *Chilian* Consul or Vice Consul appointed to and resident in such Possession; and if the Vacancy be both of the *Chilian* Judge and of the *Chilian* Arbitrator, then the Vacancy of the *Chilian* Judge shall be filled by the *Chilian* Consul, and that of the *Chilian* Arbitrator by the *Chilian* Vice Consul, if there be a *Chilian* Consul and a *Chilian* Vice Consul appointed to and resident in such Possession; and in the Case in which there be no *Chilian* Consul or Vice Consul to fill the Place of *Chilian* Arbitrator, then the *British* Arbitrator shall be called in those Cases in which a *Chilian* Arbitrator would be called in; and in case the Vacancy be both of the *Chilian* Judge and *Chilian* Arbitrator, and there be neither *Chilian* Consul nor *Chilian* Vice Consul to fill *ad interim* the Vacancies, then the *British* Judge and *British* Arbitrator shall sit, and in all Cases brought before them for

Judication shall proceed to adjudge the same, and 1840
as Sentence accordingly.

The highest Civil Authority of the Settlement whe-
in either of the Mixed Courts of Justice shall sit shall,
the event of a Vacancy arising either of the Judge
the Arbitrator of the other High Contracting Party,
with give Notice of the same to the highest Civil
Authority of the nearest Settlement of such other High
Contracting Party, in order that such Vacancy may be
applied at the earliest possible Period; and each of
the High Contracting Parties agrees to supply definiti-
ly, as soon as possible, the Vacancies which may
rise in the above-mentioned Courts from Death, or
from any other Cause whatever.

The undersigned Plenipotentiaries have agreed, in
conformity with Art. XIII. of the Treaty signed by them
on this Day, the Nineteenth of *January* One thousand
eight hundred and thirty-nine; that the preceding Re-
gulations, consisting of Nine Articles, shall be annexed
to the said Treaty, and considered as an integral Part
thereof.

The Nineteenth Day of *January* One thousand eight
hundred and thirty-nine.

(L. S.) JOHN WALPOLE.
(L. S.) JOAQUIN TOCORNAL.

A n n e x (C.)

*To the Treaty between Great Britain and the Re-
public of Chile for the Abolition of the Traffic in
Slaves.*

Regulations for the good Treatment of liberated Negroes.

Art. I. The Object and Spirit of these Regulations
is, to secure to Negroes liberated by virtue of the Sti-
mulations of the Treaty to which these Regulations form
an Annex, marked (C.), permanent good Treatment
and full and complete Freedom, in conformity with the
humane Intentions of the High Contracting Parties.

Art. II. Immediately after Sentence of Condemna-
tion shall have been passed by a Mixed Court of Jus-
tice established under the Treaty to which these Regu-
lations form an Annex, on a Vessel charged with being
concerned in illegal Slave Trade, all Negroes who were
on board such Vessel, and who were brought on board
for the Purpose of Traffic, shall be delivered over

the Arts of Life. The aforesaid Return shall also specify the Names and Descriptions of such of the emancipated Negroes as shall have died during the Period which the Return is made up.

Art. VII. The High Contracting Parties agree, that in future it should appear necessary to adopt new measures, in consequence of those laid down in this Treaty turning out inefficacious, the said High Contracting Parties will consult together, and will agree upon other Means better adapted for the complete Attainment of the Objects proposed.

Art. VIII. The undersigned Plenipotentiaries have agreed, in conformity with Art. XIV. of the Treaty concluded by them on this Day, the Nineteenth of *January* One thousand eight hundred and thirty-nine, that an Annex, consisting of Eight Articles, shall be united to the said Treaty, and be considered an integral part thereof. The Nineteenth Day of *January* One thousand eight hundred and thirty-nine.

(L. S.) JOHN WALPOLE.

(L. S.) JOAQUIN TOCORNAL.

Articles additional to the Treaty concluded this Nineteenth Day of *January* One thousand eight hundred and thirty-nine, between Her *Britannic* Majesty and the Republic of *Chile*, for the Suppression of the Slave Trade.

Art. I. It is agreed and understood, that if there should be any Delay in appointing the Judge and the Arbitrator to be nominated on the Part of the Republic of *Chile* to act in each of the Mixed Courts of Justice to be established under this Treaty, or if those Officers, after being appointed, should at any Time be absent, then and in either of such Cases the Judge and Arbitrator appointed on the Part of Her *Britannic* Majesty, and present in the said Courts, shall, in the absence of the *Chilian* Judge and Arbitrator, proceed to open the said Courts, and to adjudge such Cases as may be brought before them under the Treaty; and the Sentence pronounced upon such Cases by the said *British* Judge and Arbitrator shall have the same Force and Validity as if the Judge and the Arbitrator on the Part of *Chile* had been appointed and had been present acting in the Mixed Courts in the Cases in question.

Art. II. It is also agreed, notwithstanding the Pro-

1840 visions of the First Article of the Annex (B.), that long as no *Chilian* Judge and Arbitrator are nominated it will be unnecessary for the Republic of C to nominate the Secretary or Actuary mentioned in said Article; that in the meanwhile the Secretary Actuary of the Court which may exist within the Territory of the Republic of *Chile* shall be named and paid by the Government of Her *Britannic* Majesty and that the entire Expence of both the Courts to be established under this Treaty shall be borne by the Government of Her *Britannic* Majesty.

The present additional Articles shall form an integral Part of the Treaty for the Suppression of *Slave* Trade signed this Day; and shall have the same Force and Validity as if they were inserted Word for Word in that Treaty, and shall be ratified within Two Months, or sooner if possible.

Done at *Santiago de Chile*, this Nineteenth of *January* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and thirty-nine.

(L. S.) JOHN WALPOLE.

(L. S.) JOAQUIN TOCORNAL.

And whereas the said Treaty was ratified between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of *Great Britain* and *Ireland* and the Republic of *Chile*, such Ratification was exchanged on the Sixth Day *August* One thousand eight hundred and forty-two. And whereas an additional and explanatory Convention was concluded at *Santiago* on the Seventh Day *August* One thousand eight hundred and forty-two, as follows:

Art. I. The Two High Contracting Parties recognize as valid and existing all the Obligations which were their Intention respectively to contract by all the Articles of the Treaty of the Nineteenth of *January* One thousand eight hundred and thirty-nine to co-operate for the effectual and complete Abolition of the *Slave* Trade, and by all and each of the Articles of the Annexes marked (A.), (B.), and (C.), and by the Two separate additional Articles, which, as therein stipulated, ought and are to be considered as integral Parts of the above-mentioned Treaty, all in the same Manner as if the above-mentioned Treaty formed an integral Part of the present Convention,

is inserted Word for Word in it; saving, however, 1840
 Exceptions and Modifications which are hereafter
 expressed.

Art. II. The Power which, by the Articles IV. and V. of the above-mentioned Treaty of the Ninth of *January* One thousand eight hundred and *forty-nine*, is conceded to the Vessels of the Navies of the Two Nations which shall be employed in impeding the Traffic in Slaves, to visit the Merchant Vessels of both which may be found in the Case indicated in Article IV. already referred to, and in order that in consequence of the Visit they may proceed with respect to the Vessels and their Cargo in accordance with the Instructions in Annex (A.), shall not be understood as yielded unless to be exercised solely and exclusively in the Places which are hereafter expressed; (it is to say,)

First. Along the Western Coast of *Africa* from the Fortieth Degree of South Latitude to the Twentieth Degree of North Latitude, and to the Twenty-seventh Degree of West Longitude calculated from the Meridian of *Greenwich*.

Second. All round the Island of *Madagascar*, to the Extent of Twenty Leagues from that Island.

Third. The same Distance from the Coasts of the Island of *Cuba*.

Fourth. The same Distance from the Coasts of the Island of *Puerto Rico*; and,

Fifth. The same Distance from the Coasts of *Brazil*. Nevertheless, if a Vessel of which Suspicion should be entertained, and which should have been chased first within the assigned Limits, should succeed in catching them, it may be searched, provided that it has not been lost Sight of, during the Chase.

Art. III. The before-mentioned Treaty and the present Convention shall be respectively ratified by Her Majesty the Queen of the United Kingdom of *Great Britain* and *Ireland*, and by the President of the Republic of *Chile*; and the Ratifications of both shall be exchanged within One Year, reckoned from the Date of the present Convention, or sooner, if possible.

In faith of which the respective Plenipotentiaries have signed Three Copies of the present Convention in

1840 the *English* Language, and have sealed them
their Arms.

Done in the City of *Santiago*, the Seventh Da
August in the Year of our Lord One thousand
hundred and forty-one.

(L. S.)

JOHN WALFOLE.

(L. S.)

RAMON LUIS YRARRAZAN

And whereas the said additional and explan
Convention was also ratified between Her Majesty
Queen of the United Kingdom of *Great Britain*
Ireland and the Republic of *Chile*, and such Ratific
was exchanged at *Santiago* on the Sixth Day of
August in the Year One thousand eight hundred and t
two: And whereas it is expedient and necessary
effectual Provision should be made for carrying
execution the Provisions of the said Treaty, and
Annexes thereto, and also the said additional and
planatory Convention: Be it therefore enacted by
Queen's most Excellent Majesty, by and with the A
and Consent of the Lords Spiritual and Temporal,
Commons, in this present Parliament assembled,
by the Authority of the same, That it shall be la
for any Officer commanding any Ship of War of
Majesty or of the Republic of *Chile*, not below
Rank of Lieutenant of the Royal Navy, (unless
Command shall, by reason of Death or otherwise
held by an Officer of inferior Rank,) or by the
cer who at the Time shall be Second in Comman
the Ship, and who shall be duly instructed and au
rized, according to the Provisions of the said Tr
to visit and search any Merchant Vessel of eithe
the said Two Nations which shall upon reasor
Grounds be suspected of being engaged in the T
in Slaves, or having been fitted out for that Pur
or of having been engaged in such Traffic during
Voyage in which such Vessel is met, and to detain
send or carry away such Vessel, together with its
sters, Sailors, Passengers, Slaves, and Cargo, for
Purpose of such Vessel being brought to Adju
tion before One of the Mixed Courts of Justice
be established in virtue of the Seventh Article of
said Treaty; and all such Commanders and other
cers in the Exercise of such Rights shall comply

several Provisions and Instructions of the said Treaty 1840 which apply thereto respectively.

II. And be it enacted, That all Ships and Vessels longing wholly or in part to Her Majesty's Subjects, which shall be suspected upon reasonable Grounds of being engaged in the Traffic in Slaves, or of having been fitted out for that Purpose, or of having been engaged in such Traffic during the Voyage in which such Vessel is met, and all Boats, Apparel, and Carges therein, shall be subject to Search and Detention *British* or *Chilian* Vessels of War, duly authorized for that Purpose, according to the Stipulations of the said Treaty, and subject to Condemnation or other Judgment by the Judges and Arbitrators of the Mixed Courts to be appointed according to the Provisions of the said Treaty.

III. And be it enacted, That it shall be lawful for Her Majesty, by any Warrant under Royal Sign Manual, countersigned by One of Her Majesty's Principal Secretaries of State for the Time being, to appoint such Judges and Arbitrators as are in and by the said Treaty mentioned to be appointed by Her Majesty, and from Time to Time to supply any Vacancies which may arise in such Offices by appointing other Persons thereto, and to grant Salaries to such Judges and Arbitrators as aforesaid, not exceeding such annual Sums as the Commissioners of Her Majesty's Treasury shall from Time to Time direct; and such Judges and Arbitrators shall be empowered to examine and decide all such Cases of Detention, Captures, and Seizures of Vessels and their Cargoes as aforesaid, detained, seized, or captured under the said Treaty, as are by the said Treaty and by this Act made subject to their Jurisdiction, and to proceed therein, and give such Judgments and make such Orders therein, and do all other Things appertaining thereto, agreeably to the Provisions of the said Treaty, fully as if special Powers for that Purpose were inserted in this Act.

IV. And be it enacted, That it shall be lawful for Her Majesty, by any Warrant under Her Royal Sign Manual, countersigned by One of Her Majesty's Principal Secretaries of State for the Time being, to appoint a Secretary or Registrar to each of the Mixed Courts which shall be established in Her Majesty's Do-

1840 minions, and from Time to Time to supply by or Appointments any Vacancy which may thereafter or in such Office, and to grant a Salary to such Secret or Registrar, not exceeding such annual Sum as the Commissioners of Her Majesty's Treasury shall from Time to Time direct; and such Secretary or Registrar shall be empowered to perform all the Duties of such Office forth by the said Treaty, and to do all such Things may be necessary for the due Discharge of the Duties of his said Office.

V. And be it enacted, that in case of the Death, Sickness, Absence on Leave, or any other legal Impediment of any such *British* Judge of either of the Courts established by virtue of the said Treaty, such *British* Arbitrator of such Court shall fill the Office of such Judge *ad interim* until the Office shall be thereafter filled by some Person appointed by Her Majesty, or until such Judge shall resume the Duties of his said Office; and that in case of such Vacancy of the Office of *British* Arbitrator of the Court established by virtue of the said Treaty in the Possessions of Her Majesty, or in case of the Death, Sickness, Absence on Leave, or other Impediment of the said Arbitrator of the said Court, the Office of such Arbitrator shall be filled *ad interim* successively by the Governor, Lieutenant Governor resident in such Possession, the principal Magistrate in the same, and by the Secretary of the Government, until the said Office shall be filled by some Person appointed by Her Majesty, or until such Arbitrator shall resume the Duties of his said Office; and that in case of the Death, Sickness, Absence on Leave, or other legal Impediment of the *British* Arbitrator in the Court established by virtue of the said Treaty within the Possessions of the Republic of *Chile*, or of his assuming *interim* the Duties of a Judge of the said Court aforesaid, the Office of such *British* Arbitrator shall be filled *ad interim* successively by the *British* Consul and *British* Vice Consul resident in such Possession; and in case of such Vacancy of the Office of such *British* Judge and *British* Arbitrator, that such Office of Judge shall be filled by the *British* Consul, and such Office of *British* Arbitrator by the *British* Vice Consul; and in case there shall be

British Consul or Vice Consul at such Place, then 1840 that it shall be lawful for the *Chilian* Arbitrator to act in all those Cases in which a *British* Arbitrator, if there were any, would be required to act; and in case of such Vacancy in the Offices both of *British* Judge and *British* Arbitrator, and there should be neither a *British* Consul nor *British* Vice Consul resident at such Place, then that it shall be lawful for the *Chilian* Judge and *Chilian* Arbitrator of such Court to sit alone in such Court; and in all Cases brought before them for Adjudication to adjudge the same and pass Sentence accordingly, until the said Offices shall respectively be thereafter filled by some Person or Persons appointed by Her Majesty, or until the said *British* Judge and *British* Arbitrator shall resume the Duties of their said Offices respectively.

VI. And be it enacted, That every such Judge and Arbitrator so appointed by Her Majesty, before he shall enter upon the Execution of any of the Duties of such his Office, shall take an Oath in the Presence of the principal Magistrate then residing and acting in the Colony, Settlement, or Place in which the Court shall be established, whether belonging to Her *Britannic* Majesty or to the Republic of *Chile*; which Oath any such Magistrate shall be authorized to administer in the Form following; (that is to say,)

I *A. B.* do solemnly swear, That I will, according to the best of my Skill and Knowledge, act in the Execution of my Office as faithfully, impartially, fairly, and without Preference or Favour either for Claimants or Captors or any other Persons; and that I will, to the best of my Judgment and Power, act in pursuance of and according to the Stipulations, Repulations, and Instructions contained in the Treaty between Her Majesty and the Republic of *Chile*, signed at _____ on the _____ in the Year One thousand eight hundred and _____;

And every Secretary or Registrar appointed by Her Majesty under the Provisions of the said Treaty and of this Act, before he enters on the Duties of his said Office, shall take an Oath before One of the Judges of the said Court, who shall be empowered to administer the same in the Form following; (that is to say,)

I *A. B.* do solemnly swear, That I will, according

1840 to the best of my Skill and Knowledge, act in the Execution of my Office; and that I will conduct myself with Respect to the Authority of the Judges and Arbitrators of the Court to which I am attached, and will act with Fidelity in all the Affairs which may belong to my Charge, and without Preference or Favour either for Claimants or Captors or any other Persons.

Art. VII. And be it enacted, That it shall be lawful for the said Judges or Arbitrators, or either of them, or for any such Secretary or Registrar, to administer Oaths to and take the Depositions of all Parties, Witnesses, and other Persons who may come or be brought before them to be examined, or for the Purpose of deposing in the course of any Proceeding before the said Judges or Arbitrators under the said Treaty and this Act; and it shall also be lawful for the said Judges and Arbitrators to summon before them all Persons whom they may deem it necessary or proper to examine in relation to any Proceeding under their Cognizance, and to send for and issue Precepts for the producing of all such Papers as may relate to the Matters in question before them; and to enforce all such Summonses, Orders, and Precepts by such and the like Means, Powers, and Authorities as any Court of Vice Admiralty may do.

VIII. And be it enacted, That every Person who shall wilfully and corruptly give false Evidence in any Examination or Deposition had or Affidavit taken in any Proceeding before the Judges or Arbitrators aforesaid under the said Treaty or this Act; shall be deemed guilty of Perjury, and being thereof convicted shall be subject and liable to all the Pains and Penalties to which Persons convicted of wilful and corrupt Perjury are liable; and every such Person may be tried for any such Perjury, either in the Place where the Offence was committed or in any Colony or Settlement of Her Majesty near thereto in which there is a Court of competent Jurisdiction to try any such Offence, or in Her Majesty's Court of Queen's Bench in *England*; and that in case of any Prosecution for such Offence in Her Majesty's said Court of Queen's Bench the Venue may be laid in the County of *Middlesex*.

IX. And be it enacted, That the Pendency of any Suit or Proceedings instituted before the said Judges or

Arbitrators for the Condemnation or Restitution of any Ship or Cargo, or Slaves, taken, seized, or detained by virtue of the said Treaty, or the final Adjudication, Condemnation, or Judgment or Determination thereupon, may be pleaded in bar, or given in Evidence under the General Issue, and shall be deemed in any Court whatever to be a complete Bar in any Action, Suit, or Proceeding, whether instituted by any Person or Persons for the Recovery of any such Ship, Vessel, or Cargo, or of any Damage or for any Injury sustained thereby; or by the Persons on board the same, in consequence of any Capture, Seizure, or Detention, or any thing done in pursuance of the Provisions of the said Treaty.

X. And be it declared and enacted, That if any of the Particulars specified in the Ninth Article of the said Treaty shall be found in the Outfit and Equipment of or on board any such Merchant Vessel wholly or in part owned by Subjects of Her Majesty, and visited and detained in pursuance of the said Treaty, such Vessel, unless Proof be given to the contrary, shall be taken to have been engaged in the Slave Trade, or to have been fitted out for the Purposes of such Traffic, and to be equipped and employed for the Purposes declared unlawful by an Act of Parliament passed in the Fifth Year of the Reign of His Majesty King George the Fourth, intituled *An Act to amend and consolidate the Laws relating to the Abolition of the Slave Trade.*

XI. And be it enacted, That any Ship or Vessel which shall be condemned under any such Authority as aforesaid may be taken into Her Majesty's Service upon Payment of such Sum as the Lord High Admiral or the Lords Commissioners of the Admiralty shall deem a proper Price for the same, or if not so taken shall be broken up and demolished, and the Materials thereof shall be publicly sold in separate Parts, together with the Goods, Wares, and Merchandize laden therein, for the Profit of the Two Governments of *Great Britain* and *Chile*, and the Proceeds thereof shall be paid to such Person or Persons as the Commissioners of Her Majesty's Treasury may appoint to receive the same.

XII. And be it enacted, That where any Ship or

1840 Vessel employed or engaged in illicit Traffic in Slaves, in violation of the said Treaty, shall be seized by any Ship or Vessel belonging to Her Majesty, duly authorized to make such Seizure under the Provisions of the said Treaty or Articles, and shall be after wards condemned by any of the Commissioners appointed in virtue of the Treaty or Articles aforesaid, there shall be paid to the Captors the Portion to which Her Majesty is entitled, such Portion to be distributed in the Manner herein-after directed for the Distribution of Bounties on Slaves taken on board the said Vessels.

XIII. And be it enacted, That there shall be paid to the Commanders, Officers, and Crew of Her Majesty's Ships authorized to make Seizures under the said Treaty a Bounty of Five Pounds for every Man, Woman, and Child Slaves seized and found on board a *British* or *Chilian* Ship or Vessel taken and condemned in pursuance of the Provisions of the said Treaty and of this Act, such Bounty to be distributed to and amongst the Captors aforesaid, in such Manner and Proportions as Her Majesty shall think fit to order by any Order in Council, or by any Proclamation to be made for that Purpose.

XIV. And be it enacted, That where any Ship or Vessel which shall have been seized and condemned under the Provisions of the said Treaty shall have been or shall be demolished, and the Materials thereof publicly sold in separate Parts, as well as her Cargo, there shall be paid to the Commanders, Officers, and Crews of Her Majesty's Ships authorized to make and making such Seizures, and in addition to the Amount which may be payable in respect of Her Majesty's Portion of the Proceeds of such Sale as herein-before mentioned, a further Bounty on the Tonnage of such Ship or Vessel, at the Rate of Thirty Shillings for every Ton of such Tonnage.

XV. And be it enacted, That where any Ship or Vessel having no Slaves on board shall have been seized and condemned under the Provisions of the said Treaty there shall be paid to the Commanders, Officers, and Crews of Her Majesty's Ships authorized to make and making such Seizure an additional Bounty upon the Tonnage of such Ship or Vessel at the Rate of Four Pounds for every Ton; and the Tonnage of all

such Vessels shall be ascertained according to the Mode 1840 of ascertaining the Admeasurement of *British Vessels*, either by the principal Officer of the Customs at the Port where the Vessel may be at the Time of Condemnations, or in default thereof by the best Evidence which can be obtained, to be certified by the Commissioners by whom such Condemnation shall be pronounced: Provided always, that in every Case in which any Ship or Vessel be seized with Slaves on board, in which the Bounty alculated upon the Number of Slaves shall be less than the Bounty calculated upon the Tonnage, the Commanders of Her Majesty's Ships making the Seizure may elect to take the Bounty calculated according to Tonnage, instead of the Bounty which would be payable upon the Number of Slaves on board.

XVI. And be it enacted, That all Bounties payable under this Act shall be payable out of the Consolidated Fund of the United Kingdom of *Great Britain* and *Ireland* to the Commanders, Officers. and Crews of Her Majesty's Ships authorized to make such Seizures under the Provisions of any such Treaties or Conventions, and such Bounties shall be issued and paid by Order from the Commissioners of Her Majesty's Treasury.

XVII. And be it enacted, That the said Bounty, as also all Bounties payable under any of the Acts for the Abolition or Suppression of the Slave Trade, shall not hereafter be charged with Treasury Fees or Exchequer Fees of any Description.

XVIII. Provided always, and be it enacted, That in order to entitle the Captors to receive the said Bounty Money the Tonnage of the Ship or Vessel so seized and condemned shall be proved to the Commissioners of Her Majesty's Treasury, by producing a Copy, duly certified, of the Sentence or Decree of Condemnation, or by such documentary or other Evidence as they may deem satisfactory.

1840

34.

Traité entre le royaume de Saxe, le Duché de Saxe-Altenbourg et le royaume de Bavière sur la construction d'une route de fer de Nürnberg par Hof jusqu'à Leipzig. Conclu et signé à Munich le 14 Janvier 1841.

(Gesetz- und Verordnungsblatt für das Königreich Sachsen. Jahrg. 1843, St. 14.)

Die Königlich Sächsische und die Herzoglich Sachsen Altenburgische Regierung einer Seits, dann die Königlich Bayerische Regierung anderer Seits, in Anerkennung der Vortheile, welche eine zwischen Nürnberg und Leipzig in möglichst gerader Richtung herzustellende Eisenbahnverbindung, sowohl für die commerciellen Beziehungen dieser Städte unter sich, als für die Belebung des grösseren Verkehrs zwischen Sachsen und Bayern und im Innern von Deutschland überhaupt gewähren würde, sind zu thunlichster Förderung dieses wünschenswerthen Endzweckes über folgende Punkte übereingekommen.

Art. 1. Die Eingangsgedachten Regierungen verpflichten sich gegenseitig, dem Unternehmen einer Eisenbahn von Nürnberg nach Leipzig ihre thätige Fürsorge zu widmen, und dessen Zustandekommen durch alle im Bereiche ihrer Wirksamkeit liegende Mittel zu befördern.

Art. 2. Diese Eisenbahn, deren Anlage, so viel irgend thunlich auf Beförderung mittelst Dampfkraft zu berechnen ist, (ohne dass jedoch hierdurch die Benutzung etwa im Laufe der Zeit sich ergebender, durch die Erfahrung bewährter Verbesserungen und Abänderungen hinsichtlich des Fortschaffungsmittels etc. ausgeschlossen wäre) wird auf Königlichen Bayerischem Gebiete die Richtung innehalten, welche die unter dem 26. April 1839 bekannt gemachten, Allerhöchst bestätigten Statuten der Gesellschaft zu Herstellung einer Eisenbahn von Nürnberg über Bamberg zur nördlichen Reichsgrenze festsetzen, mithin von Nürnberg über Erlangen

nach Bamberg, von da über Culmbach und Hof bis 184 zur Königlich Sächsischen Grenze geführt werden.

Von Leipzig aus wird die Eisenbahn über Altenburg und Plauen nach der Sächsisch-Bayerischen Grenze dirigirt werden, um hier mit der von Hof aus entgegenkommenden Bayerischen Bahnlinie in Verbindung zu treten.

In Ansehung des eigentlichen Anschlusspunctes ist man auf dem Grunde der bisherigen technischen Erörterungen übereingekommen, dass die Vereinigung der beiden Bahnzüge bei dem Sächsischen Dorfe Sachsgrün stattfinden soll, vorbehältlich jedoch der Verständigung über einen andern geeigneten Uebergangspunct für den Fall, dass ein solcher unter noch günstigeren Steigungsverhältnissen künftig zu ermitteln wäre.

Die näheren Bestimmungen und Modificationen der Bahnlinie innerhalb der einzelnen Staaten bleiben der eigenen Entschliessung jeder Regierung ausschliesslich überlassen; dergestalt, dass die letzteren nur in Ansehung der Innehaltung des obigen Bahnzuges im Allgemeinen, so wie des Vereinigungspunctes auf der Grenze als gegenseitig verpflichtet anzusehen sind.

Art. 3. Die contrahirenden Regierungen werden, eine jede innerhalb ihres Staatsgebiets, unverzüglich die nöthigen Einleitungen treffen, um diejenigen Bedingungen und Vorerfordernisse baldigst ins Leben zu rufen, die sie nach Maassgabe der inneren Landesverhältnisse, sowie der bestehenden Gesetze und Verwaltungsgrundsätze für die geeignetsten halten, um dem in Artikel 1 und 2 gedachten Eisenbahnunternehmen einen entsprechenden Fortgang zu sichern.

Insofern daher für solches in dem einen oder dem andern Staate Actiengesellschaften unter Genehmigung der Regierung sich bilden sollten, so behalten die Regierungen beiderseits sich vor, selbigen innerhalb der geeigneten Grenzen die zur möglichst vollständigen Entwicklung ihrer Thätigkeit erforderlichen Authorisationen und Zugeständnisse zu gewähren, zugleich aber auch denselben gegenüber die nöthigen Garantien zu stipuliren und Bedingungen festzusetzen, damit das Unternehmen in der verabredeten oder in dem Art. 5 Absatz 2 bezeichneten Falle anderweit zu verabredenden Frist wirklich ausgeführt und die Anstalt gegenwärtiger Uebereinkunft gemäss eingerichtet werde.

1840 Sofern jedoch Privatunternehmer für die in Frage stehende Eisenbahn überhaupt nicht zu gewinnen, oder deren Kräfte der vollständigen Durchführung des Unternehmens im Ganzen oder auch für einzelne Strecken und in den gemäss Art. 5. festzusetzenden Fristen nicht gewachsen wären, oder dessen vertragsmässige Ausführung von denselben rechtzeitig nicht geleistet würde, oder endlich die eine oder die andere Regierung es in ihrer Convenienz finden sollten, von der Mitwirkung einer Actiengesellschaft überhaupt abzusehen; so übernehmen die contrahirenden Regierungen für diese Fälle die Verbindlichkeit, die Bahn innerhalb ihrer respectiven Territorien auf Staatskosten auszuführen.

Art. 4. Obgleich die beteiligten Regierungen darüber einverstanden sind, die Eisenbahn von Nürnberg nach Leipzig ihrer Idee und ihrem Zwecke nach als eine Sächsisch-Bayerische Gesamtbahn zu betrachten, deren Beginnen und Fortführung in dem einen Staate das gleichmässige Vorschreiten in dem andern bedingt, so wird es doch als sich von selbst verstehend angenommen, dass die beiden Bahnlinsen auf Königlich dann Herzoglich Sächsischem Gebiete einer Seite, dann Königlich Bayerischem Gebiete anderer Seits, so viel die technische Ausführung des Baues, den Bahnbetrieb und die Beschaffung der zu beiden erforderlichen Geldmittel anlangt, als getrennte und von einander unabhängige Unternehmungen anzusehen seien, deren jede einer besondern Regie, und der speciellen Oberaufsicht der betreffenden Regierung unterworfen bleibt.

Man wird jedoch darauf Bedacht nehmen, durch vorgängige Verständigung über die bei Anlage und Verwaltung beider Bahnabtheilungen zu befolgenden Grundsätze in den künftigen Betrieb der beiderseitigen Anstalten so viel möglich Uebereinstimmung und Gleichförmigkeit zu bringen, und alles dasjenige in gegenseitigem Einverständnisse zu ordnen, was für das gesicherte Ineinandergreifen derselben, namentlich auf dem Uebergangspuncte, sowie etwa hinsichtlich der postalischen Verhältnisse, nöthig und unerlässlich ist.

Insbesondere wird die Regulirung der Bahntarife dem gegenseitigen Einverständnisse vorbehalten, wobei nebst der Rücksicht auf Gleichförmigkeit, als leitender Grundsatz gelten soll, dass dadurch der Verkehr und die Frequenz der Bahnen möglichst erleichtert werde.

Zum Behufe der hienach beabsichtigten weiteren Ver- 1840
bindung soll innerhalb drei Monaten nach erfolgter
Wechselung der Ratificationen dieser Convention ein
Zusammentritt von Königlich Sächsischen, Königlich
Bayerschen und Herzoglich Sachsen-Altenburgischen Com-
missarien in München stattfinden, welche alle auf die
Beziehung gegenwärtiger Uebereinkunft bezüglichen
Puncte zu verabreden, und bis auf Genehmigung ihrer
respective Regierungen verbindlich festzustellen haben.

Art. 5. Da es bei dem Umfange der fraglichen
Bahnanlage und der Grösse der dazu erforderlichen
Mittel unthunlich fällt, den Bau gleichzeitig auf
allen Punkten zu beginnen, vielmehr die Nothwendig-
keit erheischt, die Ausführung auf eine längere Reihe
von Jahren zu vertheilen, und streckenweise damit vor-
zuschreiten, so ist man, um gleichwohl die allmähliche
Entwicklung des Unternehmens in den verschiedenen
Jahren ändern gegen Wechselfälle sicher zu stellen, über fol-
gende Puncte übereingekommen.

Der Bau der Eisenbahn von Nürnberg nach Leip-
zig wird in Bayern auf den Strecken von Nürnberg
nach Bamberg, und von Bamberg nach Culmbach; in
Sachsen auf den Tracten von Leipzig nach Altenburg,
und von da nach Plauen, und zwar, wenn in dem näch-
sten Frühjahre nach dem Stande der politischen Bege-
benheiten die Fortdauer des Friedens als gesichert an-
zunehmen ist, noch in dem Frühjahre 1841 gleichzeitig
begonnen und thätigst gefördert werden.

Sobald solchergestalt auf jeder Seite mindestens ein
Drittheil der ganzen Bahnlinie vollendet ist, was, wo
möglich thunlich, bis zum Frühjahre 1843 der Fall sein
soll, oder auch nach Befinden schon früher, wird, ohne
dass jedoch, soferne nicht politische Ereignisse einen
Aufschub unerlässlich machen, die Fortsetzung der Ar-
beiten unterbrochen werden darf, über die Ausführung
der übrigen Bahnsectionen weitere Abrede getroffen,
dabei aber jedenfalls von dem Gesichtspuncte ausgegangen
werden, dass die beiderseitigen Bahnzüge längstens nach
sechs Jahren, von dem ersten Beginnen der Bahnarbei-
ten an gerechnet, sich an dem Anschlusspuncte bege-
gnen müssen.

Art. 6. Gegenwärtige, in drei Exemplaren ausge-
fertigte, Uebereinkunft soll ratificirt, und sollen die Ra-

560 *Traité entre la Grande-Bretagne*

1840 tificationen längstens binnen vier Wochen nach der Unterzeichnung gegenseitig ausgewechselt werden.

So geschehen München, den 14. Januar 1841.

(L. S.) R. von KÖNNERITZ. (L. S.) Frhr. von GME.

Die Auswechslung der Ratificationsurkunden d. d. Dresden, den 21. Januar und München, den 17. ejed. ms. hat am 27. Januar 1841 zu München stattgefunden.

35.

*Traité entre la Grande-Bretagne
et la République Mexicaine sur l'abolition de la traité d'esclaves. Signé
à Mexico le 24 Février 1841.*

Publication officielle faite à Londres le 10 Août 1843.

Whereas on the Twenty-fourth Day of *February* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and forty-one a Treaty was concluded and signed at *Mexico*, between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of *Great Britain and Ireland* and the *Mexican* Republic, for the Abolition of the Traffic in Slaver, whereby it was agreed as follows:—

Art. I. The Slave Trade is declared by this Treaty to be totally and perpetually abolished in all Parts of the World on the Part of the *Mexican* Republic, as are already Slavery in the *Mexican* Territory and the aforesaid Traffic in Slaves on the Part of *Great Britain*.

Art. II. The Government of *Mexico* engages to take, immediately after the Exchange of the Ratifications of the present Treaty, and subsequently from Time to Time when it may be necessary, the most effectual Measures to prevent the Citizens of the *Mexican* Republic from being concerned in the Slave Trade, and the Flag of the said Republic from being employed in any way in carrying on that Traffic, and binds itself specially to procure from the National Congress as soon as possible a penal Law by which the severest Punishment shall be imposed on all Citizens of the Republic who shall, under whatsoever Pretext, take any Part in the aforesaid Traffic in Slaves.

Art. III. The *Mexican* Government engages to

ose in the National Congress a Law which shall 1841
re to be Pirates all such Citizens of the Republic
ay be engaged in the Slave Trade, as well as all
Individuals as may carry it on under the Natio-
Flag; and Her Majesty the Queen of the United
dom of *Great Britain and Ireland* and His Ex-
ncy the President of the Republic mutually bind
selves to promulgate or propose in their respective
statures the most suitable Measures for immediately
ring into execution the Laws of Piracy, which are
e applicable to the said Traffic, in conformity with
egislative Enactments of each of the Two Countries
respect to the Vessels and Subjects or Citizens of
Two Nations.

art. IV. In order to prevent completely all Infrin-
ent of the Spirit of the present Treaty the Two
Contracting Parties mutually consent that the Ships
eir respective Navies which shall be provided as
in-after mentioned with special Instructions for the
ose, may search such Merchant Vessel of the Two
ons as may be suspected, on reasonable Grounds,
eing engaged in the Traffic in Slaves, or of having
fitted out for the Purpose thereof, or of having,
ng the Voyage in which they may be met with by
said Cruisers, been engaged in the Traffic in Slaves,
ntravention of the Stipulations of the present Treaty;
the Two Contracting Parties also agree that the
Cruisers may detain such Vessels, and send or
ey them to be tried in the Manner herein-after
ided.

With a view to avoid even the Possibility of Annoy-
to the Coasting Trade of *Mexico* from the Exer-
of the mutual Right of Search stipulated in the
ent Article, the High Contracting Parties agree that
said Right shall not be enforced within a Line
rn from the Mouth of the *Rio Bravo del Norte*,
twenty-five Degrees Fifty-five Minutes of North
tude, and Ninety-seven Degrees Twenty-five Mi-
s. of Longitude West from *Greenwich*, to the Port
iscal in the Peninsula of *Yucatan*, in Twenty-one
rees Six Minutes of North Latitude, and Ninety
rees Four Minutes of Longitude West from *Green-*
; it being always understood that if a Vessel su-
ted of being engaged in the Slave Trade shall be
uil gén. Tome IV. Nn

1841 discovered without the said Line by a *British* or *Mexican* Cruiser, and shall succeed in passing within that Line, it shall not on that Account be considered as protected by the present Restriction, which is solely adopted for the greater Security of the Coasting Trade of *Mexico*.

Nor shall the reciprocal Right of Search be exercised in the *Mediterranean* Sea, nor in the Seas of *Europe* lying without the Straits of *Gibraltar*, and to the North of the Thirty-seventh Parallel of North Latitude, and to the Eastward of the Meridian of Twenty Degrees West of *Greenwich*.

Art. V. In order to regulate the Mode of carrying into execution the Provisions of the preceding Article it is agreed,

First. That their respective Governments shall provide the Ships of the Navies of the Two Nations to be employed in future in the Prevention of the Slave Trade with Copies, in the *English* and *Spanish* Languages, of the present Treaty, of the Instructions for Cruisers annexed thereto, *sub litera* (A.), and of the Regulations for the Tribunals which shall have to try the Vessels detained by virtue of the Stipulations contained in this Treaty, which are also annexed, *sub litera* (B.), which Annexes respectively shall be considered as integral Part of the said Treaty:

Secondly. That each of the High Contracting Parties shall from Time to Time communicate to the other the Names of the several Ships destined for this Service, and furnished with such Instructions, the Force of each, and the Names of their Commanders.

Thirdly. That when the Commander of a Cruiser of either of the Two Nations shall suspect that any One or more Vessel or Vessels navigating under the Escort or Convoy of a Ship of War of the other Nation carries Slaves on board, or has been engaged in this prohibited Traffic, or is fitted out for it, he shall communicate his Suspicions to the Commanding Officer of the Convoy, who, accompanied by the Commanding Officer of the Cruiser, shall proceed to the Search of the suspected Vessel; and in case that the Suspicions appear well founded according to the Tenor of this Treaty, then the said Vessel shall be conducted or sent

to the Place where it is to be brought to Trial, in order that the just Sentence may there be pronounced. 1841

Fourthly. It is further agreed, that the Commanders of the Ships of the Two Navies who shall be employed on this Service shall adhere in each Case to the exact Tenor of the said Instruction.

Art. VI. As the Two preceding Articles are entirely reciprocal, the High Contracting Parties engage to make good any Losses incurred by their respective Subjects or Citizens by the arbitrary and illegal Detention of their Vessels, it being understood that this Compensation shall be paid invariably by the Government whose Cruiser shall have been guilty of such arbitrary and illegal Detention; and they also engage that the Visit and Detention of Vessels, specified in the Fourth Art. of this Treaty, shall only be effected by such *English* or *Mexican* Ships as may form Part of the Royal and National Navies of the High Contracting Parties, and which are provided with the Documents mentioned in the preceding Article.

Art. VII. It is agreed by the present Article, that the Vessels detained, in conformity with the Fourth Article of this Treaty, by *British* or *Mexican* Cruisers, shall be conducted or sent, together with their Commanders, Crews, and Cargoes, to the nearest Point in the Country to which the captured Vessel belongs, where there may be a competent Tribunal to try it; (that is to say,) *British* Vessels are to be conducted or sent to the nearest Possession of Her *Britannic* Majesty where such Tribunal exists, and *Mexican* Vessels to the Port of *Vera Cruz*, except in Cases in which Slaves shall be on board at the Time of Capture; in such Cases the Vessel shall be sent or conducted to the nearest Possession of either of the Two Powers, or to such Place belonging to either as may be soonest reached, according to the Judgment of the Commander of the capturing Ship, under his own Responsibility, in order that the Slaves may be landed; the Vessel, with the Remainder of her Cargo, her Commander and Crew, shall be after-wards sent or conducted to the Place where she is to be tried, in conformity with the before-mentioned Provisions of this Article..

The Governments of the High Contracting Parties shall have the Power to name, by themselves or through

1841 the Medium of their Legations or Consulates, an Advocate, who may be a Subject or Citizen of either of the Two Nations, to undertake the Prosecution or Defence, as the Case may be, of the Vessels brought to Trial, and solemnly pledge themselves to afford to such Advocates all necessary Liberty and Protection, and such as is allowed by Law to the Advocates of the Country.

For the more speedy Conclusion of these Trials, the High Contracting Parties engage to procure the Enactment of Laws which shall abridge as much as possible the Forms of Indictment and Sentence.

Art. VIII. When the Commanding Officer of any of the Ships of the Navies of Her *Britannic* Majesty or of the Republic of *Mexico*, commissioned respectively in due Form, according to the Provisions of the Fourth Article of this Treaty, shall deviate in any respect from the Stipulations of the said Treaty, or from the Instructions annexed thereto, the Government which shall conceive itself wronged shall be entitled to demand Reparation, and in such Case the Government in whose Service the said Commanding Officer may be binds itself to cause an Inquiry to be made into the Subject of Complaint, and to inflict on such Officer a Punishment proportioned to the Offence.

Art. IX. It is further agreed, that every Merchant Vessel, *British* or *Mexican*, which shall be visited by virtue of the present Treaty, may be detained and sent or brought before the proper Tribunals, if there shall be found in her Equipment any of the following Things: —

First. Hatches with open Gratings, instead of the close Hatches which are usual in Merchant Vessels.

Secondly. Divisions or Bulkheads in the Hold, or on Deck, in greater Number than are necessary for a Vessel engaged in lawful Trade.

Thirdly. Spare Plank prepared to be fitted up as a Second or Slave Deck.

Fourthly. Shackles, Bolts, or Handcuffs.

Fifthly. A Quantity of Water in Casks or Tanks much greater than is requisite for the Consumption of the Crew of the Vessel as a Merchant Vessel.

Sixthly. An extraordinary Number of Water Casks, or of other Vessels for holding Liquid, unless the Ma-

ster shall produce a Certificate from the Custom House 1841 of the Port from which he cleared outwards, stating that the Owners of such Vessel had given sufficient Security that such extra Quantity of Casks or of other Vessels should only be employed to receive Palm Oil, or for other Purposes of lawful Commerce.

Seventhly. A greater Quantity of Mess Tubs than are requisite for the Use of the Crew of the Vessel as a Merchant Vessel.

Eighthly. A Boiler of an unusual Size, and larger, than is requisite for the Use of the Crew of the Vessel as a Merchant Vessel, or more than One Boiler of the ordinary Size.

Ninthly. An extraordinary Quantity of Rice, of Flour of Brazil, of Manioc, or Cassada commonly called Farina, of Maize, exceeding what might probably be consumed by the Crew, such Rize, Flour, or Maize not appearing to be entered on the Manifest as Part of the Cargo for Trade.

Any One or more of these several Circumstances, if proved, shall be considered as Indications *prima facie* of the actual Employment of the Vessel in the Slave Trade, and will serve therefore to condemn and declare her a lawful Prize, unless it be established by satisfactory Evidence on the Part of the Master or Owners that the Vessel at the Time of her Detention was, employed in some legal Pursuit.

Art. X. If any of the Things specified in the preceding Article shall be found in any Merchant Vessel, no Compensation for Losses, Damages, or Expences resulting from the Detention of such Vessel shall be allowed either to her Master or to her Owner, or other Person interested in her Equipment or Lading, even though the Tribunal declare her acquitted.

Art. XI. It is hereby agreed between the Two High Contracting Parties that in all Cases in which a Vessel shall be detained, according to the Stipulations of this Treaty, by their respective Cruisers as having been engaged in the Slave Trade, or as having been fitted out for the Purpose thereof, and shall consequently be tried and condemned by the proper Tribunal, the said Vessel shall, immediately after her Condemnation, be broken up, and the separate Parts sold.

Art. XII. Each of the High Contracting Parties so-

1841 solemnly binds itself to guarantee the Liberty of the Negroes who may be emancipated and conducted to either of the Two Nations, by virtue of the Stipulations of this Treaty, from the Moment of their landing in their respective Territories, and to afford from Time to Time, when demanded by the other Party or by the respective Tribunals, the fullest Information as to the State and Condition of such Negroes, with a view of insuring the due Execution of the Treaty in this respect.

For this Purpose the Regulations annexed to this Treaty, *sub literâ* (C.), as to the Treatment of such liberated Negroes, have been drawn up and declared an integral Part of the said Treaty.

The High Contracting Parties reserve to themselves the Right of altering and suspending, by common Consent, but not otherwise, the Terms of the said Regulations.

Art. XIII. The Annexes of this Treaty, which it is mutually agreed shall form an integral Part thereof, are as follows :

(A.) Instructions for the Ships of the *British* and *Mexican* Navies destined to prevent the Traffic in Slaves.

(B.) Regulations for the Tribunals which are to take cognizance of the Trials of the Vessels detained by virtue of the Stipulations of this Treaty.

(C.) Regulations for the Treatment of the liberated Negroes.

Art. XIV. As the principal Object of this Treaty, additional Articles, and Three Annexes which form Part of it, is no other than that of preventing the Traffic in Slaves, without any Annoyance to the respective Merchant Shipping of the Two Nations, the High Contracting Parties, animated by the same Sentiments, agree that if in future should appear necessary to adopt new Measures for attaining the said beneficent Object, or for obviating any Inconvenience to the aforesaid Shipping, which Experience shall have made known, in consequence of those established in this Treaty, additional Articles, and Annexes proving inefficacious, the said High Contracting Parties will consult together for the complete Attainment of the Object proposed.

Art. XV. The present Treaty, consisting of Fifteen Articles, shall be ratified, and the Ratifications thereof exchanged in *London*, within a Year from this Date.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries 1841 have signed, in Duplicate, in the *English* and *Spanish* Languages, the present Treaty, and have affixed their respective Seals.

Done in the City of *Mexico*, this Twenty-fourth Day of *February* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and forty-one.

(L. S.) RICHARD PAKENHAM.
(L. S.) LUIS GONZAGA CUEVAS.

Additional Articles.

I. Her *Britannic* Majesty agrees that, for the first Eight Years of the Duration of the present Treaty, the Government of the Republic shall not be obliged to appoint Cruisers to prevent the Traffic in Slaves; but the said Government of *Mexico* reserves to itself the Right of appointing such Cruisers as soon as the Circumstances of its Navy may permit such Appointment, giving Notice thereof to the Government of Her *Britannic* Majesty.

II. To avoid even the Possibility of Prejudice resulting from the Ninth Article of Treaty of this Date to the Merchant Vessels which the *Mexican* Government may have occasion to employ in certain Cases for the Conveyance of Troops by Sea, or of Convicts from one Point of the Republic to another, it is agreed to except from the Operation of the Ninth Article the Merchant Vessels employed by the *Mexican* Government in such Service; such Vessels shall not be liable to be detained, even if One or more of the Things mentioned in the aforesaid Article should be found on board, provided they do not convey Negroes for the Slave Trade, and that the Captain of the Vessel on board which the prohibited Articles or Effects are found produce a Document, signed by any competent Authority of the Republic, stating the Service on which such Vessel is employed; but such Document must not be of a Date so remote that it may be believed, on reasonable Grounds, to have been issued for another Voyage anterior to that on which such Vessel has been met with.

The Two preceding additional Articles shall have the same Force and Effect as if they had been inserted, Word for Word, in the Treaty of this Date. They shall be ratified and the Ratifications exchanged at the same Time as those of the Treaty of which they form Part.

1841 In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed them, and affixed their Seals.

Done in the City of *Mexico*, this Twenty-fourth Day of *February* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and forty-one.

(L. S.) RICHARD PAKENHAM.

(L. S.) LUIS GONZAGA CUEVAS.

ANNEX (A.)

To the Treaty between Great Britain and the Republic of Mexico for the Abolition of the Slave Trade.

Instructions for the Ships of the British and Mexican Navies employed to prevent the Traffic in Slaves.

Art. I. The Commander of any Ship belonging to the Navy of Her *Britannic* Majesty, or of the Republic of *Mexico*, duly furnished with these Instructions, shall have the Right to visit, search, and detain any *British* or *Mexican* Merchant Vessel which shall be engaged, or suspected on good Grounds of being engaged, in the Slave Trade, or of being fitted out for that Purpose, or of having been engaged in the said Traffic during the Voyage in which such Vessel may be met with by such Ship of the *British* or *Mexican* Navy. If such Commander should find his Suspicions borne out, he may send or bring such Vessel as soon as possible to be tried by the competent Tribunals, according to the Tenor of the Seventh Article of the Treaty of this Date.

Art. II. Whenever a Ship of either of the said Two Navies, duly authorized as aforesaid, shall meet a Merchant Vessel liable to be visited under the Provisions of the Treaty, the Search shall be conducted in the most considerate Manner, and with every Attention which ought to be observed between Two allied and friendly Nations; and the Search shall in every Case be made by an Officer holding a Rank not lower than that of Lieutenant in the Navy to which he belongs, or by the Officer who at the Time shall be Second in Command of the Ship by which the Search is made.

Art. III. The Commander of any Ship of the Two Navies, duly authorized who may detain any Merchant Vessel in pursuance of the present Instructions, shall leave on board the detained Vessel her Master, Mate

boatswain, and Two or Three at least of her Crew, 1841
or Cargo, and all the Slaves, until they arrive at
Place where they are to be disembarked, as stipu-
in the Seventh Article of the Treaty.

The Captor shall at the Time of Detention draw up
writing an authentic Declaration, to be signed by
himself, which shall set forth the State in which he
the detained Vessel, and this Document shall be
in or sent together with the captured Vessel to
Tribunal before which such Vessel shall be carried
out for Adjudication.

The said Captor shall deliver to the Master of the
detained Vessel a signed Certificate, stating the Papers
found on board the same, as well as the Number of
Slaves found on board at the Time of Detention.

In the authentic Declaration hereby required to
be made by the Captor, and in the Certificate of the
Papers seized, he shall insert his Name and Rank, the
Name of the capturing Ship, the Latitude and Longitude
of the Spot where the Detention shall have taken place,
the Number of Slaves found on board the Vessel
at the Time of such Detention.

The Declaration to be produced by the capturing
Commander shall also set forth the Place where the
Slaves have been landed, in pursuance of the Stipula-
in the Seventh Art. of the Treaty, as well as the
Necessity and Reasons for having conveyed them to
that Place.

The Officer in charge of the detained Vessel shall,
at the Time of giving in the aforesaid Papers to the
Tribunal, produce a Statement, sworn to and
signed by himself, of the Changes which may have taken
place with respect to the Vessel, her Crew, the Slaves,
and her Cargo, from the Time of her Detention
to the Day of the Delivery of such Document.

The undersigned Plenipotentiaries have agreed, in
conformity with Thirteenth Art. of the Treaty signed
the Day, that the preceding Instructions, consisting of
the Articles shall be annexed to the said Treaty, and
considered as an integral Part thereof.

Done in the City of *Mexico*, this Twenty-fourth Day
February One thousand eight hundred and forty-one.

(L. S.)

RICHARD PAKENHAM.

(L. S.)

LUIS GONZAGA CUEVAS.

1841 In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed them, and affixed their Seals.

Done in the City of *Mexico*, this Twenty-fourth Day of *February* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and forty-one.

(L. S.) RICHARD PAKENHAM.
(L. S.) LUIS GONZAGA CUEVAS.

A N N E X (A.)

To the Treaty between Great Britain and the Republic of Mexico for the Abolition of the Slave Trade.

Instructions for the Ships of the British and Mexican Navies employed to prevent the Traffic in Slaves.

Art. I. The Commander of any Ship belonging to the Navy of Her *Britannic* Majesty, or of the Republic of *Mexico*, duly furnished with these Instructions, shall have the Right to visit, search, and detain any *British* or *Mexican* Merchant Vessel which shall be engaged, or suspected on good Grounds of being engaged, in the Slave Trade, or of being fitted out for that Purpose, or of having been engaged in the said Traffic during the Voyage in which such Vessel may be met with by such Ship of the *British* or *Mexican* Navy. If such Commander should find his Suspicions borne out, he may send or bring such Vessel as soon as possible to be tried by the competent Tribunals, according to the Tenor of the Seventh Article of the Treaty of this Date.

Art. II. Whenever a Ship of either of the said Two Navies, duly authorized as aforesaid, shall meet a Merchant Vessel liable to be visited under the Provisions of the Treaty, the Search shall be conducted in the most considerate Manner, and with every Attention which ought to be observed between Two allied and friendly Nations; and the Search shall in every Case be made by an Officer holding a Rank not lower than that of Lieutenant in the Navy to which he belongs, or by the Officer who at the Time shall be Second in Command of the Ship by which the Search is made.

Art. III. The Commander of any Ship of the Two Navies, duly authorized who may detain any Merchant Vessel in pursuance of the present Instructions, shall leave on board the detained Vessel her Master, Mate

use, except upon the Application of any of the Parties interested; but in that Case, upon such Party or Parties giving satisfactory Security that they will take upon themselves the Expence and Risks of the Delay, the Courts may, at their Discretion, grant any additional Day, not exceeding Four Months. Either Party may employ such Person or Persons as he may think fit to assist him in the Trials in question.

All the Acts and essential Parts of the Proceedings of the respective Courts shall be drawn up in Writing in the Language of the Country to which the Court belongs.

Art. IV. If the detained Vessel shall be restored by the Sentence of the Court, the Vessel and the Cargo, in the State in which they shall then be found, shall forthwith be given up to the Master, or to the Person who represents him; and such Master or other Person may, before the same Court, claim a Valuation of the Damages which he may have a Right to demand.

The Captor himself, and in his Default his Government, shall remain responsible for the Damages to which the Master of such Vessel, or the Owners, either of the Vessel or of her Cargo, may be pronounced to be entitled.

The Two High Contracting Parties bind themselves to pay, within the Term of a Year from the Date of the Sentence, the Costs and Damages which may be awarded by the above-named Court; it being mutually understood and agreed, that such Costs and Damages shall be made good by the Government of the Country of which the Captor shall be a Subject.

Art. V. If the detained Vessel shall be condemned, she shall be declared lawful Prize, together with her Cargo, of whatever Description it may be, and the said Vessel shall, as well as her Cargo, be sold by Public Auction, for the Benefit of the Two Governments, subject to the Payment of the Expences herein-after mentioned.

Art. VI. The Courts shall also take cognizance of, and shall decide definitively and without Appeal, all Claims for Compensation on account of Losses occasioned to Vessels and Cargoes which shall have been condemned under the Provisions of this Treaty, but which shall not have been condemned as legal Prize by the said Courts; and in Cases wherein Restitution of such Vessels and Cargoes shall be decreed, save as mentio-

1841 ned in Article the Tenth of the Treaty to which these De
 Regulations form an Annex, and in a subsequent Part of o
 of these Regulations, the Court shall award to the Claimant
 Claimant or Claimants, or to his or their lawful Attorney
 ney or Attornies, for his or their Use, a just and complete
 complete Indemnification for all Costs of Suit, and for all
 Losses and Damages which the Owner or Owners may
 have actually sustained by such Capture and Detention;
 and it is agreed that the Indemnification shall be as
 follows:

First. In case of total Loss, the Claimant or Claimants shall be indemnified.

(a) For the Ship, her Tackle, Equipment, and Stores.

(b) For all Freights due and payable.

(c) For the Value of the Cargo of Merchandize, if any, deducting all Charges and Expences payable upon the Sale of such Cargo, including Commission of Sale.

(d) For all other regular Charges in such Case of total Loss.

Secondly. In all other Cases, (save as herein-after mentioned), not of total Loss, the Claimant or Claimants shall be indemnified,

(a) For all special Damages and Expences occasioned to the Ship by the Detention, and for Loss of Freight when due or payable.

(b) For Demurrage, when due, according to the Schedule annexed to the present Article.

(c) For any Deterioration of the Cargo.

(d) For all Premium of Insurance on additional Risks.

The Claimant or Claimants shall be entitled to Interest at the Rate of Five *per Centum per Annum* on the Sum awarded, until such Sum is paid by the Government to which the capturing Ship belongs. The whole Amount of such Indemnifications shall be calculated in the Money of the Country to which the detained Vessel belongs, and shall be liquidated at the Exchange current at the Time of the Award.

The Two High Contracting Parties, however, have agreed, that if it shall be proved to the Satisfaction of the Court that the Captor has been led into Error by the Fault of the Master or Commander of the detained Vessel, the detained Vessel in that Case shall not have the Right of receiving for the Time of her Detention

De
o
nces
killed
10C
121
15
17
20
22
25
27
incl
the
her
con
rect
wha
con
Dat
ven
con
Day
thir
T
R
co
tr
n
ti
E

Demurrage stipulated by the present Article, nor 1841 other Compensation for Losses, Damages, or Expenses consequent upon such Detention.

Schedule of Demurrage or daily Allowance for a Vessel of

100 Tons to 120 inclusive	—	Livr. 5 per Diem.
121 — 150	—	— 6 —
151 — 170	—	— 8 —
171 — 200	—	— 10 —
201 — 220	—	— 11 —
221 — 250	—	— 12 —
251 — 270	—	— 14 —
271 — 300	—	— 15 —

and so in proportion.

Art. VII. Neither the Magistrats who constituted the Courts, nor the Secretaries, nor the subordinate Officers, shall demand or receive from any of the Parties concerned in the Cases which shall be brought before such Courts any Emolument or Gift, under any Pretext whatsoever, for the Performance of their Duties.

The undersigned Plenipotentiaries have agreed, in conformity with the Thirteenth Art. of the Treaty of this date, that the preceding Regulations, consisting of Several Articles, shall be annexed to the said Treaty, and considered as an integral Part thereof.

Done in the City of *Mexico*, this Twenty-fourth day of *February* One thousand eight hundred and thirty-one.

(L. S.) RICHARD PAKERHAM
(L. S.) LUIS GONZAGA CUEVAS.

Annex (C.)

to the Treaty between Great Britain and the Republic of Mexico for the Abolition of the Slave Trade.

Regulations for the Treatment of liberated Negroes.

Art. I. The Object of these Regulations is, to secure to Negroes liberated by the Stipulations of the Treaty which they form an Annex, *sub literâ* (C.), permanent good Treatment, and full and complete Emancipation in conformity with the humane Intentions of the High Contracting Parties.

1841 Art. II. As soon as the Slaves are disembarked, in conformity with the Provisions of the Seventh Article of the Treaty to which these Regulations are annexed, they shall receive from the chief political Authority a Certificate of Emancipation, and shall immediately be placed at the Disposition of the Government of the Nation to which the Point or Place of Disembarkation belongs, in order that they may be treated in accordance with the present Regulations.

Art. III. The Government of the Republic of *Mexico* engages, when the Case occurs, to secure to the Negroes the Enjoyment of their acquired Liberty, good Treatment, adequate Instruction in the Tenets of Religion and Morality, and such as may be necessary in order that they may be able to maintain themselves as Artizans, Mechanics, or domestic Servants.

Art. IV. Her *Britannic* Majesty, in like Manner, engages to treat such Negroes, when disembarked in any Point of Her Dominions, in exact Conformity with the Laws in force in the Colonies of *Great Britain* for the Regulation of the emancipated Negroes.

Art. V. The Two Governments engage to take the requisite Measures, with a view to obtain, periodically, Information of the Existence of the Negroes who may have been emancipated by virtue of the Treaty of this Date, of the Improvement in their Condition, and of the Progress made in their Instruction, both religious and moral, as also in the Arts of Life, or Proof of their Death. These Data will serve to furnish, as the Case occurs, the Information spoken of in the Twelfth Article of the said Treaty.

The undersigned Plenipotentiaries have agreed, in conformity with the Thirteenth Article of the Treaty of this Date, that these Regulations, consisting of Five Articles, shall be annexed to the said Treaty, and be considered as an integral Part thereof.

Done in the City of *Mexico*, this Twenty-fourth Day of *February* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and forty-one.

(L. S.) RICHARD PAKENHAM.

(L. S.) LUIS GONZAGA CUEVAS.

And whereas on the Thirteenth Day of *April* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and forty-two a further additional Article to the said Treaty

concluded and signed, whereby it was agreed as 1841
was:

Additional Article. The Ratifications of the Treaty of the Suppression of the Slave Trade under the Flag of *Mexico*, concluded at *Mexico* on the Twenty-fourth of *February* in the Year One thousand eight hundred and forty-one, shall be exchanged in *London* in Six Months from the Date of this Agreement. The present additional Article shall have the same Force and Effect as if it had been inserted, Word for Word, in the aforesaid Treaty of the Twenty-fourth of *February* in the Year One thousand eight hundred and forty-one, and the Ratifications of it shall be exchanged in *London* at the same Time as the Ratification of the Treaty of which it forms a Part.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement, and have affixed their respective Seals.

Done in the City of *Mexico*, the Thirteenth Day of *April* in the Year of our Lord One thousand eight hundred and forty-two.

(L. S.) RICHARD PAKENHAM.

(L. S.) JOSE MARIA TORNEL.

And whereas the said Treaty and additional Article were ratified between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of *Great Britain and Ireland* and the Republic of *Mexico*, and such Ratifications were exchanged at *London* on the Twenty-ninth Day of *July* in the Year One thousand eight hundred and forty-two: and whereas it is expedient and necessary that effect

Provisions should be made for carrying into execution the Provisions of the said Treaty and Annexes, an additional Article: Be it therefore enacted by the Queen's most Excellent Majesty, by and with the Advice and Consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, by the Authority of the same, That it shall be lawful for any Officer commanding any Ship of War of

Majesty or of the *Mexican Republic*, and who shall be duly instructed and authorized according to the Provisions of the said Treaty, and for any Officer not below the Rank of Lieutenant, unless he be at the same Time Commander or Second in Command of the said Ship instructed and authorized as aforesaid, to

576 *Traité entre la Grande-Bretagne*

1841 visit and detain in any Seas, except within the Limits exempted by the Terms of the Fourth Article of the said Treaty, any Merchant Vessel of either of the said Two Nations which shall upon reasonable Grounds be suspected of being engaged in the Traffic in Slaves, or having been fitted out for that Purpose, or having been engaged in such Traffic during the Voyage in which such Vessel is met, contrary to the Provisions of the said Treaty, and to send or carry away such Vessel, together with its Masters, Sailors, Passengers, Slaves, and Cargo, for the Purpose of such Vessel being brought to Adjudication as herein-after mentioned; and all such Commanders and other Officers in the Exercise of such Rights shall comply with the several Provisions and Instructions of the said Treaty which apply thereto respectively.

II. And be it enacted, That all Ships and Vessels belonging wholly or in part to Her Majesty's Subjects, which shall be suspected upon reasonable Grounds of being engaged in the Traffic in Slaves, or of having been fitted out for that Purpose, and all Boats, Apparel, and Cargoes therein, shall be subject to Search and Detention by *British* or *Mexican* Vessels of War duly authorized for that Purpose, according to the Stipulations of the said Treaty, and subject to Adjudication, as herein-after mentioned.

III. And be it declared and enacted, That if any of the Particulars specified in the Ninth Article of the said Treaty shall be found in the Outfit and Equipment of or on board of any such Merchant Vessel, wholly or in part owned by Subjects of Her Majesty, and visited and detained in pursuance of the said Treaty, such Vessel shall, unless Proof be given to the contrary, be held and taken to have engaged in the Slave Trade, or to have been fitted out for the Purposes of such Traffic, and to be equipped and employed for the Purposes declared unlawful by an Act of Parliament passed in the Fifth Year of the Reign of his Majesty King *George* the Fourth intituled *An Act to amend and consolidate the Laws relating to the Abolition of the Slave Trade*.

IV. And be it enacted, that it shall be lawful for the High Court of Admiralty of *England*, and for all Courts of Vice Admiralty in any Dominions of Her

Her Majesty beyond the Seas, to take cognizance of and 1841
any such *British* Vessel which shall be detained
captured within the Limits aforesaid under any such
Power or Authority, and to condemn any such Vessel,
and to adjudge, as to the Slaves found therein, in like
manner and under such and the like Rules and Regu-
lations as are contained in any Act or Acts of Parlia-
ment in force in relation to the Suppression of the
Slave Trade by *British*-owned Ships, as fully as if
the Powers and Provisions contained in such Acts
were re-enacted in this Act as to such High Court of
Admiralty or Courts of Vice Admiralty.

V. And be it enacted, That every Person who
shall wilfully and corruptly give false Evidence in any
Examination or Deposition had or Affidavit taken in
any Proceeding under the said Treaty or this Act shall
be deemed guilty of Perjury, and being thereof convict-
ed shall be subject and liable to all the Punishments,
Penalties, and Penalties to which Persons convicted of wil-
ful and corrupt Perjury are liable; and every such Per-
son may be tried for any such Perjury, either in the
County where the Offence was committed or in any Co-
mty or Settlement of Her Majesty near thereto in which
there is a Court of competent Jurisdiction to try any
such Offence, or in Her Majesty's Court of Queen's
Bench in *England*; and that in case of any Prosecu-
tion for such Offence in Her Majesty's said Court of
Queen's Bench the Venue may be laid in the County
Middlesex.

VI. And be it enacted, That the Pendency of any
Action or Proceeding instituted for the Condemnation or
Restoration of any Ship or Cargo, or Slaves, taken,
seized, or detained by virtue of the said Treaty, or
after final Adjudication, Condemnation, or Judgment or
Termination thereupon, may be pleaded in bar, or
set up in Evidence under the General Issue, and shall
not be deemed in any Court whatever to be a complete
bar in any Action, Suit, or Proceeding, whether insti-
tuted by any Person or Persons for the Recovery of
any such Ship, Vessel or Cargo, or of any Damage or
any Injury sustained thereby, or by the Persons
on board the same, in consequence of any Capture,
Seizure, or Detention, or any thing done under or in
violation of the Provisions of the said Treaty.

1841 VII. And be it enacted, That any Ship or Vessel which shall be condemned under any such Authority as aforesaid may be taken into Her Majesty's Service upon Payment of such Sum as the Lord High Admiral or the Lords Commissioners of the Admiralty shall deem a proper Price for the same, or if not so taken shall be publicly sold in separate Parts for the Benefit of the Two Governments of *Great Britain* and *Mexico*, and the Proceeds thereof shall be paid to such Person or Persons as the Commissioners of Her Majesty's Treasury may appoint to receive the same.

VIII. And be it enacted, That where any Ship or Vessel employed or engaged in illicit Traffic in Slaves in violation of the Treaty or Articles herein-before mentioned, shall be seized by any Ship or Vessel belonging to Her Majesty, duly authorized to make such Seizure under the Provisions of the said Treaty and Articles, and shall be afterwards condemned by any of the Commissioners appointed in virtue of the Treaty and Articles aforesaid, there shall be paid to the Captors the Portion of the net Proceeds to which Her Majesty is entitled, such Portion to be distributed in the Manner herein-after directed for the Distribution of Bounties on Slaves taken on board the said Vessels.

IX. And be it enacted, That there shall be paid to the Commander, Officers, and Crews of Her Majesty's Ships authorized to make Seizures under the said Treaty a Bounty of Five Pounds for every Man, Woman, and Child Slave seized and found on board a *British* or *Mexican* Ship or Vessel taken and condemned in pursuance of the Provisions of the said Treaty and of this Act; such Bounty to be issued and paid by Order from the Commissioners of Her Majesty's Treasury, and to be distributed to and amongst the Captors aforesaid in such Manner and Proportions as Her Majesty shall think fit to order, by any Order in Council, or by any Proclamation to be made for that Purpose.

X. And be it enacted, That where any Ship or Vessel which shall have been seized and condemned under the Provisions of the said Treaty shall have been or shall be demolished, and the Materials thereof publicly sold in separate Parts, as well as her Cargo, there shall be paid to the Commanders, Officers, and Crews of Her Majesty's Ships authorised to make and making

h Seizures, in addition to the Amount which may 1841 payable in respect of Her Majesty's Portion of the proceeds of such Sale, as herein-before mentioned, a further Bounty on the Tonnage of such Ship or Vessel the Rate of Thirty Shillings for every Ton of such tonnage.

XI. And be it enacted, That where any Ship or vessel having no Slaves on board shall have been seized and condemned, under the Provisions of the said Treaty, there shall be paid to the Commanders, Officers, and Crews of Her Majesty's Ships authorized to make and making such Seizure an additional bounty upon the Tonnage of such Ship or Vessel the Rate of Four Pounds for every Ton; and the Tonnage of all such Vessels shall be ascertained according to the Mode of ascertaining the Admeasurement *British* Vessels, either by the principal Officer of Customs at the Port where the Vessel may be at Time of Condemnation, or in default thereof by the best Evidence which can be obtained, to be certified by the Commissioners by whom such Condemnation shall be pronounced: Provided always, that in every Case in which any Ship or Vessel shall be seized with Slaves on board, in which the Bounty calculated upon the Number of Slaves shall be less than the Bounty calculated upon the Tonnage, the Commanders of Her Majesty's Ships making the Seizure may elect to take the Bounty calculated according to Tonnage, instead of the Bounty which would be payable upon the Number of Slaves on board.

XII. And be it enacted, That all Bounties payable under this Act shall be paid, out of the Consolidated Fund of the United Kingdom of *Great Britain* and *Ireland*, to the Commanders, Officers, and Crews of Her Majesty's Ships authorized to make such Seizures under the Provisions of any such Treaties or Conventions; and such Bounties shall be issued and paid by Order from the Commissioners of Her Majesty's Treasury.

XIII. And be it enacted, that the said Bounty, as also all Bounties payable under any of the Acts for the abolition or Suppression of the Slave Trade, shall not hereafter be charged with Treasury Fees or Exchequer Charges of any Description.

XIV. Provided always, and be it enacted, That in

1841 order to entitle the Captors to receive the said Money the Tonnage of the Ship or Vessel so and condemned shall be proved to the Commission of Her Majesty's Treasury, by producing a Copy, certified, of the Sentence or Decree of Condemnation or by such documentary or other Evidence as they deem satisfactory.

XV. Provided always, and be it enacted, That order to entitle the Captors to receive the said Money on Slaves the Number of Men, Woman, Children so taken, delivered over, and condemned be proved to the Commissioners of Her Majesty's Treasury, by producing a Copy, duly certified, of the Sentence or Decree of Condemnation, and also a Certificate under the Hand of the proper Officer or Officers, Military or Civil, who may be appointed to receive Slaves.

XVI. And be it enacted, That where any Ship or Persons treated as Slaves, shall be seized on board any *British* or *Mexican* Ship or Vessel taken and condemned in pursuance of the said Treaty and of the Act, but who shall not have been delivered over in consequence of Death, Sickness, or other inevitable Circumstance, it shall be lawful for the said Commissioners of Her Majesty's Treasury, if to their Discretion it shall seem meet, to direct Payment of One Half of the Bounty which would have been due in the Case respectively if the said Slaves had been delivered over.

XVII. Provided also, and be it enacted, That any Party or Parties claiming any Benefit by way of Bounty under the Provisions of this Act, or of any Share of the Proceeds of any *British* or *Mexican* Vessel captured and confiscated in pursuance of the Provisions of the aforesaid Treaty, may resort to the High Court of Admiralty for the Purpose of obtaining the Judgment of the said Court in that Behalf; and that it shall be lawful for the Judges of the said High Court of Admiralty to determine the Question, and also to hear and determine any Question relating to a joint Capture which may arise upon any Seizure made in pursuance of this Act and also to enforce any Decrees or Sentences of the said Vice Admiralty Court relating to any such seizure.

XVIII. And be it enacted, That all the Provisions

es, Regulations, Forfeitures and Penalties, respect- 1841
the Delivery by Prize Agents of Accounts for Exa-
mination and the Distribution of Prize Money and the
Accounting for and paying over the Proceeds of Prize
the Per-centage due thereon to *Greenwich Hos-
pital*, shall be extended to all Bounties and Proceeds
be distributed, under the Provisions of this Act to
Officers and Crews of any of Her Majesty's Ships
and Vessels of war.

XIX. And be it enacted, That where any Ship or
Vessel belonging in whole or in part to Subjects of the
American Republic shall have been detained and brought
to Adjudication by any Officers of Her Majesty
the *King of Great Britain and Ireland*, and the said
Ship shall be restored by Sentence of the court as is
mentioned in the 5th and 6th Articles of the Annex (B)
to the said Treaty, it shall be lawful for the Commis-
sioners of Her Majesty's Treasury, by Warrant signed
by any Three or more of them, to direct Payment
to be made, out of the consolidated Fund of the United
Kingdom of *Great Britain and Ireland*, of any Costs
and Damages which may be duly awarded according to
the Provisions of the last-mentioned Article: Provided
always, that nothing herein contained shall exempt such
Officers from the Liability to make good the Payments
made, when lawfully called upon either by the Par-
ties interested therein or by Order of the said Com-
missioners of Her Majesty's Treasury.

XX. And be it enacted, That when any Seizure
shall be made by any of the Commanders, Officers and
Crews of Her Majesty's Ships authorized to make Sei-
zures under the aforesaid Treaty, and Judgment shall
be given against the Seizor, or when such Seizure shall
be relinquished by him, it shall be lawful for the said
Commissioners of Her Majesty's Treasury, if to their
discretion it shall seem meet, by warrant signed by
any Three or more of them, to direct Payment to be
made out of the consolidated Fund of the United King-
dom, of such Costs and expences as the Seizor may
have incurred in respect of such Seizure, or any pro-
portional Part thereof.

XXI. Provided always, and be it enacted, That
any of the Things specified in the 9th Article of the
said Treaty shall be found on board any Vessel shall

1841 be detained and brought before either of the Tribuna before mentioned, neither the Master nor the Owner nor any Person whatsoever interested in the Equipme or Cargo of the Vessel, shall recover any compensation or Damages for such Detention although such Tribuna should not pronounce any Sentence of condemnation.

36.

Circulaire du collège de commerce à Stockholm, du 5 mars 1841, relative aux avantages accordés aux navires étrangers dans les ports de Suède.

Conformément à l'ordre donné par S. M. au collège de commerce, dans sa lettre du 6 juillet 1833, de publier, au commencement de chaque année, un aperçu des navires étrangers qui ont droit au même traitement que les nationaux, le collège de commerce fait savoir par la présente, pour servir de règle à qui de droit que les navires des nations ci-dessous dénommées, jouissent, dans les ports de Suède, d'avantages particuliers savoir :

¹⁰ Les navires et bateaux *finlandais* et *russes* avec un chargement ou sur lest, de quelque jauge ou construction qu'ils soient, doivent, en vertu du traité de commerce et de navigation, conclu le 8 mai 1830, être traités tant à l'entrée qu'à la sortie, sur le même pied que les navires suédois, relativement aux droits de port, de tonnage, de fanaux, de pilotage et de sauvetage, ou tout autre droit ou impôt payable, soit à la couronne, soit aux villes ou à des institutions particulières, y compris les droits de navigation sur les canaux de *Gothie* et de *Trollhatta*. Les navires *finlandais* et *russes* ont le droit d'importer de quelque endroit que ce soit dans les ports suédois, tous les produits et marchandises, sans égard au lieu de production, dont l'importation en Suède est légalement permise par les navires suédois, ainsi que d'exporter de la Suède tous les produits et marchandises qu'il est permis d'exporter sous pavillon suédois, sans être, dans aucun de ces cas,

assujétis à des droits plus forts ou autres que si l'importation et l'exportation avaient lieu par navires suédois. 1841

Les produits et les fabrications de la Finlande peuvent être importés et soumis suivant les dispositions particulières que contient à ce sujet l'ordonnance royale du 24 août 1834.

2^o Les navires *étrangers*, conformément au traité de commerce du 14 avril 1827, ont le droit de venir dans les ports suédois, du même traitement que celui accordé aux navires nationaux, et d'y importer ou d'en exporter de ou pour quelque pays étranger que ce soit, toutes les marchandises dont l'importation et l'exportation sont permises, sans être assujétis à des droits plus forts ou autres que les navires suédois.

3^o Les navires appartenant à la ville et seigneurie de Wismar sont, en vertu des lettres royales du 17 décembre 1803, 11 octobre 1804 et 19 décembre 1835, admis à jouir de l'exemption des deux tiers des droits imposés sur les bâtimens étrangers, tant pour toutes les marchandises indigènes qu'ils importent en Suède, que pour celles qu'ils exportent de la Suède pour Wismar; mais avec une augmentation de 15 pour cent pour les marchandises que les bâtimens de la ville importent en Suède des pays étrangers, et une augmentation de 20 pour cent sur les droits d'exemption pour ceux qu'ils en exportent, lorsque les bâtimens sont construits dans la seigneurie de Wismar ou dans quelque port relevant de la couronne de Suède, que l'armateur et sujet de ladite seigneurie et que le capitaine est bourgeois de Wismar; en foi de quoi ils doivent être porteurs de certificats de construction et de jauge, ainsi que de certificats délivrés par les magistrats du lieu et égalisés par l'agent commercial suédois y résidant: ces bâtimens doivent aussi, lorsqu'ils se rendent directement en Suède et qu'ils en partent, payer les droits fixés pour les navires suédois, et lorsqu'ils arrivent en Suède venant des pays étrangers, ou qu'ils en partent pour un port étranger, ils doivent payer un sixième en sus des droits d'exemption, conformément au tarif en vigueur.

4^o Navires *danis*. Conformément au traité du 30 novembre 1826, les navires et bateaux danois qui sont munis des documens de nationalité prescrits, sont traités dans les ports suédois à l'égal des nationaux, rela-

1841 tivement aux droits à payer, de quelque espèce qu'ils soient, et ils peuvent importer et exporter de ou pour quelque pays que ce soit, toutes les marchandises permises, à l'exception du sel, moyennant les mêmes droits que les navires suédois. Ce privilège ne s'étend cependant pas aux colonies des deux royaumes. Les traites danoises qui, à *Hoganas*, chargent de la houille et de la terre glaise, sont exemptes de tous droits. Ce traité est valable pour dix ans et plus, s'il n'y a pas de dédit.

5^o Les navires appartenant aux habitans des villes anseatiques de *Hambourg* et de *Brême* sont admis, en vertu de la lettre royale du 7 février 1835, à l'importation et à l'exportation des marchandises par les ports de la Suède, à jouir, quant aux droits de douane et autres, des mêmes avantages et du même traitement que les nationaux, en observant, du reste, ce que les ordonnances royales du 10 novembre 1724 et du 23 février 1726, comparées aux ordonnances royales du 20 octobre 1824 et du 19 octobre 1833, prescrivent, relativement aux navires étrangers qui importent des marchandises d'autres pays que du leur.

6^o Navires *hanovriens*. Conformément au traité du 16 mars 1837, valable pour dix ans à dater du 1^{er} mai de ladite année, et au-delà s'il n'y a pas de dédit, les navires hanovriens qui arrivent dans un port suédois, doivent, tant à leur entrée qu'à leur sortie, être traités de la même manière que les nationaux, à l'égard des droits de port, de tonnage, de fanaux et de pilotage, ainsi que de tous autres droits de quelque nature qu'ils puissent être. Les navires hanovriens ont aussi le droit d'importer dans les ports suédois et d'en exporter de ou pour quelque pays étranger que ce soit, toutes les marchandises permises à l'importation et à l'exportation, sans être assujettis à des droits plus forts ou autres que les navires suédois.

7^o Les navires *oldenbourgeois* doivent, conformément à l'ordonnance royale du 25 novembre 1836, être traités, à l'égard des droits de douane, de port, de tonnage, de fanaux, de pilotage et autres, comme les nationaux, et en même temps jouir à l'importation et à l'exportation des marchandises, des mêmes avantages particuliers qui sont actuellement, et pourront, à l'avenir, être accordés au pavillon suédois, en observant, toutefois, ce qui est statué par les réglemens concernant les navires étrangers

apportent des produits du sol ou de l'industrie 1841
des pays que du leur.

Navires néerlandais. Par ordonnances royales
du 16 mai 1827 et du 30 janvier 1828, non-
nent l'ordonnance sur l'exportation des denrées du
par navires indigènes est supprimée à l'égard des
s néerlandais, mais il est encore accordé que les
andises importées ou exportées par eux ne seront
sujetties à des droits plus forts ou autres que si
tation ou l'exportation avait lieu par navires sué-

En outre, les droits à payer par les navires néer-
s doivent être évalués à l'égal de ce qui est payé
s nationaux, le tout aussi longtemps que les ordres
s dans les ports néerlandais en faveur des navires
mmerce suédois continueront à être en vigueur.

Navires belges. Ces navires, de même que
cargaisons, conformément à l'ordonnance royale
juillet 1833, ne seront pas assujettis à des droits
orts ou autres que les navires et chargemens sué-
qui sont exemptés des deux tiers des droits.

^o *Navires anglais.* Par suite du traité de com-
en date du 6 avril 1829, les navires anglais paie-
pendant dix ans, et plus s'il n'y a pas de dédit,
les ports suédois, tant pour eux que pour les mar-
ises qu'ils exportent et qu'il est permis d'importer
exporter par les mêmes navires, les mêmes droits
eux payés par les nationaux. Les navires anglais
n même temps le droit d'importer, de quelque
étranger que ce soit, toute espèce de marchandises
ine européenne dont l'importation est légalement
se, excepté le sel, le chanvre, le lin, les huiles
utes sortes, les céréales, les vins, le tabac, le pois-
alé ou séché, la laine et les tissus de toutes espè-
ces articles ne pouvant être importés par navires
s que directement d'un port de la Grande-Bre-
ou de l'Irlande, où ils ont été préalablement dé-
sés et emmagasinés.

^o *Navires espagnols.* Conformément à la lettre
du 3 avril 1822, ces navires, lorsqu'ils portent
roduits de leur propre pays, jouiront provisoire-
dans les ports suédois, des mêmes franchises et
ges accordés au pavillon des nations étrangères les
favorisées.

^o Les navires *portugais* qui abordent dans les

1841 ports suédois, et les marchandises qu'ils importent en Suède ou qu'ils en exportent, seront, en vertu de l'ordonnance royale du 10 mars 1837, provisoirement traités, par rapport aux droits de douane et autres, entièrement à l'égal des nationaux.

13^o Navires de *l'Etat de l'Eglise*. Par suite du traité conclu le 21 juillet 1839, les navires de l'Etat de l'Eglise qui arrivent dans les ports suédois seront traités, tant à leur entrée qu'à leur sortie, à l'égal des Suédois, par rapport aux droits de port, de tonnage, de fanaux, de pilotage et de tout autre droit, de quelque dénomination et nature que ce soit. Toutes les marchandises provenant du sol ou de l'industrie, soit de l'Etat de l'Eglise, soit de tout autre pays, dont l'importation en Suède est légalement permise par navires suédois, pourront être importées sous pavillon de l'Etat de l'Eglise, de même que toutes sortes de marchandises sans exception dont l'exportation de Suède est légalement permise sous pavillon suédois, pourront être exportées par navires de l'Etat de l'Eglise, sans être assujettis, dans aucun cas, à des droits plus forts ou autres que si l'importation ou l'exportation avait lieu par navires suédois.

14^o Les navires *sardes* et les marchandises importées en ou exportées de Suède, jouiront, en vertu du traité conclu le 28 novembre 1839, des mêmes privilèges et avantages dont jouissent en Suède les navires suédois et leur cargaison, même lorsqu'ils porteront des produits d'autres pays que des Etats-Unis.

15^o Navires *autrichiens*. Par ordonnance royale en date du 23 avril 1831, il est accordé à ces navires la faveur d'importer dans les ports suédois et d'en exporter toutes les marchandises et produits fabriqués dont l'importation et l'exportation sont légalement permises, moyennant les mêmes droits de douane, de navigation et autres, de quelque nom qu'ils soient, acquittés par les navires nationaux. Ils jouiront également, pour l'exportation et l'importation des marchandises, des avantages particuliers qui sont actuellement ou qui pourront, à l'avenir, être accordés aux navires suédois.

16^o Navires *grecs*. En vertu du traité de commerce et de navigation conclu le 4 décembre 1836, et de l'acte additionnel en date du 26 juillet 1837, ces navires ne paieront, dans les ports et mouillages de Suède, que les droits de pilotage, etc., auxquels sont

On pourront être assujettis les nationaux. Les navires 1841 Grecs, n'importe de quel pays qu'ils viennent, peuvent importer dans les ports suédois toutes les marchandises, sans égard à celui de production, dont l'introduction dans les ports suédois est légalement permise par navires suédois, de même que les navires grecs peuvent exporter de la Suède toutes les marchandises sans exception pour quelque pays que ce soit, dont la sortie est légalement permise par navires suédois, sans être, dans aucun cas, assujettis à des droits plus forts ou autres que si l'importation ou l'exportation avait lieu par navires suédois.

17^o Navires *turcs*. Par une convention en date du 25 août 1837, il est stipulé que les navires ottomans jouiront de tous les droits et avantages qui sont accordés aux nations les plus favorisées.

18^o Navires *égyptiens*. En vertu de la lettre royale du 21 octobre 1818, les marchandises qui arrivent dans les ports suédois, sur navires égyptiens, en tant que l'importation en est permise conformément au tarif de la douane en vigueur, et lorsque le capitaine pourra constater par un certificat en bonne forme du consul de Suède et de Norwège résidant le plus près du lieu de l'embarquement, que le navire ainsi que le chargement sont égyptiens, seront admis et douanés moyennant une réduction des deux tiers du droit en vigueur.

19^o Navires des *Etats-Unis de l'Amérique du nord*. En vertu du traité de commerce, en date du 4 juillet 1827, les navires de ces Etats qui arriveront en Suède, de quelque pays que ce soit, seront, pendant dix ans, ou plus s'il n'y a pas de dédit, traités relativement au paiement des droits de quelque nom qu'ils soient, sur le même pied que les suédois venant des mêmes endroits, et pourront importer et exporter, de quelque lieu qu'ils viennent, ou pour quelque endroit qu'ils partent, tout ce qui peut légalement être importé ou exporté par navires suédois, sans payer des droits plus forts ou autres que si l'importation ou l'exportation avait lieu par navires suédois. Cependant ceci ne s'applique pas au cabotage entre les ports suédois, lequel est réservé au pavillon national. Tous privilèges d'entrepôt, primes et restitutions de droits de douane, qui sont accordés à quelques marchandises, seront aussi accordés aux marchandises importées des Etats-Unis ou qui sont exportées pour ce pays.

1841 Relativement aux navires *norwégiens*, il est, en outre, statué par l'ordonnance royale du 24 mai 1825 que, lorsque ces bâtimens sont construits en Norwège ou qu'ils y ont été nationalisés, ils doivent être traités en Suède sur le même pied que les suédois, quant aux privilèges et droits; et que les marchandises qu'ils y portent, sans égard aux lieux d'où elles sont importées ou pour lesquels elles sont exportées, ne sont pas assujetties à des droits plus forts ou autres que celles qui sont importées ou exportées par navires suédois; de même, en vertu de la lettre royale du 21 décembre dernier, les navires norwégiens qui exportent des produits de la Suède pour des lieux transatlantiques, ou qui en arrivent, avec des marchandises, dans un port suédois quelconque, jouiront du bénéfice de la réduction des droits de douane accordée aux navires suédois partant pour ou venant de ces contrées transatlantiques.

Le privilège de faire le cabotage entre les ports suédois n'est accordé à aucun des navires sous les pavillons ci-dessus désignés.

Les bâtimens de commerce norwégiens, de même que ceux des autres nations étrangères qui sont ou qui seront admises, à l'avenir, à ne payer que les mêmes droits que paient les nationaux dans les ports de Suède, sont, conformément au § 18 du règlement concernant le jaugeage des navires, renouvelé par sa majesté le 20 août de l'année passée, obligés de se faire jaugeer la première fois qu'ils arrivent dans un port suédois pour décharger ou pour charger, et de se munir d'un certificat de jauge suédois. Les frais en résultant seront payés sur le même pied que pour le jaugeage des navires nationaux. Du reste, à l'égard du jaugeage de ces navires et de leur contrôle, on devra observer ce qui est ordonné touchant le jaugeage des navires suédois; excepté que les navires de commerce de toutes les nations seront jaugés tous les ans, la première fois qu'ils arriveront de l'étranger dans un port de Suède pour y décharger ou charger.

Stockholm, le 15 mars 1841.

Signé: C. D. SKOGMAN.

37.

Loi sur les douanes donnée dans la République de Venezuela le 10 Mai 1841, qui modifie la loi du 18 Mai 1839.

Le Sénat et la Chambre des représentans de la république de Vénézuéla, réunis en congrès, décrètent :

Art. 1er. Au moment du mouillage, tout navire, entrant dans un des ports ouverts au commerce extérieur, sera visité par l'administrateur ou par la personne qu'il commissionnera à cet effet, et par le commandant du service actif, là où il y en aura, avec un chef et un préposé. On exigera du capitaine ses papiers de bord et le manifeste (*sobordo*) du chargement, lequel devra désigner :

La classe et le nom du navire ;

La nation à laquelle il appartient ; son tonnage ;

Le nom du capitaine ; celui du port ou lieu d'exportation.

Le nombre et la description des colis dont se compose le chargement, avec la désignation de leurs numéros et marques ;

Le nom des consignataires, conformément aux connaissements signés par eux ;

Le port de destination ;

La déclaration des vivres destinés à la consommation de l'équipage du navire, ainsi que des articles de rechange, voiles, agrès, etc., existant à bord.

Il sera laissé à bord un ou plusieurs préposés de garde, lorsque le navire viendra avec chargement. S'il est sur lest, on requerra seulement les papiers de bord, le rôle d'équipage et la liste des effets à l'usage du bâtiment, qui se trouveront à bord, et il sera procédé à une visite en forme pour s'assurer si le navire est réellement venu sur lest.

§ 1er. Les articles de rechange pour voiles, agrès et autres, à l'usage du bâtiment, seront considérés comme en dépôt à bord, et le capitaine ne pourra en faire usage pendant son séjour dans le port, sans en avoir donné avis aux chefs de la douane. Si, en pro-

1841 cédant à la visite de la cale, pour que le navire puisse se mettre en chargement, ou dans tout autre cas, les chefs de la douane ne constatent pas l'existence des articles et l'identité avec la déclaration à l'entrée, plus les augmentations qui, à leur connaissance, ont été faites dans le port, ils imposeront au capitaine, selon le cas, une amende de 50 à 500 piastres (216 à 2, 160 francs) ¹⁾.

§ 2. Les chefs de la douane pourront placer à bord du bâtiment un ou plusieurs préposés de garde, toutes les fois qu'ils le jugeront convenable dans l'intérêt du trésor.

Art. 2. Si, au moment de la visite, le capitaine ne présente pas le manifeste dans la forme prescrite à l'article 1er, il sera tenu de remettre les connaissements du chargement, et, en outre, une note (*nota*) de tous les autres objets existant à bord qui ne seront pas portés auxdits connaissements, et les pièces resteront à la douane jusqu'à ce que le capitaine ait rédigé, sur lesdites pièces, et présenté le manifeste, aucune partie quelconque de la cargaison ne pouvant être débarquée avant cette présentation.

Art. 3. S'il n'existe ni manifeste ni connaissements, les chefs des douanes prendront, contre le capitaine et à ses frais, toutes les mesures de précaution qu'ils jugeront nécessaires pour s'assurer que rien ne sera débarqué sans leur autorisation, et il sera procédé au déchargement et à la rédaction du manifeste, le tout aux frais dudit capitaine.

Art. 4. Lorsque le chargement trouvé à bord d'un bâtiment ne sera pas conforme aux indications du manifeste ou des connaissements présentés par le capitaine, au moment de la visite, il sera procédé conformément aux dispositions de la loi sur les saisies.

Art. 5. Si le capitaine d'un bâtiment ne paie pas, par insolvabilité ou par tout autre motif, les frais et l'amende indiquée à l'article 3 et au paragraphe 1er de l'article 1er, l'embarcation et ses agrès répondront de la somme due par le capitaine.

Art. 6. Les navires à destination d'Angostura et de Maracaïbo seront sous la garde d'un ou de plusieurs préposés depuis Yaya et le fort de San-Carlos, pour

1) La piastre macuquina = 4 fr. 32.

qu'aucun objet ne soit débarqué avant la visite des employés de la douane.

Art. 7. Dans les *cinq* jours qui suivront le mouillage, le consignataire ou le propriétaire du chargement devra déclarer à la douane s'il a, ou non, l'intention de le débarquer; si le déchargement doit avoir lieu en tout ou partie, le permis nécessaire sera demandé, par écrit, au chef de la douane, dans le délai fixé ci-dessus, et l'intéressé déclarera si une partie du chargement est destinée à d'autres ports étrangers ou de la république. Dans le cas où le déchargement ne devra pas avoir lieu, le navire sera tenu de repartir dans les *six* jours ouvrables qui suivront son arrivée, sauf le cas de relâche pour cause d'avaries bien constatées, auquel cas le navire ne pourra séjourner dans le port que le temps strictement nécessaire pour réparer ses avaries, et ce, sous la garde des préposés. Lorsque le propriétaire ou consignataire du navire gardera à bord une partie du chargement pour la diriger sur d'autres ports, la réexpédition devra s'effectuer dans les *dix* jours qui suivront le débarquement de la partie de marchandises déclarées en déchargement; et, pendant son séjour dans le port, un ou plusieurs préposés seront placés à bord.

Art. 8. Les bâtimens étrangers, comme les nationaux, pourront transporter, d'un port *habilité* à un autre ou à d'autres ports *habilités*, la partie du chargement qui ne sera pas destinée à être débarquée dans le port d'arrivée; elle sera déclarée au manifeste comme en transit pour un autre ou pour d'autres ports du Vénézuéla.

Ars. 9. Lorsque des marchandises déclarées pour d'autres ports y seront réexpédiées sur le bâtiment même qui les a importées, l'administrateur et le contrôleur délivreront au capitaine une copie conforme et certifiée du manifeste par lui rédigé et présenté à l'entrée, où seront en outre inscrites les marchandises restées à bord.

§ 1er. La forme de ce certificat sera comme ci-après:

Port de à, etc.

Nous, etc., certifions que la copie ci-dessus est celle du manifeste du chargement du (*classe et nom du navire*). — Capitaine (*nom du capitaine*), entré dans ce port, le de et que ledit navire avait à bord pour le port de, les marchandises suivantes:

1841

MARQUES.	NOMBRES.	NUMÉROS.	COLIS ET CONTENUS.
----------	----------	----------	--------------------

A. B., *administrateur.*C. D., *contrôleur.*

§ 2. Quand des marchandises restées à bord seront réexpédiées sur un autre ou sur d'autres ports du Vénézuéla, les chefs de la première douane, pour la gouverne de celle dans laquelle le débarquement devra s'accomplir, transmettront, par le courrier, une note (*nota*) de la partie du chargement réexpédiée sur ladite douane, aux chefs de cette douane qui certifieront si l'importation a eu lieu.

Art. 10. Aucun déchargement ne pourra avoir lieu sans un permis de l'administrateur et du contrôleur.

Art. 11. Le permis de déchargement obtenu devra être communiqué au commandant du service actif, pour avoir son effet, moyennant observation toutefois des formalités suivantes:

1^o Le commandant du service actif donnera l'ordre par écrit, aux préposés de garde (*custodia*) sur le navire, d'en laisser opérer le déchargement.

2^o Ces préposés transmettront une note (*nota*) des colis débarqués par chaque embarcation, avec désignation des numéros et marques de chacun, en les classant par caisses, coffres ou malles, barils, ballots, *guacales*, etc., selon l'espèce.

Ces notes partielles (*papelas*) seront confrontées, par les préposés de garde (*de guardia*) sur le port, avec les colis débarqués; et, s'il y a identité, elles seront remises au commandant du service actif, qui en prendra copie sur un registre, et les fera passer à la douane, comme moyen de contrôle, pour l'admission des colis dans les magasins.

3^o Le commandant du service actif réunira, chaque jour, dans une note générale, les colis débarqués de chaque navire, d'après les notes partielles confrontées qu'il aura reçues des préposés de garde à bord, et la transmettra, chaque jour également, à l'administrateur de la douane, afin que, avant de clore l'expédition, le dit administrateur ou le contrôleur la confronte avec les colis déposés en douane, et qu'il la signe, si elle

conforme, ou y apporte telles rectifications qui se- 1841
 et reconnues nécessaires.

4^o Les déchargemens se feront, de six heures du
 tin à trois heures de l'après-midi, sur les quais et
 nts désignés à cet effet; et, depuis l'arrivée du na-
 e jusqu'à la fin du chargement, nul ne pourra mon-
 à bord, à moins qu'il ne soit inscrit au rôle de
 quipage, ou qu'il ne se présente avec un permis de
 douane, sous peine d'une amende de 25 piastres
 (8 francs). N'auront pas besoin de permis les per-
 nes qui concourront au sauvetage d'un navire en
 ger imminent de perte.

5^o Le déchargement terminé, quand avis en aura
 donné par le capitaine du navire à l'administrateur,
 dernier ou le contrôleur, accompagné du comman-
 nt ou du chef du service actif, fera la visite pour
 surer qu'il n'est pas resté à bord d'autres marchan-
 es que celles déclarées, dans le manifeste, pour un
 tre ou d'autres ports.

Art. 12. La visite du navire terminée, le manifeste
 a confronté avec les notes quotidiennes de décharge-
 nt; et, s'il y a identité, le commandant du service
 if constatera que le déchargement est terminé.

Art. 13. Dans les quarante-huit heures qui sui-
 ont la déclaration que le navire va entrer en déchar-
 nement, le consignataire, agent ou propriétaire des mar-
 ndises à débarquer, en présentera à l'administration
 douanes un *manifesto* (déclaration) en langue espag-
 e, où devront être énoncés la quantité desdites mar-
 ndises, selon l'espèce, les numéros, poids et mesure,
 r qualité et leur prix.

Cette déclaration ne pourra, sous aucun prétexte,
 tir des mains des chefs de la douane, ni être modi-
 que dans les cas prévus par les paragraphes suivans :

§ 1^{er}. Quand l'importateur aura des doutes sur le
 x ou les mesures qu'il doit appliquer aux articles que
 prend la déclaration, il lui sera permis de voir la
 marchandise avant la vérification.

§ 2. Quand l'importateur aura également des dou-
 sur la qualité des marchandises, c'est-à-dire s'il ne
 at certifier qu'elles sont de fil, coton, laine, soie,
 rs ou mélangés, etc., il lui sera permis de les voir
 ant la vérification; et si, après cette inspection, il dé-
 re ne pouvoir ou ne savoir les qualifier, alors les

1841 chefs de la douane en feront la classification, de telle sorte que les articles dont il s'agit acquittent le droit le plus élevé, qui leur sera assésent d'après la loi des tarifs.

§ 3. Si le doute de l'importateur porte sur le poids des articles, le pesage se fera dans les magasins de la douane, et servira de base à la perception du droit.

Art. 14. Pour les marchandises que la loi des tarifs soumet à un droit *ad valorem*, ce droit sera calculé sur le prix que la déclaration applique auxdites marchandises.

Art. 15. L'administrateur et le contrôleur d'une douane, lorsqu'ils jugeront que, dans la déclaration présentée conformément à l'art. 9, les prix portés pour tous ou quelques-uns des articles soumis à des droits *ad valorem*, sont tellement atténués qu'avec addition des droits à percevoir en raison de la classe, d'après la loi des tarifs, et de 10 p. 100 de bénéfice, il y aurait encore différence notable avec le prix courant de la place, seront autorisés à retenir, pour le compte du gouvernement, les marchandises dont le prix aura été ainsi atténué, en payant aux intéressés, pour ces marchandises, le prix d'estimation porté sur la déclaration, plus 10 p. 100 de bénéfice.

§ 1er. Dans le cas prévu par le présent article, les chefs de la douane préviendront l'importateur de leur intention, au moment même de la vérification, et, dans les trois jours suivans, ils lui notifieront leur résolution définitive pour chaque article en particulier.

§ 2. La somme dont, par suite de cette résolution, l'administration de la douane se trouvera redevable au consignataire, agent ou propriétaire des marchandises, lui sera payée dans les délais et termes fixés pour le recouvrement, par le trésor, des droits d'importation.

Art. 16. Le pouvoir exécutif transmettra, aux chefs de la douane, les instructions qu'il jugera convenables pour l'exercice de l'attribution que leur accorde l'article précédent, et donnera les ordres qui lui paraîtront les plus avantageux, quant au lieu et aux délais de la vente des marchandises achetées pour le compte de l'Etat.

Art. 17. Après le dépôt en douane des marchandises composant le chargement d'un navire ou la totalité des colis portés sur la ou les déclarations, il sera procédé à la vérification par l'administrateur et le contrôleur, et, sur les points où ces employés n'existent pas,

le premier employé et le chef du service actif, tous 1841
airement responsables.

1er. Pour le port de Cumana, le dépôt et la vé-
ation, indiqués au présent article, auront lieu dans
magasins situés près de l'embouchure de la rivière.

2. Les marchandises inflammables, et toutes au-
qui n'arriveront pas en caisses ou ballots, et les
s à usage, pourront, après la vérification des visi-
s, être expédiés du quai ou de la plage, sans en-
dans les magasins.

3. Quand l'importateur ne présentera pas la dé-
ation exigée par l'article 13 et ses paragraphes, la
ication des marchandises ne pourra avoir lieu sans
formalité; et lorsqu'après la présentation, ladite
ication devra être effectuée, il sera perçu, à titre
roit de magasinage, 1 p. 100 de la valeur portée
adite déclaration, et il sera bien entendu que le dé-
pour le paiement des droits, courra à partir du
où les articles entreront à la douane.

Art. 18. Les propriétaires, consignataires ou agens
marchandises recevront, de l'administrateur, avis de
vérification; *vingt-quatre* heures à l'avance; et s'ils
y présentent pas, il n'y sera pas moins procédé,
qu'il puisse y avoir lieu à contrevérification.

Art. 19. Quand, au moment de la vérification des
handises, des avaries seront reconnues, et que l'es-
tion en sera demandée, l'administrateur et le con-
tur, assistés d'un négociant désigné par l'intéressé,
éderont à cette estimation, et le droit ne sera pas
a sur la valeur de l'avarie. Les marchandises une
extraites de la douane, il n'y aura pas lieu à au-
réclamation pour avaries.

Art. 20. Les droits d'importation seront perçus con-
ément à la loi des tarifs, que les marchandises
t importées par bâtimen svénézuéliens ou par navi-
strangers.

Art. 21. Les doutes que pourraient avoir les chefs
a douane, sur la dénomination des marchandises
gnées à la déclaration de l'importateur autrement
u tarif, seront résolus par deux experts nommés,
par les chefs de la douane, l'autre par l'importateur.
cas de partage, la solution sera déférée à un tiers-
tre nommé par les chefs de la douane.

Art. 22. Les experts nommés pour exercer les fonc-

1841 tions énoncées dans l'article précédent, ne pourront se récuser, s'ils ne justifient de quelque empêchement valable aux yeux de l'administrateur. Lorsque l'excuse ne sera pas admise, les experts nommés seront tenus de remplir lesdites fonctions, sous peine d'une amende de 200 piastres (864 francs).

Art. 13. Les tares des articles qui acquittent les droits d'après le poids se déduiront de la manière suivante:

Grains, fruits, graines et semences, farines de toute sorte, en sacs de toile
 . . Valeur, 2 p. 100.

Articles arrivant en caisses (cajones), barils, etc. — Ils jouiront de la tare indiquée sur les colis, sauf vérification par le pesage, lorsque l'administrateur ne jugera pas l'indication exacte.

Art. 24. Le pouvoir exécutif fournira aux douanes les *pitomètres*, ou tous autres instrumens nécessaires pour mesurer la capacité des contenans qui renferment des liquides.

Art. 25. Pour les liquides qui viendront en contenans de bois, en bouteilles, flacons ou tous autres contenans de verre, enfermés dans des caisses, paniers (*canastos*), barils ou autres colis, on déduira 4 p. 100 de coulage et d'avarie. La même remise sera accordée pour la *faïence*, la *porcelaine*, les *verres* et *cristaux*, si l'estimation n'est pas demandée, conformément à l'article 19.

Art. 26. A la suite de la déclaration, mention sera faite des vérifications et évaluations d'avaries, selon que l'une de ces opérations aura eu lieu, et ladite mention sera signée des personnes qui y auront concouru; après quoi, il sera procédé à la liquidation des droits.

Art. 27. La vérification des marchandises terminée, les propriétaires ou consignataires devront les extraire des magasins de la douane, sous peine, si, dans les *trois* jours, ils n'ont pas effectué ce retrait, de payer, par jour, à titre de droit de magasinage, $\frac{1}{4}$ p. 100 de la valeur énoncée à la déclaration.

§ unique. Le délai de *trois* jours, accordé par le présent article, pourra être prorogé au gré de l'administrateur et du contrôleur, quand ils ne jugeront pas nécessaire de faire vider les lieux où se trouvent les

handises expédiées, et quand des circonstances spéciales en empêcheront l'extraction.

Art. 28. Sans préjudice des dispositions de l'article précédent, quand le propriétaire, l'importateur ou le consignataire annoncera l'intention de réexporter quelques-unes des marchandises inscrites à la déclaration d'entrée, parce qu'il ne lui convient pas de les introduire, ces marchandises resteront en entrepôt dans les magasins de la douane, et l'intéressé devra les réexporter dans le délai de *six* mois au plus, ou déclarer qu'il les introduit en tout ou partie pour la consommation. Dans le cas de réexportation, il paiera, pas mois, 100 de leur valeur au manifeste.

Dans le cas d'introduction pour la consommation, l'intéressé paiera, outre le droit de magasinage indiqué ci-dessus, les droits d'importation. Il sera bien entendu que les délais courront à partir du jour où les marchandises seront entrées en entrepôt.

Art. 29. La liquidation des droits sera faite par le ministre et le contrôleur, conformément à la loi sur les tarifs; et, dans les *huit* jours au plus, il sera établi, au consignataire ou propriétaire des marchandises, sur récépissé, un bordereau (*planilla*) de liquidation. S'il le trouve établi d'après les prescriptions de la loi, il le signera, en faisant précéder la signature du mot *conforme*. Dans le cas contraire, il en réclamera la rectification. Ce bordereau signé sera joint au dossier respectif d'entrée.

Art. 30. Pour la restitution de ce bordereau (*planilla*), il sera accordé, au propriétaire ou consignataire, un délai *improrogable* de *six* jours, à partir de celui de la restitution, contre récépissé. Ce délai expiré, le bordereau non restitué sera réputé conforme, et le récépissé du redevable joint au dossier.

Art. 30. Le dossier d'entrée, qui doit être ouvert, pour chaque navire, comme base du calcul des droits d'entrée, se composera :

1. Du manifeste et du permis de déchargement;
2. Des notes quotidiennes de déchargement, visées par le commandant du service actif, quand il y en a un, à son défaut, par le chef du poste;
3. Des déclarations, des procès-verbaux de vérification, et des bordereaux rédigés comme il est dit aux articles précédents;

1841 4^o Des bordereaux restitués ou des récépissés, s'il n'y a pas eu restitution des bordereaux.

§ unique. Dant le délai de *quatre* jours, à partir de celui de la signature des bordereaux par les propriétaires ou consignataires des marchandises, ou de l'expiration du délai accordé pour la demande en rectification, le dossier devra être complet, et les élémens de calcul qui en résultent immédiatement appliqués.

Art. 31. Le propriétaire ou le consignataire garantira le paiement des droits afférens aux marchandises, en commun et solidairement avec deux cautions agréées par l'administrateur et le contrôleur. Il signera seul les obligations souscrites, sur papier timbré, pour les droits dont il sera redevable. Ces obligations seront en nombre égal à celui des délais accordés pour le paiement.

§ unique. Ces obligations devront être rédigées comme suit :

Port de à de pour piastres.

Je dois et paierai (ou *Nous devons et paierons*), à la trésorerie générale de la république de Vénézuéla, la somme de , pour droits d'importation des marchandises introduites par moi (ou *par nous*) à bord du (*classe et nom du navire*), capitaine (*nom du capitaine*), venant de (*port ou ports de provenance*); laquelle somme je m'engage (ou *Nous nous engageons*) à payer le sous la caution fournie, à l'administrateur de cette douane à son ordre ou à celui de la trésorerie.

Art. 32. Le paiement des droits aura lieu :

Jusqu'à concurrence de 100 piastres (320 fr.). . .

. Au comptant

— — — — — de 500 id. (2160 fr.). . .

. A 4 mois.

Au delà de 500 id. (2160 fr.) quel que soit le mont. A 6 id.

Les délais ci-dessus courront de la date des obligations souscrites, laquelle sera précisément celle du jour de l'expédition des marchandises en douane, sauf l'exception indiquée au paragraphe 3 de l'article 17.

Art. 33. Si les obligations ne sont pas payées aux échéances, des poursuites seront dirigées contre le redevable ou les cautions, ou contre l'un d'eux, non-seulement pour le principal, mais encore pour les frais et pour intérêts, à raison de 2 p. 100 par mois.

Art. 34. Faute, par le propriétaire, l'importateur 1841

le consignataire, de fournir des cautions agréées par l'administrateur ou le contrôleur, ou d'acquitter les droits en espèces, on retiendra en douane les marchandises, jusqu'à concurrence de la valeur jugée suffisante pour couvrir les droits afférens à l'importation totale.

Ces droits ne sont pas payés aux échéances, les marchandises retenues seront vendues aux enchères publiques, et l'excédant, s'il y en a, sera restitué à l'intéressé.

Art. 35. Si le propriétaire, l'importateur ou le consignataire des marchandises consent à en abandonner une partie pour le montant des droits y afférens, il y sera autorisé, pourvu que l'abandon ait lieu avant l'exécution de la douane. Les marchandises abandonnées seront vendues aux enchères publiques pour le compte du trésor.

Art. 36. La responsabilité, que l'article 31 de la présente loi impose aux négocians, en ce qui concerne les droits d'importation, cessera par le fait du paiement effectif des droits dont ils étaient redevables, conformément à la liquidation établie, sans qu'il puisse être exigé d'eux aucune restitution, à quelque titre que ce soit, postérieurement à l'expiration des délais fixés pour le paiement par l'article 32. Les importateurs ou leurs consignataires pourront seulement réclamer, avant l'expiration des mêmes délais, contre tout préjudice résultant pour eux de la liquidation.

§ unique. Les chefs des douanes, aussitôt après la clôture des bordereaux d'un dossier, enverront par le courrier une copie de ces pièces et de la déclaration au tribunal des comptes, afin qu'elles puissent être contrôlées, et le pouvoir exécutif prendra les mesures nécessaires pour que ce contrôle ait lieu, toute affaire cessante, de manière à ce que la liquidation des droits, en cas d'erreur, puisse être rectifiée par les employés responsables avant l'expiration du délai, dans lequel, aux termes du présent article, est prescrite toute action en restitution ou réclamation contre les négocians.

Art. 37. Toutes les amendes établies, par la présente loi, seront versées au trésor public, si elles n'ont pas d'autre application spéciale. Elles seront recouvrées, quand il y aura lieu, par l'administrateur et le contrôleur de la douane respective.

Art. 38. La présente loi sera en vigueur, dans tou-

1841 tes les douanes de la république, à partir du 1er juillet prochain.

Est rapportée, à partir du même jour, la loi du 10 mai 1839 sur le régime des douanes.

(Suivent les signatures.)



38.

*Convention entre Freizügigkeits-
le Royaume de vertrag zwischen
Belgique et le dem Königreich
Duché de Nassau, Belgien und dem
pour régler les Herzogthume
droits des sujets Nassau. Abge-
respectifs des schlossen und un-
deux pays à l'é-terzeichnet zu
gard des trans-Wiesbaden, den
missions de biens. 16. September 1841.
Conclue et signée
à Wiesbaden, le
16 Septembre 1841.*

(Verordnungsblatt des Herzogthums Nassau 1841 Nr. 11 v. 11. December 1841.)

Son Altesse Sérénissime, Monseigneur le Duc de Nassau d'une part, et Sa Majesté le Roi des Belges d'autre part, voulant régler, par des stipulations formelles, les droits des sujets respectifs des deux pays, à l'égard des transmissions de biens, ont à cet effet muni de leurs pleins-pouvoirs :

Seine Durchlaucht der Herzog zu Nassau einerseits und Seine Majestät der König der Belgier andererseits, in der Absicht, die Rechte Höchststhrer Unterthanen in Bezug auf den gegenseitigen freien Vermögens-Uebergang durch förmliche Uebereinkunft zu bestimmen, haben zu diesem Ende bevollmächtigt :

Son Altesse Sérénissime, Monseigneur le Duc de Nassau le Sieur Charles Wilderich Comte de Wal-

Seine Durchlaucht der Herzog zu Nassau den Herrn Carl Wilderich Grafen von Walderdorff,

rdorff, Son Ministre d'É-
; Chevalier Grand-Croix
s ordres du Lion Neer-
ndais, de l'Aigle rouge de
russe de première classe,
de Louis de la Hesse
rand-ducale, chevalier de
rdre de Malte;

Sa Majesté le Roi des
elges, le Sieur Théodule
Marquis de Rodés, secré-
aire de Légation, Chargé
'Affaires ad interim près
a Confédération Germani-
ue, près la Cour Grand-
ducale de Hesse-Darmstadt,
t de Bade et la Cour Du-
ale de Nassau, décoré de
'ordre Impérial du Sultan
le la troisième Classe, Com-
mandeur de la deuxième
Classe de Philippe le Mag-
anime;

lesquels, après s'être
ommuniqué leurs pleins-
ouvoirs, trouvés en bonne
et due forme, sont conve-
us des articles suivants:

Art. 1. Les sujets bel-
ges jouiront dans tout le
erritoire du Duché de Nas-
au, du droit de recueillir
et de transmettre les suc-
cessions ab intestat, ou tes-
amentaires, à l'égal des su-
ets du Duché de Nassau,
et sans être assujettis à rai-
son de leur qualité d'étran-
gers, à aucun prélèvement

Höchstihren Staatsminister, 1841
Grosskreuz des Königlich
Niederländischen Löwenor-
dens, des Königlich Preussischen
rothen Adlerordens
Ritter erster Classe, des
Grossherzoglich Hessischen
Ludwigs-Ordens Gross-
kreuz und des Maltheser-
Ordens Ritter;

Seine Majestät der
König der Belgier den
Herrn Theodule Marquis
de Rodés, Höchstihren Leg-
ations-Secretär und inter-
imistischen Geschäftsträger
bei dem deutschen Bunde,
bei den Grossherzoglichen
Höfen von Hessen und Ba-
den und bei dem Herzog-
lich Nassauischen Hofe, In-
haber des Kaiserlichen Or-
dens des Sultans, 3. Classe,
Comthur 2. Classe des Or-
dens Philipps des Gross-
müthigen;

welche, nachdem sie
sich gegenseitig ihre Voll-
machten mitgetheilt und
dieselben in gehöriger Form
befunden haben, über die
folgenden Artikel überein-
gekommen sind;

Art. 1. Die Belgischen
Unterthanen sollen in dem
ganzen Staatsgebiet des
Herzogthums Nassau das
Recht, Erbschaften ab in-
testato oder durch Testa-
ment zu erwerben und zu
übertragen, in gleicher Wei-
se geniessen, wie die Un-
terthanen des Herzogthums
Nassau, ohne wegen ihrer

1841 ou impôt qui ne serait pas dû par les indigènes. Eigenschaft als Ausländer irgend einem Abzug oder einer Steuer unterworfen zu seyn, welche nicht auch von Inländern zu bezahlen wären.

Réciproquement les sujets du Duché de Nassau jouiront en Belgique du droit de recueillir ou de transmettre les successions ab intestat ou testamentaires, à l'égal des sujets belges, et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers; à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les indigènes. Ebenso so sollen die Unterthanen des Herzogthums Nassau in Belgien das Recht, Erbschaften ab intestato oder durch Testament zu erwerben und zu übertragen, in gleicher Weise geniessen, wie die belgischen Unterthanen, ohne wegen ihrer Eigenschaft als Ausländer irgend einem Abzug oder einer Steuer unterworfen zu sein, welche nicht auch von Inländern zu bezahlen wären.

La même réciprocité entre les sujets des deux pays existera pour les donations entre vifs. Dieselbe Gegenseitigkeit für die Unterthanen beider Staaten soll auch bei Schenkungen unter Lebenden bestehen.

Art. II. Lors de d'exportation de biens recueillis, à quelque titre que ce soit par des Belges dans le territoire du Duché de Nassau ou par des habitants de ce dernier pays en Belgique, il ne sera prélevé sur ces biens aucun droit de détraction ou d'émigration, ni aucun droit quelconque, auquel les indigènes ne seraient pas assujettis. Art. II. Bei der Ausfuhr von Vermögen, welches, unter welchem Titel es auch seyn möge, Belgiern in dem Staatsgebiet des Herzogthums Nassau oder Bewohnern des letzteren Landes in Belgien zufällt, soll weder Abzugsgeld oder Nachsteuer, noch irgend eine andere Abgabe erhoben werden, welcher die Inländer nicht auch unterworfen wären.

Art. III. L'abolition ci-dessus mentionnée s'étend non seulement sur les droits de détraction, qui devraient nicht allein auf diejenigen

ne préçus par le trésor public, mais également sur les droits de détraction, dont la perception serait du ressort d'individus, de Communes, ou de fondations-abliques.

Art. IV. La présente convention sera ratifiée, et ses ratifications seront échangées à Wiesbade, dans l'espace de quatre semaines ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plépotentiaires respectifs, ont signé la présente convention en double expédition originale, et y ont apposé cachet de leurs armes.

Fait à Wiesbade le 16. septembre 1841.

(L. S.)

C. W. VON WALDERDORFF.

(L. S.)

MARQUIS TH. DE RODES.

dieser Gefälle, welche durch die Staatscassen zu erheben wären, sondern auch auf alle solche, deren Erhebung einzelnen Individuen, Gemeinden oder öffentlichen Stiftungen zustehen würden.

Art. IV. Die gegenwärtige Uebereinkunft soll ratificirt und die Ratificationen sollen zu Wiesbaden innerhalb vier Wochen oder früher, wenn es geschehen kann, ausgewechselt werden.

In Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten gegenwärtige Uebereinkunft in doppelter Original-Ausfertigung unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

Geschehen zu Wiesbaden den 16. September 1841.

(L. S.)

C. W. VON WALDERDORFF.

(L. S.)

MARQUIS TH. DE RODES.

1841

39.

Convention entre le royaume de Saxe et le royaume des deux Siciles sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine. Signée à Drèsdén le 28 Octobre 1841.

(Gesetz- und Verordnungsblatt für das Königreich Sachsen. Jahrg. 1842 St. 9.)

Les soussignés Ministres de S. M. le Roi de Saxe déclarent par les présentes que, sauf l'approbation et la ratification des Souverains respectifs, les articles suivants ont été arrêtés d'accord avec le Ministère d'Etat de Sa Majesté le Roi du Royaume des deux Siciles à l'égard de l'abolition réciproque des droits connus sous les noms de Jus detractus, gabella hereditaria et census emigrationis.

Art. I. En vertu de la présente déclaration les droits connus sous les noms de Jus detractus, gabella hereditaria et census emigrationis, ne seront plus exigés ni perçus à l'avenir, lorsqu'en cas de succession, legs, donation, vente, émigration ou autres il y a lieu

39.

Uebereinkunft zwischen den Königlich Sächsischen Ministerien erklären hiermit, dass, in Gemeinschaft mit dem Staatsministerio Seiner Majestät des Königs beider Sicilien, nachstehende, die gegenseitige Aufhebung der unter der Benennung "Abzugsrecht", "Abschoss" und "Nachsteuer" bekannten Abgaben betreffende Artikel, unter Vorbehalt der Genehmigung und Ratification der resp. Souverains, festgesetzt worden sind.

Die Unterzeichneten Königlich Sächsischen Ministerien erklären hiermit, dass, in Gemeinschaft mit dem Staatsministerio Seiner Majestät des Königs beider Sicilien, nachstehende, die gegenseitige Aufhebung der unter der Benennung "Abzugsrecht", "Abschoss" und "Nachsteuer" bekannten Abgaben betreffende Artikel, unter Vorbehalt der Genehmigung und Ratification der resp. Souverains, festgesetzt worden sind.

Art. I. Kraft gegenwärtiger Erklärung werden die unter den Benennungen: "Abzugsrecht", "Abschoss" und "Nachsteuer" bekannten Abgaben künftig nicht mehr gefordert und erhoben werden, wenn in Erbschaftsfällen, bei Vermächtnissen, Schenkungen, Verkauf, Aus-

une translation de biens au Royaume de Saxe dans celui des deux Siciles et de celui-ci dans les Etats de la Saxe Royale, toutes les impositions de cette nature, ainsi que le droit d'aubaine, tant abolies entre les deux royaumes.

Art. II. Cette disposition s'étend non seulement aux droits et aux autres impositions de ce genre qui ont partie des revenus publics, mais encore aux impôts qui jusqu'ici auraient été levés par quelques provinces, villes, juridictions, corporations ou communes, de sorte que les sujets respectifs, intéressés à ces exportations de biens ne sont assujettis sous ces rapports à d'autres impositions ou taxes, qu'à celles qui ont à raison de droit de accession ou de vente ou de mutation de propriété quelconque seraient également acquittées par les indigènes ou habitans, d'après les lois et ordonnances qui existent ou qui émaneront par la suite dans les deux royaumes.

Art. III. La présente déclaration est applicable non seulement à toutes les successions à échoir à l'a-

wanderung oder sonst eine Uebertragung von Gütern aus dem Königreiche Sachsen in das Königreich beider Sicilien und von diesem in jenes stattfindet, indem alle derartige Auflagen, gleichwie das Heimfallsrecht (droit d'aubaine) zwischen den beiden Ländern aufgehoben seyn sollen.

Art. II. Diese Bestimmung erstreckt sich nicht allein auf diejenigen Abgaben und andere derartige Auflagen, welche einen Theil des Staatseinkommens ausmachen, sondern auch auf die Auflagen, welche zeithero etwa von einzelnen Provinzen, Städten, Gerichtsbarkeiten, Corporationen oder Gemeinden erhoben worden seyn möchten, so, dass die bei diesen Güter-Exportationen betheiligten resp. Unterthanen in dieser Hinsicht keinen andern als denen Abgaben oder Taxen unterworfen sein sollen, die in Erbschaftsfällen, bei Verkäufen oder sonstigen Eigenthumsveränderungen gleichmäßig auch von den Inländern oder Einwohnern, in Gemässheit der in den beiderseitigen Landen bestehenden oder künftig zu erlassenden Gesetze und Verordnungen zu entrichten sind.

Art. III. Gegenwärtige Erklärung leidet Anwendung nicht allein auf alle künftig anfallende oder jetzt

1841 venir et à celles déjà devolues, mais à toutes les translations de biens en général dont l'exportation n'a point encore été effectuée.

Art. IV. Les stipulations précitées auront leur effet à dater du jour où l'échange des ratifications de cette déclaration aura lieu.

En foi de quoi la présente déclaration a été signée au nom et par ordre de Sa Majesté le Roi de Saxe, pour être échangée contre un acte conforme expédié de la part du gouvernement de S. M. le Roi du Royaume des Deux Siciles.

Fait à Dresde, ce 28. Octobre 1841.

Les Ministères de Sa Majesté le Roi de Saxe des affaires étrangères et de l'Intérieur.

(L. S.)

(signé) de ZESCHAU.

(L. S.)

(signé) de NOSTITZ et JAENCKENDORF.

schön angefallene Erbschaften, sondern auch auf alle Uebertragungen von Gütern im Allgemeinen, deren Exportation noch nicht stattgefunden hat.

Art. IV. Vorstehende Uebereinkunft soll von dem Tage an in Wirksamkeit treten, wo die Ratifikationen gegenwärtiger Erklärung werden ausgewechselt worden seyn.

Zu Urkund dessen ist gegenwärtige Erklärung im Namen und auf Befehl Sr. Königl. Majestät von Sachsen unterzeichnet worden, um gegen eine gleichlautende, Seiten der Regierung Sr. Majestät des Königs beider Sicilien ausgestellte Urkunde ausgewechselt zu werden.

So geschehen zu Dresden, den 28. October 1841.

Die Königl. Sächsischen Ministerien der auswärtigen Angelegenheiten und des Innern.

(L. S.)

(gez.) von ZESCHAU.

(L. S.)

(gez.) v. NOSTITZ und JAENCKENDORF.

(Cette convention a été ratifiée de la part du roi de Saxe à Dresde le 16 Mai 1842 et de la part du roi des deux Siciles à Naples le 1 Mars 1842. Les ratifications ont été échangées le 2 Juin 1842.)

40.

renouvellement des conventions substantielles entre le royaume de Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Hechingen, pour charger le tribunal de suprême de justice le premier des fonctions du tribunal suprême d'appel pour le dernier. publié à Stuttgart le 19 Novembre 1841.

Regierungsblatt für das Königreich Württemberg. Jahrg. 1841. Nr. 57.)

Nachdem der unter dem 26. September 1825 bekannte, zunächst auf die Dauer von sechs Jahren geschlossene Staatsvertrag zwischen dem Königreiche Württemberg und den Fürstenthümern Hohenzollern-Hechingen die Uebertragung der Functionen eines Oberappellationsgerichts für dieses Fürstenthum an das Königlich württembergische Obertribunal, inzwischen auf andere sechs Jahre verlängert war und nun auch diese Frist am Ende gegangen ist; so haben wegen nochmaliger Erneuerung desselben zwischen den beiderseitigen Regierungen Verhandlungen stattgefunden, in deren Folge die nachstehende Uebereinkunft getroffen worden ist:

Art. 1. Die Dauer des Vertrags vom Jahr 1825 wird, vom Ablauf der letzten Vertrags-Periode an gerechnet, auf weitere sechs Jahre verlängert und eben durch das in der Zwischenzeit von dem Königl. Obertribunal in den von den fürstlichen Gerichten an dasselbe gelangten Processen bereits Verhandelte als rechtlich anerkannt.

Art. 2. Die zu dem Verträge vom Jahr 1825 verordnete Oberappellationsgerichtsordnung für das Fürstenthum Hohenzollern-Hechingen wird in einigen Paragraphen auf nachstehende Weise abgeändert:

§. 16. Die Appellations Akten sind spätestens binnen fünfzehn Tagen nach der Anmeldung von Amtswegen mit Bericht und Verzeichniss an das Obertribunal zuzusenden. Vermag der Appellant innerhalb der Noth-

1841 frist von dreissig Tagen seine Berufung nicht vollständig zu rechtfertigen, so muss er binnen eben dieser Frist in der, an das Obertribunal gerichteten Einführungsschrift um Dilation zur Uebergabe seines ausführlichen Beschwerdelibells, bei Verlust der Appellation, bitten.

In einem solchen Falle darf der Termin zur Einreichung der Beschwerdeschrift *sechzig* Tage der Regel nach nicht überschreiten, und es wird das Ober-Tribunal bei Nichteinhaltung desselben Keinerlei nicht gemeinrechtlich begründete Nachsicht eintreten lassen.

§. 17. Nach Einführung der Berufung bei dem Ober-Tribunal hat dieses die weitere Verhandlung in der daselbst eingeführten gesetzlichen Ordnung des Verfahrens, soweit nicht die Bestimmungen des gegenwärtigen Staatsvertrags hierüber eine Abweichung begründen, bis zum Schlusse der Sache einzuleiten.

Jedoch werden bei Zeugenverhören die Zeugen auf den in dem Fürstenthum Hohenzollern-Hechingen gesetzlichen Eidesvorhalt beeidigt; auch werden denselben die daselbst gesetzlichen allgemeinen Fragestücke vorgelegt.

Im Uebrigen sind zwar bei den von dem Obertribunal angeordneten Zeugenverhören die in Württemberg geltenden Vorschriften des Verfahrens anzuwenden, jedoch werden in solchen Fällen nicht nur die Punkte, worüber die Parteien zu vernehmen sind, möglich genau und vollständig bezeichnet, sondern auch die bei der Vernehmung zu beobachtenden Vorschriften, statt einer blossen Hinweisung auf die betreffenden Gesetze in die Instructionen aufgenommen, oder dieselben in Auszügen beigelegt.

Die Annahme oder Verwerfung der Appellation steht ausschliesslich dem Obertribunal zu.

§. 35. Der Ausspruch der deutschen Bundes Akte, dass jeder Partei in bürgerlichen Rechtssachen auf die Verschickung der Akten in einen Schöppenstuhl oder Juristen-Facultät anzutragen verstatet sey, wird stets gehandhabt, und es wird keiner Partei die Gewährung eines solchen Gesuchs abgeschlagen werden.

Art. 3. Wenn bis zum Ablauf der Zeit für welche der gegenwärtige Vertrag zunächst abgeschlossen ist (Art. 1), eine Aufkündigung desselben weder von der einen noch von der anderen der kontrahirenden Regie-

ogen erfolgt; so ist derselbe als auf weitere sechs 1841
re verlängert zu betrachten.

Bekanntmachung der Königlich Württembergischen Mi-
sterien der Departements der Justiz und der auswä-
rigen Angelegenheiten, betreffend die Erneuerung des
Vertrags mit Hohenzollern-Hechingen, wegen Ueber-
tragung der Verrichtungen eines Oberappellationsgerichts
dieses Fürstenthum an das Königl. Württembergische
Ober-Tribunal.

Diese Uebereinkunft wird nun, nachdem Sr. Kö-
nigl. Majestät unter dem 9. d. M. derselben die höchste
Genehmigung zu ertheilen geruht haben, und die bei-
seitigen Ratications-Urkunden ausgewechselt wor-
den sind, hiermit zur öffentlichen Kenntniss gebracht.
Stuttgart, den 19. November 1841.

Der prov. Chef des Justiz-Departements:

PRIESER.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten

BEROLDINGEN.

41.

*Traité conclu entre la Grande-Bre-
tagne et la république de Texas, par
lequel la Grande-Bretagne accepte
le rôle de médiatrice entre le Mexi-
que et le Texas. Signé à Londres
le 11 Novembre 1841.*

Art. 1. Si, par la médiation de Sa Majesté Britan-
nique, une trêve illimitée est convenue entre les répu-
bliques de Mexique et de Texas dans les trente jours
après communication du présent traité au gouvernement
mexicain par l'envoyé britannique à Mexico, et si dans
les six mois après ladite communication, un traité de
paix est conclu entre les deux nations, la république de
Texas prendra pour son compte le payement d'un mil-
lion de livres Sterling de la dette étrangère contractée
par la république de Mexique avant le 1er Février 1835.

Art. 2. La manière dont le transport de cette somme
devra s'opérer, sera réglée d'un commun accord entre
le Texas et le Mexique sous la médiation du gouverne-
ment britannique.

1841½

42.

*Traité entre le Royaume d'Hanovre
le Grandduché d'Oldenbourg et
le Duché de Brunswick d'une part
et la Principauté de Schaumbourg
Lippe de l'autre part, sur la conti-
nuation de leur union douanière.
Signé à Bückebourg le 18 Décembre
1841, à Hanovre le 24 Décembre 1841
à Oldenbourg le 25 Décembre 1841
et à Berlin pour Brunswick le 1 Jan-
vier 1842.*

Bei dem mit dem Ende des gegenwärtigen Jahrs be-
vorstehenden Ablaufe des Zeitraumes, für welchen der
vermügte der Verträge vom 1. Mai 1834, 7. Mai 1836
und 11. November 1837 zwischen Hannover, Oldenburg,
Braunschweig und Schaumburg-Lippa bestehende Steu-
erverein zunächst eingegangen worden,

und nachdem Hannover und Oldenburg sich zur
Fortsetzung desselben unter sich für die Dauer des
Jahrs 1842 mittelst Vertrages vom 14. d. M. geeinigt,
auch Braunschweig nicht allein Kraft Vorbehalte bei
dem am 19. October d. J. vereinbarten Anschlusse sei-
ner an das Gebiet des Zollvereins grenzenden Länd-
ertheile an diesen, den zu denselben gehörenden Harz-
und Weser-District, im Einverständnisse mit den Staa-
ten des Zollvereins, sondern ebenfalls seine mit letz-
term nicht zusammenhängenden Gebietstheile mittelst
Vertrages vom 16. d. M. dem Steuervereine für das
Jahr 1842 wieder angeschlossen hat.

sind ferner noch wegen des Verbleibens des Fürsten-
thums Schaumburg-Lippe bei dem Steuervereine Ver-
handlungen eröffnet, und es haben für selbige bevoll-
mächtigt:

einerseits

Seine Majestät der König von Hannover:
Allerhöchst Ihren General-Director der indirecten
Steuern Georg Friedrich Hieronymus Domes, Ritter

Königlich-Hannoverschen Guelphen-Ordens und 1841
Commandeur zweiter Classe vom Herzoglich-Braun-
weigschen Orden Heurichs des Löwen;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von
enburg:

Höchst Ihren Geheimen Hofrath Gerhard Friedrich
August Jansen, Kleinkreuz des Grossherzoglich-Ol-
denburgschen Haus- und Verdienst-Ordens des Her-
zogs Peter Friedrich Ludwig, Ritter des Königlich-Han-
noverschen Guelphen-, des Herzoglich-Braunschwei-
gen Ordens Heinrichs des Löwen und des Königlich-
preussischen rothen Adler-Ordens dritter Classe;

Seine Durchlaucht der Herzog von Braun-
schweig und Lüneburg:

Höchst Ihren Finanz-Director und Geheimen Lega-
tionsrath August Philipp Christian Theodor von Am-
berg, Commandeur erster Classe vom Herzoglich-Braun-
schweigschen Orden Heinrichs des Löwen und des Kö-
niglich-Hannoverschen Guelphen-Ordens, Ritter des
Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens zweiter
Classe, Commandeur des Kurfürstlich-Hessischen Haus-
ordens vom goldenen Löwen, Ritter des Königlich-Säch-
sischen Civil-Verdienst-Ordens und Inhaber des Wa-
lloo-Ehrenzeichens;

andererseits

Seine Durchlaucht der Fürst von Schaumburg-
Lippe:

Höchst Ihren Regierungs-Director Georg Joachim
Engerfeldt, Ritter des Königlich-Hannoverschen
Guelphen-Ordens, Commandeur zweiter Classe vom Her-
zoglich-Braunschweigschen Orden Heinrichs des Löwen
und Ritter des Kurfürstlich-Hessischen Ordens vom gol-
denen Löwen;

von welchen Bevollmächtigten, in Gemässheit ihrer
Instructionen, nachstehender Vertrag verabredet und
geschlossen ist:

Art. 1. Seine Durchlaucht der Fürst von Schaum-
burg-Lippe wollen ihr Fürstenthum Schaumburg-Lippe
gestalt, wie solches mittelst des Vertrages vom 11.
November 1837 dem Hannover-Oldenburg-Braun-
schweigschen Steuervereine angeschlossen ist, ferner für
Dauer des Jahrs 1842 bei diesem nach Massgabe
obgedachten Verträge vom 14. und 16. d. M. fort-
setzenden Vereine belassen,

612 *Traité entre Hanovre, Oldenb., Brunsw. etc.*

1841 $\frac{1}{2}$ und soll demnach der obenerwähnte Vertrag vom 11. November 1837 in Beziehung auf diesen Verein während des Jahrs 1852 in voller Wirksamkeit fortbestehen.

Art. 2. Auch erklären Seine Durchlaucht der Fürst von Schaumburg-Lippe hiedurch Ihren Beitritt zu dem zwischen Hannover, Oldenburg und Braunschweig und den Staaten des Zollvereines am 17. d. M. abgeschlossenen Verträge wegen Beförderung der gegenseitigen Verkehrs-Verhältnisse, und werden dessen Bestimmungen also in Beziehung auf das Fürstenthum Schaumburg-Lippe in gleicher Weise in Anwendung kommen, als dieselben für und in den übrigen Theilen des Steuervereines zur Ausführung gelangen.

Art. 3. Der gegenwärtige Vertrag soll alsbald zur Allerhöchsten und Höchsten Ratification vorgelegt und die Auslieferung der Ratifications-Urkunden vor Ablauf dieses Jahrs bewirkt werden.

Urkundlich ist vorstehender Vertrag von den Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen zu Hannover, den 24. December 1841.

(L. S.)

GEORG FRIEDRICH HIERONYMUS DOMMES.

So geschehen zu Oldenburg, den 25. December 1841.

(L. S.)

GERHARD FRIEDRICH AUGUST JANSEN.

So geschehen zu Berlin, am 1. Januar 1842.

(L. S.)

AUGUST PHILIPP CHRISTIAN THEODOR VON AMSBERG.

So geschehen zu Bückeburg, den 18. December 1841.

(L. S.)

GEORG JOACHIM LANGERFELDT.

43.

*traité de navigation conclu entre
royaume de Hanovre et le roy-
ume de Belgique. Signé à Hano-
vre le 15 Janvier 1842.*

Publication officielle dans les deux langues faite à Ha-
novre.

Gesetz-Sammlung für das Königreich Hannover. Jahrg.
1842. 1. Abtheilung. Nr. 8. Vom 14. März.)

Patent, den mit der Königlich-Belgischen Regierung
geschlossenen Schiffahrts-Vertrag betreffend. Han-
over, am 1. März 1842.

Ernst August, von Gottes Gnaden König von Han-
over, Königlich-Prinz von Grossbritannien und Ir-
land, Herzog von Cumberland, Herzog zu Braunschweig
und Lüneburg etc. etc.

Nachdem zwischen Uns und Seiner Majestät dem
Könige der Belgier, durch die zu dem Ende benannten
vollmächtigten, am 15. Januar d. J. ein Schiffahrts-
vertrag geschlossen worden ist; so bringen Wir den
Inhalt dieses, von beiden Seiten bereits ratificirten Ver-
trages, sowohl in der französischen Ursprache, als auch
einer beigefügten deutschen Uebersetzung, hiedurch
zur öffentlichen Kenntniss, indem Wir einem Jeden,
dem es angeht, hiedurch befehlen, die Bestimmungen je-
des Vertrages zu befolgen und in Ausführung zu bringen.

Wir haben verfügt, dass das gegenwärtige Patent
die erste Abtheilung der Gesetz-Sammlung aufge-
nommen werde.

Hannover, den 1. März 1842.

ERST UNTER.

G. Frh. v. SCHULZ.

*Schiffahrts-Vertrag zwischen Hannover und
Belgien vom 15. Januar 1842.*

Die Auswechslung der Ratifications-Urkunden hat am
25. Februar 1842 zu Hannover Statt gefunden.

Sa Majesté le Roi de Belgique et Sa Majesté le Roi de Hanovre et Sa Majesté le King of Hanover and Britain

1842 Roi des Belges, également animés du désir de faciliter et d'étendre les relations de navigation entre les deux pays, ont jugé convenable de conclure une convention dans ce but, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Hanovre,
le Sieur Ernest Frédéric George Hüpeden, Son Conseiller de Cour, Chevalier de l'ordre des Guelphes, Chevalier de seconde classe de l'ordre de l'Aigle rouge, Chevalier de l'ordre du Lion d'or de la Hesse électorale;
et Sa Majesté le Roi des Belges,

le Sieur Aldephonse Alexandre Félix Du Jardin, Son Chargé d'affaires près la Cour de Hanovre et les villes anseatiques, Chevalier de l'ordre Léopold, Decoré de la Croix de fer;

Lesquels, après avoir échangé leur pleins-pouvoirs, trouvés en bonné et dûe forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1. Les navires Belges qui entreront, chargés ou sur leur lest, dans les ports, rivières, canaux, hâvres, ancrages ou autres lieux quelconques du Royaume de Hanovre, ou qui y feront le cabotage de port

Majestät der König der Belgier, gleich beseelt von dem Wunsche, die Schifffahrts-Beziehungen zwischen beiden Ländern zu erleichtern und zu erweitern, haben für angemessen erachtet, zu dem Ende eine Uebereinkunft zu schliessen, und deshalb zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Hannover, Allerhöchstihren Hofrath Herrn Ernst Friedrich Georg Hüpeden, Ritter des Guelphen-Ordens, Ritter des Rothen Adler-Ordens in zweiter Classe, Ritter des Kurhessischen Ordens vom Goldenen Löwen;

und Seine Majestät der König der Belgier, Allerhöchstihren Geschäftsträger am Hofe zu Hannover und bei den Hanseatischen, Herrn Aldephonse Alexander Felix Du Jardin, Ritter des Leopold-Ordens, Inhaber des Eisernen Kreuzes,

welche, nach Auswechselung ihrer, in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, über die nachstehenden Artikel übereingekommen sind.

Art. 1. Die Belgischen Schiffe, welche beladen oder mit Ballast in die Häfen, Flüsse, Canäle, Ankerplätze oder sonstigen Orte des Königreichs Hannover einlaufen, oder welche selbst die Küstenfahrt von

ort, seront, quelle que leur provenance ou leur ination, traités à leur ée, à leur sortie et pendant leur séjour sur le mé- pied que les navires onaux, pour tout ce qui concerne les droits de tonnage, de pilotage, de barge, de quai, de port, de d'écluses, de quarantaine, d'expédition ou d'office public, de patente, d'embarquement ou d'entreposage, généralement pour tous droits ou charges quelconques qui affectent le navire ou l'équipage, que ces droits soient perçus par l'Etat, les provinces, arrondissements ou communes, qu'ils le soient par des établissements publics ou particuliers, ou par des corporations.

Par réciprocité, il en sera de même pour les navires belges, naviguant et allant le cabotage dans les ports, rades, havres, rivières, canaux, passages et dans autres lieux de la Belgique.

La faculté réciproque de faire le cabotage se portera sur les navires belges, armés et équipés conformément aux lois belges relatives aux navires de cabotage.

Hafen zu Hafen treiben, sollen, ohne Unterschied von wo sie kommen oder wohin sie bestimmt sind, bei der Ankunft, wie bei dem Abgange und während ihres Aufenthalte, auf gleichem Fuss wie die National-Schiffe behandelt werden, in Allem was die Tonnagen-, Lootsen-, Baken-, Quai-, Hafen-, Rhaden-, Schleusen-, Quarantänen-, Abfertigungs- oder Amtens-, Patent-, Magazin- oder Niederlage-Gebühren angeht, und überhaupt hinsichtlich aller und jeder Abgaben oder Lasten, welche das Schiff oder die Mannschaft treffen, es mögen diese Abgaben vom Staate, von den Provinzen, Bezirken oder Gemeinden oder von öffentlichen oder Privat-Anstalten oder von Corporationen erhoben werden.

Auf gleiche Weise soll es beladen werden mit den belgischen Schiffen, welche in den Häfen, Kanälen, Flüssen, Canälen, etc. verfahren, von allen den Steuern von Fracht, Brutto- und Nettolohnen, etc.

Die gegenseitige Befähigung zum Cabotage wird sich auf die belgischen Schiffe, welche in den belgischen Häfen, Kanälen, Flüssen, etc. verfahren, erstrecken.

1841 Art. 2. Seront considérés comme navires Belges et Hanovriens ceux qui naviguent sous pavillon de leur pays, et qui sont munis de leurs papiers de bord et certificats requis par la législation respective des deux Etats pour constater la nationalité.

Art. 3. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, bassins, rades ou hâvres de l'un des deux Etats, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipement et le mouvement ou la manipulation de leur chargement, il est également convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilège ou faveur, qui ne le soit également à ceux de l'autre Etat; la volonté des deux Souverains étant que sous ce rapport aussi, les bâtiments des deux Etats soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 4. Les navires de l'un des deux Etats qui entreront dans les ports de l'autre, pourront, pour autant que les lois du pays

Art. 2. Als Belgisch und Hannoversche Schiffe sollen diejenigen angesehen werden, welche unter der Flagge ihres Landes fahren und mit ihren, durch die respective Gesetzgebung der beiden Staaten zu Constatirung der Nationalität erforderlichen Schiffspapieren und Certificationen versehen sind.

Art. 3. In Allem, was die Aufstellung, Beladung oder Ausladung der Schiffe in den Häfen, Bassins oder Rheden eines der beiden Staaten betrifft, und überhaupt hinsichtlich aller Förmlichkeiten und Bestimmungen jeder Art, denen die Handelsschiffe, deren Mannschaft, und die Bewegung oder Behandlung ihrer Ladung unterliegen müssen, wird gleichfalls vereinbart, dass den Nationenschiffen kein Vorrecht und keine Begünstigung bewilligt werden soll, die nicht auch den Schiffen des andern Staates zu Theil wird, indem es der Wille der beiden Souveraine ist, dass auch in dieser Beziehung die Fahrzeuge der beiden Staaten auf vollkommen gleichem Fuss behandelt werden sollen.

Art. 4. Die Schiffe eines der beiden Staaten, welche in die Häfen des andern einlaufen, sollen, soweit die Gesetze des Landes

s'y opposent pas, ne dé-
arger qu'une partie de
ur cargaison, selon que le
pitaine ou propriétaire du
vire le désirera, et ils pour-
ont quitter librement ces
orts avec le reste.

Art. 5. Les navires de
un des deux Etats entrant
oit pour prendre des or-
res, soit en relâche forcée,
oit pour hiverner dans les
orts de l'autre Etat, se-
ont exempts de tous droits
erçus sur les chargements,
our autant toutefois qu'ils
ne rompent pas charge, en
tout ou en partie, et qu'ils
ne fassent aucune opération
de commerce.

Il est convenu, qu'on
ne considérera pas comme
rupture de chargement, le
transbordement ou la mise
à quai momentanée de tout
ou partie des marchandises,
pour les manipuler, ou pour
réparer ou radouber le na-
vire, pourvu que le capi-
taine ou l'ayant droits se
soit muni d'une autorisa-
tion de l'autorité compé-
tente. Celle-ci pourra pren-
dre toutes les précautions
autorisées par les lois en
vigueur pour prévenir les
abus.

Si la réparation du na-
vire ou d'autres circonstan-
ces exigeaient que la car-
gaison fut mise en entrepôt,
en tout ou en partie, il ne

des nicht entgegen stehen, 1842
ihre Ladung, je nach dem
Wunsche des Capitains oder
Eigners des Schiffes, theil-
weise löschen und mit dem
Reste jene Häfen frei ver-
lassen dürfen.

Art. 5. Die Schiffe des
einen der beiden Staaten,
welche entweder um Or-
dres zu empfangen, oder
um Zuflucht zu suchen,
oder um zu überwintern in
die Häfen des andern Staa-
tes einlaufen, sollen von al-
len Abgaben von den La-
dungen frei sein, jedoch
nur in so fern sie nicht
ganz oder zum Theil aus-
laden und keine Handels-
Operationen vornehmen.

Es wird vereinbart, dass,
wenn die Waaren ganz oder
zum Theil an einen andern
Bord oder an das Land ge-
bracht werden, um sie zu
behandeln, oder um das
Schiff zu repariren oder zu
calfatern, dieses als Aus-
laden nicht angesehen wer-
den soll, sofern der Capi-
tain oder Berechtigte die
Erlaubniss der competen-
ten Behörde eingeholt hat.
Diese soll alle durch die be-
stehenden Gesetze gestatte-
ten Vorsichtsmaßregeln zu
Verhütung von Missbräu-
chen treffen können.

Wenn die Ausbesserung
des Schiffes oder sonstige
Umstände erfordern sollten,
dass die Ladung ganz oder
theilweise in eine Nieder-

1842 sera payé aucun impôt, charge ou droit sur ce qui en sortira pour être embarqué et réexporté sur le même navire, ou sur tout autre, qui ne soit ou ne serait payé en pareil cas par les navires nationaux pour leur cargaison.

Art. 6. Le droit ancien de naufrage est et demeure entièrement aboli à l'égard des marchandises, des navires et des sujets des deux hautes parties contractantes.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires Belges et de leurs cargaisons, naufragés sur les côtes du Hanovre, et réciproquement le sauvetage des navires Hanovriens et de leurs cargaisons, naufragés sur les côtes de la Belgique, auront lieu conformément aux lois en vigueur dans les deux pays, et de telle manière que les sujets des hautes parties contractantes jouiront, sous ce rapport, de tous les avantages accordés aux indigènes et aux nations les plus favorisées.

Art. 7. Chacune des hautes parties contractantes accorde à l'autre la faculté d'entretenir dans ses ports

lage gebracht werde, so soll von demjenigen, was wieder herausgeht, um auf demselben oder jedem andern Schiffe wieder eingeladen und ausgeführt zu werden, keine Steuer, Abgabe oder Auflage entrichtet werden, welche im gleichen Falle nicht auch von den Nationalschiffen für ihre Ladung entrichtet wird oder würde.

Art. 6. Das ehemalige Strandrecht ist und bleibt hinsichtlich der Waaren, der Schiffe und der Unterthanen beider hohen Contractanten gänzlich abgeschafft.

Alle auf die Bergung der Belgischen Schiffe und deren Ladungen, welche an den Hannoverschen Küsten Schiffbruch erlitten haben, so wie gegenseitig auf die Bergung der Hannoverschen Schiffe und deren Ladungen, welche an den Belgischen Küsten Schiffbruch erlitten haben, bezüglichen Operationen sollen nach den, in den beiden Ländern bestehenden Gesetzen und dergestalt geschehen, dass die Unterthanen der hohen Contractanten in dieser Beziehung alle den Eingebornen und den begünstigtesten Nationen bewilligte Vortheile genießen sollen.

Art. 7. Jeder der hohen Contractanten räumt dem andern die Befugniss ein, in seinen Häfen und Handels-

places de commerce des Consuls ou vice-consuls. plätzen Consuls oder Vice-Consuls zu unterhalten. 1842

Les consuls de quelque classe qu'ils soient, dûment nommés par leur gouvernement respectif, et après avoir obtenu l'exequatur de celui dans le territoire auquel ils doivent résider, viendront, dans l'un et l'autre pays, tant dans leur personne que pour l'exercice de leurs fonctions, des privilèges dont y jouissent les Consuls des nations les plus favorisées.

Die von ihrer respectiven Regierung gehörig ernannten Consuls jeder Classe sollen, nachdem sie das Exequatur der Regierung, in deren Gebiete sie residiren sollen, erhalten haben, in beiden Ländern, sowohl für ihre Person als behuf ihrer Dienstverrichtungen, die Privilegien zu geniessen haben, welche daselbst die Consuls der begünstigtesten Nationen geniessen.

Art. 8. Les navires Belges et leur chargement seront traités quant au taux et au mode de perception des droits ou péage de Stade ou de Brunshausen, sur le pied des navires et chargements des nations les plus favorisées, y compris le Hanovre, mais à l'exception de la ville libre de Hambourg.

Si par la suite les navires Hanovriens viennent à être, ainsi que leur chargement en tout ou en partie, directement ou indirectement exempts des dits droits ou péage, les navires Belges et leur chargement jouiront immédiatement de la même faveur.

Art. 9. Les marbres et les pierres de toute espèce provenant des carrières de la Belgique seront affranchis de tout droit ou péage

Art. 8. Die Belgischen Schiffe und deren Ladungen sollen hinsichtlich des Betrags und der Erhebungsweise des Stader oder Brunshäuser Zolles auf gleichem Fuss wie die Schiffe und Ladungen der begünstigtesten Nationen, Hannover eingeschlossen, jedoch mit Ausnahme der freien Stadt Hamburg, behandelt werden.

Wenn in der Folge die Hannoverschen Schiffe, so wie deren Ladung, ganz oder theilweise, direct oder indirect, von besagtem Zolle befreit werden sollten, so sollen die Belgischen Schiffe und deren Ladung sofort die nämliche Begünstigung geniessen.

Art. 9. Die aus den Belgischen Steinbrüchen kommenden Steine jeder Art und Marmor sollen vom Zolle und jeder sonstigen Abgabe

1842 quelconque de Stade ou zu Stade oder Brunshausen Brunshausen. Les sucres frei sein. Lumpen- und lumps et raffinés, les cuirs raffinirter Zucker, gegerbtes Leder, Waffen (Kriegs- et de chasse, carabines, pistolets, armes blanches), les clous, la cristallerie und Jagd-Gewehre, Büchsen, Pistolen, blanke Waffen), Nägel, Kristall- und et la verrerie de toute espèce d'origine Belge, ne paieront que la moitié des droits ou péage actuellement existants, ou tels qu'ils pourraient être fixés dans la suite. Glaswaren jeder Art von Belgischem Ursprunge sollen nur die Hälfte der besagten Zoll- oder sonstigen Abgaben, wie solche gegenwärtig bestehen oder künftig festgesetzt werden möchten, zahlen.

Toutefois pour jouir de cet avantage ces objets devront être transportés dans des navires de l'une ou de l'autre des deux hautes parties contractantes, et leur origine devra être constatée par un certificat de l'autorité communale du lieu ou ils auront été extraits ou fabriqués, visé sans frais par le consul de Hanovre. Es müssen jedoch, um diesen Vortheil zu genießen, jene Gegenstände in Schiffen des einen oder des andern der hohen Contractanten verführt werden, und ihr Ursprung muss durch ein, vom Hannoverschen Consul kostenfrei visirtes Zeugniß der Gemeindebehörde des Abkunfts- oder Fabrikations-Orts constatirt seyn.

Art. 10. En retour des concessions faites sur les droits ou péage de Stade ou Brunshausen, le gouvernement Belge s'engage à faire rembourser aux navires Hanovriens le droit perçu sur la navigation de l'Escaut par le gouvernement des Pays-bas, en vertu du §. 3 de l'article 9 du traité du 19. Avril 1839, Art. 10. Gegen den vorgedachten Nachlass an dem Stader oder Brunshäuser Zolle verpflichtet sich die Belgische Regierung, den Hannoverschen Schiffen die von der Niederländischen Regierung kraft des §. 3 des Artikels 9 des Vertrages vom 10. April 1839 erhobene Schelde-Schiffahrts-Abgabe erstatten zu lassen.

Art. 11. Si l'une des hautes parties contractantes accorde par la suite à quelqu'autre Etat des faveurs en Art. 11. Wenn einer der hohen Contractanten in der Folge irgend einem andern Staate in Schiffahrts-Ange-

matière de navigation, autres plus grandes que celles stipulées dans la présente convention, les mêmes fa-veurs deviendront commu-ns à l'autre partie qui en aura gratuitement si la con-cession est gratuite, ou en donnant un équivalent si la concession est conditionnelle, quel cas l'équivalent sera l'objet d'une convention spé-ciale entre les hautes par-ties contractantes.

Art. 12. La présente convention sera ratifiée et ses ratifications en seront changées dans le délai de six semaines ou plutôt, si cela se peut.

Elle aura force et vigueur pendant six années à compter du jour de l'échange des ratifications. Si un an avant l'expiration de ce terme la présente convention n'est pas dénoncée, elle continuera à être obligatoire année en année jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée en double original et ont apposé le cachet de leurs armes.

legenheiten andere oder grössere Begünstigungen, als die in gegenwärtiger Uebereinkunft stipulirten, bewilligt, so sollen die nämlichen Begünstigungen auch dem andern zukommen und derselbe solche unentgeltlich zu geniessen haben, wenn die Bewilligung unentgeltlich ist, oder gegen ein Aequivalent, wenn die Bewilligung bedingungsweise erfolgt ist, in welchem Falle über das Aequivalent eine besondere Uebereinkunft zwischen den hohen Contractanten getroffen werden soll.

Art. 12. Die gegenwärtige Uebereinkunft soll ratificirt und die Ratificationen derselben sollen binnen 6 Wochen, oder wo möglich früher, ausgewechselt werden.

Dieselbe soll sechs Jahre hindurch, vom Tage der Auswechselung der Ratificationen an, Kraft und Gültigkeit haben. Wenn ein Jahr vor Ablauf dieses Zeitraumes die gegenwärtige Uebereinkunft nicht aufgekündigt ist, so soll sie von Jahr zu Jahr weiter verbindlich sein, bis der eine Contractant dem andern seine Absicht, sie ausser Wirksamkeit treten zu lassen, jedoch ein Jahr vorher, angezeigt hat.

Zu Urkund dessen haben die respectiven Bevollmächtigten dieselbe in doppelter Urschrift unterzeichnet u. mit ihren Wappen untersiegelt.

1840 **Fait à Hanovre, le quinze Janvier de l'an de grâce Mil huit cent quarante deux.** Geschehen zu Hannover, am funfzehnten Januar im Jahre des Herrn Eintausend achthundertzwanzig und vierzig.

(L. S.)

E. HÜFEDEN.

(L. S.)

DU JARDIN.

(L. S.)

F. HÜFEDEN.

(L. S.)

DU JARDIN.

44.

Convention entre les royaumes de Hanovre et de Belgique sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine. Signée à Hanovre le 15 Janvier 1842.

(Voy. Nouv. Recueil général, T. III. Nr. 39.)

Publication officielle faite à Hanovre.

(Gesetz-Sammlung für das Königr. Hannover. Jahrg. 1842. 1. Abtheilung. Nr. 10. v. 22. März.

Verordnung, betreffend die über eine wechselseitige Freizügigkeit mit der Königlich-Belgischen Regierung getroffene Vereinbarung. Hannover den 6. März 1842. Ernst August, von Gottes Gnaden König von Hannover, Königlichlicher Priuz von Grossbritannien und Irland, Herzog von Cumberland, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg etc. etc.

Nachdem die zu diesem Zwecke diesseits und Königlich-Belgischer Seits Bevollmächtigten in Hinsicht einer wechselseitigen allgemeinen Freizügigkeit sich über die nachstehenden Bestimmungen vereinbart haben:

Art. I. Die Belgischen Unterthanen sollen in dem gesammten Gebiete des Königreichs Hannover berechtigt sein, Intestat- oder Testaments-Erbschaften zu erheben und auszuführen, gleich den Unterthanen des Königreichs Hannover und ohne wegen ihrer Eigenschaft als Ausländer irgend einer Abgabe oder Steuer unterworfen zu sein, welche von den Einheimischen nicht zu entrichten wäre.

Ebenmäßig sollen die Unterthanen des Königreichs

Hannover in Belgien das Recht haben, Intestat- oder Testaments-Erbschaften zu erheben und auszuführen, gleich den Belgischen Unterthanen und ohne wegen ihrer Eigenschaft als Ausländer irgend einer Abgabe oder Steuer unterworfen zu seyn, welche von den Einheimischen nicht zu entrichten wäre.

Die nämliche Gegenseitigkeit zwischen den Unterthanen beider Länder soll für Schenkungen unter Lebenden bestehen.

Art. II. Bei der Ausfuhr von Vermögen, gleichviel es welchem Rechtsgrunde es erlangt worden, von Belgien das Gebiet des Königreichs Hannover, oder von Einwohnern des letztern Landes nach Belgien, soll von diesem Vermögen keine Abzugs- oder Auswanderungs-Abgabe, noch irgend eine sonstige Abgabe, welcher die Einheimischen nicht unterworfen wären, erhoben werden.

Art. III. Die obgedachte Abschaffung erstreckt sich nicht nur auf die Abzugsgelder, welche von dem öffentlichen Schatze zu erheben seyn würden, sondern auch auf alle Abzugsgelder, deren Erhebung Individuen, Gemeinden oder öffentlichen Stiftungen zustände; —

und Wir, da in Unseren Staaten das Abzugsrecht auch im Wege der Retorsion ausgeübt werden kann, diese Bereinkunft Unseren Absichten gemäss finden;

so lassen Wir solche hiemit zur Kenntniss Unserer neuen Unterthanen gelangen, und befehlen allen obrigkeitlichen Behörden Unseres Königreichs, den Bestimmungen dieser Vereinbarung gebührend nachzukommen.

Gegenwärtige Verordnung soll der ersten Abtheilung des Gesetz-Sammlung inserirt werden.

Gegeben Hannover, den 6. März 1842.

ERNST AUGUST.

G. Frhr. v. SCHELE.

1842

45.

*Lettre du Secrétaire d'Etat des affaires étrangères de la Grande-Bretagne, relative aux bâtimens de construction étrangère naviguant sous le pavillon anglais. En date de Londres, du 24 Février 1842 *).*

Monsieur, en réponse à Vos dépêches du 17 Juin et du 1er Août dernier, dans lesquelles Vous demandiez des instructions relativement aux vaisseaux de construction étrangère ayant des sujets anglais pour propriétaires, et commerçant sous pavillon anglais, je Vous transmets, par Ordre du Vicomte Palmerston, pour Votre information et comme devant vous guider dans votre conduite à l'avenir, une copie des instructions déjà données à ce sujet aux consuls de S. M. aux fles Sandwich et à Mexico; et établissant que les vaisseaux dont les propriétaires sont sujets anglais, ont droit à la protection des autorités anglaises, mais non aux privilèges attribués aux vaisseaux anglais immatriculés.

Lord Palmerston désire que j'appelle surtout votre attention sur la différence qui existe entre la propriété et le privilège; vous remarquerez qu'un vaisseau étranger ne devient pas vaisseau anglais parce qu'il appartient à un Anglais. Notre droit maritime décide qu'aucun bâtiment, s'il n'est dûment immatriculé, ne peut être regardé comme bâtiment anglais, et qu'en conséquence, aucun des avantages accordés par les traités ou autrement aux vaisseaux reconnus comme anglais, ne peut être réclamé par ceux qui ne sont pas immatriculés.

Lord Palmerston a peine à concevoir un cas dans lequel les droits de propriété en pays étranger seraient tellement méconnus, que, les sujets anglais réclamant la propriété d'un vaisseau qui n'a pas droit aux privilèges anglais du commerce, se trouveraient obligés de recourir à la protection du consul anglais pour défendre leur propriété: mais il

*) Nous publions cette lettre à cause de l'importance des principes qu'elle établit.

est évident que, dans ce cas, le sujet anglais n'aurait pas moins de droit à réclamer cette protection pour sa propriété, par ce motif seul que certains autres bâtimens appartenant à des sujets anglais jouissent de quelques privilèges exclusifs de commerce auxquels le sien n'a pas droit.

Lord Palmerston ayant pensé que le permis de navigation accordé par le vice-consul Willmolt au brick *Ayacucho*, n'indiquait pas suffisamment l'importante différence qu'il y a entre les vaisseaux anglais, et ceux qui ne sont que la propriété de sujets anglais, a soumis la question au comité du conseil privé du commerce, et je suis autorisé par S. S. à vous envoyer ci-joint le projet d'un modèle de permis de navigation, pour les bâtimens possédés par des sujets anglais, mais n'ayant pas droit aux privilèges des vaisseaux anglais dûment immatriculés et armés; ce projet a été préparé par le comité du conseil privé du commerce. Je vous prie de vouloir bien en adopter la forme dans tous les permis de navigation que vous auriez à délivrer, conformément aux présentes instructions.

Je suis, etc.

Signé: JOHN BIDWILL.

Modèle de lettre de navigation

Pour la protection des vaisseaux possédés par des sujets anglais, mais n'ayant pas droit aux privilèges des vaisseaux anglais dûment enregistrés et armés.

Nous, honorable John Walpole, consul-général de S. M. B. au Chili, accordons la présente lettre de navigation, pour l'objet indiqué ci-dessus, pour l'usage et la navigation du navire *Friends*, dont Christophe James Rugg est en ce moment le commandant et en même temps le seul propriétaire. Et nous faisons savoir par les présentes aux ministres de S. M. B. résidant en pays étranger, à tous autres officiers civils ou militaires au service de S. M., et aussi à toutes les autorités constituées des pays étrangers, que ledit vaisseau *Friends* est la propriété d'un sujet anglais; qu'il est en conséquence autorisé, conformément aux lois anglaises, à arborer, dans tous ses voyages, le pavillon anglais, et à réclamer la protection de ce pavillon, comme il le fait de sa nationalité, dans toutes les affaires relatives aux droits de propriété. Nous faisons savoir en même temps, que cette lettre de navigation n'attribue audit

1842 vaisseau aucun droit de commerce, et surtout aucun permis d'exercer aucun privilège qui, par les lois d'Angleterre, se trouvent bornés aux vaisseaux anglais proprement dits, et pourvu d'un certificat d'immatriculation anglais, qui est la seule preuve légale de leurs droits à cet égard; il n'est pas accordé non plus audit vaisseau d'exercer aucun des privilèges de commerce ou de navigation, que les lois de la Grande-Bretagne ont attribués aux vaisseaux étrangers possédés et armés par les sujets de tel état. Mais comme *les lois de navigation et d'enregistrement ne défendent pas d'employer des vaisseaux autres que des vaisseaux anglais enregistrés*, entre les pays étrangers où ils commerceront, et dans certains autres cas cette lettre de navigation doit servir audit navire *Friends à lui obtenir la protection qui lui est due comme propriété anglaise, en tant qu'il est employé à des voyages non soumis à des restrictions*. Pour que l'identité du vaisseau auquel a été accordée cette lettre de navigation, ne soit pas douteuse, nous certifions par les présentes, que ce bâtiment a un tillac et deux mâts; que sa longueur de l'avant à l'arrière est de 90 pieds anglais, et sa largeur à l'endroit le plus large de 20 pieds anglais; que la profondeur de la cale est de 10 pieds 2 pouces anglais; qu'il est gréé comme un brigantin ou brick hermaphrodite, avec un mât de beaupré; qu'il est carré à l'arrière et n'y a pas de galerie; qu'il est sculpté; qu'il a une tête avec la figure d'un oiseau, et en outre une avance de 3 pieds 9 pouces anglais à l'arrière, et qu'il porte 204 tonneaux et demi, d'après le mode de jaugeage prescrit par les actes 5^e et 6^e de Guillaume IV, chap. 56, p. 2, rendus en l'année 1835, pour jager les bâtimens de la marine marchande du royaume-uni de la Grande-Bretagne.

En foi de quoi j'ai signé ceci, et apposé mon sceau consulaire, à Santiago, au Chili, ce 10^e jour de mars, de l'année du Seigneur 1838.

Signé: JOHN WALPOLE.

46.

*Convention entre le royaume de Saxe
et la principauté de Reuss-Plauen
à Gera sur les dépenses occasionnées
par l'administration de la justice
criminelle. Publiée à Drèsdén le 6
Juin 1842.*

Gesetz- und Verordnungsblatt für das Königreich Sachsen. Jahrg. 1842. St. 8.)

Declaration, die von der Königlich Sächsischen Regierung mit der Fürstlichen Regierung jüngerer Linie Reuss zu Gera wegen der durch Requisitionen in Strafrechtsfällen erwachsenden Kosten geschlossene Uebereinkunft betreffend; vom 6. Juni 1842.

Die Königlich Sächsische und die Fürstliche Regierung jüngerer Linie Reuss von Plauen sind in Betreff der Vergütung derjenigen Kosten, welche durch Requisitionen in Strafrechtsfällen bei den wechselseitigen Gerichtsstellen veranlasst werden, dahin mit einander übereingekommen:

dass in allen strafrechtlichen Verhandlungen, wo die Kosten niedergeschlagen oder auf die Casse des Staats oder des Gerichtsherrn übernommen werden müssen, die requirirende Stelle der requirirten Behörde lediglich die baaren Auslagen für die den Zeugen nach landesgesetzlicher Bestimmung für Versäumniss, Zehrung und Reiseaufwand zu leistende Vergütung, Botenlohn und Postgelder, für Verpflegungsgebühren, Transport und Bewachung der Gefangenen, so wie für Copialien zu berechnen und zu erstatten haben solle, wogegen alle andere Kosten für Protocollirung, Schreib- und Abschriftgebühren, sowie für die an die Gerichtspersonen oder an die Cassen sonst zu entrichtenden Sporenlöhne nicht berechnet und vergütet werden mögen.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplaren von den beiderseitigen Bevollmächtigten vollzogen und ausgewechselt worden ist, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen

628 *Publication officielle faite dans le roy. etc.*

1842 Landen Kraft erhalten und vom 1. des künftigen Monats Juli an in Wirksamkeit treten.

Dresden, am 6. Juni 1842.

(L. S.)

Königlich Sächsische Ministerien der Justiz und der auswärtigen Angelegenheiten.

(gez.) von KÖNNERTZ. (gez.) von ZESCHAU.

47.

Publication officielle faite dans le royaume de Saxe sur l'accession du Duché de Brunswick, de la principauté de Pyrmont et de la principauté de Lippe à la convention générale monétaire du 30 Juillet 1838.

En date du 20 Juin 1842.

(Gesetz- und Verordnungsblatt für das Königreich Sachsen. Jahrg. 1842. St. 8.)

Nachdem neuerdings die Regierungen

- 1) des Herzogthums Braunschweig,
- 2) des Fürstenthums Pyrmont und
- 3) des Fürstenthums Lippe

der allgemeinen Münzconvention vom 30. Juli 1838 sich gleichfalls angeschlossen, auch den 14 Thalerfuss als ausschliesslichen Münzfuss angenommen und demgemäss zugleich den Beitritt zur besondern protokollarischen Uebereinkunft vom nämlichen Tage erklärt haben; so wird Solches zu Jedermanns Nachachtung hierdurch bekannt gemacht.

Dresden, den 20. Juni 1842.

Finanz - Ministerium. Im Auftrag des Ministers.

WEHNER.

WILDEN.

48.

Convention de monnaie entre les royaumes de Bavière et de Wurtemberg, des Grandduchés de Bade et de Hesse, des Duchés de Nassau et de Saxe-Meiningen, la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt et la ville libre de Francfort. Signé à Munic le 1 Juillet 1842.

Uebereinkunft zwischen Baiern, Würtemberg, Baden, Grossherz. Hessen, Nassau, Sachsen-Meiningen, Schwarzburg-Rudelstadt und Frankfurt über die Feststellung des neuen Ausmünzungs-Quantums an halben und ganzen Guldenstücken für die Jahre 1842, 43 und 44.

Die Königreiche Bayern und Würtemberg, die Grosszogthümer Baden und Hessen, die Herzogthümer Sachsen-Meiningen und Nassau, das Fürstenthum Schwarzburg-Rudelstadt für die fürstliche Oberherrschaft, dann die freie Stadt Frankfurt, von der Absicht geleitet, das Quantum der Ausmünzungen an ganzen und halben Guldenstücken, wie solches durch die Uebereinkunft vom 30. März 1839 für die Jahre 1839, 1840 und 1841 geordnet worden war, auch für die nächstkommenden drei Jahre gemäss Artikel II. der vorerwähnten Uebereinkunft vertragsmässig festzustellen, haben zu dem Ende eine Bevollmächtigte ernannt, welche vorbehaltlich der Ratification über nachstehende Punkte übereingekommen sind.

Art. I. Die contrahirenden Staaten machen sich verbindlich, in jedem der Jahre 1842, 1843 und 1844 eine Masse von wenigstens vier Millionen Gulden nach dem in der Münchener Münzconvention vom 25. August 1837 Art. VII. bestimmten Vertheilungs-Maasssatze ausprägen zu lassen.

Art II. Die Ausprägung geschieht in ganzen und halben Guldenstücken, das Verhältniss zwischen beiden Münzsorten bleibt dem Ermessen eines jeden Staates überlassen.

Art. III. Innerhalb der letzten sechs Monate des

1842 Jahres 1844 werden die contrahirenden Staaten sich der vereinigen, welche Masse von Hauptmünzen vom 1. Januar 1845 an weiter ausgeprägt werden soll. Für Fall, dass eine solche Vereinbarung nicht stattfinden würde, hat es bei der im Artikel II. der Uebereinkunft vom 30. März 1839 enthaltenen Bestimmung sein Verbleiben. Gegenwärtige Uebereinkunft soll alsbald zur Ratification der hohen Höfe vorgelegt, und die Ausweklung der Ratifications-Urkunden spätestens in drei Monaten zu Münthen bewirkt werden.

So geschehen zu München den 1. Juli 1842.
 für Baiern für Württemberg für Baden
 Frhr. v. GISE, Frhr. v. MAUGLER, Frhr. v. ANDER
 (L. S.) (L. S.) (L. S.)
 für Hessen, Sachsen-Meinungen, Nassau, Schwarzburg-Rudolstadt und Frankfurt in Folge besonderer Ermächtigung.

49.

Convention entre le royaume de Wurtemberg et les Grandduchés de Bade et de Hesse, pour régler la navigation sur le Neckar. Signée à Carlsruhe le 1 Juillet 1842.

(Les ratifications de cette convention ont été échangées à Carlsruhe le 25 Janvier 1843.)

(Regierungsblatt für das Königreich Württemberg. II V. 15 Februar. Nr. 9.)

Im Hinblick auf die Bestimmungen der Wiener Congressakte über die Flussschiffahrt, und um die Bestimmungen auch auf dem Neckar vollständige Anwendung zu verschaffen, haben die Neckaruferstaaten beschlossen, auf der Grundlage der zwischen ihnen stehenden, die Neckarschiffahrt und den Neckar betreffenden Uebereinkunft vom 30. Juli, resp. 5. 15. August 1835, nach deren erstem Artikel die Bestimmungen der Rheinschiffahrts-Ordnung vom 31. März 1831 im Allgemeinen auch auf den Neckar soweit er schiffbar ist, angewendet werden und eine Neckarschiffahrts-Ordnung zu vereinbaren.

Zu diesem Zwecke haben
 ine Königliche Hoheit der Grossherzog
 n Baden: 1842

ihren Ministerial-Direktor Franz Anton Regen-
 auer, Commandeur des Grossherzoglich Badischen
 Ordens vom Zähringer Löwen, Ritter des König-
 lich Preussischen rothen Adlerordens zweiter Classe
 und Commandeur zweiter Classe des Kurfürstlich
 Hessischen Hausordens vom goldenen Löwen, und
 ihren Kammerherrn und Legationsrath, auch Bevoll-
 mächtigten bei der Central-Commission für die
 Rheinschiffahrt, Ludwig v. Kettner, Ritter des
 Ordens vom Zähringer Löwen und der Königlich
 Französischen Ehrenlegion;

ne Königliche Hoheit der Grossherzog von
 Hessen und bei Rhein:

ihren Geheimen-Rath und Bevollmächtigten bei der
 Rheinschiffahrts-Central-Commission Carl Au-
 gust Verdier de la Blaquière, Ritter des
 Grossherzoglich Hessischen Ludwigsordens erster
 Classe, des Königlich Preussischen rothen Adleror-
 dens dritter Classe, der Königlich Französischen
 Ehrenlegion und des Königlich Bayerischen Civil-
 Verdienstordens der Bayerischen Krone dritter Classe;
 ne Majestät der König von Württemberg:
 ihren Finanzrath Wilhelm Vayhinger, Ritter des
 Königlich Preussischen rothen Adlerordens dritter
 Classe,

Bevollmächtigten ernannt, und diese sind mit Vor-
 salt der höchsten Ratification über nachstehende

Neckarschiffahrts-Ordnung,

als ein Vertrag nicht ohne allseitige Einwilligung
 abgeändert werden dürfen, übereingekommen:

Erster Titel.

von der Schiffahrt auf dem Neckar im Allge-
 mein und von den unter den Neckarufere-
 naten hiefür verabredeten Zugeständnissen.

Art. 1. Die Schiffahrt auf dem Neckar soll von da
 , wo er schiffbar ist, bis zum Rhein, sowohl auf-
 wärts als abwärts, und vom Rhein in den Neckar, wie
 in den Neckar in den Rhein, völlig frei seyn und in Be-
 zug auf den Handel Niemand untersagt und keinen an-
 deren als den in der gegenwärtigen Schiffahrts-Ord-

1842 nung festgesetzten Abgaben unterworfen werden können, vorbehältlich der näheren Bestimmungen, welche diese Schifffahrts-Ordnung enthält.

Art. 2. Die Neckaruferstaaten machen sich anheischig, eine besondere Sorgfalt darauf zu verwenden, dass auf ihrem Gebiete der Leinpfad überall in gutem Stand gesetzt, darin erhalten und, so oft es nöthig sein wird, ohne einigen Aufschub auf Kosten desjenigen, den es angeht, wieder hergestellt werde, damit in dieser Beziehung der Schifffahrt nie einigcs Hinderniss im Wege stehe.

Sie verbinden sich überdiess, jeder für seine Gebietsstrecke, die nöthigen Maassregeln zu ergreifen, dass durch Mühlen oder andere Trieb- und Räderwerke auf dem Strom, ingleichen durch Wehre oder sonstige Kunstanlagen irgend einer Art niemals eine Hemmung oder ein Aufwand der Schifffahrt verursacht werde, dass ferner bei fliegenden oder Schiffbrücken die Durchlassung der Fahrzeuge oder Flüsse, die ihre Fahrt fortsetzen wollen, so schnell als möglich geschehe, ohne dass dafür eine andere Zahlung als ein mässiges, durch gemeinschaftliche Uebereinkunft und auf einen unveränderlichen Satz festzustellendes Entgelt gefordert werden könne, und dass endlich jedes andere, im Strombett selbst vorkommende Hinderniss der Schifffahrt, sofern dergleichen Hindernisse von einem Mangel der gehörigen Stromaufsicht und Instandhaltung des Strombettes herrühren, ohne Aufschub und auf ihre eigene Kosten hinweggeräumt werde.

Art. 3. Jedem Neckaruferstaate bleibt es überlassen, eine oder mehrere Städte längst des Neckarufers zu Freihäfen für den Neckarhandel zu erklären. Demzufolge werden von der Königlich Württembergischen Regierung

Heilbronn und Canstatt,
von der Grossherzoglich Badischen Regierung
Mannheim und Heidelberg

als Freihäfen bezeichnet, wogegen die Grossherzoglich Hessische Regierung von der Bezeichnung einzelner Orte als Freihäfen für jetzt Umgang nimmt, sich jedoch ihre desfallsigen Rechte für die Zukunft vorbehält.

Alle Waaren, welche zu Wasser nach diesen Freihäfen gebracht werden, dürfen daselbst unter der Aufsicht der Steuerverwaltung des Staats auf längere oder

Kürzere Zeit in den öffentlichen Niederlagen gelagert 1842 und zum Transport auf der Wasserstrasse wieder eingeladen werden, ohne irgend einer Eingangs-, Ausgangs- oder Durchgangs-Abgabe unterworfen zu seyn. Den allgemein festgesetzten Magazins-, Bohlwerks-, Krahn- und Waaggebühren sind solche Waaren nach Massgabe der folgenden Artikel unterworfen.

Art. 4. Für die Benutzung der Hafenanstalten und der sonstigen Ein- oder Abladeplätze wird unter der Benennung Bohlwerks- (Kai)-, Krahn- und Waaggebühren ein Entgelt erhoben, dessen Betrag aber

- | | |
|------------------------------------|---------------------|
| a) an Bohlwerkgebühr | 1 $\frac{2}{5}$ kr. |
| b) an Krahngebühr bei der Abladung | 1 $\frac{2}{5}$ kr. |
| bei der Einladung | 1 $\frac{2}{5}$ kr. |
| im Ganzen also | 2 $\frac{4}{5}$ kr. |
| c) an Waaggebühr | 1 $\frac{2}{5}$ kr. |

für den Centner nicht übersteigen darf.

Von Gütern, welche zu ihrer sichern Aufbewahrung in den an jedem Ein- oder Abladeplatz befindlichen Magazinen gelagert werden, kann eine Magazin- oder Lagergebühr, jedoch nicht mehr als im ersten Monat $\frac{1}{10}$ Kreuzer für den Tag und in den folgenden Monaten $\frac{1}{20}$ Kreuzer für den Tag, je vom Centner erhoben werden.

Alle diese Gebühren sollen für Inländer und Ausländer gleich sein.

Art. 5. Wo Werfte, Bohlwerke, Krahn, öffentliche Waagen, Magazine und Sicherheitshäfen, sey es auf Kosten des Staats, in dessen Gebiet der Ort gelegen ist, oder auf Kosten einer Gemeinde errichtet sind, ist nur derjenige, der sie wirklich gebraucht, die in Gemässheit des vorhergehenden Artikels von der Landesherrschaft festzusetzenden und zur Deckung der Unterhaltungs- und Beaufsichtigungs-Kosten bestimmten Gebühren zu zahlen verpflichtet.

Alle dieser Bestimmung zuwider laufenden Gewohnheiten sind hiermit abgeschafft.

Ein Schiffspatron oder Führer, der am Ufer anlegt und Waaren aussetzt oder einladet, ohne die eine oder andere Anstalt zu benutzen und ohne die gewöhnliche Uferbenutzung zu verhindern, ist die Gebühr nur für diejenigen dieser Anstalten zu zahlen verpflichtet, die er wirklich gebraucht hat, und die benutzt werden müs-

1842 sen, um das Gewicht der Ladung, indem sie an Bord gebracht wird, auszumitteln und festzustellen.

Art. 6. Die Regierungen der Neckaruferstaaten machen sich verbindlich, die Freiheit der Schifffahrt, wie sie für den Neckarfluss in seinem natürlichen Bette besteht, auch auf alle jene Wasserstrassen auszudehnen, welche durch künstliche Anlagen gebildet worden oder noch gebildet werden und zu dem Transport der Neckargüter ohne Vertauschung des Wassertransports mit dem Landtransport benutzt werden können.

In diesem Falle haben aber die Schiffer, welche das natürliche Bett des Neckarstroms verlassen, sich allen zur Verhinderung von Unterschleifen vorgeschriebenen Formalitäten, sowie der Zahlung der auf der künstlichen Wasserstrasse angeordneten Wasserweggelder und anderen Abgaben dieser Art zu unterwerfen, in welcher Beziehung jedoch zwischen inländischen und ausländischen Schiffen und Fahrzeugen kein Unterschied gemacht werden darf.

Art. 7. In keinem der Neckaruferstaaten dürfen die Güter, welche auf dem Neckar ein- oder ausgeführt werden, mit einer grösseren Land-Ein- oder Aus- oder Durchgangsabgabe belegt werden, als Güter derselben Gattung, die zu Land ankommen oder ausgehen.

Auch darf in Beziehung auf zu Wasser ankommende oder abgehende Güter und auf die davon zu entrichtenden Land-Ein-, Aus- oder Durchgangs-Abgaben kein Unterschied zwischen inländischen und ausländischen Schiffen, inländischen und ausländischen Fahrzeugen oder zwischen den Häfen gemacht werden, wo die Güter geladen wurden, oder wohin sie versendet werden.

Zweiter Titel.

Von den Schifffahrts-Abgaben und den Mitteln sich von deren gehöriger Entrichtung zu überzeugen.

Art. 8. Wer auf dem Neckar, von seinem Ausfluss in den Rhein an bis zur Badisch-Hessischen Grenze oberhalb Heinsheim, Schifffahrt treibt, hat unter dem Titel von Schifffahrts-Abgaben

- 1) eine Schiffsgebühr für jedes befrachtete Schiff von 600 Centnern Ladungsfähigkeit oder darüber,
- 2) einen Zoll von der Ladung zu entrichten.

Art. 9. Zur Erhebung der Schiffsgebühr und des 1842 Zolles sind.

- 1) für die Fahrt abwärts die Zollstätten Neckarelz, Heidelberg und Mannheim,
- 2) für die Fahrt aufwärts die Zollstätten Mannheim, Heidelberg und Neckarelz

bestimmt.

Art. 10. Die Schiffsgebühr wird nach dem Tarife A., und zwar je für eine Fahrt zu Berg oder zu Thal nur einmal erhoben.

Dies geschieht durch die Zollstätte, bei welcher das Schiff abfährt, oder welche es zuerst berührt.

Art. 11. Der Zoll wird nach dem Tarife B. bei jeder der im Artikel 9 bezeichneten drei Neckarzollstätten zu einem Drittel erhoben, und zwar:

bei der Bergfahrt von jedem Fahrzeug, das von dort ab- oder vorbeifährt,

bei der Thalfahrt hingegen von jedem Fahrzeug, das dort ankömmt oder passirt.

Art. 12. Schiffern, die auf einer Fahrt zu Berg oder zu Thal mehrere Zollstätten berühren, ist gestattet, den hiernach im Ganzen zu erlegenden Zoll sogleich bei der ersten Zollstätte, bei der sie ab- oder vorbeifahren, zu entrichten.

Art. 13. Die Art. 8 bis 12 und die Tarife A. und B. sollen an jeder Neckarzollstätte öffentlich angeschlagen werden.

Art. 14. Die Erhebung vorbemerakter Schifffahrts-Abgaben geschieht für ausschliessliche Rechnung der Grossherzoglich Badischen Regierung.

Eine etwaige Aenderung der für diese Schifffahrts-Abgaben vereinbarten Tarifsätze nach Massgabe der Artikel 3 und 6 der Uebereinkunft der Neckaruferstaaten über die Neckarzölle vom 30. Juli, beziehungsweise 5. und 15. August 1835, sowie eine etwaige Erhebung von Schifffahrts-Abgaben für Rechnung der Königlich Württembergischen oder der Grossherzoglich Hessischen Regierung nach Massgabe der Art. 5 und 6 der eben erwähnten Uebereinkunft bleibt vorbehalten.

Art. 15. Die Neckarschifffahrts-Abgaben sollen niemals weder ganz noch theilweise verpachtet, sondern für eigene Rechnung des Staats, welcher sie zu beziehen hat, durch für den Dienst zureichende Beamte erhoben werden.

1842 Art. 16. Die Grossherzoglich Badische Regierung und, im Falle etwa auch vom Grossherzogthum Hessen und von Württemberg (siehe Art. 14) ein Neckarzoll erhoben würde, die Grossherzoglich Hessische und die Königlich Württembergische Regierung sind zu ganzen oder theilweisen Nachlässen, jede an dem ihr gebührenden Antheil der Neckarschiffahrts-Abgaben zu Gunsten einzelner Personen und in einzelnen Fällen jederzeit befugt.

Bei Nachlässen oder Tarifs-minderungen durch allgemeine Verordnungen aber darf zwischen in- und ausländischen Schiffern kein Unterschied gemacht werden*).

Art. 17. Kein Schiffer kann aus irgend einem Grunde einen ganzen oder theilweisen Nachlass des schuldigen Zolles fordern.

Ein Schiffer ist jedoch nicht schuldig, den Zoll an der nämlichen Zollstätte noch einmal zu bezahlen, im Fall er durch höhere Gewalt oder um Schiff und Waaren vor Gefahr zu sichern, genöthigt ist, an diese Zollstätte zurückzukehren.

Rückersatz des bezahlten Zolls kann ausschliesslich nur dann in Anspruch genommen werden, wenn und soweit zuviel erhoben worden ist.

Art. 18. Die Grossherzoglich Badische Regierung darf die Wasserzollstätten nicht vermehren oder verlegen ohne Zustimmung der andern Neckarufer-Staaten. Dagegen ist sie befugt, die eine oder andere Zollstätte aufzuheben oder deren Tarif auf eine andere Zollstätte überhaupt oder für bestimmte Fälle zu übertragen; jedoch nur unter der Voraussetzung, dass dadurch in keinem Falle für die Schiffer eine grössere Belastung an den Schiffahrts-Abgaben herbeigeführt werde.

Art. 19. Die Erhebung dieser Abgaben geschieht

*) Schluss-Protokoll vom 1. Juli 1842 zu Art. 16:

- 1) In Hinsicht auf den Absatz 1 des Artikels ward die Ueberzeugung ausgesprochen, dass bei dem Erlasse der Neckarschiffahrts-Abgaben zu Gunsten einzelner Personen und in einzelnen Fällen unter gleichen Verhältnissen zwischen den Angehörigen der drei Neckarufer-Staaten ein Unterschied werde gemacht werden.
- 2) Bezüglich der Nachlässe oder Tarifs-minderungen durch allgemeine Verordnungen wurde allseitig anerkannt, dass durch die Schiffahrts-Ordnung die desfallsigen Verabredungen der Zollvereinigungs-Verträge eine Aenderung oder Modification nicht erleiden sollen.

bei Schiffen auf den Grund eines Aichscheins und eines Manifests nach Formular C., bei Flößen auf den Grund eines Manifestes nach demselben Formular.

Das Manifest wird von dem Schiffspatron oder Führer selbst oder für denselben von einem Andern, der jedoch kein Neckarschiffahrts- oder Hafen-Beamter seyn darf, gefertigt und von dem Schiffspatron oder Führer unterzeichnet.

Für den Inhalt des Manifests bleibt der Schiffspatron oder Führer verantwortlich, mag er es selbst abgefasst oder sich dazu fremder Hülfe bedient haben.

Art. 20. Sowie ein Fahrzeug oder ein Floss eine Wasserzollstätte erreicht, muss der Führer denselben anlegen und seine Ankunft dem Wasserzoller anzeigen; bei beladenen Fahrzeugen ist zugleich der im vorhergehenden Artikel bezeichnete Aichschein nebst dem Manifest und den Frachtbriefen, bei Flößen das Manifest vorzulegen. Der Zoller erhebt hierauf die Zölle, stellt besondere Quittung darüber aus, trägt den erhobenen Zollbetrag in die hiefür bestimmte Spalte des Manifestes ein und übergibt dann sämtliche Papiere dem Schiffs- oder Flossführer.

Jeder Schiffs- oder Flossführer ist verbunden, den Eintrag des Zollers in's Zollregister über die Art und Menge der verzollten Güter und den Betrag der davon erhobenen Zölle zu unterschreiben.

Zum Anlegen bei jeder Zollstätte ist der Schiffs- oder Flossführer selbst dann verbunden, wenn er den Zoll für die ganze Fahrt bei der ersten Zollstätte bereits entrichtet hat. Schiffer, welche alle drei Zollstätten auf ihrer Fahrt berühren, sollen jedoch von der Verbindlichkeit zum Anlegen bei der mittleren Zollstätte ann befreit bleiben, wenn sie

- 1) an der zuerst berührten Zollstätte bei Vorauszahlung des Zolles für die ganze Fahrt schriftlich sich anheischig machen, zwischen der ersten und der letzten Zollstätte keine Zu- oder Ausladung vorzunehmen;
- 2) auch, dass sie in diesem Falle sind, durch Aufhissung einer zwei Fuss breiten und fünf Fuss langen rothen Flagge auf halbem Mast öffentlich kund geben, endlich
- 3) diese Flagge nicht eher abnehmen, als bis sie an der letzten Zollstätte angelangt sind, dort ihr Ma-

1842 nifest vorgelegt haben, und sich dabei kein Anstand ergeben hat.

Art. 21. Die Abfertigung der Schiffs- und Flossführer geschieht streng nach der Zeit der Anmeldung. Der Führer eines unbeladenen Fahrzeuges kann jedoch verlangen, dass der Zoller die Einsicht vom Fahrzeug, welche er für nöthig hält, sogleich nehme, damit er un-aufgehalten seine Fahrt fortsetzen kann, sofern der Zoller nicht gerade in der Abfertigung eines beladenen Schiffs oder Flosses schon begriffen ist.

Art. 22. Zuladungen müssen auf dem Manifest nachgetragen, Ausladungen abgeschrieben werden, beides, ehe das Schiff oder der Floss vom Platze der Ein- oder Ausladung weiter fährt.

Art. 23. Soweit Ladung, Zuladung oder Ausladung durch die Zoll- oder Hafen-Behörden der Uferstaaten des Neckars, oder, wenn die Fahrzeuge von dem Rhein herkommen, durch solche Behörden der Rheinufer-Stat-ten im Manifeste vollständig attestirt sind, soll eine Ab-wiegung und innere Besichtigung der Waaren niemals stattfinden, wenn nicht dringende Verdachtsgründe des Wasserzoller dazu auffordern. Findet sie aus solchen Gründen statt, so treffen die Kosten derselben den Schif-fer nur dann, wenn er durch Unregelmässigkeit der Papiere oder seines Verhaltens dazu Veranlassung gege-ben hat, oder wenn sich durch eine solche genaue Un-tersuchung Unrichtigkeiten in seiner Ladung gegen das Manifest herausstellen. Andernfalls werden die Kosten auf die Zollkasse übernommen, einschliesslich einer mäs-sigen Vergütung für die Kosten des Aufenthalts, wenn und soweit der Letztere über die gewöhnliche Zeit der Zollabfertigung und drei weitere Stunden durch die Untersuchung veranlasst worden ist.

Im Falle einer solchen genauen Untersuchung kann der Schiffer nach freier Wahl zwei Urkundspersonen beiziehen.

Ueber die ganze Verhandlung und das Resultat soll ein ausführliches Protokoll aufgenommen und vom Zol-ler, dem Schiffer und den Urkundspersonen unterzeich-net werden.

Der Schiffer kann verlangen, dass ihm sogleich ein vom Zoller beglaubigte vollständige Abschrift des Pro-tokolls zugestellt werde.

Der Streit, welcher Theil und in welchem Betrag

die Kosten zu übernehmen habe, ist vom einschlägigen Zollrichter zu entscheiden.

Art. 24. Auch eine äussere vollständige Untersuchung der Ladung durch Vergleichung aller einzelnen Hüll derselben mit dem Manifeste und den übrigen Schiffspapieren soll, wenn die Ladung nach der Bestimmung des vorhergehenden Artikels vollständig attestirt ist, nur bei dringenden Verdachtsgründen vorgenommen werden. Wird sie jedoch vom Wasserzoller nöthig erkannt, so hat der Schiffer die etwaigen Kosten jederzeit zu tragen.

Sowohl in diesem Falle als in jenem des vorhergehenden Art. ist der Schiffer berechtigt und verbunden, die Handarbeit selbst und durch seine Leute zu leisten, doch ohne irgend einen Anspruch auf Vergütung für seine Arbeit.

Art. 25. Der Schiffer ist verbunden, sein Manifest in der Neckarzollstätte, bei welcher zuletzt an- oder vorbeikommt, abzugeben.

Art. 26. Alle den Neckar befahrenden Schiffe sollen geaicht seyn. Diese Verpflichtung beginnt für die am Rhein herkommenden Fahrzeuge sogleich, und für die nur den Neckar befahrenden Fahrzeuge nach sechs Monaten, vom Tage dieser Schiffahrts-Ordnung an gerechnet.

Die Neckaruferstaaten machen sich verbindlich, unentgeltlich die nöthigen Anstalten zu treffen, dass die Reinigung der ihnen gehörigen Neckarschiffe, und zwar nach den Vorschriften, welche jeweils für die Reinschiffahrt gelten, vorgenommen werden kann.

Jedes geaichte Schiff soll mit der Aichscala versehen, doch überdiess mit seiner höchsten Ladungsfähigkeit in Centnern, soweit mit seinem Namen auf beiden Seiten von aussen deutlich bezeichnet werden. Fahrzeuge unter fünfzig Centnern Ladungsfähigkeit unterliegen — wenn sie nicht als Lichterschiffe oder zum selbstständigen Transport von Kaufmannsgut (Gut zur vollen Gebühr) gebraucht werden wollen — der regelmässigen Aichung nicht und bedürfen daher auch keiner Aichschneide; sie sollen jedoch binnen Frist von sechs Monaten durch die dazu in jedem Staate bestimmte Behörde ihrer höchsten Ladungsfähigkeit deutlich von aussen bezeichnet werden.

Art. 27. Schiffe, welche nach dieser Uebereinkunft

1842 geacht oder mit ihrer höchsten Ladungsfähigkeit bezeichnet seyn müssen und es nicht sind, sollen so lange, bis die Aichung und Bezeichnung erfolgt ist, in keinem Neckarhafen zur Ladung zugelassen werden.

Das Gleiche soll rücksichtlich geachter Schiffe geschehen, wenn diese einer Reparatur, die auf ihren Aichgehalt Einfluss haben könnte, unterworfen worden und nun nicht von einem neuen Aichscheine begleitet sind, oder wenn in solchem Falle nicht auf dem alten Aichscheine die Beurkundung durch die betreffende Aichbehörde ersichtlich ist, dass die Reparatur den Aichgehalt nicht geändert habe.

Art. 28. Alle Aichen und Aichscheine sollen in Centnern zu 100 Pfunden, gleich 50 Kilogrammen, ausgedrückt, alle Manifeste und Frachtbriefe in Ansehung der Gattung und des Maasses der Waaren den Zollvorschriften entsprechend abgefasst seyn.

Art. 29. Wer die Schifffahrts-Abgaben unterschlagen hat, wird neben der Nachzahlung der nicht oder zu wenig gezahlten Abgabe mit dem vierfachen Betrage derselben bestraft.

Art. 30. In gleiche Strafe verfällt:

- 1) wer mit einem beladenen Schiff oder mit einem Floss vor der Zollstätte vorbeifährt, ohne anzuhalten und die schuldige Abgabe zu entrichten, so wie, wer zwar mit einem solchen Schiff oder mit einem Floss vor der Zollstätte angehalten, aber vor der Verzollung die Fahrt wieder fortgesetzt hat, ausgenommen in beiden Fällen, wenn der Schiffer oder Flösser nachweisen kann, dass er durch dringende Gefahr zu diesem Benehmen gezwungen war, und wenn er nach Beseitigung derselben nicht gesäumt hat, mit seinen Papieren sich zur passirten Zollstätte zu begeben, um die Nachverzollung zu veranlassen;
- 2) wer versucht hat, durch unrichtige oder unvollständige Angabe der Ladung den schuldigen Wasserzoll ganz oder zum Theil zu unterschlagen, ausgenommen, wenn die Umstände den Fehler als Folge eines blossen Zufalls darstellen, oder wenn der Unterschied zwischen der Ladung und der Angabe in Beziehung auf die Geldschuldigkeit, so gering ist, dass die Absicht der Unterschlagung nicht angenommen werden kann.

Art. 31. Wer bei einer Zollstätte mit einem leeren

rzeug oder mit einem beladenen Fahrzeug von dem 1842
 selbst keine Schifffahrts-Abgaben zu entrichten sind,
 e Beilegung und Anmeldung — so weit diese nach
 . 20 vorgeschrieben ist — vorbeifährt oder weiter
 t, ehe der Zollbeamte die Erlaubniss gegeben hat,
 fällt in eine mit Rücksicht auf die Grösse des Fahr-
 gs zu bemessende Strafe von 2 fl. bis 25 fl.

Art. 32. Wer seiner nach dem Schlusssatze des
 . 20 eingegangenen Verpflichtung, unter der ihm das
 legen bei der mittleren Zollstätte erlassen ward, zu-
 ler handelt, verfällt,

wenn er Beiladungen einnimmt, ohne sie im Mani-
 feste zu bemerken, hier wegen in die Strafe des Artik.
 29, überdiess wegen Missbrauchs der Begünstigung
 n eine Strafe von 10 fl. bis 30 fl., und hat binnen Jahr-
 esfrist auf gleiche Begünstigung keinen Anspruch mehr;
 wenn er Beiladungen einnimmt, aber im Manifeste nach-
 trägt und zur Verzöllung anmeldet, oder von seiner
 verzollten Ladung Ausladungen macht, oder die aufge-
 steckte rothe Flagge früher, als nach Art. 20 zuge-
 lassen ist, abnimmt, in eine Strafe von 5 fl. bis 25 fl.

Art. 33. Wer nicht alle Papiere vorschriftsmässig
 n Zollbeamten vorlegt, verfällt in eine Strafe von
 l. bis 10 fl., wenn auch der Zoll richtig bezahlt worden.

Diese Strafe kann jedoch nicht neben der Strafe
 r Unterschlagung erkannt werden.

Art. 34. Wer nicht nach Vorschrift des Artik. 25
 in Manifest abgibt, unterliegt einer Strafe von 30 kr.
 s 5 fl.

Art. 35. Der Schiffer oder Flösser haftet zunächst
 r alle Wasserzollstrassen, vorbehältlich seines Regres-
 s gegen jene, welche durch ihr Benehmen seine Be-
 rafung veranlasst haben könnten.

Dritter Titel.

von der Anwendung der in den einzelnen
 Neckar-Uferstaaten geltenden Steuergesetze
 auf die Neckarschifffahrt.

Art. 36. Kein Schiff, das mit einem in gehöriger
 orm ausgestellten Manifeste versehen ist, soll unter
 em Vorwande, dass es nöthig sei, dessen Ladung zu
 untersuchen, wegen eines öffentlichen Steuer-Interesses
 uf seiner Fahrt anderswo, als an einer Neckarzollstätte

1842 oder in den im Art. 41 gedachten Fällen aufgehalten werden.

Die Steuergesetze des Landes treten nur dann ein, wenn Waaren aus dem Schiffe ans Land, oder von dem Lande zur Ausfuhr an Bord gebracht, oder aus einem Schiffe in ein anderes geladen werden. Es bleibt jedoch in Beziehung hierauf bei den hinsichtlich der Freihäfen in den gegenwärtigen Ordnung festgestellten Bestimmungen. Auch dürfen bei eintretenden ausserordentlichen Beschädigungen des Schiffes, oder bei stürmischer Witterung, oder wenn es an gewissen Stellen des Stromes, wegen einer der Schifffahrt ungünstigen örtlichen Beschaffenheit des Strombettes für den Augenblick nöthig werden sollte, die gewöhnlichen Ausladungen zur Erleichterung des Schiffes, aber auf offenem Strome, von Ufer entfernt und unter Aufsicht von Steuerbeamten, oder wo dieselben abwesend sind oder fehlen, unter Aufsicht der nächsten Ortsbehörde stattfinden.

Art. 37. Auf jedem Gebiete bestimmt die Regierung die Häfen oder Ladungsplätze, wo es gestattet seyn soll einzuladen oder auszuladen, nach ihrem Gutfinden; jedoch unter gleichen Bedingungen für die inländischen und ausländischen Schiffer, sowohl in Beziehung auf die Befugniss, Ladung zu nehmen oder auszuladen, als auf die Gebühren für die Benützung der Hafen-Anstalten, welche die im Art. 4 bestimmten Sätze nicht übersteigen dürfen.

Wird ein Schiffer durch Hochgewässer oder andere Zufälle an der Fortsetzung seiner Reise verhindert, so ist ihm auch an anderen Orten, wo ihm ein solcher Unfall erweislich begegnet, erlaubt, Schiff und Ladung unter Aufsicht der Steuer-Beamten, oder — wenn deren keine zugegen sind — unter Aufsicht der Local-Obrigkeit in Sicherheit zu bringen.

Er ist in solchen Fällen verpflichtet, jeder gesetzlichen Massregel zur Verhütung einer heimlichen Einfuhr sich zu unterziehen.

Eigenmächtige Vorkehrungen, welche der Schiffer sich erlaubt, ohne die Steuerbeamten oder — in deren Abwesenheit oder Ermanglung — die Ortsobrigkeit vorher benachrichtigt und ihre Dazwischenkunft abgewartet zu haben, sind nur dann zu entschuldigen, wenn er beweist, dass die Rettung des Schiffes oder der Ladung davon abhängt.

Nimmt er die Güter wieder ein, so hat er davon 1842
der Ein-, noch Aus- oder Durchfuhrabgaben zu
zahlen.

Art. 38. Jedem Uferstaate bleibt es überlassen, für
Stromgebiet zu bestimmen, ob und wo das bloss
eigen von Schiffen und Flössen und unter welchen
ingungen gestattet seyn solle, so wie auf die Nicht-
achtung der Vorschriften hierüber beliebige Geld-
fen festzusetzen. Diese Strafen sollen jedoch dann
t eintreten, wenn der Schiffer oder Flösser erweis-
zur Vermeidung von Gefahr oder aus Mangel an
rwasser zur Anlegung gezwungen war und davon so-
h bei der nächsten Steuer- oder Orts-Behörde An-
e gemacht hat.

Art. 39. Wenn ein Schiffer mit seiner Ladung ei-
Theil des Neckars betritt, wo die Hoheit über den
am und beide Ufer ungetheilt von einem Landes-
rn ausgeübt wird, so kann er zur Sicherheit gegen
mliche Einfuhr nur dazu verpflichtet werden, die
ken oder sonstigen Zugänge zu den Waarenräumen
bleien oder versiegeln zu lassen, oder nach dem Er-
sen der Steuerbehörde Begleiter an Bord zu nehmen,
chen die Bewachung des Schiffs und der Ladung ob-
t, oder sich auch beiden Formalitäten zu unterwerfen.

Werden dem Schiffe Begleiter beigegeben, so dürfen
se unter keinem Vorwande vom Schiffer eine Ver-
ung verlangen oder annehmen. Nur soll ihnen der
iffer das nöthige Feuer und Licht gewähren, auch
an der Kost der Schiffsmannschaft Theil nehmen lassen,
fern diese ihre Kost auf dem Schiffe selbst bereitet.
Auch in denjenigen Theilen des Stroms, wo die ein-
ler gegenüberliegenden Ufer verschiedenen Landes-
ren angehören, können die vorstehenden Bestimmun-
gleichmässige Anwendbarkeit erhalten, wenn sich die
reffenden Landesherrschaften über ein gemeinschaft-
es Steuersystem vereinigt haben.

Art. 40. Wird bei stattfindender Verbleiung oder
rsiegelung der Luken oder sonstigen Zugänge zu den
arenräumen der Schiffer genöthigt, wegen Wasser-
ngels oder anderer ausserordentlicher Umstände hal-
zu lichten oder einige Waaren überzuladen, wel-
nachher sofort wieder in die nemlichen Fahrzeuge
laden werden sollen, so hat er sich deshalb an die
hste Steuerbehörde zu wenden, oder wenn Gefahr

1842 auf dem Verzug haftet und darum die Abnahme des Verschlusses durch die Steuerbehörde nicht abgewandt werden kann, diesen zwar selbst abzunehmen, sondern aber auch der Steuerbehörde Anzeige zu machen, um die Vorkehrungen, welche dieselbe zur Verhütung der Wareneinschwärzung für nöthig erachtet, sich zu unterziehen. Sind dem unter Verschluss befindlichen Schiffe zugleich auch Begleiter beigegeben, so haben diese etwa nöthig werdende Abnahme des Verschlusses zu bewirken, vorbehältlich jedoch der Anzeige bei der nächst vorliegenden Steuerbehörde und der etwaigen Wiederanlegung des Verschlusses durch diese.

Ist das zu erleichternde Schiff nicht unter Verschluss gesetzt, aber mit Begleitern versehen, so geschieht die Erleichterung unter deren Aufsicht *).

Art. 41. Wird ein Schiffer überwiesen, dass er Schleichhandel zu treiben versucht oder Waaren unzulässiger Weise ein- oder ausgeführt habe, so soll ihm die Freiheit der Neckarschiffahrt nicht gegen die Verfolgungen nach den bestehenden Steuergesetzen geschützt werden.

Die ausserdem in dem Schiffe befindlichen Waaren sollen jedoch nicht in Beschlag genommen und es soll gegen Ausländer nicht strenger als gegen Inländer verfahren werden. Ergibt sich an der Grenze eines vom Neckar durchschnittenen Gebiets oder während der Fahrt durch ein solches Gebiet, dass die Ladung eines Schiffes von dem Manifeste dergestalt abweicht, dass eine beabsichtigte oder erfolgte Verletzung der Steuergesetze des Landes daraus hervorgeht, so kann der Führer nach den Bestimmungen dieser Gesetze auch dafür in Anspruch genommen und mit der gesetzlichen Strafe wegen solcher unrichtigen Declarationen belegt werden.

Vierter Titel.

Vom Rechte, die Schiffahrt auszuüben.

Art. 42. Jede Regierung wird die nöthigen Massregeln ergreifen, um sich von der Fähigkeit derjenigen ihrer Unterthanen zu versichern, welchen sie die Ne-

*) Schlussprotokoll vom 1. Juli 1842 zu Art. 40: Man war darüber einverstanden, dass die im Artikel erwähnten Ueberladungen zum Zwecke der Leichterung, wenn sie auch an einem Hafenort geschehen, dennoch an die Benutzung der Hafenanlagen nicht gebunden seyn sollen.

Schiffahrt anvertraut, und sie wird künftighin in 1842 Regel Keinen als Schiffer annehmen, der nicht drei als Schiffjunge, drei Jahre als Schiffsgeselle (Knecht) einem Neckarschiff in Arbeit gestanden, zwei Jahre Setzschiffer oder als Oberknecht den Neckar befahret und sich durch Zeugnisse seiner Schiffsherren sein gutes Betragen und seine Tauglichkeit ausweisen vermag.

Wer jedoch einmal zur Neckarschiffahrt berechtigt, bedarf über seine Fähigkeit keinen weiteren Nachweis.

Das Patent (Gewerbescchein), das dem Schiffer von der Landesobrigkeit ausgefolgt wird, gibt ihm das Recht, die Schiffahrt nach den Bestimmungen gegenwärtiger Ordnung auszuüben.

Die Schiffe sollen in den Patenten genau bezeichnet werden.

Unter den grossen, mittlern und kleinen Schiffern (oder Totrschiffen, Hümlern und Nachführern) findet hinsichtlich der Ausübung der Schiffahrt kein rechtlicher Unterschied statt. Alle noch nicht aufgelösten Schiffergilden und Zünfte sind aufgelöst.

Die Zahl der Neckarschiffer ist unbestimmt.

Art. 43. Der Staat allein, auf dessen Gebiet der Schiffer wohnt, hat das Recht, das demselben ertheilte Patent aus erheblichen Gründen für eine bestimmte Zeit oder für immer wieder einzuziehen.

Diese Bestimmung schliesst aber die Rechte eines andern Uferstaates nicht aus, den Schiffer, der eines auf dem Gebiete desselben verübten Vergehens oder Versehens beschuldigt wird, zur Verantwortung und Verurtheilung zu ziehen und nach Beschaffenheit der Umstände der Behörde seines Wohnorts zu veranlassen, dass sein Patent eingezogen werde.

Art. 44. Da der Art. 45 der Rheinschiffahrts-Ordnung den Neckarschiffen die Ausübung der Schiffahrt auf dem Rhein gestattet, so werden gegenseitig auch die Schiffer der Rheinuferstaaten zugelassen.

Sie beweisen nur, dass sie auf jenem Hauptstrom der Schiffahrt berechtigt sind.

Art. 45. Die Ueberfahrten am Neckar und was zum Verkehr von einem Ufer an das gegenüberliegende gehört, stehen nicht unter den Bestimmungen der Schiffahrts-Ordnung. Auch wird dieselbe über-

1842 haupt nicht angewendet, wo die Fahrt eines Schiffes auf das eigene Gebiet seines Landesherrn sich beschränkt. Ein solcher steht allein unter der Obrigkeit des Landes, wo er sein Gewerbe treibt.

Fünfter Titel.

Von Frachten und Rangfahrten.

Art. 46. Sowie auf dem Rhein (Art. 43 der Rheinschiffahrts-Ordnung) findet auch bei der Neckarschiffahrt ein gezwungener Umschlag der Frachten statt. Die Frachtpreise und alle übrigen Bedingungen des Transports hängen lediglich von der Uebereinkunft des Schiffers und Versenders oder dessen Committanten ab, und wie diesen die freie Wahl unter allen Schiffen ohne Rücksicht auf ihren Wohnort zusteht, bleibt dem Schiffer freigestellt, eine ihm angebotene Ladung auszuschlagen oder zu übernehmen.

Art. 47. Den Handelsleuten an verschiedenen Orten ist gestattet, mit einer beliebigen Anzahl von Schiffen, die sie zu ihrem wechselseitigen Verkehr für nöthig erachten, Verträge auf eine bestimmte Zeit abzuschließen, hierin die Frachtpreise, die Zeit der Abreise und Ankunft und andere in ihrem Interesse liegende mit keinem gebietenden oder verbietenden Gesetz im Widerspruch stehende Bedingungen festzusetzen, also eine Rangfahrt einzuführen.

Art. 48. In den Städten, wo eine solche Rangfahrt eingeführt wird, steht es jedoch jedem Handelsmann sowie jedem Schiffer frei, an dieser Vereinigung Theil zu nehmen, oder seinen Beitritt zu versagen. Wer einmal der Vereinigung beigetreten ist, kann, nachdem drei Monate vorher aufgekündigt hat, mit dem Ablauf jedes Kalenderjahrs wieder austreten.

Alle, diesen beiden letzten Bestimmungen zuwiderlaufenden Vertragsbedingungen sind unwirksam.

So lange ein Handelsmann zu der Vereinigung gehört, bleibt er verbunden, die Rangordnungen zu beobachten und darf dem Vertrag zuwider seine Waaren weder mit seinem eigenen, noch unter einem fremden Namen in ein anderes Schiff verladen, unbeschadet der besonderen Verfügungen fremder Committanten, welche nicht zur Vereinigung gehören.

Eben so hat auch jeder Schiffer, so lange er der Vereinigung gehört, die Rangordnung zu beobachten

Wenn die Versicherungsbedingungen nicht anders bestimmt sind, so ist die Versicherung für die Dauer der Reise zu gelten, welche der Versicherte im Zeitpunkt der Versicherung eingetragene Reiseplan hat.

Art. 4. Im Falle eines Schadens ist der Versicherer verpflichtet, die Versicherungssumme zu zahlen, wenn die Ursache des Schadens nicht durch Verschulden des Versicherten oder durch höhere Gewalt verursacht ist. Die Versicherungssumme ist dem Versicherten zu zahlen, wenn er die Versicherungssumme nicht anders bestimmt hat.

Art. 5. Es ist dem Versicherten gestattet, die Versicherungssumme zu verkaufen oder zu verpfänden, wenn er die Versicherungssumme nicht anders bestimmt hat. Der Verkauf oder die Pfändung ist nur dann zulässig, wenn der Versicherte die Versicherungssumme nicht anders bestimmt hat.

Die Versicherungsbedingungen werden überdies durch geeignete Massregeln für die Beförderung und den Schutz der Dampfschiffahrt, sowie dafür sorgen, dass der Vorteil, welchen dieselbe zu versprechen scheint, dem Handelsstande gesichert werde.

Sechster Titel

Von den polizeilichen Vorschriften zur Sicherung der Schifffahrt und des Handels.

Art 51. Fahrzeuge, welche ein Schiffer zum erstenmal zum Gütertransport gebrauchen will, sollen zuvor von verpflichteten Sachverständigen untersucht und nur zugelassen werden, wenn sie für den Stromtheil, wofür sie bestimmt sind, tauglich befunden werden, dauerhaft gebaut, gut kalfatert und mit allem nöthigen Takelwerk und Schiffszuggeräth versehen, zur Aufbewahrung der Güter angemessen eingerichtet sind und ihre Schiffsmannschaft aus einer zu ihrer Führung hinlänglichen Anzahl von Personen besteht.

Zur Ladung von Kaufmannsgütern sollen nur solche Fahrzeuge zugelassen werden, die ein festes, ursprünglich bei dem Bau schon angebrachtes Gelände (welsches g. Windbord) von 1 1/2 Fuss haben.

1842 Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf die zum Lichten bestimmten Fahrzeuge.

Die Untersuchung des Schiffes muss, so oft der Absender es nöthig findet, vorgenommen werden und jährlich wenigstens einmal geschehen.

Der Versender von Gütern ist berechtigt, von dem Schiffer des zuletzt ausgefertigten Zeugnisses zu verlangen. Versäumt er diess, so haftet er dem Eigenthümer der Waare für jeden durch die Untauglichkeit des Schiffes entstehenden Schaden, unter Vorbehalt seines Regresses gegen den Schiffer.

Art. 52. Die näheren Bestimmungen über die Eigenschaften, welche zur Tauglichkeit eines Stromfahrzeugs gehören, bleiben unter Berücksichtigung der örtlichen Bedürfnisse jeder Regierung überlassen. Sonst sollen aber unter den zur Neckarschiffahrt bestimmten Fahrzeugen keine Unterschiede gemacht, auch die von der Behörde eines Schiffers für tauglich anerkannten Fahrzeuge überall zugelassen werden.

Art. 53. Jeder Staat bestimmt die Massregeln, die er in seinen Häfen und auf den Aus- und Einladeplätzen zur Handhabung einer guten Ordnung bei dem Ein- und Ausladen, zur Sicherheit der an's Ufer gelegten Waaren und Erhaltung derjenigen, welche man aufzunehmen sich weigert oder worüber Streit entsteht, und überhaupt zum Besten des Handels für dienlich erachtet.

Art. 54. Der Schiffer haftet für die übernommenen Güter von dem Augenblick an, wo sie an's Ufer gestellt und ihm als Theile seiner Ladung überwiesen werden.

Haben die Waaren erweislich durch die Schuld gelitten, so ist die ihnen vorgesetzte Behörde den Ersatz zu leisten verpflichtet, welcher durch den Regress an die Beamten nicht aufgehalten werden soll.

Art. 55. Der Schiffer oder Führer darf ohne dringende Veranlassung, wohin namentlich die Anschaffung von Lebensmitteln, Entrichtung des Zolls u. s. w. gehört, das Schiff während der Fahrt nicht verlassen, widrigenfalls auf seine Gefahr und Kosten, wenn auch kein Schaden hieraus entsteht, wofür er jedenfalls verantwortlich bleibt, das Schiff von den Wasserzollbeamten einen Setzschiffer anvertraut wird.

Art. 56. Während der Reise dürfen keine Waaren über Bord von einem Schiff in's andere geladen werden, nur die Fälle ausgenommen, wo das Wasser

niedrig, wenn das Schiff beschädigt ist oder sonst 1842
dringende Gefahr eintritt, welche den Schiffer nö-
thigt, ohne Aufschub zu lichten.

Art. 57. Den Nockarschiffen ist der Handel mit
salzwaaren bei einer Strafe von fünfzehn Gulden
erngt. Unabhängig von dieser Strafe soll in Fällen
derholter Zuwiderhandlung dem Schiffer das Patent
nach den Umständen für längere oder kürzere Zeit
1 seiner Ladungsregierung entzogen werden *).

Art. 58. Schiffspulver soll niemals unter andern
tern verladen, sondern in besonderen Fahrzeugen ge-
t werden.

Schiffe, die damit beladen sind, sollen, so viel thun-
h, vom Ufer entfernt bleiben, und wenn sie etwa
ker legen, ist die Polizeibehörde des nächsten Orts
von zu benachrichtigen. Die von derselben zur öf-
tlichen Sicherheit erhaltenen Vorschriften hat der
hiffer genau zu befolgen. Uebertretungen der in die-
m Artikel enthaltenen Vorschriften werden, wo sie
nächst entdeckt werden, mit einer Geldbusse von
infundzwanzig bis fünfzig Gulden belegt. Sind da-
rch andere Nachtheile entstanden, so bleibt der
hiffer dafür verhaftet.

Art. 59. Bei andern entzündlichen oder äzenden
toffen, als Schwefel, Salpeter, Salzsäure, Streichfeuer-
egen, Zündhölzern u. s. w., hat die Hafenspolizeibe-
örde des Einladungsortes zu bestimmen, ob sie in ab-
esonderten Fahrzeugen geführt werden müssen, oder
nit anderen Gütern geladen werden dürfen.

In letzterem Falle hat sie die erforderlichen Vor-
ichtsregeln anzuordnen und im Manifeste zu be-
nerken, denen der Schiffer sich zu unterwerfen hat.
Zuwiderhandlungen von Seite des Schiffs werden mit
Strafe von zwei bis fünfzehn Gulden belegt.

Art. 60. Schiffer, deren Fahrzeuge tiefer gehen,
als die Linie, durch welche von der kompetenten Be-
hörde die grösste zulässige Einsenkung derselben be-
zeichnet worden ist, verfallen in eine Strafe von fünf

*) Schlussprotokoll vom 1. Juli 1842 zu Art. 57: Der K. Würt-
tembergische Bevollmächtigte sah sich zu der Erklärung veranlaßt,
dass, so lange eine ähnliche Vorschrift rücksichtlich der Rheinschiffer
noch nicht besteht, dieselbe in Württemberg auf die Nockarschif-
fer auch nur in soweit in Anwendung gebracht werden könne, als
dies mit den allgemeinen Gewerbesetzen vereinbar ist.

1842 bis zehn Gulden, und sind zugleich auzuhalten, in dem ersten Hafen die Ladung bis zur erlaubten Einsenkung zu vermindern.

Art. 61. Wo es die Landesregierung für nöthig erachtet, sind die Flösser schuldig, ihrem Floss einen Nachen oder Boten vorauszuschicken, um die auf dem Strome oder in dem Hafen befindlichen Schiffe, die Mühlenbesitzer und Brücken-Aufseher wegen der erforderlichen Sicherheits-Massregeln zu warnen.

Der Nachen oder Bote soll dem Flosse wenigstens eine Stunde vorhergehen. Zum Zeichen seiner Bestimmung soll ein solcher Nachen oder Bote eine aus sechzehn abwechselnden rothen und schwarzen Feldern bestehende Flagge ausstecken, beziehungsweise mit sich führen. Die Befolgung dieser Vorschrift soll gleichwohl den Flösser niemals entschuldigen, wenn er nicht zugleich alle mögliche Sorgfalt anwendet, um Unglück und Beschädigung zu verhüten, und wenn er ferner nicht mit den nach der Grösse seines Flosses erforderlichen Geräthschaften versehen war, in der Bauart gefehlt hat, oder eine Handlung oder Unterlassung sich zu Schulden kommen lässt, welche ihn nach den allgemeinen Grundsätzen des Rechts verpflichtet, den durch das Vorbeiführen des Flosses verursachten Schaden zu ersetzen.

Flösser, welche die hiernach befohlenen Vorsichtsmassregeln nicht ergriffen haben, sollen überdiess jedenfalls, auch wenn hierdurch kein Unglück oder Schaden entstanden wäre, in eine Strafe von fünf bis fünfundzwanzig Gulden verfällt werden.

Siebenter Titel.

Von der Erledigung der Straffälle und der streitigen Neckarschiffahrts-Angelegenheiten, sowie von der Beaufsichtigung der Neckarschiffahrt überhaupt.

Art. 62. Streitige Neckarschiffahrts-Angelegenheiten, als:

- a) Contraventionen gegen die Bestimmungen dieser Schiffahrts-Ordnung,
- b) Streitigkeiten wegen des Schadens, den Schiffer durch die von Privatpersonen unternommene Hemmung des Leinpfandes erlitten, sowie des Scha-

na, den Schiffer oder Flösser während der Fahrt 1842 er beim Auladen verübt haben, von dem Zollrichter abgeurtheilt, zu dessen die Zollstelle oder der Ladungsplatz, oder über der Ort gehört, an dem die Contravention, resp. haben, verübt wurde.

Contraventionen gegen die Neckarzoll-Vorschriften andere gelangen jedoch nur dann zur Cognition Richters, wenn sich der Frevler nicht freiwillig rafe unterwerfen will, die die Neckarzollstätte wirkt hält.

. 63. Jeder der Neckaruferstaaten wird die Bezeichnen, die in seinem Gebiete die Funktionen Zollrichtern erster Instanz, sowie die Collegialen, welche die Funktionen des Zollrichters in Instanz zu übernehmen haben.

mit den zollrichterlichen Funktionen bekleideten und Behörden ist, unter Verweisung auf wegen unpartheiischer Entscheidung der zu ihrem stkreis gehörigen Rechtsgeschäfte geleisteten Eid icht zu machen, dass sie Jedem, ohne Unterschied rson, schleunige und unpartheiische Gerechtigkeit ahren lassen und in allen, durch die gegenwärtigen Ordnung vorgesehenen Fällen die darin enthaltenen mungen zur Richtschnur nehmen.

jeder Neckarzollstätte und in jedem Neckarhafen Name und Wohnsitz der einschlägigen Zollrichtergeschlagen werden.

. 64. Das Verfahren der Zollrichter in den bei angebrachten Straffällen und Streitigkeiten ist risch.

Zulässigkeit der Berufung gegen ihre Entscheidung an den Zollrichter zweiter Instanz richtet sich len Gesetzen des betreffenden Staats.

in Schiffer, der wegen Contraventionen gegen schiffahrts-Ordnung in Untersuchung gekommen nn desshalb an der Fortsetzung seiner Reise vert werden, sobald er die von dem Richter für egenstand der Untersuchung festgesetzte Caution t hat.

. 65. Wird an einer Neckarzollstätte über Dection der Schifffahrts-Abgabe geklagt, so unter der Richter nicht bloß die Defraudation, die der r hier begangen haben soll, sondern auch die

1842 übrigen, auf derselben Fahrt an den vorhergegangenen, von ihm zurückgelegten Neckarzollstätten, etwa verübten und nicht schon bei einem andern Zollgerichte anhängigen Defraudationen und bringt auch diese bei Bestimmung der Strafen in Auschlag *).

Art. 66. Die Urtheile der Zollrichter werden kraft der Autorität der Landesherren nach den in jedem Staate üblichen Formen erlassen. Sie sind gleichwohl, sobald sie rechtskräftig geworden, auch auf dem Gebiete jedes andern Neckarufersstaats ohne weitere Untersuchung, jedoch immer nach der in jedem Staate gültigen Processordnung, vollziehbar.

Art. 67. Jeder der drei Neckarufersstaaten wird zur Erleichterung der wechselseitigen Mittheilungen in allen auf die Neckarschiffahrt bezüglichen Verhältnissen eine Mittelbehörde bezeichnen, die ihren Sitz in einer dem Neckar möglichst nahe gelegenen Stadt haben soll.

Art. 68. Je von drei zu drei Jahren sollen auf den Antrag eines oder des andern der Neckarufersstaaten Commissäre dieser Staaten in Mannheim zusammentreten, um — wie die gegenwärtige Schiffahrts-Ordnung in der abgelaufenen Periode gehandhabt wurde — zu prüfen, von dem Zustande der Neckarschiffahrt, ihrer Zu- oder Abnahme Kenntniss zu nehmen, die allenfallsigen Beschwerden des Handels- und Schifferstandes zu hören, die Mittel zur Beseitigung etwaiger Gebrechen gemeinsam zu berathen und Verbesserungs-Vorschläge hierwegen an ihre Regierungen einzureichen.

Achter Titel.

Vom Vollzuge der Schiffahrts-Ordnung.

Art. 69. Die Schiffahrts-Ordnung wird den 31sten Tag nach erfolgter Auswechslung der Ratificationen in Vollzug gesetzt.

So geschehen, Carlsruhe den 1. Juli 1842.

(gez.) REGENAUER, v. KETTNER VERDIER de la BLAQUIÈRE.

(L. S.)

(L. S.)

(L. S.)

VAYHINGER:

(L. S.)

*) Schlussprotokoll vom 1. Juli 1842 zu Art. 65: Die Strafen, welche ein Zollgericht erkennt, verbleiben ganz dem Staate, dem das Zollgericht angehört. Die vermöge des Erkenntnisses nachzuzahlenden Zollgefälle dagegen werden an den Staat verabfolgt dem der Zollbezug zusteht.

654 *Convent. pour régler la navigation*

1	2	3	4	5	6		
Nro. der Fracht- briefe.	Des Versenders		Des Empfängers		Der Colli		
	Name.	Wohnort.	Name.	Wohnort.	Zahl und Gattung.	Zeichen.	Numme

Dass vorstehendes Manifest in jeder Beziehung richtig und übereinstimmend mit der Ladung ist, wird hier beurkundet.

..... den ten 18

(Unterschrift des Schiffers oder Flössers.)

	8		9		10	11	12
ung en.	Gewicht.				Bezeich- nung der Gebühren.	Die geschehene Verifikation beurkundet.	Bemerkungen.
	Inländische Güter.		Ausländische Güter.				
	Ctr.	Pf.	Ctr.	Pf.			

merkung. Nimmt der Schiffer während seiner Zuladungen ein, so müssen diese am Ende des Lasts, nicht am Rande und nicht zwischen den Linien, eingetragen nachgetragen werden, dass kein leerer Zwischenraum gelassen wird. Ebenso werden auch die Ladungen während der Fahrt abgeschrieben.

Beilage A.

T a r i f

der

Schiffs- (Recognitions-) Gebühr,

welche von den befrachteten Schiffen von 600 Centnern Ladungsfähigkeit und darüber bei der Schifffahrt auf dem Neckar ohne Rücksicht auf Gattung und Grösse der Ladung für die ganze Stromstrecke nur einmal, und zwar bei jener Zollstätte erhoben wird, bei welcher das Fahrzeug abfährt, oder welche dasselbe zuerst berührt:

von 600 und unter 1000 Centnern Ladungsfähigkeit	— fl. 51 kr.
— 1000 — — 1500 — — —	1 — 24 —
— 1500 — — 2000 — — —	2 — 6 —
— 2000 — — 2500 — — —	2 — 48 —
— 2500 — — 3000 — — —	3 — 30 —
— 3000 — — 3500 — — —	4 — 12 —
— 3500 — — 4000 — — —	4 — 54 —
— 4000 — — 4500 — — —	5 — 36 —
— 4500 — — 5000 — — —	6 — 18 —
— 5000 Centner und darüber	7 — — —

(gez.) REGENAUER. v. KETTNER. VERDIER de la BLAQUIÈRE.
VATHINGER.

T a r i f
für
den Neckarzoll.

In allen Gegenständen, welche auf dem Neckar verschifft werden und die nicht ausnahmsweise geringer belegt sind, wird für den Centner (gleich 50 Kilogrammen) an Neckarzoll erhoben:

T A R I F	Für die Stromstrecke		Bei der Fahrt					
	von	bis	abwärts an der Zollstätte zu	fl.	kr.	aufwärts an der Zollstätte zu	fl.	kr.
1.	der Badisch-Hessischen Gränze oberhalb Heinsheim	Neckarelz	Neckarelz	—	1 $\frac{1}{3}$	Neckarelz	—	2
2.	Neckarelz	Heidelberg	Heidelberg	—	1 $\frac{1}{3}$	Heidelberg	—	2
3.	Heidelberg	Mannheim	Mannheim	—	1 $\frac{1}{3}$	Mannheim	—	2

Ausnahmen.

- Ein Viertel von obigen Tarifsätzen wird entrichtet von:
 1. Asche (unausgelaugter);
 2. Bruchsteinen (behauenen), Backofensteinen, Mühlsteinen, steinernen Platten, Lithographiesteinen, Schleifsteinen, Marmorplatten;
 3. Bierhefe, Weinhefe, Drusen;
 4. Bomben (eisernen), Granaten, Kugeln, Kanonen, wenn sie als altes Eisen zu betrachten sind;
 5. Eichenrinde, Lohrinde;
 6. Eisen (altem);
 7. Eselspiegel (weissen Sandstein), von Mannheim kommend;

- 1842
8. Galmeierz;
 9. Gelbwurzel;
 10. Getreide aller Art;
 11. Grätze von Gold- und Silberarbeit;
 12. Gusseisen in Gänsen, Masseln, Roheisen;
 13. Hornstücken, Hornschuhen;
 14. Hülsenfrüchten (getrockneten) aller Art und deren Gemüsen;
 15. Knochen;
 16. Lauge (concentrirter), Seifensieder- oder alkalischer Lauge;
 17. Mehl, Griess und Grätze aller Art;
 18. Malz;
 19. Marienglas;
 20. Mineralkitt;
 21. Pech;
 22. Pottasche;
 23. Rothstein, Röthel;
 24. Sämereien aller Art;
 25. Salz (Koch- und Viehsalz);
 26. Schmergel, Amarilsteinen;
 27. Senfsaamen;
 28. Stahlkuchen ohne weitere Fabrication;
 29. Theer und Mineraltheer;
 30. Wau oder Waid.

B. Ein Zwanzigstel des Tarifsatzes wird entrichtet von:

1. Alaunerde und Alaunsteinen;
2. Artillerie-Requisiten, Munition zum Militärgebrauch;
3. Erzen (rohen) allen nicht benannten;
4. Gebrannten Steinen aller Art, wozu auch Daziegel gehören;
5. Gyps (gebrannten);
6. Hornschabsel;
7. Kalk;
8. Leimleder (nassem);
9. Lohkäsen, Lohkuchen;
10. Mörtel von Ziegeln und Backsteinen;
11. Muschelschalen (gemahlene);
12. Ochsenblut;
13. Rohr für Tüncher;
14. Sägmehl;
15. Salzabgang;

Salzlauge; 1842
 Salzwasser;
 Schiefersteinen oder Leien;
 Schweinsborsten (Abgang hievon) für Salmiak-
 fabriken;
 Seifenfluss;
 Schwerspath (unverpackt);
 Steinernem Geschirr;
 Steinkohlen und Geriss;
 Töpferwaaren (gemeinen);
 Torf und Torfkohlen;
 Tuffsteinen (gemahlene und ungemahlene);
 Vitriolsteinen oder Vitriolerde.

Nachbenannte Ladungsgegenstände, als:

- . Bau- und Pflastersteine (unbehauene);
- . Sandsteine von abgebrochenen Gebäuden, rohe und ungebrannte Kalksteine;
- . Besen;
- . Butter (frische);
- . Dünger aller Art, als: ausgelagte Asche, Abfälle von Fabriken, Stalldünger, Gyps, Mergel u. s. w. *);
- . Eicheln;
- . Eier;
- . Erde (gemeine); Sand, Lehm, Kies etc., Töpfer-, Pfeiffen- und Walkererde, Sand von Frechem, Zinn- und Silbersand, Sand zu feinen Gussarbeiten;
- . Fische (lebende);
- . Floss- und Schiffergeräthschaften;
- . Futterkräuter, Heu, Oehmd etc.;
- . Gartengewächse (frische), als: Blumen, Gemüse, Zwiebeln und geniessbares Wurzelwerk, Kartoffeln, Rüben u. dergl.
- . Geflügel;
- . Knochenabgänge;
- . Knochenmehl;
- . Milch;
- . Moos;
- . Obst (frisches), wozu auch Nüsse in Schalen;

Schlussprotokoll vom 1. Juli 1849: Da Dungsaltz auf dem ein und namentlich auch bei den Rhein-Oktroiämtern Mannheim und Mainz unter Dünger aller Art gerechnet und somit freilassen wird, so soll diess künftig auch auf dem Neckar geschehen.

- 1842 19. Schilf;
20. Stroh, Spreu, Stoppeln;
21. Thiere, (lebende)
sind zollfrei.

D. Der Zoll von Brenn-, Nutz- und Bauholz wird vorbehaltlich einer gemeinschaftlich zu verabreden besseren Regulirung, nach dem Tarife erhoben, der im Jahre 1802 bestanden hat.

Anmerkung. Bei Gegenständen, die nach dem allgemeinen Tarife oder nach den Ausnahmesätzen A. und B. zu verzollen sind, aber nicht gewogen werden können, soll die Feststellung ihres Verhältnisses zum Gewicht nach den für solche Fälle in Gemäßheit des Art. 21 der Rheinschiffahrts-Ordnung auf dem eben massgebenden Gewichtstabellen geschehen.

(gez.) REGENAUER. v. KETTER. VERDEER de la BLAQUIER.
VAYMINGER.

50.

*Convention entre l'Autriche et le
royaume de Saxe sur la construc-
tion d'un chemin de fer de Vienne
par Prague jusqu'à Drèden. Signée
à Vienne le 9 Août 1842.*

(Gesetz- und Verordnungsblatt für das Königreich Sachsen 1843 St. 14.)

Extrait.

Die Uebereinkunft der K. K. Oesterreichischen Regierung mit der Königlich Sächsischen wegen Herstellung einer Eisenbahn von Wien über Prag bis Dresden vom 9. August 1842 erhält im Wesentlichen folgende Bestimmungen:

Nach Art. 1. verpflichtet sich die K. K. Oesterreichische Regierung, die Staatseisenbahn, welche zufolge der Allerhöchsten Entschliessung Sr. M. des Kaisers von Oesterreich vom 19. December 1841 von Wien durch Böhmen zu errichten ist, und in jedem Falle über Prag ihren Zug nehmen wird, bis an die Sächsische Grenze — und die Königl. Sächsische Regierung verpflichtet sich, eine Eisenbahn von Dresden aus bis an die Oesterreichische Grenze zu führen.

Die K. K. Oesterreichische Regierung hat nach er- 1842
ster Vernehmung mit der Königl. Sächsischen Regie-
g für die von Prag bis an die Sächsische Grenze zu
auende Eisenbahn die Linie im Elbthale, welche in
Gegend von Niedergrund an dem durch gemein-
aftliche commissarische Ermittlung genau zu bestim-
nden Punkte das Königreich Sachsen berühren wird,
wählt und die Königlich Sächsische Regierung wird
nach die Eisenbahn auf Sächsischem Gebiete bis
enden, dem Elbthale entlang, fortführen.

Art. 2. spricht die Verpflichtung der kontrahiren-
a Regierungen aus, sich mit den im Art. 1. erwähn-
Eisenbahnen gegenseitig anzuschliessen und diesel-
n in unmittelbare Verbindung zu setzen. Der An-
luss soll an demjenigen Punkte der gewählten Bahn-
ie bewirkt werden, welcher bei den beiderseits an-
stellenden technischen Erörterungen als der zweck-
sigste erkannt und durch spätere Vereinbarung fest-
stellt werden wird.

Art. 3. bestätigt die von der K. K. Oesterreichi-
nen Regierung in der angeführten Entschliessung vom
December 1841 bereits gegebene Erklärung, die
rch Böhmen bis an die Sächsische Grenze zu führende
hn auf Staatskosten zu bauen. Die Königlich Säch-
he Regierung behält sich dagegen vor, den Bau der
in, innerhalb ihres Gebietes, einer Actiengesellschaft
überlassen oder sich dabei der Mitwirkung einer
hen zu bedienen. In diesen beiden Fällen ver-
chtet sie sich aber, dass die Gesellschaft allen, zwi-
en den beiderseitigen Regierungen durch diese Ueber-
kunft getroffenen oder in Gemässheit derselben noch
treffenden Verabredungen unbedingte Folge leiste.

Durch Art. 4. verpflichten die contrahirenden Re-
gungen sich gegenseitig, solche Verfügungen zu erlassen,
s in den künftigen Fahrbetrieb auf den erwähnten
nen Uebereinstimmung gebracht werde, damit das si-
re und rechtzeitige Ineinandergreifen der Bahnzüge
dem Uebergangspunkte keine Störung erleide.

Nach Art. 5. soll durch eine aus Königlich Sächsischen
l K. K. Oesterreichischen Commissarien gemischte
mmission, die in Dresden zusammen zu treten hat,
er die auf den technischen Theil Bezug nehmenden
ncte die erforderliche Erhebung gepflogen und nach

1842 Massgabe der Instructionen beider Regierungen die Vereinbarung getroffen werden.

Inbesondere sind dieser Commission nebst der Frage über den Anschlusspunct und über die zu Folge des Art. 4. zu treffenden Verfügungen, die Fragen über die anzunehmende Spurweite, die anzuwendende Betriebskraft, über den etwa auf dem Anschluss- oder Übergangspuncte oder einem andern geeigneten Orte zu erbauenden Bahnhof, die Einrichtung der Bahn auf ein einfaches oder Doppel-Gleis u. s. w. als Gegenstände der Verhandlung zugewiesen.

Durch Art. 6. machen beide Regierungen sich gegenseitig verbindlich, die im Art. 1. erwähnten Eisenbahnen in ihrer ganzen Länge innerhalb eines Zeitraums von acht Jahren, vom Tage der Auswechslung der Ministerial-erklärungen an gerechnet, zu vollenden und den Verkehr zu eröffnen.

Zugleich ertheilt die K. K. Oesterreichische Regierung der Königl. Sächsischen Regierung die Zusicherung, den Bau des von Prag bis zur Sächsischen Landesgrenze reichenden Abschnitts der von Wien aus in dieser Richtung zu führenden Staatseisenbahn im Frühjahr 1845 zu beginnen, wogegen die Königlich Sächsische Regierung die Verpflichtung übernimmt, den Bahnbau auf Königlich Sächsischem Staatsgebiete mit keinem spätern Zeitpuncte in Angriff zu nehmen, als derjenige ist, welcher ihr von Seite der K. K. Oesterreichischen Regierung für das Beginnen der Bahnarbeiten auf dem Prag-Dresdner Abschnitte kund gegeben werden wird.

Im Art. 7. hat die K. K. Oesterreichische Regierung sich jedoch vorbehalten, in dem Falle, wenn sich etwa nach den eintretenden Umständen die Unzulässigkeit zeigen sollte, den Bau der Strecke von Prag bis an die Sächsische Grenze im Frühjahr 1845 zu beginnen, diesen Termin auf das Frühjahr 1846 zu verlegen, in welchem Falle aber die Verständigung der Königlich Sächsischen Regierung zwei Monate vor Ablauf des Sonnenjahres 1844 zu erfolgen hat.

Durch Art. 8. erklären die kontrahirenden Regierungen für den Fall, dass sie es in ihrem beiderseitigen Interesse finden sollten, sei es zum Austausch der in der Zwischenzeit gesammelten Erfahrungen und Wahrnehmungen, oder überhaupt zur Förderung des Unternehmens eine mündliche Verhandlung zu pflegen, zu diesem

die Bevollmächtigte zusammen und über die Zeit und den Ort der Zusammenkunft derselben sich gegenseitig verständigen zu wollen.

(Anverwandlung der Ministerverhandlungen hat zu Wien am 12. August 1842 stattgefunden.)

51.

Publication officielle faite à Dresde sur l'accession du Duché de Saxe-Altenbourg à la convention assistant entre le royaume de Saxe-Prusse et les Duchés d'Anhalt relative aux passeports des étrangers voyageant sur les routes de fer et sur quelques modifications de plusieurs articles de cette convention. En date du 13 September 1842.

Gesetz- und Verordnungsblatt für das Königreich Sachsen Jahrg. 1842. St. 13.)

Verordnung

Im Beitritt des Herzogthums Sachsen-Altenburg, sowie einige nachträgliche Bestimmungen zu der Uebereinkunft wegen Erleichterung der Pass- und Fremdenpolizei bei Reisen vermittelst der Eisenbahnen betreffend; vom 13. September 1842.

Nachdem die Herzogl. Sachsen-Altenburgische Regierung mit Bezugnahme auf die bevorstehende Eröffnung der das Herzogliche Gebiet berührenden Fahrten der Sächsisch-Bayerischen Eisenbahn den Wunsch erkennen gegeben hat, Sich der zwischen den Königl. Sächsischen, Königl. Preussischen, Herzogl. Anhalt-Cöthenschen, Herzogl. Anhalt-Dessaulischen und Herzogl. Anhalt-Bernburgischen Regierungen wegen Erleichterung der Pass- und Fremdenpolizei bei Reisen vermittelst der Eisenbahn bestehenden, durch Verordnung vom 20. November 1841 bekannt gemachten Uebereinkunft rücksichtlich des Herzogthums Sachsen-Al-

1842 tenburg anzuschliessen, die obgedachten Regierungen von Sachsen, Preussen und Anhalt aber mit dem Beitritt der gedachten Herzoglich Sächsischen Regierung sich allenthalben einverstanden erklärt und zu dessen Beurkundung gegenseitig Ministerialerklärungen ausgetauscht haben, so wird solches und dass die vertragsmässig vereinbarten Bestimmungen und Einrichtungen wegen der Legitimierung durch Passkarten vom 19 dieses Monats an in der Verordnung vom 20. November 1841 und nachher bemerkten Maasse auch auf das Herzogthum Sachsen-Altenburg und in den Beziehungen zu Demselben Anwendung leiden, andurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Hiernächst ist in Folge der unter Zusammentritt von Commissarien der sämmtlichen beteiligten Regierungen, einschliesslich der Herzoglich Sachsen-Altenburgischen, stattgefundenen Verhandlungen, theils wegen Erweiterung des im § 2 der Verordnung vom 20. November 1841 bezeichneten Bahnrayons, theils sonst zu Erläuterung und Ergänzung der vorhin vereinbarten und mittelst der vorgedachten Verordnung publicirten Bestimmungen annoch Folgendes beschlossen worden:

I.

(Zu § 2 der Verordnung vom 20. November 1841.)

Der § 1 der nurerwähnten Verordnung erwähnte Bahnrayon umfasst von nun an und bis auf weitere Anordnung;

1.) das Königreich Sachsen,

2.) im Königreiche Preussen:

a.) vom Regierungsbezirke Potsdam die landrätlichen Kreise:

Nieder-Barnim,

Ost-Havelland

Ober-Barnim,

West-Havelland,

Breskow,

Teltow,

Storkow,

Zauch-Belzig,

Jüterbogk-Luckenwalde;

b.) den Regierungsbezirk Magdeburg,

c.) vom Regierungsbezirk Merseburg die landrätlichen Kreise:

Bitterfeld,

Saalkreis,

Delitzsch,

Schweinitz,

Liebenwerda,

Torgau,

Mansfelder Seekreis

Wittenberg,

Mannsfelder Gebirgskreis, Weissenfels, 1842
Merseburg, Zeitz,
Naumburg,

d.) vom Regierungsbezirke Frankfurt die landrätlichen Kreise:

Luckau, Kottbus,
Kalau, Spremberg,

Lübben;

e.) vom Regierungsbezirke Liegnitz den landrätlichen Kreis

Hoyerswerda;

3.) sämtliche Gebietstheile der Herzoglich Anhalt-Cöthenschen, Anhalt-Dessauischen und Anhalt-Bernburgischen Lande,

4.) das Herzogthum Sachsen-Altenburg.

II.

(Zu § 4 der Verordnung vom 20. November 1841.)

a.) Die Ertheilung von Passkarten an unselbstständige Familienglieder ist auf den Antrag des Familienhaupts den Polizeibehörden nach ihrem Ermessen zwar gestattet, jedoch nur unter der Voraussetzung zulässig, wenn das betreffende Individuum das Alter von 18 Jahren bereits zurückgelegt hat.

b.) Handlungsdienern und Handlungsreisenden dürfen Passkarten nur auf jedesmaligen besondern Antrag ihrer Principale, deren Namen auf der Passkarte anzugeben ist, ertheilt werden und es sind dabei letztere von der ausstellenden Polizeibehörde auf den Missbrauch aufmerksam zu machen, der zu ihrem Nachtheile damit geschehen könne, insbesondere wenn die Karte nach aufgelöstem Geschäftsverhältniss in den Händen des Commis bleiben sollte, daher ihnen zugleich anzuempfehlen ist, ihren Reisenden die Passkarten nach zurückgelegter Reise ab, und in eigene Verwahrung zu nehmen oder auch sie gänzlich zurückzufordern, wenn der Commis innerhalb des Jahres, für welches die Passkarte gilt, aus dem Geschäfte des Principals, auf dessen Antrag sie ausgefertigt worden, austritt.

III.

(Zu § 7 der Verordnung.)

Die an Herzoglich Altenburgische Unterthanen von den betreffenden Herzoglich Sächsischen Polizeibehör-

666 *Convention entre la Duché de Nassau*

1842 den im Laufe des jetzigen Jahres auszugebenden Passkarten bleiben auch während des Jahres 1843 in Gültigkeit. Hiernach haben sich Alle, die es angeht, gebührend zu achten.

Dresden, den 13. September 1842.

Ministerium des Innern.

NOSTITZ und JÄNCKENDORF.

52.

Convention entre le Duché de Nassau et la Confédération Suisse sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine. Publiée à Wiesbaden le 16 Septembre 1842.

(Verordnungsblatt des Herzogthums Nassau, 1842. Nr. 13. V. 10. December.)

Zwischen der Herzogl. Regierung und der, schweizerischen Eidgenossenschaft ist nachstehender mit dem 12. März l. J. in Kraft und Wirksamkeit getretene Vertrag in Hinsicht einer wechselseitigen allgemeinen Freizügigkeit abgeschlossen worden.

- 1) Alle Vermögens-Abzüge, welche bisher von dem aus dem Herzogthum Nassau in die schweizerische Eidgenossenschaft, oder umgekehrt aus der schweizerischen Eidgenossenschaft in das Herzogthum Nassau gehenden Vermögen unter was immer für einem Namen erhoben wurden, sollen zwischen den beiden Staaten gänzlich aufgehoben seyn, ohne allen Unterschied, ob das Vermögen durch erlaubte Auswanderung, Kauf, Tausch, Schenkung, Erbschaft oder auf andere Weise ausgezogen worden.
- 2) Diejenigen Abgaben jedoch, welche in dem einen oder dem andern der beiden kontrahirenden Staaten bei Kauf, Tausch, Erbschaften, Legaten oder Schenkungen eingeführt sind, oder allenfalls eingeführt werden könnten und auch von den eigenen Staatsangehörigen oder Unterthanen ohne Rücksicht auf Vermögens-Exportation entrichtet werden müssen, sind hierdurch nicht aufgehoben.

- 3) Die gegenwärtige Uebereinkunft erstreckt sich auf 1842 den ganzen Umfang der beiden kontrahirenden Staaten.
- 4) Nach diesem Grundsatz soll kein Unterschied deswegen gemacht werden: ob die bisherigen Abzüge in die Staats-Cassen geflossen oder sonst von Standesherrschaften, Grundherrschaften, Individuen oder Corporationen bezogen worden seyen, und es sollen daher auch alle Privatberechtigungen zu Nachsteuer oder Abzug in Beziehung auf beide Staaten aufgehoben seyn.
- 5) Uebrigens soll bei Anwendung der gegenwärtigen Uebereinkunft nicht der Tag des Vermögensanfalls oder der erhaltenen Erlaubniss zur Auswanderung, sondern nur jener der wirklichen Vermögens-Exportation in Betracht genommen werden, so dass von dem Augenblick an, wo die gegenwärtige Freizügigkeits-Convention in Wirksamkeit tritt, das zwar schon früher ausgefallene, aber noch nicht exportirte Vermögen als freizügig behandelt werden muss.

53.

Traité de commerce entre l'Espagne et la Belgique. Signé à Bruxelles, le 25 Octobre 1842.

S. M. Léopold 1er, roi des Belges d'une part, et S. M. Catholique Isabelle II par la grâce de Dieu et par la constitution de la monarchie espagnole, reine des Espagnes, et en son nom et pendant sa minorité, le Sérénissime Seigneur duc de la Victoire, régent du royaume, d'autre part:

Désirant faciliter et étendre, d'une manière réciproquement avantageuse, les relations de commerce entre les deux pays et en vue d'arriver graduellement à la conclusion d'un traité plus complet, destiné à rendre à ces relations l'importance qu'elles avaient autrefois, ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs, Savoir

S. M. le roi des Belges

M. Camille, comte de Briey, ministre des affaires étrangères, membre du sénat, grand-croix de l'ordre

1842 da la l'égion d'honneur et de l'ordre du Sauveur de Grèce. etc. etc.

Et S. M. la reine d'Espagne, et en son nom royal et pendant sa minorité, le Sérénissime Seigneur duc de la Victoire, regent du royaume.

Son Exc. don Salustiano de Olozaga, député aux Cortés, ambassadeur de S. M. la reine d'Espagne, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi des Français, en mission extraordinaire près S. M. le roi des Belges, etc. etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

Art. 1er. Les navires espagnols n'acquitteront dans les ports de Belgique, soit à l'entrée, soit à la sortie, quelque soit le lieu de leur départ ou de leur destination, d'autres ni plus forts droits de tonnage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine ou autres de même nature, sous quelque dénomination que ce soit, que ceux dont sont passibles les navires des nations les plus favorisées.

Les navires espagnols seront de même assimilés aux navires des nations les plus favorisées, en ce qui concerne le payement du péage de l'Escaut, et la remise de ce péage.

En attendant la conclusion d'un traité général de commerce et de navigation entre les deux hautes parties contractantes, les bâtimens de la Belgique seront reçus, pendant toute la durée de la présente convention, dans les ports espagnols de la Péninsule et fles adjacentes, de la même manière qu'ils ont été traités pendant l'union politique de la Belgique et des Pays-Bas, ainsi que cela a été établi par le décret royal donné à Madrid, le 20 Avril 1840, dont les dispositions relatives au commerce réciproque des deux pays sont remises en vigueur, ainsi que celles de l'arrêté de S. M. le roi des Belges, en date du 21 Juillet 1840.

Seront considérés comme navires belges et comme navires espagnols, tous ceux qui, étant pourvus par l'autorité compétente d'un passeport ou d'une lettre de mer, seront, d'après les lois existantes, reconnus comme navires nationaux dans le pays auquel ils appartiennent respectivement.

Art. 2. Le tarif des douanes d'Espagne existant ac-

1) tuellement sera modifié, en faveur de la Belgique, de 18 la manière suivante;

1^o Les tissus de chanvre et de lin compris dans la première classe de ce tarif, fabriqués en Belgique et comptant, à la chaîne, depuis douze fils inclus jusqu'à dix-huit fils inclus, par quart de pouce espagnol, seront évalués à 1,600 réaux vellon par quintal espagnol, et le droit d'entrée établi sur cette évaluation sera le droit actuel de 20 p. 100.

2^o Les mêmes tissus comptant, à la chaîne, de dix-neuf fils inclus à vingt-six fils inclus, par quart de pouce espagnol, seront évalués à 4,770 réaux vellon par quintal espagnol.

3^o Les mêmes tissus comptant, à la chaîne de vingt-sept fils inclus à vingt-neuf fils inclus, par quart de pouce espagnol, seront évalués à 6,629 réaux vellon.

4^o Les tissus de lin et de chanvre croisés de toute espèce, de fabrication belge, compris dans la troisième classe du tarif des douanes d'Espagne actuellement en vigueur, seront évalués: la première espèce, dont la largeur ne dépasse pas une vare, à 1,700 réaux vellon par quintal espagnol, et la deuxième espèce, ayant plus d'une vare de largeur, à 2,400 réaux, également par quintal espagnol.

Le droit d'entrée, en principal, sur les tissus spécifiés aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article, sera de 15 p $\frac{0}{100}$.

Les droits ci-dessus stipulés seront appliqués aux tissus de chanvre et de lin de fabrication belge, quelque soit le mode d'importation en Espagne, et quelle que soit la frontière par la quelle ils seront importés et ces droits ne pourront donner lieu au payement d'aucune taxe accessoire ou additionnelle autre ou plus élevée que celles actuellement perçues et fixées dans le tarif espagnol.

Il est entendu que, pendant la durée du présent traité, les droits aux quels sont assujettis en Espagne les tissus de lin et de chanvre de fabrication belge, désignés au présent article, ne pourront être augmentés, et que les tissus de lin et de chanvre de toute autre sorte, indiqués ou non dans la présente convention, de toute autre provenance étrangère, ne seront soumis en Espagne à des droits quelconques plus favorables que ceux acquittés par les mêmes tissus provenant de Belgique.

Art. 3. En retour des concessions ci-dessus accor-

842 dées, le gouvernement de S. M. le Roi des Belges prend les engagements suivants :

1^o Par application de l'art. 2 de la loi du 6 Août 1842, seront étendues aux vins d'Espagne, les réductions de droits stipulées en faveur des vins de France, dans la convention de commerce conclue entre la Belgique et la France, et signée à Paris le 16 Juillet dernier, et, par conséquent, les droits d'entrée sur les vins d'Espagne directement importés par mer, sous pavillon belge ou espagnol, seront réduits à 50 cent. par hectolitre pour les vins en cerelles, et à 2 francs par hectolitre pour les vins en bouteilles, et le droit d'accise maintenant existant sur ces vins, sera réduit de 25 p. $\frac{1}{2}$, bien entendu que, pendant la durée de la présente convention, ces droits de douane et d'accise, ainsi réduits, ne pourront être élevés.

2^o Le droit de douane actuellement existant, sera réduit des deux tiers sur l'huile d'olive d'origine espagnole, quelqu'en soit l'usage ou la destination, et directement importée par mer sous pavillon belge ou espagnol.

3^o Sera également réduit de deux tiers, le droit actuel d'entrée en Belgique sur les oranges, les citrons, les figues, les raisins, les amandes, les noix, les noisettes et tous les fruits verts et secs, non spécialement tarifés, produit du sol d'Espagne, et directement importés par mer sous l'un des deux pavillons.

Il est entendu que, pendant la durée de la présente convention, les vins, les huiles d'olives et les fruits ci-dessus désignés; d'aucune autre provenance étrangère, ne seront soumis en Belgique à des droits quelconques plus favorables que ceux acquittés par les mêmes articles, produits du sol de l'Espagne, et des îles adjacentes, et directement importés par mer, sous pavillon belge ou espagnol.

4^o Le transit vers l'Allemagne, des vins, des huiles et des fruits mentionnés dans cette convention sera libre, et ces articles ne seront soumis à aucun droit de transit.

Art. 4. Les hautes parties contractantes détermineront, d'un commun accord, les mesures de contrôle et les formalités des certificats d'origine, propres à constater la nationalité des produits énoncés dans les art. 2 et 3. Ces certificats seront délivrés par les consuls re-

specifis ou par les autorités locales des ports d'expédition, lorsqu'il n'y aura pas de consul dans ces résidences. 184

Art. 5. Chacune des hautes parties contractantes pourra accorder à une ou plusieurs autres puissances ces avantages stipulés dans le présent traité.

Dans le cas où l'une des parties ferait usage de ce droit, celle dont les produits pourraient avoir à souffrir de cette extension, aura la faculté de résilier la présente convention, après en avoir prévenu l'autre partie six mois à l'avance.

Toutefois celui ou ceux de ces avantages actuellement concédés pourront être continués à celui ou ceux des Etats qui en jouissent déjà.

Si les avantages à concéder à une ou plusieurs puissances, amenaient un chargement complet dans le système de commerce de celui des deux gouvernements qui les accorderait, les effets de la présente convention tendraient à cesser, à moins que les deux gouvernements ne s'entendissent pour la continuer.

Art. 6. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de quatre mois, ou plus tôt, si faire se peut; elle sera mise en exécution simultanément le vingtième jour après l'échange des ratifications, pour durer pendant un terme de cinq années, à partir du jour de la mise à exécution.

Dans le cas où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes n'aurait pas officiellement notifié à l'autre six mois avant l'expiration du terme de cinq années, ci-dessus fixé, sa volonté de faire cesser les effets de la présente convention, celle-ci continuera à être obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce qu'une des parties contractantes ait annoncé à l'autre, au moins six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double original, et y ont apposé leur seau.

Fait à Bruxelles, le 25 Octobre 1842.

(L. S.) C. de BRIEY.

(L. S.) SALUSTIANO de OLOZAGA.

54.

Modifications du tarif de douanes pour 1843, 1844, et 1845, concertées et convenues entre les gouvernemens des Etats appartenans à l'union douanière Prussienne. Publiées au mois de Novembre 1842.

Vom 1. Januar 1843 an sollen einstweilen und bis zu weiterer Bestimmung an die Stelle der tarifmässigen Zollsätze die folgenden Sätze treten, und zwar.

- 1) für Waaren aus Gold oder Silber, feinen Metall-Gemischen, Metall, Bronze (echt vergoldet), echten Perlen, Korallen oder Steinen gefertigt oder mit Gold oder Silber belegt; ferper Waaren aus vorgenannten Stoffen in Verbindung mit Alabaster, Bernstein, Elfenbein, Perlmutter, Schildplatt und unechten Steinen; feine Parfümerien, wie solche in kleinen Gläsern, Kruken etc. im Galanteriehandel und als Galanteriewaaren geführt werden; Stutzuhren, mit Ausnahme derer in hölzernen Gehäusen; Kronleuchter mit Bronze, Gold- oder Silberblatt; Fächer; künstliche Blumen und zugerichtete Schmuckfedern (Pos. 20 des Tarifs), statt 50 Thaler, 100 Thaler per Zentner;
- 2) für lederne Handschuhe (Pos. 21, d des Tarifs) statt 22 Thaler, 44 Thaler per Zentner;
- 3) für Franzbranntwein (Pos. 25, b des Tarifs) statt 8 Thaler, 16 Thaler per Zentner;
- 4) Papiertapeten (Pos. 27, c) statt 10 Thaler, 20 Thaler per Zentner.

I.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

	Pag.
1817.	
Convention entre les royaumes des Pays-bas et de Hanovre sur l'extradition réciproque des malfaiteurs.	3
1819.	
6—31 Août. Protocoles des conférences, Actes et résolutions du Congrès de Carshad.	8
1820.	
4 Mai. Lettre du Prince de Metternich au Baron de Berstett, Ministre de Grand-duc de Bade sur les affaires d'Allemagne.	177
1 Oct. Note du Duc de Campochiaro, Ministre des affaires étrangères du Roi des Deux-Siciles adressée au Prince de Metternich sur les affaires de Naples.	183
1822.	
4 Mai. Lettre anonyme contenant un Exposé des relations politiques de la diète germanique à Francfort et une caractéristique de ses membres.	191
1827.	
9 Janv. Dépêche réservée du comte de Nesselrode au Prince de Lieven.	196
9 Juill. Traité de limites entre la Prusse et le Royaume de Hanovre, conclu et signé à Lengerich.	207

- 12 Déc. Traité de limites entre la Prusse et le Pag.
Hanovre, conclu et signé à Ibourg. 232

1833.

- 15 Janv. Déclaration du Gouvernement Grand-du-
cal Luxembourgeois relative au procédé de la
diète germanique à l'occasion de l'invasion
des Belges dans le Grand-duché de Luxem-
bourg. 253

1834.

- . . . Janv. Actes des conférences confidentielles
ministérielles sur les affaires d'Allemagne,
tenues à Vienne. 256

1835.

- 15 Août. Convention conclue entre le royaume de
Wurtemberg et les Grandduchés de Bade et
de Hesse sur les droits de navigation sur le
Neckar. 280

1837.

- 24 Juill. Convention et traités entre la France et
les Isles de Sandwich. 282

1838.

- 4 Sept. Convention conclue entre Abel Dupetit-
Thouars, capitaine de vaisseau et comman-
dant de la frégate la Vénus, au nom de S.
M. le Roi de Français et S. M. le reine Po-
mare d'O'Taïti. 287
- 9 Sept. Convention entre la Prusse et le Duché
d'Anhalt-Bernbourg, pour prévenir les délits
forestiers et de chasse dans les forêts limitro-
phes. 426
- 17 Sept. Convention entre la Prusse et la Grèce
sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine
et de détraction. 428
- 25 Sept. Convention entre les royaumes de Prusse
et de Hanovre concernant les Exilés. 414
- 27 Sept. Convention entre la Prusse et le Duché
de Saxe-Meiningen, concernant les vagabonds
et exilés. 432
- 27 Octob. Convention entre la Prusse et le Du-
ché de Brunswic, concernant les Exilés. 440

- 14 Octob. Convention entre les royaumes de Prusse et de Saxe en faveur de l'administration de la justice. 452
- 16 Octob. Convention entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Bernbourg, concernant les Exilés. 446
- 27 Octob. Convention entre la Prusse et le Duché de Brunswic, concernant les Exilés. 440
- . . . Octob. Convention entre les Royaumes de Prusse et de Hanovre, concernant les Exilés. 421

1839.

- 19 Janv. Traité entre la Grande-Bretagne et la République de Chile sur l'abolition de la traité d'esclaves; conclu à Saint-Jago en Chile. 526
- 30 Mai. Convention entre la Prusse et la Principauté de Schaumbourg-Lippe sur la reception réciproque des Exilés. 288
- 12 Juin. Stipulations supplémentaires à la convention du $\frac{28 \text{ Fevr.}}{5 \text{ Avril}}$ 1821, conclue entre la Prusse et la Principauté de Reuss-Plauen sur la réception des Exilés. 295
- 13 Juin. Traité de Paix, d'Amitié, de Navigation et de Commerce entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la République de l'Équateur. Conclue et signé à Quito. 298
- 11 Juill. Traité entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Bernbourg pour le renouvellement des traités subsistans entre ces Etats sur les relations de commerce et de douane et les droits auxquels seront soumis les produits du Duché. Signé à Berlin. 327
- 13 Juill. Traité entre S. M. britannique et la République orientale de l'Uruguay, pour l'abolition du trafic d'esclaves. 332
- 19 Juill. Convention entre la Prusse et la Principauté de Lippe-Detmold sur la reception réciproque des vagabonds. 394
- 20 Juill. Convention entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Dessau sur la reception réciproque des vagabonds. 401
- 24 Juill. Convention entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Coethen, concernant les vagabonds et exilés. 408

1840.

- 25 Sept. Traité entre la Grande-Bretagne et la République de Bolivia sur l'abolition du trafic d'esclaves; signé à Sucre en Bolivie. 486
- 16 Nov. Traité entre la Grande-Bretagne et la République de Texas sur l'abolition du trafic d'esclaves; signé à Londres. 506
- . . . Déc. Correspondance entre quelques commerçans de Macao et le commandant en chef de l'escadre de S. M. Britannique en Chine, au sujet de la mesure qui a soustrait les navires américains Panama et Kosciusko aux effets du blocus. 467

1841.

- 24 Févr. Traité entre la Grande-Bretagne et la République Mexicaine sur l'abolition de la traité d'esclaves; signé à Mexico. 560
- 5 Mars. Circulaire du collège de commerce à Stockholm relative aux avantages accordés aux navires étrangers dans les ports de la Suède. 582
- 10 Mai. Loi sur les douanes donnée dans la République de Venezuela, qui modifie la loi du 18 Mai 1839. 589
- 16 Sept. Convention entre la Belgique et le Duché de Nassau pour régler les droits des sujets respectifs des deux pays à l'égard des transmissions de biens; conclue et signée à Wiesbaden. 600
- 28 Oct. Convention entre le Royaume de Saxe et le Royaume des deux Siciles sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine; signée à Dresden. 604
- 11 Nov. Traité conclu entre la Grande-Bretagne et la République de Texas, par lequel la Grande-Bretagne accepte le rôle de médiatrice entre le Mexique et le Texas; signé à Londres. 609
- 19 Nov. Renouvellement des conventions subsistantes entre le Royaume de Wurtemberg et la Principauté de Hohenzollern-Hechingen, pour charger le tribunal suprême du premier des fonctions de tribunal suprême pour le dernier. 607

1842.

- 1^r Janv. Traité entre le Royaume de Hanovre, le Pag.
Grandduché d'Oldenbourg et le Duché de
Brunswic d'une part et la Principauté de
Schaumbourg-Lippe de l'autre part, sur la
continuation de leur union douanière. 610
- 15 Janv. Traité de navigation conclu entre le Roy-
aume de Hanovre et le Royaume de Belgique. 613
- 15 Janv. Convention entre les Royaumes de Ha-
novre et de Belgique sur l'abolition récipro-
que du droit d'aubaine. 622
- 24 Févr. Lettre du Secrétaire d'Etat des affaires
étrangères de la Grande-Bretagne relative aux
bâtimens de construction étrangère naviguant
sous le pavillon anglais. 624
- 6 Juin. Convention entre le Royaume de Saxe et
la principauté de Reuss-Plauen sur, les dépen-
ses occasionnés par l'administration de la ju-
stice criminelle. 627
- 20 Juin. Publication officielle faite dans le Roy-
aume de Saxe sur l'accession du Duché de
Brunswic, de la principauté de Pymont et
de la principauté de Lippe à la convention
générale monétaire du 30 Juillet 1838. 628
- 1 Juill. Convention monétaire entre les Royaumes
de Bavière et de Wurtemberg, les Granddu-
chés de Bade et de Hesse, les Duchés de
Nassau et de Saxe Meiningen, la Principauté
de Schwarzbourg-Rudolstadt et la ville libre
de Francfort, signé à Munic. 629
- 1 Juill. Convention entre le Royaume de Wurtem-
berg et les Grandduchés de Bade et de Hesse,
pour régler la navigation sur le Neckar. 630
- 9 Août. Convention entre l'Autriche et le Royaume
de Saxe sur la construction d'un chemin de
fer de Vienne par Prague jusqu'à Dresden. 660
- 13 Sept. Publication officielle faite à Dresden sur
l'accession du Duché de Saxe-Altenbourg à
la convention subsistant entre le royaume de
Saxe, la Prusse et les Duchés d'Anhalt rela-
tive aux passeports des étrangers voyageant
sur les routes de fer, et sur quelques modifi-
cations de plusieurs articles de cette convention. 663

- 16 Sept. Convention entre le Duché de Nassau et Pag.
la confédération Suisse sur l'abolition récipro- 666
que du droit d'aubaine.
- 25 Oct. Traité de commerce entre l'Espagne et la 667
Belgique; signé à Bruxelles.
- ... Nov. Modifications du tarif de douanes pour
1843, 1844 et 1845 concertées entre les
gouvernements des Etats appartenans à l'u-
nion douanière Prussienne. 672
-

II.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

	Pag.
Allemagne.	
6—31 Août. Protocoles des conférences, Actes et Résolutions du Congrès de Carlsbad.	8
4 Mai. Lettre du Prince de Metternich au Baron de Berstell, Ministre du Grandduc de Bade sur les affaires d'Allemagne.	177
... Mai. Lettre anonyme contenant un Exposé des relations politique de la diète germanique à Francfort et une caractéristique de ses membres.	191
Actes des conférences confidentielles ministérielles sur les affaires d'Allemagne, tenues à Vienne.	256
Amérique (Etats-unis).	
13 Juin. Traité de Paix, d'Amitié, de Navigation et de Commerce entre les Etats unis de l'Amérique Septentrionale et la République de l'Equateur conclu et signé à Quito.	298
Anhalt-Bernbourg (Duché).	
11 Juill. Traité entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Bernbourg pour le renouvellement des traités subsistans entre ces Etats sur les relations de commerce et de douane et sur les droits auxquels seront soumis les produits du Duché. Signé à Berlin.	327
Anhalt-Coethen (Duché).	
24 Juill. Convention entre la Prusse et le Duché d'Anhalt Coethen, concernant les vagabonds et exilés.	408
Anhalt-Dessau (Duché).	
20 Juill. Convention entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Dessau sur la reception réciproque des vagabonds.	401

Bade (Grandduché).

- 1835 15 Août. Convention conclue entre le royaume de Prusse, le Wurtemberg et les Grandduchés de Bade et de Hesse sur les droits de navigation sur le Neckar. 280
- 1842 1 Juill. Convention monétaire entre les royaumes de Bavière et de Wurtemberg, les Grandduchés de Bade et de Hesse, les Duchés de Nassau et de Saxe-Meiningen, la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt et la ville libre de Francfort, signée à Munic. 629
- 1842 1 Juill. Convention entre le Royaume de Wurtemberg et les Grandduchés de Bade et de Hesse, pour régler la navigation sur le Neckar. 630

Bavière (Royaume).

- 1842 1 Juill. Convention monétaire entre les Royaumes de Bavière et de Wurtemberg, les Grandduchés de Bade et de Hesse, les Duchés de Nassau et de Saxe-Meiningen, la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt et la ville libre de Francfort, signée à Munic. 621

Belgique (Royaume).

- 1841 16 Sept. Convention entre la Belgique et le Duché de Nassau pour régler les droits des sujets respectifs des deux pays à l'égard des transmissions de biens, conclue et signée à Wisbaden. 600
- 1842 25 Oct. Traité de commerce entre l'Espagne et la Belgique, signé à Bruxelles. 667

Bolivia (République).

- 1840 25 Sept. Traité entre la Grande-Bretagne et la République de Bolivia sur l'abolition du trafic d'esclaves, signé à Sucre en Bolivie. 486

Brunswic (Duché)

- 1842 20 Juin. Publication officielle faite à Dresden sur l'accession du Duché de Brunswic, de la principauté de Lippe et de la principauté de Pyrmont à la convention générale monétaire du 30 Juillet 1838. 628

Chile (République).

- 19 Janv. Traité entre la Grande-Bretagne et la République de Chile sur l'abolition de la traite d'esclaves, conclu à Saint-Jago en Chile. 526

Chine.

- ... Déc. Correspondance entre quelques commerçans de Macao et le Commandant en chef de l'escadre Britannique en Chine, au sujet de la mesure qui a soustrait les navires américains Panama et Kosciusko aux effets du blocus. 467

Deux-Siciles (Royaume).

- 1 Oct. Note du Duc de Campochiaro, Ministre des affaires étrangères du Roi des Deux-Siciles adressée au Prince de Metternich sur les affaires de Naples. 183

Equateur (République).

- 13 Juin. Traité de Paix, d'Amitié, de Navigation et de Commerce entre les Etats-unis de l'Amérique Septentrionale et la République de l'Equateur; conclu et signé à Quito. 298

Espagne (Royaume).

- 25 Oct. Traité de commerce entre l'Espagne et la Belgique, signé à Bruxelles. 667

France (Royaume).

- 24 Juill. Convention et traités entre la France et les Isles de Sandwich. 282
- 4 Sept. Convention conclue entre Abel Dupetit-Thouars, capitaine de vaisseau et commandant de la frégate la Vénus, au nom de S. M. le Roi des Français et S. M. la reine Pomare d'O-Taïti. 287

Francfort (Ville libre).

- 1 Juill. Convention monétaire entre les royaumes de Bavière et de Wurtemberg, les Grand-duchés de Bade et de Hesse, les Duchés de Nassau et de Saxe-Meiningen, la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt et la ville libre de Francfort, signée à Munic. 629

Grande-Bretagne.

- 1839 19 Janv. Traité entre la Grande-Bretagne et la République de Chile sur l'abolition de la traité d'esclaves, conclu à Saint-Jago en Chile. 52
- 1839 13 Juill. Traité entre la Grande-Bretagne et la République orientale d'Uruguay pour l'abolition du trafic d'esclaves. 33
- 1840 25 Sept. Traité entre la Grande-Bretagne et la République de Bolivia sur l'abolition du trafic d'esclaves, signé à Sucre en Bolivie. 48
- 1840 16 Nov. Traité entre la Grande-Bretagne et la République de Texas sur l'abolition du trafic d'esclaves, signé à Londres. 50
- 1840 . . . Déc. Correspondance entre quelques commerçans de Macao et le Commandant en chef de l'escadre britannique en Chine au sujet de la mesure qui a soustrait les navires américains Panama et Kosciusko aux effets du blocus. 46
- 1841 24 Fevr. Traite entre la Grande-Bretagne et la République Mexicaine sur l'abolition de la traité d'esclaves, signé à Mexico. 56

Hanovre (Royaume).

- 1817 Convention entre les royaumes des Pays-bas et de Hanovre sur l'extradition réciproque des malfaiteurs.
- 1827 9 Juill. Traité de limites entre la Prusse et le Royaume de Hanovre conclu et signé à Lengerich. 20
- 1827 12 Déc. Traité de limites entre la Prusse et le Hanovre, conclu et signé à Ibourg. 23

Hesse (Grand-duché).

- 1835 15 Août. Convention conclue entre le royaume de Würtemberg et les Grandduchés de Bade et de Hesse sur les droits de navigation sur le Neckar. 28
- 1842 1 Juill. Convention monétaire entre les royaumes de Bavière et de Würtemberg, les Grandduchés de Bade et de Hesse, les Duchés de Nassau et de Saxe-Meiningen, la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt et la ville libre de Francfort, signée à Munic. 62

42 1 Juill. Convention entre le Royaume de Würtemberg et les Grandduchés de Bade et de Hesse, pour régler la navigation sur le Neckar. 630

Hollande (Pays-bas).

17 Convention entre les royaumes des Pays-bas et de Hanovre sur l'extradition réciproque des malfaiteurs. 3

Lippe-Detmold (Principauté).

39 19 Juill. Convention entre la Prusse et la Principauté de Lippe-Detmold sur la réception réciproque des vagabonds. 394

42 20 Juin. Publication officielle faite à Dresden sur l'accession du Duché de Brunswic, de la Principauté de Pymont et de la Principauté de Lippe à la convention générale monétaire du 30 Juillet 1838. 628

Lippe-Schaumbourg (Principauté).

339 30 Mai. Convention entre la Prusse et la Principauté de Lippe-Schaumbourg sur la réception réciproque des Exilés. 288

Luxembourg (Grand-duché).

833 15 Janv. Déclaration du Gouvernement Grand-ducal Luxembourgeois relative au procédé de la diète germanique à l'occasion de l'invasion des Belges dans le Grand-duché de Luxembourg. 253

Mexique (République).

841 24 Fevr. Traité entre la Grande-Bretagne et la République Mexicaine sur l'abolition de la traite d'esclaves, signé à Mexico. 560

Nassau (Duché).

341 16 Sept. Convention entre la Belgique et le Duché de Nassau pour régler les droits des sujets respectifs des deux pays à l'égard des transmissions de biens, conclue et signée à Wisbaden. 600

342 16 Sept. Convention entre le Duché de Nassau et la confédération Suisse sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine. 666

Prusse (Royaume).

327 9 Juill. Traité de limites entre la Prusse et le royaume de Hanovre conclu et signé à Lengerich. 207

1827	12	Déc.	Traité de limites entre la Prusse et le Royaume de Hanovre conclu et signé à Ibourg.	Pag. 232	18
1839	30	Mai.	Convention entre la Prusse et la Principauté de Lippe-Schaumbourg sur la réception réciproque des Exilés.	288	
1839	12	Juin.	Stipulations supplémentaires à la convention du $\frac{28 \text{ Févr.}}{5 \text{ Avril}}$ 1821, conclu entre la Prusse et la Principauté de Reuss-Plauen sur la réception des Exilés.	295	11
1839	11	Juill.	Traité entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Bernbourg pour le renouvellement des traités subsistans entre ces Etats sur les relations de commerce et de douane et sur les droits auxquels seront soumis les produits du Duché, signé à Berlin.	327	1
1839	19	Juill.	Convention entre la Prusse et la Principauté de Lippe-Detmold sur la réception réciproque des vagabonds.	394	
1839	20	Juill.	Convention entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Dessau sur la réception réciproque des vagabonds.	401	
1839	24	Juill.	Convention entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Coethen, concernant les vagabonds et exilés.	408	
1842	. . .	Nov.	Modifications du tarif de douanes pour 1843, 1844 et 1845 concertées entre les gouvernements des Etats appartenans à l'union douanière Prussienne.	672	

Reuss-Plauen (Principauté).

1839	12	Juin.	Stipulations supplémentaires à la convention du $\frac{28 \text{ Févr.}}{5 \text{ Avril}}$ 1821, conclue entre la Prusse et la Principauté de Reuss-Plauen sur la réception des Exilés.	295
1842	6	Juin	Convention entre le Royaume de Saxe et la principauté de Reuss-Plauen sur les dépenses occasionnées par l'administration de la justice criminelle.	627

Russie.

1827	9	Janv.	Dépêche réservée du Comte de Nesselrode au Prince de Lieven.	196
------	---	-------	--	-----

Saxe (Royaume).

- 1 Juin. Convention entre le Royaume de Saxe et Pag. la principauté de Reuss-Plauen sur les dépenses occasionnées par l'administration de la justice criminelle. 627
- 0 Juin. Publication officielle faite dans le royaume de Saxe sur l'accession du Duché de Brunswick, de la principauté de Pymont et de la principauté de Lippe à la convention générale monétaire du 30 Juillet 1838. 629
- 3 Sept. Publication officielle faite à Dresden sur l'accession du Duché de Saxe-Altenbourg à la convention subsistant entre le royaume de Saxe, la Prusse et les Duchés d'Anhalt relative aux passeports des étrangères voyageant sur les routes de fer, et sur quelques modifications de plusieurs articles de cette convention. 663

Saxe-Altenbourg (Duché).

- 3 Sept. Publication officielle faite à Dresden sur l'accession du Duché de Saxe-Altenbourg à la convention subsistant entre le royaume de Saxe, la Prusse et les Duchés d'Anhalt relative aux passeports des étrangers voyageant sur les routes de fer, et sur quelques modifications de plusieurs articles de cette convention. 663

Saxe-Meiningen (Duché).

- Juill. Convention monétaire entre les royaumes de Bavière et de Wurtemberg, les Grandduchés de Bade et de Hesse, les Duchés de Nassau et de Saxe-Meiningen, la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt et la ville libre de Francfort, signée à Munic. 629

Schwarzbourg-Rudolstadt (Principauté).

- Juill. Convention monétaire entre les royaumes de Bavière et de Wurtemberg, les Grandduchés de Bade et de Hesse, les Duchés de Nassau et de Saxe-Meiningen, la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt et la ville libre de Francfort, signés à Munic. 629

Suède.

- 1841 5 Mars. Circulaire du collège de commerce à Paris Stockholm relative aux avantages accordés aux navires étrangers dans les ports de la Suède. 52

Suisse.

- 1842 16 Sept. Convention entre le Duché de Nassau et la confédération Suisse sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine. 66

Texas (République).

- 1840 16 Nov. Traité entre la Grande-Bretagne et la République de Texas sur l'abolition du trafic d'esclaves, signé à Londres. 50

Uruguay (République).

- 1839 13 Juill. Traité entre S. M. britannique et la République orientale d'Uruguay, pour l'abolition du trafic d'esclaves. 33

Venezuela (République).

- 1841 18 Mai. Loi sur les douanes donnée dans la République de Venezuela, qui modifie la loi du 18 Mai 1839. 58

Waldeck (Principauté).

- 1842 20 Juin. Publication officielle faite à Dresden sur l'accession du Duché de Brunswic, de la principauté de Pymont et de la principauté de Lippe à la convention générale monétaire du 30 Juillet 1838. 62

Wurtemberg (Royaume).

- 1835 15 Août. Convention conclue entre le royaume de Wurtemberg et les Grandduchés de Bade et de Hesse sur les droits de navigation sur le Neckar. 28

- 1842 1 Juill. Convention monétaire entre les royaumes de Bavière et de Wurtemberg, les Grandduchés de Bade et de Hesse, les Duchés de Nassau et de Saxe-Meiningen, la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt et la ville libre de Francfort, signée à Munic. 6

- 1842 1 Juill. Convention entre le Royaume de Wurtemberg et les Grandduchés de Bade et de Hesse, pour régler la navigation sur le Neckar. 6







